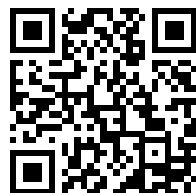

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477989



UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST



UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST

Dc
611
S325-
A35-

REVUE
DE SAINTONGE ET D'AUNIS

D c
611
S 325-
A 35-

REVUE
DE SAINTONGE ET D'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDER, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-présidents : MAURICE BUNES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : M. FERNAND BÉJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.
Trésorier-adjoint : M. BOURBIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue de Vaugirard, 240.
GEORGES MUSSET, I. ①, archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BAHNOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.
JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.
ANATOLE LAVERNY, au château du Condret, près Saintes.
ABEL MESTREAU, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, rue Saint-Michel, 16.
La société publie tous les deux mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Annis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.
Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs ; 11 fr. 50 pour l'étranger ; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE ET D'AUNIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES

XXXV



SAINTES
LIBRAIRIE J. PRÉVOST

15, COURS NATIONAL

1915

100

Bates
Nijhoff
7-17-26
13492

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE FÉVRIER

AVIS ET NOUVELLES : Nominations, Congrès des Sociétés savantes.
NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : M. Normand d'Authon, M. Richard, Mgr Jourdan, M. H. Tercinier, M. de Grandsaigne, le Dr Bourru, M. Robin, M. Gibouin.
VARIÉTÉS : *Hausmanisation de Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Les Laplanche*, par M. Chesnier du Chesno ; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Guérin ; *Fragment d'un récit de voyage en Saintonge, La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. le chanoine Lemonnier.
DOCUMENTS : *Minutes de notaires, Notes de lecture*, par M. Ch. Dangibeaud.
QUESTION : Pontifical de Saintes.
BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

M. l'abbé Bauré, aumônier de la Providence de Saintes, chanoine honoraire, est nommé vicaire général, archidiacre de Saintes, Jonzac et Marennes.

Notre confrère, M. Yves Heurtel, auditeur au conseil d'Etat, capitaine d'infanterie de réserve, a été installé en décembre dernier, par le général Joffre, à l'hôtel de ville de Thann (Haute-Alsace), comme administrateur du pays conquis. Il vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Le Congrès des sociétés savantes qui devait s'ouvrir le 6 avril prochain à Marseille est ajourné.

La Rédaction de la *Revue* rappelle la note insérée dans le dernier numéro relative aux fils, frères, et parents de nos

confrères, ou de leurs amis morts pendant la guerre. Leur concours nous est indispensable. Les journaux sont insuffisants ou erronés. La liste paraîtra après la guerre.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

DÉCÈS

Le 29 octobre 1914, à La Martière, commune de Saint-Pierre d'Oléron, est décédé notre confrère, M. Maurice Normand d'Authon, âgé de 67 ans. Né à Saint-Jean d'Angély le 8 juin 1847 il n'a occupé aucune fonction publique. Son père, M. Paul Normand d'Authon, avocat, ancien conseiller général, décédé en 1896, avait eu quatre enfants : *Antoinette*, née à Saint-Jean d'Angély, le 10 février 1842, décédée à La Martière, le 10 octobre 1898, célibataire ; *René*, né à Saint-Jean d'Angély, le 14 juillet 1844, inspecteur des eaux et forêts, en retraite à Niort, marié le 8 décembre 1874 avec Louise-Marie de Saint-Blancard. Pas d'enfants ; *Maurice*, dont s'agit ; *Marie*, née à La Martière, le 30 octobre 1853, célibataire. Cette branche des Normand d'Authon, après le décès de M. René et Mlle Marie Normand, ne sera plus représentée que par MM. Paul Normand d'Authon, avocat à la cour d'appel d'Angers ; Charles, propriétaire du château d'Authon (dont trois enfants) ; et Louis, propriétaire au château de Maurière, près Tonnay-Charente. Cf. *Bulletin*, II, p. 157.

—

Le 2 décembre 1914, M. Alfred Richard, ancien archiviste de la Vienne, président de la société des archives du Poitou, chevalier de la légion d'honneur, est décédé.

—

Est décédé à La Rochelle, le 13 décembre 1914, Monseigneur Jourdan, Charles-Stanislas-Aristide, vicaire général du diocèse, doyen du chapitre, âgé de 63 ans.

—

Le même jour, est décédé à l'hôpital de Rochefort, où il était entré pour être soigné d'une pneumonie, M. Henry Tercinier, soldat au 3^e colonial, employé à la chefferie du génie militaire

de Rochefort, âgé de 27 ans, fils unique de notre confrère M. Léon Tercinier, commandant de cavalerie en retraite, propriétaire à Gadeville, commune de Brie-sur-Matha.

Le 20 décembre 1914, est décédé sur son yacht, dans les parages de Maumusson, M. Maurice de Grandsaigne d'Hauterive, négociant, ancien président du tribunal de commerce de Cognac.

Le 22 décembre 1914, a été inhumé à Rochefort le corps du docteur Bourru, décédé à Nice. Une note biographique paraîtra dans le prochain numéro.

Le 4 janvier 1915, à Libourne est décédé M. Pierre Robin, procureur de la République à Saintes, âgé de 55 ans. Procureur à Saint-Jean d'Angély il était passé à Saintes le 20 juin 1912.

Le 15 janvier 1915, est décédé à Saintes M. Adolphe Gibouin, âgé de 95 ans, notre confrère.

VARIÉTÉS

I

HAUSSMANISATION DE SAINTES

Le mot que j'inscris en tête de ma communication paraîtra peut-être un peu barbare et surtout un anachronisme. Comment mieux qualifier cependant ce programme touffu que je transcris ? C'est un rêve ! mais il faut avouer que l'auteur avait une ampleur d'esprit d'entreprise comparable dans la petite administration saintaise à celle du célèbre préfet de la Seine dans la grande administration parisienne.

J'ai trouvé ce programme magnifique parmi un tas de papiers de famille parfaitement inutiles, non pas en original mais en copie.

Je n'en connais donc ni l'auteur ni la date, mais peut-être ne faudrait-il pas le donner en mille pour découvrir l'un et l'autre. Je ne doute pas que cet auteur n'ait été mêlé aux affaires publi-

ques, qu'il n'ait collaboré, par exemple, au conseil d'arrondissement de Saintes, où nous verrions, très probablement, plusieurs de ses vœux formulés en séance, si nous pouvions feuilleter les registres des délibérations. En tout cas, celui qui a dressé cette liste d'améliorations multiples, de créations touchant plusieurs ordres d'idées fait preuve d'une largeur de vue bien remarquable que beaucoup de ses concitoyens ont dû taxer d'utopies. Il devançait certainement l'esprit de son temps et de sa ville, sachant allier l'utile à l'agréable, il prouve que le lettré, l'ami des arts, de l'histoire, de l'archéologie, n'oublie pas les exigences de la vie, le bien-être et la prospérité de la cité. Evidemment son programme comprend des impossibilités (évêché, flèche de Saint-Pierre) ou des créations vouées à l'impuissance (académie). Mais à côté combien de desiderata de la plus évidente utilité ! Plusieurs ont été exécutés, tant ils s'imposaient, après de longs retards cependant. Il en est toujours ainsi en matière administrative : entre la proposition et l'exécution il s'écoule un temps énorme. Les conseils, en effet, ne saisissent pas toujours très rapidement l'utilité d'une réforme ou d'une création. Les commissions discutent amplement, délibèrent, votent, et même quand le vote est acquis, le rapport se fait attendre ou l'assemblée l'oublie pendant des années, à moins qu'on n'enterre purement et simplement, sans examen, une amélioration, sous prétexte qu'elle lèse des intérêts privés, ou qu'on n'en sent pas l'utilité immédiate. « Ça peut attendre ». Et cependant l'économie dans ces cas là, l'ajournement sont les pires procédés d'administration. Les conseils ont souvent la vue courte, très courte. Reverseaux fut vilipendé quand il proposa de créer un cours en dehors des remparts de la ville, aboutissant à un pont neuf avec avenue vers la route de Saint-Jean, il finit par avoir gain de cause, le corps de l'échevinage accepta son projet, mais quand le moment de l'exécution arriva, les marchands de la grand' rue, de la rue du faubourg des Dames clamèrent si fort qu'ils allaient être ruinés, parce que la circulation serait détournée, que l'échevinage souleva embarras sur embarras et revint sur son vote. La Révolution éclata sur ces entrefaites, elle continua une partie du cours par les ateliers de charité, mais le pont attendit jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Notre Haussmann pourrait se plaindre d'un sort pareil. On verra qu'il avait cent fois raison de demander un château d'eau, l'élargissement de certaines

rues, un marché couvert, le gaz, un hôtel de ville, une bibliothèque, etc. Tout cela a fini par se faire... mais après combien d'atermoiements, d'hésitations. Et enfin de compte les deux millions prévus auraient été de l'argent bien placé. Il est vrai que depuis, l'accroissement de la population aurait exigé bien des agrandissements aux constructions faites, voire des reconstructions, château d'eau par exemple, mais qui sait si l'hôtel de ville avait été refait si on n'aurait pas évité le sinistre de 1871, en ce qui concerne la bibliothèque tout au moins et les richesses qu'elle contenait.

Je reconnais très volontiers que ce programme si conforme aux besoins justifiés des Saintais qu'il fut, était voué à un échec assuré. Défalcation faite des dépenses somptuaires, partant incomprises par une assemblée (musée, théâtre d'opéra), son audace, son ampleur devaient fatalement effrayer les bourses, car toute amélioration d'édilité, toute création municipale aboutit à une augmentation d'impôts. Les municipalités vivaient et vivent au jour le jour, bien peu vont au-delà des besoins présents, et Saintes en particulier avait la réputation de « savoir mieux détruire que construire ». On n'avait pas encore inventé le système des séries de travaux nécessaires, reportés sur une longue suite d'années, et poursuivis méthodiquement. Plus de deux millions d'ouvrages à Saintes vers 1830 ! Quelle folle imagination ! Le programme a été rédigé en effet avant 1830. La preuve en est que son auteur demande la construction d'une façade à l'église Saint-Eutrope, laquelle ne fut exécutée qu'en 1830.

CH. DANGIBEAUD.

- Elargissement de la rue du faubourg Saint-Vivien.
- Agrandissement du cimetière (1).
- Remplacement par un autre monument de la colonne de la place Blair (2).
- Conduite et concession d'eau (3)
- Bornes fontaines dans les rues.
- Prolongation de la rue Saint-François sur la rivière et de

(1) Il était alors sur la route de Rochefort.

(2) De nos jours on a proposé d'accrocher des becs de gaz à cette colonne pour éclairer la place, sans succès du reste.

(3) Ce qui suppose la construction d'un château d'eau dont il n'est question nulle part.

la rue qui monte à l'église Saint-Eutrope jusqu'à la place du faubourg.

- Numérotage des maisons (1).
- Plantations aussi nombreuses que possible.
- Tâcher d'avoir l'évêché. Offrir sa construction. Idem le séminaire.
- Voie d'accession de la rue des Ballets au Capitole.
- Prolonger grande rue jusqu'à la rivière (2).
- Installer marché aux poissons soit sous le marché couvert soit ailleurs (3).
- Organisation et construction d'une bourse de commerce.
- Amélioration des chemins vicinaux et ruraux de la commune.
- Ecole communale.
- Agrandir le musée d'antiquité (4). Organiser un cabinet d'histoire naturelle.
- Fondation de prix annuels pour les meilleurs mémoires et publications concernant le pays.
- Organisation d'une académie. Plusieurs sections : 1° morale, législation, administration ; 2° agriculture et sciences naturelles ; 3° médecine ; 4° hygiène publique ; 5° archéologie, beaux-arts (5).
- Elle publierait des mémoires chaque année.
- Elargissement de la rue Eschasseriaux sur les maisons Magnié et Hus (6).

(1) Le numérotage général durait donc encore.

(2) Cette proposition est inintelligible pour nous, la Grand'Rue aboutissant au pont, il ne s'agit pas d'elle. Peut être l'auteur veut-il parler de la rue Désiles.

(3) Cette proposition ne s'est réalisée que sous Napoléon III par la construction d'une poissonnerie dans le marché couvert bâti par l'architecte Fontorbe, aujourd'hui ce marché est en grande partie retourné dans la rue Désiles et le quai.

(4) Ce que l'on appelait alors le musée des antiques était placé dans la mairie même, à côté de la bibliothèque, comme de nos jours encore dans beaucoup de petites villes. Cinquante-sept ou soixante ans devaient s'écouler avant que nos admirables pierres romaines eussent raison de l'indifférence municipale.

(5) Voir la note ci-dessous.

(6) C'est-à-dire à l'entrée de la rue Alsace Lorraine côté Saint Pierre, (aujourd'hui boucherie et en face maison Chansard, jadis Bon).

- Etablir un ou deux squares avec fontaines et tapis vert (1).
- Prolonger la rue des Ballets sur la place Blair en coupant la maison Lacroix (2).
- Prolonger la rue Saint-Pierre sur l'alignement de la grille de la mairie jusqu'à la maison de Georges fils, pâtissier (3).
- Elargir la rue Saint-Maur en coupant les maisons Bridault (4) et Gontier.
- Fondation d'une revue historique saintongeaise destinée à éclairer l'histoire et la géographie du pays, à réimprimer de vieux documents. Cela seulement si les mémoires de l'Académie ne suffisaient pas (5).
- Provoquer la fondation à Saintes dans une belle position d'un établissement de santé capable d'attirer des convalescents étrangers.
- Porter la plus sérieuse attention sur les finances de la ville. Créer le plus possible d'établissements municipaux productifs de revenus. Organiser le plus possible sous forme de souscription comme manifestation de l'esprit local.
- Reconstruction d'un hôtel de ville (6) et bibliothèque.
- Dotation au collège pour augmenter le nombre des chaires et le rendre l'égal des lycées (7).
- Changement de quelques noms de rues pour rappeler des noms locaux : Maichin, Béchet, Veyrel, Vienille, Palissy, etc. (8).

(1) Ce vœu ne s'est réalisé qu'avec la construction du Palais de justice moins les fontaines.

(2) La maison d'angle à droite en allant vers la place Saint-Louis.

(3) La construction de magasins de la ville puis du musée archéologique en 1887 a réalisé ce vœu.

(4) Vœu réalisé en partie par le docteur Armand, quand il a reconstruit la façade de la maison Bridault.

(5) Ce vœu fut exécuté en partie en 1839 par la fondation d'une société archéologique qui ne publia rien et disparut sans bruit. En 1860, la commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure fut créée, s'augmenta d'une société archéologique en 1875 avec membres payants. En 1874, M. Audiat fonda notre société.

(6) Il a fallu l'incendie de 1871 pour arriver à réaliser ce vœu en partie. On n'a pas reconstruit, on a plaqué une façade sur l'ancienne et on a transporté la bibliothèque dans l'ancien Palais de justice.

(7) Au début du XIX^e siècle le collège avait eu l'ambition de se faire ériger en lycée

(8) La plupart de ces vieilles connaissances à nous attendent encore.

- Achèvement de la flèche de Saint-Pierre (1).
- Subvention d'une troupe d'opéra.
- Restaurer l'entrée de la crypte de Saint-Eutrope telle qu'elle était autrefois en dessous de la place actuelle. Faire une façade pour l'église haute (2).
- Creusement d'un port de commerce.
- Restauration de l'église de l'abbaye.
- Quelles industries attirer et fixer? Minoteries; relever les faïenceries. Quid verrerie? Scierie mécanique pour bois de futailles (3).
- Débarrasser la tour de l'église Saint-Pierre. Avant de provoquer la démolition des maisons qui entourent l'église, préparer la construction des maisons destinées à recevoir les locataires congédiés, afin de ne pas les éloigner de leur quartier et de ne pas trop les sortir de leurs habitudes.
- Construire un presbytère pour cette église avec jardin.
- Allocation extraordinaire à la bibliothèque pour se mettre au courant et constitution d'une rente de 4 ou 5.000 fr. par an pour tous frais (4).
- Mesures propres à assurer la conservation de l'amphithéâtre (5).
- Construction d'un pont en pierre (6).
- Construction de trottoirs dans les rues Porte-Aiguère, du Marché...
- Construction d'un marché couvert avec bâtiments et boutiques tout autour.
- Erection d'une statue à Bernard Palissy en face son ancienne demeure (7).
- Organisation des fêtes de la Saint-Eutrope.
- Jardin public (8).

1) Ce projet repousse de temps en temps, sans éveiller d'enthousiasme. Il a reparu en 1914 pour la dernière fois.

(2) Nous demandons aujourd'hui la reconstruction de la façade.

(3) Notre auteur n'oublie que l'essentiel : le commerce des eaux-de vie et des vins.

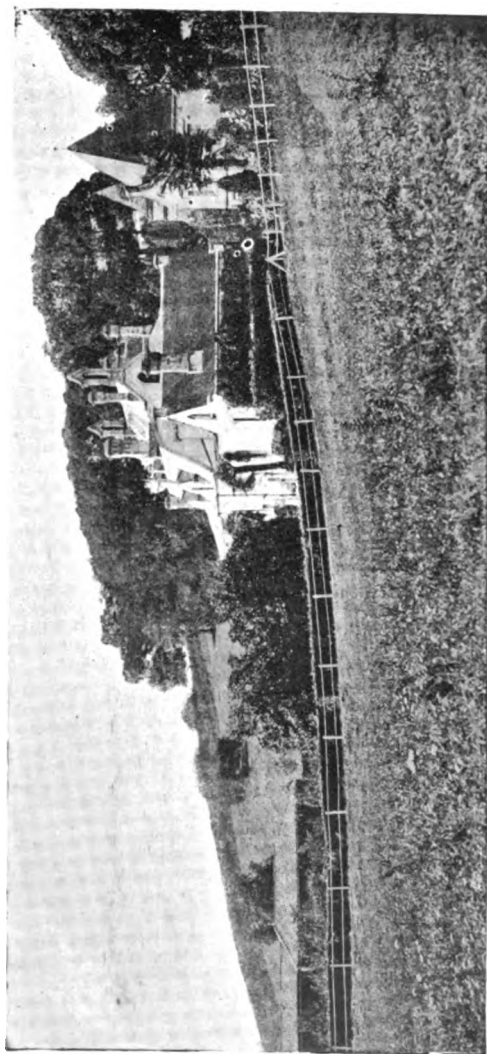
(4) Vœu louable mais chimérique ! Beaucoup de grandes villes n'en accordent pas tant à leur bibliothèque.

(5) On sait que la ville acheta les terrains en 1860-62. Les premières fouilles datent de 1822. Chaudruc de Crazannes obtint un billet de 500 francs !

(6) Ce vœu n'a été réalisé qu'en 1876.

(7) Palissy a sa statue depuis 1865.

(8) Nous l'attendons toujours.



Cliché Ch. Collas et Cie, Cognac.

LA DEMEURE FAMILIALE DES LAPLANCHE DE LA CHAPELLE : LE CHATEAU DE ROG.



- Paratonnerres sur les édifices publics (1).
- Eclairage au gaz (2).
- Dégager l'ancien hôtel de ville.
- Cours publics d'antiquités à la bibliothèque. Par ce moyen et autres surexciter l'esprit local. Séances du soir à la bibliothèque. Organisation d'un fonds de livres départementaux.
- Prolongation de la route de Pons à travers l'hôtel de la Cloche et les maisons et jardins de la rue Notre-Dame.
- Elargir le plus possible la rue du faubourg des Dames.

PRÉVISION DES DEPENSES

Construction d'un évêché.	100.000
Marché couvert avec boutiques.	100.000
Réorganisation du musée, cabinet d'histoire naturelle	20.000
Fondation de prix annuels (capital)	30.000
Revue historique (capital).	40.000
Construction d'une mairie et bibliothèque	200.000
Achèvement de la flèche de Saint-Pierre (3).	150.000
Restauration de l'église de l'abbaye	100.000
Creusement d'un port de commerce	100.000
Construction d'un pont en pierre	700.000
Création d'une bibliothèque saintongeaise.	50.000
Travaux à l'hospice.	100.000
Travaux au collège, chaires.	50.000
Redressement des rues, percement	500.000
Statue de Palissy, création de places squares, plantation.	60.000
	2.300.000

II

LES LAPLANCHE

SEIGNEURS D'ARTILLAC ET DE LA CHAPELLE

Le nom de Laplanche ou La Planche est très ancien en Saintonge. Dès le XIV^e siècle, on rencontre des personnages de ce nom; mais celui-ci étant fort répandu, non seulement dans

(1) Il n'y en a encore aucun sur les bâtiments municipaux, sauf le clocher de la chapelle de l'hôpital et le clocher de Saint-Eutrope.

(2) L'usine à gaz a été inaugurée en avril 1862.

(3) Les promoteurs actuels du projet n'en demandent pas plus !

notre région mais encore dans la France entière, il ne nous a pas été possible de rattacher ces divers sujets aux familles auxquelles ils appartiennent ; c'est pourquoi nous ne commencerons cette notice, écrite en grande partie d'après les archives de la famille (1), qu'à :

I. Maître *François Laplanche* qui épousa Catherine de Taste, fille de Nicolas de Taste. Il d. vait être né vers 1630. Nous ne savons rien de sa vie. Il habitait Arc s. où il avait des biens très importants ainsi qu'à Préguillac et dans les environs.

C'est à Arces que naquirent tous ses enfants qui furent :

1° Sébastien, baptisé le 15 août 1662 ; 2° Anne, baptisée le 15 juin 1666 ; 3° François, baptisé le 6 mai 1668 ; 4° Jacques, qui suit ; 5° Etienne, rapporté § I ; 6° Suzanne ; 7° Catherine.

II. Messire *Jacques Laplanche*, seigneur d'Artillac et de la Chapelle, né en 1673, vint se fixer à Saint-Thomas de Conac.

Le sénéchal du comté, qui était alors Michel Néraud de Langlade, plus tard gouverneur de La Réolle, ayant manifesté le désir de se démettre de cette charge, le duc de Richelieu, de qui dépendait la nomination à cette fonction, pria Michel Néraud de Langlade de lui présenter un successeur. Choisissez, lui recommandait-il, « une personne de probité, d'intelligence et capable de remplir dignement ce poste » (2)

Le choix de Michel Néraud de Langlade se porta sur Jacques Laplanche d'Artillac, qui fut agréé, ainsi qu'en témoigne un parchemin scellé d'un large cachet de cire rouge, conservé dans les archives de la famille, et dont voici la copie :

« Armand Jean du Plessis, duc de Richelieu et de Fronsac, pair de France, comte de Cosnac, chevalier des ordres du Roy, à tous ceux que ces présentes lettres verront, Salut. Savoir faisons que pour le bon rapport qui nous a esté fait de la personne de Jacques Laplanche sieur d'Artillac, et de ses mœurs, capacité, prudence et expérience. Pour ces causes nous luy avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, l'office de nostre sénéchal en nostre dit comté de Cosnac que tenoit et exerçoit M. Michel Néraud, sieur de l'Anglade, lequel s'en seroit demis, sous notre bon plaisir, au profit dudit sieur

(1) Ces archives, restées au château du Roc, sont aujourd'hui la propriété de M^{me} Regnaud à qui nous tenons à exprimer ici toute notre gratitude pour la bienveillance avec laquelle elle nous a permis de les consulter.

(2) Lettre du 20 septembre 1693.

Laplanche, pour ledit office avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user par ledit sieur Laplanche aux honneurs, fonctions, pouvoirs, franchises, libertés, prérogatives, prééminences, privilèges, exemptions, gages, droits, profits, revenus et émolumens audit office appartenans tels et tout ainsy qu'en a jouy, bien et dument ou du jouyr ledit sieur de Langlade. (Tant qu'il nous plaira). Si donnons en mandement au plus ancien officier du siège de la sénéchaussée de nostre dit comté de Cosnac. Que luy estant apparu des bonnes vie et mœurs, conversations et Religion Catolique, apostolique et Romaine dudit sieur Laplanche, il le mette et institue en possession dudit office, ensemble les honneurs et fonctions y attribuées, l'en faisant jouir pleinement et paisiblement et obéir et entendre de tous ceux et aussy qu'il appartiendra et choses concernant ledit office.

« Donné à Paris en nostre hostel, l'an de grâce Mil six cens quatre vingt quinze, le seizie jour du mois de febvrier.

Signé : ARMAND JEAN DUPLESSIS DE RICHELIEU.

Et sur le replis : Par Monseigneur, LAURENT. »

Le 3 janvier 1702. Jacques Laplanche d'Artillac épousa Jeanne Néraud de Langlade, fille de feu noble homme François Néraud, écuyer, seigneur de Langlade (1), sénéchal du comté de Conac et de Louise Mussaud de Beauloriez de Touvenac (2).

(1) Le père de François Néraud de Langlade avait donné des marques de valeur dans les cheveu-légers en 1634 et en 1635. Durant les sièges de Turin et de Consal, alors qu'il servait dans le régiment des gardes où il était entré après avoir quitté les cheveu-légers, il reçut trois blessures : à la tête, au visage et à l'épaule.

Son fils qui avait épousé, comme nous venons de le voir Louise Mussaud de Touvenac, avait eu de son mariage :

1^o Jeanne, mariée à Jacques Laplanche d'Artillac, notre aïeule.

2^o Michel Néraud, écuyer, seigneur de Langlade, conseiller du roi, qui fut lieutenant criminel de robe courte en la maréchaussée de Guienne, sénéchal du comté de Comte, puis commissaire de la marine et des galères de France et enfin gouverneur de La Réolle en Guienne.

3^o Françoise, qui épousa Jean de Lobis.

4^o Marie, mariée à messire Jean-Alexandre de Labat, écuyer, seigneur de Tolleron et du Barail qui portait *d'azur à un pal d'argent acosté de deux molettes d'or*.

Les Néraud de Langlade portent : *d'or au lion de gueules* (Armorial général, généralité de Guienne, p. 44, n^o 173).

(2) Louise Mussaud était fille de Gédéon Mussaud, écuyer, seigneur de Beauloriez, de Touvenac et de la Fenestre, cheveu-léger, il fut blessé en

Elle lui donna : 1° Jacques-Michel, qui suit ; 2° François, mort sans enfant, âgé de 33 ans 1/2, le 13 juillet 1710 ; 3° Françoise ; 4° Marthe, baptisée le 12 octobre 1712 et qui eut pour parrain son oncle par alliance messire Jean-Alexandre de Labat, écuyer, seigneur du Barail. Elle était veuve en 1759 de Jacques Mesnier, capitaine de navire ; 5° Florimont ; 6° Jeanne. Ces deux derniers étaient morts en 1731 quand leurs frères et sœurs se partagèrent les biens de leur père ; 7° Marie-Jeanne, née le 23 août 1713. Celle-ci était une enfant posthume, Jacques Laplanche était mort, en effet, en février 1713 et le 13 du même mois, il avait été inhumé dans l'église en présence de tous les prêtres des environs. Tous ceux de sa famille qui mourront après lui iront dormir du sommeil éternel sous les voûtes de l'église de Saint-Thomas de Conac. Aujourd'hui, le cimetière qui entourait l'église a été désaffecté, l'église a été agrandie, mais les corps de nos ancêtres n'ont pas été touchés. Ils reposent toujours — ignorés des fidèles à qui rien, pas même une plaque de marbre ne signale leur présence — sous les dalles de pierre que foulent des pieds indifférents.

Pierre Servant, ancien garde du corps du roi, fut nommé tuteur et curateur des enfants mineurs de Jacques Laplanche. Les biens de ceux-ci, assez considérables et qui comprenaient des immeubles, des prés, des bois, des vignes, des terres, des moulins, furent affermés à leur oncle, Etienne Laplanche du Ramet. Les revenus de ces biens étant supérieurs à la somme

1635 au cours d'un combat. Il se distingua à plusieurs reprises. Il fut successivement garde corps du roi et sénéchal juge ordinaire civil et criminel du comté de Conac. Ses nombreux services lui valurent d'être anobli, et la lettre d'anoblissement, datée de 1615, constate qu'il « a rendu des preuves de sa valeur et de son courage ».

Il eut pour enfants :

1° Louise Mussaud, notre grand'mère.

2° Jean Mussaud, écuyer, seigneur de Touvenac, commandant du second bataillon du régiment vieille marine.

3° Marguerite Mussaud de Touvenac, épousa Jean de la Chapelle, écuyer, seigneur de la Maltérière, d'où Marie de la Chapelle qui épousa Abraham Isle, seigneur de Beauchesne et du Breuil. Jean de la Chapelle fit inscrire les armes de sa maison à l'Armorial général (généralité de La Rochelle, p. 98, n° 82) *d'or à deux fasces de gueules accompagnées de quatre tourteaux de même, trois rangés en chef et un en pointe.*

Les Mussaud portent : *de gueules à une croix vidée et pommetée d'or et un chef d'argent chargé d'un croissant de gueules acosté de deux étoiles de sable* (Armorial général, généralité de La Rochelle, p. 186, n° 230).

pour laquelle ils avaient été loués, et Etienne Laplanche « voulant faire le bien des mineurs » celui-ci déclara qu'il paierait 200 livres de plus qu'il ne devait aux termes du bail.

Six ans après le décès de son mari, Jeanne Néraud de Langlade se remariait. Elle épousait, le 9 juillet 1719, Jean de Belleville, écuyer, seigneur de Chanteloup, officier au régiment de Vignolles, fils de messire Alexis de Belleville, écuyer, seigneur de Chanteloup, et de Marie-Jeanne de Glenisson du Colombier (1). Elle eut de ce second mariage deux enfants : 1^o Jean-Alexis ; 2^o Michel.

III. *Jacques-Michel Laplanche*, seigneur de la Chapelle fut baptisé le 11 février 1704. Son parrain fut Michel Néraud, écuyer, seigneur de Langlade, commissaire de la marine, son oncle, et sa marraine demoiselle Louise Mussaud de Touvenac, sa grand'mère.

Sa mère s'était remariée, comme nous venons de le dire, et l'entente ne régna pas toujours entre les enfants de Jacques Laplanche et leur beau-père. Des questions d'intérêt les partagèrent et donnèrent lieu à de nombreux procès. Des sentences successives furent rendues tant par le siège présidial de Saintes que par l'ordinaire de Conac, les 2 mars 1722, 23 avril 1733 et

(1) Jean de Belleville appartenait à une famille d'origine anglaise dont le nom primitif était Harpedane, auquel elle substitua par la suite celui de Belleville qui était le nom d'un fief.

La maison Harpedane de Belleville dont les armes sont : *gironné de vair et d'or de dix pièces* est du petit nombre de celles, dit O'Gilvy dans son *Nobiliaire de Guienne*, qui peuvent se vanter d'avoir réuni ancienneté, illustrations, possession de fiefs nombreux, considérables et titrés, alliances distinguées et pures ».

Elle s'établit au début du XIV^e siècle en Guienne où elle occupa bientôt les premières charges militaires. Parmi ses illustrations, elle compte un chevalier anglais, général de l'armée anglaise en Guienne, un connétable d'Angleterre, un sénéchal de Saintonge, un chambellan du roi Charles VI, un premier écuyer de Louis XIV.

Jean de Belleville, marié à Jeanne Néraud de Langlade, était le huitième descendant de Jean Harpedane de Belleville et de Marguerite de France dite de Valois, fille naturelle de Charles VI et de Odette de Champdivers, légitimée par lettres du roi Charles VII données à Montrichard en janvier 1427. De sorte que notre grand-père Jacques-Michel Laplanche de la Chapelle était frère utérin de Jean-Alexis et de Michel de Belleville, *descendants directs de Charles VI*.

La maison de Belleville est alliée aux de Filieus, aux Beaupoil de Saint-Aulaire, aux Luxembourg et aux Rochechouart.

9 juin 1733. Elles n'étaient pas en faveur de notre aïeul, aussi, celui-ci et son frère François entreprirent-ils de faire rapporter ces jugements et interjetèrent-ils appel le 6 août 1733.

Dans la supplique qu'ils adressent alors à leurs juges, ils prétendent que M. de Belleville « abuse ouvertement » du nom de sa femme ; ils s'élèvent contre « l'oppression » sous laquelle il les fait « gémir » depuis longtemps.

Les nombreux procès suscités par leur beau-père, disent-ils, leur ont fait subir « le sort ordinaire des enfants qui ont eu le malheur de perdre leur père dans un fort bas âge et qui, pour comble de disgrâce, ont eu le malheur d'être abandonnés par une mère qui passe à de secondes noces. »

Voilà qui jette un jour singulièrement triste sur les premières années de Jacques-Michel.

Nous ignorons le jugement rendu, mais nous supposons qu'il ne donnait pas satisfaction aux frères Laplanche, bien que Jacques-Michel eut sollicité de M. de Blet, chargé d'affaires du duc de Richelieu, une intervention auprès de ce dernier en leur faveur, car en juin 1734 ils plaidaient encore. Il se peut, il est vrai, que ce fut alors simplement la continuation de leur procès.

Les biens qui leur venaient de leur père avaient été fortement entamés par ces procès, aussi, croyons-nous sans peine, Jacques-Michel Laplanche, quand il se plaint « que le peu qui reste de ces biens suffit à peine pour l'entretien des quatre enfants encore vivants ».

Jacques-Michel Laplanche de la Chapelle, servait alors dans le régiment d'Angoumois-infanterie. Il le quitta pour acquérir la charge de procureur fiscal du marquisat de Mirambeau.

Vers cette époque, le roi accorda aux révérends pères de Notre-Dame de la Mercy, en faveur de tous ceux qu'ils établiraient pour faire la quête pour la rédemption des esclaves entre les mains des turcs et des infidèles, différentes exemptions et privilèges. Jacques-Michel Laplanche, sollicita et obtint d'être établi. Jusqu'à sa mort, il conserva cette charge.

Il vivait alors dans la prospérité. En 1744, le duc de Richelieu lui avait affermé, comme il avait affermé jadis à son père, le comté de Conac avec tous les revenus qui en dépendaient, ainsi que le château, le fief de Lombart, la prévôté, le guet, le pont et le greffe, vingt-quatre métairies, à charge pour lui de payer au chapitre de Saint-Pierre de Saintes, à la Saint Vincent, onze vingt boisseaux de blé, plus 15.000 livres au duc.

Il tenait en outre, comme son père, à foi et hommage du duc de Richelieu, sous le devoir de quatre chapons et cinq sols en argent, la seigneurie de la Chapelle située à un kilomètre environ à l'ouest de Saint-Thomas de Conac et sur les bords de la route qui va de Saint-Sorlin de Conac à Saint-Dizant du Gua.

Comme son père, aussi, il habitait le château de Conac, château fort situé sur une hauteur et dominant toute la campagne environnante, accidentée et fort jolie, et, à l'ouest, l'estuaire de la Gironde, large à cet endroit de près de huit kilomètres.

Souvent il abandonnait cette majestueuse demeure pour une résidence plus familiale qu'il possédait à mi-chemin du château de Conac et du bourg : le Roc, belle et vaste demeure au centre d'un parc immense et très ombragé dans une vallée riante.

Le Roc que des souterrains reliaient au château de Conac venait de la famille Mussaud. En effet, il avait été adjugé à Gédéon Mussaud de Touvenac le 6 août 1646 par arrêt de la cour et chambre de Guienne pour la somme de 1.200 livres. A la mort de Gédéon, le Roc était échu en partage à sa fille Louise ; celle-ci, veuve de François Néraud de Langlade, partageant le 3 janvier 1702 ses biens entre ses héritiers avait spécifié qu'elle entendait que la maison et domaine du Roc demeurât à sa fille Jeanne Néraud de Langlade « avec ses appartenances et dépendances, consistant en maison, granges, chaye, treuil et caves qui y sont, fuye et autres bâtimens, prés, vignes et terres labourables et non labourables, bordrie, bois de haute futaye et un moulin à vant » à charge pour ses enfants de lui payer une pension de 450 livres à laquelle Jeanne Néraud, où Jacques Laplanche, seigneur d'Artillac, « son futur époux » devait participer pour 60 livres. Jacques Laplanche, qui s'était fiancé le même jour, devait en outre remettre comme plus valeur aux autres héritiers, la somme de 5.000 livres.

Lors d'un premier partage après la mort de Jacques Laplanche, le Roc était échu à Jacques-Michel et à François Laplanche.

Voulant être seul propriétaire de ce domaine, Jacques-Michel fit un accord avec son frère le 14 juin 1731 et le Roc lui demeura en entier avec toutes ses dépendances ainsi que la seigneurie de la Chapelle.

C'est surtout au Roc qu'il vivait une vie aisée, agréable mais sans luxe. Le luxe n'était guère répandu à l'époque.

Veut-on un spécimen de l'amcublement du Roc ? La chambre de notre grand père était meublée d'un lit de bois de noyer, garni d'un cadis vert bordé d'un ruban citron ; d'un cabinet de noyer à deux battants, d'une table à tiroir, d'un miroir à petit cadre doré au-dessus de la table ; de 15 chaises de bois d'aubier peints, d'une paire de grands chenets, d'une pelle et d'une pincette.

Dans son cabinet de travail, il y avait une table à deux tiroirs, un cabinet à deux armoires avec un tiroir entre les deux, en bois de noyer, et quatre chaises

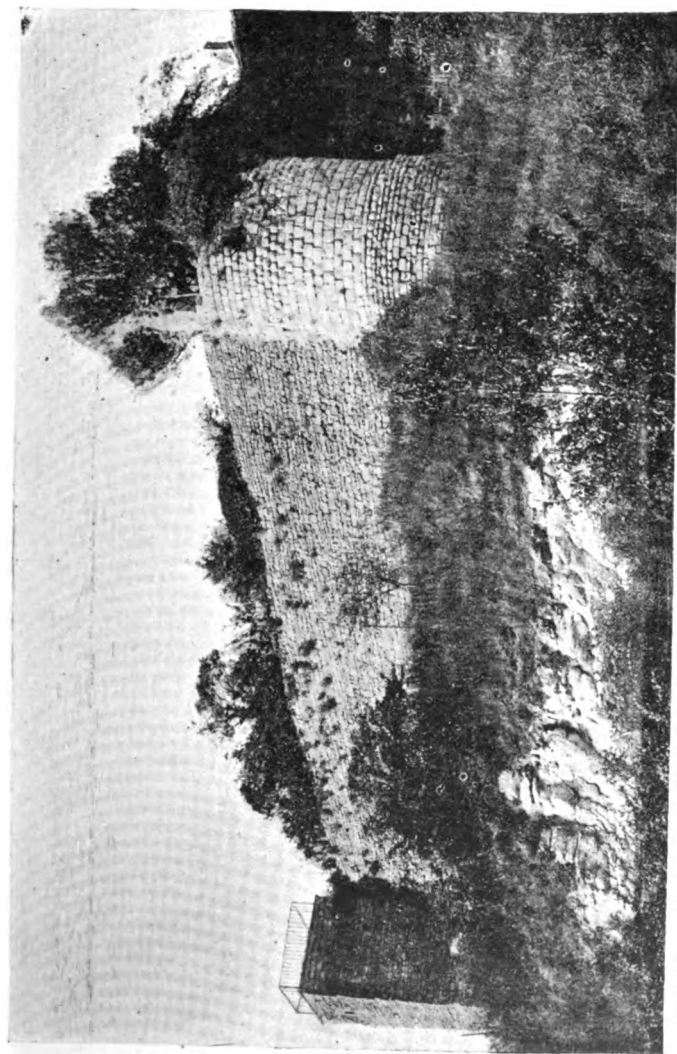
Entouré de sa femme, Marie Heard du Taillis (1) — fille de François Heard du Taillis, juge des seigneuries de Saint-Georges des Agouts et de Semonzac, et de Marie Gervereau — qu'il avait épousée à Saint-Thomas de Conac, le 14 juin 1730, de ses enfants, de Labrousse, son homme d'affaires, de ses domestiques, ses jours s'écoulaient heureux. Il vivait en bonne intelligence avec tous ses voisins ; il recevait, sa femme tenait un salon, souvent il avait compagnie à sa table.

Il était au mieux avec ses parents, échangeant avec eux des victuailles, leur prêtant ses chevaux.

Il entretenait une correspondance suivie avec ceux qui étaient au loin. De Paris on lui écrivait pour lui annoncer les nouvelles ; c'est ainsi par exemple que M. de Surville lui apprend la mort de M. le prince de Guise, père de Madame la duchesse de Richelieu.

Jacques-Michel est soigneux de son bien, il tient un compte exact de ses dépenses, aussi savons-nous qu'une année il a acheté pour 57 livres 14 sols de viande, et il détaille cette somme jour par jour, et les chiffres nous surprennent par le bon marché excessif qu'ils expriment.

(1) Marie Heard du Taillis appartenait à une vieille famille de noblesse de robe d'origine anglaise. Elle était sœur de François Heard, juge du comté de Conac et de la châtellenie de Lorignac ; et de Michel Heard du Taillis, avocat au Parlement ; belle-sœur de Louise de Siran ; tante de Marie-Rose Heard du Taillis, fiancée à Louis-Auguste de Rossel, chevalier, capitaine des vaisseaux du roy, fils de Christophe et de Louise Massiot de la Motte ; tante aussi de François Heard du Taillis, avocat au Parlement, aide de camp de cavalerie du commandant de l'armée fédérative de Rochefort, major de la gendarmerie nationale de Saintes, député au conseil des Cinq-Cents, et juge à la cour d'appel de Poitiers.



Cliché Ch. Collas et C^{ie}, Cognac.

LES RUINES DU CHATEAU DE CONAC, JADIS RÉSIDENCE DES LAPLANCHE DE LA CHAPELLE



Une moitié d'agneau coûte 1 livre 10 sols ; la livre de bœuf vaut 4 sols ; 5 pieds de cochon et 2 langues se paient 18 sols ; 6 livres de veau lui reviennent à 1 livre 4 sols ; un demi-chevreau ne vaut pas plus qu'un demi-agneau, soit 1 livre 10 sols.

C'est de Bordeaux qu'il fait venir huile, savon, citrons, bref toute l'épicerie.

Il a le sentiment de la propriété et veut faire respecter ses droits. Tandis qu'il est au château de Conac un quidam s'est-il cru autorisé à faire passer ses chevaux et sa voiture à travers la cour du Roc, afin d'abrèger son chemin, Jacques-Michel proteste et adresse une supplique aux juges et, pour empêcher le retour de semblable abus, il fait réparer les portes et mettre des verrous. Il entend qu'on n'entre pas chez lui... il craint d'ailleurs d'être volé comme il l'a été déjà.

En 1747, une grande douleur l'attendait. Il perdit en effet, au mois de novembre, sa « chère épouse » Marie Heard du Taillis.

Le 18 novembre, celle-ci qui était morte pieusement après avoir reçu les sacrements de pénitence et d'eucharistie, fut inhumée dans la sépulture de la famille, en l'église de Saint-Thomas, en présence de tous les curés des environs. Elle était âgée de 40 ans seulement.

Elle avait donné à Jacques-Michel neuf enfants :

1^o Marie, née le 31 décembre 1730, qui épousa à Saintes, le 17 janvier 1766, Joseph Brunet, fils de Jean Brunet, conseiller du roi, greffier royal en chef du siège sénéchal et présidial de Saintes, et de Eustelle Geoget, de qui elle eut une fille, Marie-Madeleine, qui épousa à Saint-Thomas de Conac, le 6 vendémiaire an V, le chevalier Pierre d'Adémar (1), fils de Joseph d'Adémar et de Catherine Durat.

2^o Michel-François, né le 6 avril 1731. Il eut pour parrain François Heard et pour marraine Louise de Siran. Il décéda le 22 juillet 1732, âgé de 3 mois et demi.

3^o Jacques-Michel, baptisé le 14 février 1733, décédé âgé de 7 mois, le 23 septembre 1733. Il fut inhumé dans l'église « devant la chaire ».

4^o Jacques-Michel, né le 11 septembre 1734, décédé à 5 ans 1/2.

5^o Jeanne, née le 17 février 1739. Elle épousa le 21 avril 1763, à Saint Thomas de Conac, François-Xavier-Alexandre Chesnier

(1) Le titre de *chevalier* ne figure pas dans l'acte de mariage et son nom est écrit *Dadémar* et non *d'Adémar*

du Chesne, procureur du roi, juge bailli de l'évêché de Saintes, avocat au Parlement, fils d'Alexandre Chesnier, seigneur du Chesne, juge en la cour de la Bourse de Saintes, conseiller en l'hôtel de ville de Saintes, et de Elisabeth Sauvinet, de qui elle eut, entre autres enfants, François-Xavier-Ambroise Chesnier du Chesne, né le 2 avril 1769 à Saintes, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Officier de marine quand éclata la Révolution, il passa en Vendée et se distingua dans l'armée royale et catholique où il servit, d'abord en qualité d'aide de camp de Charette puis, comme major général. Arrêté et emprisonné, il réussit, avec l'aide de royalistes, à s'évader. Condamné à mort par un tribunal révolutionnaire, il parvint à se dérober à l'exécution de la sentence (1).

6° Marguerite, née le 31 juillet 1740.

7° Jeanne-Marguerite, née le 12 mai 1742.

8° Jacques-Michel, qui suit.

9° Louise-Geneviève, née le 17 mai 1745.

Pour tromper son chagrin par un surcroît d'activité, Jacques-Michel Laplanche sollicita la fonction d'exempt de la connétablie des maréchaux de France dont la nomination appartenait au roi.

Le maréchal duc de Richelieu le présenta le 10 juin 1742 au souverain qu'il supplia « très humblement sur le bon et louable rapport » qui lui avait été fait de la personne de notre grand père et « sur la connaissance » qu'il avait « de ses bonnes vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, de ses sens, suffisances, capacités et expériences au

(1) Cette maison, dont le nom s'est orthographié indifféremment Chesnier et Chénier, remonte sa filiation jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Elle s'est divisée en trois branches : 1° celle des Chénier, proprement dits, à laquelle appartient le poète André Chénier ; 2° celle des Chénier du Charpreau ; 3° celle des Chesnier du Chesne.

Elle a fourni des diplomates, des officiers, des conseillers du roi, des avocats. Un de ses membres, Camille Chesnier du Chesne, eut l'honneur d'être choisi par Mgr le comte de Chambord pour participer à la direction du bureau politique de ce prince.

Les Chesnier comptent des alliances avec plusieurs maisons distinguées, notamment avec celle des Santi-l'Homaka — issue de la maison royale des Lusignan — et celle des marquis de la Tour de Saint-Igeste.

Les Chesnier du Chesne portent : *Coupé, au 1 d'azur à deux épées en sautoir d'argent, au 2 d'or au chesne terrassé de sinople.*

port des armes comme aussi de sa fidélité et affection au service du roy » d'avoir pour agréable sa nomination.

Un peu plus de deux mois après, Jacques-Michel Laplanche reçut la lettre de nomination suivante :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, A tous ceux qui ces présentes verront, Salut ! Scavoir faisons que sur le bon et louable raport qu'on nous a fait de la personne de notre bien aimé Michel de la Planche, de ses sens, suffisances, loyauté, prudhommie, capacité et expérience, nous luy avons pour ces causes et autres et en agréant et confirmant la nomination qui nous a été faite de sa personne par notre très cher et bien aimé couzin le duc de Richelieu, pair et mareschal de France, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'office d'exempt de la connétablie de France pour servir à la suite et aux ordres de notre dit couzin le mareschal Duc de Richelieu, et partout où il s'agira de notre service pour le dit office, avoir tenir et exercer, en jouir et user par led. Laplanche aux honneurs et pouvoirs, libertés, franchises, autorités, privilèges, droits, exemptions, franchises et immunités prérogatives, frais, profits, revenus et émoluments y appartenant et tels et à tout ainsi que jouissent ou doivent jouir le prévost général de nos camps et armées et autres. Si, donnons en mandement à nos très chers et bien amés couzins les maréchaux de France, ou leur lieutenant général au siège général de la connétablie de France, à la table de marbre de notre Palais à Paris que leur étant apparu des bonnes vie, mœurs, âge, conversation et religion catholique, apostolique et romaine dudit de la Planche et ayent de luy pris le serment requis et accoutumé, ils le recoivent et instituent de par Nous en possession dudit office et lui fassent jouir aux honneurs, pouvoirs, libertés, franchises, autorités, privilèges, droits, exemptions, franchises et immunités prérogatives, fruits et profits, revenus et émoluments y appartenant et luy fassent obéir et entendre de tous et ainsi qu'il appartiendra ès choses concernant notre service et le bien public, car tel est notre plaisir, en témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Paris le vingtième jour d'aoust l'an de grâce mil sept cent quarante neuf et de notre règne la trente quatrième.

Signé : Louis.

Et plus bas : Par le Roy : SAMSON.

Après avoir prêté le serment requis, Jacques-Michel Laplanche entra en fonctions.

Peu de temps après, il convolait en secondes noces, avec Marie-Anne Heard, fille de Jean Heard, juge sénéchal de la châtellenie de Saint-Dizant du Bois, de la seigneurie de Consac, procureur fiscal de la commanderie de Curac et de la châtellenie d'Allas-Bocage, et de Anne Jean de Monnouer, dame de Monnouer (1).

A celle-ci, quelque temps avant leur mariage, il adressait la lettre suivante dont l'allure et le ton général sont d'un si parfait bon goût que nous n'hésitons pas à la donner en son entier :

« Vous scavez, belle chère et très aimée couzine, mieux que tout autre inspirer le sincère et le parfait amour et donner la récompense qui luy est dhue et à la persévérance. Quel don plus précieux, quelle grâce plus favorable pourriez-vous faire à celui qui vous aime comme vous voules l'estre que d'avoir pour agréable l'offre de ses vœux en acceptant son cœur, son respect et sa soumission.

Vous n'avez laissé, très chère maitresse, aucun vide en ce cœur, il est rempli de la satisfaction la plus parfaite par l'assurance que vous luy aves donnée de pocéder celle qu'il aime. Tous les maîtres de la terre n'auroient pu, par un espuisement de leurs dons aussi bien le remplir ; avec vous chère promise, sa félicité est assurée et il ne pourroit en avoir sans vous. Les marques extérieures de la joye avec lesquelles j'ay reçu l'assurance que vous m'avez donnée estoient infiniment au-dessous de la joye qui se faisoit ressentir intérieurement. Qu'elle est douce cette joye, mais qu'elle est difficile à exprimer. J'ay l'honneur de vous assurer, chère maitresse de mon cœur, qu'il ne manque rien à la reconnoissance et à la force de mon amour, que ma félicité sera entière par l'exécution ; qu'elle n'est à présant traversée que par la privation de l'honneur de vous voir autant que je souhaiterois. Je n'ay plus à attendre que du temps. Je suis assuré des sentiments favorables de ma chère

(1) Marie-Anne Heard, était veuve de Jean Chasteauneuf, avocat en Parlement, juge sénéchal du comté de Conac et de la châtellenie de Saint-Fort, de qui elle avait eu : 1^o Jean-Pierre ; 2^o François-Augustin. Elle était cousine germaine de Marie Heard du Taillis, première femme de Jacques-Michel Laplanche de la Chapelle.

maitresse ; je la supplie par tout l'amour qu'elle inspire de l'estre de tous ceux dont je l'ay assurée et d'agréer que j'aye par celle-cy l'honneur de luy souhaiter le Bon jour avec Bonne résolution d'avoir celuy de luy souhaiter de vive voix le Bon soir et de lui dire qu'on ne peut autant aimer comme je l'aime, n'y aimer qui le mérite autant et que, avec ces sentiments, je seray toujours avec le mesme respect et la mesme soumission son très humble, très obéissant. soumis serviteur et par surcroit de Bonheur son fiancé.

Ce 10 décembre 1751.

LAPLANCHE ».

Le 19 mars 1752, le mariage eut lieu à Saint-Dizant du Bois.

De cette nouvelle union, Jacques-Michel Laplanche eut trois enfants :

1^o Jean Timon, rapporté § II ; 2^o Pierre Fleurymon, rapporté § III ; 3^o Jean Simon, né le 12 décembre 1757, mort jeune.

Le 22 juin 1760, Jacques-Michel Laplanche de la Chapelle, alors âgé de 57 ans, mourut. Il fut inhumé le lendemain en présence des curés de Saint-Sorlin, de Saint-Dizant du Gua et de Saint-Thomas de Conac.

Des douze enfants qu'il avait eus, cinq seulement étaient vivants ; trois du premier lit : Jacques-Michel, Marie et Jeanne, qui furent placés sous la tutelle de leur oncle maternel, M^r Michel Heard du Taillis ; et deux du second lit, qui eurent leur mère pour tutrice.

Sa succession s'élevait à 38.869 livres 10 sols ; la part revenant à notre grand'mère Jeanne de la Chapelle était de 12.272 livres 1 sol 9 deniers.

Marie-Anne Heard continua de résider au Roc, alors estimé 24.000 livres.

Elle y vivait tout entière occupée de l'éducation de ses enfants. Ceux-ci étaient loin d'elle ; aussi leur fait-elle, dans ses lettres, maintes recommandations. A l'un d'eux elle écrit :

« Je vous exhorte à la persévérance. Ayez-en aussi pour l'étude et faites tous les progrès que je vous souhaite ayant fort à cœur votre avancement ».

Et elle termine par l'annonce d'un envoi qu'elle accompagne de sages conseils :

« Je vous envoie, lui dit-elle, une poule dinde pour votre carnaval ; faites en bon usage, réjouissez-vous bien, sans mettre le devoir à l'écart ».

De leur côté, ses enfants ne sont pas moins attentifs ni moins affectionnés :

« Madame et chère maman, lui écrit en 1765 l'un de ses fils, permettez que je vous souhaite une bonne fin d'année et agréez, s'il vous plaît les vœux sincères que je forme pour que le Ciel vous comble de ses bienfaits dans le cours de celle dans laquelle nous allons entrer, et qu'en vous faisant jouir d'une parfaite santé, il vous en conserve la continuation pendant un nombre infini d'autres : j'y suis un des plus intéressés, chère maman, puisque sans vous nous ne goutons ici aucun plaisir ; il n'y a que votre retour qui puisse nous en procurer ; nous l'attendons avec impatience pour vous rappeler de vive voix le respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc... »

Avec notre grand'mère Jeanne Laplanche de la Chapelle, les rapports ne sont pas moins bons. Jeanne Laplanche témoigne d'une tendre sollicitude pour la santé de sa belle-mère. Habitante d'une ville, elle lui procure ces objets qu'on chercherait en vain à Saint-Thomas — elle est chargée par exemple de chercher un éventail d'un certain modèle. — Elles échangent des victuailles, du chocolat.

Un événement survient-il ? Vite elle en rend compte à sa belle-mère

« Il y a quelques jours que je me suis sentie quelques avant-coureurs d'un accouchement prochain, lui écrit-elle, je ne sais plus où j'en suis, j'attends le moment de la Providence... je vous prie, chère cousine, de ne me pas oublier dans vos ferventes prières ».

Voici une autre lettre :

« Dieu m'a enlevé il y a bientôt trois semaines mon fils et j'ai encore eu la douleur de le voir mourir... Dieu a voulu m'en priver pour lui faire un sort bien plus heureux... il est sûr de jouir de la gloire éternelle et moi j'en suis bien incertaine (10 décembre 1765) (1).

« Monsieur du Chesne, lui mande-t-elle une autre fois, n'est point ici : il est en partie de plaisir et il m'a chargée avant de partir de vous faire ses assurances de respect ».

Marie-Anne Heard est-elle restée longtemps sans venir à Saintes, on la gronde, on lui fait de « sanglants reproches » :

(1) Il s'agit de Jean-Jacques-Alexandre Chesnier du Chesne, né le 26 juin 1765, mort le 22 novembre 1765.

« j'ai tout lieu d'être bien fâchée contre vous et je crois même que j'aurais de la peine à vous pardonner, » lui dit-on.

Voilà des lettres, n'est-il pas vrai, qui témoignent hautement de l'union qui régnait dans cette famille, ainsi que des mœurs honnêtes et dignes de nos pères.

Marie-Anne Heard ne survécut pas très longtemps à son mari. Quand elle mourut, le Roc était en assez mauvais état ; les murs étaient crevassés, les pavés défoncés ; « le seuil en pierre du bas de la porte d'entrée du vestibule est pourry n'en restant aucun vestige, » constate naïvement un état de lieux de l'époque ; les murs d'une chambre, ajoute le même état, « n'ont pas été blanchis depuis longtemps, ce qui fait qu'ils en ont un besoin pressant ». Les cheminées fument, les contrevents sont ruinés. Le logis de la Chapelle n'était guère en meilleur état.

(A suivre).

CHESNIER DU CHESNE.

III

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite)

CHAPITRE III. — LES SUPPLÉANTS

Nous avons dit plus haut (*Revue de Saintonge*, du 1^{er} juin 1810, pages 137 et 138), que la loi du 9 ventôse an IX (20 mars 1801) (1) qui supprimait les assesseurs des justices portait, dans son article 1^{er}, qu'ils ne cesseraient leurs fonctions qu'au moment où les juges de paix des nouveaux cantons, élus selon le mode déterminé par une autre loi du même jour, seraient installés, et que cette installation, dans les cantons nord et sud de Saintes, n'eût lieu que le 15 messidor

(1) L'exposé des motifs du projet, relatif à la suppression des assesseurs, fut développé au corps législatif par le conseiller d'État, Théophile Berlier, le 23 ventôse an IX (14 mars 1801). Le projet, communiqué au Tribunal le 25 du même mois (16 mars), fut, après une discussion, où il fut attaqué par Duchesne et défendu par Caillemer et Sédillez, adopté par cette assemblée (76 voix contre 10), et par le corps législatif, le 29 ventôse, à la suite d'un rapport favorable du tribun Faure. (*Archives parlementaires*, tome II, 2^e partie, pages 566 et suivantes.)

an X (4 juillet 1802) (1). C'est donc à partir de cette époque seulement que les deux suppléants que la loi donnait à chacun des juges entrèrent en fonctions (2).

Voici, maintenant, la liste des suppléants depuis leur création jusqu'à nos jours.

A. — Canton nord.

1^o Bréjon-Lamartinière (Samuel-Alexandre).

Nommé premier suppléant dès les débuts de l'institution, il devint juge de paix du canton nord de Saintes le 3 ventôse an XII (23 février 1804).

(Voir sur lui *Revue de Saintonge* du 1^{er} février 1911, pages 33-41).

2^o Mollet (Auguste).

Nommé second suppléant du canton sud de Saintes, également à l'origine, il donna sa démission en l'an XII.

Il s'agit sans doute d'Augustin Mollet, né à Saintes le 10 novembre 1741 (3). Fils d'Antoine Mollet, procureur au présidial et élection de cette ville. et de Jeanne Perruchon (4); il fut avocat au même siège présidial (5) et fit, en 1782, partie de l'échevinage de Saintes comme procureur du roi (6). Incarcéré, en 1793, au « ci-devant couvent des Sainte-Claire de Saintes » et conduit à Rochefort pour y être jugé, il dut la liberté et pro-

(1) La dernière audience publique de la justice de paix du premier arrondissement de Saintes, ou canton nord, avec assesseurs, fut tenue le 25 floreal an X (15 mai 1802), par Prieur, assisté de Pierre Chauvin, de la Chapelle-des-Pots, et Pierre Barré, de Chermignac. — La dernière audience de la justice de paix du second arrondissement, ou canton sud, fut présidée le 28 prairial de la dite année, par Riquet, aux côtés duquel siégeaient Néron et Massiou.

(2) Aux termes de l'article 4 de la loi précitée du 29 ventôse an IX, les deux suppléants des juges de paix, désignés par *premier* et *second*, étaient les deux citoyens ayant réuni le plus grand nombre des suffrages après le juge de paix. Malgré les recherches que M. Y. Heurtel a eu l'amabilité de faire sur notre demande, aucun document concernant les suppléants des juges, primitivement nommés, n'a pu être découvert aux *Archives Nationales*.

(3) *Registres paroissiaux de Saint-Pierre de Saintes*.

(4) Le mariage d'Augustin Mollet et de Jeanne Perruchon a eu lieu le 1^{er} mai 1719 en l'église de la paroisse Saint-Maur de Saintes.

(5) Augustin Mollet prêta serment comme avocat à l'audience du 13 juillet 1767. (*Registres du présidial de Saintes*.)

(6) *Documents relatifs à la ville de Saintes*, page 71.

bablement la vie à l'intervention du conventionnel Garnier (1). Après le 9 thermidor, il fut président de l'administration municipale du canton de Saintes de germinal an V jusqu'en vendémiaire ou brumaire an VI ; il fut destitué, à ce moment-là, en même temps que Bruslé, Petit et Charrier, officiers municipaux, soupçonnés, comme lui, d'avoir suscité les troubles dus aux royalistes et qui éclatèrent à Saintes les 9 et 10 thermidor an V (27 et 28 juillet 1797), avant le coup d'État du 18 fructidor de cette même année (24 septembre 1797) (2).

Augustin Mollet avait épousé à Saintes, en l'église Saint-Eutrope, le 19 juillet 1768, Jeanne Eustelle Fourestier, fille de Michel Fourestier de Pouyade, marchand apothicaire, et de Eustelle Bertry, demeurant sur le faubourg de la Bertonnière, paroisse de Saint-Eutrope-lès-Saintes (3). Il mourut, sans hoirs, le 9 novembre 1831, à la Font-du-Loup, commune de Chaniers, âgé de 90 ans.

Il était frère germain de : a) Pierre Mollet, notaire royal au bourg et paroisse des Essards, qui va suivre ; b) Eutrope Mollet, sous-diacre, demeurant au séminaire de Saintes, paroisse de Saint-Vivien ; c) Marie-Eustelle Mollet qui, le 31 juillet 1760, épousa en l'église de Sainte-Colombe, Julien Huteau, notaire royal et procureur fiscal de la seigneurie de Brizambourg, fils de Julien Huteau, marchand, et de Jeanne Simon ; d) Étienne-Maurice Mollet, bourgeois, domicilié à Saintes, où il mourut le 24 décembre 1763, âgé de 29 ans (4) ; e) Geneviève Mollet, décédée à Saintes le 30 thermidor au III (17 août 1795), à 67 ans, qui, le 5 janvier 1759, épousa à Saintes, en cette même église, Pierre-Raphaël Mareschal, bourgeois, praticien, puis marchand, demeurant à Saintes, paroisse Saint-Pierre, ensuite au logis de Romefort, paroisse de Saint-Georges-des-

(1) *Les La Charlonnie, leurs alliances et leur descendance*, par M. Anatole Laveroy, page 177. Noël Texier, La Rochelle, 1892.

(2) *Revue de Saintonge* d'octobre 1880, page 186.

(3) *Registres paroissiaux de Saint-Eutrope*. — Le 10 avril 1749, Michel Fourestier, fils de Jacques Fourestier de Lacour, apothicaire, et de Élisabeth Loyer, avait contracté mariage à Rioux, avec Eustelle Bertry, fille de feu Pierre Bertry, marchand, et de Eustelle Tabois, de cette paroisse.

(4) Étienne Mollet fut inhumé le 28 décembre 1763 dans l'église de Sainte-Colombe. (Voir *Les La Charlonnie*, ouvrage cité plus haut, page 177.)

Coteaux, fils de Jean Mareschal (1), ancien juge-consul et échevin de la maison commune de Saintes, et de Catherine Viauld.

De son mariage avec Geneviève Mollet, Pierre Raphaël Mareschal eut : a) Thérèse Mareschal, née à Saintes, paroisse Saint-Pierre, le 15 avril 1759, qui, le 21 nivôse an IV (11 janvier 1796), épousa, à Saintes, Blaize Baudry, né à Saintes paroisse Saint-Vivien, le 30 mars 1745, fils de Charles Baudry, et de Marguerite Combe ; b) Jeanne Mareschal, née en la même ville, en 1762, y décédée le 20 décembre 1827, célibataire, à 65 ans ; c) Magdelaine-Jeanne Mareschal, née aussi à Saintes, le 24 mai 1765, laquelle se maria : 1^o le 1^{er} mai 1791, avec Jacques-César Bernard, fils de François Bernard, notaire, et de Élisabeth Geoffroy, de la paroisse de Soullignottes (2) ; 2^o le 25 prairial an IV (13 juin 1796), devenue veuve, avec Pierre Alphonse aîné, né à Bordeaux, paroisse Saint-André, le 13 février 1751, fils de Guy Alphonse, et de Élisabeth Rochier.

L'un des frères d'Augustin Mollet, Pierre Mollet, né à Saintes, en 1726, notaire royal aux Essards, de Saint-Porchaire (1754-1767), mort au même lieu, le 18 mars 1767, à l'âge de 41 ans (3), épousa, le 26 novembre 1753, en cette paroisse, Marie Geoffroy (4), fille de Jean-Baptiste Geoffroy, bourgeois,

(1) Jean Mareschal de son mariage avec Catherine Viauld eut : 1^o Jean Mareschal aîné, marchand à Saintes ; 2^o Eutrope-Élie Mareschal ; 3^o Marie-Thérèse Mareschal qui, le 13 janvier 1739, épousa en l'église de Saint-Vivien-lès-Saintes, Jacques Senné, bourgeois, fils de Joseph Senné, aussi bourgeois, et de « damoiselle » Anne Dubois, de la paroisse de Saint-Just, dont : Jacques-Pierre Senné, docteur en médecine à Marennes ; 4^o Mathieu Mareschal, marchand à Saintes, époux de Eustelle Mesnard ; 5^o Anne Mareschal ; 6^o Madelaine Mareschal ; 7^o Pierre-Raphaël Mareschal qui précède. (Voir un acte de transaction entre les héritiers Mareschal et Jeanne Grand, reçu par Bigot, notaire royal à Saintes, le 23 juillet 1771. *Étude de M^r Laferrière.*)

(2) Élisabeth Geoffroy, fille de Michel Geoffroy, marchand, et de Marie-Anne Renault, devenue veuve de François Bernard, s'était ren.ariée à Soullignottes, le 27 janvier 1777, avec Jean Baudry, praticien, veuf de Marie Dillé, fils de Michel Baudry, et de Marguerite Lagorce, de la paroisse de Nancras.

(3) Pierre Mollet avait acquis de son père « l'état et office de notaire », aux termes d'un acte dressé par M^r Dolivet, notaire à Saintes, le 11 février 1754. (*Les La Charlonnie*, op. cit. *supra*) Après son décès, il fut inhumé, le 19 mars 1767, dans le chœur de l'église de Saint-Nicolas-des-Essards. (*Registres paroissiaux.*)

(4) Née aux Essards le 19 mars 1728, Marie Geoffroy (*alias* Jeanne-Charlotte ou Jeanne-Gabrielle), y est décédée le 19 vendémiaire an X (11 octo-

et de « demoiselle » Gabrielle de La Vallade, dont il eut notamment : 1° Antoine Mollet, né le 9 septembre 1751, qui fut notaire royal aux Essards (1782-1826) (1), capitaine de la garde nationale en 1790, officier public de cette commune (1790 - an IV), puis maire des Essards (1800-1814), où il mourut le 14 octobre 1840, âgé de 86 ans : il avait épousé à Crazannes, le 19 juillet 1785, Marie-Rose Gaillard, décédée le 5 octobre 1836, à 80 ans, fille de Jean-Baptiste Gaillard, notaire royal, et de Eulalie-Claire Bonneau ; 2° Pierre Mollet, propriétaire aux Essards, né en cette localité le 28 novembre 1761, qui, le 11 nivôse an V (31 décembre 1796), contracta mariage avec Marie-Jeanne Arnauld, née à Chermignac le 17 août 1764, fille de Ignace-Eutrope Arnauld, ci-devant procureur au présidial de Saintes, et de Marie-Anne Monsnereau ; 3° Eutrope-Raphaël Mollet, qui suit ; 4° Marie-Françoise Mollet (*alias* Marie-Victoire-Ursule), née aux Essards, y décédée le 9 juillet 1834, à 74 ans, qui, le 10 février 1783, épousa, aux Essards, Pierre Yonnet, marchand, fils de Pierre Yonnet, aussi marchand, et de Marie Prouteau, de la paroisse de Plassay.

Eutrope Raphaël Mollet, né aux Essards le 10 mars 1761, avocat en la cour et au siège présidial de Saintes (2), fut nommé par l'assemblée électorale, le 26 germinal an V (15 avril 1797), membre du tribunal du département de la Charente-Inférieure, ensuite, par arrêté consulaire du 24 floréal an VIII (14 mai 1800), deuxième suppléant au tribunal d'arrondissement de Saintes, et, par décret impérial du 20 février 1812, juge titulaire au même siège, en remplacement

bre 1801). Elle était par sa mère l'arrière petite-fille d'Arthur de La Vallade, écuyer, sieur de Laurière, de la paroisse de Saint-Sulpice-d'Arnoult, et de Mathurin Bonnet, sieur de la Bertonnière, conseiller au présidial de Saintes. (Voir *Les La Charlonnie*, page 178.)

(1) Les Mollet se sont succédés dans l'étude de Corme-Royal, ensuite dans celle des Essards, depuis 1642. Le dernier de cette honorable lignée fut M. Antoine-Charles-Louis Mollet, qui fut notaire de 1888 à 1889, maire des Essards (septembre 1860-décembre 1892), membre du conseil d'arrondissement de Saintes, qu'il présida pendant un certain temps et qui mourut, sans postérité, époux de Rose-Émilie Girardeau. (Voir registres d'état civil et la notice nécrologique que M. Denys d'Aussy lui a consacrée dans le *Progrès de la Charente-Inférieure* du 30 décembre 1891.)

(2) Eutrope-Raphaël Mollet prêta serment comme avocat à l'audience présidiale du 15 mars 1790.

de M. Hardy, décédé le 30 décembre 1811 (1). Maintenu par ordonnance royale du 7 février 1816, il continua ses fonctions jusqu'à sa mort, survenue en son domicile, au Coudret, commune de Saintes, le 21 décembre 1832 (2). Il était décoré de l'ordre du Lys depuis le 21 octobre 1814, et fut conseiller municipal de cette ville du 11 prairial an XII (31 mai 1803) au mois de novembre 1830. — Le 10 thermidor an VIII (20 juillet 1800) (3), Eutrope-Raphaël Mollet avait épousé, à Saintes, Marie-Anne-Agathe-Eustelle de La Charlonnie, née en cette ville le 26 juillet 1781, décédée au susdit lieu du Coudret le 26 octobre 1856, laquelle était fille de Jean François de La Charlonnie, écuyer, brigadier des gardes du corps du roi, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, et de Marie-Agathe-Monique Guillotin (4), morts tous les deux à Saintes, le mari, le 3 novem-

(1) Jacques Hardy, ancien avocat, ancien maire de Cognac, né vers 1724, était fils de Jacques Hardy, en son vivant magistrat, et de Suzanne Péraudeau. Il était frère germain de Louis-Augustin Hardy, curé de la paroisse de Saint-Pierre de Saintes, mort en cette ville le 9 août 1807, âgé de 80 ans. De son mariage avec Jacqueline Gourdain, il eut une fille, Marie-Adélaïde-Amélie Hardy, née à Cognac le 7 avril 1762, qui épousa, à Saintes, le 22 juillet 1809, Louis-Charles Mossion de Lagontrie, ancien garde du corps, veuf en premières noces de Marie Fradin-Laboissière, domicilié à Soubran, arrondissement de Jonzac, né le 27 octobre 1754, à Saint-Léger-en-Pons, décédé à Saintes le 19 décembre 1827, fils de Pierre-Charles Mossion de Lagontrie, et de Victoire-Bénigne de Vallée.

(2) Eutrope-Raphaël Mollet était un royaliste ardent et un duelliste fameux, dont les exploits sont racontés dans l'intéressant ouvrage de M Anatole Laverny : *Les La Charlonnie*.

(3) Contrat de mariage devant Petit, notaire à Saintes, du 9 thermidor an VIII. (*Étude de M^e Laferrière fils.*)

(4) Jean-François de La Charlonnie, né à Villars, en Angoumois, le 25 octobre 1734, fils de Jean de La Charlonnie, écuyer, et de dame Françoise Talon, de la paroisse de Mérignac, diocèse d'Angoulême, avait épousé le 26 janvier 1780, en l'église cathédrale et paroissiale de Saint-Pierre, à Saintes, Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin, née audit lieu de Saintes, le 19 juillet 1742, fille de feu M^r Joseph Guillotin, conseiller du roi en l'élection de cette ville, et de dame Catherine-Agathe Martin. Il en eut : 1^o Marie-Anne-Agathe-Eustelle de La Charlonnie, épouse de Eutrope-Raphaël Mollet, qui précède; 2^o Marie-Anne-Victoire de La Charlonnie, née à Saintes le 30 décembre 1782, morte en cette ville le 17 décembre 1854, qui se maria à Saintes le 17 avril 1809, avec François Dières-Monplaisir, fils de Jean-Georges Dières-Monplaisir, commissaire des classes de la marine au port de Rochefort, décédé à Saintes le 13 novembre 1791, et de Françoise-Perpétue de Bonnegens des Hermitans; 3^o et Joseph-Jean de La Charlonnie, né le 7 avril 1784,

bre 1812, et la femme, le 27 novembre 1817, rue du Capitole. De cette union sont issues plusieurs filles, parmi lesquelles : a) Marie-Louise-Eugénie Mollet, née à Saintes le 21 octobre 1811, y décédée le 9 septembre 1889, qui, le 17 juillet 1837, contracta mariage avec Jean-Ferdinand Laverny (1), alors professeur au collège de Bergerac, depuis à celui de Saintes (2), dont : 1^o Marie François-Anatole Laverny, né à Saintes le 21 février 1840, sous-inspecteur des douanes, aujourd'hui en retraite, résidant au château du Coudret, près Saintes (3), l'un des membres du conseil d'administration de la *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, qui avait épousé à Barbezieux, le 20 mai 1896, M^{lle} Élisabeth-Paule-Marie Espitalié La Peyrade (fille de feu Léon-Gaspard Espitalié La Peyrade, receveur de l'enregistrement, et de M^{me} Françoise-Mélanie-Édilie-Ernestine Pasquier, (laquelle est décédée à Saintes, au lieu du Coudret, le 1^{er} juin 1905) ; 2^o Marie-Joseph-Gaston Laverny, né à Saintes le 17 août 1845, qui, par ses talents oratoires, s'acquit, comme avocat, une juste renommée au barreau de sa cité natale, fut bâtonnier de son ordre, et mourut célibataire, âgé de 48 ans, sur son domaine du Coudret, le 22 juillet 1893 ; b) Marie-Eutrope-Zénobie Mollet,

fourrier à la 4^e compagnie du 14^e régiment de dragons (l'ex-Chartres-cavalerie), tué par un cosaque d'un coup de lance à la bataille de Heilsberg (Prusse orientale), le 10 juin 1807. (*Registres d'état civil : Les La Charlonnie.*)

(1) Jean-Ferdinand Laverny, né à Saint-Grégoire-d'Ardennes, canton de Saint-Genis-de-Saintonge, le 13 décembre 1809, mort à Saintes le 7 décembre 1871, était fils de Louis-François Laverny, ancien magistrat de sûreté à Jonzac, juge au tribunal civil à Saintes (juin 1811), ensuite vice-président au même siège (7 février 1816), décédé audit Saint-Grégoire le 20 octobre 1821, et de Marie-Élisabeth Landreau (fille elle-même de Jean-Jacques Landreau, notaire royal et juge-sénéchal de Lussac, la Pommerade et Clam), décédé à Saintes le 30 mars 1835. (Voir *Revue de Saintonge* de novembre 1893, page 427, et *Les La Charlonnie*, pages 191 et suivantes.)

(2) Ferdinand Laverny resta de 1855 à 1858 professeur de sixième au collège de Saintes, où il avait été élève. Il refusa plusieurs fois l'avancement mérité qu'on lui offrait. (Xambeu, *Histoire du collège de Saintes*, 2^e fascicule, page 111, note 3. — Saintes, A. Trépreau, 1886.)

(3) Charles-Abraham Richard, né à Saintes le 16 mars 1772, fils de François Richard, ancien écrivain de la marine, et de Marie-Geneviève Bossuet, de la paroisse Saint-Maur, avait épousé à Saintes, le 26 brumaire an X (18 novembre 1801), Marthe Dières-Monplaisir, née à Rochefort le 24 mai 1777, sœur germaine de François Dières-Monplaisir, sus-nommé. (Voir sur la famille Laverny l'ouvrage déjà cité, *Les La Charlonnie, passim.*)

de M. Hardy, décédé le 30 décembre 1811 (1). Maintenu par ordonnance royale du 7 février 1816, il continua ses fonctions jusqu'à sa mort, survenue en son domicile, au Coudret, commune de Saintes, le 21 décembre 1832 (2). Il était décoré de l'ordre du Lys depuis le 21 octobre 1814, et fut conseiller municipal de cette ville du 11 prairial an XII (31 mai 1803) au mois de novembre 1830. — Le 10 thermidor an VIII (21 juillet 1800) (3), Eutrope-Raphaël Mollet avait épousé, à Saintes, Marie-Anne-Agathe-Eustelle de La Charlonnie, née en cette ville le 26 juillet 1781, décédée au susdit lieu du Coudret le 26 octobre 1856, laquelle était fille de Jean François de La Charlonnie, écuyer, brigadier des gardes du corps du roi, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, et de Marie-Agathe-Monique Guillotin (4), morts tous les deux à Saintes, le mari, le 3 novem-

(1) Jacques Hardy, ancien avocat, ancien maire de Cognac, né vers 1724, était fils de Jacques Hardy, en son vivant magistrat, et de Suzanne Péraudeau. Il était frère germain de Louis-Augustin Hardy, curé de la paroisse de Saint-Pierre de Saintes, mort en cette ville le 9 août 1807, âgé de 80 ans. De son mariage avec Jacquette Gourdain, il eut une fille, Marie-Adélaïde-Amélie Hardy, née à Cognac le 7 avril 1762, qui épousa, à Saintes, le 22 juillet 1809, Louis-Charles Mossion de Lagontrie, ancien garde du corps, veuf en premières noces de Marie Fradin-Laboissière, domicilié à Soubran, arrondissement de Jonzac, né le 27 octobre 1754, à Saint-Léger-en-Pons, décédé à Saintes le 19 décembre 1827, fils de Pierre-Charles Mossion de Lagontrie, et de Victoire-Bénigne de Vallée.

(2) Eutrope-Raphaël Mollet était un royaliste ardent et un duelliste fameux, dont les exploits sont racontés dans l'intéressant ouvrage de M. Anatole Laverny : *Les La Charlonnie*.

(3) Contrat de mariage devant Petit, notaire à Saintes, du 9 thermidor an VIII. (*Étude de M^e Laferrière fils.*)

(4) Jean-François de La Charlonnie, né à Villars, en Angoumois, le 25 octobre 1734, fils de Jean de La Charlonnie, écuyer, et de dame Françoise Talon, de la paroisse de Mérignac, diocèse d'Angoulême, avait épousé le 26 janvier 1780, en l'église cathédrale et paroissiale de Saint-Pierre, à Saintes, Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin, née audit lieu de Saintes, le 19 juillet 1742, fille de feu M^r Joseph Guillotin, conseiller du roi en l'élection de cette ville, et de dame Catherine-Agathe Martin. Il en eut : 1^o Marie-Anne-Agathe-Eustelle de La Charlonnie, épouse de Eutrope-Raphaël Mollet, qui précède; 2^o Marie-Anne-Victoire de La Charlonnie, née à Saintes le 30 décembre 1782, morte en cette ville le 17 décembre 1854, qui se maria à Saintes le 17 avril 1809, avec François Dières-Monplaisir, fils de Jean-Georges Dières-Monplaisir, commissaire des classes de la marine au port de Rochefort, décédé à Saintes le 13 novembre 1791, et de Françoise-Perpétue de Bonnegens des Hermitans; 3^o et Joseph-Jean de La Charlonnie, né le 7 avril 1784,

bre 1812, et la femme, le 27 novembre 1817, rue du Capitole. De cette union sont issues plusieurs filles, parmi lesquelles : a) Marie-Louise-Eugénie Mollet, née à Saintes le 21 octobre 1811, y décédée le 9 septembre 1889, qui, le 17 juillet 1837, contracta mariage avec Jean-Ferdinand Laverny (1), alors professeur au collège de Bergerac, depuis à celui de Saintes (2), dont : 1^o Marie François-Anatole Laverny, né à Saintes le 21 février 1840, sous-inspecteur des douanes, aujourd'hui en retraite, résidant au château du Coudret, près Saintes (3), l'un des membres du conseil d'administration de la *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, qui avait épousé à Barbezieux, le 20 mai 1896, M^{lle} Élisabeth-Paule-Marie Espitalié La Peyrade (fille de feu Léon-Gaspard Espitalié La Peyrade, receveur de l'enregistrement, et de M^{me} Françoise-Mélanie-Édilie-Ernestine Pasquier, (laquelle est décédée à Saintes, au lieu du Coudret, le 1^{er} juin 1905); 2^o Marie-Joseph-Gaston Laverny, né à Saintes le 17 août 1845, qui, par ses talents oratoires, s'acquit, comme avocat, une juste renommée au barreau de sa cité natale, fut bâtonnier de son ordre, et mourut célibataire, âgé de 48 ans, sur son domaine du Coudret, le 22 juillet 1893; b) Marie-Eutrope-Zénobie Mollet,

fourrier à la 4^e compagnie du 14^e régiment de dragons (l'ex-Chartres-cavalerie), tué par un cosaque d'un coup de lance à la bataille de Heilsberg (Prusse orientale), le 10 juin 1807. (*Registres d'état civil : Les La Charlonnie.*)

(1) Jean-Ferdinand Laverny, né à Saint-Grégoire-d'Ardennes, canton de Saint-Genis-de-Saintonge, le 13 décembre 1809, mort à Saintes le 7 décembre 1871, était fils de Louis-François Laverny, ancien magistrat de sûreté à Jonzac, juge au tribunal civil à Saintes (juin 1811), ensuite vice-président au même siège (7 février 1816), décédé audit Saint-Grégoire le 20 octobre 1821, et de Marie-Élisabeth Landreau (fille elle-même de Jean-Jacques Landreau, notaire royal et juge-sénéchal de Lussac, la Pommerade et Clam), décédé à Saintes le 30 mars 1835. (Voir *Revue de Saintonge* de novembre 1893, page 427, et *Les La Charlonnie*, pages 191 et suivantes.)

(2) Ferdinand Laverny resta de 1855 à 1858 professeur de sixième au collège de Saintes, où il avait été élève. Il refusa plusieurs fois l'avancement mérité qu'on lui offrait. (Xambeu, *Histoire du collège de Saintes*, 2^e fascicule, page 111, note 3. — Saintes, A. Trépreau, 1886.)

(3) Charles-Abraham Richard, né à Saintes le 16 mars 1772, fils de François Richard, ancien écrivain de la marine, et de Marie-Geneviève Bossuet, de la paroisse Saint-Maur, avait épousé à Saintes, le 26 brumaire an X (18 novembre 1801), Marthe Dières-Monplaisir, née à Rochefort le 24 mai 1777, sœur germaine de François Dières-Monplaisir, sus-nommé. (Voir sur la famille Laverny l'ouvrage déjà cité, *Les La Charlonnie, passim.*)

née à Saintes le 11 août 1815, décédée en cette localité le 10 décembre 1895, laquelle épousa, le 6 février 1834, Louis-Joseph Richard, propriétaire à Saintes, où il était né, le 21 août 1815, de Charles-Abraham Richard, et de Marthe Dières-Monplaisir. Les époux Richard-Mollet sont morts l'un et l'autre en cette ville, le mari, le 26 décembre 1844, et la femme, le 31 mars 1845 (1), laissant comme héritière leur fille unique, Marie-Anne-Eustelle Richard, née à Saintes le 13 mai 1855, où elle est décédée elle même, sans alliance, le 29 juin 1913.

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

IV

FRAGMENT D'UN RÉCIT DU VOYAGE EN SAINTONGE

(Fin)

L'on tient deux routes de Saintes à Cognac. J'ai pratiqué diverses fois l'une et l'autre en hyvert et en été, il y a cinq bonnes lieues de distance. Le chemin par le haut est rude et difficile, toujours en montant et en descendant, aussi les voyageurs ne s'en servent que quand la Charente est débordée, qu'on ne saurait passer par le bas, lequel chemain est le plus court et le plus gracieux, par conséquent le plus fréquenté, ainsi que je l'ai éprouvé cent fois. Je sorté de Saintes par le grand chemain joignant l'abaye des Dames, bordé de grands arbres. Au bout de demi lieue je descendis sur les bords de la Charente et laissant de longues carrières à ma gauche j'arivé au bourg de Chaniers à une grande lieue de Saintes. C'est un

(1) Le Coudret, dénommé *Couldret* dans les vieux actes et qui était dans la mouvance du fief de Beaupuy, dépendant de la seigneurie de l'évêché de Saintes, avait été acquis suivant acte reçu par de Rocquancourt, notaire à Saintes, en date du 29 juin 1645, par Jehan Geoffroy, conseiller du roi, pair et échevin de cette ville (1653), capitaine de la cité, élu maire le 13 janvier 1668, des héritiers de « defunt noble homme, Jehan Berthon, conseiller et esleu pour le roy en l'eslection de Xaintes, et feue damoiselle Magdelaine Fenelleateau, sa femme, pour et moyennant le prix et somme de 9.000 livres tournois. » Jehan Geoffroy était l'un des ancêtres de Marie-Jeanne-Charlotte-Gabrielle Geoffroy, épouse de Pierre Mollet, notaire aux Essards, qui précède. (Voir *Les La Charlonnie*, page 178.)

passage pour l'autre côté de la rivière qui mène à Périnac, à Javrezac, à Archiac et autres bours. A un quart de lieue de Saintes je trouvai dix moulins sur un canal de la Charente, et après avoir enfilé la paroisse et le château d'Orlac j'arrivai au bourg de Javrezac, demi lieue de Coinac, où je passai un pont de pierre à quatre arches, par lequel coule un joli ruisseau. Cette route est une des plus charmantes du royaume. En remontant les rives de la Charente on n'y voit châteaux, bourgs, villages, prairies, vignobles, taillis, hautbois et campagnes fertiles, barques, gabares et bateaux chargés revenant d'Angoumois remplis de fer, de bois de construction, de canons, de bombes, de boulets pour l'arsenal de Rochefort, des vins, eaux-de-vie, etc.

DE LA VILLE DE COGNAC

Berceau du roi François premier, qui naquit dans son château ; ville renommée par ses excellents vins blancs et eaux de vie ; apanage de feu M. le duc et la duchesse de Berry ; située sur une hauteur qui descend doucement sur les bords de la Charente ; entourée d'anciens remparts, avec des fossés taillés dans le roc ; fort peuplée et très commerçante avec les étrangers, le peuple très affable, la plus part encore calvinistes ; quantité de rues étroites, hautes et basses, avec un grand fauxbourg, séparé de la ville par un long pont de pierre de dix arches, sous lequel passent des gabares et des barques qui montent ou descendent la rivière. De ce pont se trouve une porte ancienne, flanquée par deux tours, qui conduit, en montant une rue, à la place du Marché, en haut de la ville, sur laquelle est un couvent de religieuses bénédictines et un couvent de cordeliers, ainsi que le minage. C'est le siège d'une Élection de la généralité de La Rochelle, siège royal qui suit les coutumes de l'Angoumois, à sept lieues d'Angoulême. Outre la paroisse, ornée d'un beau clocher, qui se descouvre de très loing, il y a un hospital, des récollets et une deuxième paroisse dans le fauxbourg delà les ponts. Son château royal, grand et magnifique ouvrage commencé par Jean, comte d'Angoulême, et fort avancé par François premier, son petit-fils, qui ne le put finir, est bâti solidement, avec de fortes tours, des croisées, des balustrades et des ornements à l'antique, mais fort négligé par les gouverneurs. Messieurs comtes d'Aubigné, de Rions, duc de Richelieu, qui tirent douze mille livres par an, ainsi que les grands gouvernements, n'y font

point quasi de séjours quoy qu'il y ait un beau et grand parc garni de bois, d'estans, de prairies, de gibiers et bêtes fauves ; il est entouré de murailles et a environ une lieu de circuit. Ont met toujours de la cavalerie et des dragons en quartier à Coinac, à cause de ses paturages. Ont a joint à Coinac la chatelenie de Merpins, où j'ay esté, lieu quasi abandonné quoy qu'on y voye les restes d'un chateau qu'on assure avoir esté bati par Charlemagne. Henri 3 d'Angleterre s'empara des chatelannies de Coinac et de Merpins, et ensuite tombèrent aux comtes d'Angoumois.

Le maire et les échevins ont la direction de la police. Louis 13 y establit l'Élection de Coinac.

Je fus au chateau d'Ars, qui a titre de marquisat ; il contient de vastes logemens, mais n'a rien de remarquable. Le seigneur de la Maison de Sainte Maure, comme capitaine de vaisseaux, avec lequel j'avois servi dans *le Juste*, en 1705, mi régalat ; puis, je visité Merpins, assis au bout d'une longue chaussée ou arceaux, bati sur des marais. Ont voit des vestiges du chateau, assis sur un rocher qui estoit autrefois une bonne ville, à présent chatelenie.

Quitan les bords de la Charante, je fus à Jonzac, gros bourg remarquable par son beau clocher en pierre, très eslevé, d'où se découvre la ville de Pons, et puis, par la traverse, je me rendis à Jonzac, petite ville avec titre de comté, très peuplée de religionnaires, mais aussi très comérçante, sur la petite rivière de Segne (*sic*), la meme qui passe à Ponts. Les seigneurs de Jonzac ont estés honorés des ordres du roi, commandeurs du Saint Esprit, et sont lieutenans du roi en la province de Saintonge. J'en ai cogneu deux, actuellement capitaines lieutenans de la gendarmerie. Le chateau est entouré de belles tours et fort considérable, rempli par de baux appartemens. Les fauxbourg sont peuplés par quantité d'ouvriers en laine.

De Jonzac à Saint-Mégrin, il y a peu de distance. Je fus à Plasac et à Mirambaut : chemains détestables. Ce n'est que terres grasses, hivert et esté. Mirambaut, à cinq lieues de Blaye, asis dans un fond, consiste dans une longue rue, avec un vieux chateau ruiné, bien diférent de la ville de Mirembaut (1), à cinq lieues de Poitiers, capitale du Mirbalais,

(1) Mirebeau ! L'excellent homme confond les noms. A ce propos, rectifications une erreur : le Saint-Michel dont il est question, page 316 du tome précédent, est Saint-Michel-de-Lanuelle, près Pont-Labbé.

laquelle j'ay décrite dans un autre volume. Et, pour ne pas sortir de Saintonge, je revins à La Roche-Chalais et Aubeterre, où est un chateau et une abaye, petite ville où l'église paroissiale est batie sous un rocher chargé d'arbres. Ont y trouve un couvent de cordeliers et un de religieuses. La ville est batie en amphithéâtre et les rues descendent jusqu'à la rivière de Droune; elles sont étroites, mal baties et sales. Delà, je me rendis à Chalais, jadis comme à présent, principauté réunie à la Maison de Tailleran, en janvier 1714, par le mariage de l'héritière de Chalais, avec son cousin, le comte de Tailleran, auxquels le roi a accordé un brevet de comtes de Périgord. Chalais a de beaux droits. Son chateau, eslevé sur la croupe d'une petite montagne, est garni par quantité de tours rondes, accompagnées de terrasses et embellissements que aumante chaque jour.

De Chalais, je fus à Cresac, y voir Verteillac, un de mes parens, et y manger des faisans, dont cette terre abonde. Elle est à demie lieu de Chalais.

De Cressac à Monguion, ont compte trois lieues. Le chateau est beau, et appartient aux princes de Ponts. Les habitants sont mal intentionnés.

Montlieu en est à trois lieues. Pays rude et garni de marets sabloneux. Ce sont de continuels logemens aux passages des troupes et des recreues.

Je revins à Montendre et ganiay Bouteville. Le chateau, assis sur une hauteur, est entouré de grosses tours rondes, alors possédé par Balzac Hautefort, major ci-devant des gardes du corps, d'où je me rendis à Barbezieux, ville qui se nommait Barbesil autrefois, avec titre de marquisat, appartenant aux héritiers de feu M. de Louvois, ministre d'Estat. Elle est située sur une hauteur qui descend en pente vers le ruisseau, dont le terroir des environs est gras et fécond. Sa figure est ronde et fort peuplée de calvinistes. Ont y trouve deux églises paroissiales et un couvent de cordeliers. La principale église paroissiale est dans le bas, prieuré de l'ordre de Cluni, sous le nom de Notre Dame, et, néanmoins, le vulgaire la nomme Saint Mathias, assés en désordre, quant à la batise, et la deuxième enfermée dans le chateau, dédiée à Saint Imas (*sic*). Barbezieux a titre de baronie et, néanmoins, vingt et cinq paroisses en relèvent. Ont parle partout des exelents chapons de cette petite ville. Le chateau est batti sur une hauteur, à

costé de la ville ; il luy reste encore plusieurs belles tours rondes, avec un bon fossé. Au dedant ont y trouve divers logemens que les fermiers continuelz laissent tomber en ruine.

De cette ville et chatellenie, je fus à celle d'Archiac, où j'ay resté quelques mois. Ont compte deux lieues de distance, que je trouvé fort longues par des chemains gras et fascheux, de sorte qu'en hivert un bon cheval a de la paine à s'en tirer. Le chateau d'Archiac se découvre d'une grande lieu, à cause que le bourg et le chateau sont sur une élévation considérable, entourés de toutes parts de plaines et de vignobles excellents. Cette chatellenie appartient aujourd'hui à la famille de Sainte Maure, et le chateau est assis sur la croupe d'une montagne, entouré de murs épais et de plusieurs tours rondes, envelopées par de profonds fossés. Mais les fermiers laissent tout dépérir. Leur ferme est d'environ huit miles livres chaque année. Les habitans sont aisés et zélés calvinistes, avec lesquels les curés des voisinages mangent et familiarisent volontiers. Il y a un couvent de cordeliers pour trois religieux, dont l'église est assés bien ornée. Il s'y tient diverses foires. A un quart de lieu d'Archiac est la paroisse d'Artenac, où est un prieur qui en tire le gros revenu, le curé en ayant fort peu. L'église est sur une hauteur et le vilage peu estandu et malpropre. Ont y vient d'Archiac et des environs aux grands'messes.

Chaux est un chateau joinant Archiac, à Messieurs de Sainte Maure, orné d'un grand parc. Nombre de paroisses relèvent de cette chatellenie, la plus part desquelles j'ay visitées, et vins me reposer de ma tournée au chateau de Saint Bris Charante, près Coinac, chez un intime ami despuis l'expédition de Cartagène, lequel, au retour, espousa la dame veuve de La Millière (1),

(1) Il est nécessaire d'éclairer un peu ce passage. Marie-Anne d'Ocoy, baptisée en 1656, épousa : 1° Adrien Gourjaud, seigneur de La Millière ; 2° le 12 janvier 1699, Jean-Paul Chevalier, marquis de La Mothe d'Ayran, capitaine de vaisseaux. Madame de La Mothe d'Ayran laissa Saint Brice à ses neveux. Guiton de Maulevrier, fils de sa sœur mariée à Auguste Guiton de Maulevrier, seigneur d'Agonnay. Henri-Alexandre Guiton de Maulevrier, officier de marine, mort à 68 ans en 1763, avait épousé, vers 1725, Marie-Victoire de Beaumont d'Echillais. Il semble très probable que la dame « d'Agoners » (Agonnay) de qui parle notre excursionniste est cette dernière, mais alors pourquoi la qualifie-t-on veuve de La Millière ? Si elle est veuve de La Millière elle n'est pas d'Agonnay. (Cf. *Bulletin*, tome III, p. 99.) Il confond. Ayant passé, comme il dit, plusieurs années chez son ami, il devrait être plus

à laquelle appartenait les terres de Saint Trojan et de Saint Bris, où j'ay passé à diverses fois la valeur de quatre ou cinq ans, vertueux et excellents couples qui n'ont point laissé de postérité et que je dois regretter le reste de mes jours.

De Coinac, où je me rendis à trois quarts de lieu au passage de Lestersier (1) par une longue descente, j'y pris le bac de passage de l'autre côté de la Charante, et, au bout d'un autre quart de lieu, je vins dîner chez mes anciens amis, où j'avois déjà un appartement [].

Saint Bris et Saint Trojan, ainsi que je viens de dire, appartiennent à la même dame de la Maison d'Agoners, veuve du marquis de La Millière, duquel les descendants, pour cause de la religion, se sont établis en Prusse, et sont grands écuyers du roi de Prusse. Le château de Saint Bris, duquel j'ay levé le plant, est dans la plus heureuse situation de l'Angoumois, bien que du gouvernement de Saintonge, ainsi que Jarnac, ayant sur le bord de la Charante un parterre et jardin fruitier, fermé par une belle balustrade en pierre, d'où l'on voit passer toutes les gabares et bastaux qui montent ou descendent cette rivière, ayant en face, de l'autre bord, le village des Mulons. Placé sur une hauteur, le château de Saint Bris, eslevé, bâti à l'antique, le corps du logis flanqué par de petites tours rondes couvertes en ardoise, avec des appartements superbement meublés, et dans des cours et avant cours toutes les commodités possibles, comme celliers, fours, écuries, chaudières à eau de vie, remises et deux terrasses de chaque côté du logis garnies de balustrades et d'allées de grands ormeaux, font un effet admirable à la vue. Saint Bris est le lieu où se fit l'entrevue de François premier et de Saint Bris. Je passai devant le château de Gademoulin, très orné par quatre gros pavillons et de beaux jardins sur les bords de la rivière. Mais cette noble famille est éteinte, et la terre a été vendue quatre vins mille livres aux Pères de Saint Lazare, qui dirigent le séminaire de Saintes. Puis, continuant les bords de la Charante, je vins au

exactement renseigné. Voici une preuve de ses distractions : il fait officiers du roi de Prusse les descendants de ce La Millière, soit Adrien Gourjault. Or ce Gourjault mourut sans enfants. Il n'y eut qu'un réfugié en Prusse, fils d'Olivier et d'Elisabeth Gillier. Encore n'est-il pas dit qu'il ait occupé une fonction rétribuée. Il aurait reçu une *pension*. Cf. Beauchet Filleau. *Diction. des Familles du Poitou*, tome IV, p. 324.

(1) Lechassier, sans doute.

chateau de Bourg, à deux lieues de Coinac, assis sur une hauteur, batti à l'antique, mais fort en désordre. Il appartenait à la noble famille de Miossens, qui l'a vendue à un homme de fortune. La paroisse et son église de Bourg sont placés de l'autre côté de la rivière, où le passage est établi, suivant le cours de la rivière et coupant de magnifiques prairies. Au bout de deux autres lieues, je parvins à Jarnac, fort jolie et petite ville, avec titre de comté, à trois lieues de Chateaufort, entouré de murailles flanquées par des tours et de profonds fossés, accompagné de deux petits fauxbourgs. Outre l'église paroissiale est un couvent de cordeliers. La ville est peuplée, baignée par les eaux de la Charante. Beaucoup de calvinistes. Le chateau estoit autrefois très fort, entouré de plusieurs grosses tours crénelées, avec de profonds fossés que l'eau de la rivière emplit; ses tours, très épaisses, sont des plus belles; les appartements sont grands et meublés magnifiquement. Cette terre est tombée en quenouille et son héritière a épousé en secondes nocces son cousin, Chabot-Jarnac, en 1715. La forest de Jarnac abonde en cerfs, chevreuils et sangliers, au milieu de laquelle est un cabinet très pour les retours de chasse, où les chasseurs font leur alte. Ce lieu est fort connu dans l'histoire pour la célèbre bataille que le duc d'Anjou gagna sur les calvinistes en l'an [], où le prince de Condé fut tué.

Puisque nous voila rentré dans l'Angoumois, il est bien raisonnable que je parle de la ville de Blanzac, à deux lieues de Barbezieux, que j'ay veue diverses fois dans mes courses.

DE BLANZAC

De Cognac, laissant à droit le passage et la paroisse de Saint Fort, où est un long canal dans les marais que l'on traverse l'hiver en bateau et qui, en été, est presque sec. je fus à Archiac, puis à Barbezieux, en Saintonge, et de là à la petite ville de Blanzac. fort vantée par ses excellentes volailles et chapons. On découvre de fort loin son chateau, quasi ruiné, à cause d'une grosse tour carrée qui subsiste. La ville et le chateau sont assis sur une hauteur qui descend doucement jusques au ruisseau qui arrose les prairies voisines. Outre la grande paroisse collégiale de quatorze chanoines, on y trouve une deuxième petite paroisse collégiale, sous le nom de Saint André; ses rues sont sales, les maisons mal batties, les portes

et murailles de la ville en partie abatues. Beaucoup de foires et marchés considérables, les tailles trop fortes, le pays des environs très fertile quoique montueux, mais bien boisé, les terres blanchastres. Blanzac, comté, appartient à l'ancienne Maison de Roy Roncey ; mais je crois que cette belle et ancienne terre a été vendue depuis peu par ses anciens seigneurs de Blanzac.

De sorte que, dans cette tournée dans la province de Saintonge depuis mon dernier départ de Rochefort, j'estime avoir fait de chemin la valeur de cent vingt sept lieues ou environ jusques à mon retour au château de Saint Bris auquel j'ai hiverné.

V

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT
(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS
(Suite)

IV. — L'ÉPIDÉMIE

Rochefort, le 25 messidor an II, 13 juillet 1794.

Le Comité de salubrité navale de Rochefort nomme, le 25 messidor an II, Béraud, officier de santé de la flûte La Nourrice, membre de la Commission de santé permanente de l'île d'Aix.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé.

Rochefort, 1 thermidor an II, 19 juillet 1794.

Le ministre, dès l'année dernière, avait donné l'ordre de bâtir un petit hôpital au Port-des-Barques. Il devait être composé de 3 salles à contenir chacune quatre-vingts lits. Une seule est édifiée, elle est meublée, prête à recevoir des blessés, s'il en vient de la mer, pendant la canicule, pour ne pas les mettre avec les fiévreux.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 2.

A bord des Deux-Associés, 1 thermidor an II, 19 juillet 1794.

Aujourd'hui, 1 thermidor an deuxième de la République une et indivisible, sur les trois heures après-midi, le jury ayant

été convoqué de s'assembler, nous nous sommes assemblés dans le lieu ordinaire de nos séances, où y étant, le président a fait la lecture d'une dénonciation portée contre un de nos déportés par la citoyenne Marie Giraud, de l'île d'Aix. Lecture faite, nous avons demandé à faire comparoir le dit accusé, où comparution faite par icelui, nous lui avons demandé comment il se nommait? « a dit être Louis-Marie-Henri-Joseph Léonard, ci-devant curé de Marennnes, né à Barbe-Vieux (*sic*), district du dit, âgé de quarante-cinq ans » (1).

A lui rapporté une dénonciation faite, par Marie Giraud, contre lui, qui dit que : « le vingt-huit du dernier mois, étant descendu à terre pour enterrer les déportés, préalablement après qu'ils eurent fini, ils entrèrent chez la susdite Marie Giraud, sa dénonciatrice, pour boire un coup ; et qu'après s'y être assis, le nommé Léonard, ci-devant curé de Marennnes, lui tint le langage le plus inconstitutionnel, tel qu'en lui disant qu'ils souffraient beaucoup à bord mais que la malédiction, que leur faisaient souffrir les patriotes, tomberait avant peu sur ces mêmes auteurs, et qu'ils en subiraient le châtiment ; enfin bien d'autres propos inconstitutionnels, auxquels la dite dénonciatrice n'a voulu répondre et s'est retirée ».

Demandé au dit Léonard s'il connaissait bien la dénonciation portée contre lui, et s'il avait quelque chose à répondre? « a dit et m'a tout ce dont il est inculpé, que seulement, étant à l'île d'Aix, dans une auberge, il se rappelait avoir vu une fille, qui lui avait demandé s'ils étaient encore venus pour enterrer leur confrère? Sur quoi il avait répondu que oui, et avait observé qu'en effet ils mourraient beaucoup tous les jours ; ce qui ne provenait que du mauvais air qu'ils respiraient, mais que bientôt il espérait que cela finirait, et que, vu l'emplacement que leur procurait journellement la mort de leurs confrères, il avait lieu d'espérer qu'ils en seraient plus à l'aise, et par conséquent l'air en viendrait plus salubre. Voilà, a-t-il dit, tout le langage que j'ai tenu à la dite citoyenne, que je n'ai pu envisager pour ma dénonciatrice sur ces seules paroles, si vous ne m'en produisez une preuve très authentique. C'est pourquoi je

(1) Léonard avait prêté le serment constitutionnel, présidé le club, célébré la messe devant le buste de Mirabeau placé sur l'autel ; traduit devant le tribunal révolutionnaire de Rochefort, il fut condamné, le 7 décembre 1793, à la déportation à vie. Il mourut, plein de repentir, le 15 août 1794.

vous demande ma comparution avec ma dénonciatrice, pour lui prouver que ce dont elle m'inculpe est de la dernière fausseté, et, que je ne pouvais être assez imprudent, à moins que d'avoir perdu la tête, de tenir pareil discours, si toutefois j'en suis capable. Ainsi, citoyens, je me résume à vous demander cette grâce, que votre justice et votre sagesse ne peuvent me refuser. De plus, a ajouté l'accusé, si j'ai tenu d'autre langage que celui que je viens de vous citer, vous pouvez interpellier à cet effet mon confrère Debonne (1), qui lors de mon entretien avec ma dénonciatrice, était à côté de moi, et qui, par conséquent, peut en avoir eu connaissance ».

Après avoir fait retirer le susnommé et accusé, avons fait comparaitre le nommé Debonne, et lui avons donné connaissance de l'accusation portée contre Léonard.

« Il a déclaré n'avoir eu aucune connaissance de ce dont il s'agissait, qu'il n'avait ni vu ni entendu parler le dit Léonard avec qui que ce soit de terre, qu'il était trop fatigué pour avoir pu faire attention à ce qui se passait, et a persisté qu'il n'avait rien oui ». Sur quoi nous l'avons fait retirer.

Est comparu ensuite le nommé Roux (2), ci-devant prêtre, qui était de corvée ce jour-là avec le susdit accusé ; et après lui avoir donné connaissance de ce dont il s'agissait, « il a déclaré avoir oui parler le susnommé Léonard avec différentes personnes et ensuite avec une fille, qui était à tricoter au bout de la table, où ils étaient assis, mais il ne pouvait rien dire de leur entretien, qu'il n'y avait pas fait attention, pas plus que sur la nature de leur conversation ».

Est comparu ensuite le nommé Andoire (3), ci-devant prêtre, à lui demandé s'il avait connaissance de quelques propos tenus par Léonard, étant à terre, et s'il avait conversé avec quelqu'un, a répondu « qu'il avait vu parler Léonard avec différentes personnes, à qui il parlait de leur pain, mais qu'il n'avait point fait attention à la suite de leur conversation ».

A lui demandé s'il l'avait vu parler à une fille ? « A répondu qu'il ne l'avait ni vu ni entendu, ni oui parler avec aucune fille

(1) Debonne Joseph-Augustin, âgé de 31 ans, chanoine de Saint-Léonard (Haute-Vienne), survécut à la déportation.

(2) Roux Henri, âgé de 56 ans, curé de Lusigny (Allier), mort le 25 juillet 1791.

(3) Andoire François, âgé de 37 ans, curé de Moutiers-sur-Sault (Meuse), mort le 21 août 1794.

ni femme ». Et a persisté dans ce fait; et nous l'avons fait retirer.

Est comparu le nommé Wast (1), et interrogé si, lorsqu'il était à terre avec le ci-devant curé de Marennes, il avait eu connaissance qu'il eût eu un entretien avec des citoyens à terre? « A répondu que non! il ne l'avait vu parler avec personne, qu'il ne s'en ressouvenait pas »; ensuite se coupant, il a dit : « qu'il avait peut-être bien parlé, mais qu'il n'avait pu entendre ce qu'il disait; qu'il avait la mémoire fort courte, et qu'il ne pouvait pas se rappeler non plus à qui il avait parlé si c'est à un homme ou à une femme ».

A lui observé qu'il se coupait dans tout ce qu'il disait. « A répondu que non; il ne l'avait vu parler avec personne, et qu'il ne s'en rappelait pas, que c'était ainsi qu'il croyait s'être expliqué ».

Ne pouvant plus rien tirer de ce susnommé Wast, nous l'avons renvoyé, et fait comparaitre, les uns après les autres, les nommés : Lombal (2), Andoire, Varin (3), Hervé (4), De Brie (5), Prévost (6), qui tous ont dit préalablement, après leur avoir donné les mêmes connaissances qu'à ceux interrogés avant, et, lesquels derniers ont tous dit : « n'avoir rien vu ni entendu en bien et en mal contre l'accusé Léonard »; et nous les avons fait retirer.

Le citoyen Crespin a observé ensuite au jury que : « d'après les différentes observations, qui ont été faites aux différents déportés, il était à présumer :

1^o Que plusieurs se sont coupés dans ce qu'ils disaient, que tantôt ils disaient qu'ils l'avaient oui parler, sans cependant avoir fait attention à ce qu'il disait, et ensuite finissant par dire qu'ils ne l'avaient ni vu ni entendu parler à qui que ce soit.

(1) Wast Jean, âgé de 30 ans, vicaire de Laimont (Meuse), survécut à la déportation.

(2) Lombal Nicolas, âgé de 63 ans, curé de Sivry-sur-Meuse (Meuse), mort le 17 août 1794.

(3) Varin Claude-François, âgé de 24 ans, vicaire de Beaumont et Bezou-veaux, mort le 1^{er} octobre 1794.

(4) Hervé Pierre, âgé de 32 ans, desservant de la frairie de la Grée-Basse en Monteneuf, paroisse de Guer (Morbihan), mort le 25 août 1794.

(5) Brie Pierre (de Soumagnac de), âgé de 55 ans, chanoine et archiprêtre d'Arles, vicaire général de Mgr Dulau, mort le 21 août 1794.

(6) Prévost Jean-François, âgé de 34 ans, prêtre cordelier du couvent de Raon-l'Étape (Vosges), mort le 16 septembre 1794.

2° Qu'il fallait apparemment que le dit Léonard, en allant à terre, veuille encore y gagner, comme précédemment, les esprits faibles, en leur dépeignant le sort où ils étaient réduits ; en faisant de plus fomenter leurs mauvais principes religieux, il pourrait se procurer quelques douceurs. Mais aujourd'hui que ceux qu'ils ont le plus trompé, sont venus au-dessus de tous les préjugés absurdes qu'ils osaient enseigner, il ne croyait pas, en s'adressant à une fille, qu'elle eut pu prendre tout ce qui caractérise le républicanisme, pour déjouer généralement tout ce qui y est contraire. Et voilà, a dit le citoyen Crespin, tout ce qui le rend plus coupable. Ajoute qu'il m'a paru toujours trop zélé à s'offrir pour faire les corvées de terre, qui ne manquent de leur venir fort pénibles. et, s'il n'en crut avoir quelque dédommagement, pour quelque autre chose, il n'avait aucun intérêt à se présenter sans qu'on le requéra pour l'y envoyer ».

Le président a pris ensuite la parole, et a dit : « Vu l'absence du capitaine, nous ne pouvons apporter aucun jugement sur le dit accusé, et qu'en conséquence de ce, à son arrivée, nous poursuivrons le jugement et ferions alors comparoir la citoyenne Giraud, dénonciatrice du susnommé Léonard, à l'effet de nous attester par la foi de son serment la dénonciation qu'elle nous a faite.

Fait et clos les susdits jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme à l'original, signé : Villecollet, président ; Epaux, Guibert. les citoyens Ricque, Mallet et Sourisseau ne sachant signer ont apposé leur zéro.

Du livre du jury à bord de la flûte les Deux-Associés.

2 thermidor an II, 30 juillet 1794. A bord des Deux-Associés.

Aujourd'hui deuxième thermidor, l'an deuxième de la République une et indivisible, sur les deux heures après-midi, le jury, ayant été convoqué de s'assembler, nous nous sommes réunis dans le lieu ordinaire de nos séances, et préalablement après, le président a donné connaissance du motif de la convocation, qui, a-t-il dit, « était à l'effet de poursuivre l'accusation « portée contre le nommé Léonard, ci-devant prêtre, condamné « à la déportation ».

Est comparue la citoyenne Marie Giraud, requise à l'effet de nous attester, devant nous, séance tenante, la dénonciation faite par elle, contre le nommé Léonard ; ensuite nous avons fait aussi comparoir le nommé Léonard, ci-devant prêtre, pour

être témoin de l'accusation portée contre lui, et y étant, avons demandé à sa dénonciatrice, comment elle se nommait ? « A « dit se nommer Marie Giraud, native de l'île d'Aix, âgée de « vingt-et-un ans ». A elle observé que la convocation qui lui a été faite a été pour l'interpeller à dire la vérité, et la plus pure vérité, en foi de quoi nous lui avons fait lever la main, et jurer sur son âme et conscience qu'elle va dire la vérité. Nous lui avons lu la dénonciation, qu'elle nous a faite par écrit, et, préalablement, après lecture faite, nous lui avons demandé si elle reconnaissait bien cette dénonciation, faite par elle, sincère et véritable, et si elle a réellement entendu, de la part du nommé Léonard, tout ce dont elle l'accuse par icelle. A répondu « que le nommé Léonard, étant à terre, lui avait dit, sur la « demande qu'elle lui avait faite de la bonté de leur biscuit, « qu'il lui avait dit, répète-t-elle, que les mauvais traitements « qu'on leur faisait subir tomberaient bientôt sur nous », en voulant parler des patriotes, qui, suivant le dit Léonard, étaient les malédictions portées contre eux comme ci-devant prêtres. Là dessus interrogé, l'accusé Léonard, s'il avait bien connaissance d'avoir tenu ce discours, a répondu et nié tout propos de cette espèce, et a dit seulement « avoir parlé à la citoyenne « Marié Giraud, et, lui avoir dit seulement, s'apitoyant sur leur « sort, en lui disant qu'il mourait bien de notre monde à bord, « sur quoi l'accusé a répondu que oui, que cela provenant de « la gêne qu'ils avaient dans leur appartement, mais que, « comme le nombre diminuait et nous dégénéait insensiblement, « ils jouiraient d'une meilleure santé ; que sur le moment l'accusé lui demanda si elle n'était pas de Marennes, et si elle « l'avait connu ? Sur quoi la dite Marie Giraud lui avait répondu « que non, mais que c'était une femme, qui était chez elle, le « matin, qui lui avait fait connaître. La conversation, dit alors « l'accusé, s'est alors terminée par une accolade que lui a « donnée un matelot, en entrant chez la dite Marie Giraud, si « elle n'avait réellement des témoins sur l'accusation portée « contre lui, il était impossible, qu'avec les moyens de défense « qu'il nous procurait, que nous puissions juger en notre âme « et conscience et à la pluralité des voix ».

Nous avons jugé le nommé Léonard, accusé par la citoyenne Marie Giraud, et nous l'avons condamné à subir huit jours de fers, cramponné dans l'entre pont et retranché pendant le même temps ; après quoi, n'ayant plus rien à délibérer, nous avons

fait comparoir le nommé Léonard, lui avons donné lecture de son jugement et avons levé la séance.

Fait et clos à bord de la flûte les Deux-Associés, les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme à l'original, signé : Villecollet, président; Guibert, Epaux, les citoyens Ricque, Mallet et Sourisseau ne sachant signer ont apposé leur zéro.

Du livre du jury de la flûte les Deux-Associés.

3 thermidor an II, 21 juillet 1794.

Lettre de la Commission de santé en rade de l'île d'Aix.

Citoyens,

En vertu des pouvoirs que vous nous avez transmis, en date du 23 messidor an II, nous avons fait la visite des deux navires mouillés en rade de l'île d'Aix, et conformément aux intentions du ministre, nous vous envoyons ci-inclus le double des procès verbaux.

BÉRAUD, LAFOREST.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, registre de correspondance 1, n° 31.

Rochefort, 4 thermidor an II, 22 juillet 1794.

L'agent national du district de Rochefort aux représentants du peuple composant le Comité de sûreté générale à Paris.

Je vous annonce, Citoyens, que conformément à votre arrêté du 19 du mois dernier, le nommé Lelardeux, ex-prêtre de Précy, département du Cher, est parti de Rochefort, le 29 du même mois, pour être conduit à Paris, par la gendarmerie de brigade en brigade.

Le dit Lelardeux ne s'étant pas trouvé dans la maison d'arrêt dite de Saint-Maurice de cette commune, ce n'est qu'après plusieurs recherches dans toutes les prisons que j'ai appris qu'il était en rade à bord du bâtiment destiné à transporter les condamnés à la déportation. C'est ce qui m'a empêché, Citoyens, d'exécuter votre arrêté aussi promptement que je l'aurais désiré.

NOLÉAU (1).

(1) Noleau, natif de l'île de Ré, appartenait à une famille catholique, une de ses tantes était religieuse de la Sagesse. Il était maçon. Lequinio créa pour lui, le 29 septembre 1791, le poste de maître maçon au port de Rochefort. Il fut à la fois membre du Comité de surveillance et juré du tribunal révolutionnaire.

6 thermidor an II, 24 juillet 1794, en rade de l'île d'Aix.

Le citoyen Béraud au Conseil de santé.

Citoyens,

Je vous envoie, conformément aux ordres, les doubles des procès verbaux des bâtiments, dont les équipages ont été soumis à la visite. Vous verrez que tous jouissent d'une santé parfaite, et que l'air le plus pur régnait à leur bord. Il n'en est pas de même du bâtiment les Deux-Associés.

Je me permettrai quelques réflexions.

L'épidémie d'une maladie putride compliquée avec scorbut règne parmi les déportés. Leurs hôpitaux ne peuvent suffire à les recevoir, malgré qu'il en meurt deux et trois par jour. *Loin de m'apitoyer sur leur sort, je vous dirai que c'est plus la santé des équipages qui fixe mon attention*, doutant beaucoup que dans cette saison, l'on puisse détruire ou corriger la tendance des fluides à la putréfaction, dans un bâtiment où l'on ne peut éviter la contagion de l'air qui y règne, malgré les efforts continuels du renouvellement. L'équipage s'en plaint, ainsi que l'état major, qui redoute, disent-ils, les effets cruels de cette maladie. Je leur ai promis que j'en informerais le Comité.

BÉRAUD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. I, n° 32.

Rochefort, 6 thermidor an II, 24 juillet 1794.

Au Ministre de la marine,

Hier, dans l'après-midi, l'Indien et le Bellelondon sortirent de la Cabane carrée et vinrent dans le port, le premier est destiné pour prendre momentanément les déportés des Deux-Associés...

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 151.

Rochefort, thermidor an II, juillet 1794.

Au mois de thermidor, le Comité de salubrité publique informé qu'une maladie grave régnait à bord des navires Washington et les Deux-Associés, mouillés en rade de l'île d'Aix, où étaient détenus les prêtres insermentés, condamnés à la déportation, avisa aux moyens d'en arrêter les progrès.

A cet effet, il délégua un chirurgien de première classe afin d'examiner la situation de ces navires, et de décider s'il ne serait pas utile de former un établissement pour les traiter à terre sur l'île Madame, nommée île Citoyenne.

Le rapport de ce chirurgien mérite d'être analysé, il révèle une situation hygiénique qu'on ne saurait comprendre aujourd'hui, il montre l'influence qu'elle exerça sur le personnel embarqué sur ces deux navires, les mesures proposées pour l'améliorer, les précautions oratoires dont l'auteur crut devoir entourer ses demandes, afin de n'être pas soupçonné de modératisme par ceux qui regardaient la pitié envers des adversaires comme un crime.

Après s'être entendu avec la Commission sanitaire, alors établie en rade, et s'être adjoint un de ses membres, le délégué du Comité se rendit à bord des navires infectés. Il visita d'abord le Washington. Ce transport, destiné à porter 350 déportés, n'en contenait que 220, embarqués depuis six semaines. Sur ce nombre, six seulement étaient morts, à l'âge de soixante à quatre-vingts ans ; dix-sept étaient à l'infirmerie ; cent quatre-vingt-dix-sept étaient encore valides. L'équipage était de soixante-dix hommes. Quoique les aménagements de ce navire fussent assez bien disposés, que la propreté fut satisfaisante, l'avis du délégué fut qu'il était impossible que ce navire entreprit une longue traversée avec un si grand nombre de passagers sans avoir à redouter le développement d'une contagion, dont l'équipage serait nécessairement victime, et qu'il y avait lieu dès lors de réduire le nombre des transportés à deux cents.

« Passant à bord des Deux-Associés, poursuivait le rapport, « nous avons trouvé les localités et l'administration des plus « vicieuses.

« 1^o La construction du navire ne convient pas à la mission « qu'il doit remplir, pour des raisons déjà connues.

« 2^o Nous avons trouvé un système pernicieux de salubrité, « et nous avons cru devoir inviter à le réformer : c'est de par-
« fumer au brai, au moyen d'un boulet rougi au feu, à panneaux
« clos, pendant que les déportés sont à leur poste. L'air de ce
« lieu déjà épaissi par la respiration d'un grand nombre d'hom-
« mes, et par les vapeurs exhalées des corps pendant la nuit,
« le devient davantage pendant cette opération. Les individus
« qui y sont soumis, éprouvent des suffocations presque insup-
« portables, et la partie du pont, sur laquelle reposent leurs

« corps, ne peut être atteinte par le parfum. Ce n'est donc que
« lorsque les déportés ont évacué leur poste que cette opération
« doit être faite. Leurs hardes seules peuvent rester entre les
« ponts pendant sa durée ».

« 3° Par suite d'une conversation que nous avons eue la
« veille avec le capitaine Laly, et des renseignements que nous
« avons pris de différentes personnes, nous avons appris qu'on
« pratique sur ce navire un système de sévérité et de dureté
« même, bien mérités sans doute, sur lequel il n'y aurait rien
« à dire, si l'âme tourmentée par des affections tristes, ne dis-
« pose le physique à l'action des maladies. En rendant justice
« au citoyen Laly, dont l'esprit est très révolutionnaire, il n'en
« doit pas moins conserver la santé des déportés par tous les
« moyens possibles, afin de maintenir en bon état celle de son
« équipage, qui pourrait être la première victime de l'épidémie
« qu'il aurait produite par des soins mal entendus. C'est même
« ce qui commence à avoir lieu, puisqu'il a perdu trois hommes
« sur sept qui ont été atteints de l'épidémie régnante.

« Le citoyen commandant le navire, en l'absence du capi-
« taine, nous a déclaré que son établissement pour la dépor-
« tation devait contenir 420 hommes, et que son équipage était
« de 110 hommes, nombre trop élevé pour le moment actuel et
« surtout pour entreprendre une longue traversée.

« Afin de juger par nous-mêmes de la situation d'hommes
« ainsi entassés, nous avons demandé qu'ils fussent réunis à
« leur poste, comme ils sont pendant la nuit, nous avons par-
« couru cet espace encombré de hamacs tendus sur double
« rang, de telle façon que ceux qui veulent aller aux baquets,
« placés aux quatre coins du poste, ne peuvent s'empêcher de
« trépigner sur ceux de leurs compagnons qui sont sur leur
« passage.

« Par suite de l'air épais, stagnant, méphitique de ce lieu ;
« du défaut d'exercice, empêché par le manque d'espace pour
« un aussi grand nombre de détenus, de suppressions fré-
« quentes de transpiration qu'éprouvent ces hommes, en sortant
« tout-à-coup, le matin, le corps encore couvert de sueur, nous
« en avons trouvé un bon nombre atteints d'érysipèles, d'ec-
« chymoses, de pétéchies scorbutiques, d'infiltrations des
« membres, ce qui annonce une dissolution prochaine de la
« masse des humeurs.

« De tout ce qui précède, il résulte que ce bâtiment a perdu

« 112 hommes depuis trois mois ; mais dans une plus forte
« proportion le troisième mois que pendant les deux premiers ;
« qu'il a 87 hommes aux infirmeries, et que parmi les morts,
« plus de la moitié sont décédés dans la force de l'âge. Il
« résulte en outre que l'épidémie, pouvant prendre plus d'ex-
« tension en raison des chaleurs de la saison, peut aussi se
« communiquer, non seulement aux équipages des deux navires,
« mais à ceux des autres bâtiments de la rade, avec lesquels
« ils ont de fréquentes relations.

« Nous pensons en outre qu'il faut conserver au moins une
« infirmerie flottante pour chaque navire, afin de recevoir le
« trop plein de l'hôpital établi à terre, en attendant qu'il s'y
« produise des vides. Ces barques seront pourvues de tentes,
« afin de garantir les malades ou les convalescents, qui se
« tiendront sur le pont, de l'ardeur du soleil ».

(A suivre).

P. LEMONNIER.

VI

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1706. — Angélique Marion, veuve de Guillaume Esneau, sieur de La Clisse, héritière de feu Charles-Antoine Esneau, son fils, à présent femme de Jean de Boisse, écuyer, sieur de La Faye.

1715. — André Froger, écuyer sieur de La Rigaudière, mari de Judic Esneau, demeurant paroisse de la Clisse.

1771, 27 janvier. — Transaction entre Jean Nataniel Chasseloup de Laubat, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment de Tresnel-infanterie, agissant pour lui et pour René Nataniel Chasseloup de Laubat son frère ; François Chasseloup Laubat, capitaine général garde côtes ; Pierre Chasseloup, majeur, agissant pour lui et pour Jeanne Easme de Lacroix, sa mère, veuve de Jacques-André Chasseloup de Laubat, tutrice de Jeanne et Thérèse Chasseloup, représentant Nataniel Chasseloup et Jeanne Esnaud, leur ayeul ; André-Alexandre Froger, écuyer, de la Rigaudière, chevalier de Saint-Louis, pour lui et pour Angélique-Henriette Froger, veuve de

Henri Lemousin, chevalier, seigneur des Groix, enseigne de vaisseaux ; Marianne Froger, fille majeure ; Louis-Auguste Froger ; autre Marie-Anne Froger, femme de Marc, baron de la Rochebaron, écuyer, sieur de Monfabien. Bénigne Laloué Froger, femme de Thomas de Boisgiraud ; Jean-Jacques Froger, lieutenant de vaisseaux, et pour les enfants représentant Théophile-Honoré Froger de La Rigaudière, ses frères, sœurs et neveux ; Charles-Alexis Froger, seigneur de la Clisse, tous représentant Judith Esnaud, fille de Guillaume Esnaud, deuxième du nom, mariée à André Froger, seigneur de La Rigaudière. Blaise-Alexandre Leberton, chevalier, baron de Bonnemie, Emmanuel, Cajetan Leberton, président, lieutenant général sénéchaussée de Saintonge, héritier de la dame de Gascq, sa mère ; Gérome Leberton, prêtre bachelier en théologie, doyen de Saint-Séverin de Bordeaux, vicaire général de l'archevêque de Bordeaux ; Louis-Auguste Leberton, chevalier, Marie Françoise Leberton, femme de François de Barbeyrac, comte de Saint-Maurice, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie. Rose-Françoise de Guibal, femme de François Horri, chevalier, seigneur de La Rochetolay ; Jean Paillot, conseiller au présidial, légal administrateur de son fils, avocat, et de feu Catherine Richard, sa femme, curateur des mineurs de feu Jean Richard de La Fernanderie, avocat ; Françoise Richard, épouse de Jean-François Duplais des Touches, changeur pour le roi, iceux représentant Marie-Madeleine Esnaud, fille de Guillaume, premier du nom, seigneur de la Clisse, conseiller au présidial, laquelle avait épousé Jean Richard de La Fernanderie ; Guillaume Esnaud, premier du nom, marié à Madeleine Choloux ; leur testament mutuel du 23 avril 1657 portant partage entre cinq enfants. (Minutes de SENNÉ.)

1644, 26 avril. — Signature de Louis d'Esparbès de Lussan, maréchal de camp. (Minutes de TAMISIER.)

1672. — Léon d'Esparbès de Lussan, chevalier d'Aubeterre, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de Coulioudre en Roussillon, seigneur de Fontaulade et Chadenac, a dit qu'il avait laissé à Antoinette d'Esparbès de Lussan, comtesse de Lau, sa sœur, la terre de Chadenac, pour 5.000 l. de rente.

1694. — Gabriel d'Estanceau, sieur de Rochefort, conseiller du roi, receveur des consignations au présidial, successeur de feu Jean Joubert, mari de Renée d'Estanceau.

(Minutes de MARÉCHAL).

1620, 29 novembre. — Etienne Fabre, écuyer, sieur de Fontblanche, achète un pré paroisse de Saint-Romain de Benêt.

(Minutes de BERTAUD).

1664. — Toussaint Fallegon, écuyer, sieur d'Agaigné, demeurant à Angoulême, Philippe Ballus, écuyer, sieur de Maugaudin, son beau-père.

(Minutes de RICHARD).

1598. — Pierre Farnoux, conseiller au parlement de Bordeaux.

1600, août. — Charles Farnoux, sieur de La Brandière et La Charlotterie; Daniel Farnoux, sieur de La Vigerie et Romade en Thenac.

(Minutes de JOURNAULT).

1607, 17 février. — Pierre-Daniel Farnoux, écuyer, sieur de Saint-Lot et La Charlotterie.

1614, juin. — Daniel Farnoux, écuyer, sieur de La Charlotterie et Saint-Lot, demeurant à La Charlotterie, commune de Fontcouverte

En 1632, le même.

(Minutes de SANSON, n° 85).

1616. — Daniel Farnoux, sieur de Saint-Lot, fils de Charles.

1620, 21 février. — Françoise de Farnoux, en religion sœur Françoise du Saint-Sacrement, religieuse carmélite, a fait son testament le 26 septembre 1619 (reçu Tercinier), a institué sa sœur, Marie de Farnoux, femme de Gilbert Berthon, sieur du Poussaud, élu, avec donation de 5.000 livres à son couvent et 60 livres de rente viagère. Madeleine de Jésus, supérieure, veut faire signifier ledit testament à Marie de Farnoux et la somme de déclarer si elle l'accepte.

(Minutes de BERTAUD).

1626, 12 décembre. — Charles Farnoux, sieur de la Galessière.

(Minutes de SANSON).

1637. — Amaury Farnoux, écuyer, sieur de La Charlotterie.

1640. — François de Farnoux, écuyer, sieur de La Borderie, conseiller.

1640. 2 août. — François Morisson, greffier en l'élection de Saintes, déclare qu'au procès qu'il a contre Moise Marchais, sieur de Boisgiraud, procureur du roi en la dite élection, et Marie Mage, veuve de Vincent Marchais, lieutenant en ladite élection, frère dudit Moise Marchais, pendant en la cour et chambre de l'Edit à Agen, « sans icelle approuver ne l'arrest donné entre les parties le 31 mars dernier, contre lequel il s'est pourvu par requête civile, la dicte Mage et Marchais ont grand

nombre de parens et alliez en la ditte cour et chambre de Guyenne, ainsy qu'il est de nouveau adverty, et ny peult point espérer de justice pource que Messieurs maistre Pierre Charron, président en la dicte chambre, Pierre de Rabar, Jacques de Seque, Jacques Daujar, conseillers du roy en la dicte chambre de la religion prétendue réformée; M. François Dunoyer et Jean Luc de Mirac, conseiller au parlement servant en la dicte chambre, Mrs Lancelot de Lalanne; François de Pichon et Arnault de Pontac, président à mortier, François de Farnoux, sieur de La Belandière, Dominique Dubourg, Lancelot et Louis de Lalanne, sieur d'Uzeste, Louis de Pichon, Arnault de Pontac, procureur général audict parlement, Joseph Saincton de Pommiers, sieur de Francon, messieurs François et Pierre de Blanc, Pierre de Guyonnet, Fronton de La Roche, Pierre de Montagne, Henry de Massip, tous conseillers en laditte cour de parlement de Bordeaux et chambre de Guyenne, lesquelles parentés et alliances proviennent de M. Charles Farnoux, vivant sieur de La Clocheterie, maistre Pierre de Farnoux, sieur de Bouignaud, Amice Farnoux, frères et sœur germains; ledit sieur de La Clocheterie marié avec Marie Moyne, duquel mariage seroit issu Pierre Farnoux, qui auroit été cy-devant lieutenant général à Saintes, depuis conseiller audit parlement, duquel est issu M. François de Farnoux, conseiller en laditte cour, et Catherine de Farnoux, qui a épousé le sieur Dubourg, auxquels laditte Mage est cousine descendue de germains, pour être fille de feu Jean (*alias Isaac*) Mage, sieur de Fiefmelin, et de demoiselle (*blanc*) Farnoux, fille de feu Pierre de Farnoux, sieur de Bouignaud, frère germain de Charles Farnoux, grand père des sieurs François Farnoux, sieur de La Brandière et de Catherine Farnoux, femme du sieur Dubourg, la sœur duquel Dubourg a été mariée avec le sieur Dubouchet, duquel mariage est issu nombre d'enfants, entre autres une fille qui est mariée avec ledit sieur Dumirail, aussi conseiller servant en la dite chambre; ledit sieur de Rabar, conseiller, cousin germain de la demoiselle Mage pour être enfants de deux sœurs germaines, fille du sieur Farnoux, sieur de Bouignaud, frère germain de Charles, sieur de La Clocheterie; et ledit sieur de Sèque, rapporteur du procès, cousin germain de la femme du sieur de Rabar, laditte feue Amice Farnoux, sœur germaine desdits sieur de La Clocheterie et Bouignaud, fut mariée avec Jean Grelaud, conseiller au présidial de

Saintes, duquel mariage sont issus plusieurs enfants, entre autres Madeleine et Marthe Grelaud, lesquelles se marièrent savoir ; Madeleine avec Jean Jolly, sieur de Saint-Denis, duquel mariage sont issus beaucoup d'enfants, entre autre Marie Jolly, qui épousa N d'Abillon, lieutenant général de Saint-Jean d'Angély, duquel mariage est issue N d'Abillon, femme du sieur d'Aujar, conseiller en la dite chambre de Guyenne, par conséquent cousin remué de germain de laditte Mage. Ledit sieur Charron, président, est beau-frère dudit sieur Daujar, pour avoir épousé la sœur d'icelui Daujar. Marthe Grelaud, fille d'Amice Farnoux, épousa André Jallais, sieur de La Gesterie, d'où sont issues deux filles : l'ainée conjointe avec Thomas Lebreton, écuyer, sieur des Ramades, fils de François Lebreton, vivant conseiller au présidial de Saintes, lequel était frère des dits sieurs de LaVacherie (*sic*) et Bougnaud ; la seconde fille dénommée Marthe Jallais, mariée à M. Sarran de Lalanne, président à mortier audict parlement, cousin second par alliance de laditte Mage, duquel mariage est issu nombre d'enfants, savoir : Louis de Lalanne, conseiller au parlement, marié avec l'une des filles de François de Pichon, aussi président à mortier audit parlement, cousin par alliance ou remué de germain de laditte Mage, pour être mère de ladite Mage, tante de Marthe Grelaud, mère de la dame présidente de Lalanne, comme, pareillement une des filles dudit sieur de Lalanne et ladite Jallais est mariée avec Jacques de Pichon, conseiller auditeur au parlement, par conséquent cousin au troisième degré de ladite Mage, par alliance. Lancelot Lalanne, aussi conseiller en la dite cour, est frère germain dudit sieur président de Lalanne. Arnaud de Pontac, président à mortier, est frère utérin du sieur président de Lalanne ; Jean de Pontac, procureur général au dit parlement est cousin au deuxième degré du président de Pontac.

Du mariage de François Lebreton, conseiller au présidial de Saintes, et de Robine Allard, sa femme, est issu Thomas Lebreton, sieur des Ramades, et Jeanne Lebreton qui est conjointe par mariage avec Joseph de Pommiers, conseiller en ladite cour et ainsi cousin second par alliance de la dite Mage, et par conséquent la dame Jeanne Le Breton [*blanc*] Farnoux, mère de la dite Mage, est fille dudit feu sieur de Bougnaud, cousin germain de M. Saunac de Pommiers, sieur de Fronton aussi conseiller en la dite cour et neveu dudict sieur Joseph de

Pommiers, que MM. François et Pierre de Blanc, aussi conseillers en la dite cour, cousins au troisième degré desdits François de Farnoux et Dubourg, à cause de sa dite femme, comme pareillement la femme de M. de Guyonnet, descendue d'Anne Moyne, sœur de la femme dudit sieur de La Clocheterie, le père de François des Noyers, conseiller en la dite cour et servant en la chambre de Guyenne établie à Agen et cousin germain de la dite dame présidente de Lalanne, proche cousine et au second degré de la dite Mage.

Davantage la mère de la dite Robine Allard, femme du sieur des Ramades, fut mariée avec feu François de La Roche, avocat général audit parlement, duquel est descendu Fronton de La Roche, à présent conseiller au dit parlement. Pareillement, la dite Mage est fort proche parente et cousine au degré de l'ordonnance de Henri de Massip, aussi conseiller en la dite cour, qui a une fille conjointe par mariage avec un des enfants dudit sieur de Pichon, président audit parlement. Comme pareillement Jean Goy, sieur du Treuil, greffier en chef du siège présidial de Saintes, auroit en secondes noces épousé demoiselle Moyne, duquel mariage est issue Ester Goy, laquelle fut conjointe avec Jean Blanchard, sieur de La Faye, et dudit mariage est issue Marguerite Blanchard, mariée avec Henry de Montaigne, conseiller en la dite cour, lequel Jean Blanchard était frère utérin de Mathieu Blanchard, lieutenant particulier au siège de Saintes, duquel et de ladite demoiselle Marie Mathieu est issue Marie Blanchard, nièce du dit sieur de La Faye, qui a été mariée avec Jean Ozias, sieur de Monlaheur, duquel mariage est issue Marie Ozias, femme de feu Moïse Marchais, partie adverse, et partant la demoiselle Blanchard est cousine germaine de la dite Marguerite, femme du dit de Montaigne, et le dit Ozias, cousin remué de germains.

A ces causes, a dit et déclaré qu'il notifie par ces présentes sa brève cédule évocatoire, suivant les réglemens faits par Sa Majesté, sans préjudice de se pourvoir par toutes voies de droit. Somme ladite demoiselle Mage et le dit Marchais, sieur de Boisgiraud, de s'accorder d'une autre chambre de l'Edit autre que celle d'Agen, attendu que le dit sieur de Rabar, à cause de sa dite femme, et le dit sieur de Sèque, récusés, y ont nombre de parents, et que le sieur président Charron, aussi récusé, a son fils conseiller en la dite chambre de Languedoc, établie à Castres, qui feroient le propre faict pour la demoiselle

Mage et Marchais, en conséquence des dites alliances, lesquelles parentés et alliances ont été jugées par arrêt du conseil, entre autres au procès poursuivi par Pierre Aubert, sieur de La Pierrière, contre Jacques et Artus Mage, frères de la dite Marie Mage et par autre arrêt dudit conseil, au procès que Antoine Billaud a eu au parlement de Bordeaux contre Amaury Farnoux, sieur de Saint-Lot, et André Bureau, sieur de Lormont, son beau-frère, pour l'insistement, ont été condamnés aux dépens envers ledit Billaud, et en une autre instance du sieur Queux, sieur de Saint-Hilaire, à cause de demoiselle [blanc] Jolly, sa femme, fille de Jean Jolly, sieur de Saint-Denis, et de Madeleine Grelaud, fille de la dite Amice Farnoux, en l'instance duquel Queux et le sieur Paret, (?) lieutenant à Saint-Jean, et du sieur de Bracar, contre le gendre du sieur de Rabar, ayant été envoyés en une autre chambre. Protestant contre la dite demoiselle Marie Mage et le dit Marchais, frère du dit feu Vincent, son mari, au cas qu'ils ne voulassent consentir que ledit procès et différent soit évoqué et renvoyé par Sa Majesté en une autre chambre que celle-ci et sans despans.....

Faict et passé à Saintes, le 2 août 1640, en présence de Pierre Augier et François Morillon, clerks. (Minutes de VERJAT).

1642, 15 décembre. — Marie de Farnoulx, veuve de Gilbert Bertus, contrôleur en l'Election, donne ses meubles à son fils Gilbert, étudiant en philosophie. (Minutes de DEXMIÈRE).

1655, 17 novembre. — Prise de possession de terre à Fontcouverte achetée par Daniel Angibaud, maître apoticaire, de Marie de Gérard, veuve de Amory Farnoux, écuyer, sieur de la Charlotterie. (Minutes de GILLET).

1660. — Marie de Gérard, veuve de Amaury de Farnoux, sieur de la Charlotterie.

1689, 11 mars; 1692. — Marie de Farnoulx, veuve de Jacques Dohet, conseiller au présidial.

En 1696 elle demeure à la Charlotterie; mère de Jean Dohet, sieur de la Charlotterie, lieutenant au régiment de Normandie.

1682. — Jean Faubert, mari de Jacqueline de Villedon, Jacques Faubert, écuyer, seigneur de Doyers, mari de Henriette de Resnier. (Minutes de DALIDET).

1735. — Judith Fauchereau, veuve de Isaac Berjon de La Vergnée, bourgeois, demeurant aux Epaux.

(Minutes de SENNÉ).

1701, 7 décembre. — Contrat de mariage de Audebert Faure, marchand, fils de feu Isaac Faure, ci-devant ministre de ceux de la religion prétendue réformée, et de Sarra Marchais, avec Anne Robert, fille de Pierre Robert, avocat, et de Rebecca Feuilliteau.

Consentent pour lui : Honoré Rangeard, sieur de Meursac, procureur de Sarra Marchais et de Elisabeth Gabrielle Faure, sa sœur.

Pour elle : Isaac et Théodore Feuilliteau, oncles, Josué et Pierre Raboteau, oncles maternels, Jacques Guionnet, père de Montifaud, oncle paternel ; Denis Gourdon, avocat, juge de Taillebourg, grand oncle par alliance ; Daniel Meschinnet, cousin germain ; Anne Meschinnet, femme de Guionnet ; Anne, Rebecca, Madeleine Meschinnet, cousines ; Marianne et Madeleine Robert, sœurs, Jean Robert, frère. (Minutes de MANÉCHAL).

1705. — Jean Baudet, marchand, beau-frère de A. Faure.

1713. — Philippe Faur, sieur de La Grivollière, ci-devant commis à la recette des tailles, mari de Marthe Cochet.

1741, 19 juillet. — Mariage de Louis-Isaac Faure, négociant, fils de Audebert Faure, sieur de Châteaumerle, et de Anne Robert, demeurant paroisse de Thezac, avec Marie-Elisabeth Lambert, fille de Claude Lambert, avocat, juge baillif de Soubise, et de feue Jeanne Baudet.

1760. — Consentement à mariage donné par Marie-Charlotte Chicoilet de Corbigny, veuve Faure, à son fils Joseph-Louis Faure, conseiller, receveur des tailles à Saintes, avec N. Goguet, fille de Denis Goguet, chevalier de Saint-Louis, président, trésorier de France à La Rochelle, et de N. du Buron.

(Minutes de PASQUIER).

1760, 24 avril. — Procès-verbal d'application de titre ordonnée par arbitre entre Geoffroy de Blois, seigneur de Roussillon, et Jacques-Daniel Faure, chirurgien. Pour Roussillon.

(Minutes de SENNE).

1763. — Jean Faure, mari de Elisabeth Duchène.

1765, 1^{er} juillet. — Arrangement de famille entre Marie-Charlotte Chicoilet de Corbigny, veuve de Jean Faure, conseiller, receveur ancien des tailles de l'élection de Saintes ; Jean-Baptiste Faure, prêtre, curé de Saint-Maur, agissant pour lui et pour Louise-Angélique Faure, sa sœur, veuve de Jacques Leguarique de La Tournerie, écuyer, lieutenant de vaisseaux

à Rochefort, enfants du dit Faure et de Denise Angélique Nesme, sa première femme; Jacques Compagnon, écuyer, seigneur de Thezac, Thaims, conseiller, avocat du roi au présidial, procureur de Jérôme Delaage de Meux, écuyer, seigneur de La Motte Beuvron, Vouzon, conseiller secrétaire du roi, maison, couronne de France et des finances, mari de Marie-Adélaïde Faure. Joseph-Louis Faure, receveur des tailles en l'élection de Saintes; Charlotte-Suzanne Faure, majeure.

Les dits Joseph-Louis, Marie-Adélaïde, Charlotte-Suzanne Faure, enfants du dit Faure et de Marie Chicoilet.

Le dit Faure est mort le 11 mai 1756. (Minutes de SENNÉ).

1769. — Joseph-Louis Faure, receveur des tailles, fils de feu Jean Faure, ancien secrétaire du roi, maison, couronne de France. (Minutes de SENNÉ).

1776, 29 juillet. — Testament de Louis-Isaac Faure, bourgeois, mari de Elisabeth Lambert. Pierre Audibert et Anne-Elisabeth, femme de Pierre Ardouin, avocat, leurs enfants.

1780, 25 mars. — Jean Baptiste Faure, curé de Saint-Maur, promoteur de l'officialité, titulaire de la chapellenie de Podio, desservie dans l'église des frères prêcheurs, afferme la maison en dépendant, rue des Ballais. (Minutes de MAILLET).

AN. II. — Mathieu Faure, négociant, Pierre Gillet, Léonard Gregou, perruquier, Armoise Savary, Jean Teneau, cordonnier, maire et officier municipaux, administrateur des revenus des pauvres. (Minutes d'HUVER).

1668, 8 novembre. — Antoine Fabvre, marchand aux Roches, paroisse Saint-Eutrope les Saintes, vend à Pierre Fabvreau, marchand tublier au bourg de Boutiers en Augoumois, un cheval âgé de 6 ans avec son bas, sangles, licol et bride, moyennant 7 mille de tuiles creuses et un mille de briques, à livrer en mai 1669. (Minutes de MARCOULLIER).

1638, 9 décembre. — Marguerite Favreau, veuve de Pierre Blanchard, lieutenant particulier au présidial, rembourse le prix d'un carrosse et de deux « cavales », avec les harnais qu'elle avait vendues à Jeanne Raoul, et se les fait restituer.

1710. — Contrat de mariage de Nicolas Favreau, notaire, procureur de la seigneurie de La Chaume, fils de feu Jean Favreau, marchand, et de Catherine Dubois, avec Marianne Poitevin, fille de feu Jean Poitevin, notaire, et de Madeleine

Claveau avec le consentement de ses frère et sœurs: Dominique, Madeleine, Catherine. (Minutes de SENNÉ père).

1727. — Louis Favreau, sieur d'Espuelles (ou des l'uelles), ancien capitaine au régiment de Provence, mari de Marie Duval.

1731, 24 novembre. — Testament de Jean Marc de Fayolle de Saint-Front, prêtre, chanoine à Saint-Pierre, ouvert le 22 avril 1733 à la requête de René Mossion, chanoine. Il est mort le 5 avril 1733; veut être enterré à Saint-Pierre. Sur son tombeau on gravera « *deprecare pie lector pro anima pauperis Marci, cujus corpus hoc in tumulto jacens, resurrectionem expectat judicandum.* » Donne entre autres dons, 100 livres à la sacristie de Saint-Pierre, lesquelles seront prises sur l'argent qu'il aura et sur les arrérages des revenus de la chapelle de la Rotonde, dont il est titulaire, réglés à 100 livres par l'abbesse de Saintes.

Institue héritiers François de Fayolle, (de Puyredon, seigneur du dit lieu, Saint-Sarvin et de la Vaublanche, demeurant à Puyredon en Sarladais), son neveu, ci-devant lieutenant de dragons, fils de Charles Florent de Fayolle, chevalier, seigneur de Puyredon et de La Vaublanche. (Minutes de MARSAY).

1670. — Marie Lestard, veuve de Pierre Fazillaud, Marie Fazillaud, veuve en premières noces de Pierre Chabert, sieur du Pollet, aussi capitaine de marine.

(Minutes de CASSOULET).

1753, 12 juin. — Hommage au chapitre par Jean Fé, écuyer, seigneur de Lafond, sieur de Richemond, conseiller, président civil et criminel, lieutenant général d'Angoumois au siège royal de Cognac, juge prévôt des eaux et forêts, commissaire enquêteur et examinateur, premier conseiller au dit siège de Cognac, en qualité de mari de Louise-Ursulle-Magdeleine Moucheteau, pour le fief de Richemont en la châtellenie de Chérac, au devoir d'un franc d'or appetié 3 livres 10 sols, revenant à un écu et six deniers. (En l'église Saint-Pierre). (Minutes de MARSAY).

1656, 25 mars. — Jean Ferragu, procureur en l'élection de Cognac, prête 500 livres à Daniel Frenau, marchand, demeurant à Dion, paroisse de Chérac.

Contrat passé en la maison où pend pour enseigne les trois marchands, faubourg de La Bertonnière.

(Minutes de GILLET).

1668, 15 octobre. — Mariage de Jacques Ferrand, boucher à Pons, avec Jeanne Arnauld, veuve de Pierre Regnaud, chirurgien, fille de feu François Arnauld, notaire royal, et de Catherine Villain. (Minutes de MARCOULLIER).

1694 — Marguerite de Guérin, veuve de Daniel de Ferran, secrétaire maison couronne de France, seigneur de Saint-Dizant, demeurant à Saint-Dizant. Etienne de Ferrant, écuyer, seigneur de Saint-Dizant, veut acquérir la moitié de la charge de conseiller, receveur des tailles de l'élection, appartenant à Michel Lebel, demande à emprunter 26.500 livres.

(Minutes de DALIDET).

1696. — Jean Ferran, seigneur de Sainte-Marie, l'un des vingt-cinq gentilshommes de la garde de la manche du roi, mari de Marguerite de La Roche, fille de feu de La Roche de Guimps, conseiller au parlement, en garnison à Compiègne.

(Minutes de MARÉCHAL).

1701. — Jean de Ferrand, écuyer, seigneur de Sainte-Marie, mari de Marguerite de La Roche. (Minutes d'ARNAUD).

1703. — Cession par Henri Moyne, écuyer, sieur de Lépineuil, à Marguerite de Guérin, veuve de Daniel de Ferrant, secrétaire du roi, acceptant pour elle et pour Etienne de Ferrant, écuyer, seigneur de Saint-Dizant, intendant contrôleur général de l'argenterie et des menus plaisirs du roi, son fils.

1703, 17 août. — Transaction, entre Marguerite de Guérin, veuve de Daniel de Ferran, conseiller, secrétaire du roi, maison couronne de France et de ses finances, d'une part, et Marguerite de Ferran, veuve de Antoine Guinot, chevalier, seigneur de Monconseil, d'autre, et Giraud Gallibert, praticien, agissant au nom de Etienne de Ferran, écuyer, seigneur de Saint-Dizant, conseiller du roi intendant, contrôleur général de l'argenterie, menus plaisirs et affaire de la chambre du roi.

Le sieur de Ferran laissa quatre enfants : Marie-Françoise de Ferran, femme de Michel Lebel de Coulours, baron de Vauréal, Etienne, Marguerite et Marie-Anne, morte civilement, religieuse aux Filles Notre-Dame. (Minutes de FEUILLETEAU).

1713. — Etienne de Ferran, seigneur de Saint-Dizant, conseiller, intendant contrôleur général de l'argenterie, menus plaisirs et affaires de la chambre (1).

(1) Il avait épousé Anne Besset de La Chapelle.

1736. — Raoul-Antoine de Saint-Simon, chevalier, comte de Courtomer, seigneur de Sainte-Mère, etc..., brigadier des armées du roi, capitaine aux gardes françaises, mari de Marguerite de Ferrand, fille de feu Etienne de Ferrand, écuyer, seigneur de Saint-Dizant, demeurant à Paris, rue Neuve de Taranne, paroisse de Saint-Sulpice.

1748, 12 août. — Marie Dussault, veuve de François de Ferron, chevalier, seigneur du Carbonnieux, vend à Elie Bachelot, marchand, La Taillée, paroisse de La Chapelle des Pots, 6.000 livres.

1693, 22 juin. — Sara de Ferrière, majeure, demeurant à La Rochelle, sœur de feu Marie de Ferrière, femme de Henry de Villemeur. (Minutes de MARÉCHAL).

1615, 21 juin. — Madeleine Feuillateau, veuve de noble homme Jean Berthon, contrôleur et élu pour le roi en l'élection de Saintes. (Minutes de BERTAULD).

1665. — Abel Fiefgallet, sieur de La Benaste, demeurant à La Taillée, paroisse de La Chapelle-des-Pots. (Voir Gallet, 1652.) (Minutes de RICHARD).

1647. — Daniel de Fiefgallet, écuyer, sieur de La Ballardière, frère de Charles de Fiefgallet, sieur de La Taillée. (Minutes de TAMISIER).

1679. — Jacques de Fiefgallet, sieur des Marais, frère de Suzanne Fiefgallet. (Minutes de MONTILLON).

1592, 16 décembre. — Jacques Filleul, écuyer, sieur du Cucheau.

1682, 23 février. — Anne Filleul, fille de Louis Filleuil, écuyer, sieur de La Motte-Meursac, et de Françoise Gallet, novice. (Minutes de DALIDET).

1668, 6 février. — Marché entre Bertrand Flandrin et Luc Chaillou, charpentiers, et Vivien Gaudin, marchand, de la charpente du moulin de Lorfont. 36 livres, le bois fourni par Gaudin. (Minutes de MARCOULLIER).

1750, 4 mai. — Contrat de mariage de Guillaume Fleurant, chevalier, capitaine au régiment de cavalerie Mongiron, en garnison à Saintes, de la paroisse d'Aiguesvive, juridiction de Saint-Pastour-en-Agenois, fils de Joseph de Fleurant, seigneur d'Aiguesvive, et de Françoise Martineau, avec Gabrielle-Angélique Le Breton de Faye, veuve de Jean-Benoit-Léonard

Mion, chevalier, seigneur de Jarlac, Orville et Auvignac, fille de Joseph Lebreton de Faye-Panlois-Latour, et de feue Sarra de La Blachetière. (Minutes de JOBET).

1656, 25 août. — Élie Rayne, serrurier à Belluire, a vendu à Jean Fleuret, chirurgien, son beau-frère, deux veaux, l'un de 6 mois, l'autre de 5, moyennant 30 livres.

(Minutes de GILLET).

1657, 13 mars. — Daniel Tapissier, marchand, demeurant au Seuil, paroisse de Saint-Palais-lès-Saintes, afferme à Hercule Fleurimond, marchand, tous les masuraux de la maison appelée La Fontaine Estuvière, confrontant à la rue qui va de la ville à l'abbaye, d'un bout au chemin Potier.

(Minutes de GILLET).

1653, 26 décembre. — Claude Fleurimond, maître chirurgien, demeurant à Saintes, mari de Madeleine Fabvre.

1607. — Gilles Ythier, sieur de Nivelles, a fait enfermer aux prisons royales Isaac Fleurisson, chirurgien à Royan.

(Minutes de SANSON).

1628, 5 novembre. — Élie Fleurisson, chirurgien, lieutenant des maîtres chirurgiens de Saintes, donne quittance à Anne Duplessis, veuve de René Le Fuzellier, écuyer, sieur de Corméray ; Jacques Le Fuzellier, écuyer, sieur de Corméray, son fils, à la décharge de M. de Dreux, premier capitaine au régiment des gardes du roi, gouverneur du château et marquisat de Royan.

1666. — Françoise Greleau, veuve de François Fleurisson, sieur de La Millardière.

1677, 1^{er} avril. — Testament de Pierre Fleurisson, notaire royal, veuf de Marie Chasseloup, fille de Pierre, sieur de La Micaudière, et Catherine Blays, demeurant rue Saint-Maur. Enfants : Pierre Fleurisson, médecin, marié à Suzanne Mercier, par contrat du 24 avril 1676, reçu par Cagne, notaire à Oléron ; Daniel Fleurisson, gendarme de la maison du roi ; Marie, femme de Jean Fourestier, apothicaire à l'ons, décédé dans la nuit du 7 au 8 février 1678. (Minutes de 1678 de GILLET).

1653. — Jehan Fleury, tondeur de drap, demeurant au faubourg de La Bertonnière. (Minutes de GILLET).

1603, 8 février. — Testament de Marie Tabois, femme de Jean Fonteneau, seigneur de Saint-Bris-des-Bois.

1607, 13 décembre. — Catherine Fonteneau, veuve de Bona-

venture Ozias, sieur de Bresneau, demeurant au lieu de Violles, paroisse de Sainte-Radégonde, près Pont-Labbé, loue à son gendre, Jean Herpin, avocat du roi au présidial de Saintes, une maison lui appartenant, rue Saint-Maur, sous diverses conditions : entre autres de nourrir Jean Ozias Fonteneau, son beau-frère, pendant cinq ans, l'envoyer à l'école et payer le régent.
(Minutes de MARÉCHAL).

1607, 19 décembre. — Jacques Desvignes, avocat, mari de Marguerite Fonteneau, reçoit 400 livres de Jacques Ozias, sieur de Monlabeur, conseiller en l'élection de Saintes, et de Jean Ozias, avocat, curateurs de Jean-Ozias Fonteneau, fils de feu Bonaventure Ozias : « Icelluy Ozias Fonteneau, donataire de la seigneurie Saint-Bris-des-Bois à luy léguée par Jean Fonteneau, avocat du roi au présidial de Saintes. »

(Minutes de MARÉCHAL).

1609. — Dans les minutes de Verjat (ou Maréchal), inventaire très long pour les Fonteneau.

1613. — Pierre Fonteneau, secrétaire du prince de Condé.

1637. — Pierre Fonteneau, sieur de La Boissellerie, mari de Marie Jolly.

1642, 9 août. — Martial Fonteneau, conseiller en l'élection de Saintes, mari de Françoise Guenon, beau-frère de Jeanne Guenon, veuve de Jacob de La Coustau, avocat ; gendre de Marie Robin.

1665. — Mathieu Fonteneau, avocat, juge de la seigneurie de Trizay, demeure à Pont-Labbé.

1696. — Marguerite Fonteneau, fille de Pierre, sieur de La Boissellerie, et de Marie Jolly. (Minutes de MARÉCHAL).

1700, 18 février. — Contrat de mariage de Charles de Fonteneau, sieur de Bois-au-Clair, fils de feu Pierre de Fonteneau, conseiller, procureur général de la prévôté de l'hôtel et grande prévôté de France, et de Catherine Nicolas, avec Marie-Anne Piquenit, fille de Jean Piquenit, receveur des aides au département de Mirambeau, et de Marie Bourrigaud.

(Minutes d'ARNAUD).

1708, 6 septembre. — Contrat de mariage de Jacques-Mathieu Fonteneau, écuyer, sieur de Valanzay, conseiller, lieutenant en la vicesénéchaussée de Saintonge, demeurant à Pont-Labbé, fils de feu Mathieu Fonteneau, avocat, et de Michelle Baliste, avec Marie-Gabrielle Pitard, fille de Joseph

Pitard, écuyer, sieur de Montravail, conseiller, lieutenant en la maréchaussée, et de Marie Duval ; consentent pour elle, ses père et mère, Martial, Marianne et Anne Pitard, ses frère et sœurs.
(Minutes d'ARNAUD).

1782, 16 janvier. — Contrat de mariage de Jean Foreau, chirurgien-major des vaisseaux du roi, fils de feu François Foreau, bourgeois, à Rochefort, et de feu Françoise Thibaud, demeurant à Saint-Nazaire, près de Soubize, avec Marie-Eustelle-Euphrosine Doussin, fille de Jacques-Louis Doussin, maître chirurgien de Saintes, lieutenant de M. le premier chirurgien du roi, notable bourgeois, professeur démonstrateur et chirurgien-major des troupes d'artillerie de Saintonge, et de Marguerite-Catherine Chéron ; consentent pour elle, père et mère, Louis-Eutrope Doussin, sous-diacre, Jacques-Louis, Étienne-Gabriel, Louis-Joseph, Jacques, Marie-Adélaïde, Marguerite-Françoise Élisabeth et Louise-Euphrosine Doussin, frères et sœurs.
(Minutes de MAILLET).

1793, 8 mai. — Anne-Charlotte Forestier, femme de Jean-Charles Crespin de La Chabosselay, officier de marine. demeure au canton du Port-des-Frères.

(Minutes de BIRONNEAU).

1685. — Jeanne Poitevin, veuve de Jean Foucher, avocat.

1699. — Jacques Fougerou, ci-devant protestant dans les pays étrangers de religion P. R., converti depuis peu à la religion catholique, séminariste à Saintes (1), neveu de feu Théodore Barrien. décédé dans les pays étrangers, où il était fugitif.
(Minutes de FEUILLETEAU).

1538, 1^{er} juillet. — Jacques Buret, sergent royal, à la requête de Thomas Fouyne (*pas de profession*), se transporte de Passirac au village des Damours, paroisse de Sainte-Marie, distant de deux lieues environ, saisit les biens de Léonard Damours, prêtre (2).

1575, 31 janvier. — Jeanne de Vaux, veuve de Pierre Bouchault, demeurant paroisse de Brix, principauté de Chalais-

(1) Dans ce même ordre d'idée :

1690. — Jedida Duvigier, veuve de Pierre Pocard, ministre protestant, demeurant à Thors, a pour gendre Louis-François Bonnet, sieur du Goulet, maître d'hôtel de l'évêque de Saintes.

(2) Tous les actes ci-dessous relatifs aux Fouine, du XVI^e siècle et partie du XVII^e, sont extraits des archives du château de Geay.

en-Saintonge, vend à Vincent Fouyne, un pré contenant une once trois quarts d'once et demy, au cordeau de 22 brasses, situé paroisse du Bois, au lieu appelé le Por des Bouchaud, confrontant d'un bout à Jean Bouchaud, dit Couchette, d'autre à la rivière de la Lauzance, 10 livres 2 sols. — DUBREUIL, notaire.

1593, 28 avril. — Daniel Tallerant de Grignauld, seigneur dudit lieu, Beauséjour, et prince de Chalais, seigneur direct et foncier de ladite principauté et châtellenie de Médillac, autorise Vincent Fouyne, juge sénéchal de Coyron, Yviers et Montboyer, demeurant paroisse Sainte-Marie, de continuer la construction qu'il a commencée au village de Chatenet, autrement des Fouyne, situé en la paroisse Sainte-Marie, confrontant au chemin par lequel on va du village de Dignac au village des Guabes (*sic*), sur main droite, d'autre au chemin par lequel on va au village du But au bois appelé du But, sur main gauche, d'autre au chemin par lequel on va au village des Foucaud au bourg de Sainte-Marie, de la fortifier de tours, guérites, canonières, fossés, pont-levis et machecoulis, et y faire toutes autres fortifications, moyennant un denier de rente annuelle.

« Tout ce que dessus a été stipulé et accepté par les parties..... sous l'obligation et hypothèque de tous leurs biens ..., lesquels elles ont, pour ce faire, soumis au destroit de la cour du scél estably aux contracts en ville et cité de Xaintes, pour le roy. » — CHARRETIER, notaire.

1595, 18 janvier. — Guilhem Blanchet, laboureur, et Jeanne Fouyne, sa femme, demeurant au village des Blanchet, paroisse de Courlac-en-Angoumois, vendent à Vincent Fouyne, juge sénéchal des châtellenies (1) d'Yviers, Magesie, Montboyer, demeurant en la paroisse de Sainte-Marie, principauté de Chalais, une pièce de terre contenant 14 onces et demy de journaud, au cordeau de 22 brasses, située sur la rivière de Thude, confrontant d'un bout au pré dudit acquéreur, d'autre au pré de Bertrand Escudier, marchand, d'un bout au fleuve

(1) En 1572, ce Vincent Fouyne est procureur fiscal de Montboyer ; en 1584, juge ordinaire de Magesie. Montboyer, La Boesse, demeurant paroisse Sainte-Marie ; en 1590, il est juge d'Yviers et lieutenant de Chalais à Curac. A Chalais, on trouve d'autres Fouyne.

de Thude (1), d'autre bout au « ruisseau de l'eau appelé le foussé neuf. » 33 écus. — ROUAUD (?), notaire.

1598, 18 avril. — Vente d'une pièce de terre située en la paroisse de Brie, au village de la Garde, par Jean Joussaume, Jehannot et Michau Mousset, Catherine, et autre Catherine Joussaume, fille de Jean, femme dudit Jeannot, et Michau Mousset, à Vincent Fouyne, juge sénéchal des châtellenies d'Yviers, Coyron, Magesie et Montboyer; absent André Bernier, sa femme agissant pour lui. Fait et passé en la paroisse de Montboyer, juridiction de La Boisse, au village de Godineau. — ROUAUD, notaire royal.

1600, 14 février. — Vente d'une pièce de terre à Andrée Bernier, veuve de Vincent Fouine.

1614, 6 décembre. — Vincent Beuf, laboureur, et Perrine Febvrier, sa femme, demeurant au village de Foucauld, paroisse de Sainte-Marie, vendent à Jean Fouyne, avocat en la cour, demeurant en la paroisse Sainte-Marie, 6 onces et demie de terre, partie labourable, partie bois taillis, près le village du But, 20 livres 6 sols 3 deniers. Passé au village de Foucaud, paroisse de Sainte-Marie, maison du sieur acquéreur. — M. BECIÈRE, notaire.

1632, 11 octobre. — Denis Pasquet, tæxier en toile, et Marie Boëuf, sa femme, demeurant au village du But, paroisse de Sainte-Marie, principauté de Chalais, vendent à Jacques Fouyne, conseiller au présidial de Saintes, un pré situé au lieu appelé de La Fon du Rocq, près du village du But, contenant « trois quarts et demi quart d'once », au cordeau de vingt-deux brasses (2), moyennant 15 livres, payées à Pierre Fouyne, fils de feu Jean, à l'acquit et décharge des vendeurs, redevables

(1) Dans la région où ces actes se passent on voit une porte Fouine, et un moulin de Fouine. Le château dont il est question n'existe plus, au moins sous le nom de Chatenet.

J'ai pris note de ces actes parce qu'ils donnent l'origine des Fouine du présidial de Saintes.

(2) Il paraît résulter d'une note au bas d'un acte de 1600 qu'il faudrait 8 onces pour faire un journal.

« Nota, dit Fouyne, que, pour 4 onces de pré, Martin m'a délaissé demi journaud de terre. »

Cependant, on trouve deux journaux dix onces et demie. Autant vaudrait dire trois journaux deux onces et demie.

envers ledit Pierre Fouyne, à cause des excès commis par ledit Pasquet sur la personne de Pierre Fouyne. — DANYAULD, notaire.

1618, 28 juillet. — Marie Fouine, femme de Louis Mauchen, sieur de La Boucaudrie, secrétaire de l'évêque, donne procuration de vendre les biens de Mon et La Saurie, situés en la paroisse de Crosmières, près La Flèche, appartenant audit Mauchen, par suite du partage fait entre ses frères et sœurs des biens que laissèrent Mathieu Mauchen et Marie Potier, leur père et mère, René Mauchen, prêtre, curé de Crosmières.

(Minutes de BERTAULD).

1620. — Jacque Fouyne, conseiller au présidial, lieutenant civil et criminel, sieur du Chastenet; Jean Fouyne, avocat au parlement de Bordeaux, sieur de Saint-Quentin de Rochesfort, frères, héritiers de Guichard (?) Fouyne, avocat au parlement de Bordeaux, juge sénéchal de la principauté de Chalais, baronnie de La Roche-Chalais et châtellenies d'Yviers, Coyron, Monboyer, Magezie et Brossac, et d'Andrée [Bernier?], sieur et dame de Chastenet et Saint-Quentin, leur père et mère, feu Marie Fouyne, leur sœur, femme de Louis Mauchen.

(Minutes de BERTAULD).

1620, 18 février. — Andrée Bernier, veuve de Vincent Fouyne, seigneur de Monboyer. .

(Minutes de BERTAULD).

1637, 14 février. — Jacques Fouyne, sieur du Chatenet, conseiller présidial, mari de Élisabeth Labbé, donne à sa fille, Anne, aux Notre-Dame de Saint-Vivien, 1.800 livres d'aumône dotale, petite-fille de Sébastien Labbé (mort), et de Suzanne de Boutiers, sa femme, ce qu'acceptent Françoise de Boulère, supérieure, Marie Joubert, Marguerite de Niac, Élisabeth de Talleran de Grignaux, Marie Labat, Jeanne Boulère, Françoise de Pontcastel, religieuses. (Minutes de LIMOUZIN).

1650, 24 octobre. — Jacques Mauchen, neveu, héritier de Marguerite Fouyne, femme du feu sieur de Varaise (?), vivant, avocat. Élisabeth Labbé, veuve de Jacques Fouyne, conseiller au présidial, demeurant au Chatenet, paroisse de Sainte-Marie, près Challais. (Minutes de LIMOUZIN).

1684, 1686. — Jean Fouyne, conseiller au présidial. père d'André, avocat, et de Marie Fouyne, âgée de 25 ans (en 1686).

1689, 1^{er} septembre. — Contrat de mariage de Pierre Fouine, conseiller au présidial, demeurant paroisse Sainte-Colombe,

filz de feu Jean, aussi conseiller, et Lidie Moyne, avec Marguerite de Léglise, fille majeure de noble André de Léglise, sieur de Cazaux et des Bruns, et de Marie Cazaux. Consentent pour André Fouine : Jacques Pichon, président au présidial ; Sébastien Labbé, chanoine ; Nicolas Coudreau, conseiller ; N. Berthus, sieur de Bonfond, conseiller au présidial ; André Labbé, conseiller au présidial, maire et capitaine de la ville de Saintes, ses cousins. Pour Marguerite de Léglise : Jacques de Léglise, curé de Saint-Pierre ; Jacques de Léglise, curé de Saint-Crépin, oncles. (Minutes d'ARNAUD).

1699, 12 mai. — Contrat de mariage de Pierre Fouyne, sieur de Saint-Bris, capitaine au régiment du Dauphiné, filz de Jean Fouine, conseiller au présidial, et de feu Lidie Moyne, demeurant paroisse Sainte-Colombe, avec Marguerite-Thérèse Lecoq, fille de feu René Lecoq, médecin du roi en la marine de Rochefort, et de feu Marguerite Boudet. Consentent pour lui : André Labbé, conseiller au présidial de Saintes, cousin germain maternel ; Jean Fouyne, prêtre, curé d'Écurat (1) Catherine Fouyne, veuve de Jean Cherbonnier, sieur des Salles, frère et sœur. Pour elle : Charles d'Averhoul, écuyer, sieur de Martimont, capitaine de grenadiers du régiment de Flandres, ami ; Suzanne Ardouin, amie ; Madeleine Bibaud, amie ; Marie de Laiguillon ; le sieur Bichon ou Brehon, échevin.

(Minutes de PROUTEAU).

1704, 25 novembre. — Catherine Fouyne, veuve de Charles d'Averhoul, chevalier, seigneur de Martimont, chevalier de Saint-Louis, major au régiment de Flandres, dit qu'elle est avertie, depuis quelques jours, de la mort de son mari, tué en la tranchée du siège devant Pavie (?), en Piémont, fait ouvrir son testament, daté du 12 avril 1704. Il institue héritiers Marguerite, leur fille, et l'enfant dont sa femme est enceinte.

(Minutes de MARÉCHAL).

Anne Fouyne, veuve de Jean-André Cherbonnier, sieur de Salles, neveu de Martin-Ogier Cherbonnier, sieur de La Martinière, et de Suzanne Bouchet, sa femme. Elle eut un filz de son premier mariage, Jean-André Cherbonnier.

(Minutes de MARÉCHAL).

(1) Cet Ecurat est Curac près Chalais.

1707. — Thérèse Lecoq, femme de Pierre Fouyne, sieur de Saint-Bris, demeurant à Sainte-Marie-de-Challais ; Catherine Fouyne, veuve de Charles d'Averoul, écuyer, sieur de Martimon, major au régiment de Flandres. (Minutes d'ARNAUD).

1544. — Charles Foulques, conseiller du roi au siège de Saintes. (Minutes de PERRAULD).

1608. — Fourest David, sieur de La Chasse, fils de Catherine Boulérin. (Minutes de SANSON).

1611. — Pierre Fourestier, sieur de Préguiillac (ou Peuguillac). (Minutes de BERTAULD).

1614, 14 juin. — Marie Fourestier, femme de Jean Bichon, imprimeur-libraire. (Minutes de MARÉCHAL).

1618, 6 septembre. — Charles Fourestier, avocat, demeurant à Cognac, échange avec Jean Bichon, imprimeur à Saintes, et sa femme, Marie Fourestier (sœur de Charles Fourestier), une maison confrontant d'un côté rue des Jacobins, d'un autre à la maison Fourestier, d'un autre à la maison des héritiers de Pierre Merlat, avocat, et d'un autre à la maison de ladite Fourestier, contre huit premiers de terre, paroisse Saint-Vivien, seigneurie de Belivier. (Minutes de BERTAULD).

1644. — Paul Fourestier, sieur de Préguiillac, avocat, fils de Pierre et d'Aïssie Collineau, veuve de Jacques Fourestier en secondes noces.

1659, 23 juin. — Anne Fourestier, veuve de François Muran. (Minutes de GAULTREAU).

A la date du 19 juillet 1660 (mêmes minutes), voir le testament dudit Muran.

1680, 23 février. — Donation par Anne Fourestier, veuve de François Muran, sieur de La Murandière, docteur en médecine, à Suzanne, sa fille. (Minutes de GILLET).

1663, 1681. — Mathieu Fourestier, sieur de La Brande ; François Fourestier, sieur de Sanson, paroisse de Jarnac-Champagne ; Jacques Fourestier, sieur de La Cour, paroisse des Gonds, fils de Aïssie Collineau.

1693, 20 avril. — Contrat de mariage de Isaac Fourestier, marchand, fils de Pierre, et de Jeanne Sarrazin, avec Jeanne Pelletreau, fille de Paul Pelletreau et de feu Elisabeth Veyrel. (Minutes de GILLET).

1700. — Isaac Fourestier, sieur de Lhoumerée, paroisse de Fontcouverte.

1704. — Isaac Fourestier, docteur en médecine, demeurant à Crazannes. (Minutes de DALIDET).

1713. — Françoise Fourestier, femme de Jérémie de Longueville, greffier d'élection (*alias*, sieur de Fiefdoré en Saint-Fort-sur-Gironde); François Billard, directeur des postes, mari de Eustelle Fourestier; Jacques Fourestier, maître apoticaire (majeur), tous héritiers de Jacques Fourestier, sieur de La Cour, et Marianne Barraud, leurs père et mère; Françoise Barraud, leur tante; Michel Barraud, maître apoticaire, et Jacquette Murant, leur aïeul et aïeule maternels. (Minutes de DALIDET).

1742, 9 janvier. — Contrat de mariage de François Fourestier, docteur en médecine, fils de Jacques Fourestier de La Cour, marchand et maître apoticaire, juge de la juridiction consulaire, et de Élisabeth Loyer, avec Anne-Marguerite Vieuille, fille de Pierre Vieuille, conseiller, lieutenant-général en l'élection, et de Marguerite Dufour. (Voir Vieuille.)

(Minutes de SENNÉ).

1742, 18 janvier. — Contrat de mariage de Laurent Fourestier de La Pointe, fils des mêmes, avec Marie Ardouin, fille de Daniel Ardouin, sieur des Plantes, et de Marie Serizier.

1752, 6 avril. — Testament de Élisabeth Fourestier, veuve de Abraham Pelletreau, demeurant au Ramet. Jacques et Pierre Pelletreau, ses enfants. (Minutes de MARSAY).

1766, 6 et 7 avril. — Inventaire par Fourestier, médecin du roi des hôpitaux, demeurant rue Saint-Maur, marié à Anne-Marguerite Vieuille, par contrat du 9 janvier 1742, reçu Senné; elle est morte. Se transportent au jardin et serre, situé dans la douve des murs proche du monastère des Filles de la Charité ou sœurs grises, établies au Port-des-Frères.

(Minutes de SENNÉ).

1766, 9 août. — Mariage de François Fourestier, médecin, fils de feu Jacques, marchand et maître apoticaire, et de Élisabeth Loyer, demeurant rue Saint-Maur, avec Anne-Ursule Brejon de La Martinière, fille de feu Samuel-Alexandre, avocat, et de Jeanne Ardouin. (Minutes de SENNÉ).

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

QUESTION

N° 828. — Dans le traité de plain chant, par l'abbé Leboëuf, imprimé en 1740, on lit : « A Saintes, c'était à l'Evêque de chanter à la bénédiction des huiles cette strophe entière : *Conservare te dignare, Rex cœlestis patriæ hoc olivum signum vivum contra jura dæmonum.*

(*Pontificale Xantonensis*, manuscrit).

Sait-on dans quelle bibliothèque est conservé ce pontifical ?

BIBLIOGRAPHIE

WELSCH. — *Fixité de la côte atlantique*. In-8°, 20 pages. Extrait des *Annales de Géographie*, mai 1914.

— *Saintonge, Aunis, Médoc* (feuille de La Rochelle au 320.000°, dans le n° 133 du *Bulletin de la carte géologique de France*.

— *Sur la présence des haches néolithiques dans l'argile à strobiculaires des marais maritimes de l'île d'Oleron*. Extrait du *Compte rendu sommaire de la Société géologique de France*, 2 mars 1914.

« M. Jullian, dans la *Revue des Etudes anciennes*, 1914, p. 436, à propos de la *Fixité*, dit : Tout, pour les historiens, est à prendre dans cet article. On dit, par exemple, et on répète que le « vieux Châtelailon » marque la place d'une ville disparue dans les flots. Il s'agit simplement, dit M. Welsch, de quelques ruines sur une falaise qui, rongée par les flots, se serait en partie écroulée. Rien de plus. — Une tradition rapporte qu'on allait jadis à pied sec de Châtelailon à l'île d'Aix. Cela, dit M. W., est géologiquement impossible. J'ajouterai que c'est un de ces mensonges inconscients et collectifs comme il en naît sans cesse dans le Folk-lore. Le dolmen de la pointe d'Ors, dans l'île d'Oleron, a pu être construit au niveau de la haute mer. Et sa situation n'autorise pas à croire à des faits de submersion ».

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL 1915

NOUVELLES : Muséum d'histoire naturelle à La Rochelle.
NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : M. le Docteur Bourru; M^{me} de Jarnac; M. Furcy de Lavault; M. de Coeffard; M. Berrisset; M^{me} Vallcin.
VARIÉTÉS : *Remarques sur l'église Saint-Pierre de Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud; *Les Laplanche*, par M. Chesnier du Chesne; *La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par le chanoine Lemonnier.
DOCUMENTS : *Les Cents Jours en Charente-Inférieure*; *Prestation de serment de monseigneur de Beaumont*; *Procès-verbal de découverte de reliques dans l'église du Petit Niort*.
REVUES ET LIVRES : *Revue des Etudes Rabelaisiennes* : *Exotisme américain dans la littérature française au XVI^e siècle*.

NOUVELLES

M. le docteur Loppé est nommé conservateur du muséum d'histoire naturelle de La Rochelle, en remplacement de M. Bernard, démissionnaire, à partir du 1^{er} avril 1915 (arrêté municipal du 15 mars).

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

DÉCÈS

Le 22 décembre 1914 fut inhumé, au milieu d'une affluence considérable, au cimetière de Rochefort, le docteur Marie-Joseph-Henry Bourru, médecin général de la Marine du cadre de réserve, décédé à Nice.

Depuis plus d'un siècle sa famille habitait notre Charente-

Inférieure. Marie-Joseph-Henry Bourru était né à Saint-Martin de Ré le 1^{er} juillet 1840, de Donatien-Jules Bourru, pharmacien, et de Marie-Angélique-Louise-Olympe Busson.

Tout jeune il abandonna Saint-Martin pour aller faire ses études classiques, qu'il termina au collège de Pons. Il entra, en 1858, au moment où son grand-père venait de s'éteindre à Saint-Martin, à l'Ecole de Médecine navale de Rochefort où, en 1859, il était nommé au concours, chirurgien de 3^e classe de la marine. Après une brillante carrière il obtint, en 1879, la chaire de professeur de cette école.

C'est pendant les fonctions de son professorat qu'il exerça jusqu'en 1894, qu'il acquit ses grades de médecin principal et de médecin en chef, partageant son temps entre son service d'hospitalier, sa clientèle, ses consultations et ses travaux fort nombreux.

On lui doit des articles très appréciés et très documentés dans les *Archives de médecine navale*; dans le *Dictionnaire de médecine de Déchambre*, dans le *Bulletin de la société de géographie de Rochefort*, dont il fut un des plus zélés secrétaires généraux et président, et enfin membre d'honneur.

A Ruelle, il se livra à une *Etude hygiénique professionnelle des ouvriers*, très approfondie. Les maladies pestilentielles et la marche de leurs épidémies attirèrent plus tard son attention.

En 1894, il fut nommé directeur de l'école principale du service de santé de la marine à Bordeaux. En 1897, nommé directeur du service de santé (assimilé au grade de général) il restait jusqu'en 1902 à la tête de son établissement qui lui doit de sérieux progrès et une considération méritée s'étendant à la faculté de médecine où il contribua à y faire apprécier le corps de santé de la marine.

Après avoir exercé pendant trois ans à Lorient comme directeur du service de ce port, il prit sa retraite en 1905.

Il aurait pu aspirer à davantage. La franchise de ses opinions lui nuit.

En 1904, il ne voulut pas laisser partir sans les accompagner, sans les saluer et sans les avoir remerciés dans un ordre du jour, de leurs longs et dévoués services, les religieuses qui, depuis de si nombreuses années, prodiguaient leurs soins et apportaient leurs consolations aux malades de ces hôpitaux et auxquelles un décret récent retirait le droit d'y continuer leurs services.

Cette manifestation publique de ses opinions lui nuisit. Officier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, son passage à la retraite ne fut adouci par aucune nouvelle décoration.

Il avait épousé en premier mariage Eugénie Loyauté, fille de Benoist Loyauté qui fut, sous Napoléon III, inspecteur des eaux et forêts en Corse, et petite-fille par sa mère d'un avoué d'Angoulême.

Il en eut deux filles : 1^{re} Jeanne, l'aînée, devenue l'épouse du docteur G. Du Fayet de La Tour; d'où 1^{er} Henri; 2^o Jean et 3^o Anne Du Fayet de La Tour. 2^o Eugénie, la cadette, mariée à Jules Merleau-Ponty, médecin principal de la marine, d'où Jean et Annette Merleau-Ponty.

Devenu veuf, Henri Bourru se remaria à demoiselle Roche, fille de Louis Roche, colonel d'artillerie, et eut de son second mariage une troisième fille qu'il maria à Benoist Cavaresse, médecin-major de 2^e classe au 38^e d'infanterie coloniale, tombé glorieusement au combat du bois Blondin, près le village de Montricourt (Meuse), le 10 septembre 1914, et inhumé le 15 sur le champ de bataille, laissant un fils unique, Pierre Cavaresse.

G. PERRIER DES BROUSSES.

Est décédée à Cognac, le 23 février 1915, M^{me} Paul-Léon de Jarnac de Gardépée, à l'âge de 80 ans, née à Salignac, mère de feu M. Maurice de Jarnac de Gardépée de Salignac et de M. Antoine de Jarnac de Gardépée.

Le 13 février 1915, à Clérac, où il s'était retiré, est décédé M. Furcy de Lavault, âgé de 67 ans, né à Saint-Genis, le 4 mars 1847.

Il laisse un fils, M. Gaston de Lavault.

M. de Lavault, qui fut un peintre adroit et fécond, avait commencé sous la direction de Savarin, à Bordeaux, par faire de la décoration. Il aborda un peu tous les genres : le portrait, le paysage; il réussit surtout dans les fleurs. Il a beaucoup produit; peu d'expositions de province ne le comptèrent pas comme adhérent. Tous les procédés lui furent plus ou moins familiers : aquarelle, peinture sur faïence, sur soie, cuir repoussé, gravé.

Nommé conservateur du musée de peinture de La Rochelle en 1882, il donna sa démission en mars 1912.

Le 10 mars 1915 est décédé, à Saintes, M. Louis-Charles de Coeffard, de Mazerolles, veuf de Élizabeth de Brémond-d'Ars, âgé de 90 ans.

Est décédé, le mars 1915, à Surgères, M. Edmond Berrisset, âgé de 61 ans, qui a édité à Paris, chez Ghio, un petit recueil de vers : *Morsures et Baisers*.

Est décédée à Chermignac, le 1^{er} mars 1915, M^{me} Vallein, née Masson, âgée de 71 ans.

VARIÉTÉS

I

REMARQUES SUR L'ÉGLISE SAINT-PIERRE DE SAINTES

I. — L'ORIGINE

La cathédrale Saint-Pierre, à Saintes, a-t-elle toujours occupé la même place ?

Cette vieille question, bien connue des érudits et archéologues saintais, a déjà été étudiée plusieurs fois. L'abbé Lacurie, l'abbé Grasilier, MM. Musset et L. Audiat (1) ont abouti à des opinions divergentes que l'on peut qualifier de sentiment plutôt que d'opinions raisonnées. Je ne leur en fais aucun reproche. J'en ai d'autant moins le droit que j'ai adopté de confiance l'opinion d'un de ces derniers, je l'ai répétée et imprimée deux fois sans sourciller, ne faisant d'objection que sur un seul point. Depuis, la réunion des textes se référant à cette parcelle

(1) Je me contenterai, pour toute bibliographie, de renvoyer à l'article de M. Musset sur *Les Églises antérieures à l'an mille*, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1884 ; au *Saint-Pierre*, de L. Audiat, mais surtout à son article dans le *Bulletin* de notre Société, t. XI, p. 357 et suiv.

d'histoire saintaise m'a démontré à quelles contradictions on aboutissait et combien il était nécessaire d'ouvrir le débat à nouveau et de procéder à une nouvelle discussion. Elle m'a conduit ainsi à ressusciter une vieille attribution trop délaissée, comme sans valeur, plus conforme cependant aux théories archéologiques que celle qui a cours.

Contrairement aux traditions — souvent fantastiques (1) — de beaucoup d'évêchés de France, l'évangélisateur de la Sain-tonge, saint Eutrope, ne passe pas pour le fondateur de notre cathédrale. On ne lui attribue aucune construction : sa prédication n'obtint même qu'un succès éphémère, et son souvenir, celui de son martyre s'effacèrent de la mémoire du peuple. « Valde datum est oblivioni eum martyrem fore », dit Grégoire de Tours (2). Il dut même attendre « multa annorum spatia (3) », avant que saint Pallais (573-600) élevât une église sous son nom. A cette époque, Saintes possédait une église Saint-Pierre.

Saint Vivien, en effet, mort vers 463, aurait bâti une église dédiée au prince des apôtres.

Comment la connaissons-nous ?

Grégoire de Tours, qui vivait un siècle après cet évêque, aurait dû nous renseigner, puisqu'il eut sous les yeux une vie (4) du saint évêque. Il n'en parle pas. Il mentionne seulement une église dans un faubourg de la ville, affectée à la sépulture de saint Vivien (5). Les vies publiées (6) inspirent un peu de défiance parce que les rédactions ne concordent pas. Ainsi, celle que dom Martène a imprimée (7) contient bien un Saint-Pierre, mais celle des *Acta* n'y fait aucune allusion. Cette dernière ne cite que la basilique construite par saint Vivien, à

(1) Voir plus loin, notamment l'origine attribuée à l'église de Poitiers.

(2) *De Gloria martyrum*, chap. LVI.

(3) *Ibidem*.

(4) Mgr Duchêne croit qu'elle existe encore. *Fastes*, II, p. 73.

(5) Suburbano quoque urbis hujus Bibianus antistes quiescit : *De Gloria confessorum*, chap. 58.

(6) *Acta sanctorum*, Aug. VI, pages 461-466.

(7) Inter preclara namque sacrarum actionum studia quæ in divinis assueverat expendere cultibus ammirandæ sanctitatis præsul Bibianus basilicam in honore beati Petri, apostolorum principis, construere angelica revelatione ammonetur, in qua ut pontificalem sedem constituat idem præsul misso a stellifero cardine legato imperatur. *Veteram scriptorum amplis, collectio*, VI, col. 773.

la fin de sa vie, pour lui-même, « labente jam senio, basilicam sibi propria devotione construxit. » En revanche, la *Gallia* accepte cette basilique Saint-Pierre, qu'elle assimile au prieuré Saint-Vivien, ce qui est une erreur manifeste.

L'office du saint, dans le *Bréviaire de Saintes* du XIII^e siècle (1), a inséré une leçon et un répons où est mentionnée la construction d'une église auprès d'un monastère dédié à l'apôtre saint Pierre. C'est là que le siège épiscopal, c'est-à-dire la cathédrale, fut constitué. Sans nous arrêter aux termes un peu contradictoires de ces deux rédactions (2) — (*construxit* dans l'une, *cepit construere* dans l'autre), — je retiens le fait de cette fondation comme très possible, parce qu'il ne heurte aucune des habitudes des évêques mérovingiens, que le vocable de saint Pierre, l'intervention angélique, si fréquente en tant qu'inspiratrice des actes des saints, n'ont rien qui puisse nous étonner. Adémar de Chabannes s'est trompé en affirmant que la première cathédrale de Saintes se nommait Saint-Etienne. Il ignorait ce Saint-Pierre de 463 (3).

Nous admettons donc, d'après la tradition, que saint Vivien bâtit un monastère en l'honneur de saint Pierre et qu'il y transporta son siège épiscopal. Il mourut presque aussitôt. La nécessité de cette première cathédrale est, d'ailleurs, attestée par la tenue d'un synode à Saintes, en 562, sous la présidence du métropolitain de Bordeaux.

En quelle partie de la ville avons-nous chance de la découvrir ?

La difficulté commence quand on cherche à élucider ce point. M. Musset penche pour l'emplacement actuel (4), tandis

(1) Bibliothèque nationale, n° 16309.

(2) Sanctus Domini presul Vivianus monasterium edificare disponens in honore apostoli Petri ecclesiam construxit in qua, angelica ammonicione, pontificalem constituit sedem.

— Sanctus Domini Vivianus episcopus in honore beatissimi Petri apostoli monasterium edificare desirans basilicam cepit construere.

(3) Prima quoque antiqua sedes Sanctonicensis urbis non in honore sancti Petri apostoli, sicut nunc est, sed in honore sancti Stephani, protomartiris, ab initio fuit. L. Delisle, *Notice sur les manuscrits originaux d'Adémar de Chabannes* dans *Notices et Extraits des manuscrits*.... tome XXXV, p. 258. Ce Saint-Etienne aurait été construit par saint Pallais, donc après 463. L. Audiat a soutenu que c'était à Bourges et non à Saintes. *Bullet.*, XI, p. 360.

(4) *Loco citato*.

que Louis Audiat (1), d'accord avec la *Gallia*, confond ce primitif Saint-Pierre (2) débaptisé avec le prieuré Saint-Vivien. L'un et l'autre croient que la bulle du pape Nicolas V, datée du 4 décembre 1451, en proclamant la cathédrale de Saint-Pierre de Saintes la seconde du monde entier dédiée au prince des apôtres (3), écarte tout débat.

J'ai déjà eu occasion de dire qu'elle n'a aucune valeur en l'espèce (4), toute bulle qu'elle est, et que son affirmation ne doit point nous en imposer. Elle répète purement et simplement une supplique que le chapitre de Saintes présenta à la chancellerie pontificale en vue d'obtenir des lettres d'indulgences, destinées à être vendues au profit de l'œuvre de la reconstruction de la cathédrale. Il s'agissait de rehausser le prestige de l'église, d'exciter le zèle des fidèles étrangers. L'évêque et le chapitre, intéressés à l'accroître, invoquèrent ce motif avec une entière bonne foi, je n'en doute point, de même qu'ils croyaient à la fondation par Charlemagne (5) — proposition

(1) *Saint-Pierre de Saintes*, p. 46, mais surtout son article dans *Bulletin*, t. XI, p. 357.

En réalité, L. Audiat n'est jamais parvenu à se faire une opinion arrêtée (voir son article dans *Bulletin religieux*, IV, 1867-68, p. 54). Postérieurement à son *Saint-Pierre* (1871), il a écrit un *Mémoire sur les premières églises de Saintes* qu'il a conservé pendant vingt ans et qu'il n'a publié qu'en 1891.

« Toutefois, dit-il, ce premier temple — celui de saint Vivien — ne fut pas construit à l'endroit qu'occupe la cathédrale actuelle... Sur un des nombreux lacs que formait la Charente, on bâtit une nouvelle église. Le vocable de saint Pierre lui fut transféré et le nom de saint Vivien fut donné sans doute à l'église fondée par lui... ». *Saint-Pierre*, p. 46.

Dans son *Mémoire* de 1891, il écrit, p. 358, ligne 11 : « Évidemment, pour être la seconde église érigée en l'honneur de saint Pierre, cette église devait avoir été construite dès les premiers temps du christianisme. Sans doute au commencement du second ou du troisième siècle... Est-ce sur l'emplacement de l'église actuelle ? Peut-être. »

Même page, lignes 34-37 : « Au V^e siècle, le premier successeur de saint Eutrope, saint Vivien, reçut en songe l'ordre de bâtir une église à saint Pierre... Est-ce l'église dont parle Nicolas V. « *Secunda in toto orbe* ? »

(2) *Eum aiunt ex comite santoniensi factum esse monachum et monasterium condidisse juxta urbem sub titulo Petri, nunc est prioratus conventualis canonicorum regulæ Sancti Augustini...* *Gallia*, II, col. 1055.

(3) Cf. dans *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. X, p. 56 et suiv., les lettres d'indulgences qui répètent cette déclaration. — *Bulletin* de la même Société, t. IX, p. 398.

(4) *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, t. II.

(5) A preuve la statue qu'ils érigèrent à la base du clocher.

qui exclut l'autre et réciproquement, — en tout cas qui constitue une contradiction manifeste telle qu'elle est présentée. J'essaierai de la conserver en l'interprétant plus loin. — Mais le plus extraordinaire, c'est que le pape — ou son représentant — ait accepté cette assertion et l'ait reproduite, car il ne pouvait pas ignorer qu'en Italie, notamment, il existait des églises dédiées à saint Pierre, remontant au V^e siècle. Il le constate, du reste. L'église de Saintes s'attribuait donc le second rang au détriment d'autres, et celle de Troyes se l'attribuait au même temps — sans droit. — Or, chose plus curieuse, le même pape, Nicolas V, proclama Troyes, en cette même année 1451, la première basilique (1) des Gaules dédiée à saint Pierre par saint Potentien, l'un des soixante-douze disciples de Jésus-Christ. La chancellerie pontificale ne se montrait donc pas très difficile dans l'examen des suppliques et acceptait, les yeux fermés, les motifs allégués, laissant, sans doute, les intéressés de débrouiller entre ceux concernant la priorité. Comment Saintes peut elle être la seconde dans le monde, soit la première en Gaules, et Troyes la première aussi?

Les diocèses de France, dès le XII^e siècle, ont fait assaut d'ancienneté, après avoir, au cours des siècles précédents, cherché à posséder les reliques les plus insignes. Au XIII^e siècle, se répand la légende des fondations innombrables de Charlemagne (2). De tous côtés, on signale ses libéralités, quand on ne recule pas l'origine du diocèse jusqu'à Clovis (3), ou à Constantin (4), ou au premier siècle (5).

(1) « L'église cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, primitivement sous le vocable du Saint-Sauveur, remontait à l'époque romaine... » D'Arbois de Jubainville, *Répertoire archéologique*, p. 131. Cette église ne fut cependant dédiée aux deux apôtres que le 9 juillet 1129 par l'évêque Jean Leguisé.

« ... Quae post Romanam et Antiochenam inter ceteras cathedrales ecclesias Galliarum sub nomine eorumdem apostolorum per beatum Potentianum alterum et septuaginta duobus discipulis Domini nostri Jesu-Christi, quadregesimo primo anno post ascensionem erecta seu constructa. »

Cf. *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXIII, p. 243.

(2) Quicherat les a discutées, *Revue des Sociétés savantes*, 1869 et 1878. Une bulle de Jules II recommande aux fidèles l'église de Saint-Gilles, en Provence, comme œuvre du grand empereur. Or, Saint-Gilles date de 1116.

(3) Moissac notamment. De même qu'à Saintes, au XV^e siècle, on rappela par un bas-relief ce glorieux fondateur, Rupin, *L'Abbaye et les cloîtres de Moissac*, p. 24.

(4) A Besançon, les églises auraient eu pour fondateurs Constantin, sainte Hélène, Théodose. *Bulletin archéol. du Comité*, 1897, p. 130.)

En ce qui concerne spécialement l'ambition de notre cathédrale de se dire la seconde du monde entier, il convient de remarquer qu'un grand nombre d'églises des premiers siècles de la chrétienté furent mises sous le vocable des saints apôtres, ou seulement de saint Pierre, notamment pendant le V^e siècle. On a prétendu, mais à tort (1), que cette vogue fut provoquée par l'arrivée à Rome des chaînes de saint Pierre. Il nous importe de savoir si quelques-unes de ces églises sont antérieures ou non, ou simplement contemporaines de la nôtre. La bulle de Nicolas V, accordée à l'église de Troyes, la rabaisse déjà d'un rang, en admettant Antioche comme possédant un Saint-Pierre en même temps que Rome. Antioche eut, en effet, une petite église dédiée à saint Pierre, mais elle n'a laissé que de vagues souvenirs. A Spolète, l'évêque Achille bâtit, vers 419, une église pour conserver une portion des chaînes du prince des apôtres. A Rome, saint Sixte III reconstruisit Saint-Pierre-ès-liens (433-440), qu'il ne faut pas confondre avec Saint-Pierre du Vatican. Avignon fait remonter, sans usurpation de titre, son Saint-Pierre à 433 (2). Voici donc trois églises cathédrales portant le vocable de saint Pierre plus anciennes que la nôtre. Arles, qui revendique l'honneur d'être la mère et maîtresse de toutes les églises des Gaules, n'aurait eu son Saint-Pierre que vers la fin du même siècle seulement, au plus tôt. Il résulte de ce qui précède que Saintes ne justifiait aucun droit à s'ériger en seconde ville du monde ayant dédié une église à saint Pierre. Pourtant, elle en eut un de très bonne heure. Où ?

A Sarlat (*Bulletin Société hist. du Périgord*, t. IX, p. 542), en 1503, l'évêque affirme que son église fut fondée par Clovis et réparée par Charlemagne. A Paris, un Saint-Pierre fut fondé par Clovis.

A Angoulême, la cathédrale, qui n'a jamais changé de place, fut commencée par Constantin, achevée sous Constance, reconstruite par Clovis. (Nanglard, *Pouillé*, dans *Bulletin Société archéol. de la Charente*, 1892, p. 266.)

(5) Particulièrement Poitiers : Saint-Pierre, fondé et commencé par saint Martial sur l'ordre de Jésus-Christ, qui lui apparut, lui parla pendant qu'il prêchait à Poitiers, le jour même où saint Pierre mourut, et lui donna l'ordre de fonder une église en son honneur, 37 ans après l'Ascension de Notre-Seigneur, l'an du sa'ut 70. Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, Édit de 1644, p. 13. Adémar de Chabannes, dans *Delisle loco citato*.

(1) Cabrol, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*. Vo Chaine.

(2) Les murs attestent une haute antiquité, V^e siècle. De Lasteyrie, *Architecture religieuse en France à l'époque romane*, p. 43.

Est-il exact de soutenir que le vocable de l'église construite par saint Vivien, hors les murs de la ville, fut transféré à une nouvelle bâtie sur l'un des lacs que formait la Charente, tombeau d'un « nombre considérable de martyrs ? » (1).

De nombreux exemples prouvent que dans le monde chrétien des premiers siècles, à Rome, en Afrique, comme en Gaules, les premières églises s'établirent loin de l'agglomération urbaine principale, et empruntèrent souvent des bâtiments publics abandonnés, ou ruinés, voire des villas. Sans citer les villes voisines, Bordeaux, Poitiers, Tours, à Sens, Saint-Pierre-le-Vif (Sanctus Petrus de Vico), était hors les murs ; son surnom lui vient précisément de sa position. *Vif* est une corruption de *Vico* (2). A Autun, les deux oratoires de Saint-Étienne-Lestrier et Saint-Pierre étaient bâtis sur une petite colline à 1.200 mètres des remparts (3). A Orléans, Saint-Pierre-Ensentelée était hors ville, sur une voie romaine. Lorsque saint Bernard, décédé en 615, institue l'abbaye de La Couture du Mans comme son héritière, il dit : « Tunc tu sacrosancta ecclesia cœnomanica una cum sancta ac venerabili basilica domni Petri et Pauli apostolorum, quam in conspectu civitatis, opere meo, pro defensione civitatis vel ad salubritatem populi ædificavi, heredes mihi estote (4). »

Notre évêque saint Vivien a suivi sans aucun doute les habitudes de son temps ; il a dû chercher aux environs de la ville un emplacement convenable à ses projets, et les ruines des thermes de Mediolanum se prêtaient aux aménagements désirés pour son monasterium, son logement particulier, et son église épiscopale (5). On ne peut encore prononcer les mots de chapitre et de chanoines ; les « monachi » qui assistaient l'évêque dans l'administration du diocèse n'étaient pas encore constitués en communauté. Mais si réellement saint Vivien

(1) Grasilier, dans *Bulletin religieux*, t. VII, p. 98 ; L. Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 46.

(2) Prou, *Étude sur les Chartes de fondation de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif*.

(3) Charmaise, *Origine des paroisses rurales dans le département de Saône-et-Loire*, dans *Mémoires de la Société éduenne*, t. XXXVII, p. 33.

(4) Pardessus, *Diplomata*, t. I, p. 198 ; *Congrès archéologique du Mans*, 1878, p. 31.

(5) J'ai déjà signalé des reconstructions de murs à une époque assez basse.

conçut le projet que lui prêtent les textes cités (du XIII^e siècle), il n'est pas téméraire d'y voir un acheminement vers cette institution, qui ne tarda pas à se former.

L'abbé Lacurie (1) reconnaissait dans Saint-Saloine une des premières églises chrétiennes bâties à Saintes. Il est hors de doute qu'autour des thermes dits de Saint-Saloine, que Bourignon, La Sauvagère, Chaudruc de Crazannes prirent pour un temple païen, s'étendait un vaste cimetière d'où on a retiré, en 1880, une inscription chrétienne datée de la fin du VI^e siècle, ce qui laisse pressentir sinon une église autour de laquelle on ensevelissait les morts, du moins une église voisine du champ des morts. Cette inscription d'Oronce fut trouvée en bordure d'une voie romaine, à une certaine distance des ruines, près desquelles quantité de tombeaux en pierre gisent encore sur ou dans les terres environnantes. Il a duré longtemps. Dès lors, il semble très plausible de supposer que les bâtiments du balnéaire ont été, dès le V^e siècle, transformés et appropriés au culte chrétien. J'y placerais, très volontiers, le Saint-Pierre de saint Vivien.

L'utilisation des balnéaires est fréquente. On en a eu une preuve nouvelle, récemment, à Beauvais, où l'on en a constaté un complet sous l'église Saint-Étienne (2). A Bayeux, Saint-Laurent, à Moingt le prieuré Sainte-Eugénie, sont pareillement assis sur un balnéaire. A Troyes (3), sous le chœur de la cathédrale, à 3^m30 de profondeur, on a découvert un hypocauste. Une chapelle Saint-Mart fut édifiée sur les thermes de Royat. Du reste, saint Augustin, saint Grégoire conseillaient de détruire les idoles mais non les édifices, et de les consacrer au culte chrétien. Cette prise de possession était d'autant plus nécessaire que le paganisme comptait encore beaucoup de fidèles au V^e siècle. S'emparer des temples, les transformer, c'était détruire l'idole, tout en ne forçant pas le peuple à renoncer à ses habitudes de venir dans ces temples.

La tradition, qu'il est imprudent de mépriser complètement, vient confirmer cette présomption et lui donner une nouvelle

(1) *Statistique monumentale, Monographie de Saintes*, p. 154.

(2) *Congrès archéologique de Beauvais*, 1905, p. 391.

(3) *Mémoires de la Société archéologique de l'Aube*, t. XXX, cité par l'abbé Cochet, dans *Bulletin monumental*, XXXVII, p. 367.

force. L'ingénieur Masse (1), au début du XVIII^e siècle, apprend à Saintes que les chrétiens construisirent une église dans « un temple païen. » Du Saussaye (2) affirme que cette construction eut lieu au IV^e siècle. Massiou précise : après 360 (3). C'est aller trop loin ! Vieuille (4), confond deux phases, il appelle les ruines de Saint-Saloine « la cathédrale d'autrefois. » Il en connaît la date : 750. Il tient évidemment pour la fondation par Pépin. Alain avait déjà dit 760 (5). En 1622, le notaire Samson parle des cloîtres de Saint-Saloine (6). Cette persistance de la tradition et son accord avec les enseignements de l'archéologie sont un indice non négligeable. On savait anciennement que les thermes gallo-romains avaient servi aux chrétiens. Le fait est digne d'être retenu. Un autre vient corroborer la tradition. Le chapitre de Saint-Pierre avait l'habitude, chaque année, de venir en procession à Saint-Saloine (7), jusqu'à la fin du XVII^e siècle, c'est-à-dire tant que l'état des chemins le lui permit. Longtemps, il y chanta la grand'messe ; puis à partir de la destruction des bâtiments, au XVI^e siècle, il se contenta de dire un répons et une oraison à la porte. Il cessa toute visite quand il lui fut impossible d'aborder les ruines. N'y a-t-il pas dans cette coutume séculaire un signe d'union, comme un pèlerinage à une tombe d'ancêtre ? (8) A Autun, le chapitre de Saint-Lazare se transportait, lui aussi, deux fois par an, à Saint-Pierre-Lestrier, « conservant ainsi un lien étroit avec son berceau (9). » Notons qu'autour de ce même Saint-Étienne-Lestrier on a découvert

(1) Les rapports de Masse existent en originaux à la bibliothèque du ministère de la guerre, en copie à la bibliothèque de La Rochelle, et imprimés en partie dans *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, t. I.

(2) *Martyrologium Gallicanum*, t. I, p. 533.

(3) *Histoire de la Saintonge*, I, p. 262. — Les convertis pouvaient avoir des lieux de réunion, des oratoires, mais pas encore de cathédrales.

(4) *Nouveau Traité des Élections*, p. 155. Voir aussi Chopin, *Police des Églises*. L'abbé Briand, *Histoire de l'Église saintonge*, t. I, p. 27, l'a répété.

(5) *De regione*, édit., L. Audiat, p. 49.

(6) Minutes de 1622, n° 239.

(7) Tabourin, son *Registre* dans *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, t. III, p. 130.

(8) L'abbé Grasilier a exprimé cette idée, mais pour Saint-Vivien. *Recueil*, t. I, p. 142. L'abbé Briand, *loco citato*, p. 466, l'a dit pour Saint-Saloine.

(9) Charmasse, *loco citato*, p. 44.

un vaste cimetière où l'on recueillit la célèbre inscription (1) du début du IV^e siècle à l'IX^eY^eZ. C'est un rapprochement de plus avec notre Saint-Pierre. On m'objectera que le chapitre de Saintes s'en allait en procession à d'autres églises : l'abbaye, Saint-Macou, Saint-Eutrope, Saint-Frion. A l'abbaye, à Saint-Macou, il percevait certaines redevances en récompense de son déplacement. Tabourin n'en note aucun pour Saint-Saloine. Il est donc permis de penser que, comme à Autun, sa visite se faisait en souvenir de son « berceau. »

Une objection plus grosse se présente.

Comment concilier cette proposition avec l'habitude que paraissent avoir eue les habitants des villes converties au christianisme de renfermer leur église cathédrale dans leurs murs ? Les plans de beaucoup de cités closes au IV^e siècle, après les invasions, montrent la cathédrale touchant les remparts (2). Saint Vivien aurait donc dérogé à cette détermination dictée probablement par le désir de mettre l'église à l'abri de nouveaux désastres ?

Saintes ne s'écarte pas de la règle, ou plus exactement de la généralité des villes ; le Saint-Pierre est contigu aux murailles gallo-romaines, ainsi que les autres paroisses de l'intérieur de la ville du moyen-âge. C'est même cette constatation qui m'avait fait adopter l'emplacement du premier Saint-Pierre à la place actuelle. Mais... s'il est exact que beaucoup de cités ont leur cathédrale attenante aux murs gallo-romains, on compte d'assez nombreuses exceptions : Autun, Sens, Nevers, Meaux, Nîmes, Fréjus, etc. Il faudrait être à même de savoir si partout l'église a bien été *fondée* à la place qu'elle occupe aujourd'hui, ou bien si, créée hors de ville, elle n'est pas rentrée après le passage d'un fléau, incendies ou destruction par une guerre. Les historiens ecclésiastiques sont hostiles au déplacement des cathédrales : ils admettent qu'elles n'ont jamais changé. Il est pourtant bien sûr que certaines sont venues à l'intérieur

(1) Cf. *Autun et ses monuments*, par Harold de Fontenay, chapitre des Polyandres.

Leblant reconnaissait dans cette inscription « les germes de toutes les déviations graphiques qui caractérisent les monuments du cinquième et du sixième siècle. » *Inscriptions*.

(2) Voir ces plans dans les *Enceintes romaines de la Gaule*, de M. A. Blanchet. Je veux croire qu'ils sont plus exacts que celui de Saintes.

bien après le IV^e siècle. A Autun, notamment, Saint-Étienne de Lestrier et Saint-Pierre, son voisin, ont précédé Saint-Lazare (1). A Reims, lorsque Saint-Nicaise fonda (fin du IV^e siècle) Notre-Dame, la lamentable victime de la fureur teutone en 1915, le siège principal était dans l'église des Saints Apôtres, devenue Saint-Symphorien (2). Saintes me paraît appartenir à l'exception plus nombreuse qu'on le pense.

La place des cathédrales, et d'autres églises, le long des remparts, s'explique soit par l'utilisation d'un édifice abandonné, soit par des espaces libres. On a prétendu — mais sur quelles bases sont établis les calculs ? — qu'à la fin de l'empire romain la Gaule ne comptait pas plus de dix millions d'habitants. Les invasions réduisirent fortement cette population, de telle sorte que les villes reconstituées, — surtout avec la partie la moins habitée de l'ancienne, ne l'oublions pas, souvent un faubourg, — n'avaient qu'un nombre très restreint de citoyens. A Saintes, on entoure une partie excentrique, parce que, d'un côté la rivière, et de l'autre un rocher, lui-même entouré de murs, la protègent. Le pont constitue aussi une bonne défensive. Mais on n'a jamais vu que cette partie fut très peuplée. Quelques villas, deci delà, des maisons, en bordure de la voie descendant de la haute ville au pont, avec de vastes jardins, occupaient probablement le terrain sur lequel s'étend aujourd'hui la paroisse Saint-Pierre. Le V^e siècle n'a pas la réputation d'avoir été un grand siècle de construction ; c'est un siècle de guerres : on a utilisé des ruines de palais, de temples, d'édifices publics en les adaptant au culte nouveau. Des concessions facilitaient ces transformations. Le VI^e siècle verra, au contraire, un plus grand nombre de constructions neuves. A Saintes, la cathédrale vint assez tard à l'abri des murailles.

Une objection plus sérieuse et beaucoup plus embarrassante peut s'élever contre notre Saint-Pierre de 463. Elle a été énoncée à propos d'autres Saint-Pierre de même âge. « On ne dédiait pas (3) de basiliques ni d'oratoires aux saints dont on ne possédait pas de reliques. Or, les reliques des saints apôtres avaient heureusement échappé à la dissémination dont les

(1) Charmasse, *loco citato*.

(2) Flodoard, *Historia Remensis ecclesiae*, p. 32.

(3) Cabrol, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*, col. 1213.

corps des saints commençaient à être victimes. » Saint Vivien ne possédait certainement aucune relique de saint Pierre. Nous en avons la preuve directe dans le fait que saint Pallais, quand il construisit, à son tour, un Saint-Pierre, demanda à Rome des reliques de saint Pierre et de saint Paul. « Il faut penser que les ossements étaient suppléés dans ces cas particuliers par la limaille des chaines de saint Pierre. On a d'autres exemples de cet usage (1) ». Il est évident que, vu le nombre énorme des églises sous le vocable de saint Pierre, chacune d'elles ne pouvait pas posséder même une parcelle d'ossement. Il fallut recourir à un moyen détourné de satisfaire la liturgie. C'est probablement ce qui arriva en 463. Mais alors comment expliquer que saint Pallais, cent trente ans plus tard, réclama des reliques ?

Une lettre du pape Grégoire-le-Grand accorde, en effet, des reliques des saints Pierre et Paul, Laurent et Pancrace à la basilique contenant treize autels nouvellement bâtie par Pallais, évêque de Saintes (2). Si nous savons, cette fois, d'une manière absolument sûre, d'après un document daté, signé, formel, qu'à la fin du VI^e siècle un évêque de Saintes a construit une église dédiée aux deux apôtres Pierre et Paul, faut-il conclure que le monastère de Saint-Vivien n'existait plus, ou n'avait pas existé, ou exista sous un autre vocable ?

La lettre de Grégoire-le-Grand est parfaitement explicite quant à la réalité de cette nouvelle basilique ; elle laisse dans l'ombre la même question que pour la précédente basilique, elle ne nous permet de rien deviner sur son emplacement. Aussi, les avis sont-ils très partagés. Les uns l'ont placée, sans raison, au faubourg Saint-Pallais (3), les autres l'ont mises à la

(1) Cabrol, *ibidem*.

(2) *Veniens lator præsentium Leuparicus, presbyter vester, insinuavit nobis fraternitatem vestram ecclesiam in honorem beati Petri et Pauli apostolorum, necnon Laurentii atque Pancratii, martyrum, construxisse, atque illic tredecim altaria collocasse ex quibus quatuor necdum dedicata comperimus remansisse, ob hoc quod suprascriptorum sanctorum reliquias illic collocare, Deo annuante disponitis.* Grégoire-le-Grand, *Opera*, édit. de 1705, t. I, p. 828.

(3) Gallia, t. II, Instrumenta, p. 479. Répété par Briand, (*Histoire de l'Église sainte*, I, p. 174), et d'autres. Dom Fonteneau croyait aussi que saint Pallais avait fondé l'abbaye de Saint-Pallais sous le vocable de saint Pierre et saint Paul. Il dit que *quelques auteurs* ont cru que cette église dont parle saint Grégoire était l'église même de Saint-Eutrope.

place de la cathédrale actuelle. J'ai été un de ceux-ci, en compagnie de MM. Musset (1) et L. Audiat (2). J'ai modifié mon opinion.

Si le Saint-Pierre de saint Vivien a existé — j'ai dit qu'il fallait qu'il y eût à Saintes une cathédrale en 562 — celui de saint Pallais, lui a succédé. Il est de pratique constante, journellement vérifiée, que le clergé n'abandonne pas volontiers un terrain consacré sans y être contraint. Nombreux monuments religieux anciens reposent sur des substructions de monuments antérieurs. On découvre quelquefois trois et quatre fondations les unes sur les autres.

Saint Pallais a trouvé un Saint-Pierre datant déjà de plus d'un siècle ; il aura voulu l'agrandir. Qui sait si le synode de 562 n'a pas provoqué cette construction ? Il y consacre les dernières années de sa vie, car il mourut l'année même où il reçut du pape les reliques qui manquaient à quatre des autels du nouvel édifice. Il me semble que le fait d'avoir déjà neuf autels pourvus sur treize, permet de supposer une succession. Ces neuf venaient peut-être d'une église précédente. Il ne faut pas se laisser impressionner par ce chiffre treize et en déduire que le nouveau monument avait de grandes proportions. Douze autels mérovingiens (six de chaque côté, le treizième au milieu), ne nécessitent pas une nef très longue, les autels mérovingiens étant très petits (3). Grégoire de Tours assigne 150 à 160 pieds (47 à 50 mètres) à deux des plus vastes églises des Gaules, Tours et Clermont (4).

Une objection se présente de suite. Comment concilier cette hypothèse avec le témoignage de *Tote l'histoire*, qui affirme que les Normands ne touchèrent pas au corps de saint Saloine caché dans un puits, et celui de *Pseudo-Turpin* qui, de son côté, assure que Turpin vint au moustier de Saint-Saloine et y

(1) *Loco citato*, p. 176.

(2) *Saint-Pierre*, p. 47.

(3) Un détail fixera les idées. Justinien ordonna que lorsqu'un particulier aurait, par testament, fondé une église ou oratoire, ses héritiers devaient achever cette construction dans les trois années qui suivront le décès. Cette prescription rencontra des difficultés, si bien qu'en 545 ce même empereur porta le délai de trois à cinq ans. C'est la preuve que l'édifice n'avait pas de grandes dimensions.

(4) *Historia Francorum*, liv. II, chap. XIV et XVI.

Tours avait 60 pieds de large et Clermont autant.

trouva la vie du saint (1). Charlemagne y serait venu prier. Mais qu'est-ce que cet empereur n'a pas fait ? Si Saint-Saloine existait au IX^e siècle, Saint-Pierre était ailleurs. Réciproquement, si Saint-Pierre était aux Thermes Saint-Saloine n'est venu qu'après

Je n'ai aucune bonne raison de douter de l'existence de ce moustier au XIII^e siècle, date de *Tote l'histoire* et du *Pseudo-Turpin*, bien que les documents contemporains soient très sobres sur son compte (2). Nous savons seulement qu'en 1680, Guillaume, duc d'Aquitaine, l'unit au prieuré de Saint-Vivien, après l'avoir repris à des chevaliers qui s'en étaient emparés indûment. Preuve que les bâtiments étaient abandonnés. Les deux chroniques citées fournissent d'excellentes notions sur la topographie saintongeaise. Si elles parlent de Saint-Saloine (3), c'est à bon droit. Mais à cela se borne leur valeur documentaire. Au point de vue de la réalité des faits énoncés, et surtout de ce qui s'est passé cinq siècles auparavant, elles sont nulles et parfaitement négligeables. Acceptables en ce qu'elles racontent comme existant effectivement au XIII^e siècle, elles ne répètent que des fables et des naïvetés en ce qui touche les temps antérieurs. Ce serait s'exposer à de cruelles erreurs que leur accorder crédit complet. L'interpolateur avait le moustier de Saint-Saloine sous les yeux ; il n'a jamais douté que celui-ci n'ait toujours porté ce même nom. Si, vraiment, il a recueilli une légende de reliques conservées dans l'église, ce ne peut être que celles de saint Pierre changées en le corps entier de saint Saloine. Personne n'a jamais entendu parler d'autre corps de saint que de ceux des évêques de saint Vivien placé dans une église à lui dédiée, puis volé et transporté à Figeac ; de saint Eutrope, saint Trojan, saint Léonce et saint Martin (4). En met-

(1) Édition Auracher, p. 22.

(2) En 1303, le pape Boniface VIII confirme les privilèges de Saint-Vivien : « In civitate Xanclonensi.... Sancti Seroni ecclesias cum pertinenciis. » *Archives*, t. X, p. 347.

En 1340, Gombaut de Balanzac, dans son testament, énumère toutes les églises de Saintes, excepté Saint-Saloine. *Archives*, t. I, p. 177.

(3) Masse a recueilli la tradition d'un monastère de femmes. *Loco citato*.

(4) Grégoire de Tours, *Gloria confessorum*, ch. LVII. Saint Martin repose dans un quartier apud vicum urbis ipsius in monasterio quod ipse post magistri dogmata ædificavit in pace quiescit.

Tout autour de notre ville il y avait des loca sancta, c'est-à-dire des cimetières, donc des chapelles. *Ibidem* chap. LIX, LX.

tant les choses au mieux, admettons un corps de saint Saloine. Il aurait pu être enseveli à Saint-Pierre, ce qui aurait motivé l'adoption du vocable après le transfert de la cathédrale. Mais la réalité de ce saint confesseur, martyr, dit-on, est tout à fait problématique. On ne sait même pas en quel siècle il vivait... On balance entre le VII^e et le IX^e siècle, ce qui met une impossibilité à l'attribution de ce vocable, au V^e ou avant, à la « cathédrale » de Saintes. Il n'a pu être donné qu'au VIII^e ou IX^e, c'est-à-dire après le départ de l'évêque pour l'intérieur de la ville. Quoi qu'il en soit, on ne connaît au VI^e siècle, à Saintes, que les églises Saint-Pierre, Saint-Eutrope et Saint-Vivien, un monastère Saint-Martin et une petite chapelle dédiée à la Vierge à Saint-Pallais ? Le curé de Saint-Maur soutenait que sa paroisse était la plus vieille de la ville. L'abbé Briand assure que l'église aurait été fondée au VIII^e siècle. J'ignore où cet historien de l'*Église santone* a pris ce renseignement, mais il n'est pas impossible qu'il ait raison en partie, je dis *en partie*, parce que la fondation de l'église remonte peut-être plus haut.

Personne, jusqu'ici, n'a tenu compte d'un troisième Saint-Pierre, celui-ci à l'intérieur de la ville. Deux textes nous le disent : l'un du XI^e siècle (2), l'autre du XIII^e (3). Il s'agit de Saint-Pierre-le-Puellier, Petrus Puellaris. Que signifie ce qualificatif de *Puellaris* ? Une charte de la seconde moitié du X^e siècle nous en fournit l'étymologie. Lothaire, à la prière d'Adélaïde, femme d'Hugues Capet, confirme la donation faite par celle-ci au monastère de la Trinité de Poitiers de l'église Saint-Pierre-le-Puellier : « Impetravit ut quandam abbatiam quæ olim monasterium Puellare Sancti Petri vocitatum ob puellas ibi deservientes, tredecim canonicis instauratum eidem cænobio attribueret... (4) ».

Cette charte, qu'un vidimus seulement nous a conservée,

(1) Abbé Grasilier, *Saint-Saloine*, dans *Bulletin religieux* de La Rochelle, 1871, p. 85.

(2) Charte LVI du cartulaire de Baignes, datée 1098 avant 1107.

(3) *Bréviaire* du XIII^e siècle de l'église de Saintes, de la Bibliothèque nationale, n° 16309. J'ai déjà cité ce texte (*Revue*, VII, p. 354). Voir plus loin.

(4) Halphen, *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, page 109.

Voir dans Richard, *Histoire des comtes de Poitiers*, II, p. 469, la critique de cette charte, et la réponse dans Halphen *loco citato*.

est fausse, ou du moins remaniée, et la date a été mal copiée. Qu'elle soit de 982 ou 962, peu nous importe en l'espèce. Les erreurs manifestes, les remaniements n'altèrent en rien la valeur de la définition. Le fait révélé dans cette charte s'est renouvelé ailleurs. Beaucoup de monastères de religieuses furent fondés sous le vocable de saint Pierre : à Orléans (1), Reims (2), Tours (3), Poitiers, Lyon (4), Bourges (5), Metz (6), à Chazes en Auvergne (7), en Espagne, à Cerdanyola (Barcelone). Certaines de ces fondations ne remontent qu'aux VIII^e et IX^e siècles ; mais d'autres, Metz, Tours, Orléans, Poitiers à deux et trois siècles auparavant. Les puellæ Dei apparaissent dans un canon du concile de Tolède en 400. Partout la même transformation les atteint. Au X^e siècle, après les invasions, les églises de ces couvents deviennent collégiales, entre les mains de chanoines réguliers, un peu plus tard séculiers, ou paroisses (8).

(1) De La Saussaye, *Annales ecclesiæ Aurelianensis*, p. 45.

Au IV^e siècle, Diopetus, évêque d'Orléans aurait fondé deux baptistères, Sanctus Petrus Virorum et Sanctus Petrus Puellarum.

(2) L'évêque Romulf (597-599) qui possédait beaucoup de terres en Poitou, donna le village de Lantignac au monastère de femmes contutit monasterio puellarum Remis in honore sancti Petri constructo. Flodoard, *Historia remensis ecclesiæ*, édit Lejeune, 1854, p. 243.

(3) Une communauté de femmes fondée par sainte Clotilde en 512. Elle existait en 780. Cf. Carré de Busserolle, *Diction. géographique... d'Indre-et-Loire*, t. VI, p. 262. Une partie du monument refait aux XII^e-XIII^e siècles existe encore. Une rue voisine s'appelle rue des Trois-Pucelles, Sancti Petri puellarum burgus juxta Turones, en 1190. Teulet, *Layettes*, I, p. 159.

(4) Coville, *Visite à l'abbaye Saint-Pierre-de-Lyon* dans *Revue de l'histoire de Lyon*, 1912, p. 245.

(5) Le monastère fut ruiné au IX^e siècle, restauré en 1012, remis entre les mains de chanoines puis transformé en paroisse. Cf. *Gallia*, t. II, col. 121. Du Tems, tome III, p. 52.

Un chanoine de ce Saint-Pierre, Jean Raimond, nonce du pape en 1361, reçut du pape la même lettre que le prieur de Saint-Eutrope, à propos des biens de l'évêque défunt. Dom Martène, *Thesaurus*, t. II, p. 882.

(6) Fondé en 613-620 à l'extérieur, puis transféré à l'intérieur de la citadelle. Abandonné au X^e siècle puis restauré.

(7) Chabrier, *Annales de la Société agricole du Puy*, t. XXXV (1889-97). *Gallia*, II, p. 451. Du Tems, III, *Le Clergé de France*, p. 222.

(8) Au XIV^e siècle encore. Le monastère construit par le Dauphin en l'honneur de saint Pierre pour 80 religieuses, au lieu de Montfleury, diocèse de Grenoble, est agrégé à l'ordre des Frères-Prêcheurs. *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1911.

J'ignore la date de fondation de celui de Saintes, mais on pourrait tenter une recherche. En tout cas, personne ne contestera sa position à l'intérieur de la ville : la charte de donation à l'abbaye de Baignes le dit formellement. Saintes eut donc en même temps deux Saint-Pierre : un *intra-muros*, l'autre *extra-muros*. Il en est ainsi à Angoulême, à Poitiers, à Sens. A Orléans il y en eut quatre, à Bordeaux peut-être deux *intra-muros* (1). Une date pourrait être dégagée du texte suivant. L'évêque Aton, évêque de Saintes, abbé de Saint-Hilaire de Poitiers, vivant pendant le quatrième quart du VIII^e siècle, s'intitule : « Ato humilis et servus servorum Dei ultimus, pontifex urbis Sanctonicæ Sancti Petri *ecclesiæ senioris canonicæ*... (2) ». Comment traduire *senioris*? Le mot a donné lieu à de nombreuses controverses, partout où on le rencontre. Employé par Grégoire de Tours et par les clercs du XI^e siècle (3), il ne paraît pas avoir un sens fixe. Il désigne tantôt une cathédrale (4), tantôt les églises *principales* (5), ou s'applique à la *vieille* ou à la *plus vieille* des basiliques (6) d'une ville. Aton n'est-il pas l'évêque de la *vieille* église canoniale Saint-Pierre de Saintes? Nous dirions aujourd'hui de Saint-Pierre-le-Vieux. Évêque de la ville de Saintes, de Saint-Pierre, église cathédrale canoniale... me paraît une traduction erronée. Pourquoi cathédrale et canoniale ensemble? « Principale canoniale » n'a pas de sens! Il faut donc recourir à l'intention de spécifier que l'église canoniale est déjà ancienne, par rapport à une autre plus jeune de même vocable. Senior, vieux, correspondrait à major, grand, et non pas *plus grand*. Les latinistes du moyen-âge n'ont pas dit *grandis* ou *magna sylva*, mais *sylva major* pour désigner la Grande-Sauve. « Bordieriam... extra majorem silvam do similiter (7) », signifie bien la grande et non la plus grande forêt. S'il en est ainsi, on peut

(1) A Reims, il y en avait plusieurs. Flodoard, *loco citato*. Un oratoire Saint-Pierre appartenait à la chambre de Clovis. (*Ibidem*, p. 81).

(2) *Gallia*, t. II, documents, col. 345.

(3) *Cartulaire de saint Cyprien* dans *Archives du Poitou*.

(4) Ducange, au mot *ecclesia*.

(5) Grégoire de Tours, de *Gloria martyrum*, ch. 47 (ou 48, suivant les éditions). Quia maxime Turonica urbs seniores ecclesias continet.

(6) Voir Pachtère, *Paris à l'époque gallo-romaine*, p. 131. Sa discussion à propos du tombeau de Crescentia.

(7) *Cartulaire de Baignes*, page 190.

induire du texte d'Aton que le monastère de Saint-Pierre-le-Puellier existait de son temps. C'est près de ce Saint-Pierre que s'éleva définitivement la cathédrale.

Je ne repousse pas la *fondation* de Saint-Pierre par Pépin, à la condition de jouer sur le mot. Cette légende contient un fond de vérité (1). Mais elle repose sur une équivoque. Le clergé saintais a du donner au mot *fondation* un sens différent du convenu et plus d'importance qu'il n'en comporte, en considération du grand renom de Charlemagne que l'on jugeait comme un honneur suprême particulièrement flatteur de pouvoir attacher à la cathédrale. On oublia saint Vivien et l'enseignement de la leçon de son office, par conséquent la fondation — réelle celle-là — du V^e siècle, sans s'apercevoir que par Charlemagne ou Pépin on rajeunissait de plusieurs siècles l'origine de l'église. Cet oubli semblera voulu si on observe que parmi les saints évêques représentés au portail de la cathédrale, le seul ancien qui n'y soit pas, c'est saint Vivien. On a mis saint Eutrope, saint Ambroise, saint Pallais, saint Trojan, saint Léonce. Pas de saint Vivien.

En réalité, une donation royale concéda à l'évêque et au chapitre des terrains à l'intérieur de la ville pour y établir un cimetière et des cloîtres ; ensuite « le siège épiscopal ayant été transféré à ladite église pour être la cathédrale, le roy accorda un fief aux seigneurs évêques dans ladite ville au devoir envers sa majesté de deux marcs d'argent... (2) ». Il n'est pas impossible que Charlemagne soit intervenu ensuite. Les concessions dont il est parlé ont pu venir successivement. Mais il est plus probable que Pépin, qui séjourna à Saintes en 768, accompagné de la reine et de ses enfants, est le principal donateur. Les chroniques ajoutent ce détail qu'il y tomba malade. Il devait mourir peu de jours après son départ. Nous admettons donc qu'un don de sa part est fort possible. Ce don

(1) Les textes disent tantôt *fondata*, tantôt *dotata*.

L. Audiat a discuté et rejeté cette fondation. *Bulletin religieux*, t. IV (1867-68), p. 54.

A Angoulême aussi, au milieu du XV^e siècle, on donnait Charlemagne comme fondateur de Saint-Cybar. *Bulletin du Comité*, 1889, p. 95.

(2) *Revue*, t. XXVIII, p. 175, qui cite Choppin. *Police ecclésiastique*, chap. I.

Cf. aussi l'Histoire du vicaire Doussin dans *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, t. IV, p. 117.

prouve une chose : c'est que la cathédrale n'était pas alors à l'intérieur de la ville, autrement Pépin n'aurait rien eu à concéder. Du même coup, l'hypothèse des thermes transformés en « cathédrale », devient plus plausible et la fondation du grand empereur est définitivement ruinée. Il s'agit simplement de la fondation (construction) de la seconde cathédrale à l'intérieur de la cité.

Saint-Pierre-le-Puellier a-t-il fait partie de la libéralité royale ? Je n'en sais rien. Le couvent exista, sans doute, jusqu'en 850, date du sac de Saintes par les Normands (1). S'il resta en dehors de la donation, il fit l'objet d'un don ultérieurement, à moins que l'évêque ne s'en soit emparé à la faveur des troubles du IX^e siècle ou du XI^e. En tout cas, à la fin du XI^e, ce dernier en dispose comme d'une chose lui appartenant ; il le donne à l'abbé de Baignes (1098), lequel n'en fit rien, car on ne voit nulle part qu'un abbé de Baignes ait jamais nommé un seul curé. La donation fut-elle annulée ? Rien ne l'apprend. Ce Saint-Pierre-le-Puellier est devenu très probablement par la suite Notre-Dame-du-Puy et, au XVII^e siècle, Saint-Maur (2).

Quel est alors le Saint-Pierre-le-Puellier qui reçoit, en 1062, les reliques de saint Eutrope et de saint Léonce ? Il s'agit de les dérober à l'armée de Guillaume, comte de Poitiers, qui s'avance menaçante vers Saintes et qui, en effet, mit le siège devant la ville et la réduisit *fame et nece*. Afin de soustraire ces reliques « plus précieuses que l'or », on les transporta à Saint-Pierre-le-Puellier, où elles restèrent jusqu'en 1096 (3). A moins de supposer que ce dépôt, sacré entre tous, ait été effectué dans la vieille église de couvent restaurée après l'incendie de 1026, le clergé de Saint-Eutrope a dû choisir un lieu

(1) Comes Burdegalensis et Xantonensis comes a Normannis capti et occisi sunt et Xantonas civitas a Normannis capta est et concremata thesaurisque optimis exportatis. *Historiens de France*, t. VII, p. 223, 226, 258. — Ademari Chronicon, édit., Chavanon, p. 133.

(2) A Orléans, Saint-Pierre-aux-Bœufs devint Saint-Aignan. A Paris, Saint-Pierre et Saint-Paul a cédé la place à Sainte-Geneviève.

(3) J'ai cité le texte complet dans *Bulletin de la Société*, t. VII, p. 354. « ... Quo facto in ecclesia Sancti Petri que dicitur Puellaris uterque Sanctus tam diu mansit quam longo obsidio, armis et machinis, munitionibus et castellis circumpositis, angustia famis et necis urbem usque ad deditionem pressam gravissime afflixit. *Breviaire* du XIII^e siècle, déjà cité.

plus sûr ; aucun ne pouvait mieux convenir que la cathédrale rendue au culte (1). C'est ainsi que nous avons confirmation d'un Saint-Pierre-le-Puellier autre que celui du couvent.

En somme, la cathédrale aurait été rebâtie à l'intérieur de la ville sur un terrain concédé par le roi, à côté d'un monastère de religieuses. L'habitude lui aurait conservé son surnom pendant quelque temps. Tel n'est pourtant pas l'avis de l'abbé Grasilier (2), qui place Saint-Pierre-le-Puellier au bas du château et le transforme en Saint-Fredulfe ou Saint-Frion, « depuis qu'on y a transféré les reliques de notre saint Fredulfe. » Il place dans cette minuscule église les reliques de saint Eutrope et saint Léonce en 1062. De preuves, de raisonnement, de références, pas l'ombre ! La charte de donation de 1098 est cependant formelle ; elle situe Saint-Pierre-le-Puellier à l'intérieur de la ville. Si Saint-Frion avait été au bas du château, le rédacteur n'aurait pas manqué de dire *propre capitolium*. Le plan de 1560 met au bas du château le couvent des Jacobins seulement, une église sur le plateau qui me paraît être Notre-Dame, et d'autres constructions à la place de l'hôpital, parmi lesquelles figure sans doute Saint-Frion. Cette église était sur la hauteur. Un mémoire pour un procès, rédigé en 1615 (3), dit positivement : « Il paroist par ce procès-verbal que ledit couvent, cloistre, esglyze et jardins en dépendans, se trouvant renfermés dans les fortifications de la citadelle... ». (Jamais les fortifications de de Pernes n'ont descendu jusqu'au dessous du rocher). « Enfin, les Récolletz jouissoient de la petite et ancienne église de Saint-Frion... ». Cette église était fort petite (4) et le syndic de l'hôpital ne veut lui accorder que le nom de chapelle (5). Elle n'est estimée que 1.500 livres. Dans ces conditions, il est bien difficile d'admettre que Saint-Frion offrit toutes les garanties désirées de sécurité contre un pillage, d'autant que sa position, près du château, l'exposait

(1) La ville et l'église Saint-Pierre furent brûlées en 1026 ab impiis christianis, et pendant longtemps, l'exercice du culte fut suspendu. Adémar de Chabannes *loco citato*, p. 190. Il est probable qu'en 1062 Saint-Pierre était réparé tant bien que mal.

(2) *Bulletin religieux*, 1871, p. 114.

(3) Publié par l'abbé Briand, *Histoire de l'Église santone*, t. I, p. 473.

(4) *Ibidem*, p. 174.

(5) *Ibidem*, p. 480.

aux coups des assaillants. Du rcste, l'évêque Fredulfe vivait en 862, à une époque où Saint-Pierre-le-Puellier existait certainement (1).

En résumé, deux faits positifs ressortent des pages précédentes : « 1° Saint-Pierre n'est pas la seconde église du monde chrétien dédiée au prince des apôtres ; 2° Il a changé de place. Créé primitivement hors de ville, il n'est rentré à l'intérieur qu'au VIII^e siècle. »



Quel crédit pouvons-nous accorder à deux autres assertions. Est-il vrai que Saint-Pierre soit bâti sur un lac dans lequel furent jetés les corps de martyrs et sur pilotis ?

Le lac et les martyrs sont encore un témoignage du désir de rehausser la gloire de l'église au-delà de son mérite réel. Le lac n'a jamais existé ; c'est l'exagération d'une réalité. Le terrain sur lequel s'élevait Saint-Pierre-le-Puellier était susceptible d'être inondé l'hiver, pendant les crues de la Charente. Mais il est constant que les murs de la ville passaient, le long de la rivière, au chevet de l'église, et qu'ils ne furent pas établis dans l'eau ni dans la vase. Une aire gallo-romaine ou mérovin-gienne a été reconnue à 3^m65 en dessous du niveau actuel.

Il est donc inadmissible qu'un lac ait pu couvrir cet espace. Le terrain pouvait être submergé, à certains jours, comme nous le voyons encore aujourd'hui, malgré un exhaussement considérable.

D'ailleurs, à Moissac, l'abbaye et son église Saint-Pierre, situées sur le bord de la rivière, s'entourent de la même auréole. On y raconte la même légende du lac et des martyrs (2). Au fond, cette histoire me paraît une adaptation de l'origine attribuée au Saint-Pierre du Vatican, bâti sur l'emplacement du cirque où Néron fit mourir des centaines de chrétiens et où saint Pierre fut enterré.

Les pilotis ne sont pas aussi invraisemblables. Il est possible que, vu la nature du terrain, le constructeur ait cru nécessaire d'enfoncer quelques pieux, au moins, au chevet.

A Saint-Martin de Tours, la première construction fut établie sur pilotis.

(1) Cf. dans *Bulletin religieux*, tome III, p. 76, la lettre de l'abbé Cholet.

(2) Rupin, *loco citato*; Marion, *Abbaye de Moissac*, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1849, p. 95.

A Amiens, Notre-Dame passait pour être bâtie sur pilotis, que le voisinage de l'Avre et de la Somme pouvait justifier. On a reconnu que tous les empattements des murs sont en pierre (1). Nous n'avons aucun motif de croire qu'à Saintes, Pierre de Confolens d'abord, les Rochechouart ensuite, furent obligés d'agir autrement.

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

II

LES LAPLANCHE

SEIGNEURS D'ARTILLAC ET DE LA CHAPELLE

(fin)

IV. JACQUES-MICHEL LAPLANCHE, seigneur de la Chapelle, fils du premier lit de Jacques-Michel qui précède, naquit le 17 février 1743.

Sa vie fut pleine de vicissitudes. Des besoins d'argent, jamais satisfaits, devaient lui rendre l'existence particulièrement difficile.

Il nous paraît, d'ailleurs, avoir eu des goûts assez dispendieux, aimant le luxe et le plaisir.

Comme ses aïeux, il voulait être de robe ; mais de nombreux procès allaient entraver sinon arrêter sa carrière.

Toujours en quête de quelques écus, il avait, dès 1768, vendu à sa belle-mère la part qui lui revenait dans les biens du Roc pour une somme de 18.000 livres. Or, un nommé Bisseuil, ayant obtenu contre lui un arrêt du parlement de Bordeaux le condamnant à lui payer une somme précisément égale à celle dont Marie-Anne Héard était sa débitrice, celle-ci acheta la créance de Bisseuil.

Jacques-Michel se vit donc frustré de cette somme sur laquelle il comptait. Ses affaires étaient fort embrouillées. Ses parents, sans doute lassés de ces demandes incessantes, lui refusaient tout subside, aussi, se plaint-il amèrement à sa belle-mère :

« Je ne suis pas fâché, lui écrit-il, de leur manque de cœur ;

(1) Durand, *Monographie de Notre-Dame d'Amiens et Bulletin trimestriel de la Société des antiquaires de Picardie*, 1910, p. 420.

ils m'ôtent le fardeau de la reconnaissance et me laissent la gloire de me soutenir par mes propres forces. »

C'est une gloire qu'il ne désire pas autrement, et il y renoncerait volontiers si sa belle-mère consentait à lui venir en aide.

« Si vous me faites passer de l'argent, lui dit-il en terminant son épître, soyez persuadée que vous seule aurez plus fait que toute ma famille ensemble qui me ruine en port de lettres. C'est le seul avantage que je retire de l'honneur de mon parentage. »

Toutes ses lettres sont pour le même motif. Une fois cependant, il écrit pour un tout autre objet. C'est en 1768. Il est alors à Bordeaux ; mais laissons lui la parole :

« La femme de mon hôte est jeune, jolie. Ces deux agréments réunis, elle présume avec quelque sorte de raison devoir plaire au prisonnier depuis longtemps célibataire, soit goût, soit orgueil de sa part. J'ai facilement compris qu'une victoire remportée sur mon cœur la flatterait beaucoup.

« Vous sçavez que je ne suis pas cruel pour l'ordinaire et qu'une nymphe aimable trouve en moi, autant que je le puis, de quoy tempérer l'ardeur de ses feux. Cependant, admirez-moi pour cette fois. Un triomphe que j'ay cru trop facile m'a totalement dégoûté. Un penchant invincible qui nous porte toujours à honorer la vertu a tourné mon hommage vers un jeune objet si non beau, du moins doux, vertueux et spirituel. De là sa jalousie, si naturelle aux femmes ; l'envie de venger des attraits méprisés ont, ou je me trompe fort, inspiré à ma belle courroucée le projet d'instruire ma tendre épouse de la conduite innocente que je mène en rendant à la pudeur les devoirs qu'elle s'attire. »

Nous ne discuterons pas le mérite de Jacques-Michel à triompher de ses passions pour aller porter ses hommages à la vertu ; toujours est-il que la dédaignée tenta de connaître le lieu de résidence de la femme de Jacques-Michel pour l'avertir de l'inconstance de son mari.

Jacques-Michel était évidemment très en peine quand il lui vint une véritable idée vaudevillesque. Il fit donner l'adresse de sa belle-mère, espérant que la similitude de nom tromperait la dédaignée, et il pria M^{me} Laplanche de lui retourner la lettre si elle venait à en recevoir une ; je l'a montrerai alors à celle qui l'aura écrite « l'assurant que ma femme est tellement sûre

de ma fidélité qu'elle m'a renvoyé l'écrit par lequel elle espéroit luy en faire douter. »

Connaissant la foncière honnêteté de sa belle-mère, il doute de l'acquiescement de celle-ci, aussi croit-il devoir ajouter : « je ne sçais si vous approuverez cette duperie, pour moy il me semble qu'elle est permise pour se garantir des mauvais desseins que l'on trame contre moy. »

Nous ignorons malheureusement la réponse que lui fit Marie-Anne Heard et la suite de cette aventure.

Le reste de sa correspondance, assez volumineuse, ne contient que des variations sur un thème, toujours le même et que nous avons indiqué. Les moyens qu'il emploie pour attendrir ceux de qui il espère recevoir quelques écus sont toujours à peu près semblables.

Il fait prévoir les pires décisions auxquelles un refus l'accuserait. Il peint sa vie sous un jour bien sombre destiné à apitoyer un cœur insensible — ou moins bien averti.

« Je vais sous un ciel étranger chercher un destin plus favorable, annonce-t-il un jour, fasse le ciel que vous trouviez dans la religion et dans votre raison des secours capables de vous consoler, hélas ! mon malheur est irréparable. Il ne me demeure pas même la force de résister, puisse bientôt une mort prompte me délivrer du fardeau de la vie. »

Une autre fois il écrit ;

« Je n'ose ajouter foi à ce que m'écrit M. du Chesne (1), seroit-il vrai que vous auriez résolu de ne m'envoyer aucun secours. Je suis si accoutumé au malheur que je ne serois point surpris que ce coup vint encore m'accabler. »

Craignant que cette évocation de sa malchance soit insuffisamment efficace, il ajoute en post-scriptum :

« En attendant votre réponse ; je vends mes habits pour vivre et telle qu'elle sera, mon parti est pris, je n'ai déjà que trop vécu ! »

Malgré son désir d'abrégier sa vie, il réclame une robe de chambre et un habit noir qu'il a chez M. du Chesne (1). Il se propose sans doute de les vendre eux aussi...

Encore une autre fois, il gémit :

« Je ne sais sous quelle affreuse constellation je suis né, mais je

(1) Son beau-frère, François-Xavier-Alexandre Chesnier du Chesne.

ne crois pas que jamais aucun homme ait été poussé à sa ruine par un ascendant plus fort que celui qui me conduit... manquant de tout, sans consolation, sans amis, errant et inconnu..., enfin ne sachant plus de quel côté me retourner, je prends un dernier parti, il est violent, mais il convient à ma misère, je m'attache à un seigneur étranger et fuis pour toujours ma patrie. »

Mais avant son départ, il voudrait bien payer ses dettes, car « l'honneur est une jouissance de l'âme, un témoignage secret de la conscience; c'est un bien qu'on ne peut nous enlever qu'en apparence et dont nous jouissons également si nous nous en sentons digne : celui qui mérite sa propre estime peut prétendre à celle de ses semblables ».

La conclusion de cette belle dissertation est facile à deviner : il faudrait être bien inhumain pour lui faire perdre cette « jouissance de l'âme » en ne le mettant pas en mesure d'acquitter ses dettes avant de partir pour une terre étrangère — où, d'ailleurs, il n'ira jamais.

Marie-Anne Heard s'est-elle laissé toucher, il déborde en témoignages de reconnaissance : « les effets d'une pareille générosité, s'exclame-t-il, seroient surprenant s'ils venaient de tout autre que de vous ; mais depuis longtemps vous avez scu m'accoutumer à ne voir de votre part que des traits dignes d'admiration. »

Nous comprendrons mieux, peut-être, cette pénurie de numéraire quand nous saurons qu'il habitait alors à Paris. Là, il s'était lié avec quelques jeunes gentilshommes riches et, tout en essayant de trouver l'emploi de ses facultés, il menait joyeuse vie.

Il crut un moment avoir trouvé le moyen de s'enrichir.

D'accord avec deux de ses amis, il avait fait des démarches pour obtenir le monopole des moulins à eau destinés à raper le tabac, moulins qui devaient être établis par tout le royaume. Défense devait être faite, sous peine de 3,000 livres d'amende, de raper le tabac à l'aide d'aucun autre procédé.

Bien que fortement protégé par M. de Saint-Florentin, Jacques-Michel de la Chapelle avait contre lui les fermiers généraux. Il essaya, mais inutilement de vaincre leur opposition et il n'eut pas son monopole.

Ce fut vers cette époque que mourut Marie-Anne Heard.

Il tenta de revendiquer une part qu'il prétendait lui être due dans la succession.

Jean-François Heard, nommé curateur des enfants mineurs de Marie-Anne Heard, répondit à l'assignation de Jacques-Michel par un placet. Il y accuse celui-ci d'orgueil et d'amour-propre exagéré. « On ne lui connaît d'autre mérite, y lit-on, que celui de l'ostentation. »

Cette fois encore les archives de la famille sont muettes sur la suite de ce procès.

Bientôt, Jacques-Michel eut à soutenir une autre action en justice contre Simon Devilerts de Cursai. Celui-ci, très lié avec le chevalier de la Chapelle — comme il se faisait appeler, bien qu'il n'eut aucun droit au titre de chevalier, — l'invita à ses parties de chasses. Laplanche refusa tout net, prétextant la cruauté de ce sport et, pour bien témoigner de son intention il fit, par une bizarre inconséquence, mettre à mort toute sa meute.

Deliverts lui garda rancune et se vengea en l'accusant d'avoir chassé sur ses terres, Jacques-Michel fut condamné, ce qui n'était pas pour augmenter ses revenus.

La Révolution était alors à ses débuts. Il fut député par la paroisse de Pérignac à l'assemblée provinciale de Saintes le 16 mars 1789. Il devait y prononcer un discours qu'il avait soigneusement préparé ; mais, pour des raisons qui ne nous sont pas connues, il dût y renoncer. Ne voulant pas, cependant, qu'une telle page d'éloquence fût perdue, il le fit imprimer et il fut adressé par les habitants de Pérignac à M. Necker.

Ces pages sont bien caractéristiques de l'époque. Elles abondent en souvenirs classiques ; les noms de Lycurgue, de Grotius sont cités presque à chaque ligne ; néanmoins, on ne saurait leur reprocher trop d'emphase.

Parmi les réclamations qui y sont formulées, il en est qu'il nous paraît intéressant de signaler.

Au sujet de la noblesse, par exemple, il dit : « Pour que la source en soit toujours pure, sermons-en le canal à l'orgueilleuse richesse qui lui communique son avilissement sans participer à ses vertus. Nous avons vu que le fils d'un fermier, enrichi par les bontés de son maître a acquis par ses bienfaits l'avantage de devenir son égal. Cependant, faisons en sorte,

sans trop donner à la fortune, que nous puissions éloigner la maxime aussi barbare que gothique qui nous tient dans une indolente pauvreté. Supplions de concert pour qu'il soit permis à celui qui n'aura pas 3.000 livres de revenus de se livrer à toute espèce d'industrie permise par la loi, sans déroger aux prérogatives de sa naissance, autant qu'il ne dérogera pas aux vertus de ses ancêtres. »

Il souhaite, plus loin, que le service militaire obligatoire remplace le service des soldats mercenaires.

Les crimes dont allait se souiller à jamais la république, commençaient. Le régisseur d'un château voisin se vit un jour menacé par le peuple et en danger de mort ; Jacques-Michel qui était témoin de cette scène, n'hésita pas à se coucher sur lui de tout son long et le mit à couvert de toute blessure en s'exposant à les recevoir. La colère de la foule s'apaisa et le malheureux régisseur put se retirer en sécurité.

Des émeutes se produisaient ; le peuple refusait de payer les redevances dues aux seigneurs. Ceux-ci étaient dans l'obligation de fuir. Jacques-Michel, qui s'obstinait à ne pas quitter son pays, se vit arrêté le 21 octobre, mais il fut remis presque aussitôt en liberté.

Le 25 du même mois il partit pour Brie et alla coucher à Matha d'où il partit le lendemain, vers 7 heures 1/2. En chemin la garde nationale l'arrêta et l'emmena vers Saint-Jean d'Angély. A quelque distance de cette ville, on lui mit les menottes et le lia de cordes. En arrivant près du bourg de Saint-Julien, le peuple qui s'était réuni près du pont, voulut se précipiter sur lui. Heureusement, la maréchaussée intervint ; et Jacques-Michel Laplanche de la Chapelle fut jeté, les fers aux pieds, dans la prison de Saint-Jean d'Angély.

Comme il demandait les motifs de ce traitement, celui qui l'ordonnait lui répondit « que seul il pouvait punir, seul il pouvait absoudre et qu'il n'avait d'autre compte à lui rendre. »

Pendant quatre jours, avec d'autres malheureux, ses co-détenus, il fut exposé dans ce lieu à toutes les humiliations imaginables. « Tous ceux qui témoignaient avoir envie de les insulter étoient accueillis et flattés, ceux qu'une tendre commiseration attiroit étoient renvoyés avec menaces. »

Il fut conduit alors à Saintes où on le força de monter avec les fers aux pieds soixante-dix-huit marches du haut desquelles il fut jeté, avec cinq compagnons d'infortune, dans un cachot

de douze pieds de circonférence. Ils n'avaient pas de couverture, l'eau était infectée, au point qu'ils crurent qu'elle était mélangée de poison. Pendant plusieurs jours on oublia de leur porter à manger.

Ils furent enfin transférés dans les cachots de Rochefort où ils restèrent six semaines. Durant cette détention, l'eau pestilentielle de Rochefort, la puanteur, la fétidité des cachots, la vermine contre laquelle leurs fers ne leur permettaient pas de trouver de défense eurent bientôt attaqué leur santé.

Après trois mois passés dans ces cachots « qui sont les images de sépulture affrayans », écrira-t-il plus tard dans la relation qu'il fit de ces sombres journées, il fut transféré à La Rochelle.

Il fut enfin remis en liberté et put, sans autres ennuis, atteindre une période moins troublée.

A partir de cette date, sa vie se déroula sans événements notables.

Il avait épousé Marie Quinaud qui était morte jeune sans lui donner d'enfants.

§ I

II. ETIENNE LAPLANCHE, sieur du Ramet, fils de François et de Catherine de Taste, fut juge en la cour de la Bourse de Saintes.

Il vécut dans sa maison du Ramet située dans la paroisse des Gonds (1) où il possédait, ainsi que dans la région, de nombreux biens.

Le 23 juillet 1702, il épousa Jeanne Le Givre, fille d'Antoine et de Marthe Guerry (contrat reçu Arnaud, notaire royal à Saintes), en présence de son père, de sa mère, de M^e Pierre Constantin et de M^e Jean Constantin, tous deux procureurs au siège présidial de l'élection de Saintes, ses cousins.

D'elle, morte en 1735, il eut :

1^o Elisabeth, qui épousa par contrat reçu David, notaire royal à Saintes, le 8 novembre 1726, Pierre Dières, seigneur de La Grolière, d'abord avocat au parlement de Bordeaux, puis

(1) Le Ramet, qui existe toujours, est maintenant une ferme à 200 mètres des Gonds en venant de Saintes.

commissaire de marine, fils de Pierre Dières, garde général du roi, et de dame Catherine Metiffeu (1).

2° Eustelle, qui eut de M^e Joseph Garat (2), conseiller du roi, contrôleur général au bureau des finances et chambre du domaine de la généralité du Limousin :

(1) Le nom Dières est le nom O'Dayer francisé. Cette famille est en effet d'origine irlandaise. Le premier qui vint se fixer en France, y accompagnait dans son exil le roi stuart Jacques II. Il vint s'établir en Normandie l'an 1648.

Cette maison posséda les seigneuries de La Grolière, de Bonnefontaine et de La Sauzaye.

Du mariage d'Elisabeth Laplanche avec Pierre Dières sont issus :

1° François-Pierre Dières, seigneur de Bonnefontaine, épousa Thérèse de Bonnegens des Hermitans.

2° Madeleine, épousa Jean-Joseph de Riouffe, chef d'escadron, directeur du port de Rochefort, chevalier de Saint-Louis, d'où Marie-Magdeleine qui épousa Jean-Baptiste Prévost de Sansac, marquis de Traversay, ministre de la marine en Russie — qui était de l'illustre maison des Prévost, seigneur d'Aïsec, Touchimbert, Sansac, Beaulieu, Puybotier, Traversay, à laquelle appartenait Louis Prévost de Sansac de qui François 1^{er} disait « nous sommes quatre gentilhommes de la Guienne, qui combattons en lice et courons la bague contre tous allans et venans de la France, moy, Sansac, d'Essé et Chateigneraye. »

3° Marthe, épousa Robert de La Révolle, capitaine de dragons, chevalier de Saint-Louis.

4° Demoles.

5° Georges Dières-Montplaisir, de qui la descendance subsiste encore aujourd'hui,

Les Dières-Montplaisir sont alliés aux Goguet des Ardillers de Tallerande, aux de La Charlonnie, à la maison des comtes du Pontavice de Bois-Henry et aux d'Espesailles.

(2) Joseph Garat était de la famille des marquis de La Villeneuve, comtes de Nedde, seigneurs de Saint-Yriex, du Puy du Tour, de Saint-Priest, qui compte plusieurs conseillers du roi, un secrétaire du roi, maison et couronne de France en la chancellerie près la cour du Parlement de Provence, un président trésorier général de France au bureau des finances de la généralité de Limoges, un trésorier de France et général des finances du roi.

L'un de ses membres comparut à l'assemblée de la noblesse du Poitou en 1789.

Cette maison, qui porte *d'azur aux lacs d'amour d'or accompagnés de trois étoiles de même posées 2 et 1, au chef d'argent chargé d'un croissant d'azur*, est alliée aux Faulte de Vanteaux, aux Benoist de Lostende, aux de Turenne.

Marguerite-Thérèse Garat de Nedde, fille de Raymond Garat, chevalier, marquis de La Villeneuve et de Nedde, et de dame Marie-Anne Faulte, épousa Melchior de La Grange, écuyer, baron de Tarnac de Grammat de Murat de Comps de la Gane, qui était cousin au vingtième degré de Louis XIV. (D'Hozier, Registre V, page 606).

a) Pierre Garat, prêtre.

b) Messire Estienne-Jean-Baptiste Garat, écuyer, capitaine de cavalerie, garde du corps du roy, compagnie du prince de Beauvau, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, qui eut de Marthe Garnier, Catherine-Eustelle Garat, qui épousa Louis-Xavier Dangibeaud.

c) Jeanne Garat, qui épousa M^e Pierre Montréal, conseiller du roi, président de l'élection de Limoges.

3^e Jeanne qui était veuve en 1735 de M^e Pierre Moulinier, seigneur du Puydieu, conseiller du roi et son avocat au bureau des finances de la généralité de Limoges, trésorier de France, de qui elle avait un fils, Jérôme, baptisé à Saint-Jean de Limoges le 6 juin 1734 (1).

4^e Magdeleine, mariée par contrat, passé dans la maison du Ramet et reçu David, notaire royal à Saintes, le 17 janvier 1735, à Jean-Baptiste Faulte, fils de M^e Pierre Faulte, certificateur des criées et saisies réelles au sénéchal et siège présidial de Limoges, et de demoiselle Valérie Garat (2).

Les témoins du marié étaient, entre autres, son oncle, messire Joseph Faulte, et son oncle maternel M^e Joseph Garat, conseiller du roi, contrôleur général des finances de la généralité du Limousin, qui était en même temps beau-frère de la mariée.

Parmi les clauses du contrat, les parents du fiancé stipulaient que « au cas qu'il (leur fils) vienne à accepter une charge de trésorier de France ou telle autre que ce soit qui puisse convenir audit sieur leur fils et qu'ils soient obligés d'en faire le payement, les gages de la dite charge seulement céderont

(1) Les Moulinier, seigneurs d'Aubias, de Beauvais, de la Vallette, du Puy-Dieu, de Narmond, du Breuil et de Rosiers, qui ont fourni des procureurs du roi au bureau des finances de Limoges, des avocats, des cheveau-légers de la garde du roi, portent : *« d'azur à un moulin à vent d'argent massonné de sable sur un tertre au naturel. »*

(2) Les Faulte, seigneurs de Vanteaux, du Puy du Tour, de Ribière, du Buisson, qui comptent des conseillers du roi, des procureurs du roi au bureau des finances de la généralité de Limoges, un conseiller premier consul héréditaire en l'hôtel de ville de Limoges, un trésorier de France, des chevaliers de Saint-Louis, un capitaine commandant au régiment de Picardie-infanterie et qui sont alliés aux marquis du Cros, aux Garat de Nedde, aux Moulinier, et dont un membre comparut à l'assemblée générale de la noblesse à Limoges le 16 mars 1789, portent : *d'argent au chêne terrassé de sinople et au lion de gueules brochant sur le tout.*

à leur profit pendant que ledit sieur et demoiselle préparés demeureront avec eux. »

S'ils refusaient de demeurer avec eux et s'ils n'avaient pas acheté de charge, les parents leur verseraient 40.000 livres.

Etienne Laplanche mourut à Rochefort — où il était venu se fixer depuis peu — le 15 mars 1734. Il laissait une succession évaluée 20.335 livres.

§ II

IV. JEAN-TIMON LAPLANCHE, fils de Jacques-Michel et de Marie Heard, naquit le 20 avril 1753. Il épousa Marie-Marguerite Voboré, qui lui donna :

1° François-Jean-Timon ; 2° Félicité-Pélagie ; 3° Pierre-Fleurimont, mort jeune ; 4° Julie-Rose, épousa N... Châteauneuf ; 5° Eustelle-Clarisse, morte le 25 juillet 1876 ; 6° Marie-Mathilde, née en 1741, morte le 4 octobre 1812 ; 7° Cécile-Bétzi.

Il vivait à Saint-Dizant du Bois où il logeait au château que lui louait le baron de Courbon-Blessac.

Il paraît avoir eu une grande affection pour son jeune frère Fleurimont à qui il écrivait le 13 thermidor an IV :

« Tu m'es trop cher sous tous les rapports du sang et de l'amitié pour que je ne satisfasse pas avec empressement cette occasion pour te témoigner ma vive tendresse. Oui, mon cher frère, l'éloignement où je suis de toi n'a point relâché les nœuds de la nature qui nous unit. Toujours je t'aimerai comme moi-même et toujours je soupirerai après l'heureux instant où je pourrai t'exprimer mes sentiments en te pressant contre mon cœur. »

Voici une autre lettre qui prouve l'amitié qui les unissait :

« A Monsieur le chevalier de Laplanche,
En son hôtel, au Roe.

« Je te crois trop raisonnable, mon bon ami, pour m'en vouloir si je ne me trouve pas aujourd'hui chez toi. Tu ne dois pas douter du plaisir que j'y aurais ; les chemins, le temps, tout enfin s'y oppose, aussi rends-toi donc et ne te fâche pas.

« Je suis on ne peut plus sensible à ton bon souvenir, et pour te prouver combien j'ai trouvé ton présent délicieux, je n'ai pu m'empêcher d'en faire part à quelques-uns de mes amis. En vérité, ta cuisinière excelle pour faire les boudins noirs ; si elle

sait aussi bien tirer parti du boudin blanc, c'est le phœnix des femmes ; cela ne m'étonne point, c'est fait pour toi.

« LAPLANCHE. »

Est-ce le jeu qui le ruina, comme il ruina son frère Fleurymont, c'est ce que nous ne saurions dire. Ce que nous savons bien, c'est que ses domaines étaient fortement hypothéqués et que les 28, 29 et 30 décembre 1819, à la requête de quatre créanciers différents, tous ses biens furent saisis.

A partir de cette époque nous ne trouvons plus trace de Jean Thimon, et nous ignorons la date de son décès.

§ III

IV. PIERRE-FLEURYMONT LAPLANCHE, fils de Jacques-Michel et de Marie-Anne Heard, né le 23 novembre 1754, était compris sur le vingtième des nobles.

Le 4 mai 1783, devant Châteauneuf, notaire royal à Conac, il passait un contrat de mariage avec Anne-Marie-Hélène de Ricotier, fille de Jean-Paul de Ricotier, ancien officier d'infanterie, et de Jeanne Boudon de La Combe. Les témoins étaient, pour Pierre-Fleurymont, son cousin Jérôme-Hercule Châteauneuf, et pour la fiancée, messire Félix Boudon de La Combe, écuyer, seigneur de la Grassière et de la Lande, capitaine au régiment de Mailly-infanterie, chevalier de Saint-Louis.

Le lendemain, 5 mai, les conjoints retournaient devant le notaire à qui ils déclaraient que le contrat de mariage fait entre eux la veille ne pouvait avoir d'exécution « pour des raisons connues aux parties ». En conséquence, le contrat fut annulé.

Quelles étaient ces raisons ? C'est là un secret que Fleurymont a emporté dans sa tombe.

Il se consola facilement — si tant est qu'il ait eu besoin de consolation — et cinq ans plus tard, le 7 juin 1788, il épousait par contrat Marie-Elisabeth de Feytaud, fille de Elie-Michel de Feytaud (1) et de Jeanne-Elisabeth Baudouin, en présence pour le marié, de Jean-Thimon, son frère germain, de M^e Jean-Pierre Chasteauneuf, avocat en la cour, sénéchal du comté de Cónac, son frère utérin, de dames Marie Voboré et Catherine-

(1) De Feytaud portent : *Ecartelé aux 1 et 4 de... à une tour de... aux 2 et 3 de... à un lion de...*

Ustelle Heard, ses belles-sœurs, de Jeanne Laplanche de la Chapelle, sa sœur consanguine, de M. M^e François-Xavier Chesnier du Chesne, avoca^t en la cour du parlement de Bordeaux et au présidial de Saintes, son beau-frère.

Pour la mariée les témoins étaient Léon-Ferdinand-Pierre-Léandre Constantin de Feytaud, son frère, et Marie-Marthe Gervereau, sa tante par alliance.

Le 16 juin suivant, la bénédiction nuptiale leur fut donnée dans l'église de Saint-Thomas de Conac.

De cette union naquit une fille qui fut baptisée le 5 avril 1789 et reçut les prénoms de Marie-Elisabeth.

L'année suivante, le 12 juillet 1790, Pierre Fleurymon faisait baptiser un fils qu'il appelait Jean-Pierre.

L'avenir devait démentir ces prémices de bonheur. Le 29 octobre 1791, Pierre Fleurymon enterrait son fils Jean-Pierre, alors âgé de 15 mois ; et, un peu moins d'un mois après, le 14 novembre 1791, c'était Marie-Elisabeth de Feytaud, son épouse, qui mourait.

Une fille lui restait, elle mourut à son tour le 8 octobre 1792, âgée de 4 ans.

La vie n'avait plus de charmes pour lui. Pour se distraire, Pierre Fleurymon se laissa gagner par la passion de la Saintonge à cette époque : le jeu. Des journées entières il restait autour d'un tapis vert. Tous les soirs, il quittait le Roc et montait vers Saint-Thomas d'où il ne revenait que très tard dans la nuit après d'interminables parties.

Une fois, comme il traversait les bois qui entouraient alors le château, il fut poursuivi par un loup. Pierre Fleurymon n'était pas brave ; il courut très vite, le loup courut non moins vite ; celui-ci n'atteignit heureusement pas le joueur infortuné qui, arrivé chez lui s'affaissa dans un fauteuil. A ses domestiques inquiets qui l'interrogeaient, il ne pouvait que répéter : « Taiaut ! Taiaut !.... tuez-le., tuez-le... » et jusqu'au matin, il fut impossible de lui tirer d'autres paroles.

Cette frayeur ne lui fut point salulaire ; le lendemain, en effet, notre grand oncle reprenait le chemin de Saint-Thomas.

Les cartes devaient emporter tout son bien. A la fin du XVIII^e siècle, de nombreuses hypothèques couvraient ses immeubles, et ses créanciers étaient exigeants ; aussi, « pour se débarrasser des dettes qu'il avait contractées et assurer son

repos sur ses vieux jours » se déterminait-il à mettre le Roc en vente.

Il rédigea à cet effet une affiche dont voici le texte presque en entier :

AVIS AU PUBLIC

A VENDRE

« Le bien du Roc, situé dans la paroisse de Saint-Thomas de Conac, consistant dans une belle maison, avec toutes les servitudes les plus commodes, basse-cour, grand, beau et bon jardin, fontaine superbe, fuie bien peuplée, excellent réservoir, chais, chaudières à eau-de-vie, qui a un cours d'eau au pied de la pipe, moulin à vent, terres labourables formant deux bonnes borderies exploitées chacune par quatre forts bœufs ; prés très abondants, jeunes vignes fortes et vigoureuses, bois taillis excellent, le tout renfermé dans un seul clos.

« Plus, environ vingt journaux de prés dans la prairie de Conac, situés dans les meilleurs endroits de cette même prairie, n'ayant qu'un chemin qui la sépare d'avec ledit domaine ; les deux objets contenant environ cent cinquante-cinq journaux.

« Comme l'ameublement d'une maison aussi belle que vaste devient pour l'ordinaire fort dispendieux, celui qui se proposera de devenir acquéreur pourra également acheter les meubles qui sont propres et appropriés aux appartements. On croit qu'il est à propos d'observer que ces mêmes appartemens sont réguliers et bien distribués, que la maison dont la vue s'étend sur la rivière de Gironde, présente de ce côté l'aspect le plus agréable ; l'architecture en est solide, elle a pour base une voûte admirable, à l'un des bouts se trouve placée la fontaine qui jette ses eaux dans un réservoir qui conduit à la chaudière. Il seroit facile, avec peu de dépenses de porter par des canaux l'eau dans toutes les chambres de la maison, d'y former des bains aussi flatteurs que salutaires. Il seroit inutile de peindre les beautés de la fontaine ; après la description la plus riche, l'œil du connoisseur serait encore étonné de la sécheresse du peintre, ou plutôt de la beauté de la nature ; l'éloquence la plus parfaite ne pourroit que faiblement l'exprimer. »

Est-ce cette affiche qui lui fit trouver un acquéreur ? Toujours est-il que le 17 février 1818, devant Pelletan, notaire à Saint-Thomas, le chevalier de Laplanche vendait pour 25.000 francs

à Léger-Romain Dejean, son domaine du Roc, avec tous ses meubles — l'acquéreur s'était sans doute laissé convaincre de la difficulté de meubler une maison aussi vaste.

Pierre-Fleurymon se réservait, sa vie durant, l'usufruit du château qu'il devait continuer d'habiter. M. Dejean devait verser ces 25.000 francs aux créanciers de son vendeur.

Ah! le jeu! comme il devait maudire ce tonneau des Danaïdes. Sans lui, il eut été riche, car il avait grand soin de son patrimoine. Il inscrivait quotidiennement ses dépenses.

Veut-on connaître son budget. Voici, par exemple, l'année 1792.

Au mois de janvier il a déboursé 289 livres 3 sols 6 deniers, dont les gages de ses domestiques. Au mois de mars, 151 livres 5 sols; au mois de mai, 181 livres 13 sols, dont 2 livres 12 sols de poudre à poudrer, et 10 livres pour un abonnement à la *Gazette universelle*.

C'est à Bordeaux qu'il s'approvisionne de chandelles, d'huile, de savon, d'anisette, de tabac, qu'il paie 4 livres les 500 grammes.

C'est à cette époque que sa fille est malade. Il lui paie des friandises : « une livre de biscuits pour ma petite » note-t-il un jour; et cette simple mention qui laisse deviner toute la tendresse du pauvre père nous attendrit. Mais c'est surtout du docteur qu'elle a besoin, et nombreuses sont ses visites. On va aussi à Pons pour y consulter un médecin plus expert, c'est qu'en effet, M^e Benoist, maître en chirurgie à Saint-Thomas de Conac n'est pas très sûr de sa science.

En 1781, Pierre Fleurymon avait eu une irruption de boutons; il s'était, naturellement adressé au médecin de Saint-Thomas. Celui-ci, très embarrassé, quant aux remèdes à indiquer, avait vivement écrit au confrère Trébuchet, à Pons. Et Trébuchet avait répondu par une longue lettre : « Vous savez, disait-il, que c'est une chose difficile et d'une longue haleine de refaire la masse du sang, » et il prescrivait tout un régime. Il fallait, tout d'abord, que notre grand oncle se privât de tout ce qui est « de haut goût » et prit, pendant trois jours, le matin à jeun, un verre d'une légère décoction de feuilles de chicorée sauvage à laquelle on devait ajouter le suc de la moitié d'un citron. Après quoi il fallait, naturellement, le purger.

Puis, pendant douze jours, le matin à jeun et le soir vers 4 heures, il devait absorber « un bon verre de petit lait bien clarifié »,

mêlé avec le blanc d'un œuf et coupé avec une partie égale d'une décoction de gruau. En même temps, de deux jours l'un, et une demi-heure avant de boire le petit lait il devait prendre « un bol » fait de quinze graines d'*aquila alba* incorporées à un demi « gros de conserve d'*anula compassa* ».

Les douze jours écoulés, une nouvelle purgation devait lui être administrée, puis durant dix jours il devait prendre des « bains domestiques ». Enfin il devait boire d'un bouillon préparé de la façon suivante : dans cinq « roquilles » d'eau on faisait bouillir légèrement jusqu'à diminution d'un peu plus de la moitié une livre de rouelle de veau, de l'avoine mondée, quinze amandes douces dépouillées de leur peau et grossièrement triturées avec des feuilles « de laitues naissantes », d'endives, de fumeterre, de pimprenelle, et quelques morceaux « d'envie extérieure de citron ».

« Vous pouvez également, ajoutait le docteur Trébuchet, le mettre à l'usage d'une décoction d'envie moyenne d'avoine pyramidale, c'est un remède nouvellement découvert et fort vanté dans la majeure partie des maladies de la peau ».

Mais le malade ne guérit pas vite. Bien au contraire, le voici pris de douleurs, il souffre d'une lassitude générale et M^e Benoist, maître en chirurgie, de redemander conseil à Pons. « Saignez-le », répond Trébuchet. « Appliquez lui du Saint Bois aux jambes et aux cuisses pendant huit jours matin et soir, faites lui prendre du lait de vache bouilli, bien écrémé et coupé avec une partie égale d'une décoction de racines de patience ». Surtout, qu'on n'oublie pas de le purger !... Il faut une purge au commencement du traitement ainsi qu'à la fin. Les remèdes sont simples, il n'est pas facile, cependant de les obtenir, car il n'y a pas d'apothicaire à Saint-Thomas ; il faut donc écrire à Bordeaux d'où l'on fait venir l'*aquila alba*, l'*anula compassa*, les bois purgatifs.

Le médecin a-t-il ordonné du sel « d'alleluya », l'apothicaire de Bordeaux n'en a pas. Peu importe, on le remplacera par du sel de prunelle et une poignée d'oseille sauvage. On ne peut davantage se procurer des eaux minérales « bien que l'usage en soit toujours à la mode ».

Mais ces médecines ne font pas disparaître les boutons, Pierre Fleurymon s'impatiente ; Trébuchet lui fait la morale. La résistance de vos boutons, lui écrit-il, « prouve démonstrativement la grande acrimonie qui règne dans votre sang ; il ne

faut pas pour cela perdre courage, moins encore se déconcerter. En continuant un régime de vivre humectant vous parviendrez à l'adoucir et à détruire conséquemment la cause de votre mal ». Evitez les excès, conseille-t-il, mais surtout, n'allez pas vous porter à une entière privation, « il faut au contraire s'égayer, se dissiper même, s'amuser modérément et perdre de vue la vie religieuse, aussy, en vous observant un peu vous pouvez vous communiquer à vous rendre à la société ».

Et Pierre Fleurymon continue le régime. Il achète des bols purgatifs à 1 livre 6 sols.

Si le médecin n'est pas très savant, ses visites ne sont pas chères, aussi sont-elles fréquentes. Pour avoir passé la nuit auprès du domestique de Laplanche « et lui avoir donné plusieurs lavements et saignées » il réclame six livres.

Une saignée coûte 1 livre 5 sols, une visite, 10 sols ; un « vomitif au citoyen (nous sommes en pleine révolution) Laplanche, 1 livre. »

Jamais plus de dix jours ne se passent sans que le médecin vienne au Roc et cependant, Pierre Fleurymon vécut jusqu'à un âge assez avancé.

Comme son père, il entretenait de bonnes relations avec ses parents, dont témoignent de nombreuses lettres dans le goût de celle-ci, qui est de François Heard du Taillis :

« Ma femme, mon cher ami, qui ne scait pas non plus que la tienne contrarier son mary consent et acquiesce à te donner sa jument... Ma femme n'a point paru étonnée qu'il falloît faire tout à ton mot. En te prenant sur ses genoux elle avoit commencé à te gâter et ma cousine t'a bien fini, heureusement que les femmes ne m'ont pas rendu le même homage et je fais au contraire tout ce qu'elles veulent ».

La missive se termine par une invitation à venir passer quelques jours au château du Taillis ; mais Pierre Fleurymon quittait difficilement le Roc, aussi une de ses nièces le gourmande : Je vous prie, lui dit-elle, « de ne pas oublier que vous avez une nièce à qui vous avez promis de faire le voyage de chez vous ici ; je n'ai point oublié cette promesse et je vous prie de l'effectuer le plus tôt possible : voilà la belle saison et bientôt les beaux chemins. Voyons, mon cher oncle, du courage, faites cet effort, plus il sera grand, plus je vous en aurai d'obligation ».

Pierre Fleurymon Laplanche mourut le 28 mai 1831 ; avec lui

s'éteignait le nom de sa maison. Le château du Roc, dans la famille depuis 1646, qui avait été témoin des moindres événements de son existence, vit de nouveaux hôtes.

Aujourd'hui, le château de Conac n'est plus qu'une ruine, le nom des Laplanche qu'un souvenir, et c'est en vain qu'on cherche leurs traces sur la poussière des chemins ; d'eux il ne reste plus que quelques vieux papiers jaunis qui redisent leurs joies, leurs souffrances, leurs espoirs et leurs déceptions ».

Près d'un siècle après la mort du dernier des de la Chapelle, il a été donné à leur descendant de venir visiter les lieux où s'écoulèrent leurs jours ; il s'est promené sous les ombrages du parc où ils avaient eux-mêmes cheminé ; il a soulevé la poussière des parchemins pour y lire leur histoire. Un instant, peut-être, l'écho de ses pas sous les voûtes de l'église aura troublé leur sommeil éternel...

A. CHESNIER DU CHESNE.

III

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

A la suite de ce rapport, on procéda, dans la partie sud-est de l'île Madame à l'établissement d'un hôpital, sous des tentes. Chaque tente put recevoir 25 malades couchés sur deux rangs de cadres, séparés par un couloir de quatre pieds de large. On en éleva quatre. Des tentes ordinaires de campement abritèrent les gens de service et les dépendances. Des déportés valides servirent d'infirmiers à leurs compagnons.

L'hôpital était à peine ouvert qu'on en reconnaissait l'insuffisance.

Le 24 août, il avait déjà reçu 183 malades, dont 36 étaient morts peu après leur débarquement, ce qu'on attribua au manque de précautions prises pendant cette opération. Les deux navires continuèrent à donner un nombre inégal de malades. Le *Washington*, sur un effectif de 265 déportés, n'en avait perdu que 20 et envoyé 19 à terre ; tandis que les *Deux-*

Associés, sur 497, en avait perdu 245 et mis 144 à l'hôpital. Il n'en restait à bord que 108. On attribuait cette différence à la mauvaise installation du navire, et au système excessif de rigueur dont on continuait d'user envers les déportés.

« Si ce système dangereux, ou au moins inconsidéré, porte
« un second rapport, n'avait d'autre inconvénient que de dé-
« harrasser la société de grands coupables, sans doute on
« pourrait fermer les yeux sur ce fléau dévastateur; mais on
« ne peut favoriser le développement d'une maladie conta-
« gieuse, sans compromettre le reste de la société qu'elle peut
« atteindre par suite des communications obligées avec ceux
« qui en sont affectés. »

Triste temps, où pour faire prévaloir d'utiles mesures sanitaires, il fallait employer de pareils artifices de langage, et où l'on n'osait pas avouer hautement que l'homme malade, quelle que soit sa position, a droit à tous les secours que l'humanité commande.

A la suite de ce second rapport, il fut décidé que le navire les *Deux-Associés* serait évacué, et son personnel mis sur le *Washington*; qu'un troisième navire recevrait les convalescents; que le personnel affecté au service de l'hôpital des déportés serait augmenté, et qu'on prendrait des mesures pour hâter la décomposition des cadavres pour préserver la population de l'île des atteintes de la maladie.

L'hôpital de l'île Madame resta ouvert jusqu'au 30 octobre. A l'approche de la mauvaise saison, les déportés furent réembarqués, le nombre en était fort réduit, sur 762, il en était mort 547, 275 survivaient au désastre. Au mois de février 1795, le dépôt fut supprimé, et les survivants dirigés sur la prison de Saintes.

Arch. de l'école de médecine navale de Rochefort. *Histoire du service de santé de la marine*, par A. Lefèvre, t. V, p. 507.

Les dépêches suivantes montreront au lecteur toutes les péripéties de ce drame : les hésitations des autorités maritimes, la dureté persistante des états-majors, et la haine implacable des révolutionnaires.

La commune de Saint-Nazaire, à laquelle est rattachée l'île Madame, avait pris le nom de Marat; l'île était devenue l'île Citoyenne.

Une batterie armée de quatre pièces de canon, avec corps-

de-garde, poudrière et fourneau à rougir les boulets, défendait la Passe-aux-Bœufs.

Les fortifications de l'île Madame se composaient d'une redoute avec caserne, logement, magasin à poudre et fourneau à rougir les boulets. Les batteries de la côte, faisant face au large, avaient deux corps de-garde, une prison, un dépôt pour la poudre, deux fourneaux à rougir les boulets et deux grils au même usage. L'île était armée de 32 pièces de canon.

Arch. du port de Rochefort, rapport signé Joubert.

Rochefort, le 6 thermidor an II, 24 juillet 1794.

Au ministre de la marine.

Les membres du Comité de salubrité établi à Rochefort, conformément aux intentions du Ministre de la marine, par sa lettre en date du 22 germinal, signée Chappatte, viennent de nous rendre compte qu'il règne à bord des *Deux-Associés*, une espèce d'épidémie dont le caractère est si mauvais que trois hommes de l'équipage, qui avaient été portés à l'hôpital, sont morts trois jours après, et que ces malheureux, aussitôt après leur mort, ont eu le corps couvert d'une espèce de pourpre.

Pour empêcher le progrès de ce mal et l'arrêter dans sa racine, nous avons donné des ordres pour faire préparer un bâtiment assez grand pour pouvoir contenir les hommes qui sont à bord de ce vaisseau, afin de pouvoir le nettoyer, gratter et passer à l'eau de chaux partout, afin d'y rétablir la salubrité.

Nous nous proposons ensuite de mettre sur l'île Citoyenne les quatre-vingts malades qu'il a dans deux petits bâtiments qui lui servent d'hôpital. Nous les ferons camper sous des tentes, et garder par la garnison du fort. Nous nous flattons que vous approuverez notre projet, et que ce moyen nous mettra à l'abri des suites que pourrait occasionner cette maladie.

Arch. du port de Rochefort. Correspondance du Commandant des armes, n° 150.

Rochefort, le 7 thermidor an II, 25 juillet 1794.

Le citoyen Lalé a remis au district 528 l. en or; savoir 9 pièces de 48 l. et 4 de 24 l. Laquelle somme provient des prêtres condamnés à la déportation et qui sont à bord des *Deux-Associés* qu'il commande.

Le conseil arrête que la dite somme sera versée dans la caisse du receveur...

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 7 thermidor an II, 25 juillet 1794.

Le Conseil de santé prend connaissance du procès-verbal fait à bord des *Deux-Associés*, et arrête qu'il sera écrit au commandant des armes et à l'agent maritime pour s'occuper de l'établissement de l'hôpital de l'île Citoyenne.

Arch. du port de Rochefort. Conseil de santé. Délibérations.

A bord du *Washington*, 8 thermidor an II, 26 juillet 1794.

Au citoyen Chevillard, commandant des armes.

Citoyen,

Après avoir reçu la lettre du Comité révolutionnaire de Mâcon, écrite à celui de Rochefort, j'ai fait venir le nommé Desgranges, (1) ex-minime, après l'avoir interrogé sur son voyage à venir à Rochefort, sur l'argent qu'il pouvait avoir, il nous a déclaré qu'il en attendait en route, même à Cluny. Je lui ai fait part du contenu de la lettre et lui ai dit qu'il s'agissait de tirer d'embarras le gendarme inculpé d'avoir retenu son argent. Il m'a répondu n'avoir rien reçu, ni lettre, ni or. Le croyant susceptible de réflexion, je lui ai donné du papier pour faire réponse à la lettre, et vous verrez ce qu'il a mis m'assurant être la vérité.

Salut et fraternité.

GIBERT, capitaine.

A bord du *Washington*, 8 thermidor an II, 26 juillet 1794.

Au citoyen Chevillard, Commandant de la Marine.

Citoyen,

Le capitaine du vaisseau, à bord duquel je suis, m'ayant demandé si je n'avais pas reçu une lettre avec cinq louis en or, à quatre lieues de Mâcon, lors de mon départ pour Rochefort, je l'ai assuré que je n'ai rien reçu de qui que ce soit. Il a ajouté que j'ai dû recevoir cinq louis en or de la part de l'un des gendarmes qui nous conduisaient. J'ai assuré avec vérité qu'aucun

(1) Desgranges mourut en octobre 1794 et fut inhumé à l'île Madame.

des gendarmes ne m'a rien remis, qu'il est vrai que j'avais été prévenu que je devais recevoir ladite somme à Cluny, mais je ne l'ai pas reçue. En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration cejourd'hui.

DESGRANGES, religieux minime.

Rochefort, 8 thermidor an II, 26 juillet 1794.

Le Commandant des armes au Conseil de Santé.

Citoyens,

Aussitôt la réception de votre lettre, j'ai écrit à l'agent maritime pour qu'il donne des ordres pour activer l'établissement qu'on doit faire sur l'île Citoyenne, et je l'ai prié de m'en donner avis assez à temps pour que je puisse faire venir les petits bâtiments qui servent d'hôpital au navire les *Deux-Associés*, et que les déportés malades puissent avoir les plus prompts secours.

P. CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. 1 n° 33.

Rochefort, 10 thermidor an II, 28 juillet 1794.

Au ministre de la marine,

Je vous ai rendu compte que je préparais le navire l'*Indien* pour aller à l'île d'Aix recevoir à son bord momentanément les déportés qui sont à bord des *Deux-Associés*, afin de pouvoir aérer, gratter, laver avec du vinaigre et de l'eau de chaux le dit bâtiment.

On travaille à former sur l'île Citoyenne un hôpital pour ceux qui sont malades ; ils seront sous la surveillance du commandant de la batterie qui y est établie.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 159.

Rochefort, 11 thermidor an II, 29 juillet 1794.

Conseil de santé.

Le citoyen Vivès, envoyé par l'agent maritime dans l'île Citoyenne, pour aviser aux moyens d'y établir, sous la tente, un hôpital provisoire pour les déportés malades, qui sont dans les navires les *Deux-Associés* et le *Washington*, a fait part au

Comité de ses vues à cet effet et de ce qui avait été arrêté, tant par lui que par le citoyen Gaudriau, commandant de la rade ; Potier, commandant de l'île Citoyenne ; Haran, chargé de la partie administrative de la marine au Port-des-Barques ; et Béraud, chirurgien de la bombarde le *Sphinx*. Le Comité a applaudi à son rapport et aux vues sages et humaines dont il lui a fait part.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé. Délibérations.

Rochefort, 13 thermidor an II, 31 juillet 1794.

Le Commandant des armes et l'Agent maritime au district de Marennes.

Une maladie épidémique s'étant manifestée, avec des caractères assez alarmants, à bord du navire les *Deux-Associés*, parmi les prêtres condamnés à la déportation, qui sont embarqués sur ce bâtiment, il a été jugé nécessaire par les officiers de marine et de santé envoyés pour en prendre connaissance, d'établir, à terre, un hôpital sous tente pour pouvoir y traiter les malades, et tâcher d'arrêter le plus promptement possible les effets de cette maladie. La commission a jugé que l'endroit le plus commode, et qui présentait le plus de sûreté pour la non communication de ces individus et la facilité de leur garde, était de les déposer sur l'île Citoyenne. Comme ce domaine appartient à la République et dépend de votre arrondissement, nous nous empressons de vous faire part de cette mesure de sûreté générale, dont nous avons rendu compte à la commission de la marine. Nous ferons dédommager le fermier du préjudice qui pourra lui être fait, et ne laisserons subsister cet espèce d'hôpital que le temps nécessaire pour faire cesser toute crainte sur les suites de cette épidémie.

Arch. du port de Rochefort, correspondance, 2^e division, 1793.

Rochefort, 13 thermidor an II, 31 juillet 1794.

Au ministre de la marine,

On travaille à force à faire un hôpital sur l'île Citoyenne pour y déposer les malades des vaisseaux les *Deux-Associés* et le *Washington*. Nous espérons que la maladie, qui s'est manifestée sur le premier, n'aura pas de suites. On arme l'*Indien* qu'on envoie en rade pour y recevoir momentanément les

déportés des *Deux-Associés*, afin d'aérer le bâtiment, le bien laver et lui ôter les principes d'une maladie qui pourrait devenir épidémique, si l'on n'y portait remède.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 166.

Rochefort, 16 thermidor an II, 3 août 1794.

Le commandant du vaisseau de la République le *Washington* a remis au district la somme de 600 l. en douze assignats de 50 l. provenant, a-t-il déclaré, des prêtres qui sont à bord, et qui sont condamnés à la déportation. Laquelle somme sera versée dans la caisse du receveur...

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du district de Rochefort.

Rochefort, 20 thermidor an II, 7 août 1794.

A la Commission de la marine.

On est à calfater et recourir le navire l'*Indien*. Il y a pendant ce temps du monde qui travaille à son grément; ce navire, comme je vous l'ai mandé, est destiné pour prendre momentanément les déportés des *Deux-Associés*.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 179.

Rochefort, 20 thermidor an II, 7 août 1794.

Au Ministre de la marine.

Par ta lettre du 14 de ce mois, tu me marques que les conspirateurs et agents des tyrans des pays étrangers, qui veulent changer la forme de notre gouvernement, et anéantir la Convention et ses membres, venaient d'expier sur l'échafaud l'énormité de leur crime. (Robespierre et ses partisans). Cela me donnant à connaître que ces scélérats devaient avoir des affinités dans toutes les parties de la République, principalement dans nos arsenaux, tu m'invites, si je trouvais quelques-uns de leurs agents ou complices, de t'en donner avis de suite, afin que tu en instruises toi-même le Comité de salut public. Tu peux compter, citoyen, que je ne négligerai aucun moyen pour les connaître. Si je suis assez heureux pour en découvrir quelques-uns, je me hâterai de t'en faire part, après m'être assuré aupa-

ravant qu'ils ne pourront pas échapper à la vengeance nationale. Tu connais mon zèle pour ma patrie et le désir que j'ai de la servir. Tu dois compter d'après cela sur mon empressement à t'en instruire.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes.

Paris, 20 thermidor an II, 7 août 1794.

La Commission de la Marine et des Colonies au Commandant des armes et Agent maritime, à Rochefort.

La Commission a reçu la lettre que vous lui avez écrite, le 6 de ce mois, et par laquelle vous rendez compte des dispositions que vous avez faites pour prévenir les effets de l'espèce d'épidémie qui règne à bord des *Deux-Associés*. On ne peut qu'approuver les dispositions que vous avez prises, et, si la maladie en exige de nouvelles, concertez vous avec les officiers de santé et ne négligez rien de ce que prescrit l'humanité et le salut public.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 85, n° 3062.

Rochefort, 24 thermidor an II, 11 août 1794.

A la Commission de la marine.

Vous nous accusez réception de notre lettre du 6, par laquelle nous vous rendions compte de l'espèce d'épidémie qu'il y avait à bord des *Deux-Associés*, et les dispositions que nous nous proposons de faire pour en empêcher les progrès. En approuvant nos précautions, vous nous invitez, si cette maladie en exige de nouvelles, de nous concerter avec les officiers de santé. C'est ce que nous avons fait, citoyens, et nous sommes maintenant à disposer les choses de manière à ce qu'elle ne puisse avoir aucune suite funeste. Les choses seraient plus avancées, si nous n'eussions point eu le mauvais temps, qui nous a contrarié dans nos opérations.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 184.

Rochefort, 24 thermidor an II, 11 août 1794.

L'Indien arme pour aller en rade prendre les déportés des

Deux-Associés. On travaille à force à préparer l'hôpital pour y déposer leurs malades.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 187.

Rochefort, 29 termidor an II, 16 août 1794.

Le navire l'*Indien* est parti hier, pour se rendre en rade prendre les déportés des *Deux-Associés*. L'établissement de l'hôpital qu'on établit sur l'île Citoyenne pour les malades de ce vaisseau sera fini, je l'espère, sous deux jours. On commencera à cette époque à y transporter les malades.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 191.

Rochefort, 3 fructidor an II, 20 août 1794.

Conseil du District.

Il a été donné lecture d'une pétition, présentée par la commission de la Société populaire de cette commune, remise au Commandant d'armes et à l'Agent maritime, du 3 de ce mois.

Considérant que les motifs qui ont fait mouvoir la Société populaire sont fondés sur l'humanité que réclament 375 déportés de la Guadeloupe, sur bâtiments la *Cythère* et la *Janes*, maintenant en rade ;

Considérant que la maladie pour la plupart où ils sont, et la majeure partie étant nus, fait craindre les plus grands risques pour leur vie ;

Considérant enfin qu'il est des hardes et vêtements des prêtres déportés et qui sont morts à bord, que l'on peut leur donner à titre de prêt, en attendant que le Comité de Salut public ait décidé sur leur sort ;

Où l'Agent national, invite le département à prendre, de suite, dans la plus grande considération, le triste état où se trouvent réduits 375 déportés, dont il y en a déjà de morts, et d'autoriser le district de Rochefort à venir à leur secours, en leur faisant donner à titre de prêts seulement, en attendant que le Comité de salut public ait décidé sur leur sort, les hardes et linges provenant des prêtres condamnés à la déportation et qui sont morts.

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Bulletin.

9

Les déportés auxquels le club de Rochefort témoignait tant d'intérêt, étaient les hommes compromis dans les incendies et les pillages de la révolution aux Antilles.

Rochefort, 3 fructidor an II, 20 août 1794.

Au Comité de sûreté générale à Paris.

Comme je suis persuadé, citoyens, que c'est toujours avec nouveau zèle que vous vous empressez de venger le patriotisme outragé, je crois devoir vous adresser différentes pièces qui m'ont été remises par le citoyen Briquet (1), ex-prêtre, détenu dans la maison d'arrêt de cette commune et condamné à la déportation par un arrêté du district de Poitiers, en date du 15 floréal dernier. Vous ne comparerez pas sans étonnement les différentes pièces, qui toutes démontrent évidemment que ce citoyen a toujours été animé par le patriotisme le plus pur depuis la Révolution, avec le jugement de ce district, qui a été rendu au mépris des articles 12 et 13 de la loi des 29 et 30 vendémiaire, et que les administrateurs de celui de Rochefort nous ont adressé le 28 floréal, en nous observant qu'ils le croyaient illégal.

Le citoyen Briquet réclame aujourd'hui de votre justice que vous examiniez attentivement les pièces que je vous transmets et que vous prononciez le plutôt possible sur son sort.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort, 2^e reg.

Rochefort, 4 fructidor an II, 21 août 1794.

A la Commission de la marine.

Je vous apprends avec plaisir que les déportés des Deux-Associés ont enfin été transportés à bord de l'*Indien* (2), et que les malades ont été conduits à l'île Citoyenne où on avait préparé des tentes pour les recevoir.

(1) Briquet, Hilaire-Alexandre, vicaire épiscopal constitutionnel.

(2) L'*Indien* était une corvette, c'est-à-dire le bâtiment qui prenait rang immédiatement après la frégate et avant le brick et pouvait avoir de 20 à 26 canons. L'*Indien* fut armé le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), pour servir de vaisseau hôpital, et fut désarmé le 16 germinal an III (5 avril 1795). Son équipage était ainsi composé : Boivin Ambroise, lieutenant de vaisseau;

On va s'occuper actuellement de bien laver le vaisseau, le gratter, le parfumer et enfin l'aérer et détruire l'espèce épidémique qui régnait afin de pouvoir le mettre promptement en état de reprendre sa cargaison.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 204.

Paris, 6 fructidor an II, 23 août 1794.

La Commission de la marine et des colonies au Commandant des armes et agent maritime.

La Commission a reçu votre lettre du 24 du mois dernier. Elle a vu que d'après l'invitation qu'elle vous a faite, vous vous êtes concertés avec les officiers de santé relativement à l'épidémie qui s'était déclarée à bord des *Deux-Associés*. Elle vous recommande de prendre toutes les précautions possibles pour en arrêter les progrès.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 85, n° 374.

(A suivre).

P. LEMONNIER.

Bonnan Pierre, enseigne de vaisseau, remplacé le 23 fructidor par Hazard Pierre-François, enseigne de vaisseau ; un officier marinier, 14 matelots et novices, plus 3 mousses.

Le commandant de l'*Indien*, Boivin, et surtout son second Bonnan méritèrent la reconnaissance des déportés. L'un des survivants a écrit : « Le lieutenant, jeune et généreux officier, compatissait bien sincèrement au sort des pauvres malades ; tous les secours qui dépendaient de lui, il trouvait la plus douce jouissance à leur procurer ».

DOCUMENTS

I

LES CENT JOURS EN CHARENTE-INFÉRIEURE

Les cinq lettres que M. L. Grasilier nous communique proviennent des Archives nationales, n° 3444. Elles font partie d'un dossier de lettres interceptées.

Saint-Jean d'Angély, 11 mars 1815.

A. S. Exc. Mgr Comte Maison, gouverneur de la première division militaire, pair de France, à Paris.

Monseigneur,

J'ai servi ma patrie quatorze ans avec honneur, zèle et probité. Mon devoir, l'honneur (tout) aujourd'hui m'ordonne à partir de nouveau pour défendre la cause légitime du bien aimé S. M. mon roi, et celle de ma patrie. Je m'estimerai heureux de mourir au champ d'honneur, les armes à la main, en punissant l'audace et la témérité de l'usurpateur du repos et du bonheur de tous les vrais Français. (Oui), Monseigneur, j'ose dire que mille hommes, pénétrés des mêmes sentiments que j'éprouve, suffiraient pour renverser les projets de l'homme vil et sanguinaire et de tous ses partisans et complices. Père de quatre enfants, ils se trouveront fiers, un jour, de publier par toute la France (oui, partout), notre père est mort au champ d'honneur en défendant la cause légitime de notre bien-aimé le roi. Je supplie donc Votre Excellence d'accueillir ma demande et d'en faire part à notre bien-aimé S. M. notre grand roi. — Voilà ma devise : « Mon Dieu, l'honneur et mon roi. »

Je suis, Monseigneur, de Votre Excellence, le très fidèle et très obéissant serviteur.

LENGLET-DUFRESNOY,
Militaire retraité, décoré du Lys.

Corme-Royal, 10 mars 1815.

A S. A. R. Mgr le duc de Berri.

Monseigneur,

Depuis un temps immémorial, mes ancêtres ont consacré leur vie au service du roi et à la défense du trône. François-

Xavier Du Demaine, mon père, capitaine de la 1^{re} compagnie des grenadiers du régiment d'Enghien et chevalier de Saint-Louis, est mort lieutenant de roi au Château, île d'Oléron.

C'est à la pureté de ces principes que plusieurs des miens ont dû leur perte pendant la Révolution. Cette puissante leçon du malheur m'en a encore mieux fait sentir le prix, et quoiqu'on m'ait forcé de partir en qualité de capitaine d'une compagnie du régiment de la Charente-Inférieure, j'ai toujours su conserver dans mon cœur l'attachement le plus inviolable à Dieu, à l'honneur et à mon roi.

Fort de cette triple fidélité qui distingue, seule, le vrai Français, je vous offre, mon Prince, dans ma 30^e année, mes services, et suis prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour purger la France des monstres qui veulent l'infester.

Veillez, je vous en conjure, accepter mes offres et m'indiquer le point sur lequel je dois me rendre. Ma prompte obéissance prouvera à Votre Altesse guerrière toute la sincérité du dévouement qui me fait ambitionner la gloire d'être compté parmi les sujets fidèles de notre bon roi.

J'ai l'honneur de me dire, avec le plus profond respect, Monseigneur et mon Prince, votre très humble et très obéissant serviteur.

H. DUDEMAINE.

A Son Altesse Royale Monsieur Comte Dartoy.

Louis-François-Ignasse de Callières, âgé de 49 ans, père de quatre enfants, ancien officier au régiment de Chartres-infanterie, émigré, eu l'honneur de faire la campagne de 1792 avec sa majesté et altesse royale, habitant la commune de Clérac près Montlieux, canton de Monguion, arrondissement de Jonsac, département de la Charente-Inférieure, à l'honneur d'exposer à son aletesse royale qu'il a perdu presque toute sa fortune pour l'amour et le devouement qu'il a toujour eu pour la cause de son Roy auquel il offre encore ses services et prêt a sacrifier la dernière goutte de son sang pour son auguste personne et pour toute la famille royale. Vive le roy, vive Monsieur, vive les Bourbons.

Degnies, monseigneur, accueillir avec bonté l'offre du supplians et agréés l'homage de son profond respect et de son ardent

devouement à la juste et noble cause des illustres de cendants saint Louis.

Clerac, le 13 mars 1815.

DE CALLIÈRES, ancien officier (1).

A Monsieur le Chevalier de Fontanes, colonel des Volontaires
royaux et Secrétaire général de Mgr le Duc de Berri,
à Paris.

Rochefort, le 21 mars 1815.

Monsieur,

Je viens d'apprendre par le *Moniteur* que vous étiez colonel des volontaires royaux ; je me permets de vous écrire de suite pour vous réclamer une place quelconque dans votre régiment. L'intérêt que vous avez bien voulu nous porter pendant notre séjour à Paris, et votre bienveillance, dont vous venez de nous donner encore une preuve en accordant à ma femme ce qu'elle vous demandait, me sont de sûrs garants que mes démarches auprès de vous ne seront pas infructueuses et que vous me mettrez à même de me montrer digne de vos complaisances et de servir mon roi.

(1) *Louis-François-Ignace de Callières*, né en 1766, fils cadet de Charles de Callières, 1731-1802, seigneur de Coustolle en Saint-Martin-d'Ary, lieutenant au régiment de Chartres-infanterie, chevalier de Saint-Louis, retraité en 1760, et de Marie-Madeleine de La Faye d'Ambérac, 1739-1807.

Il était sous-lieutenant au même régiment quand il émigra, en 1791, avec son frère aîné, Charles de Callières, 1764-1805, et fit la campagne des princes, vécut en Belgique et rentra en France, après l'amnistie, avec lui ; tous deux s'étaient mariés en Hainaut.

A raison de leur émigration, la nation avait confisqué leur part héréditaire présumée : trois métairies en Jussas et une en Orignolles, évaluées, en 1798, à 45.586 francs, et vendues. Pour la même cause, leurs père et mère avaient été internés à Bordeaux, puis relâchés.

Dès 1804, Louis-François-Ignace de Callières était nommé maire de Clérac, et en février 1805, percepteur à vie de Clérac et Cercoux ; il figure comme tel à l'Annuaire de 1814 ; mais à celui de 1815, imprimé pendant les Cent Jours, il est remplacé dans ces fonctions par Dumon et par Nou, conséquence naturelle de l'adresse ci-dessus, arrivée à Paris après le départ des destinataires.

Les descendants sont représentés aujourd'hui par les familles de Lamballerie, de Couvalette, Chicou-Bourbon, Bertrand, Saurin et Vauray. Les de Callières descendent d'un cousin germain des émigrés.

J'attends vos ordres le plus tôt possible. Quelle satisfaction pour moi d'être commandé par un homme si respectable.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'être, avec un très profond respect, votre très humble serviteur et subordonné.

BILLIARD.

Poste restante à Rochefort, département de la Charente-Inférieure.

(Paris), 13 mars 1815.

(A Monsieur de Blacas).

Monsieur,

Je ne viens point rappeler à Votre Excellence ses promesses, je ne les avais point sollicitées, et votre délicatesse a trop souffert, sans doute de leur inexécution, pour que je veuille me plaindre de votre oubli. Mais l'État est menacé, l'autorité du Roi est méconnue; tout bon Français doit manifester ses sentiments pour le prince, et c'est à vous, Monsieur, de les lui faire connaître: dites donc à Sa Majesté, assurez-là, je vous en prie, que si parmi les fidèles sujets qui ont sacrifié leur fortune et souvent exposé leur vie pour servir la juste cause, vous en avez trouvés de plus capables de répondre aux vues du roi, de plus dignes de ses faveurs, il n'en est point, du moins, de plus dévoué que moi à sa personne sacrée, et de mieux disposés à mourir pour la défense du trône et de ses droits. C'est le devoir d'un chevalier français, c'est le désir de toute ma famille, fidèle depuis huit cents ans aux ancêtres de Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être, avec tous les sentiments qui vous sont dus, Monsieur, votre très honoré et très obéissant serviteur.

Le comte DE BREMON-D'ARS (1).

Ancien député de la noblesse de France aux États-Généraux du Royaume pour la province de Saintonge.

(1) Pierre-René-Auguste, seigneur et baron de Saint Fort sur le Né, de Dom-pierre et d'Orlac, né le 19 décembre 1759. Il émigra en 1792, servit dans l'armée des Princes, revint d'Allemagne en 1800, et se donna à la vie de famille et aux recherches historiques et archéologiques. Il mourut à Saintes le 25 février 1842. Il est le grand père de feu notre confrère M. Anatole de Brémont,

II

PRESTATION DE SERMENT
DE MONSEIGNEUR DE BEAUMONT

Communication de M. Guérin, juge.

Audiance présidiale du mardy matin neufiesme aoust mil sept cent dix-huit.

Sont entrés Messieurs de Gascq, prézidant et lieutenant général, Huon, lieutenant particulier, vètheran, Dussauld, assesseur, Fouyne, Dohet, Adam, et Dohet, de Saint-Georges, conseillers.

Messieurs de Beaune, procureur du roy et Guenon, avocat du roy.

Je, Léon de Beaumon, Euesque de Saintes, jure le très saint et sacré nom de Dieu, et promets à vostre Majesté que je luy seray tant que je viuray fidel sujet et seruiteur, que je pouray (1) son service et le bien de son estat de tout mon pouuoir, que je ne me trouueray en aucun conseil, dessin ny entreprize au préjudice d'yceux et que s'il en vient quelque choze à ma connoissance je le feray scauoir à vostre Majesté, ainsy Dieu me soit en ayde et ses saints Euangiles par moy touchée. Signé LÉON DE BEAUMON, Euesque de Xaintes.

Armand-Gaston, cardinal de Rohan, éuesque et prince de Strasbourg, landegraue d'Alsace, prince du Saint Empire, grand aumosnier de France, et commandeur de l'ordre du Saint Esprit, certiffions à tous qu'il appartiendra que cejourd'huy, dixième juillet mil sept cent dix-huit, le roy entendant la messe dans la chapelle de son palais des Tuilleries, S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans, régent, estant prézant, réuéran père en Dieu, messire Léon de Beaumon, Euesque de Saintes, a presté en nostre présance à Sa Majesté, le serment de fidellité à elle dû à cause dudit Euesché de Xaintes, en foy de quoy nous auons signé les prézantes et ycelles fait contresigner par le secretaire de nos commandemens et de la grande aumosnerie de France et y appozer le seau de nos armes. A Paris, lesdits jour et an que dessus. Signé ARMAND, CARDINAL DE ROHAN, scellé

(1) Lecture exacte mais on ne comprend pas quel mot le scribe a voulu écrire.

du seau desdites harmes, et plus bas par son altesse Emmen-tissime signé de Boissy, plus et au-dessous est escrit *Registre en la Chambre des Comptes*, ouy le procureur général du roy, le dix-neuf juillet mil sept cent dix-huit. Signé RICHER.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Nauarre, à nos amés et féaux conseillers, les gens de nos comptes à Paris et à tous autres, nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, salut, ayant fait voir en nostre conseil les bulles et prouizions apostoliques de l'éuesché de Xaintes octroyée par nostre Saint Père le pape sur nostre nomination à nostre amé et féal conseiller en nos conseil, messire Léon de Beaumon, et ne sy estant trouué aucunes choze contraires ny desrogents à nos droits, indult, concession et concordat d'entre le Saint Siège et nous, ny aux priuileges, franchises et libertez de l'Eglise galicane, nous auons admis ledit seigneur Euesque de Xaintes à nous faire et prester le serment de fidelité qu'il nous deuoit à cauze dudit éuesché, ainsy qu'il appert par le certificat cy attaché sous le contresel de nostre chancellerie. A ces causes, Nous, de l'auis de nostre très cher et très amé oncle le duc d'Orléans, régent de nostre royaume, l'auons mis et installé, mettons et installons par ces présentes signées de nostre main en la plaine, libre et paizable jouissance des biens, fruits et reuenus dudit Euesché, sy vous mandons que sy faute dudit sermant de fidelité non fait, ils estoient mis et saisis en nostre main, vous ayés à luy en faire comme nous faisons dès à prézant, mainlevée et déliurance à la charge néanmoins de nous randre les foyz et hommage pour les terres qu'il tient releuant de nous et en donner aveus et dénombrement dans le temps porté par nos ordonnances, cy fait n'a esté, car tel est nostre plaizir. Donné à Paris le dixiesme jour de juillet, l'an de grâce mil sept cent dix huit et de nostre reigne le troisiemesme, signé LOUIS, et plus bas par le roy le DUC D'ORLÉANS, régent, présent PHELIPAUX et scellée sur simple queue du grand seau de cire jaune, et a costé est escrit :

REGISTRE EN LA CHAMBRE DES COMPTES.

Ouy, le procureur général du Roy, ce *fait* (?) renvoyées au conseillers (*sic*) auditeurs (*sic*) pour expédier la tenue (*sic*) de la chambre en la manière acoutumée, à la charge de faire les foy et hommages au roy pour raizon des fiefs, terre et seigneurie dépendante dudit éuesché, releuantes de Sa Majesté, et d'en

fournir l'aveu et dénombrement en la chambre dans le temps de la coutumes, le dix-neuf juillet mil sept cent dix huit. Signé RICHER.

Je soubsigné, Nicollas Sezille, escuyer, conseiller du roy, trésorier de ses offrandes, aumosnes et déuotions, confesse auoir receu contemps de messire Léon de Beaumon, évesque de Xaintes, la somme de trante-trois liures par luy due à cauze du serment de fidellité qu'il a presté à Sa Majesté pour raizon dudit Euesché de Xaintes, dans la chapelle des Tuilleries, le dix du présan mois, en présance de Monsieur le Cardinal de Rohan, grand aumosnier de France, de laquelle somme de trante-trois livres à moy ordonnée par Sa Majesté pour employer au fait de ma charge, mesme pour ayder à marier des pauvres filles, je quitte ledit seigneur Euesque et tous autres. Fait à Paris le quatorze juillet mil sept cent dix huit, quittances du trésorier des offrandes de la somme de xxxints. Signé SAZILLE.

Collationné aux originaux demeurez en la Chambre, par nous Conseillers du roy, auditeurs ordinaires de ces Comptes, le vingt-vn juillet mil sept cent dix huit, ainsi signé PARENT.

Les gens des Comptes du roy nostre Sire au Sénéchal de Saintonge ou son lieutenant général à Saintes, procureur du roy, receueur du domaine audit lieu et à tous autres officiers et justiciers qu'il appartiendra, Salut. Il nous en a paru, par lettres pattantes de Sa Majesté, donnée à Paris, le dixième jour du prézant mois de juillet mil sept cent dix huit, signée et scellée à la coppie et collationnée, desquelles ces prézantes sont attachés, messire Léon de Beaumon, Euesque de Xaintes, auoir fait es mains dudit seigneur roy les foy et serment de fidellité qu'il luy estoit tenu de faire pour raizon et à cauze de la temporalité de son Eueché, auquel serment Sa Majesté l'a receu comme agréable et le tient féal. Sy vous mandons et enjoignons à chascun de vous si comme à luy appartiendra que sy pour cauze dudit serment non fait les fruits et revenus temporel dudit Euesché sont ou estoient saisis, arrestez et mis en la main de Sa Majesté ou autrement enpeschée, vous en ce cas le mettiez et faites, incontinent remettre sans dellay audit sieur de Beaumon en plaine déliurance, à commancer du jour de la présentation qu'il vous fera des présantes pourveu que ledit sieur Euesque aye satisfait au droit de régalle et qu'il n'y aye autre cauze de légitime empeschemens, lequel au cas qu'il y eust, vous escrirez à fin due et aussy à la charge de faire le

foy et hommages pour les terres et fiefs qu'il tient du roy à cause de son dit Euesché, en bailler aveu et dénombrement mesme par déclaration le revenu temporel dudit Euesché de Saintes, et ycelle à porter ou envoyer en la Chambre ainsy qu'il est acoutumé dans le temps de l'ordonnance. Donné à Paris en la Chambre des Comptes, le vingt-vn jour du mois de juillet mil sept cent dix huit. Signé PARENT.

Cejourd'hui, neufiesme aoust mil sept cent dix huit, à l'audience du siège présidial de Saintes, les plais tesnan où a prézidé M. de Gascq, présidant et lieutenant général, et ont assisté MM. Huon, lieutenant particulier, vétéran, Dussault, assesseur, Fouyne, Dohet, Adam et Dohet, de Saint-Georges, conseillers.

M. Maître Jean-Baptiste de Beaune, conseiller et procureur du roy audit siège, a présenté le serment de fidélité que messire Léon de Beaumon, évesque de Saintes, a fait entre les mains du roy, et l'enregistrement qui en a esté fait à nos Seigneurs tenant la Chambre des Contes à Paris, dont il a requis que lecture soit faite pour estre ensuite enregistrée sur le plumitif de l'audience pour valloir et servir ce que de raison, lesquels actes ayant esté remis entre les mains du greffier qui en a fait la lecture, acte en a esté octroyé et ordonné que lesdits actes seront registrés pour valloir et servir ce que de raison dont expédition sera déliurée audit Seigneur Evesque.

Signé : DE GASCQ.

Extrait des Registres du Présidial de Saintes (du 9 avril 1718 au janvier 1721).

III

PROCÈS-VERBAL DE DECOUVERTE DE RELIQUES DANS L'ÉGLISE DU PETIT NIORT

Communication de M. Merle, avocat général.

Aujourd'hui trentième du mois de juillet mil sept cent trente trois, à la réquisition de messire Pierre Laverny, docteur en théologie, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Martin du Petit Niort, au diocèse de Saintes, nous, Jean-Pierre Mersier, avocat en la cour, juge sénéchal, civil et de police du marquisat de Mirambeau, en la dite paroisse, sommes transportés en l'église de la dite paroisse, ayant sous nous pour escrire, Jacques Faure, chirurgien juré, greffier par nous pris d'office, là étant, aurions

trouvé Jean Broyne, tailleur de pierre, habitant de la présente paroisse, Jean Plisson, maçon, aussi de la présente paroisse, Jean Blancheteau, de celle de Labaye de Plaine Selve en Vitrezay, desquels Broyne, Plisson et Blancheteau, avons pris le serment ; et moyennant icelluy nous ont dit et déposé que le jour d'hier, en démolissant le principal autel de la dite église, ils auraient trouvé au milieu du dit autel, perpendiculairement, au-dessous de la pierre sacrée une grosse pierre, pour laquelle enlever, ils furent obligés de se servir d'un levier, avec lequel ayant cassé un morceau de la dite pierre, ils s'aperçurent qu'elle était creuse, et l'ayant entièrement ôtée, ils virent dedans une bouteille cassée par les morceaux de pierre qui y étaient tombés en voulant l'enlever, dans laquelle ils virent aussi une petite fiole de la longueur d'un doigt et une espèce de cendre ou poussière, sans savoir ce que ce pouvoit être. La dite pierre est faite en espèce de châsse de la longueur de quinze pouces, de dix de largeur, toute unie, avec la couverture en forme de tombeau carré, élevé en bosse, qui était bien unie à la dite châsse par du ciment. La bouteille qui était dedans et qui a été cassée était de verre commun et pouvait contenir trois coquilles, le col un peu long à façon du pied d'un grand verre, et la petite fiole qui est assez épaisse est aussi de verre commun. Pour ce qui étoit de la dite poussière ou cendre qui étoit dans la dite bouteille, le dit sieur curé l'ayant faite examiner par les maîtres chirurgiens soussignés, ils ont déclaré que ce devoit être des ossements brûlés qui auroient été mis dans la dite bouteille. Les dits Broyne, Plisson et Blancheteau ont aussi déclaré avoir trouvé côte à côte de la dite châsse, une autre pierre de la longueur d'un pied, de cinq pouces de largeur, à laquelle ils auroient remarqué qu'il y avoit aussi pareillement une couverture toute unie et la longueur de quatre pouces et que leur curiosité les ayant portés à voir ce qu'il pouvoit y avoir dedans et de quelle matière elle pouvoit être, ils l'auroient ouverte et ayant aperçu que c'étoient des ossements, ils se contentèrent de donner trois petits coups de quelque instrument pointu à la couverture de la dite boîte et laissèrent la dite petite châsse avec la susdite sur le balustre du sanctuaire de la dite église, d'où l'une et l'autre châsse avec ce qui étoit dedans furent ôtées, le sieur curé absent, par messire Pierre Jendy, prêtre, vicaire de la susdite paroisse, lequel les ayant représentés au dit sieur curé, il a estimé que ce devoit être des reliques. C'est pourquoi

les ayant fait examiner, tant ce qui étoit dans la bouteille et fiole de la première châsse ainsi qu'il a été ci-dessus que ce qui étoit dans la seconde, il s'est trouvé que la boîte renfermée dans la dite seconde châsse est de plomb, mais très usé, dans laquelle étoient renfermés trois ossements que les mêmes maîtres chirurgiens ayant considéré en les regardant seulement, ont déclaré être les deux phalanges et l'os du métacarpe, tous contigus de l'index. Il s'est aussi trouvée dans la dite boîte de plomb, au-dessous des dits ossements, une petite plaque de cuivre carrée de la largeur d'un petit écu. Les dits chirurgiens ont remarqué les dits ossements et ne connaissent aucune altération.

Le dit sieur curé n'ayant nullement douté que ce ne fussent de véritables reliques, vu le lieu où elles ont été trouvées, les châsses où elles étoient renfermées et leur conservation saine et entière, malgré le laps de temps qu'elles peuvent y avoir été mises ainsi qu'on le peut conjecturer par la consommation de la dite boîte de plomb, n'ayant d'abord trouvé aucun vestige qui put lui découvrir ce que ce pouvoit être, il a enfin si souvent examiné la dite boîte de plomb qu'il a trouvé au-dessous de la dite petite plaque de cuivre ces lettres S A. avec l'abréviation marquée et ensuite un point après lequel il a aussi remarqué ces autres lettres qui se suivent sans séparation MARCI, il avoue néanmoins qu'il pourroit se tromper dans la lettre C de *Marci*, qu'il se pourroit faire que ce soit un T et qu'il pourroit y avoir d'autre lettre après I, que le sieur curé n'a pu découvrir, n'ayant pas cru devoir faire fourbir la dite boîte de plomb sans au préalable en avoir communiqué et reçu les ordres de Monseigneur illustrissime et révérendissime Esvaïque, le seigneur de Saintes. De tout ce que dessus en avons dressé le présent procès-verbal en présence de messire Anthoine Agard, docteur en théologie, prêtre et curé de la paroisse de Saint-Martial en Mirambeau, de M. Jean-Paul Martin, bourgeois marchand, Joseph Mercier, autre marchand, Benjamin Brard, Pierre Renond, autres soussignés, les dits Plisson et Blancheteau ont déclaré ne le savoir faire, de ce interpellé, les jours, mois et an que dessus.

LAVERNY, curé du Petit Niort ; AGARD, curé de Saint-Martial ; JEUDY, vicaire du Petit Niort ; MERSIER ; B. BRARD ; PELLIGNEAU, chirurgien juré ; FAURE, chirurgien juré ; RENOUL ; JEAN BROYNE ; MARTIN ; FOURCHAUD ; MERSIER ; MORINEAU, avocat en la Cour ;

BASCLE ; BASCLE ; BASCLE, fabriqueur ; BARRILLAUD, fabriqueur.

Léon de Beaumont, par la miséricorde de Dieu et grâce du Saint-Siège Apostolique, conseiller du roi en ses conseils, seigneur et évêque de Saintes, certifions qu'ayant fait examiner et examiné par nous-même, la boîte de plomb dont il est parlé dans les pages d'autre part, nous y aurions trouvé cette inscription : SCI MARTINI et que foi doit être ajoutée au présent procès-verbal qui a été fait à la requête du sieur curé du Petit Niort, le lendemain de la découverte des chasses y mentionnées. Donné au Petit Niort où nous serions rendu tant pour y administrer le sacrement de confirmation que pour y examiner par nous-même les faits contenus en celui et ordonner ce qu'il appartiendra, ce vingt-sept du mois de mars, mille sept cents trente quatre, sous le scel de nos armes et le seing de notre secrétaire, à ce pris d'office.

† LÉON, Evêque de Saintes.

Par Monseigneur,

(Signature illisible), prêtre, curé de Brie.

Sceau de l'Evêché.

Loco secretarii.

(Extrait des registres paroissiaux
du Petit Niort).

LIVRES ET REVUES

M. L. Sainéan, dans la *Revue des Etudes Rabelaisiennes*, 1912, discute longuement (p. 19-67), la question de savoir si, dans sa *Cosmographie*, Jean-Alfonse Saintongeais, a simplement transposé certaines parties de la *Suma de geografia* d'Enciso, ou si ce dernier lui a fourni le canevas sur lequel notre pilote a brodé les souvenirs rapportés de ses multiples voyages. Il arrive à cette conclusion (p. 65), que la *Cosmographie* est une traduction plus ou moins fidèle, souvent défectueuse et délayée de la *Suma* parue en 1519. L'ignorance du traducteur a fait subir aux noms propres de l'original des altérations inouïes, toute la nomenclature géographique y est rendue sous une forme arbitraire et fantaisiste. Sous le rapport philologique seul, l'ouvrage édité par M. Musset n'est pas dépourvu de mérite.

M. S. s'est en effet donné la peine de relever les termes saintongeais (p. 44-52). Seulement on est en droit de lui reprocher beaucoup d'inexpérience du parler saintongeais et de ne

connaître — ou ne citer — qu'une source d'information tout à fait insuffisante (p. 45 note).

Le jugement de M. S., d'ailleurs sévère sur Jean-Alfonse et son éditeur, notre confrère M. Musset, devra être confronté avec celui beaucoup plus bienveillant de M. Gilbert Chinard, maître de conférences à Brown University, dans son livre *l'Exotisme américain dans la littérature française au XVI^e siècle* (Hachette, 1911). Après avoir consacré quatre pages à Jean-Alfonse, « M. Musset, dit-il, a fort habilement fait le départ entre la tradition et la science dans la Cosmographie en reconnaissant que tout ce qui est description des continents et des peuplades de l'intérieur des terres n'a qu'une très faible valeur, mais que les renseignements de Jean-Alfonse sont d'une remarquable exactitude hydrographique et topographique quand il a navigué le long d'une côte. »

M. Chinard s'est davantage étendu sur Thévet, chez qui il trouve à glaner de précieuses indications (p. 85-103). « Pauvre écrivain géographe dépourvu de tout sens critique, qui accepte sans contrôle les pires légendes, quand il n'en invente pas de nouvelles, Thévet n'en est pas moins intéressant pour nous ».

Rabelais procure à M. Chinard de nombreuses observations. Il en est une que nous devons retenir, à cause de la grande oréance qu'elle a obtenue. Tout le monde dit et répète, sur la foi des anciens glossateurs, que le Lanternois de Rabelais n'est autre que La Rochelle. M. Paul Lemonnier réfute cette vieille et populaire identification dans la *Revue des Etudes Rabelaisiennes*, 1912, p. 313. Nous reproduisons son argumentation :

« M. Chinard écrit : « Comme nous savons que le Lanternois n'est autre que La Rochelle, la provenance de l'équipage n'est pas douteuse ». Tout indique, au contraire, que le Lanternois n'est pas La Rochelle. D'abord, s'il en était ainsi, les habitants de ce pays parleraient le français et non pas cette langue diabolique que Pantagruel regrette de ne pas connaître et dont Panurge donne un échantillon de quatre vers avec traduction « en vulgaire » (*Tiers Livre*, chap. XLVII). Ensuite Panurge, parlant du voyage projeté au Cathay pour consulter l'oracle à la dive bouteille, propose, d'après son ami Xenomanes de « passer par le pays de Lanternois et là prendre quelque docte et utile Lanterne, laquelle leur seroit pour ce voyage ce que fut la sibylle à Enéas, descendant es champs Elyséens. » (*Ibidem*).

Tous partagent cet avis, si bien que l'on hisse à la poupe de l'un des navires « une lanterne antiquaire faite industrieu-

sement de pierre sphengitide et spéculaire denotant qu'ils passeroient par Lanternois ». (*Quart livre*, chap. I). Or, de Saint-Malo, point de départ de l'expédition, les voyageurs filent droit sur l'Amérique du Nord, sans passer par La Rochelle.

Enfin, le navire marchand qu'ils rencontrent le cinquième jour de leur navigation, au-delà de Medamothi « faisant voile à horche vers eux » et contenant des François de Saintonge, entre autres Dindenault, de Taillebourg, vient de Lanternois. Or, bien loin de venir de La Rochelle, il se dirige vers la France, et l'un des moutons qu'il porte, précisément celui que va choisir Panurge, est destiné au seigneur de Cancale. Pantagruel s'informe auprès d'eux « de l'estat du pays et mœurs du peuple Lanternier, » il apprend que « sur la fin de juillet subséquent, estoit l'assignation du chapitre général des Lanternes, » et que, s'il y arrivait à ce moment-là, il verrait « belle, honorable et joyeuse compagnie de Lanternes » car « l'on y faisait grands apprêts, comme si l'on y deust profondément lanterner (*Quart livre*, chap. V début et VII fin).

Je ne vois dans tout ceci rien de relatif à La Rochelle. Si, comme on l'a pensé avec raison, ce « chapitre général des Lanternes » ne désigne nullement le Concile Trente qui est « mentionné plus loin sous le nom de Chésil et dont aucune session ne commença au mois de juillet », rien, d'autre part, ne nous autorise à voir dans le pays de Lanternois une allusion à La Rochelle, « la ville de la Lanterne par excellence, où la réforme naissante avait rencontré un terrain si favorable. » (A. Lefranc, *Navigations de Pantagruel*, p. 68-98). Si La Rochelle était bien connue des navigateurs par sa tour de la Lanterne, ce n'est pas à mon sens une raison suffisante de supposer que Rabelais a voulu désigner par le pays de Lanternois la ville de La Rochelle, ou même une colonie de Rochelais établie au Cathay.

Devons-nous conclure de ce que l'auteur du chapitre XXXIII du livre V, quel qu'il soit, a imaginé que Pantagruel, une fois rendu au port de Lanternois, reconnaît « sur une haute tour la lanterne de La Rochelle qui lui fit bonne clarté » ? Autant vaudrait dire que le Lanternois désigne en même temps les villes d'Alexandrie, de Nauplies et d'Athènes, parce que nos voyageurs aperçoivent aussi en abordant les lanternes « de Pharos, de Nauplies et d'Acropolis ». Il y a là une fantaisie tellement énorme qu'on perd son temps, je crois, à vouloir y découvrir coûte que coûte quelque réalité correspondante ».

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN 1915

AVIS ET NOUVELLES : Plaques; Budget.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : M. Jaumier; M^{re} Espalié de La Peyrade; M. de Reboul; M. le Dr Libouroux; M^{re} de Bonsonge; M^{re} de Grailly.

VARIÉTÉS : *Remarques sur l'église Saint-Pierre de Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud. — *Les Justices de paix de Saintes*, par M. Guérin.

DOCUMENTS : *Vieilles lettres de Saintes*.

QUESTIONS : Dom Patrouillot; Prénoms germaniques.

LIVRES ET REVUES : *Voyage au pays des sculpteurs romans*, de M. Forel; *Souterrains-refuges*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

M. de Lestrangé a proposé au Conseil général, qui en a approuvé le principe, la pose dans chaque commune du département de plaques portant les noms des soldats originaires de la commune morts pour la Patrie.

De son côté, le comité des réfugiés ardennais a demandé que dans chaque commune des départements envahis et en Belgique fut posé une plaque ou un petit monument relatant en français et en anglais le nom des victimes des atrocités commises dans la commune et le genre d'atrocités.

L'Illustration qui a publié depuis le mois d'octobre 1914 plusieurs compositions de M. Ch. Fouqueray, publie dans les n^{os} des 3 et 7 avril une relation de l'*Épopée de la brigade navale*, par M. Emile Vedel, avec croquis (sur nature) du même artiste.

BUDGET DE 1914

RECETTES :

En caisse le 1 ^{er} janvier 1914.	98	45
Cotisations	2.635	45
Vente de volumes	77	30
Escompte	11	90
Subvention du Ministre de l'Instruction publique.	400	»
Intérêts des fonds placés.	772	40
Total.	3.995	50

DÉPENSES :

Impression des bulletins	1.489	35
Employé	175	»
Concierge.	50	»
Assurance	21	»
Correspondance	78	05
Divers.	27	30
Ensemble.	1.840	70
Loyer à payer	200	»
Impôts à payer.	14	45
Total	2.055	15
En caisse le 1 ^{er} janvier 1915.	1.940	35

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

DÉCÈS

M. Fernand Jaumier, pharmacien à Rochefort, conseiller général, membre de la Chambre de commerce, est décédé à Rochefort, le 3 décembre 1914, âgé de 47 ans.

Le 28 février 1915, est décédée à Barbezieux M^{me} Auguste Espalié La Peyrade, née Françoise-Mélanie-Edilie-Ernestine Pasquier, âgée de 88 ans, belle-mère de notre confrère M. Anatole Laverny.

Le 26 mars 1915, est décédé, à Saint-Jean d'Angély, M. Aristide de Reboul, âgé de 79 ans.

Il laisse deux fils, MM. Maurice et Guy de Reboul.

Voir l'*Union nationale* du 1^{er} avril.

Le 1^{er} avril 1915, est décédé subitement à Rochefort, M. le docteur Libouroux, Aimé-Jean-Baptiste, médecin de la marine en retraite, médecin légiste, âgé de 59 ans.

Le 25 mai 1915, est décédée à Saintes, M^{me} Henri de Bonsonge, née Caroline de Boislinard, âgée de 67 ans. Elle laisse une fille unique, M^{me} de Saluces.

Voir *Revue*, tome XXX, p. 75.

Le 30 mai 1915 est décédée, à Poitiers, M^{me} Julie-Françoise-Marie Piet de Beaurepaire, marquise douairière de Grailly, âgée de 85 ans.

VARIÉTÉS

I

REMARQUES SUR L'ÉGLISE SAINT-PIERRE DE SAINTES

(Suite et fin)

II. — LE CLOCHER. — LA VIS TORTE

Le volume du clocher de Saint-Pierre a toujours frappé d'étonnement historiens et géographes qui ne manquèrent pas de le consigner dans leurs descriptions. Là encore les appréciations varient. Tandis que Nicolas Alain, à la fin du XVI^e siècle (1598), affirme qu'il n'y a rien de plus admirable en France (1), Golnitz (2), en 1635, assure que la supériorité de ce clocher sur les autres ne dépasse pas l'Aquitaine, mais Jacques Pichon (3), en 1678, reprend l'opinion d'Alain. Masse, en 1714,

(1) *Basilicam D. Petri cujus pinaculo non est aliud in Francia mirabilius De Santonum regione*, p. 22 de l'édition princeps, et p. 46 de l'édition L. Audiat.

(2) *Ulysses Belgico-Galliicus*. Pulchritudine operis atque artificii, præstantia cætera Aquitanie campanilia vincit, p. 631-32.

(3) *Archives*, tome VII, p. 440.

renchérit « un des plus gros massifs qui soit peut être au monde, » dit-il. L'abbé Lacurie (1), Massiou (2) s'emparent de la phrase, suppriment le dubitatif et substituent Europe à monde : « Sa tour, l'un des plus gros massifs qui soient en Europe », ce que L. Audiat a répété en rétablissant le prudent *peut-être*. Il est incontestable que la carrure de cette tour provoque un mouvement de surprise, mais sa masse n'est pas sans rivale.

« Les Bordelais sont très fiers de leur tour Saint-Michel, « le plus beau clocher qu'il y ait dans le royaume », disait on en 1752, « le plus bel obélisque de la terre, affirmait-on un peu plus tard ». « L'éloge est excessif peut-être : La tour n'a pas la mâle prestance du clocher vieux de Chartres ou du clocher de Vendôme, mais incontestablement cette construction de 23 mètres de largeur à la base et de 109 mètres de hauteur est d'une belle envolée. Vauban qui eut à s'en occuper parce que le clocher dominait un quartier de mutins jugeait que c'était une des plus belles pièces de l'Europe » (3).

Cette tour, on le sait, a été bâtie entre 1472 et 1492 par deux saintongeais, Jean Lebas et son fils. On a même supposé que ces deux architectes ont pu travailler à la nôtre. Quoiqu'il en soit, la tour Saint-Michel était et est certainement supérieure au clocher de Saint-Pierre, non pas en volume, mais parce qu'elle a une très haute flèche et qu'elle est plus élégante.

Il n'est toutefois pas commode de vérifier si aucun clocher est ou non égal en grosseur à celui de Saint-Pierre. On a publié beaucoup de clochers romans, on a fort négligé ceux des églises du XV^e siècle (4) ; on donne souvent leur élévation, jamais (ou très rarement) les dimensions de base (5). J'ai cherché, au cours de mes pérégrinations, si j'en découvrirais un comparable au nôtre. Plusieurs me parurent s'en approcher beaucoup, mais on comprendra combien il est difficile à un passant de se faire

(1) *Monographie de Saintes*, p. 159.

(2) *Histoire de la Saintonge*, tome I, p. 161.

(3) Brutails, *Guide illustré de Bordeaux*, p. 52. Il y a une erreur typographique. Cette base ne mesure que 21 m. 90 actuellement, après les réparations d'Abadie, et 17 m. 50 seulement avant (renseignement fourni par M. Brutails).

(4) Le *Manuel* d'Enlart notamment.

(5) Massiou a décrit ceux de la Charente-Inférieure ; *loco citato*.

une opinion exacte sans avoir les mesures. Or, il est impossible à un touriste d'avoir le temps et les moyens de lever un plan et de prendre des cotes. Aussi me suis-je arrêté au clocher qui me sembla le plus massif et qui me donna l'impression la plus vive d'égaliser ou de surpasser le nôtre (1). Je ne signalerai donc que le clocher-porche de Villefranche de Rouergne. Grâce à l'amabilité de l'architecte de la ville, M. E. Fage, qui s'est donné la peine de dresser un plan de la base de ce clocher, spécialement à mon intention, et de me l'envoyer, je puis établir une comparaison en toute connaissance de cause. Mon œil ne m'avait pas trompé, le clocher de Villefranche est un peu plus gros que celui de Saintes et le détrône du rang où une admiration irraisonnée l'avait élevé, de bien peu, toutefois, car, si le premier présente une base plus large, le second offre un cube de maçonnerie qui lui permet d'ambitionner une mention particulière parmi les plus gros clochers, surtout si notre imagination le coiffe d'une flèche d'une quinzaine de mètres. C'est pourtant cette énorme tour que les anciens prétendaient bâtie sur pilotis !

L'église de Notre-Dame de Villefranche se dresse dans un angle d'une place très pittoresque, fermée d'un côté par le mur de soutènement d'une rue, contre lequel s'érige un calvaire en fer forgé, et sur trois autres par les porches de vieilles maisons, hélas ! modernisées en partie (2) ; sa masse frappe d'autant plus que la place est fort petite, qu'on ne le voit pas de loin. On débouche sur un angle de cette place sans apercevoir le clocher. Aussi la surprise est-elle complète. C'est une construction de l'extrême fin du XV^e siècle, peut-être des premières années du XVI^e siècle, inachevée, tronquée, à rez-de-chaussée très élevé, surmonté d'un étage relativement bas, au-dessus duquel devait s'élancer une flèche de hauteur à peu près égale à celle du môle (3). Il

(1) J'espère que l'attention de nos confrères des sociétés archéologiques des départements, attirée sur ce point spécial, les portera à étudier les gros clochers du XV^e siècle de leur région.

(2) C'est grand dommage que des enseignes, des affiches, des annonces commerciales en grosses lettres dépoétisent cette gentille place. La municipalité devrait demander aux habitants ce petit sacrifice pour le plus grand plaisir des yeux.

(3) Le clocher de Belmont, achevé, est le frère de celui de Villefranche, aux dimensions près.

est formé par une tour carrée, montant droit, renforcée sur chaque angle par un énorme contrefort, à cheval sur l'arête, et ne mesurant pas moins, l'un de 5^m55, l'autre de 5^m80 de longueur, sur 3^m10 ou 3^m80 d'épaisseur.

A Saintes, les contreforts, moins épais, placés d'équerre, par deux; sur les angles, montent par étage en retrait les uns sur les autres, agrémentés de pyramidions, de filloles ou fillettes, comme on dit si gentiment à Bordeaux.

Le carré du clocher de Villefranche atteint 16 m. 60 dans un sens et 15 dans l'autre. A Saintes, il ne dépasse pas 14 mètres 50 centimètres. En comprenant les contreforts nous avons une base de 24 mètres dans les deux sens à Villefranche, et 19 mètres en longueur et 23 et 24 en largeur (1) à Saintes. Le porche mesure 10 mètres de large à Villefranche et 9 seulement à Saintes. Du reste, les plans ci-joints permettent à chacun de faire les comparaisons (2).

Si Villefranche l'emporte sur Saintes par son ampleur, Saintes domine Villefranche par son élévation et naturellement le cube de sa maçonnerie. Cependant, ce gros ouvrage si pataud, si lourd, si épais, vu de face, prend une allure presque élégante et svelte, mis à côté du clocher de Notre-Dame de Villefranche, tout d'une venue, et d'une nudité fatigante. (Pl. III).

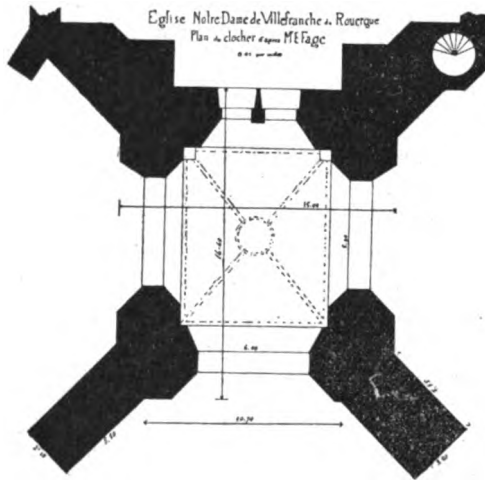


Le *Bulletin monumental* de 1913 (p. 158) a réfuté une erreur trop répandue que je rappellerai très brièvement, parce que

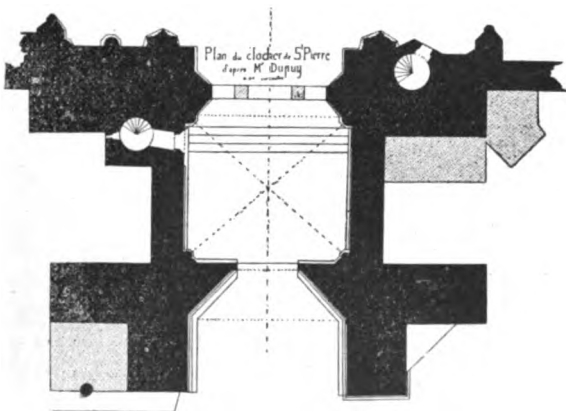
(1) Deux empiètements (sur le plan les parties grises) contribuent fortement à alourdir les assises inférieures. Ils semblent avoir été ajoutés pour combattre un affaissement, mais celui de gauche a été utilisé pour un usage particulier. On se rappelle que dans cet empiètement, entre les deux contreforts en équerre, on découvrit, il y a deux ans, une petite chambre, à hauteur d'un premier étage, qui communiquait jadis par une porte avec une maison, (sur l'emplacement de laquelle s'éleva la maison aujourd'hui démolie à son tour du sacristain), et que dans cette petite chambre il y avait, dans un angle, un trou carré ouvrant sur un long tuyau descendant dans une fosse au pied du clocher. Il a semblé que c'était une fosse d'aisance.

(2) Ces plans dressés à 1 centimètre par mètre, sont réduits au quart.

On m'avait signalé le clocher de Belmont (Aveyron) comme présentant une masse comparable. Il n'en est rien. M. le curé-doyen Marc a bien voulu m'écrire qu'à la base le clocher (1515-1524) n'a que 12 mètres de côté et 15 avec les contreforts. Ce sont à peu près les dimensions du clocher de Saint-Maixent que j'avais cru pouvoir concurrencer le nôtre. (Renseignements de M. Bourdais, architecte).



Plan du clocher de Notre-Dame de Villefranche de Rouergue



Plan du clocher de Saint-Pierre de Saintes

notre clocher est un exemple bien typique à l'appui de la critique. On a prétendu qu'une règle liturgique ne reconnaissait qu'aux églises cathédrales et aux abbatiales ayant abbé mitré, le droit d'avoir deux clochers sur la façade. Il n'en est rien. Saint-Pierre — s'il en était besoin — viendrait protester et proclamer qu'une cathédrale pouvait fort bien n'avoir qu'un seul clocher.

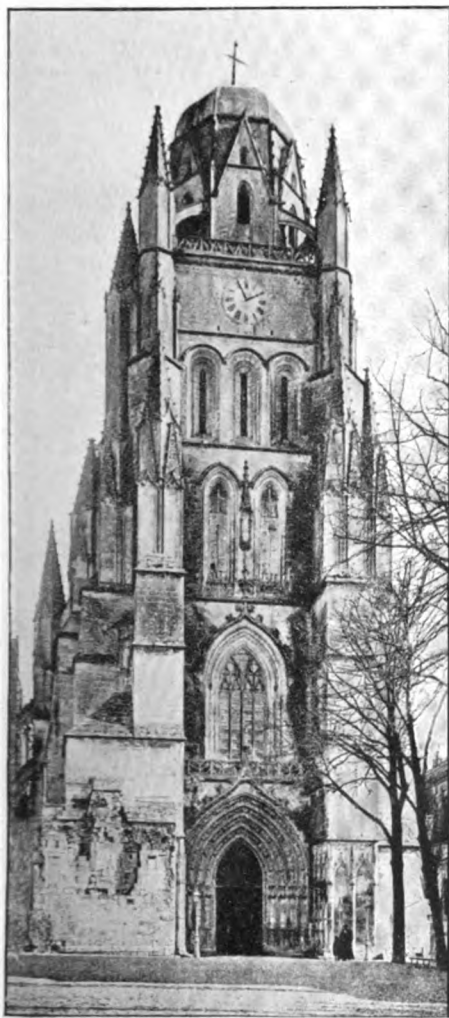
L'âge de ce clocher donne encore matière à débat. On a pu lire tout dernièrement dans un article sérieux (1) que notre portail datait du XVI^e siècle. C'est, en effet, une question délicate de déterminer l'époque exacte de sa construction et celle de la tour. Il faut distinguer entre le rez de chaussée et les étages supérieurs. Il semble bien qu'il y eût deux campagnes séparées par un intervalle de temps plus ou moins long que différents incidents locaux expliquent.

Les fenêtres cintrées du troisième étage témoignent d'un changement de style et par conséquent de direction. Elles sont bien du XVI^e siècle. Il en existe de semblables à Châteaudun, à Beaumont-sur-Oise qui sont franchement de la Renaissance. Mais est-ce une raison pour dire que toute la tour soit de cette époque ? Je ne le pense pas.

J'ai déjà eu occasion de discuter cette question et je n'ai pas modifié mon opinion. Je crois encore que le portail date du troisième quart du XV^e siècle. M. l'abbé Urseau (2) a publié des vitraux de Saint-Serge d'Angers décorés de prophètes de même inspiration que ceux du portail de Saintes. Comme les nôtres, ils sont logés dans des niches ajourées, sont vêtus de longues robes à plis cassés et multiples, et tiennent des philactères sur lesquels se lisent des inscriptions tirées de leurs livres presque les mêmes que les nôtres. Au surplus cet agencement est traditionnel et ne sortirait guère d'embarras, si le style des personnages n'apportait pas un moyen d'appréciation. Il est bien certain qu'à Angers, Amos, Johel, Osée, Zacharias et ses compagnons sont franchement Renaissance. La formule est bien pareille à la nôtre, mais les physionomies montrent qu'ils

(1) *Compte rendu du Congrès archéologique tenu à Angoulême.*

(2) *Les Vitraux de la Renaissance en Anjou* dans *Comptes rendus des séances du Congrès des sociétés des beaux-arts des départements*, 1905, p. 692.



Clocher de Saint-Pierre de Saintes



Clocher de Notre-Dame de Villefranche de Rouergue



appartiennent à une autre époque. Il n'y a aucun doute à cet égard.

L'interprétation de quelques-uns des personnages meublant les archivoltas de ce portail présente toujours des difficultés.

S'il est facile de deviner quel but poursuivait le clergé en mettant ces prophètes sous les yeux des fidèles, il n'est pas aussi aisé de comprendre à quelle pensée il a obéi en choisissant plusieurs des autres saints. L. Audiat en a donné une explication ingénieuse mais sans valeur (1).

Le thème des anges musiciens se retrouve ailleurs presque identique, avec les mêmes instruments : à Saint-Maclou de Rouen notamment. Là aussi, ils sont trop courts — comme à Saintes — mais sortent d'une main beaucoup plus habile.

Si nous exceptons les six saints locaux, saint Pallais, saint Trojan, saint Ambroise, saint Léonce, saint Eutrope — (j'ai fait remarquer plus haut que saint Vivien, le plus ancien des évêques connus après saint Eutrope, manque) (2) — si on excepte saint Yriex, qui est une dévotion chère aux deux évêques Guy et Louis de Rochechouart, si nous exceptons enfin saint Louis, de qui le choix s'explique suffisamment par la présence sur le trône de France d'un roi nommé Louis (Louis XI) et sur le trône épiscopal de Saintes d'un évêque prénommé Louis, nous devinons moins pour quelles raisons certains saints se trouvent ici à l'exclusion d'autres. Un hommage à la théologie a pu imposer saint Jérôme, saint Grégoire et saint Augustin. M. Mâle (3) a observé que saint Jérôme fut le patron d'élection de toute une classe d'hommes. Au temps où « l'imprimerie multiplia les *Lettres* et les *Traité*s du grand docteur, les clercs semblent avoir entrevu pour la première fois la vraie physiologie du saint. » Seulement, il est fort possible qu'à Saintes, les *Lettres* et les *Traité*s n'aient pas été une révélation pour ce haut clergé. L'évêque Louis de Rochechouart était un érudit.

(1) *Epigraphie Santone*.

(2) Cette omission est d'autant plus étonnante que le *Breviaire* de 1501 reproduit presque textuellement l'antienne du *Breviaire* du XIII^e siècle. On ne tenait donc pas à remonter jusqu'à lui.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1908, 1^{er} février, p. 668 ; *L'Art français de la fin du moyen âge*.

un orateur apprécié (1), qui réunit à son évêché deux cents manuscrits et correspondait avec les lettrés de son temps. Il devait connaître « cette âme orageuse que le moyen âge avait peu comprise.... Un tel saint devait séduire les clercs, savant comme eux, humaniste raffiné, exégète théologien. » Saint Grégoire pourrait bien être aussi là, en tant que patron du bas-chœur ou chantres.

M. Male, dans ce même article, a suggéré l'idée que parmi les saints affichés à la porte de nos cathédrales, on devrait trouver les patrons non seulement d'individus mais de corporations, de confréries, enfin les saints guérisseurs et préservateurs.

C'est dans cette dernière catégorie que nous pouvons classer la plupart des saints et saintes dont les statuettes ornent la voussure du portail. Nous manquons de notions précises sur l'existence à Saintes de corporations et de confréries de métiers au XV^e siècle. Saint-Jean-d'Angély en possédait, à Saintes, elles ne devaient pas manquer. L'abbé Lacurie (2) cite celles des bouchers et des couturiers, dont les patrons n'ont rien à voir ici. D'autres s'étaient constituées sans aucun doute.

L'industrie des tanneries et des teinturiers était florissante ; celle des potiers dans le pays et notamment dans une paroisse dépendant du chapitre, très prospère, il est infiniment probable que les artisans avaient créé des confréries. Le *Registre* du semi-chanoine Tabourin, et en supposant que les habitudes du XVI^e siècle remontaient au XV^e, ce qui n'est pas inadmissible, nomme une confrérie, celle de Saint-Jacques, dont les bâtonniers étaient chargés de veiller aux plaques d'or attachées à la chape portée par le trésorier à la procession de la Pentecôte (3). Il ne fait allusion à aucune cérémonie où figure une confrérie laïque ou corporation, mais il nous apprend qu'il y avait à l'intérieur de l'église une chapelle Sainte-Barbe et une dédiée à saint Sébastien qui nous révèlent, semble-t-il, l'existence de compagnies d'archers, d'arbalétriers, d'arquebusiers, et une dévotion envers le protecteur contre les épidé-

(1) Voir l'éloge que fait de lui en tête de son livre sur les maléfics Mamory, chanoine de Saintes.

(2) *Monographie de Saintes*, p. 68.

(3) *Recueil*, III, p. 125, 126.

mies. Une troisième chapelle, de Saint-Nicolas pourrait bien faire penser aux mariniens (1).

Il est fort possible que les saints du portail soient des protecteurs. Saint Maurice était invoqué contre la goutte. Sainte Catherine, à cause de la roue, était la patronne des meuniers, (— penser aux multiples moulins sur le pont —) des charrons et des potiers. Saint Blaise, qui avait un autel, était patron des tanneurs. Sainte Barbe était priée pour obtenir une bonne mort. Tout le monde connaît la puissance de l'intercession de saint Christophe contre la mort subite, la foudre et le canon, elle n'est pas expirée. Saint Laurent protège contre l'incendie, saint Clément contre les maladies des enfants, saint Eutrope contre la pendaison et l'hydropisie. Il avait sa place comme patron de la ville. A Tours, à Riom, il était patron des bouchers (2). Les femmes invoquaient sainte Marguerite contre la stérilité et les mauvaises couches. Aujourd'hui encore, à Amiens, les femmes enceintes vont, le 29 juillet, dans l'église de Saint-Acheul, se faire mettre la ceinture de sainte Marguerite pour avoir une couche heureuse (3). Saint Gervais corrige la néfaste influence de saint Médard. Saint Georges, patron des cavaliers, protégeait la floraison des vignes et nouait les fleurs de cerisiers en Anjou et en Bourbonnais du moins. La saint Sixte (6 août) donnait lieu dans l'église de Saintes à une cérémonie curieuse, d'autant plus remarquable que, dans certains diocèses d'Allemagne (4) on observait la même. A la messe, le prêtre bénissait des raisins, exprimait le jus de quelques grains dans le calice, puis on distribuait le reste aux assistants. Le missel saintais contenait une oraison spéciale (5).

(1) Notre-Dame-du-Puy, à côté de Saint Pierre, est l'indice d'une petite académie.

(2) A Saintes, ils avaient pour patron la Vierge Marie dont ils célébraient la fête de l'annonciation avec la leur. L'œuvre *loco citato*, p. 70.

(3) *Revue archéologique*, 1914, II. p. 173 : *Bulletin du Comité*, 1893.

(4) Cahier, *Caractéristique des saints*, au mot *raisin*

(5) Grasilier, *Recueil*, tome I, p. 131, d'après le manuscrit 16.309 de la Bibliothèque nationale (XIII^e siècle).

Cette oraison se retrouve dans le *Missale insignis ecclesiæ Sancto-nensis* imprimé à Poitiers par les frères Marnef (Bibliothèque de M. M. Martineau). *Benedicto uve. Benedic Domine et hos fructus novos uve quos tu Domine rore celi et inundatia pluviarum et temporum et serenitate atque tranquillitate acris ad maturitatem perducere dignatus es: et dedisti eos ad*

Outre cette double explication des saints guérisseurs et des patrons de corporations, il faut tenir compte des dévotions particulières, qui étaient nombreuses, ainsi qu'en témoignent les testaments. Le testateur recommande son âme à Dieu, à la « célestialle cour ». C'est la règle, mais souvent aussi il nomme des saints. Voici Jean de Maigné (1) — en 1464 — qui recommande son âme à Monseigneur saint Jean-Baptiste, à Monseigneur saint Jean évangéliste, à Monseigneur saint Pierre, à Monseigneur saint Paul, à Monseigneur saint Georges, à Madame sainte Catherine, à Monseigneur saint Michel, c'est-à-dire à huit saints et saintes, dont trois sont précisément sur notre portail, J'ai en main un testament de 1498 d'un maçon, originaire du Limousin, qui invoque Madame sainte Catherine et Monseigneur saint Michel, archange. Bien d'autres devaient avoir leurs dévotions particulières. Il n'est donc pas étonnant qu'à plusieurs titres ces saints et saintes fussent choisis.

Saint Michel, envers qui le XV^e siècle eût une grande dévotion, avait un autel dans l'église.

J'ai eu beaucoup de peine à compléter le nom découpé dans l'archivolte au-dessus d'un chevalier tout armé et portant au bras un écu chargé d'une croix et de quatre fleurs de lys. L. Audiat n'avait pas pu y parvenir, et j'avais dû y renoncer aussi dans ma notice dans *Saintes à la fin du XIX^e siècle*. Un plomb publié par Forgeais, comme venant de Vouvant, permet d'identifier ce personnage. Il s'agit de saint Julien. La statuette et l'enseigne sont pareilles. Ce saint est saint Julien de Brioude (2). A quel titre est-il là ? Je l'ignore encore. Mais c'est un argument nouveau pour soutenir que le portail n'est pas du XVI^e siècle. S'il avait été travaillé à cette époque, ce sont les évêques François et Julien Soderini, deux italiens, qui auraient assisté à cet ouvrage. Nous aurions un autre style et très proba-

usus nostros cum gratiarum actione percipere : in nomine Domini nostri J. C. Per quem hec omnia Domine semper bona creas....

Il aurait existé au XIII^e siècle une église dédiée à saint Sixte près de saint Eutrope. (*Pseudo-Turpin*, édit. Auracher, p. 25). Il me semble que ce pourrait être une chapelle cémétériale.

(1) *Archives*, tome I, p. 133.

(2) Les missels et bréviaires à l'usage de l'église de Saintes, fin XV^e, commencement du XVI^e siècle ne connaissent que saint Julien évêque.

Le sculpteur se serait-il trompé !

blement leurs patrons tandis que nous avons ceux des Rochecouart. On remarquera en outre, que le patron du pape régnant après 1470, saint Sixte, est figuré. De telle sorte que nous avons les saints patrons du roi, du pape, des évêques de Saintes vivant en même temps, tandis que plus tard, au XVI^e siècle, nous ne pouvons faire la même observation. Si saint Clément, pape, évoque le souvenir de Clément, pape en 1523, c'est trop tard pour notre portail.



LA VIS TORTE

Le petit escalier qui mène sur les voûtes est un excellent exemple de l'ascience des maçons en stéréotomie au XV^e siècle. Nous admirons la perfection avec laquelle l'un d'eux a évidé le noyau des marches, de manière que le jour parut de bas en haut. Cette vis torte, qui a eu pour bailleur de fonds un Vivonne, ainsi que l'indique un écusson placé au plafond, passe, à bon droit, pour une des curiosités de notre cathédrale.

J'en connais une cependant, peut-être un peu plus jeune, plus élégante, plus claire et bien plus étonnante. Le noyau des marches est mouluré en spirale, et chaque spire ou révolution est évidée au centre, de sorte que, comme à Saintes, en mettant l'œil au bas de la spirale, on voit le jour en haut. Il est à Barsac. Je n'en sais pas plus long, M. Brutails a négligé d'en dire le moindre mot dans ses *Vieilles églises de la Gironde*.



SAINT-PIERRE EN 1793

(Extrait des Registres du Directoire de Saintes)

Merle demande que le citoyen Fournier lui confie les clefs de la ci-devant église Saint-Pierre que le pétitionnaire a acquise et dans laquelle ledit Fournier a actuellement un magasin, attendu que ledit Merle, en acquérant cette église, s'est soumis à des réparations qu'il ne peut faire sans avoir la clef, sous l'offre qu'il fait d'indemniser ledit Fournier de tout le dégât que les réparations pourront occasionner.

Oui le syndic,

Nous renvoyons le pétitionnaire au citoyen Fournier que nous ne croyons pas assez peu souffrant et égoïste entiché de la morgue calotine pour refuser les clefs de la ci-devant église

dont il est question, puisqu'il sait qu'il est impossible au citoyen Merle d'exécuter les conditions qui lui ont été imposées pour l'acquisition qu'il a faite de cette même église sans y passer les matériaux, dès là surtout que le citoyen Merle dit lui avoir offert l'indemnité des dégâts qu'il pourrait faire aux cercles et barriques que Fournier peut avoir dans le passage qui conduit aux portes qu'il doit fermer. Si, par impossible, ledit Fournier, encore souillé de la morgue de l'égoïste calotin, se refuse à la présente invitation, le Directoire se réserve de prendre telle mesure révolutionnaire que les circonstances nécessitent pour débarrasser les Républicains de cette vermine pestiférée qui espère encore voir un jour la charlatanerie, les turpitudes et toute les honteuses momeries de leur secte infâme vendéiser toute la République. HILLAIRET, VANDERQUAND, MOUCHET, GODET, secrétaire.

Douces mœurs ! Combien il faisait bon vivre avec des gens de ce tempérament !

CH. DANGIBEAUD.

II

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Fin)

3^e Pichon-Beaupré (Nicolas-Louis).

Nommé par décret du 3 ventôse an XII (23 février 1804) premier suppléant de Saintes-Nord en remplacement de Brejon-Lamartinière, il le demeura jusque vers thermidor an XIII, époque où il quitta ce canton.

Nous croyons qu'il s'agit de Nicolas-Louis Pichon-Beaupré, qui paraît être fils de Jean Pichon (1), procureur du roi à la Monnaie, à La Rochelle, et de Marie-Suzanne-Victorine de La Croix. Après avoir lui-même rempli cette fonction et avoir été nommé assesseur du juge de paix de La Rochelle, on le trouve, en messidor an VI, homme de loi à Saintes, puis juge

(1) Jean Pichon, natif de Saint-Jean d'Angély, avait épousé à La Rochelle, le 5 mai 1740, Marie-Suzanne-Victorine de La Croix. (*Registres de Notre-Dame*. — *Contrat de Denorp* du 22 février 1740. — *Renseignements dus à M. Musset*.)

du tribunal du département de la Charente-Inférieure où il avait été nommé le 19 prairial an VII (7 juin 1799), en remplacement de Chesnier-Duchesne. Il cessa de l'être après la substitution des tribunaux d'arrondissement à ceux de département en l'an VIII, mais le 7 floréal an IX (28 mars 1801), il fut nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Saintes à la place de Pierre-Denis Maureau, appelé à siéger comme juge à Rochefort, et donna sa démission à une date qui nous est inconnue.

Il était, pensons-nous, administrateur de l'hospice de Saintes en l'an X, et domicilié alors section du Capitole, « dans la maison des ci-devant sœurs grises. »

Pichon-Beaupré était marié à Marie-Elisabeth Rançon (1) et devait être frère germain de Marie-Suzanne-Victoire Pichon, décédée à La Rochelle, sa ville natale, le 2 brumaire an X (24 octobre 1801). — Celle-ci épousa : 1° le 22 juillet 1771, Claude Beaupied, sieur du Mesnil, receveur général des domaines et bois de la généralité de La Rochelle ; 2° le 10 mai 1790, François-Louis-Joseph Havet, inspecteur des ponts et chaussées au département d'Eu en Normandie, puis ingénieur en chef des ponts et chaussées de la Charente-Inférieure, à Saintes.

4° Chesnier-Duchesne (François-Xavier-Alexandre).

Nommé par décret du 3 ventôse an XII (23 février 1804) second suppléant du juge de paix du canton nord de Saintes, en remplacement de Mollet, il n'accepta pas cette fonction.

François-Xavier-Alexandre Chesnier-Duchesne (2) était né à Saintes, le 25 décembre 1737, d'Alexandre Chesnier-Duchesne, marchand et juge de la Bourse, et d'Elisabeth Sauvinet.

Avocat au présidial, juge bailli de l'évêché, il acquit le greffe

(1) *Registres de la paroisse de Saint-Barthélemy à La Rochelle.* (Communication de M. G. Musset, à qui nous adressons nos sincères remerciements).

(2) Chesnier-Duchesne a été dénommé « Duchaine » simplement dans son acte de baptême inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Pierre ; « Chainier », dans son acte de mariage ; « Chesnier, sieur du Chesne » sur les registres du présidial et dans certains actes notariés. Son père a signé parfois « Chénier » ce qui a probablement fait dire à l'auteur des *Documents sur Saintes*, auquel nous en laissons la responsabilité, que « c'est d'une branche de cette famille qu'est sorti André Chénier. » D'après un acte de notoriété dressé par le juge de paix du canton nord de Saintes, le 8 juillet 1827, le nom patronymique des membres de cette famille serait « Chesnier du Chesne. »

de l'élection de Saintes de Benjamin Guillet, suivant acte de Pasquier, du 24 octobre 1763, et par autre acte de ce notaire du 31 janvier 1768, il céda cet office à Philippe Penard, praticien à Saintes.

Il fut l'un des officiers municipaux et syndic des administrateurs de l'hôpital général de Saint-Louis de Saintes (1787 à 1790). Député à l'assemblée des trois ordres de la Saintonge, il protesta contre l'incorporation de cette province à la Guyenne et demanda son érection en pays d'Etat (7 février 1789) (1), fut, avec Bernard des Jeuzines, Lemer cier et Dangibeaud du Pouyaud, chargé par le corps municipal de rédiger le cahier des doléances du Tiers-Etat (8 mars 1789) (2) et assista avec son ordre que présidait Leberthon, président du siège présidial de Saintes, à la réunion des trois ordres de cette sénéchaussée, en vue de l'élection des députés de la dite province aux Etats généraux (16 mars 1789). Nommé membre de la municipalité par les électeurs de Saintes, le 11 février 1790, il signa, le 20 avril de la même année, avec Garnier, maire, et les autres membres du conseil général de la commune, une adresse demandant à l'Assemblée nationale de rendre un décret déclarant que « la religion catholique, apostolique et romaine continuerait d'être la religion fondamentale de l'Etat. » (3) Le 22 juin 1790, nommé par la première assemblée électorale de la Charente-Inférieure l'un des 36 administrateurs du département, il fut, le 27 du dit mois, appelé par les suffrages de ses collègues à faire partie du directoire de ce même département et en fut élu vice-président le 31 janvier 1792. Son mandat ne lui fut cependant pas renouvelé par l'assemblée électorale tenue à La Rochelle le 2 septembre suivant. Modéré et libéral, et comme tel, véhémentement suspecté, il fut même arrêté pendant un voyage à Rochefort (20 octobre 1793), mais remis en liberté peu de temps après sans avoir été davantage inquiété (4). Après le 9 thermidor, il fut nommé par l'assemblée électorale du 20 vendémiaire an IV (12 octobre 1795) juge au tribunal du département. Atteint quelques jours après par la loi du 3 brumaire an IV

(1) Voir les *Etats Provinciaux de Saintonge*, par Louis Audiat, *passim*.

(2) *Etudes, documents et extraits relatifs à la ville de Saintes*, page 500.

(3) Lire le texte de ce document dans l'ouvrage de Louis Audiat : *Deux victimes des Septembriseurs*, page 141, note 2. Lille-Paris, 1897.

(4) Lettre de M. Chesnier du Chesne, de Paris.

(25 octobre 1795) comme parent d'émigré (1), il fut contraint de démissionner le 11 du même mois (2 novembre), mais après l'abrogation de cette loi, il fut réintégré dans la place, à laquelle il avait été appelé par « le vœu de ses concitoyens » et cessa d'être juge lors de l'organisation des tribunaux d'arrondissement (24 floréal an VIII-14 mai 1800).

F.-X.-Alexandre Chesnier-Duchesne mourut à Saintes, rue Saint-Maur, le 29 janvier 1810. Il avait épousé à Saint-Thomas-de-Cosnac, le 21 avril 1763, Jeanne Laplanche, fille de Jacques-Michel Laplanche, seigneur de La Chapelle, exempt de la prévôté et connétablie de France, et de Marie Heard (2). Il en eut plusieurs enfants dont trois seulement lui survécurent : A. François-Xavier-Ambroise Chesnier du Chesne, né à Saintes le 2 avril 1769, mort sur son domaine du Pérou, commune de Chérac, le 21 mars 1823, qui fut premier aide-de-camp de Charette, et qui, condamné à mort le 14 décembre 1805, échappa aux poursuites de la police de l'Empire (3). — D'une première union avec Françoise Rivoire, il avait eu Camille Chesnier du Chesne, retraité comme officier supérieur, père lui-même de Henri-Louis-Joseph Chesnier du Chesne (13 octobre 1834-† 1892), maire de la commune de Chargé (Indre-et-Loire), administrateur du journal l'*Union* et directeur, à Paris, du bureau politique du comte de Chambord. De son second mariage avec Marie-Angélique Brunet, il eut : 1° Marie-Léonide Chesnier du Chesne, épouse de Nicolas-Julien Creste, capitaine de voltigeurs ; 2° Ambroise Chesnier du Chesne, mort à la métairie du Lait, province de Cathaole (Louisiane), en 1871, laissant de nombreux enfants, parmi lesquels l'un de ses fils,

(1) Son fils aîné, en avril 1793, s'était joint aux Vendéens.

(2) Pour les *Laplanche* nous renvoyons à l'étude de M. André Chesnier du Chesne (*Revue de Saintonge* des 1^{er} février et 1^{er} avril 1915).

(3) Un rapport de police, en date du 9 vendémiaire an XIII (1^{er} octobre 1804), conservé aux Archives nationales, donne ce signalement de F. X. Ambroise Chesnier du Chesne : « Cinq pieds deux pouces au plus, très mince, teint bruni, la face coupée, point de favoris, cheveux châtains et une petite queue, front découvert. Son toupet est relevé de manière que le sommet de la tête est dégarni. Les yeux bleus, vifs et spirituels, un peu enfoncés. — Sourcils châtains, assez marqués. La bouche un peu enfoncée. Il lui manque deux dents sur le devant. Le nez assez long et le menton avancé. » (*Communication de M. A. Chesnier du Chesne, de Paris.*)

Sous la Restauration, il fut créé chevalier de Saint-Louis et anobli pour services rendus à la cause royale.

Xavier-Alexandre (1841-1889), épousa le 23 mars 1887, sa cousine Augusta, fille de Alexandre-Romain Chesnier du Chesne, qui suit, d'où notre confrère des *Archives*, M. André-Étienne Chesnier du Chesne, né à Saint-Maurice (Seine), le 27 janvier 1890 ; 3^e Alexandre-Romain Chesnier du Chesne, mort en 1886 à Bône (Algérie), où il était trésorier-payeur général, époux de Victorine-Julie Lalouette, dont trois enfants.

B. Alexandre Chesnier du Chesne, né à Saintes, le 3 mars 1773, colonel du 57^e de ligne, qui fut fait chevalier de l'Empire, officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, fut membre du conseil municipal de Saintes (1832 à 1835), et mourut célibataire dans son domicile, rue Saint-Maur (1), le 27 juin 1842.

C. Alexandre-Romain Chesnier du Chesne, né à Saintes le 9 septembre 1784, propriétaire à la Grande-Anglade, commune de Berneuil, décédé à Saintes, sans alliance, le 21 avril 1854 (2).

5^e Briault (Jean-Baptiste).

Nommé par décret de Napoléon I^{er}, empereur des Français, en date du 30 thermidor an XIII (8 avril 1805), premier suppléant de la justice de paix du canton nord de Saintes, en remplacement de Pichon-Beaupré, qui n'était plus domicilié dans le canton (3).

Jean-Baptiste Briault était né au Pradeau, paroisse de La Jard, le 9 décembre 1774, de René Briault, avocat au présidial de Saintes, qui devint président du tribunal civil de cet arrondissement, et de Anne Serizier, décédés, le mari à Saintes, le 19 juin 1810, à 66 ans, et l'épouse à La Jard, le 20 avril 1831, à 90 ans.

Au moment de la Révolution, il se fit soldat, mais « comme

(1) Cette maison, qui porte aujourd'hui les n^{os} 4 de la rue Saint-Maur et 16 de la place Blair, et qui provenait au colonel Chesnier du Chesne de ses père et mère, est aujourd'hui la propriété du frère de M. le docteur Armand, de Saintes.

(2) Voir sur les Chesnier du Chesne, *Revue de Saintonge* de novembre 1889, p. 382 ; — *Dictionnaire des familles du Poitou*, par Beauchet-Filleau, t. II, p. 418 ; — *Annales historiques d'Aunis, Saintonge et Poitou*, par Barbot de la Trésorière, p. 96. Paris, E. Allard, 1858.

(3) *Archives Nationales*, AF 10, 108-8.

sa vocation ne l'appelait pas à la vie agitée des camps (1) », il abandonna la carrière militaire et se retira dans sa propriété familiale de La Jard. — Le 11 vendémiaire an VI (30 octobre 1797), il s'unit en mariage, à Colombiers, avec sa cousine germaine, Marie-Rose Brudieu, née en cette localité le 16 juin 1773, fille de Charles Brudieu, bourgeois, et d'Anne-Marie Serizier.

Devenu maire de La Jard en août 1812, il démissionna en janvier 1817, mais resta néanmoins, premier conseiller municipal de cette commune, où il mourut le 5 janvier 1864.

De son union avec Marie-Rose Brudieu, décédée aussi à La Jard le 27 janvier 1857, Jean-Baptiste Briault eut un fils, le docteur René-Jean-Baptiste Briault, mort à Saintes le 28 janvier 1887, à l'âge de 83 ans, époux de Madeleine-Françoise-Catherine Hectorine Prieur. d'où : 1° Marie-Suzanne Briault, épouse de M. Pierre-Louis-Gustave Pétiniaud de Champagnac, qui fut sous-préfet de Saintes (10 mars 1863-23 octobre 1869) ; 2° et Madeleine Briault, mariée à M. Henry-Jean-François Baret des Cheizes, alors substitut du procureur de la République à Guéret.

6° Godet (Étienne-Paschal).

Nommé second suppléant du canton nord de Saintes, par décret du 30 thermidor an XIII, aux lieu et place de Chesnier-Duchesne, non acceptant, il prêta serment devant le tribunal civil le quatrième jour complémentaire de ladite année (21 septembre 1805).

Étienne-Paschal Godet, né à Étaules (Charente-Inférieure), le 15 avril 1770, était fils d'Étienne Godet, notaire à cette résidence, et de Marie-Anne Robin (2). Il fut lui-même notaire, d'abord à Saujon, du 1^{er} brumaire an VI au 26 fructidor an IX (4 novembre 1797-13 septembre 1801), ensuite à Saintes, du 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1801) au 19 février 1819, date où il eut Pierre-Elie Sellot comme successeur.

(1) Discours prononcé aux obsèques de Jean-Baptiste Briault, par M. Mériot, maire de La Jard (Voir *l'Indépendant de la Charente-Inférieure* du 12 janvier 1864).

(2) Marie-Anne-Robin était fille de François Robin, de Genouillé, et de Jeanne Esrable. (Lire au sujet de cette famille *Revue de Saintonge*, 1892, p. 398.)

Vers la fin de 1819 (1), il fut nommé juge de paix du canton de La Tremblade. Il remplit cette fonction jusqu'en 1830, puis il revint à Saintes, où il mourut sans postérité en son domicile, rue du Capitole, le 6 juin 1856, veuf en premières noces de Jeanne Matoulet, qu'il avait épousée à Pons, le 3 vendémiaire an VI (24 septembre 1797), et en second mariage de Françoise-Perpétue Sorin, décédée à Saintes le 12 janvier 1849, à 74 ans.

Il avait été, en 1812, secrétaire du conseil de fabrique de l'église Saint-Pierre de Saintes.

Godet tenait beaucoup, paraît-il, à ne pas être confondu avec Pascal; aussi dictait-il toujours *Pasch*. Grand batailleur, quand il était notaire à Saintes, rue Saint-Michel, il avait deux épées piquées au plafond de son cabinet, et, quand la discussion avec un client devenait trop vive à son gré, il prenait ses épées et disait à l'adversaire en lui en présentant une : « Allons, inutile de discuter plus longtemps, en garde ! (2) »

7° Voix (Louis-Mathieu-Isaac).

Nommé suppléant du canton nord de Saintes par ordonnance royale du 28 juillet 1819, en remplacement de Briault (3), démissionnaire; il remplit cette fonction jusqu'à sa nomination comme juge de paix de ce canton. (*Voir au chapitre des juges de paix.*)

8° Huvet (Louis-Charles).

Nommé suppléant du canton nord de Saintes à la place de Voix, le 2 juin 1824 (4), il donna sa démission le 3 mai 1825 (5), et devint juge de paix du canton sud de Saintes, en remplacement de Dangibeaud. (*Voir au chapitre des juges de paix.*)

(1) Le premier acte de Godet comme juge de paix est du 19 décembre 1819 et son dernier du 28 octobre 1830. (*Renseignements donnés par M. Paul Gaborit, juge de paix à La Tremblade.*)

(2) *Notes sur Saint-Pierre de Saintes de 1804 à 1900*, par M. Paul Drilhon, (*Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure*, t. XV, p. 429, note 4).

(3) *Archives Nationales*, BB 8, 229.

(4) *Archives Nationales*, BB 8, 311.

(5) Dans sa lettre de démission Huvet se donne les prénoms de « Louis-Charles », et dans le dossier relatif à sa nomination comme juge de paix, il est prénommé « Charles-Louis-Philippe-Néri. » (*Archives Nationales*, BB 8, 350, et BB 8, 536). On sait qu'il avait succédé à son père, notaire à Saintes, lequel avait lui-même acquis sa charge d'Augustin Dalidet, suivant acte de Bigot du 8 avril 1772.

9° Genet (Jacques).

Nommé le 16 décembre 1819 suppléant, après le départ de Godet. Démissionnaire vers la fin de 1835.

Né à la Coudrette, paroisse de Nieuil-les-Saintes, le 5 octobre 1785, Jacques Genet était fils de François-Christophe Genet, praticien et maire, décédé au même lieu, à l'âge de 38 ans, le 14 août 1792, et de Marie-Anne-Suzanne Richard, décédée à Saintes le 10 février 1829, à 70 ans. Après avoir fait son droit, il fut notaire à Saintes du 24 février 1817 au 16 octobre 1830, époque où il eut comme successeur David-François-Émile-Lovely Lambert, et obtint l'honorariat.

Il fit partie du Conseil municipal de Saintes de 1831 à 1837, et mourut, le 27 octobre de cette dernière année, à Villeneuve, commune de Saint-Romain-de-Benêt, à 52 ans.

Il s'était marié à Fontenay-le-Comte, le 20 août 1810, avec Agathe-Euphrasie Bernard, née à Saint-Martin-des-Fontaines (Vendée), le 13 avril 1792, fille de feu François-Augustin Bernard, propriétaire, et de Louise-Magdelaine Guillet, décédée à Fontenay le 2 avril 1809. Il en eut Suzanne-Euphrasie-Coralie Genet, décédée, sans alliance, le 25 avril 1863, à 51 ans, laissant pour légataire universel son oncle, Joseph-Benjamin Saucon, juge de paix de Saint-Agnant (Charente-Inférieure) (1).

10° Charrier (Pierre-François-Denis).

Nommé suppléant du canton nord le 27 juillet 1825, en remplacement d'Huvet (2). il prêta serment en cette qualité le 17 août suivant et resta en exercice jusqu'au 17 mai 1834, époque où il alla siéger au tribunal civil de Saintes comme juge-suppléant. Il succéda ensuite à Gobeloteau. (*Voir au chapitre des juges de paix.*)

11° Nourry (René).

Nommé suppléant le 22 janvier 1836, aux lieu et place de

(1) La mère de Genet s'était remariée le 16 septembre 1793 à Jean-François Saucon, marchand et maire à Nieuil-les-Saintes, né le 11 mars 1759, fils de Jean-Louis Saucon, régent, et de Rose-Catherine Févot, domiciliés à Lauzanne, canton de Berne, et décédé à Saint-Porchaire le 17 septembre 1811, d'où : a Joseph-Benjamin, Saucon, qui précède, époux de Jeanne-Victorine Martineau ; b et Jacques Saucon, pharmacien à Saintes, époux de Marguerite Richard.

(2) *Archives Nationales*, BB 30, 776.

Genet. Serment du 9 mars suivant. Démissionnaire en 1857.

Né à Chizé (Deux-Sèvres), le 30 thermidor an VI (17 août 1798), de Jean Nourry, maire de cette commune, et de Madeleine Granier, décédée à Chizé le 2 novembre 1811, René Nourry se rendit acquéreur de l'office de Jean-Baptiste Serph, notaire à Civray (Vienne), et après avoir exercé sa profession de 1823 à 1834, il céda son étude à Jean-Baptiste Guerguigne, plus tard sous-préfet, puis juge à Civray.

Nourry, au mois de septembre 1835, vint élire domicile à Saintes, où il habita, cours National, puis alla demeurer dans sa propriété du Chagnaud, commune de Fontcouverte, où il est décédé le 30 juin 1886, à 87 ans.

Nourry s'était marié deux fois :

A. Le 27 décembre 1826, à Saint-Savinien, avec Rose-Angélique Oré, née à Rochefort, le 16 thermidor an XI (1^{er} août 1803), décédée à Saintes, le 13 mai 1855, à 51 ans, fille de Jean Oré, capitaine de frégate, et de Angélique-Marie Fourré, décédés à Rochefort, le mari, le 9 janvier 1808, et la femme, le 2 mars 1816, d'où Jean Camille Nourry, né à Civray, le 6 janvier 1828, employé de commerce, qui, le 17 juillet 1854, épousa, à Saintes, Clémence-Pauline Gobeau, décédée à Saintes, le 10 décembre 1864, fille de Jean-François Alexandre Gobeau, capitaine de frégate en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, et de Adélaïde-Pauline le Bailly de Falaise, dont Jeanne Félicie-Angèle Nourry, mariée le 27 juillet 1880, avec Joseph-Marie-Eutrope Gobeau, commis-greffier au tribunal de première instance de Saintes.

B. Le 5 juin 1857, à Saint-Savinien, avec Elisabeth Bertet, fille de Jean Bertet, et de Ursule Mounier, née audit lieu, le 25 janvier 1831, morte à Fontcouverte, le 25 juin 1914, d'où : 1^{er} Marie-Jeanne Nourry, mariée à Fontcouverte, le 19 juin 1882, à Louis-Léon Gaucherel, rédacteur au ministère de la justice, fils de Emile Lambert Gaucherel, major d'infanterie, commandant la place de l'île de Ré, et de Marguerite Louise Laviaille (1); 2^e Louis-Fernand Nourry, propriétaire-agriculteur et conseil-

(1) Lambert Emile Gaucherel, né à Paris, le 12 février 1813, mort à Saintes, le 11 janvier 1885, avait épousé en cette dernière ville, le 11 octobre 1847, Marguerite-Louise Laviaille, fille de Louis Alexis Laviaille, ancien vice président du tribunal civil, et de Marguerite Senné, fille elle-même de Pierre Cosme-Senné, en son vivant procureur au présidial de Saintes. Il était frère

ler municipal, marié en ladite commune à Elise Dalibert ; 3° Marie-Berthe Nourry, qui a aussi épousé à Fontcouverte, le 8 juillet 1889, Louis-Gustave Gaucherel, clerc de notaire à Saintes, frère germain de Léon Gaucherel, qui précède.

12° Chassereau (Antoine-Aimé).

Nommé suppléant, le 22 janvier 1836, en remplacement de Charrier, démissionnaire, il prêta serment le 4 mai suivant et exerça cette fonction jusqu'à sa nomination comme juge de paix.

Né à Cozes, le 11 floréal, an II (4 avril 1794), Antoine-Aimé Chassereau était fils de Jean Chassereau, marchand, natif du Dondon (côte et ile de Saint-Domingue), et de Thérèse Chassereau, décédés à Cozes, le mari, le 11 mars 1846, à 74 ans, et la femme, le 24 août 1831, à 59 ans.

Médecin à Rioux, il épousa, le 31 janvier 1820, Marie Fabre, née en ce bourg, le 3 juillet 1785, de Pierre Fabre, maître chirurgien, et de Marie Gautret, et décédée au même lieu le 6 juillet 1855.

Il était suppléant lorsque le juge de paix de Gémozac, Pierre Gautret, ayant été mis à la retraite, il fut nommé à sa place, le 19 février 1839, et occupa ce poste jusqu'au 3 avril 1848, époque où Beaurepaire Vanderquand, ancien notaire à Saintes, lui succéda en vertu d'un arrêté du gouvernement provisoire de la République, pris le même jour.

Chassereau se retira alors à Saintes et y mourut en son domicile, rue Notre-Dame, le 5 mars 1860, âgé de 65 ans.

13° Arnould (Pierre-Marc).

Nommé par ordonnance du 7 mars 1840 suppléant en remplacement de Chassereau. Serment du 31 du même mois. Démissionnaire en 1872.

Né à Saintes, le 17 février 1810, Pierre-Marc Arnould, était fils de Marc Pierre-Philippe Arnould, avoué, et de Catherine-Rose-Hermine Heard, décédés à Saintes, le mari, le 1^{er} décembre 1818, à 34 ans, et la femme, le 26 avril 1855, à 68 ans.

de Léon-Michel Gaucherel, l'artiste graveur et peintre bien connu. (Voir sur la famille Gaucherel *Revue de Saintonge*, de mars 1905, page 75, et sur le commandant Gaucherel un article nécrologique de M. l'abbé Vallée, dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, 3^e série, tome I, page 94).

Il fut avocat, puis banquier à Saintes. (Voir, au surplus, sur lui au chapitre des juges de paix du canton nord).

14° Drilhon (Paul-François).

Nommé suppléant par décret du 6 février 1858, aux lieu et place de Nourry, démissionnaire, il prêta, à ce titre, serment, le 15 du même mois, devant le tribunal civil et resta en exercice jusqu'en novembre 1885.

Né à Saintes, le 29 novembre 1825, Paul-François Drilhon était fils de Pierre Jérôme Drilhon, avoué en cette ville, et de Marie-Joséphine Patour.

Licencié en droit, avocat au barreau de Saintes (septembre 1848), il succéda à son père, le 5 mai 1851, et céda son office, le 13 novembre 1885, à un saintais. Eutrope-Louis Magné, ancien avoué à Civray.

M. Drilhon, qui s'était vu conférer l'honorariat, est décédé en son domicile à Saintes, rue de l'Ancien-Palais, n° 23, le 19 juin 1911, à 85 ans, laissant la réputation d'un lettré.

Il appartenait à une vieille famille de la Saintonge, jadis nombreuse autant qu'honorée, qui tint dans notre ville une place considérable pendant tout le siècle écoulé (1).

Il avait épousé, le 19 octobre 1863, à Laleu-La Rochelle, M^{lle} Marie-Adélaïde Béraud, fille de Antoine-Emile Béraud, ancien agent de change, décédé à La Rochelle, le 31 octobre 1882, et de Jenny-Caroline-Léocadie Chessé, morte à Paris, le 4 juillet 1844. De cette union vinrent : a. Paul Drilhon, commissaire principal des troupes coloniales, chevalier de la Légion d'honneur, marié à M^{lle} Marie-Jeanne Destanne de Bernis, fille d'un ingénieur de Paris ; b. Pierre Drilhon, licencié en droit, directeur de l'agence de la Société générale à Pau, marié à M^{lle} Madeleine Strauss, fille d'un négociant de Tonay-Charente ; c. Claire-Noémi-Marie Thérèse Drilhon, épouse de M. Gustave-Marie Renou, avocat à Nantes ; d. Joséphine-Noémi Drilhon, épouse de M. Gabriel-Alfred-François Guillet, propriétaire aussi à Nantes.

15° Brudieu (Philippe-Ferdinand).

Nommé second suppléant du juge de paix du canton nord de Saintes, en remplacement de Marc-Arnauld, démissionnaire,

(1) On trouve la famille Drilhon établie à Barbezieux dès 1668. (*Rôles Saintongais*, par Th. de Brémond, d'Ars, p. 225. Niort, L. Clouzot, 1869).

(décret du 25 mars 1872). Serment du 9 avril suivant. Installation du même jour. Il exerça cette fonction jusqu'en 1879.

Né à Colombiers, canton sud de Saintes, le 1^{er} mars 1833, Philippe-Ferdinand Brudieu était fils de Benony Brudieu, propriétaire à la Blaudière, en cette commune, et de Catherine Tarin, morts tous les deux à Colombiers, le mari, le 3 septembre 1878, et la femme, le 21 septembre 1835.

Après avoir été principal clerc à Bordeaux, il succéda à Camille Guédon, avoué à Saintes (décret du 20 juin 1861), prêta serment le 8 juillet suivant, et céda ensuite sa charge à Emile Fournat, avocat à Saintes, qui fut nommé à sa place le 16 avril 1864.

Brudieu mourut subitement en son domicile à Saintes, rue des Notre-Dame, n° 49, le 11 janvier 1891. « C'était un homme bon, aimable et d'un caractère enjoué. » (1).

Il avait épousé à Bougneau, canton de Pons, le 16 juin 1862. Marie-Anne-Adelphine Dumorisson, née le 22 juillet 1844, fille de Jacques-Frédéric Dumorisson, décédé le 17 juillet 1858, et de Catherine Chassereau.

De cette union naquit, à Saintes, le 2 avril 1863, Delphine-Jeanne Magdeleine-Anne Brudieu, morte en cette ville, le 24 février 1885, après avoir épousé, le 10 novembre 1881, Louis-Marie-Paul Julien-Lasferrière, aujourd'hui médecin principal de marine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, premier adjoint au maire de Rochefort-sur-mer et conseiller d'arrondissement de cette ville, né à Saintes, le 21 mars 1859, de Laurent-Marie-Marcellin Julien-Lasferrière, négociant, décédé à Neuilly-sur-Seine, le 8 décembre 1905, et de Marie-Louise Dumorisson.

16^e Brunaud (Marie-Paul).

Nommé suppléant, le 17 juillet 1879, en remplacement de Brudieu, il prêta serment le 28 du même mois, fut installé le 1^{er} août suivant et exerça cette fonction jusqu'au 10 janvier 1884, date de sa nomination comme juge suppléant au tribunal civil de notre arrondissement.

Marie-Paul Brunaud, est né à Saintes, le 8 février 1842, d'Adolphe-Joseph Brunaud, avoué, et d'Hortense-Félicité-Louise Deaubonneau, décédés, l'un et l'autre, en cette ville, le

(1) *Moniteur de la Saintonge* du 15 janvier 1891.

mari, le 29 octobre 1889, et la femme, le 5 juillet 1852. Licencié en droit (12 août 1863), avocat stagiaire au barreau de sa cité natale (10 novembre de la même année), inscrit au tableau de l'ordre (12 novembre 1866), Brunaud succéda à son père comme avoué, le 8 mai 1867.

Conseiller municipal de Saintes, le 9 janvier 1881, il fut premier adjoint au maire de cette ville pendant 12 ans.

Mutualiste fervent, il demeura président de la 250^e section des *Prévoyants de l'Avenir* depuis le 24 novembre 1887 jusqu'à la fin de sa vie, et se vit décerner, le 30 novembre 1905, la médaille de la mutualité.

Il était membre de la Société botanique de France, de la Société Royale de botanique de Belgique, et il est l'auteur de nombreux travaux botaniques et mycologiques, publiés dans les *Actes de la Société Linéenne*, de Bordeaux, le *Bulletin de la Société botanique de France*, etc.

Il avait obtenu les palmes d'officier d'Académie, le 4 mai 1889, et la rosette d'officier d'Instruction publique, le 27 mai 1899.

M. Brunaud avait épousé, à Rochefort, le 22 avril 1872, M^{lle} Madeleine-Augustine-Thérèse Proust, fille de François-Joseph-Constant Proust, ancien pharmacien civil de 1^{re} classe, et de M^{me}, née Esther Constant Pros, morts tous les deux, à Rochefort, le mari, le 3 mai 1889, et la femme, le 28 janvier 1864.

Il est décédé à Saintes, en son domicile, cours National, n° 77, le 6 mars 1913, sans laisser d'enfants.

17^e Guimaron (Bernard-François-Amable).

Nommé le 18 février 1884 suppléant du canton nord de Saintes, en remplacement de Paul Brunaud, il prêta serment le 25 de ce mois, fut installé le 7 mars, et donna sa démission en 1897.

Bernard-François-Amable Guimaron est né à Mirambeau, le 14 septembre 1844, de François-Amable Guimaron, ancien maître de poste, et de Jeanne-Séraphine Duc, décédés, le mari, le 12 janvier 1854, à Saintes, la femme, le 24 août 1845, au Petit-Niort, commune de Mirambeau.

Après avoir obtenu le diplôme de licencié en droit devant la Faculté de Paris (13 août 1869), il fut clerc de M^e Carot (1870-1878), se rendit cessionnaire de l'office d'avoué de Fournat, qu'il remplaça en vertu d'un décret du 11 février 1879, prêta

serment en cette qualité devant le tribunal de première instance, le 19 du même mois, et eût pour successeur M. Ferrand, en 1892.

Il a été conseiller municipal de Saintes, du 9 janvier 1881 au 4 mai 1884.

M. Guimaron s'est marié à La Rochelle, le 25 novembre 1867, avec M^{lle} Marie-Louise Guillemet, fille d'Alexandre Guillemet, décédé en cette ville, le 25 novembre 1863, et de Clara Dero-magné, d'où Marie-Marguerite Guimaron, née à Saintes, le 21 octobre 1871, y décédée le 20 janvier 1902, laquelle de son mariage (22 août 1891) avec Pierre-Marie-Etienne Remy-Martial Barhot, alors juge suppléant au tribunal civil de Saintes, décédé à Saint-Louis, le 12 novembre 1895, conseiller à la Cour d'appel du Sénégal, a eu une fille unique, Odette, née à Châtellerault, le 13 octobre 1892.

18° Piron (Pierre-Emile).

Nommé suppléant, le 12 novembre 1885, aux lieu et place de Paul-François Drillhon. Serment du 23 dudit mois. Installation du 4 décembre suivant.

Né à Guitres (Gironde), le 5 octobre 1819, d'Antoine-Justin Piron, quincaillier, et de Marie-Amélie Lautrète, M. Pierre-Emile Piron, après avoir été greffier, puis suppléant du juge de paix du canton nord de Saintes, fut nommé successivement au Château d'Oléron (19 décembre 1885), à Tonnay-Charente (10 décembre 1892) et à Rochefort sur-mer (canton nord), sa résidence actuelle (30 novembre 1895).

Il a, le 26 juillet 1875, épousé, à Colombiers, M^{lle} Louise Chausserouge, née en cette commune, le 6 septembre 1855, décédée à Rochefort, le 1^{er} novembre 1901, fille de M. André Chausserouge, propriétaire et maire de Colombiers, et de Madeleine Lys, décédés, le mari, à Pont-l'Abbé d'Arnoult, le 23 février 1903, et la femme, à Saintes, le 11 août 1899.

De son mariage est issue Marguerite-Madeleine Piron, née audit Colombiers, le 30 décembre 1878, qui s'est mariée à Rochefort, avec M. Edmond Quinaud, fils de M. Alban Quinaud, propriétaire et adjoint au maire de Colombiers (1897-1904), et de dame Marie Renaud.

19° Babinot (Pierre-Ferdinand).

Nommé suppléant le 16 février 1886 en remplacement de Piron. Serment du 2 mars suivant. Installation du 10 dudit mois.

Né au Maine-Garnier, commune de Chérac, le 11 janvier 1854, M. Pierre-Ferdinand Babinot est fils de Pierre Babinot, propriétaire-agriculteur, décédé à Chérac, le 1^{er} juillet 1884, et de M^{me}, née Adélaïde-Marguerite Charron, morte à Saintes le 18 octobre 1886.

Licencié en droit (19 mars 1875), il succéda à M^e Philipon, notaire à Saintes, le 4 août 1883, prêta le serment requis le 13 du même mois et céda son étude à M^e Rouyer, ancien notaire à Airvault, qui fut nommé à sa place par décret du 17 octobre 1900. Il fut inscrit ensuite au tableau de l'ordre des avocats de Saintes du 22 octobre 1908 à la fin de 1911.

Entré au conseil municipal de cette ville lors de l'élection complémentaire du 27 octobre 1901, il est demeuré 1^{er} adjoint au maire depuis le 10 novembre suivant.

Il a été élu président de la société de gymnastique la *Santone*, le 12 janvier 1906, après la démission de M. Vacquier.

M. Babinot a épousé, à Saintes, le 10 mai 1887, M^{lle} Marie-Madeleine Routier, fille de M. Emile Routier, percepteur retraité des contributions directes, décédé en cette ville le 3 novembre 1895, et de M^{me}, née Marie-Magdeleine Million, dont trois filles.

20^e Pinasseau (François).

Nommé suppléant le 25 janvier 1898 en remplacement de Guimaron. Serment du 8 février suivant. Démissionnaire le 3 décembre 1903, lorsqu'il a quitté Saintes pour se fixer au Petit-Saint-Germain, commune de Chevanceaux.

Né à Angoulême le 11 juin 1847, M. François Pinasseau est fils de François Pinasseau, commis négociant, plus tard agriculteur, et de M^{me} née Catherine Boilevin, décédés, le mari, à Saintes, le 7 janvier 1895, et la femme à Angoulême, le 18 novembre 1847. Après avoir fait ses études au lycée de sa ville natale, où il fut, en 1864, lauréat du premier concours académique de province (1^{er} accessit d'histoire), il se fit recevoir à Poitiers bachelier ès-sciences (août 1864), puis licencié en droit (13 avril 1872). Il fit son stage notarial successivement à Angoulême, en l'étude de M^e Deforge, et, à Paris, en celle de M^e Carré, après quoi, il se rendit cessionnaire de l'office de M^e Lambert, notaire à Saintes (décret de nomination du 8 mai 1875) ; le 9 juin 1899 il eut M^e Bourcy pour successeur et fut nommé notaire honoraire le 31 mars 1900.

Durant son exercice, il a été président de la chambre de

discipline de sa corporation dont il fit partie pendant 15 ans, et est actuellement vice-président honoraire du comité régional des notaires de la cour d'appel de Poitiers, à la fondation duquel il a eu l'honneur de présider.

Il a été inscrit au tableau des avocats du barreau de Saintes depuis le 11 août 1899 jusqu'en 1903.

M. Pinasseau s'est beaucoup occupé de questions d'éducation physique. Il a été l'un des fondateurs de la société de tir du 137^e territorial d'infanterie (1877) et de la société de gymnastique la *Santone* (9 novembre 1880), qu'il présida du 21 novembre 1895 à fin avril 1899, époque où il donna sa démission, et dont il est président d'honneur depuis le 9 novembre suivant. Il a contribué à la formation de l'*Association régionale des Gymnastes des Deux-Charentes*, qu'il a dirigée comme président (1886 à 1897) et dont il est l'un des trois membres d'honneur.

Il a été promu officier d'Académie (21 mai 1888) et de l'Instruction publique (5 avril 1901).

Il s'est marié à Chevanceaux le 26 février 1876, avec M^{lle} Marie-Thérèse Chassaigne, fille de M. Pierre Chassaigne, propriétaire-agriculteur, décédé le 8 avril 1866 en cette localité, et de M^{me}, née Marguerite-Clémence Fauconnier, morte à Saintes le 5 mai 1891. De cette union sont issus 9 enfants, 8 survivants, 4 garçons, 4 filles mariées, dont 12 petits-enfants.

21^e Guyonnet (Jean, dit Alban).

Nommé suppléant le 2 décembre 1904 en remplacement de M. Pinasseau. Serment du 20 du même mois. Installation du 23 dudit décembre.

Né à Périgueux le 25 août 1858, M. Jean Guyonnet, en famille Alban, est fils de M. Marcellin Guyonnet, maître de forges, décédé à La Rochefoucauld (Charente), le 29 septembre 1910, et de M^{me}, née Anne-Alexandrine Desroches, décédée à Périgueux avant son mari.

Ancien principal clerc de MM. Murat et Gadaud, avoués à Périgueux, il acquit l'office de M^e Charles Longueteau, auquel il succéda le 13 octobre 1888, et prêta serment le 23 dudit mois.

Il est conseiller municipal de Saintes depuis le 27 octobre 1901 et a été promu officier d'Académie le 28 janvier 1906.

Il s'est marié à Toulouse, le 29 octobre 1885, avec M^{lle} Marie-Hortense Chabod, fille de M. Quentin-Félicien Chabod, négociant, et de M^{me}, née Anne Ratinaud, dont trois enfants : 1^e Gene-

viève; 2° Georges, étudiant en médecine, médecin auxiliaire au Perreux, près de Nogent-sur-Marne depuis la guerre actuelle; 3° Paul, soldat au 81° d'infanterie, qui, le 20 avril 1915, a reçu plusieurs blessures à Beauséjour.

B. — *Canton Sud.*

1° *Servant (Elie-Jacques).*

Nommé, lors de l'institution, premier suppléant de la justice de paix du second arrondissement, ou canton sud de Saintes, il le demeura jusqu'à son décès.

Né à Saintes, paroisse de Saint-Pierre, le 7 août 1749, Elie-Jacques Servant était fils de Jacques Servant, marchand chaussetier, et de Magdeleine Pain. Il succéda comme procureur au présidial de Saintes à François Marchant, décédé, dont il avait acquis l'office de Luce Mareschal, sa veuve, par contrat devant Bigot, notaire à Saintes, du 23 août 1775. — Devenu avoué près le tribunal du district de Saintes, après la Révolution de 1789, il vit sa charge supprimée par la loi du 3 brumaire an II (24 octobre 1793), fut alors défenseur officieux, puis rétabli dans sa fonction par une autre loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) (1).

Il mourut à Nieuil-les-Saintes, le 18 novembre 1812, à 63 ans. Il avait épousé, à Retaud, le 17 février 1778, Suzanne-Rose Arnould, décédée à Saintes, le 25 nivôse an XIII (15 janvier 1805), fille de Marc-Michel Arnould, notaire royal, et de Catherine Cornilier, morts à Retaud, le mari, le 11 octobre 1785, et la femme, le 17 octobre 1788. Il eût de cette union plusieurs enfants, dont deux survécurent seuls à leurs parents : a) Joséphine-Rose-Magdeleine Servant, née à Saintes, le 19 mars 1779, célibataire, b), et Pierre-Elie-Jacques-Ferdinand Servant, né à Saintes, le 4 avril 1784, qui, après avoir été employé à la Préfecture de l'Ourthe, en résidence à Liège, mourut le 6 fé-

(1) La loi du 20 mars 1791, qui abolit la vénalité des offices, donna le nom d'avoués aux procureurs. Le 3 brumaire an II, la Convention les supprima. Mais, des abus s'étant produits, la loi du 27 ventôse an VIII rétablit ces officiers ministériels à qui celle du 28 avril 1816 accorda le droit de présenter leurs successeurs.

vrier 1832, à Péronne, directeur en chef des subsistances pour l'armée du Nord (1).

2° Fragneau.

Nommé dès l'origine second suppléant de la justice de paix du canton sud de Saintes, il exerça cette fonction jusque vers l'époque où il eût Drilhon pour successeur.

Malgré nos recherches, nous n'avons pas pu identifier ce Fragneau.

3° Giraudias (Jean).

Nommé suppléant, par décret du 14 janvier 1813, à la place de Servant, il prêta serment, en cette qualité, le 9 février suivant, fut confirmé dans cette fonction, sous la Restauration, aux termes d'une ordonnance du 9 juillet 1823, et dut prêter un nouveau serment le 13 août de la même année. Démissionnaire le 24 juillet 1844.

Né à Villars-les-Bois, canton de Burie, le 27 août 1765, de Jean Giraudias, scieur de long, et de Marie Garreau, Jean Giraudias fut avoué près le tribunal de première instance de Saintes, céda sa charge à Poirier, qui va suivre, en 1843, et mourut en cette ville le 9 septembre 1846, à 81 ans.

De son mariage avec Marie-Thérèse Coutanceau, originaire de Saint-Jean-d'Angély, décédée à Saintes le 15 avril 1837, il eut plusieurs enfants, parmi lesquels : 1° Charles-Augustin Giraudias, né à Saintes le 17 pluviôse an V (5 février 1797), décédé à Jonzac le 23 septembre 1878, avocat en cette localité où il épousa, le 15 février 1830, Marie-Angélique Mondor, fille de Jean-Charles Mondor, huissier, et de Marie-Victoire Drouet ; 2° Marie-Augustin Giraudias, né à Saintes le 23 frimaire an VII (13 septembre 1798), y décédé le 22 octobre 1882, commis-greffier au tribunal civil de Saintes, qui se maria audit lieu le 29 janvier 1842, avec Lucie-Hermine Ranson, fille de Jacques-Théodore Ranson, marin à Saint-Augustin, canton de La Tremblade, et de Esther Doussou ; 3° Emile Giraudias, né le 18 frimaire an IX (10 décembre 1801), à Saintes, où il est mort le 31 mai 1874 (2).

(1) Voir partage Servant devant Huvet du 25 juin 1813.

(2) Voir sur Emile Giraudias et sa descendance, *Revue de Saintonge*, du 1^{er} février 1913, page 30, note 2.

4° Drilhon (Jean).

Nommé suppléant le 14 janvier 1813, en remplacement de Fragneau (1), il exerça cette fonction jusqu'à son décès.

Né à Barbezieux, le 24 avril 1751, Jean Drilhon était fils de Paul-François Drilhon, notaire royal et procureur fiscal au marquisat de Barbezieux, et de Marie-Anne Durousseau, fille de Jean Durousseau, chirurgien.

Il succéda à Jean Peychaud, comme procureur au siège présidial et sénéchaussée de Saintes (2), puis il prêta serment, en qualité d'avoué, devant le tribunal civil de la même ville, à l'audience du 2 frimaire an IX (23 novembre 1800). Il fut élu notable, au mois de février 1790, lors de la constitution de la première municipalité de Saintes. Il avait épousé à Barbezieux, le 30 mai 1781, Marie Coffre, née en cette paroisse, le 3 mars 1755, décédée à Saintes, le 11 janvier 1832, à 77 ans, fille de François Coffre, aubergiste (3), et de Jeanne Durousseau, et mourut à Saintes, le 1^{er} août 1830, à 69 ans, laissant de cette union cinq enfants, savoir :

I. Paul-François Drilhon, né et mort à Saintes (15 mars 1782-3 juin 1851), avocat renommé, qui fut juge-suppléant au tribunal civil (19 mai 1811-6 septembre 1830), conseiller municipal et vice-président de la Commission administrative de l'hospice de ladite ville (1826-1830), et qui, le 14 octobre 1806, se maria, à Saintes, avec Magdeleine-Virginie Brunet, née le 23 mars 1788, fille de Dominique Brunet, bourgeois, et de Louise Phelipot. De cette alliance est issu un fils unique, Jean-Marie, dit Paul, Drilhon, né à Saintes, le 16 septembre 1807, y décédé, le 20 décembre 1877, qui succéda à Beaurepaire-Vanderquand, notaire à Saintes, le 15 mai 1837, et qui, de son mariage avec Marie-Elisabeth Leesemberg, de Bordeaux (6 mai 1818-24 mai 1879), eût six enfants : a) Paul-François-Bernard-Auguste Drilhon, licencié en droit, chef du service des titres à la Com-

(1) *Archives Nationales*. AF/10. 5718. Le décret porte que Drilhon est nommé suppléant en remplacement du « sieur Fragneau », sans autre indication.

(2) On trouve le nom de Drilhon sur les registres du présidial de Saintes, à partir de l'audience du 14 juin 1779.

(3) Coffre tenait l'auberge ayant cette enseigne : *Au Point du Jour*. (Communication de M. G. Chevrou, président de la Société Archéologique de Barbezieux, à qui nous devons une partie des renseignements qui nous ont servi à faire cette notice et que nous sommes heureux de remercier ici).

pagnie des chemins de fer du Midi, à Bordeaux, époux de M^{lle} Marguerite-Marie Jaulin du Seutre ; b) Magdeleine-Marie-Cécile Drilhon, épouse de M. Adolphe-Joachim Marie Léger, docteur en médecine, décédé à Saintes, le 4 mai 1907 ; c) Marie-Thérèse Drilhon, épouse de M. Alexis-Guillaume Julien-Laferrière, avocat, puis notaire à Saintes, en remplacement de son beau-père (28 juillet 1873), décédé le 10 août 1900 ; d) René Drilhon, propriétaire à Paris, ancien employé des postes, célibataire ; e) Léontine-Marie-Pauline Drilhon, épouse de M. Paul Louis-Eutrope Georges Musset, avocat, archiviste-paléographe, bibliothécaire de la ville de La Rochelle ; f) Paul-Marcel-Henri Drilhon, avocat à Saintes, ancien sous-commissaire de marine à Rochefort, décédé à Bordeaux, le 8 novembre 1909, époux de M^{lle} Besnard, dont il sera question plus loin.

II. — Pierre-Eutrope Drilhon, né à Saintes, le 28 avril 1783, qui, le 26 septembre 1810, épousa, à Barbezieux, sa cousine Catherine-Josèphe Drilhon, veuve de Mathurin Bourdier, fille d'Etienne Drilhon, notaire, et de Jeanne Renaud, décédée le 17 juin 1825, à 37 ans ; il fut avocat en cette ville, où il est lui-même mort, le 4 septembre 1863.

III. — Pierre-Jérôme qui suit.

IV. — Jeanne-Alexandrine Drilhon, née à Saintes, le 28 février 1788, décédée, sans alliance, en cette ville, le 21 octobre 1882.

V. — Mathieu, dit Benjamin Drilhon, qui suit.

5° Drilhon (Pierre-Jérôme).

Nommé, par ordonnance royale du 2 juin 1824, à la place de son père, décédé, il prêta serment le 13 juillet suivant, et exerça cette fonction jusqu'en 1829.

Né à Saintes le 18 janvier 1788, il était fils de Jean Drilhon et de Marie Coffre. Praticien à Saintes, il fut choisi par le maire des Gonds comme greffier de la police municipale de cette commune et prêta serment, en cette qualité, devant le tribunal civil le 26 avril 1813, puis il remplaça son père dans sa charge d'avoué le 2 janvier 1817 et prêta, à ce titre, le serment requis le 10 février suivant. Il se démit de son office en faveur de son fils, Paul-François Drilhon, en 1851, et mourut en sa propriété des Mathes, canton de La Tremblade, le 31 mai 1866.

Il eut de son mariage avec Marie-Joséphine Patour, contracté

en 1818, Paul-François Drilhon, qui précède, et trois filles, toutes célibataires : Louise, Juliette et Elise.

6° Drilhon (Mathieu, dit Benjamin).

Nommé, par ordonnance du 28 août 1829, en remplacement de Pierre-Jérôme Drilhon. Démissionnaire en 1830.

Né à Saintes le quatrième jour complémentaire de l'an III (20 septembre 1795), de Jean Drilhon et de Marie Coffre, Mathieu dit Benjamin Drilhon, après avoir été avocat au barreau de Saintes, succéda à Sellot, notaire à Saintes (16 février 1830).

Il est décédé à Saintes le 10 août 1864, laissant de son union avec Angélique-Victoire-Mélanie Duquesnel, décédée à Saintes le 3 février 1860, notamment Louis-Paul-François Drilhon (14 février 1835-9 novembre 1894), qui succéda à son père, comme notaire (4 juillet 1864), et eut de son mariage avec Suzanne-Marie Hamon, morte à Fontcouverte le 23 août 1897, quatre enfants dont : 1° Maurice Drilhon, inspecteur des chemins de fer de l'État; 2° et Louise-Mélanie-Nanine Drilhon, mariée le 25 avril 1900, à M. Aristide-Ange-François Michel, alors directeur de l'agence de la Société générale à Saintes, actuellement à Brive (Corrèze).

7° Boyer (Jean-Pierre).

Nommé, par ordonnance du 29 octobre 1830, en remplacement de Mathieu-Benjamin Drilhon, il prêta serment le 16 novembre de la même année. Démissionnaire en 1832.

Né à Saintes le 20 mars 1783, Jean-Pierre Boyer était fils de Thomas Boyer, procureur en la sénéchaussée de cette ville, et de Marguerite-Antoinette Panchaud, tous deux décédés à Fontcouverte, le mari le 2 octobre 1842, à 86 ans, et l'épouse le 3 octobre 1835, à 73 ans. Licencié en droit, il fut nommé avoué par décret du 29 août 1809, et resta en exercice jusqu'au 10 mai 1841, date où il eut comme successeur Pierre-Élie Fournier (10 mai 1841).

Il est décédé sur son bien des Richaudeaux, commune de Fontcouverte, le 29 décembre 1879, à 96 ans, après avoir été avocat à Saintes jusqu'en 1851, et conseiller municipal de cette ville de 1835 à 1840.

Il avait épousé, à Saint-Vaize, le 20 janvier 1812, Jeanne Allenet, née à Saint-Saturnin-de-Séchaud, le 15 mars 1783, morte à Saint-Vaize le 7 juin 1838, fille de Nicolas Allenet,

négociant, et de Marie-Anne Lévêque, d'où un fils et une fille, décédés l'un et l'autre sans alliance.

8° Baudry (Denis-Eutrope-Louis).

Nommé le 29 mars 1832 suppléant, en remplacement de Boyer fils, il prêta serment le 15 mai 1832, et se démit de cette fonction vers 1836.

Né à Saintes le 12 floréal an VIII (2 mars 1800), Denis-Eutrope-Louis Baudry était le fils de Jean Baudry et de Marthe Prieur, dont il a déjà été parlé au chapitre des juges de paix.

Il fut notaire, à Saintes, à la place d'Huvet fils (6 octobre 1826 26 mars 1833), eut comme successeur Jules-Emmanuel Duret, et mourut en cette ville le 4 septembre 1847, à 47 ans.

Il s'était marié, à Saint-Vaize, le 29 février 1829, à Marie-Anne-Éléonore Berton, fille de Jacques-Étienne-Benjamin Berton, propriétaire et maire de Saint-Vaize, et de Marie-Geneviève Dautriche, d'où Étienne Baudry, dit de Rochemont, né à Saintes le 12 avril 1830, décédé à Royan le 8 octobre 1908, époux d'Eugénie Émilie Barbin.

9° Morin (Hilaire-Cléopha).

Nommé le 2 août 1836, en remplacement de Baudry, il prêta serment le 24 du même mois et resta en exercice jusqu'à sa mort.

Né à La Tremblade le 18 prairial an VIII (7 juin 1800), du mariage de Hilaire-Antoine Morin, commis, principal des douanes, et de Marie-Anne-Méladie Dubois, Hilaire-Cléopha Morin succéda, comme avoué, à Denis Charrier, le 12 janvier 1836 (serment du 27 même mois), eut comme successeur Jules, dit Julien, Brunaud jeune (décret du 26 avril 1857), et mourut en son domicile, rue du Palais, n° 25, le 6 mai 1864.

Il avait épousé, à Saintes, le 3 septembre 1838, Marie-Eustelle-Anna Godet, née en cette ville le 24 avril 1817, décédée au même lieu le 13 mars 1872, fille de André-François Godet, capitaine des sapeurs du génie maritime à Brest, chevalier de la Légion d'honneur, et de Victoire-Clorine Garnier (fille du conventionnel Garnier). — De ce mariage sont issus : a) Ernest-Cléopha Morin, négociant à Courbiac, près de Saintes, puis à Neuilly (Seine) ; b) Julie-Clorine Morin, épouse de M. Dumontet, qui va suivre.

10° Tortat (Émile-Auguste-Léon).

Nommé suppléant le 24 juillet 1844, en remplacement de

Giraudias. Démissionnaire le 29 septembre 1848 (*Voir au chapitre des juges de paix*).

11° Poirier (François).

Nommé, par arrêté du 31 octobre 1848, en remplacement de Tortat. Démissionnaire.

Né à Trois-Palis (Charente), le 14 juin 1816, François Poirier, dit en famille Théodore, était fils de François Poirier, percepteur des contributions directes, mort à Châteauneuf-sur-Charente le 23 mars 1862, et de Louise-Pauline Valleteau de Monboulard, décédée à Saintes le 5 février 1871.

Licencié en droit, il succéda, comme avoué, à Giraudias (10 avril 1843), prêta serment le 2 mai suivant et eut Joseph Camille Guédon pour successeur, le 2 mai 1851.

Il devint greffier du tribunal de première instance de Saintes, à la place d'Étienne-Jules Moreau, décédé (décret du 13 janvier 1853), et vendit son office à Maurice-Henry-Numa Reveillon, qui fut nommé aux termes d'un décret du 20 mars 1857.

Poirier est mort le 2 mars 1887 à La Tresne, canton de Créon (Gironde), maire et président de la société de secours mutuels de cette commune.

Il avait épousé, à Saintes, le 23 avril 1844, Marie-Élisabeth Savary (1), morte à La Tresne le 20 août 1903, dont Antoine-François, dit Georges, Poirier, né à Saintes, le 27 avril 1845, décédé, célibataire, audit lieu de la Tresne, le 31 mai 1885.

12° Mareschal (Étienne-Lazare).

Nommé, par décret du 16 décembre 1851, suppléant, en remplacement de Poirier. Serment et installation du 24 du même mois.

Né à Moings, canton de Jonzac, le 3 janvier 1812, Étienne-Lazare Mareschal était fils de Lazare Mareschal, propriétaire, décédé à Saint-Ciers-Champagne le 4 mars 1832, et de Catherine-Rose Pelletant.

Il fut nommé avoué à Saintes le 7 avril 1837, aux lieu et place de François Guichard, démissionnaire en sa faveur, prêta le serment légal le 17 du même mois et céda sa charge à M. Dumontet père en 1858.

(1) Voir sur la famille Savary, *Revue de Saintonge* de juin 1911, p. 169, note 6).

Mareschal fut membre, sans interruption, du conseil municipal de Saintes de 1846 au 4 mai 1863, et fut en 1847, puis en 1855, premier adjoint au maire de cette ville. Il fit, en outre, partie de la commission administrative de l'hospice depuis le 3 décembre 1861 jusqu'à son départ; fut secrétaire-trésorier de la société de secours mutuels les *Travailleurs Réunis* à partir de sa création (1^{er} février 1849), et directeur de la *Caisse générale des Assurances agricoles*.

Le 22 janvier 1870, il fut appelé comme juge de paix à Guitres (Gironde), d'où il alla le 18 octobre 1873 à Saint-André-de-Cubzac. Démissionnaire en 1880, il s'établit dans cette localité où il mourut le 28 septembre 1884 dans sa 73^e année.

Il avait épousé, à Burie, le 3 juillet 1837, Anne-Antoinette Fredon-Laquintinie, née audit lieu le 11 novembre 1818, décédée à Saint-André-de-Cubzac le 27 décembre 1889, à 71 ans, fille de André Fredon-Laquintinie, ancien officier de marine, percepteur des contributions directes, décédé à Burie le 19 janvier 1833, et de Françoise-Mélanie Foucaud, morte en cette commune le 2 septembre 1866. Il en eut : 1^o Marie-Rosalie Mareschal, née à Saintes le 11 mai 1838, mariée le 22 mai 1865 à Charles-Henry Ranson, lieutenant au 1^{er} chasseurs à cheval, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, qui, après avoir pris sa retraite comme capitaine, devint maire de Mazagran, province de Mostaganem (Algérie), où il est décédé le 15 février 1890, dans sa 65^e année; 2^o André-Amédée-Mareschal, né à Saintes le 31 octobre 1843, contrôleur de la succursale de la Banque de France à Marseille, décédé à Menton le 23 mars 1877, qui épousa, à Jonzac, le 18 octobre 1875, M^{lle} Louise-Amélie Bascle, fille de Jean-Baptiste Bascle, propriétaire, et de Marie-Cécile-Félicité-Clorine Flornoy, dont un fils, Daniel; 3^o Étienne-Joseph-Léon Mareschal, né aussi à Saintes le 5 septembre 1853, médecin en chef des hôpitaux de la division d'Alger, décédé à Ghardaia (province de Mزاب), le 21 octobre 1886, dans sa 34^e année, époux de M^{lle} Cazalis.

13^o Longueteau (Charles).

Nommé, par décret du 19 juin 1867, suppléant, en remplacement de Morin. Serment du 25 dudit mois. Installation du 6 juillet suivant. Démissionnaire lors de sa nomination comme juge-suppléant au tribunal de cette ville, le 17 octobre 1870.

Né à Chalignac, canton de Barbezieux, le 9 novembre 1824, du mariage de Jacques Longueteau, percepteur des contributions directes de cette commune, et de Angèle, dite Hortense, Bassoulet, Charles Longueteau succéda le 23 juillet 1853, à Benjamin-Pierre Jeantet, avoué à Saintes, et y mourut le 20 mai 1888, dans son domicile, cours National, n° 40.

Il avait épousé, à Saintes, le 5 juin 1874, M^{lle} Justine-Lidy Bourgeois, née au même lieu le 16 mars 1835, y décédée le 14 janvier 1909, fille de Jean-Joseph-Justin Bourgeois, propriétaire à la Pinellerie, près Saintes, et de Victorine-Clorine Boucheron.

De son mariage sont issues deux filles : a) Marie-Madeleine-Clorine-Charlotte Longueteau, qui, le 18 mai 1886, épousa, à Saintes, M. François-Olivier Martellière, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, chef de bataillon d'infanterie de marine, décédé à Saintes, le 27 septembre 1903 ; b) Marie-Marguerite-Renée Longueteau, qui, le 4 juin 1889, épousa, aussi à Saintes, M. Eugène-Gustave Thionville, capitaine breveté au 14^e d'artillerie qui, devenu colonel du 36^e régiment de cette arme, a été blessé sur le champ de bataille et promu officier de la Légion d'honneur, à cause de sa brillante conduite au feu (17 septembre 1914).

14^e Carot (Mathieu).

Nommé suppléant, par décret du 26 janvier 1870, en remplacement de Mareschal. Serment du 2 février suivant. Installation du 12 du même mois.

Né à Burie le 22 septembre 1830, Mathieu Carot était fils de Pierre Carot, menuisier, et de Françoise-Adeline-Marie Marillet, décédés l'un et l'autre en cette localité, le mari, le 30 janvier 1879, et l'épouse, le 6 septembre 1880.

Après avoir été principal clerc de Morin, il fut nommé, le 7 octobre 1857, avoué à Saintes, en remplacement de Jules Poitevin, démissionnaire en sa faveur, prêta serment devant le tribunal civil de l'arrondissement le 23 du même mois, et exerça sa profession jusqu'au moment où M. Philippe-Armand Quinaud, ancien avoué à Confolens, auquel il avait cédé sa charge, devint son successeur, suivant décret du 16 juin 1888.

Mathieu Carot est décédé à Saintes, en son domicile, cours National, n° 8, le 2 juillet 1894.

Il avait épousé, à Saintes, le 8 septembre 1888, M^{lle} Blanche-

Mathilde Lemièrre, née à Cognac, le 28 juin 1856, de Jean Lemièrre, fumiste, et de Marie Surat, tous les deux morts à Saintes, le mari, le 2 mai 1868, et la femme, le 14 novembre 1880.

Il était frère germain de M. l'abbé Patient Carot, décédé à La Rochelle le 30 juin 1902, chanoine honoraire de l'église cathédrale de cette ville.

15° Billochon (Pierre-Léandre).

Nommé, le 13 décembre 1870, suppléant, en remplacement de Longueteau. Serment du 24 janvier 1871. Installation du 4 février suivant. Démissionnaire en 1877.

Né à Tusson, canton d'Aigre, le 30 décembre 1838, Pierre-Léandre Billochon était fils de Jean Billochon, propriétaire, et de Marie Girardin. Il acheta l'office de notaire à Préguillac, dont Bouras était titulaire, fut nommé à cette fonction par décret du 8 septembre 1866, prêta serment devant le tribunal civil de l'arrondissement le 5 octobre suivant, et céda son étude à Benjamin-Aris Morice, qui lui succéda le 4 mai 1874.

Il se rendit ensuite cessionnaire du greffe du tribunal de première instance de Jonzac, fut nommé par décret du 22 mars 1881, en remplacement d'Auguste-Charles-Maurice Auquin, et le revendit à Georges-Paul Villedieu, qui devint son successeur en vertu d'un décret du 22 décembre 1884. Il alla ensuite à Paris, où il est décédé à une date qui nous est inconnue.

Billochon avait épousé à Jarnac, le 23 avril 1867, M^{lle} Élise Boucherie, fille de Michel Boucherie, propriétaire, et de Élisabeth Bonnin, dont une fille.

16° Dumontet (Raymond-Pierre-Georges).

Nommé suppléant par décret du 18 octobre 1877, en remplacement de Billochon. Serment du 26 du même mois. Installation du 3 novembre suivant.

Né à Saintes le 19 juillet 1829, Raymond-Pierre-Georges Dumontet était fils de Jean-Baptiste Louis-Félix Dumontet, banquier en cette ville, et de Marie-Adélaïde Lacoste-Dulac, son épouse, décédés tous les deux à Saintes, le mari, le 4 juin 1859, et l'épouse, le 24 mars 1831.

Après avoir été clerc dans l'étude de Mareschal, il lui succéda comme avoué le 8 mai 1858, prêta serment devant le tribunal civil le 18 du même mois, et exerça cette profession jusqu'au 26 novembre 1904, époque où il fut remplacé par son fils Albert, qui va suivre.

M. Dumontet s'est vu conférer l'honorariat par décret du 17 août 1905.

Il a été conseiller municipal de sa ville natale (30 juillet 1865-22 novembre 1874), et second adjoint au maire du 26 août 1865 au 4 septembre 1870.

Il est décédé à Saintes, en son domicile, rue de l'Ancien-Palais, n° 25, le 22 février 1913.

Il avait épousé à Saintes, le 17 juillet 1866, M^{lle} Julie-Clorine Morin, née à Saintes le 10 juin 1843, décédée en la même ville le 21 novembre 1875, dont : 1° Paul-Albert Dumontet, docteur en droit, avocat, puis avoué à Saintes, célibataire, qui se trouve actuellement sur le front en qualité de lieutenant-adjoint au chef d'escadron, commandant le groupe lourd du 14^e d'artillerie (état-major) ; 2° et Anne-Marie-Alix Dumontet, qui a épousé, à Saintes, le 21 septembre 1897, M. Louis-Alexandre-Henri Duplais (de la famille des Duplais des Touches) (1), avoué à Rochefort, d'où : Lucile, Cécile et Henry.

17° Maguier (Eugène-Gustave-Edmond).

Nommé, par décret du 12 novembre 1885, suppléant, en remplacement de Carot. Serment du 23 dudit mois. Installation du 16 décembre suivant. Il a exercé cette fonction jusqu'à son décès.

Né à Rioux, canton de Gémozac, le 12 février 1847, Eugène-Gustave-Edmond Maguier était fils de Jean-Jacques Maguier, propriétaire, et de Juliette-Claire Blanc, tous les deux décédés à Thenac, le mari, le 8 décembre 1891, et la femme, le 5 février 1887.

Sincèrement épris d'idéal, il fut un bon et délicat poète. Lauréat de plusieurs concours, il fut membre de diverses sociétés littéraires, entre autres de l'Académie des Muses Santones, fondée par Victor Billaud, et fut l'un des collaborateurs du *Rappel Charentais*, de l'*Indépendant de la Charente-Inférieure* et de la revue la *Rosée*, créée à Saintes par MM. Amédée Targé et Tiple, et qui a existé de janvier 1881 au mois d'août 1885 (2).

(1) A consulter sur cette famille, une des plus anciennes de Saintes, l'ouvrage de M. Antoine Duplais des Touches : *Un livre de famille, les Duplais-Destouches*. Noël Texier, 1896.

(2) Lire un article de M. Paul Dyvorne sur M. Maguier (*Indépendant* du 4 juin 1907).

Edmond Maguier est mort le 25 mai 1907 dans son château de Thenac, laissant de son union avec Jeanne-Marie-Adrienne Vanderquand qu'il avait épousée le 11 septembre 1878, une fille, Marie-Blanche-Marthe-Edmée, qui, le 14 septembre 1901, s'est mariée à Thenac, avec son cousin germain, M. Louis-René-Edmond Neveur, lieutenant au 144^e régiment d'infanterie, plus tard passé dans l'intendance militaire, et qui a été attaché au cabinet de M. Lauraine, député de Saintes, sous-secrétaire d'État à la guerre (13 juin 1914-26 août suivant). Maguier avait été promu officier d'Académie le 14 juillet 1883, officier de l'Instruction publique le 13 juillet 1889, et chevalier du Mérite agricole le 31 décembre 1900.

Il était conseiller municipal de Thenac depuis les élections du 1^{er} mai 1904.

Postérieurement au décès de Maguier, il a été publié, par les soins de son gendre et de sa fille, un recueil de sonnets, choisis dans son œuvre poétique, sous le titre *Rêves épars* (Lemerre, Paris, 1909).

18^e Surraud (Jean).

Nommé suppléant le 12 novembre 1885, en remplacement de M. Dumontet. Serment du 23 dudit mois. Installation du 16 décembre. Exercice jusqu'à son décès.

Né à Angoulême le 20 février 1832, Jean Surraud, dit Adrien, était fils de Pierre Surraud, employé à la conservation des hypothèques, et de Andrée-Eugénie Barrière, décédée en cette ville, le mari, le 26 février 1883, à 82 ans, et l'épouse, le 1^{er} juin 1875, à 78 ans.

Licencié en droit, il fut d'abord greffier du tribunal civil de Cognac (25 janvier 1860), en remplacement de Charles Rosé, puis eut comme successeur Reveillon, qui, lui-même, lui avait cédé, pour des raisons de famille, le greffe dont il était titulaire à Saintes. Nommé à sa nouvelle fonction le 2 septembre 1862, il fut admis au serment et installé le 19 du même mois. Le 6 août 1885, il a eu pour successeur M. Émile Latreuille, ancien greffier du tribunal civil de Niort.

Dans sa retraite, M. Surraud a composé le *Code de la Cour d'assises*, ouvrage fort estimé.

M. Surraud est décédé à Saintes, rue de la Roche, n^o 22, le 16 novembre 1896.

Il avait épousé à Montils, le 30 juin 1862, M^{lle} Maric-Gabrielle

Baron, fille du docteur Adolphe Baron, maire de la commune de Rouffiac, et de Madame, née Marie-Julie Grenon.

De ce mariage naquit, à Saintes, le 21 octobre 1864, Fernande-Marie-Gabrielle Surraud, qui, le 11 avril 1893, y épousa M. Léon-Amédée-François Raffenel, chef de bataillon au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, officier du plus haut mérite, lequel, devenu général à Saint-Dié, après la déclaration de guerre, a été tué le 22 août 1914, à Neufchâteau (Belgique), à la tête de la division des chasseurs alpins qu'il commandait.

19^e Vacquier (Pierre-Paul-Benjamin-Edgar).

Nommé suppléant le 19 décembre 1896, en remplacement de Surraud. Serment du 28 du même mois. Installation du 16 janvier 1897. Démissionnaire en 1904.

Né à Barbezieux (Charente), le 29 mai 1863, M. Pierre-Paul-Benjamin Edgar Vacquier est fils de M. Paul-Léopold Vacquier, propriétaire, qui fut adjoint au maire de cette ville, et de Madame, née Marie-Céline Texier, décédés à Barbezieux le mari à la fin d'avril 1915, et la femme le 12 janvier 1914, à 73 ans.

Licencié en droit devant la Faculté de Paris (28 juillet 1886), il fut admis au stage au barreau de l'ordre des avocats de cette ville, le 28 octobre suivant. Après avoir été principal clerc en l'étude de M^e Maurice Raynaud, avoué à Paris (qui fut ministre de l'agriculture en 1910), il remplaça comme avoué à Saintes, M^e Quinaud (25 janvier 1896), prêta serment devant le tribunal en cette qualité, le 4 février, et exerça cette profession jusqu'au 25 juillet 1902, époque où il eut pour successeur M. Joseph Labic, ancien avoué à Céret.

M. Vacquier, après s'être fait inscrire comme avocat au barreau de Saintes, entra dans la carrière administrative et a été successivement secrétaire-général des Basses-Alpes (5 septembre 1904), sous-préfet à Marennnes (2 février 1905), à Espalion (6 novembre 1909), à Millau (3 mars 1914) et à Saint-Jean d'Angély, sa résidence actuelle (15 juillet 1914).

Pendant son séjour à Saintes, il a été président de la société la Santone, en remplacement de M. Pinasseau, du 9 novembre 1899 à janvier 1906. Il est encore président de l'Union des Gymnastes des Deux-Charentes et membre du conseil supérieur de l'Union des sociétés de gymnastiques de France.

Il a été créé officier d'Académie (3 juin 1900), chevalier du

Mérite agricole (25 janvier 1906), officier du Nicham-Itikar (juin 1907), et officier de l'Instruction publique (29 septembre 1907).

M. Vacquier est célibataire.

20° Ferrand (Élie-Édouard-Emmanuel).

Nommé suppléant le 2 décembre 1901, en remplacement de M. Vacquier. Serment du 20 du même mois. Installation du 24 décembre de ladite année.

Né à Segonzac le 12 février 1864, M. Élie-Édouard-Emmanuel Ferrand est fils de M. Élie Ferrand, propriétaire-viticulteur, ancien conseiller d'arrondissement, et de Madame, née Marie-Adèle Saunier, décédée Chez-Barraud, commune de Segonzac, le 26 septembre 1901, à 63 ans.

Ancien élève du lycée d'Angoulême et licencié en droit devant la Faculté de Bordeaux (24 juillet 1885), il se fit inscrire comme avocat à la cour d'appel de cette ville. Après avoir été ensuite principal clerc de M^{re} Beauvais, avoué à Bordeaux, et Léon Mesnier, avoué à Paris, il succéda à M. Guimaron, avoué à Saintes (21 novembre 1892).

M. Ferrand s'est marié à Mainxe le 6 septembre 1892, avec sa cousine, M^{lle} Marie-Rosa-Julia Saunier, fille de M. Jean-Frédéric Saunier, maire de cette commune, et de Madame, née Rose Saunier, d'où : 1° Paul Ferrand, étudiant en médecine, actuellement soldat au 176° de marche, 2° division du corps expéditionnaire d'Orient (Dardanelles) ; 2° Elisabeth ; 3° Marguerite.

21° Bourcy (François Daniel-Émile).

Nommé suppléant le 19 juillet 1907, en remplacement de Mauguier. Serment du 6 août suivant. Installation du 10 du même mois. Démissionnaire en 1913.

Né à Saint-Jean d'Angély le 3 décembre 1863, M. François-Daniel-Émile Bourcy est fils du docteur Pascal-Émile Bourcy, qui fut maire de Saint-Jean d'Angély, conseiller général de ce canton et député républicain du même arrondissement (1893-1898), et est décédé en cette ville le 6 mai 1909, à 79 ans, et de Madame, née Louise Bizet, décédée à 71 ans, dans sa propriété du prieuré de Saint-Hilaire-de-Ligne, commune de Secondigné (Deux-Sèvres), le 26 mai 1905.

Après avoir été principal clerc de M^{re} Houel, notaire à Paris,

M. Bourcy a succédé à M^c Pinasseau, notaire à Saintes (9 juin 1899).

Il a épousé, à Paris (VI^e arrondissement), le 20 mai 1895. M^{lle} Gabrielle Jouanneau, fille de M. Abel Jouanneau, ancien notaire à Blois, décédé à Châtillon (Loir-et-Cher), le 7 septembre 1897, et de Madame, née Blanche Héritte, d'où Henry et Madeleine Bourcy.

M. Bourcy a été capitaine du 11^e escadron territorial du train des équipages militaires à Nantes.

22^e Texier (Jean-Georges-Roger).

Nommé suppléant le 12 septembre 1913, en remplacement de M. Bourcy. Serment du 7 octobre suivant. Installation du 11 du même mois.

Né à Burie, le 22 juin 1885, M. Jean-Georges-Roger Texier est fils de M. Georges Texier, propriétaire et conseiller municipal de cette commune, et de Madame, née Marie-Mélina Texier.

Ancien élève au collège de Saintes, licencié (22 juillet 1908), puis docteur en droit (11 mars 1911) de la Faculté de Bordeaux, il a prêté, le 11 novembre 1908, le serment d'avocat devant la cour d'appel de cette ville, et s'est fait inscrire au barreau de Saintes à la fin de mai 1911.

Il est parti, lors de la guerre de 1914, en qualité de sergent au 206^e d'infanterie de réserve, et est secrétaire du colonel de ce régiment.

CHAPITRE IV. — LES GREFFIERS

A. — Canton Nord

1^o Coëffé Pierre. Élu greffier de la Justice de paix de Saintes *extra muros* par l'assemblée primaire du canton, en novembre ou décembre 1790, il devint greffier du tribunal de commerce de cette ville, en remplacement de Mathieu Gabriel Brejon, probablement vers le mois de novembre 1792. Nous renvoyons, pour le surplus, à ce que nous avons déjà dit de lui. (*Revue de Saintonge* du 1^{er} avril 1911, page 123).

2^o Rousseau Louis, élu le 25 novembre 1792, aux lieu et place de Coëffé, prête serment le 5 janvier 1793, devant Prieur, juge de paix, et occupe cette fonction jusqu'au 8 fructidor

an VIII (26 août 1800), date de sa nomination comme huissier près le tribunal civil de Saintes.

Né à Pons le 8 décembre 1765 de Jean Rousseau, propriétaire, et de Suzanne Bodin, il avait épousé à Saintes le 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795) Virginie Colombeyx, fille d'un cordonnier et il y est décédé le 12 janvier 1837.

3° Goussé Jean Baptiste, choisi le 15 fructidor an IX (2 septembre 1801) comme greffier par Prieur entre les mains duquel il prêta serment le même jour, puis maintenu dans son emploi par un arrêté consulaire du 28 vendémiaire an XI (20 octobre 1802), prêta serment à l'audience du 5 nivôse de la même année (26 décembre 1802) et resta en exercice jusqu'au 28 avril 1816, époque où sa commission fut révoquée pour avoir omis de faire enregistrer un grand nombre d'actes.

Né à Saintes le 22 janvier 1771 de Pierre Goussé, bourgeois, et homme de loi, et de Jeanne Godreau, il y avait épousé : 1° le 17 messidor an XI (6 juillet 1803) Catherine-Angélique Moulin, dont notamment André-Charles Goussé, huissier à Gémozac, qui lui-même, de son mariage avec Marie-Lucie-Coralie Cavaillon, eût un fils, Charles Gustave Émile Goussé, lequel fut nommé juge de paix à Gémozac le 24 avril 1883 et y est décédé le 29 novembre 1901 ; 2° le 30 octobre 1813, Françoise Gautier. — J.-B. Goussé est mort à Gémozac le 10 mai 1856.

4° Boyer Pierre Raphaël, d'abord pris pour greffier provisoire par Bréjon, après la destitution de Goussé, (serment du 13 mai 1816), fut nommé définitivement par ordonnance royale du 9 octobre de la même année et conserva jusqu'en 1830 sa charge, qu'il céda à Besnard.

Né à Saintes le 16 avril 1790 il était frère germain de Jean Pierre Boyer, dont il a été question au chapitre des suppléants, et mari d'Émilie-Zoé Boyer. Devenu ensuite marchand drapier à Saintes, puis banquier à Gémozac, dont il fut maire de 1833 à 1857, il est décédé à une date inconnue.

5° Besnard Joseph-Jean Jacques, reste greffier du 16 juillet 1830 au 7 avril 1831.

Né à Chaniers le 4 décembre 1788 de Jean Besnard, huissier, et de Marguerite Balbaud, il avait d'abord, après le décès de son père, exercé la profession de celui-ci, (25 juin 1817-24 février 1819). Lorsqu'il eut cédé son greffe, il fut notaire à Préguiillac, en remplacement de Beaurepaire Vanderquand,

(3 juin 1834-1^{er} mai 1854) et y est décédé le 16 juin 1871, laissant de son mariage, contracté le 20 janvier 1820, avec Pélagie Bonnomeau (fille de Pierre Bonnomeau, ancien notaire à la même résidence, et de Marie Anne Picard) deux fils, dont l'un Georges-Louis de Gonsague Gédéon Besnard, qui prit l'étude de son père (1854-1860) eût de son union avec Marie Thérèse Françoise Adèle Baudry, une fille, Marie-Thérèse Besnard, devenue, le 3 avril 1883, épouse de M. Henri Drillhon, qui précède.

6^e Loyer Jean-Léon, successeur de Besnard, resta en exercice du 8 avril 1831 au 12 octobre 1837, date de son remplacement par Joguet, son cessionnaire.

Né à Saintes le 4 vendémiaire an XIII (26 septembre 1804) d'Eutrope-Christophe Loyer, marchand, et de Jeanne Delafond, il est décédé au même lieu le 15 mars 1873. Il avait épousé, le 10 août 1831, Marie-Thérèse-Aimée Hocard, dont Honorine Amélie Loyer, mariée le 21 février 1859, à Charles-Timothée Betheder, receveur d'enregistrement à Eymet (Dordogne), puis, vers 1872, à Saint-Porchaire.

7^e Joguet Jean Laurent, remplaça Loyer, démissionnaire en sa faveur, et garda sa charge jusqu'au 26 mai 1845, moment où il eût Révillé pour successeur.

Né à Préguiillac le 20 mars 1809 de Jean-Laurent Joguet, cultivateur, et de Marie Fillioleau, il fut nommé, le 3 mai 1848, receveur économe de l'hospice de Saintes et le demeura jusqu'à son décès (23 janvier 1864). Il était époux d'Anne Doussoux.

8^e Revillé Pierre, demeura greffier, du 25 juin 1845 au 8 février 1861, date où Morice, qui suit, lui succéda.

Né à Nieuil-les-Saintes, le 21 février 1811, de Pierre Revillé, cultivateur, et de Marie Fradin, il fut d'abord instituteur communal, à Saint-Georges des Coteaux, et épousa : 1^e Marie Thaunay, 2^e Marie-Rose Seguin.

9^e Morice Pierre, exerça la profession de greffier, du 8 février 1861 au 21 juillet 1879.

Ancien instituteur communal à Aigrefeuille, il devint, après la cession de son greffe à Piron, économe de l'hospice de Saintes, du 1^{er} janvier 1879 jusqu'à son décès, arrivé subitement à Saintes, le 25 février 1885.

Il était né à Epargnes, canton de Cozes, le 21 mai 1828, de Pierre Morice, instituteur en cette localité, et de Marie Morice,

et il avait épousé, le 6 septembre 1855, Louise-Pauline Julie-Adèle Gorry, dont il eût un fils, Pierre-Gaston-Emmanuel Morice, docteur en médecine.

10° Piron Pierre, qui précède (21 juillet 1879-21 mars 1885).
(*Voir au chapitre des suppléants*).

11° Hillairet André-Augustin-Arthur, cessionnaire du greffe de Piron (8 janvier 1885), fut nommé le 24 mars suivant, prêta serment le 3 avril de la même année, et eût pour remplaçant Poirier (8 juillet 1892).

12° Poirier François-Marie-René, resta en exercice, du 8 juillet 1892 au 18 mai 1905, et devint ensuite greffier du tribunal civil de Saintes (9 février 1906-1^{er} juin 1907).

Né à Châteauneuf (Charente), le 18 novembre 1860, de Pierre-Emmanuel Poirier, percepteur des contributions directes audit lieu, où il est décédé, le 12 octobre 1870, et de Marie-Joséphine Savary, morte à Saintes, le 31 mars 1909, il est frère-germain de M. Poirier, notaire à Préguillac, et a épousé, à Javrezac, M^{lle} Marthe Billard.

13° Sicard Démosthènes-Joseph-Martin, nommé par décret du 8 mai 1905, aux lieu et place de Poirier, qui précède, a prêté serment le 19 du même mois. Actuellement, sous les drapeaux, en qualité de caporal-fourrier au 206^e régiment d'infanterie de réserve.

Il est né à la Seyne-sur-Mer (Var), le 1^{er} décembre 1878, d'Etienne Sicard, capitaine au long cours, et de M^{me} née Claire Martin. Après avoir suivi les cours de l'Ecole d'hydrographie de Toulon, il a été commis-greffier de la justice de paix du 4^e canton de cette ville (1^{er} novembre 1903 au 15 octobre 1904). Il s'est marié à la Seyne, le 31 août 1905 avec M^{lle} Marie-Joséphine Rampal.

B. — Canton Sud.

1° Roy André, élu par l'Assemblée primaire secrétaire-greffier du juge de paix de la ville et commune de Saintes, prêta serment devant Riquet, le 11 décembre 1790. Réélu le 25 novembre 1792, il fut maintenu en place par arrêté de Bonaparte, premier consul, du 28 vendémiaire an XI, et exerça cette fonction jusqu'au moment où il fut révoqué, nous ne savons pour quelle cause.

Né à Préguiillac, de Michel Roy, tonnelier, et de Marie-Anne Préveraud, il était, lors de la Révolution, premier huissier audiencier au siège de l'élection de Saintes. Il avait épousé, en cette ville, paroisse Saint-Michel, le 9 janvier 1770, Catherine Rouhé (*alias* Roüy), fille de Nicolas Rouhé, maître menuisier, et de Françoise Lespine. Il est mort, à Saintes, le 17 juin 1808, à 72 ans.

2° Poitevin Jean, remplaça « le citoyen Roy déchu », en vertu d'un décret du 5 prairial an XI (25 mai 1803), prêta serment, le 8 fructidor de la même année (26 août 1803) et eût pour successeur Besoux. Ancien sergent royal, il était né à Chermignac, le 17 juillet 1758, de Jean Poitevin et de Marie Lallemand, et avait épousé à Rétaud : 1° le 4 septembre 1786, Marie Gillet, fille de Simon Gillet et de Marie David ; 2°, le 22 prairial an IV (10 juin 1796), Marie-Thérèse Arnould, veuve en premières noces de François Durivault, médecin-vétérinaire.

3° Besoux Etienne-André-Auguste, nommé par ordonnance du 10 septembre 1817, à la place de Poitevin, démissionnaire, remplit sa fonction de greffier jusqu'à son décès, qui eût lieu à Saint-Sauvant, le 10 novembre 1828.

Né à Rochefort, le 28 avril 1778, de Noël Besoux et de Anne-Magdeleine Crochet, il avait antérieurement appartenu à l'administration des contributions indirectes (1808-1817), et s'était marié successivement à Marie Judith Peloux et à Benigne-Charlotte Duchâtel, dont le père, Marc-Georges Duchâtel, propriétaire à Fontcouverte, était fils de Jean-Cosme Duchâtel, ancien avocat au présidial.

4° Boussard Jean-Baptiste-Casimir, remplaça Besoux le 28 mars 1829, prêta serment le 6 juin de la même année, et demeura en exercice jusqu'au 4 juin 1864.

Né à Rochefort, vers 1789, de Melchissédéc Broussard et de Madeleine Allenet, il est décédé à Saintes, le 8 avril 1874, à 85 ans, laissant de son mariage avec Marie-Louise Bartaré, un fils et une fille, Louise-Jeanne-Irma, qui a épousé, le 3 janvier 1848, Laurent-Victor Graire, professeur de musique à Saintes, puis à Monaco.

5° Fragnaud Henri-Pierre, nommé le 1^{er} juin 1864, en remplacement de Broussard, son cédant, prêta serment le 7 du même mois, et eût pour successeur Bouyer, qui suit. Entré

ensuite dans la magistrature cantonale, il débuta à Noirmoutiers, le 17 décembre 1885, et était, depuis le 8 avril 1894, juge de paix de Saint-Porchaire, quand il mourut, en ce canton, au Port-d'Envaux, le 1^{er} mars 1905.

Il était né à Saintes, le 1^{er} septembre 1835, de Félix Fragnaud, conducteur de diligences, et d'Elisabeth Bourbaud, qui était sœur de François Bourbaud, libraire et imprimeur à Saintes, rue Saint-Michel.

De son mariage avec M^{lle} Emilie-Florentine Walch, de Saint-Jean d'Angély, Fragnaud a laissé deux fils : 1^o Maurice, devenu sous-préfet de Fontainebleau, le 15 juillet 1914 ; 2^o et Georges, contrôleur des contributions directes à La Rochelle.

6^o Bouyer Etienne-Hippolyte, succéda à Fragnaud, le 12 juillet 1884. Serment du 26 du même mois. Démissionnaire en faveur de Guillot, qui suit. Il avait été auparavant greffier de la justice de paix de Royan.

Né à Berneuil (Charente-Inférieure), le 22 mars 1848, de Pierre Bouyer, cultivateur, et d'Eustelle Rabaud, il s'est marié, le 26 mai 1874, à Epargnes, avec Geneviève-Anasthasie, de cette commune.

7^o Guillot Jacques-Jules, nommé à la place de Bouyer, le 28 mars 1896, prêta serment, le 16 mars suivant, et céda sa charge à Laverrière.

Né aux Touches-de-Périgny, canton de Matha, le 14 mars 1862, de Jacques Guillot, propriétaire, et de Joséphine Bardut, il avait été greffier du tribunal de commerce de Marennes (13 juillet 1887-18 juillet 1894). Il a contracté mariage en cette dernière ville, le 4 octobre 1888, avec M^{lle} Blanche-Edmée-Marie-Rose Frater.

8^o Laverrière Joseph-Jean, nommé en remplacement de Guillot le 27 juin 1899, prêta serment le 11 juillet même année, et céda son greffe à Blandin.

Ancien clerc de notaire, il fut greffier de la justice de paix de Saint-Agnant-les-Marais (14 mai 1892). Après son départ de notre ville, il a été successivement greffier de la justice de paix du 5^{me} canton de Rouen (30 décembre 1905), et greffier du tribunal civil de Céret (Pyrénées-Orientales) (17 janvier 1910), où il réside encore actuellement.

Né à Eymouthiers (Charente), le 6 janvier 1806, de Pierre Laverrière, instituteur en cette commune, et de Anne La-

brousse ; il a épousé M^{lle} Marie Laroche, fille d'un maître de forges de Varaignes (Dordogne).

9° Blandin (François-Georges), capacitaire en droit, ancien clerc de M^e Bediou, notaire à Bordeaux ; il a remplacé Laverrière. Serment du 7 octobre. Il est en ce moment mobilisé comme lieutenant au 10^e hussards.

Né à Libourne (Gironde), le 31 octobre 1875, de Émile-Victor Blandin, colonel de cavalerie en retraite, originaire de la Lorraine annexée, décédé à Bordeaux le 16 décembre 1914, et de Madame, née Jeanne-Alide Palus ; il a épousé, à Bordeaux, le 29 janvier 1906, M^{lle} Marie-Érinna Duranthon.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

DOCUMENTS ANNEXÉS

I

Procès-verbal constatant l'absence d'assesseurs.

Cejourd'huy, vingt-huit fructidor an sept de la République Française, nous, François Riquet, juge de paix de la cité et commune de Saintes, nous sommes rendus au *Pallais National*, lieu ordinaire de nos séances, pour y tenir notre audience sur les dix heures du matin, où nous avons trouvé toutes les parties, tant demanderesses que défenderesses, nous étant trouvé seul pendant plus de trois *cartes* d'heure sans qu'aucun des assesseurs se soient rendus, nous avons envoyé le citoyen Bonnaud, notre huissier, pour en chercher deux, et à onze heures le c^a Toussin, l'un d'eux, s'est rendu et a resté avec nous jusqu'à midy, ledit Bonnaud nous ayant assuré n'avoir pu en trouver d'autres, et a *rapporté* que le c^a Massiou, autre assesseur, ne s'est pas trouvé chez luy et que sa femme luy a assuré ne pas savoir où il étoit ; qu'après plusieurs recherches en différents endroits de cette commune, il n'a pu le rencontrer, ce qui nous a déterminé à renvoyer l'audience à une heure de relevée, à laquelle, moy, juge de paix soussigné, me suis rendu au lieu ordinaire de mes séances, où toutes les parties qui avoient des causes, tant au tribunal de police qu'à la justice ordinaire, étoient rendues, et à deux heures s'est présenté le c^a Néron, l'un des assesseurs, qui n'est pas de service, non

plus que le c^a Toussaint, pendant ce mois, qui a déclaré être prêt d'assister à l'audience, ayant envoyé de nouveau notre huissier pour chercher un second assesseur, il nous a *rapporté* que le c^a Toussaint avoit été requis pour faire un accouchement en campagne et qu'il avoit inutilement cherché le citoyen Massiou, sans pouvoir le découvrir, de sorte que, voyant ne pouvoir tenir notre audience, nous nous sommes déterminé à renvoyer les parties cités au cinquième jour complémentaire prochain, neuf heures du matin, auquel jour et heure toutes parties demeurent intimées.

Et avons dressé le présent procès-verbal pour estre adressé à qui de droit, valoir et servir ce que de raison. Clos et arrêté dans la salle de nos *scéances*, sur les trois heures et demie, les jour, mois et an que dessus.

RIQUET, juge de paix ; ROY, greffier.

(Extrait des minutes de la justice de paix du canton sud de Saintes).

II

Procès-verbal, dressé par les juges de paix de Saintes, pour relater le passage du duc d'Angoulême dans leur ville (1).

Le neuf juillet mil huit cent quatorze, Son Altesse Royale, Monseigneur le Duc d'Angoulême, venant de Rochefort, a traversé notre ville, sur environ les trois heures et demie du matin, et s'est rendue à l'Hôtel de la Sous-Préfecture, escorté des gardes d'honneur, des gendarmes, de la garde nationale et des drapeaux, précédés du corps municipal et de la musique.

S. A. R., extrêmement pressée de se rendre à Bordeaux, s'est constamment tenue à la portière de sa voiture où elle a été complimentée par toutes les autorités civiles et militaires.

Dans le court espace de temps que S. A. R. a bien voulu demeurer parmi nous, les juges de paix de cette ville ont été admis à lui parler et, sur leur demande, elle leur a accordé, ainsi qu'à leurs suppléants, la décoration du Lys. Cette même faveur a été également accordée au sieur Mathieu-Elisabeth Brejon fils, bachelier en droit, par son Altesse Royale, sur la demande qu'en a faite son père.

(1) L'original de ce procès-verbal est de la main de Bréjon. (Minutes de la justice de paix du canton nord de Saintes).

S. A. R. est ensuite partie pour Bordeaux et a été accompagnée dans le même ordre jusqu'à sa sortie de la ville.

A son entrée et à son départ, les cris mille fois répétés de Vive le Roi, Vive le Duc d'Angoulême, Vivent les Bourbons, se sont faits entendre de toutes parts.

De tout quoi les juges de paix susdits et soussignés ont fait et dressé le présent procès-verbal pour être déposé à leurs greffes, et dont un double sera par eux envoyé à M. le Maire de cette ville, avec invitation de le réunir aux archives de la Mairie.

A Saintes, les jour, mois et an que dessus.

BREJON. DANGIBEAUD.

III

*Lettre adressée par Voix, juge de paix du canton nord,
à M. Gouillard, avocat à Cognac.*

(Communication de M.-J. de La Chartrie).

Saintes, le 24 mai 1823.

Mon cher Gouillard (1).

Je vais réclamer de votre obligeante amitié un service important pour une affaire qui me touche de près. Voici ce dont il s'agit et en même temps mon secret.

M. Brejon, juge de paix du canton de Saintes (arrondissement du nord), a donné sa démission, pure et simple, de cette place, attendu son âge avancé et ses infirmités, dans l'espérance que son fils, âgé à peine de 30 ans, lui succédera. Brejon fils est même dans ce moment à Paris pour se faire nommer.

J'ai 39 ans, je suis premier suppléant de ce juge de paix, et, en cette qualité, je crois avoir des droits à la place dont il s'est démis sans aucune espèce de condition, parce que, si sa démission eût été conditionnelle, on ne l'eût pas acceptée.

Par conséquent, j'ai fait et fais encore beaucoup de démarches pour obtenir cette place. Jusqu'à présent, tout semble être d'un favorable augure pour moi. J'ai l'espoir fondé d'être incessam-

(1) Jacques Gouillard, (Saint-Jean d'Angély, 23 novembre 1784 † Cognac, le 13 décembre 1856), bâtonnier de l'ordre des avocats et 1^{er} adjoint au maire de cette dernière ville. Sa fille, Françoise-Suzanne-Sidonie, épousa, le 28 février 1848, le docteur Jean-Prosper-Eustache Tercinier (Livre *Les Tercinier et leurs alliances*, par J. de La Chartrie. Saintes, A. Hus, 1904).

ment présenté au Garde des sceaux par M. le Procureur général de Poitiers (1), et j'ose même croire que je serai noté favorablement par ce magistrat, mais cela peut ne pas suffire. Brejon fils étant à Paris, il est certain qu'il fera tout ce qu'il pourra pour réussir, quoique j'aye lieu de penser qu'il ne sera pas porté en première ligne sur la liste de présentation. J'ai donc besoin d'une puissante recommandation dans les bureaux du ministère et surtout auprès de M. de Vatimesnil, qui peut beaucoup pour ces sortes de nominations, étant secrétaire général et chef du personnel.

Comme je sais que vous êtes très bien avec M. Otard, député de votre arrondissement, qui a un très grand crédit auprès de tous les ministères, je vous serai infiniment obligé de lui parler, s'il s'est rendu à Cognac, ou de lui écrire, s'il est encore à Paris, pour qu'il ait la bonté de me recommander de suite à M. de Vastimesnil. Je ne doute nullement que s'il veut m'accorder cette faveur, sa recommandation ne soit d'un grand poids et que je ne puisse l'emporter sur mon concurrent dont vous avez sans doute entendu parler et qui ne serait pas à craindre, je vous assure, si sa nomination dépendait non seulement des autorités judiciaires et administratives, mais encore de tous les notables de notre ville.

M. Boscal de Réals, notre député, sera consulté en sa qualité de maire, sur la nomination, et il m'a assuré qu'il fournirait des renseignements favorables sur mon compte lorsqu'on les lui demanderait.

Il serait peut-être possible que M. Brejon ait mis dans ses intérêts M. Otard ; alors, pour ne pas compromettre les miens, il serait, je crois, sauf meilleur avis, à propos de lui demander sa protection pour cette place, sans d'ailleurs me nommer, parce que nul doute, s'il est prévenu par un autre, il vous le dira. Au surplus, je laisse à votre prudence (le soin) de faire tout ce que vous jugerez convenable dans l'occasion.

Si par des raisons que je puis ignorer, vous étiez en position de ne pas pouvoir parler ou écrire en ma faveur à M. Otard, vous me rendriez un service essentiel d'employer l'intermédiaire d'une personne quelconque qui serait très bien avec lui

(1) M. Mangin, Jean-Henri-Claude, qui, en 1829, remplaça M. de Belleyrne à la Préfecture de Police.

et à qui vous confieriez mon secret ; je dis mon secret, parce que j'ai intérêt que rien ne transpire à cause de la famille Brejon qui peut-être est dans la persuasion que je ne fais aucune démarche.

Pardon, mon cher Gouillard, de toute la peine que je vais vous donner. Je voudrais bien, de mon côté, trouver l'occasion de vous être utile et agréable en quelque chose. Je la saisirais, vous devez le croire, avec autant d'empressement que de plaisir.

Tout à vous. Votre dévoué serviteur et ami.

Voix.

DOCUMENTS

VIEILLES LETTRES DE SAINTAIS

(1834-1846)

Avez-vous recherché quelquefois ce que pouvaient conjecturer nos aïeux sur l'époque à laquelle nous vivons ? C'est un jeu assez divertissant, et la comparaison de leurs prophéties avec la réalité donne lieu, souvent, à des constatations amusantes.

On prête à Napoléon I^{er} captif à Sainte-Hélène, vers 1820, cette sentence : « Dans cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque ».

L'Europe n'est encore devenue ni l'une ni l'autre, que je sache, depuis 1870.

Un homme grave et des plus intelligents me rapportait sérieusement, en 1873, ce propos d'un bien pensant : « Lorsque Gambetta sera le maître, vous aurez encore le temps de sauver vos têtes par la fuite ; quand Clémenceau gouvernera, il sera trop tard ». Je crois bien que depuis le passage au pouvoir de ces deux hommes d'état, nombre de bourgeois et d'autres se sont plaints qu'on ait trop respecté de têtes... d'apaches.

Ces réflexions me venaient à l'esprit en parcourant des liasses de vieilles lettres écrites par ou à des Saintais, dans les deux derniers tiers du XIX^e siècle. Il y a bien peu à glaner dans tout cela.

Pourtant, devant la répétition constante de noms de familles alors prépondérantes dans le pays, on éprouve un sentiment mélancolique. Combien de ces noms ont disparu de la région ! Avec quelle rapidité s'est renouvelé même dans un petit coin bien calme et retiré de la France, le personnel jadis dirigeant, aujourd'hui annihilé, anéanti par extinction des familles, par leur émigration surtout vers Paris !

Ainsi s'explique le peu d'intérêt que les générations nouvelles semblent porter au passé provincial : la centralisation favorisée par les chemins de fer a brisé les liens qui rattachaient l'avenir à la tradition paisible, obscure mais laborieuse : Ceci a tué cela.

En 1834, vivait à Paris un jeune étudiant qui se révèle un tantinet gourmand, légèrement épicurien ; d'ailleurs travailleur et raisonnable et d'un cœur exquis : fanatique du théâtre de M. Scribe, de *Bertrand et Raton*, *La Chanoinesse*, etc., de Rubini, Tamburini, Lablache, la Taglioni, sans dédaigner l'exécution, par les élèves de Choron de la messe de Pâques à Saint-Roch, qui lui rappelle « les siècles de foi brûlants de ferveur » ; en somme enthousiaste de la vie de Paris.

« Va donc, écrit-il à son frère, va donc dans un salon, après avoir entendu Nourit ou Cinti Damoreau, entendre la jeune fille sur son piano ou sur sa harpe ; à moins que tu ne sois épris d'elle, (et alors adieu la raison !) comment veux-tu lui dire, sur son talent, de ces douces choses dont le mérite seul est digne ! On a trop vite vécu. Je te plains dans ta prison. Ici un cours, et puis cours à la Sorbonne, bibliothèques publiques, du matin au soir.

Ainsi descend gaiement le fleuve de la vie.

Pauvre reclus ! A Saintes, sans doute, il y a bien aussi des femmes aux pieds de sylphides, à la démarche gracieuse et qui vous révèle tout ce qu'une femme pense, mais, dans une petite ville, c'est de fait un cercle bien rétréci ».

Mais les temps étaient durs (déjà !) et après avoir, en février 1834, à une soirée chez M. Lemer cier « bu de l'harmonie italienne plus qu'à satiété », le jeune enthousiaste « de cette vie nerveuse de Paris qui se résume en deux mots : travail, plaisir », dut rentrer dans le *cercle rétréci* de Saintes.

Il avait eu toutefois le temps de constater, à Longchamps, devant les brillants équipages de la cour, de M. Aguado, etc.

que « tout cela avait tellement fasciné mon ami, ce pauvre républicain de J... (un conspirateur, s. v. p.) qu'il ne put disconvenir que bien des prolétaires, s'ils étaient à même de satisfaire de tels goûts, ne fussent plus *Barras* que les plus aristocratiques (sic) d'écus du jour ».

Le 21 décembre 1835 il écrit à son frère, fonctionnaire dans un autre département. « A ton boston, tes choux, j'opposerai une seule partie de vingt et un chez une gentille voisine avec des demoiselles où j'ai perdu mes cinq francs. Leur eau-de-vie qui, à ce que j'entends dire chaque jour est d'un prix assez élevé, est un peu moins prosaïque, mais dans ce pays ils ne savent pas honorer Dieu des dons qu'il leur a faits : aussi c'est à peine si ma poitrine en a été réchauffée deux fois par ce temps de frimas...

« Tu nages dans la prospérité en comparaison de notre paupérisme sous le rapport femino-social... Je passe quelques soirs au salon littéraire où je me nourris de politique de la *Nouvelle Minerve* et de la *Revue de Paris*, et puis *povero* devient *felicissimo* quand une soirée chez Madame Briault ou Madame Darroman lui montre, pour lui prouver qu'il en existe encore, quelques visages féminins »

En juin 1836, il pilote dans la société « le polytechnicien Emile Marchegay, envoyé à M. Chalumeau, inspecteur dans le génie, pour passer six mois dans notre ville » et tâche de lui rendre la vie de Saintes moins monotone : « mais tu connais nos mœurs ! » toutefois, en octobre, il annonce un « déjeuner monstre » offert par ses parents.

Mais il est encore bien mal acclimaté, et voilà presque une diatribe, 6 janvier 1837 : « Pas une fête, pas un diner un peu soigné, pas un bal, pas même l'apparence pour ce carnaval. Ce monde est vraiment ridicule : vieillards, hommes mûrs, jeunes gens, tous sont froids, économes, entassent écus sur écus. Avec tout cela, une très grande misère ; aussi est-il question de quêter pour les pauvres.

Nos demoiselles préparent leur vol pour s'ébattre ailleurs ; il est question de deux mariages, d'une demoiselle Savary et d'une demoiselle Gout : toutes deux se marient avec des officiers de marine ; tout cela part pour Rochefort ; elles n'ont certes pas tort de quitter ce pays d'ours... »

Le 6 février « le général Lacroix a manqué avoir une affaire d'honneur qui n'a manqué que par la pusillanimité du plus

grand nombre de ses confrères, les légionnaires de Saintes. Un Gérard, ancien sous-officier à Colmar, avait servi d'agent provocateur auprès du malheureux colonel Caron, sous la Restauration ». Ayant accompli sous l'Empire un acte d'héroïsme, il avait obtenu en 1836 la promesse de la croix d'honneur et en avait porté le ruban. « Ce fut, de la part de tous nos légionnaires, un *hourra* universel (sic) si bien que le préfet fit retirer la lettre par le maréchal Gérard ». L'homme est parvenu à faire signer par le plus grand nombre une pétition en sa faveur. « Notre bon général, tu le penses bien, n'a pas voulu signer : de là provocation, duel que les témoins ont empêché à sa satisfaction... Ce Gérard est poussé par les Carlistes. De tout quoi nous sommes dans un *qui vive* perpétuel et inondés de lettres anonymes ».

« Joli bal chez M. Rousset et c'est tout ; demain un bal pour les pauvres qui sera un *pauvre* bal, avec douze danseuses au plus (1) ».

Notre jeune homme, tel Antée au contact de la terre, reprend un peu d'humour et de gaieté à la campagne, 28 mars 1838. « J'ai planté douze journaux de vigne. Malgré vents et marées, grâce à trois harangues ronflantes, à de nombreuses libations, à 310 livres de pain et viandes et légumes en proportion, j'ai planté dans deux jours. C'est une plantation à la joie, c'est-à-dire une véritable noce : le soir violon et bal. Le premier jour, j'avais 75 personnes ; le lendemain 64 planteurs et 56 vierges, dryades ou naiades : total 120 personnes. Me vois-tu faisant le sultan, embrassant une fille à droite, en pinçant une à gauche, m'appuyant sur les genoux de la troisième ? Nos belles campagnardes sont forts rebondies : ce sont les villageoises de Téniers. Si tu me demandes si j'ai été plus loin,

(1) La souscription (six francs par personne) aux deux bals de bienfaisance de Saintes en février 1837 recueillit 660 fr. de 110 personnes, surtout des fonctionnaires : MM. de Tanlay, sous-préfet, Meyer, commandant de la gendarmerie, général Delacroix, Deaubonneau, directeur des contributions indirectes, Th. de Bremond, marquis de Saint-Légier La Sauzaye, Briault, médecin. Brejon, avocat, Ad. Duret, Dudemaine père, Savary, juge d'instruction, Delon, ministre protestant, Labarre, vérificateur des poids et mesures, Huvet, agent de change, Tortat, procureur du roi, Gout, président du tribunal de commerce, Rousset, vice président du tribunal civil, L. Amouroux, maître de pension, Bobe Moreau, médecin, Moreau, directeur d'école, Malgouvé, directeur des contributions directes... etc.

je te répondrai que je me suis arrêté sur les limites du vice. Enfin, semblable à O'Connell, chacune de mes harangues a été saluée d'un triple hurra ». Joignez à cela la perspective d'un voyage au cher Paris ou « j'espère bien boire à longs traits dans la coupe des jouissances avant de m'endormir du sommeil de marmotte que l'on savoure à Saintes ».

Toutefois (23 avril) : « Le bal de la fête patronale aura lieu le 29 ; le général Lacroix est commissaire pour notre fête, outre nos bals, nous avons la troupe de Renard père, opéra, celle de Renard fils, vaudeville, Saintes sautera *sicut arietes*, *sicut agni ovium*. »

Vers cette époque, le père de notre jeune homme était à Paris, courant les ministères, se heurtant dans ses projets contre les députés de La Rochelle. « C'est bien le siècle de l'intrigue ! On se dispute les places, les faveurs, même ce qui serait le plus juste, avec un incroyable acharnement » écrit-il : (Déjà !!! Moi qui croyais... au bon vieux temps !) Et favorisé d'une gracieuse audience de Louis Philippe, « toute l'étiquette consistait à prendre des bas de soie et des souliers », il obtenait du roi citoyen cette affirmation réitérée : « J'en parlerai au ministre avec intérêt, c'est tout ce que je puis faire. » (8 avril 1838).

A Paris, le solliciteur évolue dans un milieu saintongeais : 2 avril : « Le dîner d'hier chez Madame la comtesse Duchâtel, a été nombreux et brillant : on ne peut en faire les honneurs avec plus de grâces et d'amabilité que ne l'a fait la comtesse. C'est un luxe remarquable et un ton exquis. Je me suis trouvé entre MM. Agier et Chégaray. Après dîner, réception des plus hauts personnages et de dames charmantes. J'y ai vu MM. de Saint-Cricq, Bessières, le duc de Cazes, M. et M^{me} Titon, de La Rochelle, M. Duret, d'Archiac, qui m'a chargé de ses compliments pour sa famille. »

9 avril : « Le dîner de M. de Tanlay était somptueusement servi sans prodigalité. M^{me} du Vivier, sa fille, en faisait les honneurs en face de son père. Le couvert était de 16 personnes, gens polis et d'un très bon ton. Je ne connaissais là que le baron Lemer cier. Après le dîner, j'ai fait une partie de wisth et ensuite j'ai accompagné M. Lemer cier chez le vicomte, son frère, qui a été pour moi, près de M..., un chaud partisan. »

22 avril : « Ce soir je dîne chez Mesdames Monge et Eschas-sériaux. C'est la bonne Madame Monge qui a pris l'initiative de l'invitation. Elle est très âgée, mais encore pleine de santé

et en état de soutenir la conversation comme si elle n'avait que 50 ans; Madame Eschassériaux m'a paru une femme fort distinguée et une de ces têtes organisées comme beaucoup d'hommes seraient heureux de l'être. »

Voici un écho d'une autre société.

24 mars: « Madame de Béranger qui est allée au bal Rotschild m'a dit qu'on ne peut se faire une idée de la somptuosité de cette fête; c'est un rêve des mille et une nuits; il y a dans le salon des fauteuils en or ciselé du prix de 4.000 francs l'un. Là se trouvaient les ministres, le corps diplomatique, la cour et le faubourg Saint-Germain qui sollicite des invitations tandis qu'il dédaigne les bals des Tuileries. »

26 août: « M. de Tanlay est allé saluer le duc d'Orléans à Bordeaux; l'enthousiasme qui, le premier jour était raisonné, a été crescendo. Il a vu M. Filleau et la belle Bathilde qui a eu l'honneur d'être du quadrille de la princesse. »

(A suivre).

QUESTIONS

N° 829. — Vers la fin du XVIII^e siècle, l'abbé de Citeaux, obligé de sévir contre un moine, nommé dom Patrouillot, l'avait fait enfermer dans une cage de fer, dont la découverte, lors de la Révolution, fut l'occasion, à l'Assemblée nationale, de violents discours sur les drames mystérieux des cloîtres. Or, dom Patrouillot, après avoir subi sa peine, fut envoyé à l'abbaye de la Frontenade, où il se trouvait encore en 1790, et il est à croire qu'il dût être interrogé à plusieurs reprises, relativement aux châtimens à lui infligés par l'abbé de Citeaux.

Quelqu'un pourrait-il fournir des renseignements à ce sujet ?

Sait-on ce que ce moine est devenu ?...

C. V.

N° 830. — M. de Massougnès pose la question suivante dans le *Bulletin mensuel de la Société archéologique et historique de la Charente* (avril 1915). Elle est d'un intérêt qui dépasse la Charente, aussi la reproduisons-nous.

L'usage des prénoms germaniques, progressivement établi pendant la période mérovingienne, et devenu tout à fait prédominant sous les rois de la seconde race, persiste avec la même faveur jusque sous les premiers capétiens, à l'exclusion presque totale des prénoms romains ou d'origine hébraïque qui, eux-mêmes, avaient jadis complètement supplanté les noms gaulois. Mais, à une époque que notre confrère limite approximativement du milieu du XII^e siècle à la fin du premier quart du XIII^e siècle, une révolution radicale s'est accomplie : la plupart des prénoms germaniques ont disparu. Ne sont plus généralement employés que les noms de saints, en majorité romains ou d'origine hébraïque, et les seuls prénoms germaniques encore usités sont ceux qu'enseigne l'hagiographie comme *Guy*, *Bertrand*, *Bernard*, *Louis*, *Guillaume* ou *Raymond*. Et comme cette période coïncide justement avec celle de la formation des noms de famille, il se trouve que les prénoms germaniques, ainsi tombés en désuétude, ne sont plus conservés que comme patronymes et constituent encore, à l'heure actuelle, un bon quart au moins des noms de familles françaises tels que *Mesnard*, *Durand*, *Auger* ou *Bardon*.

LIVRES ET REVUES

FOREL. — *Voyage au pays des sculpteurs romans* (France).

Ce titre répond imparfaitement à la réalité contenue dans le livre ; il en donne une idée incomplète en ce sens qu'au lieu de nous parler longuement et uniquement de sculpture, de comparer les œuvres des imagiers du XII^e siècle des différentes régions et d'en tirer une théorie, l'auteur a écrit une petite histoire de l'architecture romane dans laquelle la sculpture n'entre que pour une faible part. La région charentaise tient une trentaine de pages (80-126).

M. Forel est un Suisse qui a passé ses vacances de plusieurs années à parcourir la France avec sa fille. M^{lle} Emmeline Forel, chargée de dessiner les monuments, voire les sites, tandis que lui examinait, prenait des notes destinées à fixer ses souvenirs et les raviver en temps voulu. Il a vu beaucoup, et vu d'un œil particulièrement rare en cette sorte de matière.

Artiste, il parle le langage du peintre et du sculpteur ; il voit tout avec l'œil expérimenté qui cherche les jeux de lumière, analyse la gamme des tons, excelle à composer un tableau au point de vu de l'effet. Une façade, une nef éclairée à une certaine heure, une cérémonie religieuse, sous certain rayon de soleil, le transportent de joie, la patine que le temps a répandue sur les pierres l'enchantent. Civray, sous ce rapport, — et d'autres, — lui paraît un chef-d'œuvre. « Celui qui rend aux vieilles pierres assemblées la couleur du rocher dont elles furent tirées, celui qui peint les vieux murs et habille les statues des teintes de sa patine — le Temps — nous a laissé, dans la façade de Civray, une œuvre vraiment parfaite » (p. 100). « Bref, — à Aulnay, — ce bijou de porte nous laisse regretter une chose : c'est l'absence de la patine d'airain de Civray » (p. 107). Seulement, il n'aime pas toutes les lumières. Celle du matin doit lui être fort désagréable, sans doute parce qu'elle lui semble trop grise ; il préfère l'heure où le soleil baisse à l'horizon, « dore » les pierres et répand à l'extérieur et à l'intérieur des églises une ombre pleine de mystère qui l'invite à des méditations qu'il a cristallisées dans ses notes en phrases évaporées. « A mesure que le jour baisse, la couronne des absides s'enveloppe, s'estompe et s'anime de plus en plus : on dirait une bête monstrueuse, d'un reptile fabuleux enroulé sur lui-même et dressant sa tête vers le ciel. Écoutez ! il en sort une voix qui s'égrène dans les airs en notes argentines. Restez encore, c'est l'*Angelus* ; vous comprendrez alors toute la valeur des vieux maîtres du pays ! » (p. 75). Partout M. Forel médite et nous invite à méditer. M. Forel a fait œuvre personnelle et d'absolue sincérité. Ce n'est pas un dydacte qui expose une théorie savamment élaborée, avec preuves, raisonnements, rapprochements ; il ne combat personne, il n'étale pas une vaste érudition. Très peu de notes au bas des pages. Il se présente, au contraire, comme « un ignorant qui écrit pour les ignorants. » Ignorant, il ne l'est pas autant qu'il l'affirme ; il se trompe parfois (la nef de Saint-Eutrope, démolie par les huguenots, p. 112), mais il a travaillé et il a lu plus qu'il ne paraît. Il est possible qu'il ait eu l'intention de servir de cicerone aux gens pressés, qui veulent tout voir sans se donner la peine de chercher. Ce rôle, il l'accepte ; il indique la place où le visiteur doit s'asseoir s'il veut éviter telle défectuosité ou jouir d'un rayon de lumière sur tel chapiteau ou telle partie de

l'église. Il décrit sommairement, mais il ne dédaigne pas de présenter ses idées sur l'évolution de l'architecture. On ne voyage pas quatre ou cinq ans, avec un programme nettement arrêté; on ne parcourt pas pendant plusieurs années de suite des régions choisies, sans meubler son esprit de remarques plus ou moins neuves et générales qui aboutissent à une opinion d'ensemble. M. Forel croit à un grand rayonnement de l'école d'Auvergne. Il a peut être raison. Il est revenu chez lui avec des carnets remplis de notes, un grand enthousiasme et un désir manifeste de communiquer à autrui sa joie et ses impressions. Son livre est donc une longue conférence, largement traitée, où apparaît tour à tour l'artiste, l'archéologue, le philosophe, le catholique, le poète, une longue apologie des ouvriers romans, avec une pointe, souvent acérée, contre les modernes qui ont gâté l'œuvre des anciens; mais il ne s'attarde jamais longtemps dans des regrets et des récriminations inutiles; il a vite pris son parti des erreurs de restauration et se livre tout entier au plaisir que lui procure le reste. Il découvre donc son âme, surtout son sens artistique; il fait une confession complète, et sa sincérité nous vaut des idées originales, parfois justes, parfois étranges, parfois obscures. Ainsi, à Rétaud (p. 116), « la vieille tuile ronde et les humbles plantes qui croissent dans le calcaire effrité assurent la communion de l'œuvre humaine avec l'éther. » « A l'heure où le soleil abaissé sur l'horizon dore un peu les sombres collines (du Morvan) et projette ses derniers rayons sur la face intérieure des lourdes ogives qui jalonnent les bas-côté de la cathédrale d'Autun; à cette heure révélatrice entre toute, entrez dans la silencieuse église et vous entendrez une chose plus belle encore que la voix humaine : le chant des pierres entassées.... cette symphonie est faite d'ombre et de lumière. » Évidemment, il faut une certaine habitude !

Ce sont là des confidences qui révèlent l'homme et donnent le ton de son ouvrage, tout de sincérité. C'est même cette sincérité qui l'a poussé à insérer au milieu des églises romanes des digressions sur Uzerches, le port de La Rochelle (y compris le monument de Fromentin), l'art bourguignon à Dijon et la Vierge du musée du Puy. L'artiste n'a pas pu garder pour lui seul, ou ses conversations, les sensations ressenties.

Cette pleine franchise non dépourvue d'imprévu, ajoute au charme du livre, attire et intéresse, elle nous vaut d'ailleurs

des conceptions hardies, des explications qui ont au moins le mérite de la nouveauté.

Le chapitre V est consacré aux *Eglises latines de l'Ouest*. L'auteur nous conduit à Aubeterre, Chalais, Châteauneuf, Saint-Amand de Boixe, Ruffec, Civray, Saintes (sauf l'abbaye), Ecurat, Echebrune, Rétaud, Rioux, Pont-l'Abbé, Echillais, Aulnay (un des chapitres les plus étendus sur la sculpture), Surgères. Plus tard, M. Forel nous entretiendra des églises à coupole. Il ne paraît pas avoir visité Fenioux, Chadenac, Marignac, Saint-Fort ni le Bordelais. Il a été frappé comme tout le monde du style de nos façades chargées d'arcatures et il n'a pas manqué d'en chercher l'origine. Voici la pensée que son voyage à travers le pays lui a suggérée :

« Sous un ciel aimable (p. 89), l'herbe fauchée des prairies et les blés mûrissants apportaient l'offrande de leur parfum discret. Clairs miroirs, les rivières au cours somnolent n'éveillaient que des souvenirs apaisés et des espoirs modestes. Tout semblait sommeiller dans notre âme et dans la nature. Les eaux assoupies dans le vert des prés, des roseaux, des joncs et des arbres, ne se réveillaient un instant que pour refléter, dans leur œil entr'ouvert, le ciel léger d'Aquitaine ». Cette littérature manque évidemment de simplicité, mais n'est-ce pas la copie de notes prises sur place par un peintre. Continuons, elle tend vers un autre but. « Et pourtant, ces campagnes ne furent pas toujours insouciantes et passives : jadis — il y a peut-être huit ou neuf cents ans — leurs habitants, inspirés d'elle, intervinrent dans l'évolution de l'architecture religieuse par l'apport d'un principe nouveau : le « frisson nouveau » de Victor Hugo ; ils apportèrent l'arcature, c'est-à-dire la succession d'arcades égales dont ils décorèrent leurs absides et surtout leurs façades. Et de cette décoration des petites façades romanes, sortit l'architecture des trois grandes façades gothiques parfaites : Paris, Amiens et Reims ».

D'où vient cette arcature ? Gros problème dont M. Forel apporte une solution toute personnelle et neuve.

« Les prairies de l'Ouest sont encloses par des bordures de saules, de chênes sveltes fortement ébranchés, mais conservant intactes leurs têtes expressives ; par des vergnes et par de hauts peupliers ronds (avec un peu d'habitude, ajoute l'auteur en note — toujours l'artiste philosophe — on arrive à faire abstraction du peuplier d'Italie, arbre exotique qui ne fait que

désharmoniser le paysage). « Est-ce ces assises arrondies et sombres, se dessinant sur la plaine éclairée qui fournirent aux architectes angoumois, saintongeais et poitevins la formule vivante dont ils allaient décorer leurs églises ? de même que leurs confrères périgourdins auraient été induits à l'idée de la coupole par le dôme des châtaigniers ? Tout au moins ces deux motifs (arcature et coupole) — importés probablement d'Italie et d'Orient — trouvèrent-ils dans ces régions de l'Ouest une harmonie préexistante grandement favorable à leur développement ». « L'arcature une fois trouvée (p. 90), les architectes en varièrent l'usage à l'infini, lui attribuant un rôle tout nouveau dans l'ordonnance architectonique des absides et des façades et dans la décoration des baies. La broderie, dont ils surent recouvrir leurs arceaux et leurs voussures est incomparable : Aucune autre province ne peut offrir rien d'approchant ».

« Pour exécuter (p. 91) toute la sculpture que nous venons d'analyser sommairement (33 lignes), les artistes saintongeais furent servis par une pierre admirable : le calcaire tendre de leurs pays qui permet le travail le plus simple et le plus fin. On peut même dire qu'ils furent trop bien servis, en ce sens qu'ils dépassèrent parfois la limite de ce que comporte, en surface ouvragée, un morceau d'architecture. Mais ces quelques cas où la passion de l'ornementation confine à la folie sont rares : il n'y a guère que l'abside de Rioux qui produise ce malaise spécial du *trop riche* ». Cette finesse de travail empêcha l'ouvrier d'aspirer à la grande statuaire. « Aussi, n'est-ce point ici qu'il nous faudra chercher les origines de la sculpture monumentale au cours du XII^e siècle ; tout au moins en ce qui concerne les tympans et les statues d'ébrasement, car la décoration postérieure des voussures emprunta maint détail aux porches saintongeais et poitevins ».

Les « croquis » plus ou moins poussés suivant les cas, que M. Forel a pris de nos églises, ne peuvent être analysés : il faut les lire. Ils sont du reste choisis avec soin et toujours reflètent la joie que les monuments lui ont procurée.

La partie la plus critiquable et la moins bien venue est assurément celle sur laquelle on aurait dû insister à défaut de descriptions. L'illustration est assurément très riche, mais de cette *richesse* hors de propos qui effraie l'auteur. Un peu moins de couleur, beaucoup moins de pittoresque, moins de dessins d'ensemble d'après des photographies, ou d'après nature, et

beaucoup plus de *documents photographiques* aurait singulièrement ajouté à la valeur de l'ouvrage qui serait devenu ainsi presque un livre d'études tandis qu'il ne sera jamais qu'un agréable passe-temps.

Certes, M^{lle} Forel est une artiste de talent, d'une patience admirable, mais elle s'est attaquée à une tâche des plus ingrates et des plus difficiles : ses croquis de sculpture visent au chic, ils sont dépourvus du sentiment roman. C'est un défaut en l'espèce. Les crayons en couleurs sont très intéressants, mais la plupart des gèners, des sourvoyés. Que viennent faire dans un ouvrage sur la sculpture et l'architecture du XII^e siècle, une vue de Villeneuve-les-Avignon éclairée par un réflecteur électrique, ou un rayon de lune, ou un coup de soleil à travers un ciel tout noir ; des vues d'Avignon, d'Uzerche, d'Espalion, du port de La Rochelle, la tête de vieillard de l'école de Claus Sluter ?... D'autant que, tout en tenant compte des trahisons du procédé de reproduction, il faut s'étonner des colorations trop poussées et irréelles parfois. Ainsi nous avons une crypte de Saint-Eutrope d'un noir violet et roussâtre qui ne laissera pas d'étonner fort les Saintais. J'aime mieux le portail de gauche d'Aulnay — trop de couleur — mais juste, le cloître de Notre-Dame du Puy. Je ne puis approuver l'idée de faire ressortir sur fond rouge les reliefs des sculptures dessinées au trait. Je répète que dans ces planches hors-texte il y a du talent, mais j'eusse préféré que toutes ces vues de ponts et de ruelles, qui n'ont aucun rapport avec le fond du livre, fussent remplacées par quantité de chapiteaux, de frises, d'archivoltes, bien reproduits soit par une plume exacte et savante, soit par le procédé de l'imprimerie du texte S. A. D. A. G., qui est d'une précision et d'une netteté excellentes. La science aurait gagné ce que l'œil aurait perdu.

CH. D.

Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure, juillet 1914-août 1915.

M. Ch. Vigen publie *Quelques considérations tendant à établir la haute antiquité des souterrains-refuges dans la Saintonge*. La conclusion est que « beaucoup de ces souterrains-refuges remontent à une haute antiquité, à la période gauloise, ou même protohistorique, ce qui ne veut pas dire qu'on n'ait pas continué, bien plus tard, à en construire d'autres, ou à utiliser ceux dont le souvenir ne s'était pas perdu ».

Il est curieux de constater qu'en l'an 1915, les terribles engins employés par les Français contre les Allemands ont contraint ces derniers à creuser de véritables souterrains-refuges partout où le terrain le permettait. On parle de puits profonds de sept à huit mètres aboutissant à de grandes excavations pouvant loger un grand nombre de soldats, de caves à étages superposés.

BIBLIOGRAPHIE

Almanach paroissial de Saint-Seurin-d'Uzet pour 1914, Grenoble, imprimerie Notre-Dame, in-8°, 128 pages.

Contient une petite notice historique sur Saint-Seurin, l'ancien et le nouveau bourg, l'ancienne et la nouvelle église, l'ancien et le nouveau château, une pièce de vers de XYZ sur l'église de Saint-Seurin.

—
ARNAULD (Henri). — *L'aurore boréale*. Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1913, in-8°, 77 pages, une gravure, 10 figures.

L'auteur reprend une explication qui lui tient au cœur et qu'il a déjà exposée dans une petite brochure de 16 pages en 1884. Depuis cette date il n'a pas cessé de s'intéresser au problème de l'aurore boréale. C'est le fruit de ses lectures et de ses discussions des solutions proposées qu'il donne aujourd'hui dans une plaquette nouvelle quadruple de la première.

—
ATGIER (D^r). — *Nos vieux manoirs de l'île de Ré, Rivedoux, Millefleurs*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1915, in-8°, illustrations d'Emile Couneau et d'Oscar Hervé.

—
FROMENTIN (Eugène). — *Les Maîtres d'autrefois*. Paris, L. Carteret, éditeur, 1914, grand in-8°, IV-349 pages, eaux-fortes originales de Henri Manesse.

—
GRASILIER (Léonce). — *Parmi les vieux papiers*, conférence. Lille, imprimerie Lefebvre-Ducrocq, 1914, in-4°, 23 pages, 9 fig.

—

REGELSPERGER (Gustave). — *Le docteur Cureau, gouverneur honoraire des colonies*. Rochefort, imprimerie C. Thèze (s. d.), in-8°, 4 pages. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, 1913.

BEAUCORPS (Ch. de), d'Orléans. — *Une province sous Louis XIV. L'administration des intendants d'Orléans de 1686 à 1713. Jean de Creil, André Jubert de Bouville, Yves de La Bourdonnaye*. Orléans, Marcel Martin, 1911, in-8°, XVIII-460 pages.

COURCELLE-SENEUIL (J.-L.). — *Héraclès. Les Egéens sur les côtes occidentales de l'Europe vers le XVI^e siècle avant notre ère*. Paris, Leroux, 1914, in-8°. 344 p.

« Le mythe de Medousa, tel qu'il découle des textes, trouve une explication sur les terres et les régions maritimes atlantiques voisines du plateau central de la Gaule, et il n'en trouve pas ailleurs (p. 13). — Le site de la Gorgone Medousa est déterminé. Sa tête est la roche *La Congrée*, aujourd'hui *Rochebonne*, l'ancienne *Or Kanic* des postulans. Son corps est le long serpent formé par les eaux marines et fluviales qui s'étendent depuis Rochebonne jusqu'aux sources de la Charente. Les deux autres Gorgones sont définies par la statuette du dieu d'Autun (la Loire et la Gironde) », p. 17. Voilà : on commence à comprendre à la lumière de ces découvertes imprévues l'histoire des voyages de Persée et d'Héraclès. — X... (*Revue archéologique*, II, 1914, p. 159).

FOREL (Alexis). — *Voyage au pays des sculpteurs romans, croquis de route à travers la France*. Imprimerie de S. A. D. A. G., à Genève, Paris et Bellegarde, 1913, Paris, librairie Champion, grand in-8, tome I (seul paru), 252 pages. Dessins dans le texte, 30 planches, la plupart en couleurs, par M^{lle} E. Forel, et 4 planches en photographie.

GARRIGUET (L.). — *Le Grand Séminaire de La Rochelle, notes et souvenirs*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1913, in-8.

LA MORINERIE (Léon de). — *Heures tragiques de 1914*. Paris, librairie Amat, in-8°, 37 pages.

Register of the French Churches of Bristol, Stonehouse and Plymouth, edited by Charles Edmund Lart. and of Thorpe-le-Soken. edited by William Chapman Waller, F. S. A. Publication de la Huguenot Society of London. Londres, imprimerie Spottiswoode, in-4°, XXVIII-156 - XI-27 pages.

Très importante publication des registres protestants de Bristol, Plymouth, Stonehouse de 1687 à 1807. Mais surtout pour les premières années du XVII^e siècle, parce que les origines et parentés des personnes sont indiquées. En majorité, les noms sont saintongeais, particulièrement de la côte de Meschers, Saint-Seurin, Mornac, La Tremblade, Royan, La Rochelle. Malgré l'étendue du relevé, nous ferons en sorte de donner des extraits des actes intéressant notre département.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT

AVIS ET NOUVELLES : Statue de Champlain; Circulaire du ministre.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Dufaure. — *Mariage* : M. Pottier-Mlle Thionville.

VARIÉTÉS : *Le catalogue de Guillaume Tessier*, par M. J. Depoin. — *Quelques notes d'état civil pour servir à l'histoire des faïenceries de la Saintonge et de l'Aunis*, par M. Labadie. — *La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. l'abbé Lemonnier.

DOCUMENTS : *Vieilles lettres de Saintes*.

QUESTIONS ET RÉPONSES : *Questions* : Dom Patouillot; Substitution des noms de saints aux noms germaniques; Saint-Fort. — *Réponse* : Busoni; Saint-Fort.

LIVRES ET REVUES : *Revue des Etudes anciennes* : *Omphalos mediolanum*.

AVIS ET NOUVELLES

Plusieurs de nos confrères ont réclamé le volume de 1914. Il est resté en plan en août par suite de la mobilisation. Depuis il a été impossible de reprendre l'impression.

Le duc de Connaught a inauguré à Ottawa la statue de Champlain.

M. le Ministre de l'Instruction publique, par une circulaire en date du 3 mai dernier, que nous avons reçue trop tard pour l'insérer dans le dernier numéro de la *Revue*, demande la collaboration des membres des sociétés savantes à une enquête sur les événements, sentiments de la population, organisations diverses relatifs à la guerre depuis le mois d'août dernier.

Il s'agit en un mot de raconter, dans un rapport qui sera adressé au président de notre société, lequel l'expédiera au ministre, ce qui s'est passé dans la commune ou communes voisines de chacun de nous.

Voici les points principaux — non limitatifs — qu'il s'agit de traiter :

a) Mobilisation ; comment elle s'est effectuée ; esprit public ; paroles caractéristiques qu'on a pu recueillir.

b) Comment s'est reconstituée l'administration du village, après le départ de certains membres de la municipalité. Rôle de l'instituteur et de l'institutrice.

c) L'ordre public ; comment on assure la sécurité ; étude civique ; recrudescence ou diminution des délits ordinaires ; faits avérés d'espionnage (se méfier des faux bruits).

d) Vie économique. Agriculture ; la moisson, le battage, la mouture, etc. Industrie ; efforts contre le chômage. Commerce local ; ravitaillement ; prix. Le crédit. Les banques. Comment est accepté le moratorium.

e) Assistance. Paupérisme. Allocations de l'Etat et des municipalités. Solidarité privée.

f) Enfants. Garderies.

g) Hôpitaux et ambulances. Service médical et pharmaceutique, etc.

D'autres rubriques pourront évidemment être ajoutées.

Recommandez expressément :

1° De n'accueillir que des renseignements rigoureusement contrôlés. Il ne s'agit pas de laisser s'établir des légendes, ni des « mots historiques » inventés.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

M. Amédée Dufaure, ancien député de Seine-et-Oise, ancien conseiller municipal de Paris, est décédé à Paris, le juin 1915 dans sa 63^e année. Il laisse un fils.

Le 19 juillet 1915, a été béni, à Paris, le mariage de M^{lle} Marguerite Thionville, fille du colonel, avec M. Yves Pottier, fils de M. A. Pottier, avocat.

VARIÉTÉS

I

LE CATALOGUE DE GUILLAUME TESSIER

Il y a de longues années, en 1866, dans le *Bulletin religieux du diocèse de La Rochelle*, où les articles historiques abondaient alors, le théologal Cholet fit connaître un manuscrit de la bibliothèque de Troyes, portant le n° 1790 et rédigé par un bachelier en droit, Guillaume Tessier ; c'était le secrétaire de dom Tristan de Bizet, religieux de Clairvaux, promu en 1550 évêque de Saintes, mort en 1579 et enterré aux Bernardins de Paris. Tessier avait offert au prélat cet opuscule ; Tristan de Bizet ne s'en dessaisit pas ; Clairvaux en hérita, ainsi que de toute sa bibliothèque, et ce fonds est venu grossir celle de Troyes, c'est-à-dire de la ville même où cet évêque vit le jour.

Sous une couverture de parchemin, le manuscrit 1790 se présente avec l'aspect d'un in-16 carré, comportant six feuillets de papier qui encadrent quatorze feuillets de parchemin, cotés ainsi que deux des feuillets de papier qui les suivent. Sur le troisième feuillet liminaire se lisent ces mots : *Ex libris D. Episcopi Xanctonensis* ; les feuillets précédents sont inoccupés. Ce document, objet pour la première fois d'une publication intégrale, présente, on va le voir, un double intérêt.

C'est un *vade-mecum* facile à garder en poche, où, sous un très petit volume, sont réunis des renseignements de deux ordres, dont un évêque de Saintes pouvait avoir avantage à s'entourer en maintes occasions. Les premiers sont relatifs aux bénéfices dont il dispose *pleno jure* ; le nombre en est considérable, mais variable selon les archiprêtres : il en est où l'évêque nomme de plein droit à la majorité des cures ; dans d'autres, son droit ne s'exerce que sur deux ou trois bénéfices ; il en est un où il n'a pas une nomination spontanée. Cette liste, qui occupe les feuillets cotés 1 à 11, n'est donc nullement un pouillé diocésain ; c'est l'extrait du pouillé général en tant que l'évêque est intéressé directement aux mutations auxquelles il pourvoit *motu proprio*.

La seconde partie du manuscrit de Tessier n'est inédite qu'à compter du XII^e siècle. L'abbé Cholet en a publié le début avec des commentaires mordants qui, au défaut d'être peu charitables, en joignent un autre bien aggravant, celui de porter le plus souvent à faux. Cette seconde partie constitue l'*unique catalogue* que nous possédions sur les évêques de Saintes, avant les documents imprimés. C'est Guillaume Tessier qui le dressa, non sans grand labeur, ainsi qu'il le remarque ; et chose fort curieuse. à peine établi et transcrit, ce catalogue commença d'être divulgué, grâce à la publication du livre de Démocharès, — pseudonyme du docteur Antoine de Mouchy, — sur la perpétuité du sacrifice de la messe. De Mouchy cherchant à mettre en évidence, par la succession des évêques sur les divers sièges depuis les apôtres et les premiers conciles, la chaîne ininterrompue de la tradition œcuménique sur l'Eucharistie, avait écrit en divers diocèses pour se procurer des catalogues. Un chanoine de Saintes, son ami, François Noël, docteur en théologie, lui en envoya un, paraissant bien complet ; ce n'était autre chose que celui de Tessier. Cependant, des erreurs de transcription et quelques suppressions permettent de dire que l'œuvre du secrétaire de Tristan de Bizet n'a jamais été publiée telle qu'il l'a écrite.

Ce catalogue mérite trois reproches :

1^o Ainsi que Démocharès le signale avec une rigoureuse critique, il est incomplet d'un grand nombre de noms ;

2^o Il contient des interpositions *fort peu nombreuses*, et dont une ou deux seulement paraissent *certaines* et les quelques autres sont *probables* ;

3^o Il attribue à certains prélats des dates erronées.

En revanche, il est sûrement établi d'après des documents authentiques qui ont disparu dans l'incendie de la cathédrale par les protestants, peu d'années après sa rédaction. La preuve s'en tire de ce que l'évêque *Iostius*, prédécesseur d'Ilo (Iselon), voit son nom accompagné de l'indication que l'on ne trouve aucune mention de lui *in scripturis authenticis ecclesiæ Xantonensis*.

Tessier avait donc consulté des archives encore subsistantes, et il n'est pas surprenant qu'il y ait rencontré d'abord, peut-être, une nomenclature partielle dressée à une date ancienne, et qu'il se serait borné à rectifier ou à compléter, — ce serait la raison de l'insertion du nom de *Iostius*, — mais aussi certai-

nes notes annalistiques fournissant par exemple les noms des prélats du parti poitevin, qui ne purent gouverner leur église durant la période critique (1040-1062) de la domination angevine. Il y a lieu d'attacher la plus grande autorité à ces notes, qui sont entièrement confirmées, quant au rang et aux dates des évêchés, par les textes diplomatiques. La même valeur s'attache au résumé des efforts d'Iselon et de Goiran pour réformer le chapitre de Saintes.

En adressant ce catalogue à Démocharès, François Noël l'informa « qu'il avait été accepté par les chanoines de Saintes en 1560. » On peut en conclure qu'il n'était pas officiel auparavant; c'est donc bien sous Tristan de Bizet qu'il fut composé et soumis au Chapitre.

L'ouvrage d'Antoine de Mouchy a pour titre : *Christianæ religionis, institutionis D. N. J.-C. et Apostolicæ traditionis, adversus miso-liturgicorum blasphemiam... catholica et historica propugnatio*. C'est un in-folio, composé de plusieurs parties à pagination séparée, qu'on ne rencontre pas toujours réunies, et dont la première parut en 1562 à Paris. On ne le trouve pas aisément, et nous signalons l'exemplaire complet que les complaisantes recherches du très aimable conservateur de la Bibliothèque Mazarine, M. Ravaisson-Mollien, nous ont permis de consulter, et qui porte le n° 2133 B du catalogue des imprimés de cette bibliothèque.

Cette compilation constitue le premier essai non seulement d'une *Gallia christiana*, mais d'une *Series episcoporum* à la manière de Gams, car il contient des listes de prélats français et étrangers. Démocharès eut encore le mérite d'indiquer la méthode à suivre : rassembler les chronologies existantes, puis les compléter par des recherches dans les actes des conciles, annales, chroniques, pièces d'archives, etc. C'est par une véritable injustice que son nom reste oublié et son recueil inconnu des érudits. Mais comment s'en étonner ? A moins de le connaître d'avance, on ne saurait retrouver son œuvre : le système de classement des livres, d'après leur titre et non leur contenu, l'a fait reléguer parmi les traités de liturgie, et les lecteurs de la Bibliothèque nationale auraient peine à l'y découvrir. Ce système n'était pas, heureusement, celui du P. Lelong, qui a signalé l'intérêt spécial de la *Christianæ religionis propugnatio*. Grâce à lui, nous avons su comment rechercher le livre de Démocharès, non signalé dans Barbier,

Jean Chenu avait adopté sa chronologie des évêques de Saintes. Par un parti-pris inconcevable, dans sa *Gallia christiana*, qui précéda celle des Sainte-Marthe, point de départ du recueil des Bénédictins, Claude Robert a bouleversé le catalogue de Guillaume Tessier, et, par une malchance déplorable, c'est son absurde macédoine, fourmillement d'anachronismes incohérents, qui fut, de préférence aux listes des Bénédictins, choisie lorsque fut dressé certain tableau qui ne paraît guère, aux yeux des gens instruits, honorer la paroi de l'église Saint-Pierre où il repose.

J. DEPOIN

Partie vélin. F 1. r^o.

NOMINA BENEFICIORUM Reverendo in Xpisto patri et domino Domino Episcopo Xan(tonensi) pleno jure spectantium.

Et primo in civitate Xan.

Ecclesia Bte Marie de Puteo, alias Sancti Mauri	} anno 1529.
Sancte Columbe Xan.	
Sancti Fredulphi in castro Xan.	

Archipresbiteratus de Archiaco.

VIII l. Ecclesia Sti Gregorii de Tessonio	C. l.
XIX l. Sti Eulalie de Preguillaco	C. l.
L s. Bte Marie de Bernolio	XX l.
XL s. Sti Jacobi de la Jardo	XXX l.
IIII l. Sti Macuti de Columbario	XX l.
[blanc] Sti Leodegarii prope Villar. Ponth.	XX l.
XVI l. XVI s. Bte Marie de Jazennes	IIII ^{ss} l.
[blanc] Bte Marie de Mazerolles	[blanc].

Fol. 1 v^o.

XXVIII l. Sti Romani de Guytignennee	LXX. s.
C. s. Sti Michaelis de Lussac	[blanc].
[blanc] Sti Salvatoris in castro	[blanc].
XXXVII l. Sti Petri d'Eschebronnes	II ^e l.
XVI l. Sti Paladii de Montignac	[blanc].
XIIII l. Sti Seuerini de Palenis	[blanc].
XII l. Sti Saturnini de Colungiis	XL l.
XX l. Sti Martialis de Coguleto	C. l.
XVI l. Sti Petri de Parvo Juillaco	[blanc].
XVIII l. Sti Xri-tofori de Celles	IIII ^{ss} l.
XXX l. Sti Macuti de Arcubus	II ^e l.

	XV 1. Sti Martini de Cucurrillo	[blanc].
	[blanc] Sti Severii prope Ruffiacum	[blanc].
	XXX 1. Sti Petri de Germignaco cum sua annexa Bte Marie de Cirzac	II ^o 1.
Fol. 2.	XXX 1. Sti Petri de Nueillac	VII ^{xx} 1.
	VII 1. Bte Marie de Nuelles	XXXV 1.
	XL 1. Sti Vincentii de Royaulx cum sua an- nexa Sti Mauricii de Tauernolles	VIII ^{xx} 1.
	XXII 1. Sti Martini de Morteriis	C 1.
	XVI 1. Sti Germani de Vibrac	III ^{xx} 1.
	XXXII 1. Sti Cirici prope S ^{am} Magrinum	[blanc].
	XXIII 1. Bte Marie de Bria	III ^{xx} 1.
	XIII 1. Sti Euparchii de Montchaulde	LX 1.
	Archipresbiteratus de Cosnaco.	
	C solz. Ecclesia Bte Marie de Semeillac	XV 1.
	XXII 1. Sti Petri de Consaco	[blanc].
	XXIII 1. Sti Martialis prope Mirabellum	VI ^{xx} 1.
Fol. 2 v ^o .	X 1. Ecclesia Sti Dizancii de Bosco	XXX 1.
	C s. Sti Proiecti de Jaurezaco	[blanc].
	XVI 1. Sti Saturnini de Mosnaco	[blanc].
	X 1. Bte Marie de Plassaco	[blanc].
	XX 1. Sti Paladii de Fieulanis	XL 1.
	[blanc] Sti Sigismondi de Brosses	L 1.
	Archipresbiteratus de Aruertz.	
	XVIII 1. Ecclesia Sti Stephani de Aruertz	VIII ^{xx} 1.
	XX s. Sti Stephani de Dires	XXX 1.
	C s. Sti Petri de Tains	XXV 1.
	VIII 1. Sti Martini de Montreslier	XXV 1.
	XXVI 1. Bte Marie de Rioulx	C. 1.
	XVII 1. Sti Petri de Barzent	[blanc].
Fol. 3.	[blanc] Sti Stephani de la Tranblade	[blanc].
	Archipresbiteratus de Cormaregali.	
	XVIII 1. Ecclesia Ste Genouefede Soulignengnes	LXX 1.
	VI 1. Sti Dionisii de Loumes	L 1.
	[blanc] Bte Marie Magdalenes	[blanc].
	XXX 1. Sti Porcharii	III ^{xxx} 1.

Archipresbiteratus de Botauilla.

XXX 1. Ecclesia Sti Martini de Gensaco	CL 1.
XXV 1. Sti Viuiani de Augeaco	C 1.
XXX 1. Sti Fortunati supra Nedum	C 1.
VII 1. Sti Paladii de Combis	XXX 1.
XII 1. Sti Mauricii de Mayusio	XLV 1.

Fol. 3 v°.

XL 1. Sti Maximi	[blanc].
XXXVI 1. Sti Petri de Bonolio	VI ^{xx} 1.
L 1. Sti Preiecti	C 1.
XVI 1. Ste Trinitatis de Sonavilla	XL 1.
L 1. Bte Marie de Lyneriis	II ^o 1.
XLII 1. Sti Johannis de Cristolio	III ^{xx} 1.
XI 1. Sti Martini de Ladiuille	LX 1.
XXIII 1. Sti Saturnini de Nouailla	LXX 1.
[blanc] Sti Saturnini de Mallauilla	[blanc].

Archipresbiteratus de Olerone.

Non sunt beneficia pleno jure.

Archipresbiteratus de Jarnaco.

Fol. 4.

XL s. Elemosinaria Sti Jacobi extra villam Compniaci	C 1.
X 1. Sti Georgii de Richemont	XXV 1.
XXXIII 1. Sti Remigii de Vallibus	II ^o 1.
XXXIII 1. Sti Martini de Sigoniis	XII ^{xx} 1.
XVI 1. Sti Albini de Corbilhaco	LX 1.

Archipresbiteratus de Mastasio.

XXX 1. Ecclesie Ste Gemme de Brizamborio	V ^{xx} 1.
XXX 1. Sti Martini de Nououico	VIII ^{xx} 1.
XXI 1. Sti Petri de Sonauilla	[blanc].
XVI 1. Sti Petri de Montigneto	C 1.
XVIII 1. Sti Medardi de Auilla	CXL 1.

Fol. 4 v°.

XV 1. Sti Medardi de Augiis	[blanc].
[blanc] Sti Odoeni	XXXV 1.
XXXV 1. Sti Albani de Bresdon	III ^o XX 1.
XXXII 1. Bte Marie Rainuille	IX ^{xx} 1.
XXIII 1. Bte Marie de Massaco	CLX 1.

XI 1. Sti Martialis de Gouruileta	C 1.
XII 1. Sti Petri de Juille	C 1.
XIII 1. Sti Viuiani de Bagnezellis	III ^{ss} 1.
[blanc] Sti Petri de Brya	C 1.
XVI 1. Sti Juliani de Syec	C 1.
X 1. Sti Martialis de Louzignaco	LXX 1.
X 1. Sti Petri de Pregnaco	LXX 1.

Fol. 5.

X 1. Sti Romani de Courseraco	L 1.
XXXII 1. Sti Petri de Aumaignia	VI ^e 1.
X 1. Bte Marie de Villapauga	[blanc].
[blanc] Sti Caprasii de Sto Caprasio	[blanc].

Archipresbiteratus de Tailleburgo.

XL 1. Ecclesia Sti Hilarii de Villafrancha cum sua annexa Sti Martini	XX 1.
XXXV 1. Sti Petri de Noualariis	IX ^{ss} 1.
XXV 1. Sti Martini de Archenigneyo	C 1.
VI 1. Sti Germani de Angonay	XXX 1.
XXX 1. Sti Viuiani de Bors	[blanc].

Fol. 5 v°

III 1. Sti Martini de Teillans	XXX 1.
VI 1. Sti Ausonii de Voyssay	XXXV 1.
VIII 1. Bte Marie de Ternancio	[blanc].
XXVIII 1. Sti Medardi de Asneriis que est annexa archipresbiteratus de Tailleburgo	IX ^{ss} 1.
III 1. Bte Marie de Federia	XV 1.
[blanc] Bte Marie de Ferniau que est an- nexa archidiaconi Alnisiensis	XL 1.
XII 1. Sti Viuiani de Fontecoperto	[blanc].

Fol. 6.

VIII 1. Bte Marie de Veneranto	[blanc].
XXX 1. Sti Viuiani d'Escoyeulx	VI ^{ss} 1.
XXVIII 1. Sti Hilarii de Nantilly	C 1.
XVIII 1. Ste Maxime	LX 1.
VIII 1. Sti Martini de Vernanto	[blanc].
XIII 1. Bte Marie de Nuaille	LX s.
XXV 1. Sti Viuiani des Eglises	[blanc].
[blanc] Sti Martini Ecclesiarum seu de Ar- gentolio	II ^e 1.

Archipresbiteratus Sti Jo. Angeriacen.

VII l. X s. Sti Saturnini de Ligolio [blanc].

Fol. 6 v°.

X l. Bte Marie de Nachens [blanc].
 VII l. X s. Sti Luppi [blanc].
 VIII l. Sti Petri de Aunesayo XL l.
 XVIII l. Sti Crispini [blanc].
 VI l. Sti Laurencii de la Barriere XXXV l.
 XIII l. Sti Clementis LXX l.
 VIII l. Sti Petri de Lussans L l.
 XXII l. Bte Marie de Montereigno IIII** l.
 XXIII l. Sti Constanti IIII** l.
 XVI l. Bte Marie de Podiolacu LX l.

Archipresbiteratus Surgeriarum.

Fol. 7.

X l. Sti Viuiani de Cognerto IIII** l.
 L s. Ste Catherine de Villanauilla XXXV l.
 XL s. Sti Martini de Vrigne [blanc].
 VIII l. Sti Benedicti de Migre [blanc].
 XX l. Sti Viuiani de Marseyo C l.
 XVI l. Sti Viuiani de Vaudreyo IIII**X l.
 XVI l. Sti Medardi alias Sti Marci prope
 Surgerias [blanc].
 VIII l. Sti Jacobi de Ocherio [blanc].
 [blanc] Sti Xpristofori de Alnisio [blanc].
 X l. Sti Petri d'Ardillieres [blanc].

Fol. 7 v°.

XX l. Bte Marie de Cyre IX** l.
 [blanc] Bte Marie de There [blanc].

Archipresbiteratus de Mauseyo.

[blanc] Ecclesia Bte Marie de Aumureto [blanc].
 VI l. Bte Marie de Dayeto que est annexa
 archipresbiteratus Mauseaci [blanc].
 [blanc] Sti Petri de Ossello annexa archi-
 presbiteratus Surgerarium [blanc].

Archipresbiteratus de Ruppella.

[blanc] Capella seu elemosinaria Sti Juliani
 in Burgonovo [blanc].

Fol. 8.

[blanc]	Capella fundata in ecclesia Sti Stephani de Marento per quendam nuncupatum Casse miche	[blanc].
VI l.	Sti Johannis de Tigonio, de Petra rotunda invicem unite	[blanc].
VIII l.	Sanctorum Cirici et Julite de Doreto	[blanc].
VII l.	Sti Martini de Villanova	[blanc].
[blanc]	Sti Andree de Vado Valeray	[blanc].
[blanc]	Sti Johannis de Clastro Julii	[blanc].
[blanc]	Sti Petri de Angolins	[blanc].
XV l.	Sti Martini de Insula de Re	[blanc].
[blanc]	Ste Catherine de Flota in Insula de Re	[blanc].

Fol. 8 v.

[blanc]	Capellania fundata in ecclesia Sti Nicolai Rupelle per defunctum Guillelmum de Perregort	[blanc].
LX s.	Bte Marie de Lisleau	
[blanc]	In ecclesia Sti Viuiani de Vergerolio est quedam capella fundata per dominum Arnaldum Jucaïl	[blanc].
[blanc]	Sti Maxencii de Nionne	[blanc].

Archipreshiteratus de Chalesio.

XX s.	Ecclesia Sti Petri de Rauignac	XX l.
XX s.	Sti Egidii de Altomonte	XXV l.
X l.	Sti Laurentii de Medillaco	XXX l.

Fol. 9.

XXVI l.	Ste Trinitatis de Riua Martini	LXX l.
XXV l.	Bte Marie de Dymiers	C l.
IIII l.	Bte Marie prope Chalesium	C ^{rr} (sic).
IIII ^{ss} l.	Sti Vincentii de Montbouyer	III ^o XL l.
XII l.	Sti Saturnini de Bris	[blanc].
XX l.	Sti Germanii de Bardenaco	C l.
[blanc]	Bte Marie de Broussaco	XXV l.
XXIIII l.	Sti Sulpicii de Chillaco	IIII ^{ss} l.
XL l.	Bte Marie de Bernolio	XIII ^{ss} l.
XVIII l.	Sti Vincentii de Chapella Magenardi	IIII ^{ss} l.
XXII l.	Sti Albani de Brye	LXX l.
XXVIII l.	Sti Jo. de Bessaco	C l.

Fol. 9 r°.

XII l. Ste Eulalie	LX l.
[blanc] Sti Pauli	[blanc].
III l. Sti Martini de Coux	[blanc].
XV l. Bte Marie de Barda	L. l.
L s. Bte Marie Magdelene de Bosco Me- nento	XXV l.
XIX l. Sti Agolini	LXX l.
XIII l. Sti Martini de Bazaco	XLV l.
XI l. Sti Auiti	XL l.
X l. Sti Petri de Cerignaco	XXXVI l.
XX l. Sti Vincentii de Curaco	C l.
XXIII l. Sti Martialis de Ville Recougnade	III** l.
XXVII l. Sti Felicis	VI** l.
X l. Sti Cipriani	XL l.

Fol. 10.

XX l. Sti Petri de Chastignaco	CL l.
XXII l. Ste Solenne	C l.
XX l. Sti Martini de Poligniaco	C l.
XV l. Sti Hilarii de Deniaco	L l.
XXX l. Sti Hilarii de Nonnaco	C l.
XV l. Sti Bartholomei de Augeducio	XLV l.
XXX l. Bte Marie de Vignolles	C l.
XIX l. Sti Medardi prope Barbezillum	C l.
[blanc] Sti Seuerini prope Barbezillum	[blanc].
X l. Sti Valerii	L l.
LX s. Bte Marie de Bouresse	XX l.
III l. Sti Hilarii de Sauvigniaco	XX l.

Fol. 10 v°.

Archipresbiteratus Montisandronis.

XXI l. Ecclesia Sti Martini Cathlasboucago	C l.
XXIII l. Bte Marie de Soubreno	C l.
XX l. Sti Petri de Croupignaco	VI** l.
L s. Sti Blasii de Sommeraco	XL l.
XL s. Sti Michaelis de Cerignaco	XX l.
XIII l. Sti Hilarii de Coux	LX l.
VI l. Sti Vincentii de Chartusaco	XL l.
XXX l. Sti Xpistofori de Rouffignaco	C l.
X l. Sti Mauricii de Laurencennes	XL l.
VI l. Sti Sulpicii de Chaunaco	XX l.

Fol. 11.

XXIII 1. Sti Saturnini de Pommiers	[blanc].
X 1. Sti Babile de Valet	XL 1.
X 1. Sti Georgii de Jussas	XXXV 1.
XVIII 1. Sti Stephani de Moulons	III ^{xx} 1.
IX 1. Sti Viuiani de Vibraco	XX 1.
XXVI 1. Sti Xpistofori de Leouilla	C 1.
XVI 1. Ste Quicterie de Venzaco	LXX 1.
XII 1. Sti Andree de Breno	XL 1.
XXIII 1. Bte Marie de Soubzmoulins	III ^{xx} 1.
XX 1. Ste Columbe	LX 1.
XVI 1. Sti Viuiani de Cleraco	[blanc].
VIII 1. Sti Petri du Palays	XX 1.

Fol. 11 v°.

XV 1. Sti Leodegarii de Clota	XX 1.
[blanc] Bte Marie du Fouilloux	[blanc]
XIII 1. Sti Hilarii Pouillac	X 1.
XL s. Bte Marie de Bedenaco.	[blanc].
[Explicit]	

Fol. 12 r°

NOMINA EPISCOPORUM XAN.

I. Sanctus EUTROPIUS missus a sancto Clemente et ab eo creatus episcopus Xantonensium anno ab Incarnatione Domini nonagesimo sexto.

Sanctus PALLADIUS.

Sanctus LEONCIUS.

Sanctus AMBROSIUS.

Sanctus VIUIANUS.

Sanctus CONCORDIUS.

DIDIMUS.

Sanctus TROIANUS. Sedit regnante Clodoeuo primo apud Francos qui regnare cepit a Virgineo partu (1 III^c III^{xx} V et duravit ejus regnum usque ad annum III^c XV.

Fol. 12 v°

ALDEBERTUS.

AUIANUS (2).

Sanctus LEODEGARIUS.

(1) L'abbé Cholet a lu à tort M°.

(2) Démocharès et ses copistes ont imprimé « Anianus ».

ULRICUS.

Sanctus DISANTIUS.

Sanctus SEUERINUS.

MAYNARDUS.

ALO qui depopulatus est, et ausu iniquo adeptus, quinque mensibus sexdecim diebus. sedit que anno Domini millesimo septimo.

GRIMARDUS.

JOSTIUS. De isto nil invenitur in scripturis autenticis ecclesiae Xantonensis.

Fol. 13 r°

ILO qui prius congregavit clericos ad serviendum Deo in ecclesia Xantonensi, claustra ecclesie suis sumptibus construxit, ibidem canonice vivere in communi commonuit. Sedit anno M.LX.

ALO huius nominis secundus. sedit anno uno et triginta diebus.

GAUFFRIDUS. Hic sedit annis quatuor minus uno mense.

EMEOLICUS. Hic sedit tribus annis et tribus mensibus

ARNULPHUS. Hic sedit uno mense et aufugit, relinquendo curam episcopalem, anno M.LXVIII.

HII QUATUOR supradicti post Ylonem, sedere secrete, ne ab hostibus Ecclesie Xpistiane trucidarentur et videntes seuitiam infidelium, sponte reliquerunt curam episcopalem. Et vacavit sedes decem mensibus.

GODRAMIUS primus abbas Malleacensis. Hic iterum, post Ylonem, reordinavit clericos dispersos, viuentes forma laicali, vagantes, et in unum redegit, victualia eis tribuens, quotidie visitans, canonice vivere admonens, et quemlibet eorum confortans; sedit anno Domini M.LXIX.

Fol. 13 v°

Boso sedit anno M.LXXV.

RANULPHUS de Barbezillo. Cepit sedere anno Domini millesimo secundo (*sic*). Sedit quinque annis et decem diebus.

PETRUS qui fuit prior Subiziensis sedit anno M.III^{xx}VIII.

REGINALDUS Caisnilius sedit circa annum M.III^{xx}XVI.

PETRUS cognomento de Confoulent parietes ecclesie Xantonensis funditus obruit et nobilius quam fuerit antea construxit. Sedit anno Domini M^oCII^o. Idem domum episcopalem Xan. construxit, ut habetur in kl. novembris.

GUILLELMUS Gadrudi filius nobilissimi baronis de Jonzaco
sedit anno M.C.XIX.

PONTIUS de Ponte sedit anno Domini M^oC^oXXVII.

Fol. 14 r^o

BERNARDUS qui fuit prior de Sabloncellis, sedit anno M.CLXVII.

ADEMARUS Charbonnelli sedit anno M.LXVII (*sic*).

HUGO sedit M.III^oXX (*sic*).

HENRICUS sedit anno M C III^oXXI.

BRAMUNDUS sedit anno M.II^oXXXVII.

PONTIUS de Ponte sedit anno Domini M.II^oLX.

HELIAS de Fors sedit anno M.II^oLXV.

PETRUS Laudis sedit anno M.II^oLXVII.

PONTIUS de Ponte Junior sedit anno M.II^oLXXV.

GAUFFRIDUS de S. Briante sedit anno M.II^oIII^oXXI.

GAUFFRIDUS de Archiaco sedit anno M.II^oIII^oXXII.

RANULPHUS Charrelli sedit anno M.III^oXXVII.

Fol. 14 v^o

GUIDO de Nouavilla sedit anno Domini M.III^oXX.

GUILLELMUS de Rocha sedit anno M.III^oXXVIII.

THEOBALDUS nepos eius, sedere cepit anno Domini M.III^oXXX.

STEPHANUS de Garda sedit anno M.III^oXLII.

GAILLARDUS de Podio qui construxit aulam episcopalem de
Rupella, sedit M.III^oLX.

RAYMUNDUS de Angolisma, electus episcopus, qui perse-
quendo confirmationem Avenione decessit anno M.III^oIII^oXX.

HELIAS de Berrangiis sedit anno M.III^oIII^oXX.

BERNARDUS [*en surligne* de Saltu] qui acquisiuit decimas in
Alnisio, sedit anno M.III^oVII.

Fol. 15 r^o

BERNARDUS de Cheuenon sedit anno M.III^oXLIII.

GAUFFRIDUS de Perusia sedit anno M.III^oXX.

JOHANNES le Boursier sedit anno Domini millesimo III^oXXV.

GUIDO de Rupecauardi sedit anno M.III^oXXVIII.

LUDOUICUS de Rupecauardi sedit anno M.III^oLX.

PETRUS de Rupecauardi sedit [*en blanc*].

RAYMUNDUS Perault electus.

FRANCISCUS de Soderinis, cardinalis de Vultu terre, sedit [*en
blanc*].

Fol. 15 v°

JULIANUS de Soderinis cepit sedere anno Domini millesimo quingentesimo decimo quarto, qui obiit penultima die julii anno Domini millesimo quingentesimo quadragésimo quarto apud Theracum. Et eius cadaver die sequenti que erat dies Jouis, fuit inhumatum in ecclesia Xanctonensi in pariete ante altare Sancti Michaelis. Et hic finierunt electiones et cassate per papam et Regem.

CAROLUS de Vendosme. cardinalis, ad Regis nominationem a Sancta sede apostolica ad presentationem regis secundum concordata. Et sedem tenuit usque ad resignationem per ipsum factam. Regnavit sex annis, qui renunciavit et permutavit cum domino Tristando de Bizet.

TRISTANDUS de Bizet qui adeptus fuit posséssionem de dicto episcopato (sic) et ejus introitum fecit die beatorum Petri et Pauli penultima junii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. Idem (1) dominus de Bizet clericali tonsura donatus 1507 die 22^a mensis feb, personalem et regularem professionem emisit in monasterium Clareuallis die 7^a junii 1514°.

Fol. 16 r°

Die uicesima secunda mensis nouembris anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quinto, Guillelmus Tesserius, in juribus bacchalaris humilis et obediens seruus Reverendi in Xpisto patris et domini Tristandi Dei et apostolice sedis gratia episcopi Xanctonensis, ac eiusdem secretarius, hunc libellum, magna diligentia editum, prestantissimo presuli fœlici auspicio, dicauit.

TESSERIUS (*paraphe notarial*).

(1) Ces dernières indications, insérées sans alinéa, sont d'une autre main.

II

QUELQUES NOTES D'ÉTAT CIVIL

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES FAIENCERIES DE LA SAINTONGE
ET DE L'AUNIS

Les faïenceries du sud-ouest de la France ont été pendant longtemps ignorées, leurs produits n'ayant pas attiré l'attention des collectionneurs qui ne recherchaient que les belles faïences de Delft, de Nevers, de Rouen, de Strasbourg, de Moustiers ou de Marseille, et qui dédaignaient nos faïences régionales qui n'ont pas, il faut le reconnaître, la valeur céramique de celles que nous venons de citer. D'un autre côté, ces faïences n'ont généralement pas de marque, de sorte que leur identification est très difficile, d'autant plus qu'elles ont comme forme et comme décor de nombreux points de ressemblance et qu'il est impossible à un collectionneur, qui n'en a pas fait une étude spéciale, de les distinguer entre elles. C'est ainsi qu'on peut très bien confondre les faïences de Bordeaux avec celles de Samadet, de Montpellier et même de Nevers, à cause de l'absence du rouge dans le décor polychrome remplacé habituellement par le violet manganèse ou le jaune orange, et les produits céramiques de l'Angoumois avec ceux de la Saintonge. C'est pour ces raisons, qualité souvent médiocre et difficulté de détermination, que les auteurs des gros ouvrages sur l'histoire de la céramique n'ont pas parlé des ateliers de la région du sud-ouest de la France, entre La Rochelle et Toulouse, ou n'en ont dit que quelques mots.

Et pourtant, si les faïences du sud-ouest n'ont pas la qualité des produits de certaines grandes manufactures, elles sont, elles et les ateliers dont elles sont sorties, très intéressantes à étudier, parce qu'elles nous montrent l'importance considérable qu'avait prise cette industrie dans cette partie de la France, au dix-huitième siècle. On peut dire qu'à cette époque chaque centre avait sa fabrique où venaient s'approvisionner les habitants du pays, à la fabrique même ou dans les foires et marchés où les fabricants envoyaient leurs produits.

Car, au dix-huitième siècle, la faïence domestique était répandue dans toutes les classes de la société, la vaisselle d'argent et même d'étain avait été abandonnée comme beaucoup

trop dispendieuse, et riches bourgeois comme artisans avaient adopté la faïence, le paysan lui même avait remplacé dans sa chaumière la vulgaire poterie par la faïence commune, et toute cette vaisselle, avec son décor en camaïeu bleu ou polychrome, avec ses fleurs, ses oiseaux, ses insectes, ses personnages, jetait une note gaie dans les salles à manger et sur le vaisselier de nos ancêtres.

Aussi, depuis quelque temps, avec le goût très répandu des vieilles faïences, les collectionneurs se sont-ils mis à rechercher celles de nos ateliers du sud-ouest, et certaines pièces, qui n'auraient pas été payées quarante sous il y a une vingtaine d'années, se vendent de nos jours, chez les marchands antiquaires comme dans les ventes publiques, à des prix très élevés.

Pour ne citer que quelques prix atteints par les faïences bordelaises, que nous connaissons mieux que les autres, une assiette dite au papillon, qui ne valait autrefois que deux ou trois francs, est cotée aujourd'hui de vingt à trente francs ; les pièces du service fabriquées pour les chartreux de Bordeaux, par le faïencier bordelais Hustin, n'ont plus de prix : il y a quelques années encore, une assiette de ce service, avec l'inscription *Cartus. Burdig.* (*Cartusia Burdigalensis*, Chartreuse Bordelaise), (1) se vendait une trentaine de francs ; à la vente du D^r Baudrimont, faite à Bordeaux, après son décès, au printemps de l'année dernière, une assiette de ce service, en condition médiocre, a été adjugée 250 francs !

Les parisiens n'avaient jusqu'à présent que du dédain pour les faïences du sud-ouest, faïences du midi, disaient-ils, et ils appelaient « ces machines-là » de la *terraïlle*. Eh bien ! à la vente de M. Henri Bordes, amateur bordelais, qui a eu lieu à Paris, à l'hôtel Drouot, en 1911, une assiette de Bordeaux, du service de Chartreux, au décor Louis XV, a été adjugée, à un marchand parisien, pour la somme de 550 francs, plus les frais de dix pour cent ! Nous avons payé la pareille 55 francs dans une vente publique à Bordeaux, il y a une quinzaine d'années.

(1) Dans les premières éditions de son ouvrage *Guide de l'amateur de faïences et porcelaines*, l'allemand Auguste Demmin, avait pris le Pirée pour un homme, et le mot *Cartus*, pour le nom d'un potier bordelais. C'est bien le moment de signaler ce beau résultat de la fameuse *Kultur* allemande.

Et on trouverait cette même hausse de prix pour les jolies faïences de Samadet, de Montpellier, de Montauban, ou de La Rochelle, et à la vente du D^r Baudrimont, dont nous venons de parler, des assiettes de Montpellier, à fond jaune, qui se vendaient autrefois une vingtaine de francs, ont été payées de 150 à 200 francs l'une !

En présence de ce nouvel engouement pour nos faïences du sud-ouest, quelques érudits se sont mis à faire des recherches sur les ateliers inconnus jusqu'à présent de cette région, et quelques bonnes études ont été publiées dans ces trente dernières années sur les manufactures de Bordeaux, de Montauban, de La Rochelle, d'Angoulême, etc. Nous donnons en note la liste des principales de ces publications. (1)

Nous même, nous nous occupons depuis longtemps de rechercher sur les faïences bordelaises des XVIII^e et XIX^e siècles, et ces recherches dans les archives publiques nous ont fait découvrir de nombreux documents concernant les fabriques de Bordeaux, du Bordelais et de la région, qui étaient restées inconnues jusqu'à présent, comme celles de Libourne, de Bazas, de Sainte-Foy-la-Grande, de Sadirac, de Lignan, de Fronsac, de Lussac, de Podensac et d'autres fabriques du Périgord et de la Gascogne dont il n'avait jamais été question. Nous avons déjà publié tous ces documents, avec des notes, dans certains

(1) Ed. Forestié, *Les anciennes faïences de Montauban*, Ardis, Nècre-peline, Auvilars, Montauban, 1876, in-8°, pl. — D^r Azam, *Les anciennes faïences de Bordeaux*, Bordeaux, 1877, in-8°, pl. col. — Ris-Paquot, *Documents inédits sur les faïenceries charentaises*, Paris, 1878, in-8°, pl. col. — G. Musset, *les Faïenceries Rochelaises*, La Rochelle, 1888, in-4°, pl. col. — Ch. Dangibeaud, *Notes sur les potiers, faïenciers et verriers de la Saintonge*, Recueil de la Commission des Arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, t. VII (1881), *passim* — Picot, *La Faïence de Samadet*, Bull. de la soc. des sciences et arts de Pau, t. XX (1890-1891), p. 387-392. — D^r Sorbets, *Faïences de Samadet (Landes)*, Bull. de la soc. Bord. Dax, t. XX (1896), p. 61-79. — D^r L. Sentex, *La faïencerie de Samadet (Landes)*, 1732-1840. Dax, 1903, in-8°. — G. Subatier, *Les anciennes faïences de l'Agenais*, Montcaut, Laplume, Revue de l'Agenais, 1897. — Calcat, *Faïencerie d'Auch*, Revue de Gascogne, 1898, p. 379-285. — E. Biais, *Notes sur les faïences d'Angoulême et de Cognac (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Réunion des sociétés des beaux-arts des départements, 1891, p. 283-306. — F. de Lacroix, *Les anciennes faïenceries de Cognac, Châteauneuf et Gardépée*, Cognac, s. d. (1904), in-8°.

périodiques (1), nous réservant de donner plus tard, en des temps meilleurs, un travail plus complet sur les faïenceries bordelaises, qui ont été au nombre de quinze dans les deux derniers siècles, alors qu'on n'en a encore cité qu'une seule, celle de Hustin.

C'est pendant ces recherches que nous avons trouvé quelques notes d'état civil sur quatre faïenciers saintais, qui peuvent compléter celles que M. Dangibeaud a publiées sous le titre de *Notes sur les potiers, faïenciers et verriers de la Saintonge* (2).



M. Dangibeaud nous a appris qu'un nommé Louis Sazerac, qu'on suppose être le fils d'un Bernard Sazerac, fondeur à Angoulême, et lui-même fondeur à Saintes, à la Bertonnière, paroisse Saint-Eutrope, installa la première faïencerie saintaise, en 1731, dans le quartier des Roches.

Au sujet de Bernard Sazerac, M. Émile Biais, archiviste de la ville d'Angoulême et conservateur du musée archéologique de cette ville, a publié des *Notes sur les faïences d'Angoulême et de Cognac* (3), où il écrit qu'un Bernard Sazerac établit, vers 1748, peut-être avant, la première faïencerie d'Angoulême dans le faubourg de l'Houmeau, dans un local appartenant aux Carmes. Il mourut en 1774, âgé d'environ soixante ans. Sa veuve, Charlotte Clavaud, et son fils Louis, lui succédèrent

(1) *Lettres sur la céramique : Correspondance de Jacques Hustin, faïencier bordelais* (1715-1720). Bordeaux, 1904, in-8°. — *Le pharmacien bordelais Marc-Hilaire Vilaris et la découverte du premier gisement de kaolin en France* (1766-1768), *Revue philomathique de Bordeaux*, 1907. — *Notes et documents sur quelques faïenceries et porcelaineries de la Gascogne*, *Revue de Gascogne*, 1907-1908. — *Notes et documents sur quelques anciennes faïenceries de l'Agenais et du Bazadais*, *Revue de l'Agenais*, 1908. — *Notes et documents sur quelques faïenceries du Périgord du XVIII^e siècle*, *Bulletin historique et archéologique du Périgord*, 1908. — *Notes sur trois faïenceries libournaises du XVIII^e siècle*, *Archives historiques du département de la Gironde*, 1908. — *Notes et documents sur trois faïenceries du Bordelais du XVIII^e siècle*, *ibid.*, 1910. — *Un céramiste agenais à Bordeaux : Boudon de Saint-Amans, 1829-1837*, en cours de publication dans la *Revue de l'Agenais*. Toutes ces publications ont eu ou auront des tirages à part. — *Les porcelaines bordelaises, Notice sur une manufacture de porcelaine de Bordeaux, sous Louis XVI*. Bordeaux, 1913, in-8°, pl. col.

(2) Voir à la note de la page 219.

(3) Voir à la note de la page 219.

sous les raisons sociales de veuve Sazerac et fils, et de Louis Sazerac, jusqu'en 1799.

D'un autre côté, Ris-Paquot, dans ses *Documents inédits sur les faïences charentaises*, joli petit volume illustré en couleurs, avait déjà parlé de Louis Sazerac, et il avait écrit que c'était un moine sécularisé de l'ordre des Carmes et originaire du village des Roches, faubourg de Saintes, et qu'il avait établi la première faïencerie d'Angoulême, dans le faubourg de l'Houmeau. Cette faïencerie aurait existé jusqu'en 1878, après avoir fonctionné sous les directions successives de Sazerac dit Moulin, de Glaumont-Sazerac, de Durandeau et de sa veuve, et, enfin, de M. Thomas, dernier propriétaire.

M. Dangibeaud ajoute, pour ce qui concerne Louis Sazerac, le créateur de la première faïencerie de Saintes, en 1731, que, n'ayant aucune notion de fabrication céramique, il s'associa, par acte notarié passé à Bordeaux la même année, avec un nommé Jacques Croizat ou Crouzat, faïencier, habitant le bourg — pour faubourg — et paroisse Saint-Seurin-lès-Bordeaux. En 1733, les deux associés se séparèrent : Sazerac resta seul, et Crouzat créa une autre faïencerie à Saintes, aux Roches, à côté de celle de Sazerac. Le fils de Crouzat, Pierre, construira, à son tour, une autre fabrique à Saintes, au faubourg Saint-Pallais, au bout du pont, sur le terrain occupé aujourd'hui par l'abattoir, fabrique qui sera continuée par son fils Paul jusqu'en 1813.

Quant à la faïencerie de Louis Sazerac, elle fut affermée, après sa mort, par son fils, à Claude Dury, peintre, originaire de Nevers, et eut une longue existence jusqu'à nos jours, continuée d'abord, après sa mort, survenue en 1772, par son gendre. Louis Rougé, fils de Louis Rougé, marchand faïencier à Bordeaux, et dont le frère, Jean-François, était marchand de faïences à Saintes ; tous deux seraient arrivés dans cette ville vers 1764.

Jacques Crouzat, l'associé de Louis Sazerac, ainsi que Louis Rougé, et son frère Jean-François, tous deux gendres de Claude Dury, nous sont parfaitement connus ; grâce à nos recherches sur la faïencerie bordelaise, nous avons pu établir leur état civil.



Jacques Crouzat n'était pas né à Cadillac-sur-Garonne, comme l'a cru M. Dangibeaud, et cela est très heureux pour

ses descendants, car Cadillac est le Charenton des Bordelais. Il avait vu le jour à Montpellier, vers 1680, — nous n'avons pu avoir son acte de baptême, — et il était fils de Jean Crouzat, faïencier à Montpellier, et de Françoise Clergue. Il vint à Bordeaux; vers 1714, travailler dans la grande manufacture de faïence que Jacques Hustin venait d'établir dans cette ville, dans le faubourg Saint-Seurin.

Jacques Hustin, en créant sa manufacture, avait fait venir ses principaux ouvriers de Nevers et de Montpellier. Les ateliers de Nevers, le grand centre céramique de cette époque, sont parfaitement connus, grâce au beau livre que Du Broc de Segange (1) leur a consacré; mais ceux de Montpellier le sont beaucoup moins, car on n'a encore rien écrit sur la faïencerie de cette ville. M. Thomas-Piètri, un amateur montpelliérain très éclairé, s'était livré à de longues recherches sur les origines de la faïencerie de Montpellier, et avait recueilli de nombreux documents, lorsque la mort vint le surprendre, il y a quelques années, avant d'avoir pu en tirer partie, mais nous savons que ses notes sont en de bonnes mains et qu'elles verront le jour. M. Thomas-Piètri avait pu établir déjà, d'une manière certaine, que la manufacture Olivier, la première établie dans cette ville et sur laquelle on n'a que peu de renseignements, remontait au moins à 1650.

Par conséquent, lorsque Jacques Hustin fait construire sa manufacture à Bordeaux, en 1712-1714, l'atelier de Montpellier existait depuis plus de soixante ans, des ouvriers habiles s'y était formés, et on comprend que Hustin s'y soit adressé pour se procurer des ouvriers.

Jacques Crouzat se maria à Bordeaux, le 20 novembre 1714, en l'église Saint-Seurin, avec Françoise Expert, et son principal témoin était Jean-Baptiste Clérissy, faïencier, son beau-frère (2).

Pour tous ceux qui s'occupent un peu de faïences, ce nom de

(1) *La Faïence, les Faïenciers et les Émailleurs de Nevers*, 1863, gr. in-8°, pl. col.

(2) Registre de la paroisse Saint-Seurin. Tous les actes religieux qui nous ont servi à établir l'état civil des faïenciers dont nous allons parler ont été relevés dans les registres paroissiaux de l'église Saint-Seurin de Bordeaux, la paroisse des principales faïenceries de cette ville au dix-huitième siècle, registres conservés aux archives municipales et au greffe du tribunal civil,

Clérissy est bien connu ; il est célèbre dans l'histoire de la céramique. C'est Pierre I^{er} Clérissy qui avait créé, au dix-septième siècle, la grande faïencerie de Moustiers. Un de ses fils, Joseph, alla diriger l'atelier de Saint-Jean-du-Désert, à Marseille (1), et un des fils de ce dernier, Jean-Baptiste, le témoin au mariage de Jacques Crouzat, né à Marseille en 1681, vint à Montpellier dans l'atelier d'Olivier, et il se maria dans cette ville, en 1701, avec Catherine Crouzat, sœur de Jacques Crouzat. Il mourut à Bordeaux vers 1725.

Jean-Baptiste Clérissy était venu à Bordeaux de Montpellier avec son fils Claude, né dans cette dernière ville en 1707. Il était peintre en faïence. Il travailla dans la manufacture de Justin pendant plus de cinquante ans, et, à la fin de sa vie, il essaya de diriger une faïencerie à Bordeaux qui ne réussit pas. M. l'abbé Requin, dans son *Histoire des Faïences de Moustiers* (2), n'a pas connu les Clérissy de Bordeaux, et les détails biographiques que nous donnons ici sur eux sont absolument inédits.

Jacques Crouzat eut de sa femme Françoise Expert, huit enfants, tous baptisés à Bordeaux, en l'église Saint-Seurin, le dernier. Jacques, le 3 septembre 1730, et, à partir de ce moment, nous perdons sa trace à Bordeaux, mais comme nous l'a appris M. Dangibeaud, le 8 juin 1721, il s'associe, par acte notarié passé dans cette ville (3), avec Louis Sazerac, faïencier à Saintes, quitte Bordeaux et va s'établir dans la capitale de la Saintonge.

Comme on l'a vu, un des enfants de Jacques Crouzat, venu probablement avec lui à Saintes, y créa une autre faïencerie dans le faubourg Saint-Pallais. Jacques Crouzat eut à Bordeaux deux fils du nom de Pierre, le premier né le 12 novembre 1715, et le second le 26 novembre 1723. Nous n'avons trouvé le décès d'aucun des deux et, par conséquent, nous ne pouvons dire quel est celui qui est allé à Saintes ; mais ce qu'il y a de sûr,

(1) Voir sur les faïenceries de Marseille : Abbé G. Arnaud d'Aguel, *La Faïence et la Porcelaine de Marseille*, Marseille, s. d. (1913), gr. in-8° de XV-331 p., pl. en noir et col.

(2) *Histoire de la Faïence artistique de Moustiers*, t. I^{er}. Paris, 1903, gr. in-8°, XVI-304 p., pl. en noir et col.

(3) Acte de Treysac. Arch. dép. de la Gironde.

c'est que le Pierre Crouzat, le fondateur de la faïencerie du faubourg Saint-Pallais, était né à Bordeaux.



Les Rougé, qui sont devenus les gendres du faïencier de Saintes, Claudé Dury, successeur de Louis Sazerac, appartenaient, comme les Crouzat, à une famille de faïenciers bordelais, originaires de Montpellier.

La première fois qu'on rencontre le nom d'un Rougé à Bordeaux, c'est en 1737. Le 10 juillet de cette année, un Louis Rougé fait baptiser un fils, Louis, en l'église Saint-Seurin ; il est qualifié « fayancier ». Louis Rougé était né à Montpellier, en 1701, fils de Jean Rougé « travailleur », et de Marguerite Olivier (1). Cette dernière était la fille du directeur de la grande faïencerie Olivier de cette ville, dont nous avons parlé ; par conséquent, les Rougé, comme les Crouzat et les Clérissy, avaient travaillé dans cette manufacture avant de venir à Bordeaux.

Louis Rougé se maria à Montpellier, vers 1730, avec Madeleine-Rose Montrosier ; le 23 décembre 1731, il fait baptiser un fils, Jean-Louis, en l'église Saint-Pierre de cette ville (2), et le 10 juillet 1737, un autre fils, Louis, à Bordeaux, en l'église Saint-Seurin. C'est donc entre ces deux dates, 1731 et 1737, qu'il vint travailler à Bordeaux dans la faïencerie Hustin, la seule qui existât à cette époque dans cette ville, et il y rejoignit ses deux concitoyens, Clérissy et Crouzat. Il était tourneur en faïence.

Lorsque Jacques Hustin créa la fabrique à Bordeaux, en 1712-1714, il obtint un privilège pour la fabrication de la faïence dans un rayon de dix lieues autour de la ville, c'est-à-dire que personne ne pouvait établir un autre atelier sur ce territoire ainsi limité. Ce privilège était octroyé pour une durée de quinze années ; il fut renouvelé deux fois, à lui et à son fils, son successeur, et n'arriva en expiration qu'en 1762. Dès lors, la fabrication de la faïence devint libre en Guyenne, et plusieurs ouvriers de cet établissement allèrent installer d'autres

(1) Reg. par. de l'église Saint-Pierre de Montpellier. Arch. mun. de cette ville.

(2) *Ibid.*, *ibid.*

ateliers à Bordeaux et dans la région bordelaise. C'est alors, en 1767, que Louis Rougé fit construire une petite faïencerie dans le quartier Saint-Nicolas, à Bordeaux, faïencerie qui fonctionna jusqu'en 1786.

Louis Rougé avait eu, comme nous l'avons dit, un premier enfant à Montpellier, Jean-Louis, né en cette ville en 1731. Celui-ci travailla d'abord, avec son père, à la manufacture Hustin, puis chez ce dernier, à l'atelier de Saint-Nicolas, et, en 1776, il fonda lui-même un établissement céramique à Bordeaux, sur le chemin du Médoc, devenu la rue Fondaudège.

Louis Rougé eut encore d'autres enfants, notamment deux fils, Jean, appelé plus tard Jean-François, né le 25 février 1740, et Louis, né le 17 août 1743. Ce sont ces deux fils de Louis Rougé qui sont allés à Saintes, vers 1765, et, d'après M. Dangibeaud, y ont épousé, en 1770, les filles du faïencier Claude Dury, successeur de Louis Sazerac. Le premier, Jean-François, s'établit à Saintes comme marchand de faïences, et le second, Louis, succéda, en 1781, avec André Her, à la veuve Dury, sa belle-mère, chez laquelle il était ouvrier probablement. La faïencerie Sazerac resta entre les mains des descendants de Rougé jusque vers 1840. Ces derniers renseignements nous sont encore fournis par M. Dangibeaud, et nous avons été obligé de les rappeler ici, ceux-là et les autres pris chez le même auteur, afin de les faire coïncider avec nos notes d'état civil.



Dans l'étude de M. Dangibeaud, nous trouvons un troisième ouvrier faïencier qui, de Bordeaux alla s'établir à Saintes. C'est un nommé François Collondre avec lequel Claude Viard, l'associé de Claude Dury, le directeur de l'atelier Sazerac, créa une autre faïencerie à Saintes, dans le quartier des Roches.

Il y eut à Bordeaux, vers 1714, à la manufacture Hustin, un Jean Collondre « tourneur en fayance » dont nous ignorons l'origine. Il est plus que probable que le François Collondre, de Saintes, était son fils et qu'il était né à Bordeaux, mais nous n'avons pu trouver son acte de baptême. François Collondre dut faire son apprentissage dans la grande manufacture bordelaise avant d'aller à Saintes.



Dans ses *Notes sur les potiers, faïen-niers et verriers de la Saintonge*, M. Dangibeaud nous fait connaître des ateliers établis en dehors de la ville de Saintes, et nous lisons qu'à Courbiac une fabrique fut fondée, en 1815, par un nommé Villard, avec le concours d'un Anglais du nom de Jones. Cette fabrique fut dirigée ensuite par Jones seul, puis par Gaston de Latour et Gaston Prévot jusqu'en 1888.

L'Anglais Jones venait lui aussi de Bordeaux. Il y avait été amené d'Angleterre, en 1829, par de Saint Amans, le céramiste agenais bien connu, lorsqu'il créa dans un des faubourgs de cette ville, une manufacture de faïence fine à la façon anglaise.

Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans était né à Agen, le 9 mai 1774 ; il était fils du célèbre naturaliste et archéologue Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans. Toute sa vie il s'occupa de procédés céramiques. Dans sa jeunesse, il fit plusieurs voyages en Angleterre pour y étudier la fabrication de ces faïences, déjà très répandues chez nos voisins d'Outre-Manche, au milieu du dix-huitième siècle, et qui, importées en France quelques années avant la Révolution, grâce à certain traité de commerce très avantageux pour les faïenciers anglais, mais ruineux pour l'industrie céramique française, eurent une très grande vogue, dans notre pays, pendant la première moitié du dix-neuvième siècle. Plusieurs manufactures furent établies en France à cette époque, à Toulouse, à Creil, à Choisy-le-Roy, à Montereau et ailleurs encore. De retour en France, de Saint-Amans y fit des essais de fabrication d'abord à Sèvres, puis dans quelques-uns des ateliers que nous venons de citer, mais partout il échoua et il se brouilla et eut des procès avec les directeurs de ces manufactures.

A Bordeaux, il fut créé, en 1829, sous sa direction et d'après ses procédés, une fabrique de faïence fine dans la palu de Bacalan, à l'extrémité septentrionale de cette ville, au bord de la Garonne, avec les capitaux de deux négociants bordelais, MM. Lahens et Rateau, et sur la propriété de Fourgueroll s, appartenant à ce dernier. Cette faïencerie fut installée sur un assez grand pied : de Saint-Amans la dirigea pendant trois ans et y fabriqua de la faïence fine à la mode anglaise, d'après ses procédés ; mais il eut, là encore, des difficultés avec ses associés et s'en sépara. Il eut ensuite la bonne fortune de rencontrer un autre riche négociant bordelais, David Johnston, et put alors monter une importante manufacture de faïences

anglaises à Bordeaux, dans le quartier de Bacalan, qui n'éteignit ses jours qu'en 1895, après plus de soixante années de prospérité.

Nous avons en ce moment en cours de publication, dans la *Revue de l'Agenais*, une étude intitulée : *Un céramiste agennais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans*, dans laquelle nous expliquons le rôle important qu'a joué cet habile céramiste dans la création des manufactures bordelaises de Lahens et Râteau et de David Johnston.

Lorsqu'il établit la première faïencerie bordelaise de Lahens et Râteau, en 1829, de Saint-Amans fit venir plusieurs ouvriers de certains ateliers français et anglais, et notamment Georges Holland Jones. Celui-ci, après avoir travaillé avec Saint-Amans à la faïencerie de Lahens et Râteau, le suivit chez David Johnston, dont la manufacture date de 1835. En 1844, nous le trouvons établi à Bordeaux, dans la rue Paulin ; cette année-là, il envoie des vitraux peints à l'exposition de la Société philomathique de cette ville. M. Dangibeaud nous a fait savoir qu'en 1854 il arrive à Courbiac, et que, là, il s'associe avec un nommé Villard pour la création d'une faïencerie. Nous le retrouvons dix ans plus tard à Bordeaux, en 1855 : il avait dans la rue de la Franchise, en face de la rue Colbert, une petite porcelainerie qui n'eut qu'une durée éphémère. A partir de ce moment, nous perdons sa trace : il retourna peut être en Angleterre. C'est tout ce que nous savons sur ce céramiste anglais.

D'après M. Dangibeaud, on aurait fabriqué à Courbiac de « la poterie blanche décorée en couleurs. » Il est probable que cette poterie était de la faïence fine, comme on en avait fabriqué à Bordeaux chez Lahens et Râteau et chez Johnston. On peut supposer que Jones avait apporté à Courbiac les procédés qu'il avait vu appliquer dans ces deux ateliers bordelais, et alors ce serait lui qui aurait été l'introducteur de la fabrication de la faïence fine en Saintonge : à ce titre, c'est un personnage intéressant pour l'histoire de la céramique de ce pays.

On sait que la faïence fine, appelée par les Anglais *earthen ware* (produit de terre), ou *stone ware* (produit de pierre), et en France, très improprement, faïence fine, terre de pipe, demi-porcelaine et d'autres noms encore, n'est ni de la faïence véritable, faïence à émail stannifère, ni de la porcelaine. La pâte se compose le plus souvent d'argile blanche et de silex

broyé, avec, parfois, un peu de kaolin, et le vernis ou glaçure, qui n'est pas de l'émail à proprement parler, est de composition très variable, alcalin ou feldspathique, ou encore à base d'oxyde de plomb et, par conséquent, vitreux. Le décor ne pouvant être que très superficiel sur cette couverte tendre qui ne se prêtait pas à la vitrification au grand feu, les Anglais, et les Français après eux, adoptèrent le décor par impression.

En somme, ce produit est très médiocre au point de vue de l'usage domestique, son vernis se raye sous le couteau, le décor s'efface rapidement, et c'est pour cela qu'on l'a abandonné pour revenir à l'ancienne faïence d'abord et, ensuite, à la porcelaine qui, fabriquée maintenant à des prix très abordables, est la véritable vaisselle pratique de ménage. Mais les belles pièces décoratives de faïence anglaise exécutées au dix-huitième siècle, comme celles sorties des fours de Wedgwood ou d'autres ateliers du comté de Stafford, les faïences couleur crème, *cream coloured ware*, ou à fond bleu clair, avec ornements en relief, sont des chefs-d'œuvre de céramique, et on peut en voir des spécimens remarquables à Paris, au Musée des arts décoratifs, et, à Londres, au Musée de Kensington, ou à celui de Victoria et Albert.



Ce n'est pas seulement en Saintonge que des faïenciers bordelais allèrent se fixer, mais dans l'Aunis, les premières faïenceries des deux villes de cette ancienne province, à La Rochelle et à Marans, ont été créées par des ouvriers venus de Bordeaux.

Dans son beau livre *Les Faïenceries Rochelaises*, M. Georges Musset a pu établir que la première faïencerie de La Rochelle, montée en 1732 dans le quartier de la Digue, avait eu pour fondateur un nommé Catarnet, faïencerie qui n'eut qu'une année d'existence. Et M. Musset ajoute : « Il ne nous serait pas indifférent de savoir d'où venait Catarnet, qualifié maître faïencier et Rochelais, bien que ce nom nous paraisse étranger à notre région. »

Catarnet, après avoir échoué à la Digue, alla faire des propositions aux administrateurs de l'Hôpital général de construire un atelier céramique dans cet établissement, et la faïencerie était sur le point d'être installée, lorsqu'il mourut en février 1732.

Nous avons rencontré à Bordeaux, de 1714 à 1717, à la manufacture Hustin, un Joseph Catarnet, qualifié simplement « fayan-

cier ». Nous avons relevé son nom sur les registres paroissiaux de Saint-Sernin où il est parrain d'un enfant de J.-B. de Londres, ouvrier comme lui à cette faïencerie. Nous ignorons d'où venait cet artisan, et après 1717 nous ne le trouvons plus à Bordeaux. Ce doit être lui qui s'est rendu en 1721 à La Rochelle pour établir la faïencerie de la Digue, sans succès, et ensuite celle de l'Hôpital.

A Marans, c'est aussi un bordelais, paraît-il, Pierre Roussenq, qui fut le fondateur, vers 1740, de la première faïencerie de cette ville ; c'est ce que nous a appris Ris-Paquot dans ses *Documents inédits sur les Faïences charentaises* (1878), et après lui, M. Georges Musset, dans son ouvrage sur les *Faïenceries Rochelaises*, mais ces deux auteurs ne nous disent pas comment ils ont pu établir son origine bordelaise. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons rien trouvé sur ce personnage dans les registres paroissiaux de Bordeaux ou autres documents d'archives. D'après Ris-Paquot, Pierre Roussenq serait mort en 1756.



Ces notes d'état civil établissent bien que les quatre faïenciers qu'elles concernent étaient venus de Bordeaux à Saintes. Elles sont extraites d'un travail important que nous préparons depuis longtemps sur les faïenceries bordelaises des dix-huitième et dix-neuvième siècles ; elles sont inédites et nous sommes heureux de pouvoir en offrir la primeur à la *Revue de Saintonge* ; elles pourront être utiles à l'érudit qui voudra reprendre les très intéressantes notices de M. Dangibeaud et nous donner une histoire des faïenceries saintongeaises.

Nous avons fait ressortir, au début de cet article, que l'identification des faïences du Sud-Ouest était très difficile, à cause d'abord de l'absence de marque et aussi de plusieurs points de ressemblance qui existent entre elles, comme les formes un peu lourdes, le dessin et le coloris du décor. Nous avons déjà indiqué, dans nos publications sur la céramique, le moyen par lequel on pourrait, avec le temps, arriver à déterminer tous ces produits si intéressants de nos ateliers régionaux. Ce serait que les conservateurs des musées des villes où il y a eu des faïenceries voulussent bien réserver une petite place à quelques spécimens de cette céramique locale, et un autre panneau aux pièces sur l'origine desquelles ils auraient quel-

que doute et que les amateurs qui visitent ces musées pourraient identifier.

Nous avons même obtenu, au Congrès des Sociétés savantes du Sud-Ouest, tenu à Pau en 1908, de faire adopter un vœu à ce sujet, dans une communication que nous avons faite sur *Les anciennes faïences du Sud-Ouest et les Musées de la région* (1), et comme les vœux exprimés dans les Congrès restent généralement à l'état platonique, nous allons profiter de la publicité de la *Revue de Saintonge*, qui aura plus d'effet qu'une simple lecture devant une vingtaine de congressistes plus ou moins attentifs, pour renouveler ici le vœu que nous avons émis au Congrès de Pau :

« Les congressistes présent émettent le vœu que, dans chaque musée de notre région, il soit formé une collection de faïences anciennes de fabrication locale, et qu'on classe à part, pour les signaler à l'attention des touristes et des amateurs, les pièces d'origine incertaine, en vue d'en hâter l'identification. »

Bordeaux, mai 1915.

E. N. LABADIE.

III

LA DÉPORTATION ECCLESIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

V. — SUR L'ÎLE MADAME.

L'île Madame, située sur la rive gauche de la Charente, a environ 1000 mètres de longueur sur 650 de largeur. De son extrémité N.-O. partent des rochers appelés Pales, qui se prolongent dans la mer à plus de 3 kilomètres. La partie nord, plus élevée, est labourable et contient un peu de vigne ; la partie sud descend en pente douce.

En 1695, on éleva sur l'île des retranchements et des batte-

(1) Voir *Bulletin de la Société des sciences et arts de Pau*, 2^e série, t. XXXVI (1908).

ries ; en 1704, on construisit sur le terrain le plus élevé une redoute revêtue de maçonnerie. Cette redoute fut remise par la Guerre à la Marine en 1779 : elle contenait une petite chapelle. Le 23 frimaire an II (3 décembre 1793), il est remis au district de Rochefort : « un calice et sa patène, une boîte à huile et une petite custode provenant du fort de l'île Madame. » La garnison était de 50 hommes.

L'île appartenait à la famille de Rohan-Soubise, elle fut vendue, comme bien d'émigré, le 29 brumaire an III (19 novembre 1794), à Jean-André Pelletreau, négociant à Rochefort, pour la somme de 62.000 francs.

L'acte de vente donne cette description des lieux : « L'île Madame, actuellement île Citoyenne, consistant en maisons, grange, cellier, four, toit à cochon, querreux et autres servitudes, ayant servi aux métayers, 60 journaux environ de terre labourable, 40 journaux de pré fauchable, et 46 journaux de pacage, le tout se tenant et renfermé d'eau à toutes les grandes marées, ayant appartenu au même Soubise émigré et estimé, suivant le même procès verbal, à 24.000 francs. »

Le nouveau propriétaire, grand acquéreur de biens nationaux, s'empessa de la revendre avec bénéfice.

Rochefort, 6 fructidor an II, 23 août 1794.

*Le Comité de salubrité navale du port de Rochefort à la
Commission de la marine et des colonies.*

Il s'est manifesté, parmi les prêtres déportés, des fièvres putrides des plus dangereuses, qu'on aurait infructueusement continué de traiter en rade, dans les petits bâtiments qu'on avait d'abord destinés à cet effet.

Après nous être assurés de l'état des choses, tant par les rapports des officiers de santé de ces bâtiments que par l'envoi d'une commission expresse, nous avons proposé à l'agent maritime d'établir dans l'île Citoyenne un hospice provisoire, une espèce d'hôpital de campagne, pour recevoir et traiter les déportés sous la tente, pensant que dans quelques bâtiments qu'on les traitât, il y aurait le plus grand danger pour les équipages et par suite pour nos hôpitaux, ces maladies sont contagieuses.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 4

En rade de l'île d'Aix, 7 fructidor an II, 24 août 1794.

Le citoyen Béraud, officier de santé, de la Commission provisoire, au Comité de salubrité navale de Rochefort.

... Une seule fois je me transportais sur l'île Citoyenne, pour accélérer la lenteur de chaque individu, et tout à la fois faire entrer 70 déportés des plus malades. Depuis j'ai su qu'on en avait envoyé de rade près d'une vingtaine, ensemble 90.

Le chirurgien du Washington y descendit aussi avec des médicaments nécessaires. Le bâtiment les Deux-Associés est entièrement vide depuis deux jours. La translation s'est faite très promptement.

P.-S. Je viens d'apprendre par l'officier du bord, qui était sur l'île Citoyenne, que le nombre des déportés malades se montait à 160, qu'il y avait pour infirmiers vingt de ces mêmes bien portants et que le nommé Sorin, chirurgien, ci-devant des Deux-Associés, y était ; que la mortalité, depuis qu'ils y étaient, remontait à 23. A la vérité, ils ne sont pas tous à terre, 50 sont à bord des barques, qui, à mesure qu'il en meurt, en envoient à terre. Il paraîtrait qu'il faudrait encore quelques cadres.

Arch du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, registre n° 1

Rochefort, 8 fructidor an II, 25 août 1794.

A la Commission de la marine.

Les déportés malades des Deux-Associés sont, ainsi que je vous l'avais mandé, sur l'île Citoyenne, et les autres ont été transportés sur l'Indien, en attendant que ce navire ait été gratté, parfumé, aéré et mis en état de les recevoir. On s'occupe en ce moment à lui faire d'autres cuisines, les siennes ayant déjà brûlé deux fois.

CHEVILLARD.

Arch du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 211.

Rochefort, 11 fructidor an II, 28 août 1794.

Le Comité de salubrité navale à l'agent maritime et au commandant des armes.

Citoyen,

Nous devons te faire connaître l'état des déportés et des

équipages des bâtiments destinés à leur transport. De 497 déportés à bord des Deux-Associés, 245 sont morts et 144 sont malades, et de 110 hommes 3 sont morts et 35 malades. A bord du Washington, où sont 265 déportés, 20 seulement sont morts, 36 sont malades, et de 120 hommes d'équipage un seul est mort et 27 sont malades. D'après le rapport qui a été fait au comité par le citoyen Vivès, quoique les dispositions du premier bâtiment lui aient paru favoriser la plus grande mortalité qui a suivi l'épidémie, *on ne peut douter que l'extrême sévérité de l'état-major de ce bâtiment, envers ces déportés, n'ait ajouté à l'intensité de leur maladie*, qui s'était communiquée à l'équipage et lui a enlevé quelques républicains. Le comité ne doute pas que tu ne pèses, dans ta sagesse, les moyens à employer pour prévenir une rigueur que la loi réproouve et dont les effets sont aussi pernicieux.

Signé : COCHON, POCHÉ BOBE-MOREAU (1).

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 9.

Rochefort, 11 fructidor an II, 28 août 1794.

Le Comité de salubrité navale s'étant assemblé, le 9 fructidor an II, au lieu et à l'heure de ses séances, le citoyen Vivès, officier de santé, envoyé dans les établissements de salubrité en rade de l'île d'Aix et sur l'île Citoyenne, a confirmé son premier rapport sur les bâtiments destinés aux déportés, et nous a dit qu'il attribuait la grande différence de mortalité qu'il y a eue entre les bâtiments les Deux-Associés et le Washington, en partie à la différence de traitement qu'éprouvent les déportés à bord de ces bâtiments ; puisqu'à bord du premier, où il y avait 497 déportés, 245 sont morts et 144 sont malades, et que sur 110 hommes de l'équipage 3 sont morts et 36 sont malades ; et qu'à bord du second de 265 déportés, 20 seulement sont malades

(1) Poché-Lafon, né à Saint-Genis-de-Saintonge, fut juré du tribunal révolutionnaire de Rochefort. Il se retira dans son pays natal, exerça la médecine. La révolution de 1830 lui procura la décoration de la Légion d'honneur ; il mourut en 1849.

Bobé-Moreau alla arrêter à l'île de Ré le député Dechâteau et le livra au tribunal révolutionnaire de Rochefort qui le fit guillotiner. Ce crime fut un des plus odieux de ce tribunal. Le témoignage de ces deux terroristes en faveur des prêtres déportés n'en a que plus de valeur.

et 20 sont morts, et que de 120 hommes d'équipage, un seul est mort et qu'il n'y a que 27 malades.

Arch. du port de Rochefort, délibération du Conseil de santé.

Rochefort, 11 fructidor an II, 28 août 1794.

Au Ministre de la marine

Le capitaine des Deux-Associés me marque que, depuis trente mois que son bâtiment est sorti de dessus les chantiers, il n'a point été carenné, que ses hauts intérieurs et extérieurs, ses cursives, prescintes et gaillards ont besoin d'être recourus, que la carenne est garnie de moules qu'on ne peut retirer sans courir les risques d'enlever l'étope, ce qui ferait sûrement faire de l'eau au bâtiment. Il m'observe que ce navire, en se rendant de Brest ici, a touché sur le fond de l'île d'Yeu et sur le banc de Loye, ce que le capitaine du bâtiment, qui en était en même temps le propriétaire aurait bien dû dire, quand il est arrivé ici. Il y a lieu de présumer que ces deux échouages, faits sur des fonds de roche, peuvent très bien avoir endommagé sa fausse quille. Il croit d'ailleurs qu'il y aurait de l'imprudence d'expédier ce bâtiment pour un voyage au long cours, sans s'être auparavant assuré de son état.

Veuillez me faire connaître, d'après cet exposé, que je vous prie de prendre en considération, ce que vous déciderez à cet égard.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 218.

A bord des Deux-Associés, 12 fructidor an II, 29 août 1794.

Aujourd'hui, 12 fructidor l'an II de la République une et indivisible, sur les dix heures du matin, le jury ayant été convoqué de s'assembler, sur la déclaration d'un de ses membres faite à l'officier commandant, nous nous sommes assemblés au lieu ordinaire de nos séances.

Le président a pris la parole et dit que : sur la déclaration qui lui avait été faite et à l'officier commandant par le citoyen Surgères, un de nos membres, que le citoyen Brizard, officier, était décédé du 7 du dit, nous allons en conséquence procéder à l'effet d'apposer les scellés sur les affaires du citoyen Brizard,

jusqu'à ce qu'il en soit informé autrement, en raison de quoi, citoyens, vous allez assister à l'apposition du dit scellé et signer conjointement ensemble le procès verbal qui le constatera.

Fait à bord, les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme à l'original, signé : CRISPIN, président.
GUIBERT ; PESTEL et FEVRIER, secrétaire.

Extrait de la copie du livre du jury de la flûte les Deux-Associés.

Rochefort, 12 fructidor an II, 29 août 1794.

Le citoyen Soupert, chirurgien à bord des Deux-Associés, a remis au district la somme de 144 l. en 6 pièces de 24 l. chaque ; laquelle somme il a déclaré provenir de Ravet, prêtre condamné à la déportation et qui est décédé à bord du dit vaisseau

Laquelle somme le Comité arrête qu'elle sera versée dans la caisse du receveur....

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 12 fructidor an II, 29 août 1794.

Le Commandant des armes aux membres du Comité de salubrité navale établi à Rochefort.

Citoyens,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite, le 11 de ce mois, par laquelle vous m'observez que : sur 497 déportés embarqués sur le navire les Deux-Associés, 245 sont morts, 114 sont malades ; et que, sur 110 hommes formant l'équipage de ce bâtiment, 3 sont morts et 35 sont malades ; qu'au contraire à bord du Washington, sur 265 qu'on y a embarqués, 20 seulement sont morts, 36 sont malades, et que sur l'équipage qui est composé de 120 hommes, un seul est mort, et 27 sont malades.

D'après cet exposé, citoyens, et le rapport que vous a fait le citoyen Vivès aîné, vous attribuez l'épidémie, qui a eu lieu à bord des Deux-Associés, tant aux dispositions d'aménagement, qu'à l'extrême sévérité de l'état-major de ce bâtiment envers ces déportés. Il peut arriver, citoyens, que ces derniers y aient peut-être aussi contribué ; mais je crois devoir vous observer aussi que les déportés, qui ont été embarqués à bord du premier bâtiment, avaient d'abord été longtemps renfermés dans les prisons de la ville, qu'ensuite on les avait transférés à

bord d'un bâtiment à la Cabane Carrée, où on les avait mis coucher dans la cale sur le lest et recouverts d'un peu de paille, mesure forcée que le défaut de logement et les circonstances nous avaient contraints de prendre. Qu'en outre de cela, on les avait fait embarquer à la hâte à bord de leur bâtiment, avant même qu'il fut entièrement fini, et qu'enfin n'ayant pas d'autres bâtiments propres à cet usage, on envoyait continuellement à bord de ce bâtiment tous ceux qui arrivaient.

L'autre bâtiment, au contraire, moins pressé dans son armement, une fois qu'il a été prêt, a reçu à son bord les déportés à fur et mesure qu'ils arrivaient, et en petit nombre, et infiniment moins gênés que les autres, puisque avec la même capacité que le premier, il n'en a presque jamais eu que la moitié. Il y a encore à remarquer que ce bâtiment est construit de manière à avoir plus d'air dans son entrepont, ce qui n'a pas peu contribué à l'aérer et à entretenir la salubrité. D'après cet exposé qui est vrai, et qui est à votre connaissance, on doit donc être moins surpris du ravage qu'a occasionné l'épidémie qui s'est manifestée à bord du premier, et qui sans vos soins et les sages précautions que vous avez fait prendre, aurait peut-être fini par détruire le reste.

Je crois cependant, ainsi que vous, que la sévérité extrême que l'état-major des Deux Associés a employée envers les déportés de leur bord a peut-être aussi contribué à leur donner du chagrin. Pour éviter que pareille chose n'arrive, quand ils retourneront à bord de leur vaisseau, je vais, d'après vos observations, prendre des mesures pour que cet état-major en agisse autrement. et ait pour ces déportés l'humanité et les égards qu'on doit à ses semblables, tels criminels qu'ils puissent être.

Salut et fraternité.

CHEVILLARD.

Arch. du Conseil de santé de la marine.

Rade de l'île d'Aix, 13 fructidor an II, 30 août 1794.

Le citoyen Nadeau, chirurgien major du Washington, vous fait observer que son hôpital flottant, est encombré, que les malades de son bord augmentent, que ceux de l'Indien en font autant. Il demanderait pour ce dernier un autre hôpital flottant, en attendant l'augmentation des tentes sur l'île Citoyenne, d'après l'arrêté pris par le citoyen Vivès à sa dernière passée. Il se plaint aussi que le bâtiment les Deux-Associés n'a pu lui

fournir ni caquemar, ni cafetière pour l'Indien. Je lui ai dit à cela de faire une demande, attendu que ces mêmes objets avaient été transportés sur l'île Citoyenne.

BÉRAUD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. I, n° 15.

A bord des Deux-Associés, 14 fructidor an II, 31 août 1794.

Procès verbal d'apposition des scellés sur les effets du citoyen Bureau, contre-maitre, décédé à bord.

Extrait de la copie du livre du jury de la flûte les Deux-Associés.

Rochefort, le 15 fructidor an II, 1 septembre 1794.

Le maire de Rochefort au citoyen Dugravier.

J'ai reçu ta lettre, en date du 22 du mois dernier, citoyen, par laquelle tu me demandes un certificat, qui constate le départ de notre port de Baptise Dugravier, ton fils, condamné à la déportation.

Je ne pouvais te procurer ce certificat qu'en m'adressant au chef civil de la marine. aussi ai-je communiqué ta lettre au citoyen Nermaud, duquel tu me parles, qui m'a répondu que le 29 messidor, il t'envoya un certificat constatant que Jean Dugravier, prêtre, était en rade de l'île d'Aix, sur le navire les Deux-Associés, que peu de jours après, il reçut une seconde lettre de toi, à laquelle il répondit que ton fils était mort le 23 messidor (11 juillet). *Ce décès, sans doute, a mis fin à tes réclamations, et tu n'ignores pas, qu'étant condamné à la déportation, il était déjà mort civilement, et qu'alors on n'a pas constaté son décès.* (1)

Salut et fraternité

TEXIER, maire.

(Papier de famille).

(1) Dugravier, Jean-Baptiste, prêtre sacriste à Saint-Eloi de Bordeaux, né dans cette ville en 1759, comparut devant le tribunal révolutionnaire de la Dordogne, le 3 mai et le 25 mai 1793. Il était accusé de crime de faux passeport et de s'être évadé de la maison d'arrêt de Montpazier (Arch. de la Dordogne, A. D. série K 429). Il fut déclaré n'y avoir pas lieu à accusation et l'on chargea cependant le procureur-général d'aviser à son *exportation*, si, d'après la loi, il était dans le cas de la subir. Pour l'éviter, ce faible prêtre se maria le 16 septembre 1793; il n'en fut pas moins déporté à Rochefort,

Rade de l'île d'Aix, fructidor an II, 3 septembre 1794.

La Commission de santé provisoire et permanente de la rade de l'île d'Aix au Conseil de santé à Rochefort.

... Vos ordres seront répétés aux bâtiments des déportés, d'envoyer à la plus légère indisposition les gens de l'équipage sur l'île Citoyenne. On travaille aux tentes de supplément ; le nombre des déportés est de cent sur les cadres. Vingt infirmiers, deux cuisiniers, deux pharmaciens ; le total est de 124 ; quatre-vingts y sont morts... La chaux paraîtrait nécessaire, le citoyen Vivès a parlé à cet égard. La garnison du fort n'a pas plus de malades qu'à l'ordinaire.

BÉRAUD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. 1, n° 17.

Rochefort, 18 fructidor an II, 4 septembre 1794.

À la Commission de la marine.

La vaisseau l'Indien que j'avais envoyé en rade pour recevoir momentanément les déportés des Deux-Associés, ayant eu les fermes du gouvernail qui lui ont manqué, le commandant de la rade m'ayant rendu compte qu'on avait été obligé de le démonter, je lui ai donné l'ordre de le faire rentrer en rivière et de l'ancrer vis-à-vis le Port-des-Barques, de manière à ce qu'il ne gênât plus l'entrée et la sortie des bâtiments. Je craindrais qu'en laissant ce navire en rade, dans le temps des équinoxes, les câbles vinssent à lui manquer, alors ce serait un bâtiment perdu.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 239.

Rochefort, 19 fructidor an II, 5 septembre 1794.

Le Conseil de santé à la Commission en rade de l'île d'Aix.

La Commission a reçu votre demande de chaux pour accélérer la putréfaction des cadavres enterrés à l'île Citoyenne. La rareté de cette matière fait inviter la Commission à veiller seulement à ce que les fosses soient plus profondément creusées.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 13,

Rochefort, 20 fructidor an II, 6 septembre 1794.

Au Ministre de la marine.

L'Indien, sur lequel sont les déportés des Deux-Associés, est actuellement sur les vases du côté de la rive opposée au Port des-Barques.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance ministérielle.

Paris, 20 fructidor an II, 6 septembre 1794.

*Le Commissaire de la marine et des colonies
au Commandant des armes.*

Je te demande quel nombre au juste de déportables pourra contenir le navire les Deux-Associés, et si cinquante hommes de troupes pourront y être embarqués pour être ensuite déposés au Sénégal, après la mission de ce bâtiment remplie.

DALBARADE.

Arch. du port de Rochefort an II.

Rochefort, hôpital de la marine, 24 fructidor an II, 10 septembre 1794.

Décès de Le Gacheux, capitaine d'armes sur les Deux-Associés, entré à l'hôpital, le 19 fructidor an II, 5 septembre 1794.

Greffe du tribunal de Rochefort, registre de décès.

Rochefort, 25 fructidor an II, 11 septembre 1794.

Le Comité de salubrité navale à l'agent maritime.

Lorsque le Comité proposa de mettre les déportés sur l'île Citoyenne pour que les équipages des bâtiments, sur lesquels ils étaient, ne fussent pas victimes de la contagion, il était évident qu'on ne devait pas permettre à personne de communiquer avec eux. Leurs soins sont confiés aux officiers de santé et aux détenus qui servent d'infirmiers, eux seuls doivent les approcher, la garnison ne doit point aussi fréquenter les malades.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 18.

Rochefort, 25 fructidor an II, 11 septembre 1794.

*Le Commandant des armes au Commissaire de la marine
et des colonies.*

Par votre lettre du 20 fructidor, vous me demandez quel

nombre au juste de déportables pourra contenir les Deux-Associés avec cinquante hommes de troupes, voilà ce qui rentre :

Ce vaisseau avec 110 hommes d'équipage, 50 hommes de troupes, *ne peut porter que 250 déportés* ! En observant qu'il y aurait quatre mois de vivres pour l'équipage, trois pour la troupe, et six mois pour les déportés. Mais je vous observerai, citoyen, que le bâtiment aurait besoin d'une carenne : je vous rendis compte, le 11 de ce mois, par ma lettre n° 218, que je venais d'apprendre que ce bâtiment, depuis trente-trois mois qu'il était sorti de dessus les chantiers, n'avait point été carenné, que du haut intérieur et extérieur ; cursives, précinctes et gaillards, avaient besoin d'être recourus ; que sa carenne était garnie de moules qu'on ne pouvait retirer qu'en courant les risques d'enlever l'étope, ce qui occasionnerait des voies d'eau ; et qu'on m'avait observé en outre que ce navire en se rendant de Brest avait touché sur les fonds de d'Yeu et sur le banc de L'Oye ; qu'il y avait lieu de présumer que ces deux échouages, faits sur des fonds de rochers, pouvaient avoir endommagé sa fausse quille. Vous ne m'avez pas répondu à cet égard. Pour remédier à cet inconvénient qui occasionnerait des retards, je vous proposerais le Washington, qui est en bon état et remplirait les mêmes vues ; il n'emporterait à la vérité que 200 déportés au lieu de 250 qu'aurait les Deux-Associés.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, an II.

Rochefort 25 fructidor an II, 11 septembre 1794.

Le Conseil de santé à la Commission en rade de l'île d'Aix.

A l'île Citoyenne, les fosses seront creusées de six pieds pour éviter les émanations.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 17.

Rochefort, 25 fructidor an II, 11 septembre 1794.

District de Rochefort.

Considérant que les prêtres condamnés à la déportation sont morts civilement, et d'après cela ne peuvent avoir aucune correspondance quelconque ; que le Comité de surveillance, reconnaissant ce principe, aurait pu se dispenser de retirer les lettres à l'adresse de ces prêtres ; le Directoire est d'avis qu'il

n'y a pas lieu à délibérer sur la demande du Comité de surveillance en paiement des ports de lettres adressées à plusieurs prêtres déportés en rade de l'île d'Aix.

Rochefort, 20 fructidor an II, 15 septembre 1794.

District de Rochefort.

Lecture faite de la pétition du citoyen Briquet, ex-prêtre, détenu à la maison d'arrêt du Temple, l'attestation du Comité de surveillance de Rochefort du 17 de ce mois ;

Considérant que l'exposé du réclamant a été connu par le Conseil, lors de la pétition qu'il lui a faite, appuyée de diverses pièces, qui ont été envoyées au Comité de sûreté générale, avec la lettre du 28 floréal, par laquelle il est clairement prouvé qu'il a été illégalement condamné à la déportation, et qu'il mérite d'être mis en liberté ;

Où l'agent national, invite le département de prendre la pétition du réclamant dans la plus grande considération, et de solliciter sa mise en liberté du Comité de sûreté générale, s'étant toujours bien montré, et n'ayant jamais démerité de ses concitoyens. (1)

Arch. départ.. 4^e reg. des délib. d Conseil du district de Rochefort.

Paris, 4^e jour des sans-culottides an II, 20 septembre 1794.

Le Commissaire de la marine et des colonies au Commandant des armes et à l'Agent maritime à Rochefort.

La Commission a reçu la lettre que vous lui avez écrite, le 13 fructidor, par laquelle vous rendez compte du nombre d'individus morts ou malades tant à bord du navire les Deux-Associés que du Washington.

Les progrès rapides qu'a fait une sorte d'épidémie à bord du premier bâtiment sont effrayants, et l'on ne peut qu'approuver les précautions que vous avez prises pour les arrêter et purifier ces bâtiments.

Dès que cette maladie aura cessé et que le Washington sera

(1) Cette pétition d'un des prêtres déportés pour sortir de l'entrepont des vaisseaux, est jusqu'ici la seule que j'ai trouvée.

en état de reprendre la mer, vous aurez soin d'en prévenir la Commission.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, an II, n° 4063.

Rochefort, 1 vendémiaire an III, 22 septembre 1794.

Il reste encore sur l'île Citoyenne 114 malades.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, délibérations.

Rade de l'île d'Aix, 2 vendémiaire an III, 23 septembre 1794.

Lettre de la Commission de santé.

D'après votre demande du 29 fructidor, nous vous envoyons l'état numérique des morts et des malades à bord des déportés et sur l'île Citoyenne ; mais nous vous observons qu'il y a plus de 55 déportés des deux navires, employés au service des malades sur l'île Citoyenne. Ce nombre nous a paru un peu trop considérable, vu qu'ils occupent des lits qui seraient absolument nécessaires pour placer les déportés dangereusement malades à bord du Washington, où il en meurt de temps en temps. En conséquence nous avons recommandé à l'officier de santé en chef de cet hôpital de faire passer à bord ceux dont il pouvait exactement se passer.

LAFORST, NABEAU.

Morts des Deux-Associés	. 322
du Washington	. 60
Total	. 382

Malades des Deux-Associés sur l'île Citoyenne	. 92
du Washington sur l'île Citoyenne	. 34
à bord du Washington	. 10
Total des malades	. 156

Total des morts et des malades : 538.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. 1, n° 37.

Rochefort, 4 vendémiaire an III, 25 septembre 1794.

Au Commissaire de la marine et des colonies.

Par votre lettre du 6 sans culottide, n° 4063, vous approuvez les dispositions que nous avons faites pour arrêter les progrès d'une épidémie, qui s'était manifestée à bord des Deux-Associés,

et vous nous chargez, quand cette maladie aura cessé et que le Washington sera prêt de vous en donner avis.

Nous vous apprenons avec plaisir, citoyen, que ce germe paraît être entièrement détruit, que le genre de maladie n'est plus le même ; mais malgré cela nous avons encore beaucoup de malades. Ci-inclus l'état de ceux qui existaient à bord à l'époque du premier sans-culottide : en santé, 161 ; malades, 201, et depuis ce temps ils n'ont pas diminué.

Quant au Washington, ce bâtiment est prêt, il n'y a qu'à savoir si on enverra seulement que des déportés ou si, au contraire, vous y joindrez les cinquante hommes de troupes passagers, que vous vous étiez proposés d'y mettre, parce qu'alors il y aurait des changements à faire que nécessitent ces opérations. Si vous voulez nous faire connaître vos dernières intentions à cet égard nous préparerons le bâtiment en conséquence, et nous le tiendrons prêt à partir au premier ordre.

CHEVILLAND.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 295.

En rade de l'île d'Aix, 14 vendémiaire an III, 5 octobre 1794.

La Commission de santé au Conseil de santé.

Je ne m'étendrai pas sur les détails de l'île Citoyenne, Vivès vous aura précisé les choses avec bien plus de moyens que je ne le pourrais faire, et sur le physique et sur le moral de ces individus, qui tous meurent de froid à ce qu'ils m'ont dit, et ce que je crois facilement. Je me suis cependant occupé à faire partir pour le navire l'Indien treize déportés parfaitement guéris, avec recommandation au citoyen Sorin d'impartialité sur ces individus, qui une fois mieux devaient faire place aux autres du Washington. Il paraît que sur ce bâtiment les malades augmentent, hier il en fut douze à l'hôpital, et il en est mort, de ce bâtiment seulement, sept depuis le 10 du dit.

Heureux par l'égalité !

BÉHAUD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, correspondance, reg. 1, n° 43.

Rochefort, 18 vendémiaire an III, 9 octobre 1794.

A la Commission de la marine.

Le Washington est en état, il y a actuellement assez de

déportés pour lui fournir sa cargaison et y mettre les cinquante hommes de troupes que vous devez y embarquer.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 341.

Rochefort, 20 vendémiaire an III, 11 octobre 1794.

Au citoyen Haran.

Je te préviens, citoyen, qu'il vient d'être convenu que les déportés, pour lesquels on avait établi un hôpital provisoire sur l'île Citoyenne, seront rembarqués ; les plus malades dans le navire l'Indien, qui sera considéré comme hôpital, et ceux qui se portent bien sur le Washington. S'il est des déportés dont l'état ne permet pas de les rembarquer, il sera encore conservé quelques tentes pour les y contenir jusqu'à ce qu'on puisse rembarquer ceux qui ne succomberont pas à la maladie. En conséquence je te prie de veiller à ce que les effets que tu as prêtés te soient rendus à mesure qu'ils ne seront plus nécessaires ; à moins qu'on ne juge à propos pour les réclamer lorsqu'ils ne seront plus nécessaires.

Arch. du port de Rochefort, correspondance an III (1794-1795).

Rochefort, 30 vendémiaire an III, 21 octobre 1794.

Au citoyen Niou, représentant du peuple.

L'hôpital établi sur l'île Citoyenne pour les condamnés à la déportation va être levé. Le vent a renversé toutes les tentes, et la saison ne permet pas de tenir cet établissement plus longtemps. Sur l'avis du Comité, l'ordre est donné d'évacuer les malades sur le bâtiment l'Indien échoué au Port-des-Barques ; les convalescents seront mis à bord des Deux-Associés, et ceux qui se portent bien sur le Washington.

Le total n'est plus que de 280, dont 114 malades.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 42.

Rochefort, 3 brumaire an III, 23 octobre 1794.

District de Rochefort.

Il a été déposé par le citoyen Gilbert, capitaine de la flûte le Washington, provenant de 37 prêtres déportés, qui étaient sur

la goélette la Carmagnolle, et passés à son bord sur la dite flûte : deux boucles en argent et une paire de boutons aussi en argent, et en numéraire 575 fr.

Il a été déposé par le même, provenant d'une autre visite des prêtres déportés qui étaient ci-devant à bord de la dite flûte :

13 paires de boucles,
2 paires de boutons,
1 montre en argent,
540 fr. en numéraire,
571 fr. en assignats.

De tout quoi il a été donné une reconnaissance au citoyen Gilbert.

Arch. départ., 5^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 3 brumaire an III, 24 octobre 1794.

Le Comité de salubrité navale à l'Agent maritime.

Citoyen,

Les infirmiers ne peuvent loger dans l'entrepont du navire l'Indien destiné à contenir les convalescents déportés. Il serait nécessaire de faire délivrer des hamacs pour les coucher dans la cale.

Arch. du port de Rochefort, Conseil du santé, lettre n° 35.

Rochefort, 3 brumaire an III, 24 octobre 1794.

Le Comité de salubrité navale au Commandant des armes.

Citoyen,

L'équipage n'est pas assez nombreux à bord de l'Indien pour le service des déportés malades. L'entrepont est occupé par deux cabanes qui gênent le placement des cadres. Le Comité t'invite à donner les ordres nécessaires.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 36.

Rochefort, 6 brumaire an III, 27 octobre 1794.

A la Commission de la marine.

Le Washington est en rade, en attendant les ordres de la Commission; ce bâtiment a des déportés.

Les Deux-Associés et l'Indien ont aussi à leur bord des déportés.

Les convalescents sont à bord du premier et les malades à bord du second.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 377.

Rochefort, 7 brumaire an III, 28 octobre 1794.

District de Rochefort.

Il a été déposé par le citoyen Valentin, officier de garde de l'île Citoyenne, une montre d'ortrouvée sur Nicolas, prêtre déporté, et qui l'avait vendue à un matelot, et a fait restituer le prix.

Arch. départ., 5° reg. des délib. du Conseil du district.

A bord des Deux-Associés, 8 brumaire an III, 28 octobre 1794.

Aujourd'hui 8 brumaire an II de la République une et indivisible, le jury ayant été convoqué de s'assembler par le citoyen Laly, capitaine du dit bâtiment, qui d'après l'assemblée faite sur les dix heures du matin, a mis sous les yeux un décret de la Convention nationale du 16 nivôse, deuxième année de la République, qu'approuve un arrêté pris par les représentants du peuple, pour le rétablissement de la discipline à bord de tous les bâtiments de la République, afin de nommer un conseil de discipline, composé de deux officiers majors, deux officiers marinières ou sous-officiers, trois matelots, soldats ou canonniers, qui prononceront sur les peines à infliger suivant les délits; lesquels, d'après l'article 40 qui dit que: les matelots, dont il est parlé dans l'article 16, seront pris de préférence parmi les pères de familles, au choix du capitaine, et que le dit conseil de discipline sera changé tous les mois, et que, s'il avait tant tardé à l'exécution du changement, ce n'était que motivé sur le peu de monde qu'il nous a resté à bord, par la maladie qui s'y était invétérée.

Le capitaine nous ayant dit que c'était d'après cet article qu'il avait convoqué l'assemblée du jury pour le changer, en conséquence de ce, il a choisi le citoyen Cazenave, enseigne de vaisseau, pour président; Bonnan secrétaire; Epaux, contre-maitre; Sabaille, capitaine d'armes; Panton, officier marinier, Durand, volontaire; François Maubert, gabier de grande hune, tous nommés et organisés par lui.

Fait et clos les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme à l'original, signé : Cazenave, président : Pierre Panton ; Durand ; Sabaille ; capitaine d'armes ; François Maubert ne sachant signer a mis son zéro ; et Bonnan, secrétaire.

Extrait de la copie du livre du jury de la flûte les Deux-Associés.

En rade, 15 brumaire an III, 5 novembre 1794.

La Commission de santé au Comité de salubrité navale.

Malgré la pluie et le mauvais temps, la levée de l'hôpital de l'île Citoyenne est achevée depuis le 12 ; l'Indien ne peut contenir que 36 cadres, nombre insuffisant pour les malades pendant cet hiver. L'officier commandant à bord n'avait pas encore reçu les hamacs demandés pour les infirmiers, non plus que l'ordre de démolir deux cabanes qui tiennent la place de quatre cadres. La Commission croit qu'il serait indispensable d'avoir, à bord de ce navire, une tente goudronnée qui prendrait depuis le grand mât jusqu'à celui de misaine. Son usage serait d'empêcher que l'eau ne tombât dans l'entrepont, et y favoriser en même temps la circulation de l'air, attendu que lorsqu'il fait de la pluie, on est obligé de fermer les panneaux. Le Comité sentira aisément combien cette manœuvre peut occasionner de maux, non seulement parmi les malades, mais encore parmi les équipages à bord, dans une saison où les pluies sont journalières.

LOUIS LAFOREST.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Conseil de santé, reg. 1, n° 52.

En rade, 15 brumaire an III, 5 novembre 1795.

Il ressort d'un jugement du Conseil de discipline des Deux-Associés, que la goélette la Cousine avait été envoyée à l'île Citoyenne pour les travaux de déménagement de l'hôpital. Des volontaires se prirent de querelle. La discussion nous apprend qu'ils appartenaient au 4^e bataillon du Lot-et-Garonne, embarqués sur les Deux-Associés, et de service à l'île Madame.

Copie du livre du jury des Deux-Associés.

(A suivre).

P. LEMONNIER.

DOCUMENTS

VIEILLES LETTRES DE SAINTES

(1834-1846)

(Fin)

22 janvier 1840. « Nous sommes dans l'enfantement d'une certaine soirée dansante qui doit avoir lieu dimanche prochain ».

6 février. « Nous nageons de plaisirs en plaisirs ; nous avons eu deux grands bals, l'un le 3 chez Madame Eschassériaux la grand'mère, où les dames ont rivalisé de luxe et de toilette. Nous sommes méconnaissables... Tu trouverais que nous avons beaucoup gagné depuis ton départ... L'autre chez le docteur Dusourd, qui s'est terminé à six heures et demie du matin. Dans ces deux bals nous avons huit musiciens, gâteaux, vin chaud, punch, glaces, consommés, le tout à profusion... J'ai causé de peinture et d'histoire de l'art avec M^{lle} Caroline Eschassériaux, qui manie, dit-on assez bien le pinceau ; elle désire voir le Musée de Réveil et Pichot que tu as ; je te quitte pour aller voir M. de Blossac : c'est un de nos habitants du faubourg Saint-Vivien (ou Saint-Germain à Saintes), il achète la bibliothèque de M. Montgaugé, anciens ouvrages de droit.. A notre soirée, Rivail a fait une partie de la nuit de la musique ».

30 octobre 1840. « On écrit de la Vendée que si la guerre avait lieu, il y aurait sûrement quelque mouvement pour créer une diversion et que si les chances devenaient plus périlleuses, les agitateurs donneraient plus d'importance et d'activité à leurs manœuvres. J'ai bien peur que l'hiver ne soit difficile à passer, quel que soit le ministère, qu'il s'appelle Thiers ou Soult, il y aura un grand besoin d'énergie à l'intérieur et à l'extérieur.

La majorité de notre Salon me semble être pour la paix... Les affaires ont été paresseusement pendant ces deux mois..., je crois que l'inquiétude qui règne dans les esprits n'est pas étrangère à cette somnolence... Nos eaux-de-vie n'ont point de prix fixé. A déjeuner dimanche chez M. de Tanlay pour les adieux de M. Clerc qui nous quitte. MM Hennessy de Cognac

nous y ont confirmé cette vérité. On commence à rentrer au gîte. J'ai passé trois soirées en compagnie de mes belles chères Mesdames Taillefer, Roche, Frank et Clerc. »

4 juillet 1841. « Il y a eu une expédition du parquet contre la bannière de Meschers que le curé s'était permis de faire sortir avec les fleurs de lys comme au temps de la Restauration. On a dressé procès-verbal et fait disparaître les fleurs proscrites... Saintes est au calme parfait. Nos belles néanmoins sont parvenues à établir des soirées dites *matrimoniales* ; il n'y a que les jeunes personnes qui y soient invitées et leurs mères obligées avec des jeunes célibataires qui attendent. Ce soir nous avons eu une réunion de ce genre. J'ai bien peur pour nos pauvres tourterelles que cette glu n'attrape aucun oisillon ; décidément les mœurs du jour ne sont pas favorables au mariage... J'ai fait une excursion à Saint-Jean d'Angély avec le bourgeois Duret et Eugène Savary, à la fête patronale. Après nous avoir promenés dans la salle, le bourgeois a cru devoir ajouter : « Je vous préviens que mes connaissances et les plus jolies ne sont pas à ce bal. » Hélas, il était un peu tard ; nous étions tombés dans le guet à pens. Si nous n'y avons pas vu de jolies femmes, nous y avons bu de très-bon vin de Champagne qui ne m'a pas grisé... Nous irons au concert monstre de La Rochelle. Elections : Saintes 464 votants ; Dufaure 353, Oudet 40, Boscal de Réals 36, Lemerrier 24, Méhémet-Ali 1. »

Jonzac. « J'y étais jusqu'à 3 heures ». L'élection de Duchâtel ne fait pas de doute, « au lieu d'être unanime comme les précédentes, il y aura, paraît-il, 50 voix pour Delaporte, riche propriétaire porté par des légitimistes et des républicains. De tels bruits ont circulé à Saintes sur une prétendue émeute ; tout était tranquille à Jonzac. Les opposants à Duchâtel avaient fait lithographier une profession de foi sans nom d'imprimeur signée d'eux ; on faisait courir le bruit que le procureur du roi voulait poursuivre cette contravention. Ce qui est plus joli, c'est que la profession de M. Duchâtel, sortie des presses royales, ne porte pas davantage le nom de l'imprimeur, de telle sorte que les poursuivis ont dénoncé le ministre au procureur du roi : tels étaient les bruits de la localité ».

13 septembre 1841. « Nous avons eu quelques appréhensions et craintes de désordre pour le recensement. Grâce à Dieu il a commencé samedi dernier ; tout s'est bien passé.

Quelques instigateurs avaient placardé pendant la nuit cinq affiches monstres où l'on conseillait de *fermer les portes*; aucun refus n'a été constaté... On va exécuter un des assassins de Soubise, le plus criminel ».

9 janvier 1842. » Les plaisirs se sont envolés de Saintes et ont fui une terre ingrate... Depuis 1842 il n'a encore été question ici que de deux diners... Hier, le premier bal de souscription devait avoir lieu; danseuses et danseurs ont oublié de s'y rendre; il nous en reste encore trois et on ne répondra pas davantage à l'appel; pour couronner un si beau commencement d'année, Monseigneur de La Rochelle vient prêcher le carême! Trois fois malheureuse cité... Tout est mort ici, jusqu'à notre société philharmonique... Rivals. Chrétien, Duret vont au concert de celle de Niort; chacun s'en va de son côté, M. de Tanlay passe son hiver à Paris ».

12 juillet 1842. Elections: Charente-Inférieure, Rasteau, Chassiron, Ohasseloup, Tupinier. — Cognac: Lemerrier 30 voix de majorité; c'est ébouriffant ce succès! Martel, son concurrent, avait été nommé président du bureau à 25 voix; le lendemain 5 voix.

27 juillet. Déjeuner de jeunes gens chez le fils de M. Lemerrier, au Ramet.

6 janvier 1843. « Ce qu'on appelle « *ne manquer à aucune convenance* » en province, c'est véritablement marcher sur un fil de fer tendu sans broncher et sans faire un faux pas! M... a voulu introduire ici certaines façons qui n'ont pas été goûtées le moins du monde... Invités à un très-grand diner, M. et M^{me} ... ont répondu qu'ils ne pouvaient pas y aller, sont allés au spectacle, puis ont seulement assisté à la soirée; tel a été le premier faux pas. De même ils ont invité à diner des maris avec leur femme et des maris sans leur femme, et l'un d'eux leur a répondu qu'il ne dinait jamais qu'en compagnie de sa femme. Enfin, et il y a eu un cri presque universel, Madame a envoyé des invitations à une grande soirée avec une carte de visite imprimée sur laquelle on avait ajouté: « *resteront chez eux tel jour* ». Ceci, importé de Paris, a été trouvé fort impertinent. Sur quarante invitations, il y avait trois ou quatre personnes. Ils n'ont pas été plus heureux dans leurs relations postérieures! J'en conclus que chacun restera chez soi. Il faut savoir vivre

dans son milieu... Ces petites misères leur créeront des embarras sérieux... »

23 janvier 1843. « Nos plaisirs sont toujours au calme plat ; cependant, on croit qu'à l'occasion de M^{lle} Pache on dansera ; mais rien n'est moins certain ; peut-être irai-je au bal à Cognac chez M. et M^{me} Martel. Madame de Tanlay descendue chez Madame Hennessy m'y engage ; or je n'ai pas vu les belles écuries dont il a été tant parlé à Niort, aussi peut-être irai-je ».

22 avril 1843. Reçu lettre du Mousse (M. Eugène Savary) qui partait pour Rome de Marseille.

Voici une prédiction... heureusement non réalisée.

25 février 1844. « L'inondation de l'année dernière avait été terrible, on n'avait pas mémoire d'une semblable, et il paraît, par je ne sais quel changement de notre planète ou quelles autres causes, que tous les ans nous en serons menacés. Il y a du mal pour les malheureux ».

20 août 1844. « Notre distribution des prix au collège a eu lieu, présidée par M. Dufaure, le député ; le discours du professeur, celui du proviseur, du sous-préfet, ont roulé sur l'*Université* ; les attaques injustes du clergé. On attendait M. Dufaure, qui a lu deux pages parfaitement écrites pour prouver qu'on n'acquiert la science que par le travail et que le travail et la science acquise conduisent l'homme au bonheur et le rendent propre à bien remplir les fonctions dont la société un jour peut le charger. Grand désappointement pour les curieux ; pas un mot de la lutte actuelle ».

En 1846, le jeune homme, marié, fait son voyage de noces... à Paris bien entendu ! Un parent de sa femme lui donne des nouvelles du pays.

29 avril. « La foire se prépare assez belle ; il y a plus de marchands et de baladins qu'à l'ordinaire ; tout est plein. Si le temps ne se réchauffe pas, on ne verra pas de toilettes d'été, mais des fourrures ! il y aura 8 jours d'assises, 17 inculpés.

2 mai. La Saint-Eutrope n'a pas réussi ; peu de monde. Le bal du Salon a été magnifique ; hier matin à 7 heures Limal a fait dire aux joueurs de s'en aller, il y avait plus de 1.200 francs

sur le tapis ; plus d'un est retourné chez lui désargenté — N'oubliez pas de voir le Louvre !

4 mai. Conseil de voir à Versailles, une pendule que Louis XIV mourant consultait sans cesse parce que son chirurgien, Maréchal, lui avait dit qu'il n'avait plus que trois jours à vivre.

19 mai. Un autre ami les entretient de la *nouvelle du jour* à Saintes ; la polémique engagée entre les abbés Lacurie et Briand sur la question de savoir lequel des deux a découvert les reliques de saint Eutrope. Le pauvre abbé Lacurie pourrait avoir à se repentir de n'avoir pas eu, comme M. Briand, la prudence et peut-être l'adresse de soumettre sa lettre à l'approbation de son évêque. « Duret et Drilhon et sous leur direction, Mesdemoiselles Bellet, Germain, de Rostaing, Dumontet, etc., préparent une messe en musique à Saint-Pierre pour la Pentecôte... Prière d'apporter trois romances : *Ma belle Touraine*, — *Lucie la poitrinaire*, — *Pourquoi donc ai-je fui mon pays, ma montagne* ».

On peut toujours se poser cette naïve question que se sont posée bien d'autres avant nous : si cette petite société d'alors pouvait revivre, que penserait-elle de la nôtre et des changements qui se sont produits même dans l'étroit milieu où elle évoluait ? Ces changements auraient-ils pu les prévoir ?

Dans ce fouillis de lettres, je découvre, à la date du 1^{er} août 1860, une sorte de méditation religieuse, écrite à Royan par le jeune étourdi de 1834, et j'y lis :

« Le génie de l'homme est presque dans l'enfance. Encore deux mille ans, ô mer, peut-être ceux qui nous succéderont te traverseront à l'aide de moyens nouveaux... l'air sera maîtrisé comme tu l'as été toi-même ; notre planète traversée sans obstacles dans tous les sens ; alors Dieu dans son immensité apparaîtra toujours, s'il est possible, plus grand aux yeux de l'homme ».

Il n'a pas fallu cinquante ans pour que cette prophétie soit en partie réalisée... Mais le premier usage que l'homme a fait de l'aéroplane et du zeppelin, q'a été... de mitrailler son semblable plus aisément.

D. R,

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS

N° 829. — Dom Patrouillot « victime des drames mystérieux des cloîtres » qui fait l'objet de la question fut envoyé à l'abbaye de *La Frénade* et non *La Frontenade*, ainsi qu'il a été imprimé.

N° 830. — La question demande à être complétée. Il s'agit de savoir à quel événement ou à quelle intervention est due la révolution dans des habitudes plusieurs fois séculaires, c'est-à-dire la substitution des noms de saints aux prénoms germaniques.

N° 831. — M. de Massoungnes serait heureux que quelqu'un de nos confrères l'aidât à préciser, par une charte ou tout autre document, la date la plus ancienne possible à laquelle la paroisse de Saint-Fort-sur-le Né a pris son nom.

Ainsi que M. de Massoungnes l'a expliqué à la séance du 14 avril dernier de la Société archéologique d'Angoulême, il voudrait vérifier l'affirmation de M. C. Jullian qui assure que le culte de saint Fort à Bordeaux, n'est pas antérieur au règne de Henri IV et à l'épiscopat de François de Sourdis, et que saint Fort n'a jamais existé. « Saint Seurin, qui était évêque de Bordeaux vers la fin du IV^e siècle, mourut vénéré. Ses reliques furent conservées dans une châsse — *feretrum* — qu'on appelait *fort*, le fort de Saint Seurin. Le culte de saint Fort a donc été une déformation ou une transformation, si on veut, du culte de saint Seurin, et c'est saint Seurin qu'on vénère inconsciemment aujourd'hui sous le nom de saint Fort (*La Petite Gironde* du 13 avril).

M. de Massoungnes, qui connaît au moins une paroisse de Saint-Fort, Fortunatus, n'admet pas que cette étymologie soit acceptable pour le patron de celle-ci.

RÉPONSE

N° 790. — *Busoni* (*Revue*, tome XXVI, p. 61). Né à Saintes, le 15 avril 1801, Philippe Gérard Busoni débuta par une ode sur la mort de Louis XVIII (1824, in-8) et collabora avec Brizeux à une petite comédie intitulée *Racine* qui fut jouée à l'Odéon le 27 décembre 1827, à l'occasion de la naissance du grand poète. L'année suivante il publia avec Brizeux les *Mémoires de Mademoiselle de La Vallière*, en 4 volumes. Signataire en qualité de rédacteur du *Temps*, de la protestation des journalistes contre les ordonnances de Juillet 1830, il fut chargé par M. Villemain de recueillir dans les archives d'Italie les éléments de la correspondance politique de Catherine de Médicis. Il passe pour avoir coopéré à la refonte ou à la rédaction des *Mémoires de Casanova*, dont le texte original venait d'être publié en Allemagne et dont Paulin donna à Paris une édition complète de 1833 à 1837. Outre deux préfaces pour les *Mémoires*, fragments historiques et correspondance de la duchesse d'Orléans, princesse Palatine, mère du Régent (1832, in-8°) et pour un recueil des chefs-d'œuvre poétiques des dames françaises depuis le XIII^e siècle jusqu'au XIX^e, on a de Busoni un roman intitulé *Anselme* (1835, 2 vol. in-8°), et les *Etrusques*, poésies (1843, in-12), publiées chez Masgana.

Rédacteur de la chronique de l'*Illustration* depuis sa fondation (1843) jusqu'en 1860, il tenta, en la quittant, de fonder avec Gavarni un journal hebdomadaire, *Le Temps*, qui vécut peu.

Busoni mourut à Paris le 31 janvier 1883. Il est complètement oublié aujourd'hui, et personne ne s'en souviendrait s'il n'avait été l'ami de Brizeux et le correspondant d'Alfred de Vigny. Celui-ci l'avait en haute estime et fit couronner en 1845 par l'Académie française son livre de poésies les *Etrusques* qui contient de fort belles choses et suffirait à sauver son nom de l'oubli. « C'est une œuvre d'un goût exquis, savant et sobre, d'un style pur et concis .. écrivait-il, il porte l'âme au bien par le beau ». De Vigny lut à la Commission des œuvres utiles aux mœurs ces quatre vers « qu'il trouve les plus beaux de ses vers » :

Dieu que chanta David et qu'annonça Moïse,
Que Socrate incarna, que Platon divinise,
Qu'Augustin attendrit, que Dante fait vengeur,
Que Pascal éperdu cherche en vain dans son cœur,

« Je vis tout le monde, ajoute-t-il, ému de ce beau vers, Villemain, Flourens, Saint-Aulaire ». Le livre fut réservé par la Commission, acheté pour elle.

(Extrait des *Annales romantiques*, tome II, 1905).

Ce même numéro publie des lettres d'Alfred de Vigny écrites du Maine Giraud (Blanzac, Charente) à Busoni.

N° 831. — *Saint-Fort*. En attendant mieux, voici un premier élément d'information.

Le cartulaire de la Trinité de Vendôme (*Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, tome XXII, p. 55) donne un *brulio de Sancti Fortunati*, près Saint-Jean d'Angle, en 1075. Le même en 1259 (*Ibidem*, p. 136). Ce saint Fort, ancienne paroisse, a disparu ; il fait aujourd'hui partie de la commune de Saint-Jean d'Angle.

Nous avons encore *Sanctus Fortunatus-sur-le-Ned*, 1232, dans les *Chartes de la Couronne* (*Archiv.* VII, p. 178).

Saint-Fort-sur-Gironde se disait en latin *Sanctus Fortunatus* ; l'église date en partie du XII^e siècle.

Mais près Bordeaux existait un *locum vocatum ad Sanctum Fortem* (*Archives de la Gironde*, V, p. 276) au XIII^e siècle, et voici que Dom Darley soutient que saint Fort n'est pas un mythe, par conséquent ni une déformation d'un Fortunatus ni saint Seurin (*Revue hist. de Bordeaux*, 1915, p. 165).

En tout cas la transformation de *feretrum* en *fort* ne peut être que toute spéciale à Bordeaux, car Ducange au mot *feretrum* donne le mot *fiertes* comme équivalent français. Ch. D.

LIVRES ET REVUES

Revue des Etudes anciennes, 1915, p. 1-4. J. Loth, *L'Omphalos chez les Celtes*.

« Dans un ouvrage paru en 1913 sous le titre général d'*Omphalos*, W.-H. Roscher a établi l'existence de la croyance à un centre ou *nombril* de la terre chez un grand nombre de peuples : Chinois, Japonais... Cette croyance, qu'il a constatée le plus souvent dès les temps les plus reculés, se lie, d'après lui, à l'idée que se faisaient tous ces peuples de la forme de la terre ; ils se la représentaient comme une surface plane circulaire, les Chinois seuls se la figuraient quadrangulaire. Souvent le

nombril de la terre est simplement le centre ou *nombril* d'un pays déterminé...

L'existence de la croyance à l'*Omphalos* chez tous les peuples celtiques quoique moins précise, est réelle.

Chez les Celtes continentaux, le pays des Carnutes, d'après le témoignage précis de César, était considéré comme le centre de la Gaule, et comme tel, il possédait un lieu consacré, une sorte de *Medio-nemeton* ou sanctuaire central où se réunissait chaque année, à une époque déterminée, l'assemblée des druides. Cette croyance, la présence de ce lieu sacré, donnaient aux Carnutes une influence religieuse et par conséquent politique considérable... Il semble qu'en Gaule, comme chez d'autres peuples, notamment les Grecs, différentes tribus aient aussi voulu avoir leur *Omphalos*, peut-être comme commémoration du sanctuaire national central et l'aient consacré par la création d'enceintes religieuses. Cette préoccupation est attestée par la présence de nombreux *Medio lanum* ou *Medio-lanium*, dont le sens paraît bien être *lieu sacré central*; *Medio* est représenté dans les langues neo-celtiques exactement par l'irlandais *mide* (auj. *midhe*) milieu. Quant à *lano-n* ou *lanio-n* il n'a pas d'équivalent en neo-celtique. Witley Stokes a probablement raison de lui donner le sens de *plaine, endroit uni*, et de le faire remonter à un indo européen *plano-n* = lat. *planu-m*. C'était, sans doute, un endroit uni, débarrassé de tout obstacle naturel, où avaient lieu des réunions ou cérémonies religieuses; c'était le centre religieux de la cité. *Medio-lano-n* a vraisemblablement pour équivalent: *Medio-nemeto-n* nom de lieu de l'île de Bretagne, aujourd'hui Kirkintilloch, près Glasgow. Le *Medio nemeton* signifie clairement: Sanctuaire, lieu consacré central, vraisemblablement dans une forêt. *Mezunemasus*, qu'on lit sur la stèle de Zignago, dans la vallée de Vara, en Ligurie, n'est peut-être, comme l'a proposé récemment Vendryes, qu'une graphie étrusque pour un gaulois *Medio-nemosos*. *Nemossos* paraît dérivé de la même racine que *nemeto-n* et doit avoir un sens équivalent. Ce qui le confirme c'est que *Nemossos* ancien nom de Clermont-Ferrand a été remplacé par *Augusto-Nemeton*. Holder, dans son *Altceltischer Sprachschatz*, ne compte pas moins de 42 *Medio-lanum*, à peu près tous en territoire gaulois. En général il n'y a qu'un *Medio-lanum* par cité. Il y a à peine une ou deux exceptions: c'étaient sans doute des filiales de *Medio-lanum* principal.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE

AVIS ET NOUVELLES : *L'Ouest Républicain* ; Echange de l'or.
NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Planty ; M. de Cugnac ; M^{me} Baustert ; M. L. Tausin.
VARIÉTÉS : *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, par M. J. Depoin.
— *La Déportation ecclésiastique à Rochefort* (suite), par M. le chanoine Lemonnier. — *Le peintre d'Hastrel*, par M. J. Depoin.
DOCUMENTS : *Chanson nouvelle de la bataille de Jarnac*. — *Compte des journées d'un prisonnier autrichien en 1809*.
LIVRES ET REVUES : *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse* : Langue romane ; *Revue historique de Bordeaux* ; *La défense navale de la Gironde* ; *Bulletin philologique* ; *Bulletin de l'histoire du protestantisme* : Pierre Bigeon ; *Vie de la reine Anne de Bretagne* ; *Charles VII à Saintes*.

AVIS ET NOUVELLES

Le 16 août 1915, *L'Ouest républicain*, de Rochefort, a cessé de paraître « en présence de la pénurie d'ouvriers et des grandes difficultés matérielles suscitées par la guerre. »

Au 12 septembre la Banque de France avait échangé : à Saintes plus de 3 millions de pièces d'or, à La Rochelle 2.650.000 francs, à Rochefort 2.000.000 ; au 20 septembre, 8.600.000 francs dans le département.

M. Jean de Keraoul, lieutenant d'artillerie, observateur, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 28 août 1915, est décédé aux Quatre-Portes, près Saintes, M Louis Planty, négociant, âgé de 79 ans.

Au cimetière, M. Genet, maire de Saintes, a retracé sa vie. Voir *L'Indépendant* du 2 septembre.

. Si Louis Planty ne naquit pas à Saintes, il y vint si jeune que pour lui notre ville était sa petite patrie : il avait du reste d'autant plus de titres à la qualité de citoyen saintongeais que, sans renier la vieille souche périgourdine dont son père était issu, il appartenait par sa mère à une très honorable et ancienne famille saintaise.

« Esprit très vif et délié, Louis Planty avait fait d'excellentes études et avait songé à entrer à Saint-Cyr ; des circonstances indépendantes de sa volonté le firent renoncer à la préparation de cette école. Mais toujours épris des choses militaires, il ne tardait pas à s'engager dans un régiment de zouaves dans lequel il fit bravement campagne en Algérie.... » A l'expiration de son engagement, des devoirs de famille le rappelèrent à Saintes.

Sous le pseudonyme de Jacques Rhien il donna à *L'Indépendant*, de Victor Vallein, des articles alertes et parfois vifs qui firent du bruit. Louis Planty était un littéraire et tel il est resté jusqu'à la fin.

En 1870, il forma une petite compagnie de francs-tireurs. Il laisse un fils, avocat à Cognac, et deux filles.

Le 25 août 1915, est décédé à Niort M. le baron Joseph de Cugnac, âgé de 87 ans. Il fut pendant quarante-huit ans directeur de l'Ecole de dressage de Rochefort. Il était le dernier survivant des huit enfants du marquis Jules de Cugnac et de la marquise née de Meynard. Il avait épousé sa cousine, M^{lle} de Meynard. Il était grand-oncle de M. Bertrand de Cugnac et du commandant Guy de Cugnac.

Le 29 août 1915, est décédée au logis de La Vigerie, près Saint-Savinien, M^{me} Georges Baustert, née Suzanne-Marie-Henriette Monel, âgée de 32 ans.

Le 30 août, est décédé à Royan, des suites d'une chute dans un puits, M. Louis Tauzin, artiste peintre, âgé de 73 ans. époux de Marie Zimmermann.

VARIÉTÉS

I

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

AVANT-PROPOS

Aborder l'examen des institutions d'une province, entreprendre d'en éclairer les origines politiques ou religieuses, n'est-ce pas grande audace pour celui que ne rattachent à cette petite patrie, ni la naissance, ni même, à son défaut, une suite d'études régionales assez prolongée ! Ne pouvant être prophète en son pays, se fera-t-il historien au pays des autres, dont une connaissance approfondie semble, pour lui, à acquérir trop malaisée ? Hardiesse bien près de mériter un autre nom, si, par surcroît, l'étranger s'attaque aux annales d'un diocèse tel que Saintes, où l'on a vu se tordre, s'envoler aux flammes des incendies jusqu'aux dernières bribes des chartriers, où le fonds départemental, en fait d'archives épiscopales et capitulaires, comprend en tout cinq numéros ? Catastrophes sur catastrophes, les invasions normandes, les luttes des grands feudataires, la guerre de Cent ans, les saccages des Protestants, le vandalisme des Terroristes avaient presque tout détruit et voici qu'en 1871 l'embrasement de la bibliothèque anéantit, avec les documents municipaux, les cartulaires et nombre de manuscrits qui, dans une certaine mesure, eussent permis de combler les lacunes créées par tant de désastres. Elle se conçoit aisément l'abstention des écrivains modernes, qui n'ont point essayé de remettre sur le chantier l'édifiante *Histoire de l'Eglise santone*, du chanoine Briand, éditée sous le règne de Louis-Philippe et qui ne répond plus aux exigences de la critique contemporaine.

Porté à Saintes par les vicissitudes d'une émigration forcée, et cherchant dans l'étude des monuments du passé un allége-

ment aux angoisses d'heures trop cruelles, nous fûmes amené à constater l'insuffisance — disons l'inexistence — d'une chronologie des prélats saintongeais disparus avant le début du XIV^e siècle. Depuis lors, en effet, le dépouillement par Eubel des actes pontificaux a permis d'établir, presque sans lacune, la succession des chefs du culte catholique dans la plupart des circonscriptions françaises.

Les très aimables érudits auxquels nous nous adressâmes nous firent connaître tout ce qu'on possédait de sources, et nous nous aperçûmes bientôt qu'il n'était nullement impossible d'apporter des précisions nouvelles aux listes établies. C'est à ce modeste but que nous tendions, lorsque survinrent des incitations pressantes et l'offre généreuse de concours qui ne peuvent se refuser ; une étude historique dut se substituer à la sèche énumération de rectifications documentées. La tâche devenait attrayante, à mesure que recherches et découvertes faisaient apparaître comme moins inextricables les difficultés nées de tant d'irréparables pertes. Et c'est ainsi que se sont superposées les tranches de cette *Histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis*. La bataille de Taillebourg et la conquête de la Saintonge par Louis IX ont semblé clore d'autant mieux le cycle que nous voulions embrasser, qu'il se trouve englober ainsi tout un millénaire. Sans hésitation aucune, avec l'éminent explorateur des *Origines chrétiennes*, nous considérons comme éclos au cœur du III^e siècle la chrétienté de Saintes ; les arguments appuyant ce sentiment montreront que son adoption n'a pas été dictée par la seule tentation, pourtant bien puissante en l'occurrence, *jurare in verba magistri*.

Œuvre de bonne foi scientifique avant tout, cet essai n'a d'autre objectif qu'une minutieuse investigation des sources, afin de juger de leur pureté relative, et la présentation des résultats qui s'en dégagent. On n'y trouvera point, comme dans les trois volumes de l'abbé Briand, la préoccupation absorbante de présenter une tradition continuée depuis Adam à travers « la postérité d'Abel » — *quandoque bonus dormitat Homerus* — ni l'esprit de certaine *Histoire de la Saintonge* à laquelle cet auteur voulut répondre. La vérité, libératrice des intelligences, est l'hommage par excellence à rendre à tout ce qui mérite le respect, et l'action civilisatrice des institutions religieuses, transformant à la fois la culture romaine et la sauvagerie

barbare, assainissant l'une et apprivoisant l'autre, provoque ce sentiment chez tout observateur impartial.

EXAMEN DES SOURCES

Les sources sur lesquelles nos investigations se sont portées appartiennent à cinq catégories :

- A) Sources diplomatiques, canoniques et juridiques.
- B) Sources épigraphiques et sigillographiques.
- C) Sources chronologiques.
- D) Sources narratives, poétiques ou épistolaires.
- E) Sources hagiographiques et liturgiques.

Dans la première catégorie se classent les documents qui suivent :

Actes du pouvoir civil ou religieux ; procès-verbaux des conciles ; contrats publics ou privés ; cartulaires et registres de justice.

Dans la seconde :

Inscriptions commémoratives ; épitaphes ; sceaux.

Dans la troisième :

Catalogues épiscopaux ; annales et chroniques.

Dans la quatrième :

Bulles et brefs pontificaux ; correspondance émanant des évêques ou les concernant ; poèmes et hymnes ; récits descriptifs.

Dans la dernière :

Martyrologes ; passionnaires et biographies ; bréviaires, leçons, antiennes, proses, litanies ; sermons.

Nous examinerons tour-à-tour quel appoint ces divers éléments sont susceptibles d'apporter à la documentation d'une histoire des évêques de Saintes.

SOURCES DIPLOMATIQUES

L'étude des sources de l'histoire ecclésiastique de Saintes se résume dans un paradoxe curieux. Il est un bien petit nombre d'églises en France, même parmi les plus importantes, ayant conservé les plus belles archives, les plus précieux cartulaires, ayant exercé leur action sur des monastères dont les chartriers subsistent presque en entier, qui pourraient rivaliser en précision, en abondance, en enchainement, avec celle-ci dans la documentation concernant ses prélats, depuis l'origine de la communauté chrétienne. Et cependant, comme nous l'avons

dit, Saintes fut peut-être, de toutes les villes de France, la plus cruellement éprouvée par les destructions successives de ses titres. L'un des plus anciens textes qui la concerne la montre envahie par les Goths sous Théodoric II ; Clovis l'enlève à Alaric II, Récaré I^{er} la reprend aux fils de Childebert II. Yon de Gascogne soutient l'assaut des Sarrazins et bataille contre Charles-Martel, Pépin termine la campagne contre Gaifre en capturant le petit-fils du « roi » Yon avec tous les siens. Survient à nouveau, au milieu du IX^e siècle, Sarrazins et Normands ou plus exactement, Maures et Norvégiens qui la pillent. Sa cathédrale est brûlée sous Iselon par la malveillance ; presque aussitôt après, les comtes d'Anjou exercent sur la ville une tyrannie si violente que trois évêques, menacés de mort, abandonnent successivement le diocèse pour se réfugier, qui à Angoulême, qui à Paris, qui à Rome. La domination anglaise entraîne d'autres secousses. Louis IX occupe militairement la Saintonge, Alphonse de Poitiers la gouverne ; puis éclate la guerre de Cent ans, avec son long cortège de malheurs. On peut juger de l'état où les Anglais laissèrent Saintes par les bulles accordées sous Louis XI, Charles VIII et Louis XII pour provoquer, par l'octroi d'indulgences, les dons en faveur des églises ruinées. Ces mesures ne parurent pas encore suffisantes. Le pape Léon X en prit une extraordinaire. « Il suspendit, écrit Vieuille (1), toutes les indulgences accordées aux églises du royaume, pour un jubilé universel, en faveur de ceux qui contribueraient par leurs aumônes à la réédification de l'église de Xaintes désolée : la bulle fut vérifiée au Parlement de Paris le 16 septembre 1514 ».

Un demi-siècle ne s'était point écoulé, que la cathédrale subissait un effroyable désastre (2), par la fureur des protestants auxquels la trahison avait ouvert la porte Mouclier (juin 1562). « Les Huguenots maîtres de la ville, écrit encore Vieuille (3) démolirent les autels de la cathédrale, firent brûler les titres avec les livres, devant la porte de l'église. »

(1) *Nouveau Traité des Elections*, p. 161.

(2) Briand, *Histoire de l'Eglise saintone*, t. II, p. 171.

(3) *Nouveau Traité des Elections*, p. 160. — Voici les documents sur lesquels s'appuie cet auteur : Une enquête du 7 février 1564 établit que « ceux de la Religion prétendue Réformée s'estant rendus maîtres au mois de juin 1562 de la ville de Xaintes, ils démolirent les autels de l'église cathédrale et en-

Ces ravages donnaient aux érudits du meilleur vouloir la conviction que, tout au moins pour les débuts, il ne fallait pas songer à écrire l'histoire des évêques de Saintes, faute de matériaux :

« Nos Saintongeais — ainsi s'exprime en 1670 Maichin dans son originale et légendaire *Histoire du païs de Saintonge* — font un très grand estat de saint Eutrope, parce qu'il a souffert le martyre et qu'il a esté canonisé à cause de la pureté de ses mœurs et des beaux exemples de sa vie, et ils ont aussi en singulière vénération trois autres leurs evesques, sçavoir saint Vivien, saint Trojan et saint Pallais ; mais ils ne sçavent presque rien de leur vie ni mesmes en quel temps ils ont esté. Ils adressent encore leurs prières à saint Martin, lequel n'a véritablement esté ni evesque ni martyr, mais abbé et confesseur, et disciple du grand saint Martin de Tours. »

Et Masse (4) revenant sur cette situation, l'explique ainsi :

« Les différents saccagements de Saintes ont entraîné avec eux toutes les croniques et martirologes des faits que les fidèles avoient conservé par tradition et par escrit de leur premier apostre et autres évêques qui ont esté canonisés à Saintes, et autres saints dont la postérité n'a conservé aucuns fragmens de leur vie, et, dans le tems que les Protestants estoient maîtres de Saintes, ils ont achevé d'anéantir tout ce qu'on avoit de mémorable des différents saints qu'on a en vénération en Saintonge, qui ne sont connus aujourd'huy, pour la pluspart, que par la tradition, quoy qu'ils soient patrons de plusieurs églises de Saintonge et en ont esté évêques. »

foncèrent les portes du lieu où estoient les actes de possession et autres titres qui restoient au Chapitre, les prirent et les ayant apportez devant la grande porte de l'église cathédrale, ils les y firent brusler publiquement, avec les livres servans à la célébration de l'office divin. » Après la seconde prise de Saintes par les protestants en août 1568, un procès-verbal du lieutenant particulier, le 27 février suivant, constate qu'il trouva la cathédrale entièrement ruinée « tellement qu'au lieu où ladite église souloit estre, il n'y avoit qu'un gros monceau de pierres tombées par la sape qui a esté faite des murailles dès le pied d'icelles ; et ayant esté es maisons de chanoines, les a trouvées du tout ruinées et démolies, sans solives ni traverses, sans portes ni fenestres, ne restant que la seule place du bastiment ». (Factum pour les Doyen et Chapitre de Xaintes, 1679. Bibl. Nat., 4^e F. 3. vol. 1490, n^o 33.126).

(4) P. 16, dans le recueil de MM. Proust et Dangibeaud, *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, t. I.

La fin du XVIII^e siècle vit s'aggraver encore la pénurie documentaire par de nouvelles destructions que compléta le lamentable incendie de la bibliothèque et du musée, le 11 novembre 1871. Un rapport de M. Hippeau (5) dépeint la situation navrante des hommes d'étude après cette série de pertes :

« Au dix-septième siècle, un incendie détruisit toutes les archives du présidial de Saintes ; celles de La Rochelle avaient été, après le siège de 1628, transportées à Paris. Les archives de l'hospice d'Aufrédy avaient été en 1793 transportées à l'arsenal de La Rochelle, et, dans le même temps, étaient livrées aux flammes les archives de l'évêché de Saintes, à l'exception d'un sac, contenant les pièces relatives à saint Eutrope ».

Où rencontrer les restes échappés à tant de causes de destruction ? « La ville de Saint-Jean d'Angély a seule conservé le registre des délibérations de son échevinage ; celle de Pons possède encore quelques pièces du XII^e siècle, appartenant à son hôpital. Ce qui n'existe plus dans la contrée, il faut donc aller le chercher au loin, à Bordeaux, à Carpentras, à Paris, à Saint-Pétersbourg. »

L'énumération est à coup sûr très incomplète : en bien d'autres endroits se trouvent les sources de l'histoire ecclésiastique de la Saintonge. Mais il semble que, du dernier malheur qui allait mettre le sceau à son anéantissement, ait providentiellement surgi la cause même de sa renaissance. Devant la bibliothèque en cendres, le patriotisme des Saintais s'émut à un point qui leur fait le plus grand honneur. Le brasier était à peine

(5) *Rapport de M. Hippeau sur les travaux des sociétés historiques* présenté à la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, le 3 avril 1880, reproduit par la *Revue historique de Saintonge*, t. II, p. 57-62.

La fatale loi du 17 juillet 1793 que fit voter un savant dévoyé, Condorcet — triste sacrifice, et combien inutile ! à la peur — souleva par toute la région, il faut le reconnaître, le plus regrettable enthousiasme. On lit sous la date du 15 novembre suivant, dans le registre de la municipalité de Benon, localité de l'Aunis qui possédait un château du XI^e siècle et une abbaye célèbre, la Grâce-Dieu : « Nous avons à l'instant procédé au brûlement d'iceux papiers (les archives féodales et monastiques) en face de notre arbre de la Liberté, en présence de tous les citoyens de notre commune, lesquels ont répété plus de vingt fois : « Vive la République ! » en tisonnant et en donnant de la vigueur au feu glorieux que faisaient ces vénérables papiers ; le tout s'est passé en faisant une danse et en chantant l'hymne marseillaise. » Cf. *Délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure*, août 1885 ; p. 336 ; *Revue de Saintonge et d'Aunis*, VI, 7.

éteint, qu'un appel de la municipalité sollicitait des collectionneurs, des possesseurs de documents imprimés ou manuscrits, les dons destinés à reconstituer, dans la mesure du possible, les trésors envolés en fumée. On écouta cet appel ; la bibliothèque de Saintes est aujourd'hui l'une des mieux composées qui se voient en province, surtout au regard de l'histoire : une intelligence d'élite, toujours en éveil et supérieurement informée n'a cessé de déployer son activité pour assurer, par un choix judicieux, la réunion de toutes les sources essentielles auxquelles les chercheurs sont appelés à puiser. Parallèlement à cet effort, se poursuivait celui d'un amateur aimable autant qu'éclairé, rassemblant une collection saintaise de manuscrits et d'imprimés d'un prix inestimable, « M. Maurice Martineau, qui excelle à découvrir et à enchâsser, dans sa riche bibliothèque, les ouvrages les plus rares et les plus précieux ». Combien ce jugement de M. Georges Musset (6) est-il justifié aux yeux de ceux qui, comme nous, ont pu rencontrer dans cette collection des documents uniques et de première importance pour leurs travaux ! Tel est le *Bréviaire* de la cathédrale Saint-Pierre, dont nous parlerons plus loin.

Le mouvement lancé en 1871 si avantageusement pour la bibliothèque, a eu aussi sa répercussion pour le musée, et si celui que renferme l'hôtel de ville n'a pu se reconstituer au point de vue local avec la même richesse qu'autrefois, un autre mécène saintais, M. Abel Mestreau, ouvrira bientôt les portes d'un musée provincial dû à son initiative généreuse, dans l'hôtel qu'habita Guinot de Monconseil, dont M. Adolphe Bouyer écrit la curieuse et piquante histoire.

Mais une forme plus efficace encore fut donnée, aussitôt que la commotion causée par la guerre s'apaisa, à ce désir de renaissance historique. Un nouveau groupement se constitua. Il existait déjà une *Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure* et une rédaction historique au *Bulletin religieux*. La société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis fut créée et prit un développement aussi rapide qu'heureux. Protéger les monuments du passé par des mesures de préservation, recueillir les traditions hagiographiques,

(6) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Saintonge*, t. XVII (janvier-avril 1904), p. 371.

publier les textes diplomatiques échappés aux destructions, telles furent les diverses missions que se partagèrent ces groupements. La société des Archives devint bientôt extrêmement puissante : avec le concours de collaborateurs de grand mérite : Louis Audiat, Charles Dangibeaud, Paul de Fleury, J. de La Martinière, Georges Musset notamment, elle publia des cartulaires, des recueils de pièces et des travaux d'érudition qui affermirent sa renommée. Déjà l'abbé Cholet avait édité le *Cartulaire de Baigne*, où les évêques de Saintes de 1042 à 1200, interviennent sans cesse ; l'abbé Th. Grasilier avait fait paraître, dans une série intitulée : *Cartulaires de Saintonge*, ceux de *Notre-Dame de Saintes* et de *Saint-Etienne de Vaux*, — ce dernier d'après le ms. latin 10124 de la Bibl. Nationale — où l'action de ces prélats se fait assez fréquemment sentir. L'un et l'autre des deux éditeurs fut malheureusement enlevé par une mort prématurée. L'épiscopat avait encouragé leur œuvre par des subventions ; les pouvoirs publics n'en refusèrent pas à la société des Archives. Nous lui devons donc, ainsi qu'aux publicateurs des cartulaires de Saintonge, une vive reconnaissance, car elle a ainsi rassemblé tous les matériaux importants en dispensant de recherches fastidieuses.

Le *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély* édité par M. Georges Musset est à citer au premier rang. Les *Archives du Poitou* ont aussi colligé des textes diplomatiques. MM. Rédet et Alfred Richard ont donné les *Cartulaires de Saint-Hilaire* et de *Saint-Maixent* où se rencontrent des actes émanant de plusieurs évêques de Saintes. Il en existe d'autres à la bibliothèque municipale de Poitiers, dans la *collection manuscrite de dom Fonteneau* ; à Paris, dans les *Antiquités bénédictines de Saintonge*, par dom Claude Estiennot, que nous avons dépouillées, ainsi que tous les fonds antérieurs au XIV^e siècle, des Archives de la Vienne et de la Charente. Le fonds de Nouaillé contient la plus ancienne charte originale d'un évêque de Saintes, Aton, allié de Charlemagne ; elle a fait l'objet d'une étude critique de M. Léon Levillain. Les *Cartulaires de Saint-Cybar*, encore inédits, fournissent aussi un précieux appoint.

En dehors de la publication de textes dans la série des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*, la société qui les édite fait imprimer un Bulletin plus connu sous le nom de *Revue de Saintonge et d'Aunis*, mine inépuisable de trouvailles intéressantes. Depuis 1880, des chercheurs toujours à l'affût

des ouvrages nouveaux ou des articles de périodiques, y ont amoncelé renseignements sur renseignements, analyses sur analyses, en les accompagnant, d'ordinaire, d'utiles discussions et d'ingénieux rapprochements. Nous avons dû nous astreindre à la lecture, sans passer une ligne, de cette série; mais nous devons dire qu'aucune tâche ne pouvait trouver plus de compensations, grâce au vif et souvent piquant intérêt des commentaires.

Les Archives nationales conservent un diplôme où Frioul, évêque de Saintes, souscrit avec les Pères du concile de Pitres, après le roi Charles-le-Chauve. Les signatures de plusieurs de ses devanciers accompagnaient des chartes disparues, que Mabillon et Martène ont pu transcrire. Les cartons du Trésor des chartes pour la région commencent à peine à l'époque où s'arrête notre essai. Quant à la Bibliothèque Nationale, les dépouillements de Moreau, de Baluze, de Gaignières, n'ont recueilli pour ainsi dire que d'insignifiantes épaves des anciens cartulaires saintongeais. La collection Duchesne, que nous retrouverons à l'occasion des catalogues, renferme quelques pièces importantes.

ACTES CONCILIAIRES

Les souscriptions des prélats assistant aux conciles sont d'un grand secours pour contrôler les catalogues toujours incomplets, même lorsqu'ils ont l'apparence de donner une suite ininterrompue. On s'en est aperçu dès le premier effort tenté pour ressouder les anneaux de la hiérarchie catholique à travers les âges. La remarque en fut faite, à propos même des évêques de Saintes, par le précurseur de tous les chronologistes pontificaux, le docteur Démocharès, si injustement oublié.

Il y eut à Saintes de nombreux conciles, dont nous donnons ici le relevé, d'après l'excellente *Topobibliographie* du chanoine Ulysse Chevalier, en indiquant la référence aux publications qui les relatent.

1. — Sirmond, *Concilia Galliæ*, 1629.
2. — Sirmond, *Concilia regia*, 1644.
3. — Labbe [et Cossart], *Sacrosancta Concilia*, 1671.
4. — Harduin, *Concilia*, 1700.
5. — Coleti, *Concilia*, 1719.
6. — Mansi, *Concilia*, 1763.
7. — Maassen, *Concilia ævi merovingici*, 1893.

8. — Marrier, *Bibliotheca Cluniacensis*, 1614.
9. — Pagi, *Critique des Annales de Baronius*, 1689.
10. — Martene, *Thesaurus anecdotorum novus*, 1717.
11. — Martene, *Scriptorum veterum Amplissima collectio*, 1733.
12. — *Gallia christiana nova* (des Bénédictins), 1780.
13. — Bruel, *Recueil des chartes de Cluny*, 1888.

Dates des conciles	Références						Divers
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
568	I, 319	XII, 582	V, 815/7	III, 353	VI, 527	IX, 753	(7) 121 (9) 566/8
579	I, 308	XIII, 52	V, 965	III, 449	VI, 651	IX, 921	
1047 (2 nov.)							(12) II, <i>Instr.</i> , 483
1075				VI, 1551		XX, 455 Suppl. II, 7	(13) II, <i>Instr.</i> , 474
1080 (8 janv.)			X, 397	VI, 1605	XII, 668	XX, 571	(10) IV, 115
1081 (11 janv.)						XX, 582	(12) II, <i>Instr.</i> , 1004 (13) IV, 715
1083			X, 402	VI, 1611	XII, 677	XX, 583	
1089 (4 nov.)			X, 475	VI ² , 1683	XII, 777	XX, 721	
1096 (mars).			X, 604	VI ² , 1747	XII, 933	XX, 931	
1097							(12) II, 887 (10) IV, 123
11							(8) 547
1183 (8 janv.)							(11) VII, 89
1280 (fin)			XI, 1133	VII, 845	XIV, 711	XXIV, 377	
1282			XI, 1180	VII, 883	XIV, 761	XXIV, 465	
1298 (hiver)			XI, 1425	VI, 1201	XIV, 1281	XXIV, 1186	

A côté de ces assemblées convoquées à Saintes, il s'en est tenu beaucoup d'autres auxquelles des prélats de cette ville ont assisté. Mgr Duchesne a restitué ainsi, d'après les listes données par Maassen, un grand nombre de noms aux fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule. et notamment à ceux de l'Eglise santone.

REGISTRES CIVILS OU JUDICIAIRES

Cette catégorie de documents ne peut être indiquée que pour mémoire lorsqu'il s'agit de la première période millénaire de l'histoire ecclésiastique de Saintes. Cependant certains actes se rencontrent dans les registres de Philippe Auguste et quelques autres inventaires, où sont cités des évêques de Saintes, antérieurs à la prise de la ville par saint Louis.

B. — SOURCES ÉPIGRAPHIQUES

L'*Epigraphie santone et aunisienne* de Louis Audiat est très pauvre en ce qui touche les évêques. On y rencontre l'inscrip-

tion EUTROPIVS sur le sarcophage du premier d'entre eux. Elle a donné lieu à une dissertation de Letronne qui la regarde comme étant du IV^e siècle, alors que Le Blant et Hirschfeld l'ont rajeunie de deux cents ans (7). Certaines compositions métriques dont nous parlerons plus loin ont pu être aussi destinées à demeurer gravées sur des parois d'église, mais il n'est pas prouvé que ce travail ait été accompli.

Nous ne trouvons à citer ensuite que l'épithaphe et la bague de la crosse de Goiran, abbé de Maillezais et évêque de Saintes vers le début du règne de Philippe I^{er}. Ces monuments furent découverts dans son tombeau, plus de sept siècles après sa mort.

DOCUMENTS SIGILLOGRAPHIQUES

On trouvera, sous l'article spécial de chaque prélat, le relevé des sceaux qui nous sont parvenus.

SOURCES CHRONOLOGIQUES

Les catalogues épiscopaux de Saintes.

Y eut-il, à Saintes, plusieurs catalogues épiscopaux différant entre eux ? La *Gallia christiana nova* le donne à entendre. Elle parle, au pluriel, de catalogues, fort dédaigneusement, car à propos d'une assertion du bréviaire de Saintes relative à un évêque Palladius, disciple d'Eutrope, elle lui reconnaît « juste autant d'autorité qu'aux catalogues » et le sens négatif de la phrase n'est pas douteux.

Mgr Duchesne enregistre, non sans scepticisme, le témoignage de la *Gallia* qui « parle de catalogues des évêques de Saintes. On ne voit pas, ajoute-t-il, qu'on en ait signalé d'anciens exemplaires ». Puis, reproduisant une liste qui va d'Eutropius à Islo (*qui sæculo X ineunte sedit, numeraturque vigesimus primus episcopus*) il remarque : « Ce numéro d'ordre est évidemment trop faible ; on trouvera ci-dessous quinze noms d'évêques certains et datés ; en y ajoutant ceux du texte ci-dessus qui n'y figurent pas déjà, ce chiffre s'élève à 25 ; si les catalogues avaient été exacts, Islo n'aurait été le 25^e évêque tout au moins. »

Ce raisonnement est invincible, le poids en est d'autant plus grand que la liste de Mgr Duchesne s'arrête à 864 ; or Islo,

(7) Dom Cabrol, *Dictionnaire d'archéologie*, fasc. 29 ; t. III, p. 1639.

loin d'avoir siégé *sæculo X ineunte*, c'est-à-dire vers 901, a siégé *sæculo X exeunte*, soit cent ans plus tard.

La *Gallia christiana nova*, comme toutes les œuvres d'ensemble des Bénédictins, ne pouvait se réaliser sans l'aide de concours locaux, plus ou moins contrôlés. Dans chaque diocèse, les rédacteurs s'efforçaient de trouver un savant, ayant dépouillé les archives locales et au courant de l'histoire religieuse. Pour l'évêché de Saintes nous connaissons le nom du principal — s'il ne fut pas l'unique — collaborateur des Bénédictins : c'est le chanoine Pierre de la Jaunie, qui leur fournit la liste des doyens et d'autres indications, toutes prises, on s'en rend aisément compte, sur les titres originaux. La Jaunie ignorait malheureusement l'existence de certaines sources comme le *Cartulaire de Baigne* et les bréviaires des XIII^e et XIV^e siècles que nous possédons aujourd'hui, ou bien n'avait pas eu la faculté d'y puiser.

En fait il n'existe qu'un catalogue autorisé, celui qu'en 1560 approuva le chapitre de Saint-Pierre, d'après une lettre de François Noël, l'un des chanoines, adressée au docteur Antoine de Mouchy (Démocharès). Cette liste, nous en avons la certitude par un manuscrit de Troyes, fut dressée par Guillaume Tessier, bachelier en droit, secrétaire de Tristan de Bizet. Ce prélat avait, le 22 février 1508, reçu la tonsure et, le 7 juin 1514, pris l'habit de saint Bernard à Clairvaux. Il était abbé de Saint-Nicolas-aux-Bois, au diocèse de Laon, quand, le 19 mars 1550, il obtint l'évêché de Saintes vacant par résignation du cardinal de Bourbon-Vendôme (7). Il en prit possession le 30 juin 1551. C'est à son initiative, par conséquent, que l'on doit l'établissement de la liste de ses devanciers et son adoption par le Chapitre. Cette liste publiée en 1562 par Démocharès, se retrouve littéralement dans le manuscrit que Tessier remit en 1565 à son maître en y joignant la liste des bénéfices à la nomination, de plein droit, du prélat diocésain (8). L'intérêt de cette nomenclature réside essentiellement dans son début, dans la suite qui part de saint Eutrope pour s'arrêter à Goiran

(7) Eubel, *Hierarchia catholica medii ævi*, III, 359.

(8) Le texte de ce manuscrit a été publié par nous dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} août 1915.

Il porte le n° 1796 du catalogue de la Bibliothèque municipale de Troyes et provient du fonds de Clairvaux.

de Maillezais ; car depuis lors les chartes suffisent pour fixer la chronologie.

L'abbé Cholet qui, dès 1861, l'a reproduite et commentée (9), n'a pas épargné les sarcasmes à l'humble bachelier en droit, serviteur obéissant du bernardin mitré qui fut l'un des Pères du concile de Trente. Louis Audiat, esprit non moins sardonique, sympathisait avec le théologal de La Rochelle. Il dit quelque part (10) : « Il ne serait peut-être pas hors de propos de dresser la liste des curés de Saint-Pierre... Le catalogue des évêques de Saintes serait plus intéressant. Mais il est partout, dans la *Gallia*, dans Hugues du Temps (11), dans la *France pontificale* de M. H. Fisquet ; même (!) dans l'*Histoire de l'Eglise santone* de l'abbé Briand. Nous aimons peu les redites ; et on nous rendra cette justice que, dans ce travail, nous nous attachons surtout à l'ignoré, à l'inédit, ou à l'imparfaitement connu. Quant à rectifier ou compléter ces diverses nomenclatures, c'est un travail trop long pour être mis ici. Il viendra en temps et lieu ; l'abbé Cholet l'a déjà fait ».

Au temps où s'écrivaient ces lignes, il n'y avait rien de plus imparfaitement connu que la véritable suite des évêques de Saintes, et l'abbé Cholet, si l'on en juge par ses articles du *Bulletin religieux*, fut peut-être l'esprit le moins apte à la rétablir. Il ne publia rien d'important à leur sujet, à part une étude assez développée sur Iselon de Mussidan, et l'abbé Th. Grasilier, qui hérita de ses notes, n'en tira qu'un catalogue renfermant de nombreuses erreurs.

En rendant public celui de Guillaume Tessier, le docteur Démocharès poursuivait une entreprise qu'on a bien injustement dédaignée. Pour repousser les attaques de la Réforme contre l'Eucharistie, il voulait enchaîner par des faits indiscutables la tradition œcuménique au sujet du sacrifice de la messe ; il prenait les conciles, depuis les âges apostoliques où sa célébration fut ordonnée ou réglée, et par des successions épiscopales, il désirait établir que les prélats qui, de son

(9) *Bulletin religieux de La Rochelle*, t. III, pp. 139-142 et 161-165.

(10) *Saint-Pierre de Saintes*, p. 57-58.

(11) *Le clergé de France*, t. II. Quant à la *France pontificale* d'Honoré Fisquet, elle n'a comporté, d'après le *Catalogue des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale*, par noms d'auteurs (t. LII, p. 174), que 21 volumes, dont aucun n'est consacré à l'église de Saintes.

temps, se rangeaient autour du Pape pour soutenir le dogme de la Transsubstantiation occupaient, sans interruption, la place des membres de ces assemblées primitives. Aussi, son grand ouvrage, au titre prolixe : *Christianæ religionis, institutionis D. N. J.-C. et Apostolicæ traditionis, adversus Miso-liturgicorum blasphemiam.... catholica et historica propugnatio* (12) contient-il le premier essai d'une *Series episcoporum* universelle, à la manière de Gams. C'est un travail qui donna l'idée à Jean Chenu de faire à son tour de plus amples recherches, en les circonscrivant à la Gaule chrétienne.

Chenu considère la chronologie des évêques de Saintes comme suffisamment complète dans l'ouvrage de Démocharès, pour s'y référer à peu près littéralement (13). Celui-ci avait cependant eu soin de souligner le caractère fort incomplet de la liste du Chapitre, toute importante qu'elle fût. Il remarquait l'absence des évêques Pierre, Eusèbe et Pallais II, mentionnés

(12) Un exemplaire complet de cet ouvrage, en plusieurs parties à paginations distinctes, se trouve à la Bibliothèque Mazarine sous le n° 2132 B du catalogue des imprimés. (1563, in-fol.). La liste des évêques santon occupe la page 45 de la deuxième partie. Elle est précédée de ce « chapeau » :

« Amplissimum quidem hujus argumenti campum Xantonensibus conoedimus, quibus integrum describimus catalogum, beneficio D. Francisci Natalis, doctoris theologi, amici nostri, qui nobis hunc dedit. acceptum a canonicis Xantonensibus 1560. »

L'ouvrage, édité à Paris, chez François Cheneau (grand in-folio à deux colonnes), est précédé de dédicaces à Pie IV (datée de Poissy, 6 octobre 1561) et à Charles IX (7 octobre 1561). Les quatre parties précédées de 19 pages liminaires de tables, sont intitulées : 1. *Deus sacrificio propitiatorio et expiatorio... colendus... ostenditur* (63 fol.). 2. *De divino Missæ sacrificio* (91 fol.). 3. *De ministris sacrificii altaris* (127 fol.). 4. *De observanda Missarum celebratione* (158 fol.).

(13) Voici la liste qui comporte 23 prélats depuis Eutrope jusqu'à Arnoul : (Fol. 12, r°) Nomina Episcoporum Xan : I. Sanctus EUTROPIUS missus a sancto Clemente et ab eo creatus episcopus Xantonensium anno ab Incarnatione Domini nonagesimo sexto. Sanctus PALLADIUS, Sanctus LEONCIUS, Sanctus AMBROSIVS, Sanctus VIVIANUS, Sanctus CONCORDIVS, DIDIMUS, Sanctus TROIANUS : sedit regnante Clodoveo primo apud Francos qui regnare cepit a Virgineo partu III^e IIII^{xx} V et duravit ejus regnum usque ad annum III^e V. (Fol. 12, v°). ALDEBERTUS, AVIANUS, Sanctus LEODEGARIUS, ULRICUS, Sanctus DISANTIUS, Sanctus SEUBRINUS, MAYNARDUS, Alo qui depopulatus est, et ausu iniquo adeptus, quinque mensibus sexdecim diebus, sedit que anno Domini millesimo septimo. GRIMARDUS, JOSTIUS. De isto nil invenitur in scripturis authenticis ecclesiæ Xantonensis. (Fol. 13, r°) Ilo qui prius congregavit clericos ad serviendum Deo in ecclesia Xantonensi, claustra ecclesiæ suis sumptibus

en divers conciles du VI^e siècle. Son texte diffère de celui de Tessier par de simples détails. Il ajoute au nom d'Eutrope : « De quo in Catalogo Sanctorum, lib. 4, cap. 105 ». Le 10^e évêque se nomme *Anianus*, le 13^e *Dizantius*, le 18^e *Iosti*, le 22^e *Euuerlicus*, le 24^e *Godranus*. Ces graphies sont visiblement préférables à celles de Guillaume Tessier : *Auianus*, *Disentius*, *Jostius*, *Emeolicus*. La véritable forme de ce dernier nom fut, comme l'atteste un texte poitevin, *Engelricus*. Vinet l'appelle *Ingelgerius*.

Démocharès omet le synchronisme de Trojan et de Clovis I^{er} et suppose que l'évêque siègea de 380 à 400. C'est une méprise greffée sur une autre fort excusable. Tessier, ou plutôt un annotateur ancien ayant constaté dans le Bréviaire l'entrevue de Trojan avec le roi Clovis, s'est inspiré pour la dater d'une chronologie anté-mérovingienne qui figure parmi les notes de l'abbé Remy, du XIV^e siècle, publiées dans les *Monumenta Boica*. Elle énumère trois rois, Childeburt, Clovis et Mérovée, indiqués comme les ancêtres de Mérovée II qui prit la place de Clodion.

Démocharès n'a point reproduit la note concernant *Jostius* : « De isto nihil invenitur in scripturis autenticis ecclesie Xantonensis », qui est pourtant bien précieuse : elle montre que la liste dressée avait des points d'appui dans d'autres documents, sauf pour ce prélat. On remarque encore une omission relative à Alon I^{er} : « sedit anno 1007, quinque mensibus et diebus ». Il faut rectifier avec Tessier : « quinque mensibus et sexdecim diebus ».

C'est de la liste de Démocharès que dérive celle donnée par Belleforest dans son *Traicté de Xaintonge*, au livre II de sa *Cosmographie universelle* imprimée en 1575.

Claude Robert a fait le premier usage du titre *Gallia christiana* en 1626. Il a bouleversé d'une manière inepte la succes-

construxit, ibidem canonice vicuere in communi commonuit. Sedit anno M.LV. ALO huius nominis secundus. sedit anno uno et triginta diebus. GAUR-
FRIDUS. Hic sedit annis quatuor minus uno mense. EMEOLICUS. Hic sedit
tribus annis et tribus mensibus, ARNULPHUS. Hic sedit uno mense et aufugit,
relinquendo curam episcopalem. anno M.LXVIII. HII QUATUOR supradicti
post Ylonem, sedere secrete, ne ab hostibus Ecclesie Xpistiane trucidaren-
tur et, videntes seuitiam infidelium, sponte reliquerunt curam episcopa-
lem. Et vacavit sedes decem mensibus.

sion des prélats saints (14). Il place Trojan au second rang, en 380, séparé par un immense intervalle d'Eutrope; puis vient saint Ambroise qui assiste en 402 (*sic*), en esprit, aux obsèques de saint Martin de Tours. Après lui, Pierre I (507) a pour successeur saint Vivien. Eusèbe (552) et Emerius (566) sont séparés par Concorde et Didyme de saint Pallais (588). Après saint Léonce (634), vient la série d'*Adalbertus* à *Iostius* qui est appelé *Iustus* : « Quo tempore, ajoute Claude Robert, Gaufridus comes, cum Agnete uxore, fundavit monasterium Beatæ Mariæ fæminarum in urbe ». Puis apparaît, après *Euuerlicus*, par une curieuse méprise, un *Elias* « in dedicatione ecclesiæ Lemovicensis : Baronius, 1028; Cruceus, in *Episcopis Cadurcensibus* ».

L'abbé Cholet a signalé (15) dans le *Cartulaire de Baigne* (aujourd'hui perdu), au folio 75, d'une main du milieu du XVII^e siècle, une liste des *Episcopi Xantonenses* comprenant les noms suivants :

« S. Eutropius. Ambrosius. Vivianus. Petrus I. S. Troianus. Eusebius. Emerius. Concordius. Didimius (*sic*). Palladius. S. Leontius. Aldebertus. Anianus. Leodegarius. Ulricus. Disantius. Maynardus. Alo, quem tradunt ecclesiam suam impie depredatum fuisse. Grimoardus. Justus. Islo. Arnulphus, quem religiosum Cluniacum dicunt. Goderamnus ». — Etc.

Ce document suffit-il pour établir la coexistence primitive de deux catalogues épiscopaux ? Nous ne le pensons pas. C'est le simple caprice d'un érudit qui lui a fait supprimer plusieurs prélats de la liste Tessier. La présence, dans sa nomenclature, de l'évêque Pierre — connu seulement depuis la publication des souscriptions du concile d'Orléans en 511 (et non 507) dans l'ouvrage d'Antoine de Mouchy — montre que la composition est toute moderne.

Denis et Scévole de Sainte-Marthe, remettant sur le chantier l'œuvre de Claude Robert, ont à leur tour, apporté quelques modifications aux fastes épiscopaux de Saintes. La *Gallia christiana nova* des Bénédictins vint, au dernier lieu, apporter d'énormes remaniements aux précédentes chronologies, et ce

(14) P 467. L'évêque qu'il appelle *Elias* n'est autre qu'*Islo*, nommé parfois *Islus*. Guillaume de La Croix dans les *Series episcoporum Cadurcensium*, écrit *Elus*, mais son unique référence est la chronique où on lit *Islus*.

(15) *Bulletin religieux de La Rochelle*, III, 161. Il attribue cette liste au temps de Louis de Bassompierre (1648-1676).

fut avec une absence de critique que Mgr Duchesne a justement soulignée. Elle rétablit Palladius I^{er} comme second évêque, d'après le bréviaire, tout en déclarant qu'il mérite peu de foi; elle s'obstine, en dépit de ce bréviaire et de la *Vita Viviani*, à faire de Vivien le devancier d'Ambroise dont il fut le disciple; elle intercale avant Pierre I^{er} un Grégoire tiré, mal à propos, d'un document insoutenable dans l'interprétation qu'on lui donne, la *Vie de saint Germier de Toulouse*; elle introduit Heraclius, évêque élu mais non consacré vers 562; elle persiste à placer, en dépit de Fortunat, entre Emier et Pallais II, Concorde qui précéda Trojan, et Didyme qui, compétiteur involontaire de celui-ci, s'inclina devant lui; elle supprime Audebert dont l'existence est pourtant attestée par sa souscription aux actes d'un concile. Elle place saint Mathan d'Ecosse entre Léonce (525) et Bertier (658) alors qu'il appartient à une tout autre époque. Elle substitue enfin cinq prélats connus par des actes, Bertier (658), Benjamin (785), Aton (799), Frioul (864), Abbon (987) à la série de prétendus inconnus fournie par le catalogue de Guillaume Tessier; élimination illogique alors que, suivant la remarque de Mgr Duchesne, cette liste est visiblement incomplète. Déjà, Démocharès avait fait observer qu'une moyenne de vingt ans par pontificat n'était pas supposable (16). Trois évêques du XI^e siècle étaient également fauchés, encore que des chartes subsistantes fassent connaître leur existence et le temps où ils ont vécu.

C'est à propos de ces amputations inconsidérées que l'abbé Cholet trouvait bon d'entonner un dithyrambe : « Enfin Malherbe vint !... L'érudition bénédictine, après avoir exploré une énorme quantité d'actes de tout genre, après avoir fait table rase des catalogues antérieurs, dressait les diptyques de nos églises de France. Eclairée en son immense travail par la critique la plus saine, elle ne s'appuya que sur des chartes authentiques. »

Eloge tombant tellement à faux, qu'il a l'air d'une ironie.

(16) « Ecce hic vides, humanissime Lector, copiosum huius sedis Xanctonensis episcoporum numerum; noli tamen statim his non haberi plures concludere, cum multo plures ipsa temporum et ætatum ratio, mille quingentorum annorum, commonstrat : siquidem quando unicuique sexaginta duorum prænominaturum viginti tribuerentur anni in regimine episcopali, non coalesceret annorum summa hec 1500. » — Démocharès, *ibidem*.

Mais le théologal de La Rochelle était aussi convaincu que malencontreux. S'il eût porté son attention sur la mention qui suit la liste des doyens du diocèse de Saintes, il aurait connu l'informateur des Bénédictins : le chanoine Pierre de La Jaunie, qui dressa cet état d'après les archives échappées aux auto-da-fé des calvinistes. C'est à lui que les éditeurs de la *Nouvelle Gaule chrétienne* firent confiance dans leurs remaniements du catalogue des évêques — nous venons de voir qu'il n'y a pas lieu de dire : *des catalogues antérieurs*. Et l'on ne doit pas hésiter à reconnaître que cette confiance fut trahie (17).

Les auteurs de la *Gallia* auraient pu du reste consulter avec grand fruit les manuscrits laissés par André Duchesne. Cet auteur avait réuni des notes sur les évêques de France pour rectifier et compléter les publications antérieures ; le volume 1 de sa *Collection*, où la plupart de ses recherches sont réunies, ne présente, il est vrai, que des feuillets blancs sous l'intitulé « Evêques de Saintes ». Mais il ne s'ensuit point que Duchesne les ait négligés. Le volume 35 contient une chronologie qui suit d'ordinaire Démocharès, mais le rectifie et le complète : on trouve là, transcrites, des chartes fort importantes de plusieurs évêques à partir de Boson, Ranoul, Pierre de Soubise ; on y fait connaissance avec des évêques inconnus de tous les historiens tels que Thiébert, vivant en janvier 805 ; on y constate que Duchesne avait sous les yeux les légendes d'anciens évêques de Saintes canonisés, dont plusieurs ne se sont conservées qu'incomplètement dans les bréviaires du XIII^e siècle.

Au XIX^e siècle deux tentatives furent faites pour coordonner les renseignements connus et quelques-uns retrouvés depuis peu, sur les évêques de Saintes. L'abbé Lacurie, collaborateur de Mgr Villecourt (1846-1856) est l'auteur d'une *Histoire de l'évêché de Maillezais* et d'un *Pouillé du diocèse de Saintes*, manuscrit conservé à la bibliothèque de la Commission des Arts et Monuments de Saintes. On y trouve une liste réunissant tous les noms trouvés dans les anciennes, disposés dans un ordre factice et sans critique. Neuf évêques pris au cata-

(17) « Pierre Lajaunye » était chanoine, vicaire général et official de Saintes en 1750-51. Il conduisit les enquêtes provoquées par le procès en diffamation intenté à Jean d'Aigremont, curé de Sainte-Colombe de Saintes, par Madeleine Tercinier (Arch. de la Gironde, G. 703).

logue Tessier, d'Audebert à Juste, plus Mathan, sont entassés entre 625 et 658. Fromond est inséré « vers 750 » d'après une charte angevine plus récente d'un siècle, éditée par Martène. Les trois prélats Alon II, Geofroi I [l'archevêque de Bordeaux qui administra le diocèse de Saintes au temps du roi Henri I^{er}, d'après le *Cartulaire de Baigne*] et Enjeuri ne trouvent pas grâce devant l'auteur du *Pouillé*, qui les passe sous silence.

L'abbé Th. Grasilier éditait plus tard dans le *Bulletin de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure* un catalogue qui a fait l'objet d'un tirage à part. Meilleur que celui de Lacurie, ce travail reste encore émaillé de trop d'erreurs pour qu'on puisse l'adopter sans un contrôle minutieux (19). Il est, par surcroît, en désaccord avec les conclusions auxquelles l'étude des anciens bréviaires, tardivement entreprise et quoique incomplètement faite, amena l'abbé Grasilier lui-même lorsqu'il entreprit des recherches sur l'hagiographie épiscopale en Saintonge.

L'abbé Cholet avait disparu à 53 ans, le 5 mai 1867; l'abbé Grasilier succomba le 2 mars 1875, dans sa 47^e année. Leur perte priva l'église de Saintes de l'espoir qu'elle pouvait nourrir de rencontrer dans l'un d'eux le rédacteur de ses annales.

Le début du XX^e siècle a vu Mgr Louis Duchesne donner une édition complète des *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*. L'église de Saintes y figure (20). Saint Eutrope la fonda; Fortunat est formel sur ce point :

Urbis Sanctonicæ primus fuit iste sacerdos.

Son culte est attesté dès le VI^e siècle, mais sans que la qualité de martyr lui fût d'abord attribuée. Grégoire de Tours constate que de son temps, quand se fit la translation des restes d'Eutrope, on ne possédait pas sa légende écrite : « Nondum aderat historia passionis ». Mgr Duchesne ne lui fixe aucune date. Il place aussitôt Ambroise et Vivien, que la *Gallia* avait intervertis. Cet ouvrage, remarque le savant critique, « sur ce point n'accorde pas créance à la vie de saint Vivien, en quoi il me paraît trop timide; en revanche il introduit au 4^e rang un

(19) Il a paru dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, t. III, p. 189 et suiv. (Bibl. Nat. Lc 20 3 (4)).

(20) T II, p. 72 de la 2^e édition (1910). — Cf. p. 138, l'article consacré à saint Eutrope.

évêque Grégoire, fourni par la vie de saint Germier de Toulouse, document des moins sûrs ». Mgr Duchesne place après Pierre I^{er} (concile d'Orléans, 511) saint Trojan, se fondant sur une lettre qu'il aurait écrite à un évêque de Nantes peu avant 533; puis Eusèbe (533-549), Emier (561), Pallais (573-585), Audebert (concile de Paris, 614), Léonce (627), Bertier (560), Agnebert (concile de Bordeaux, 673-675), Benjamin (785), Aton (799), Frioul (864). « Après lui, pendant plus de cent ans, on ne signale aucun nom d'évêque de Saintes. » — Nous avons souligné ceux de deux prélats omis par la *Gallia christiana* et dont les *Fastes épiscopaux* ont, les premiers, révélé l'existence. Mgr Duchesne fait justice de l'intrusion moderne d'Hérail (*Eraclius*) dans la chronologie saintonne. Les inscriptions de l'ancien catalogue, non datées, sont à répartir parmi ces quinze noms pour combler les vides de la série.

Tel est l'état actuel des recherches sur la succession des évêques de Saintes. Il n'est pas de nature à répondre à tous les *desiderata*, car les divers auteurs qui ont travaillé depuis une soixantaine d'années sur ce sujet n'ont pas connu ou n'ont pas utilisé diverses sources où gisaient oubliés des renseignements précieux et positifs permettant de rectifier ou d'amplifier des chronologies notoirement tenues pour insuffisantes.

ANNALES ECCLÉSIASTIQUES

Il est hors de doute qu'il exista des annales diocésaines à Saintes comme à Angoulême. Le fragment qui existe dans le catalogue Tessier au sujet des quatre prélats qui siégèrent durant la domination angevine montre qu'on tenait registre de la durée des pontificats. Les chartes de plusieurs évêques du XII^e siècle, Guillaume Gardras et Bernard I^{er}, prouvent que les chanceliers prenaient note exacte de l'intronisation et savaient établir la concordance entre les années de l'Incarnation et celles des prélatures. Il y avait des « *scripturæ authenticæ ecclesiæ Xantonensis* » auxquelles on se référait pour contrôler les nomenclatures épiscopales. A quel moment disparurent-elles? Vinet cite encore ces « vieux livres ». La perte des anciens passionnaires fut de beaucoup antérieure, et nous y reviendrons plus loin.

CHRONIQUES

La Chronique de Maillezaïs, publiée par Labbe au tome II de la *Bibliotheca nova manuscriptorum*, et dont Marchegay et

Mabille ont donné une meilleure édition dans les *Chroniques d'Anjou*, contient une série de mentions concernant les évêques de Saintes à partir d'Iselon. Le manuscrit du XII^e siècle où cette chronique est transcrite porte le n° 4892 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale et constitue peut-être l'unique épave de l'opulente « librairie » de l'église de Maillezais.

La chronique de Bernard Itier fournit deux renseignements intéressants sur l'évêque Henri, contemporain de Philippe Auguste : son abdication pour cause de paralysie, puis la date de sa mort.

(A suivre).

J. DEPOIN.

II

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

VI. — DEVANT LE PORT-DES-BARQUES.

Le village du Port-des-Barques étend sur la rive gauche de la Charente ses petites maisons basses habitées par des pêcheurs.

En 1749, une escadre, venant de Toulon, commandée par M. Delaclue, arriva en rade, décimée par une épidémie de scorbut. Les équipages reçurent l'ordre de ne pas remonter à Rochefort. Un hangar, pouvant contenir 50 lits, fut construit pour servir d'hôpital.

A la fin du XVIII^e siècle, trois moulins, situés sur la commune de Saint-Nazaire, alimentaient la boulangerie établie pour fournir le pain aux bâtiments de la rade et aux troupes réparties dans les forts.

Le fort Vaseux, appelé aussi : fort la Pointe, fut construit en face du Port-des-Barques, en 1674. Pendant l'hiver de 1794-1795, les prêtres décédés à bord des vaisseaux furent inhumés près de ce fort.

A bord de la flûte le Washington, le 15 brumaire an III, 5 novembre 1794.

Le citoyen Nadaud au Comité de salubrité navale.

Citoyens, l'évacuation des déportés sur l'île Citoyenne est terminée, le nombre des malades à bord de l'Indien est de 41 avec 11 infirmiers, plus un déporté qui sert de cambusier. Les convalescents sur les Deux-Associés montent à 77, le nombre des déportés sur la flûte le Washington s'élève à 146, parmi lesquels il y a quelques malades ; attendu que depuis plus d'un mois, on n'en a voulu recevoir aucun des miens ; aujourd'hui seulement j'obtiens d'en faire transporter à bord de l'Indien. Il est vrai que ce bâtiment n'en peut contenir que 40 et quelques. Le citoyen Sorin m'a dit qu'il allait à Rochefort et vous instruirait de tout cela. Le capitaine de l'Indien m'a assuré qu'il n'était pas possible de suspendre aucun hamac, vu que son équipage n'avait pas assez de place pour se coucher.

Arch. du port de Rochefort. Conseil de santé, correspondance, reg. A, n° 53.

Rochefort, 16 brumaire an III, 6 novembre 1794.

A la Commission de la marine.

Le Washington fatiguant beaucoup et ayant, à cause des mauvais temps, beaucoup de peine à aller chercher des vivres, je l'ai fait entrer au Port-des-Barques, où il est aussi paré pour partir en rade.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 406

Rochefort, 18 brumaire an III, 8 novembre 1794.

A la Commission de la marine.

Le capitaine du Washington me prévint hier que son gouvernail, dans un évitage, s'est cassé dans un grain violent, qui passa dans la nuit du 16 au 17. Je lui ai donné ordre de le démonter pour voir et réparer de suite le mal qu'il pourrait avoir.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, Correspondance ministérielle.

Rochefort, 18 brumaire an III, 8 novembre 1794.

*Le Commandant des armes aux membres
composant le Comité de salubrité.*

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite, je viens de donner ordre que les soutes, qui gênent les malades à bord du bâtiment l'Indien, soient sur le champ démontées. Salut et fraternité.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé.

Rochefort, 21 brumaire an III, 11 novembre 1794.

*Le Commandant des armes aux membres
du Comité de salubrité navale.*

Aussitôt la réception de votre lettre, j'en ai fait faire une copie que j'ai envoyée au commissaire des armements, en l'invitant, d'après la vôtre et celle qui m'avait été faite par le capitaine, d'augmenter le nombre des marins à bord du navire l'Indien, pour, ainsi que vous l'observez très bien, faire le service des déportés malades qu'on va y placer.

Je ne doute pas que le commissaire ne prenne en considération vos observations et les miennes, en me destinant sur le champ une quantité d'hommes suffisante. Salut et fraternité.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé.

Rochefort, 26 brumaire an III, 16 novembre 1794.

*L'agent national au citoyen Laly, commandant
la flûte les Deux-Associés.*

Je te prie, citoyen, de faire mettre en liberté, au reçu de la présente, le citoyen Jean-Baptiste Laborie dit Duvivier, détenu à ton bord, ou dans celui du Washington. J'en ai reçu l'ordre du Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention. La prière que je te fais est commune au commandant dudit navire le Washington. Tu lui diras de passer au district pour y prendre l'expédition de l'arrêté ci-dessus.

NOLÉAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 1 frimaire an III, 21 novembre 1794.

A la Commission de la Marine et des Colonies.

Il paraît que les fièvres putrides sont moins de ravages parmi les ci-devant prêtres condamnés à la déportation. Le scorbut diminue parmi eux. Sur 281 restant à la fin du mois dernier, 50 sont atteints de cette cruelle maladie.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 57.

A bord de l'Indien, 3 frimaire an III, 23 novembre 1794.

Le chirurgien Sorin au Conseil de santé.

Citoyens, d'après la lettre que je viens de recevoir, par laquelle vous me demandez le mouvement des condamnés à la déportation, je m'empresse de vous envoyer le nombre ci-dessous :

A bord du Washington. . . 135 bien portants ;

A bord des Deux-Associés. . . 80 dont 50 attaqués de scorbut.

A bord de l'hôpital de l'Indien, 42 malades, 2 cuisiniers, 2 pharmaciens, 2 laveurs et 7 infirmiers. Les morts sont au nombre de 6 depuis le 4 brumaire, dont 4 ce mois et 2 depuis le commencement de frimaire.

SORIN.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, reg. 1, n° 57.

Rochefort, 3 frimaire an III, 23 novembre 1794.

Au citoyen Roberjot, représentant du peuple, à Paris.

Communication de la réponse de Laly, déclarant que Jean-Baptiste Laborie Duvivier est mort à bord des Deux-Associés, le 3 fructidor an II, 20 août 1794.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 9 frimaire an III, 29 novembre 1794.

A la Commission de la Marine.

Le Washington, les Deux-Associés et l'Indien sont au Port-des-Barques. Dans le premier, il y a 133 déportés bien portants ; dans le second 86 convalescents, et dans le troisième 55 malades ; ce qui fait qu'il y a un total de 274 déportés.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 454.

Paris, le 11 frimaire an III, 1 décembre 1794.

Comité de sûreté générale.

Le Comité de sûreté générale arrête que les ci-devant prêtres réfractaires, sujets à la déportation, détenus à bord du vaisseau le Washington ou autre bâtiment en rade de Rochefort, seront transférés à Brouage, pour y être détenus, en attendant la déportation, charge l'agent national du district et le Comité de surveillance de l'exécution du présent.

Signé : MEAULLE, LAIGNELOT, COLLOMBEL, BENTABOLLE,
REUBELL, GARNIER, BOURDON, HARMAND, BARRAS.

Arch. nationales, AF. II, 298.

Rochefort, 13 frimaire an III, 3 décembre 1794.

*L'Agent national au Représentant du peuple Besson,
en mission dans le département du Jura.*

En attendant, citoyen que je puisse t'envoyer la liste de tous les prêtres déportés qui étaient sur l'Ambulante, ainsi que celle des morts, je t'annonce qu'il n'est parti aucun convoi des prêtres de ce port.

J'écris aujourd'hui à l'agent maritime pour qu'il me procure la liste que tu me demandes par ta lettre du 20 brumaire dernier, sitôt qu'il me l'aura envoyée je te l'adresserai.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 13 frimaire an II, 3 décembre 1794.

L'Agent national à l'Agent maritime.

Plusieurs réclamations me sont faites, citoyen, de la part des parents et amis des prêtres condamnés à la déportation, qui avaient été déposés dans la rade de ce port, soit pour avoir l'extrait mortuaire de ceux qui ne sont plus, que pour connaître les noms de ceux qui restent. Pour satisfaire à ces demandes, j'ai besoin de la liste générale de tous les déportés qui ont été envoyés ici. Comme cela intéresse plusieurs familles, qui ont besoin de renseignements positifs pour régler les successions, je t'invite à m'envoyer cette liste le plus tôt possible.

Le représentant du peuple Besson me la demande.

Le citoyen Watrin, sous les auspices de Laignelot, représen-

tant du peuple, se plaint des difficultés qu'il a éprouvées pour avoir l'extrait mortuaire du citoyen Jonathas Larcher, curé de Ménerval, département de la Seine-Inférieure, et de l'illégalité de celui qui lui a été envoyé, signé par le citoyen Laly, capitaine et commandant-enseigne, qui est sur du papier libre, tandis qu'il devait être sur du papier marqué et légalisé de toi, à ce que je crois. Il faut au moins que ces extraits mortuaires aient la même forme que ceux des marins qui décèdent en mer.

ÉTAT NOMINATIF DES PRÊTRES ET AUTRES CITOYENS
CONDAMNÉS A LA DÉPORTATION
ET ENVOYÉS DANS L'ENTREPÔT DE LA BAIE DE ROCHEFORT

Noms, prénoms, âge et lieu de la naissance.

Etat qu'ils professaient et lieu de leur résidence à l'époque de la déportation.

Par quelle autorité ont-ils été condamnés ?

A quelle époque sont-ils arrivés ici et dans quel bâtiment ont-ils été déposés ?

Noms des morts et époque de leur décès.

Signé : NOLEAU.

Arch. départ., Correspondance de l'agent national de Rochefort.

L'arrêté du Comité de sûreté générale du 11 frimaire an II, 1 décembre 1794, avait ranimé les courages et suscité des interventions en faveur des prêtres déportés.

Port-Brioux, 14 frimaire an II, 4 décembre 1794

*Le citoyen Besson, médecin, aux citoyens composant
le Comité de la Marine.*

L'opinion publique s'est prononcée et la joie est générale qu'a répandue dans toutes les classes des citoyens, la nouvelle du rapport du décret sur la déportation, vous prouve combien la nation est avide de bienfaisance et prépare à nos représentants des couronnes non moins glorieuses que celles que leurs travaux décernèrent aux guerriers de Fleurus.

Ce décret bienfaisant manquait encore à l'allégresse générale, et le deuil, qu'avait causé la mort des quatre cinquièmes des prêtres déportés à Rochefort, va disparaître, au rapport que votre Comité prépare sans doute sur le temps et les moyens de

rendre un fils à un administrateur intègre, un frère à un défenseur de la patrie, un membre utile à la société.

Je ne solliciterai pas le rapport du décret qui confond les prêtres déportés avec les émigrés ; la Convention était libre quand elle rendit le premier, elle gémissait sous la plus affreuse tyrannie quand on lui arracha le second. Rendue à tous ses droits, et par conséquent à sa justice et à sa bienfaisance naturelle, elle va se procurer la douce satisfaction de rendre à tous les citoyens les petites propriétés qu'ils avaient acquises à la sueur de leur front.

Consommez, citoyens représentants, le grand acte de notre régénération ; de pareilles mesures en portant la rage dans le cœur des méchants, relèvent en même temps le courage des bons citoyens, et en vous gagnant tous les cœurs, assurent votre triomphe et celui de la République.

Salut et fraternité.

BESSON, médecin.

Archives nationales, D. XVI, 3, 25-31.

A bord de la frégate la Gloire, le 15 frimaire an III,
5 décembre 1791.

*Phillippe Seguin, officier de marine,
au représentant Grégoire.*

Ton âme sensible et vertueuse sera déchirée du tableau sanglant que je vais t'esquisser, et que je laisse à ton génie bienfaisant et habile à renforcer d'un pinceau hardi les traits qui doivent le caractériser ; je laisse à ton imagination féconde à broyer les noires couleurs qui doivent être employées pour faire ressortir le crime et le rendre odieux et effrayant aux hommes ; je laisse enfin à ton zèle constant et à ton amour pour la patrie le soin de plaider la cause de l'humanité et de la justice, contre la ruine et la tyrannie, si ton nom seul ne peut les confondre.

Tandis que le Rhône, la Seine et la Loire roulaient en mugissant les cadavres pêle-mêle du vieillard et de l'enfant, du frère et de la sœur, du mari et de l'épouse, la Charente portait sur ses flots fatigués deux bâtiments : lieux et instruments de supplice de plus de 500 infortunés qui jadis par goût, par ignorance ou par misère avaient embrassé le sacerdoce.

Marin par état, je sers ma patrie sans ostentation ; j'ai combattu et je combattrai pour la cause de la liberté ; armés sur une frégate de la République, nous mouillâmes sur rade de

l'île d'Aix, l'an dernier. Le bâtiment de Nantes, les Deux-Associés, capitaine Laly, et le navire de La Rochelle le Washington, capitaine Gibert, y étaient mouillés ; tels sont les noms de ces bastilles flottantes, de ces cachots aqueux, et ceux de leurs cruels géoliers, qui se sont donnés la barbare jouissance de disposer de la vie et des biens des malheureuses victimes qu'ils tenaient enfermées. Oh ! vous, infortunés habitants des rives de la Loire, sur qui le sanguinaire Carrier exerça des genres de cruauté inconnus jusqu'à nos jours, vos âmes se brisèrent de douleur en voyant s'apprêter l'instrument de votre supplice et les approches de la mort ; mais au moins vos souffrances furent de courte durée et la perte de la vie mit fin à vos tourments ; mais, je le répète, ces monstres qui commandèrent et qui commandent encore ces bâtiments que j'ai nommés ci-dessus, ont été plus inhumains et plus barbares que Carrier.

Cinq cents malheureux, les uns prêtres non assermentés, la majorité ayant prêté le serment, les autres n'ayant jamais été prêtres, (1) ont été entassés par des comités révolutionnaires sur ces bâtiments ; ils étaient disposés à la manière des malheureux noirs de la côte d'Afrique ; il fallait passer sur leurs corps pour pouvoir les faire tenir dans l'étroit local qui leur était destiné. Chacun s'asseyait à son tour ; on se donnait pour passe temps le plaisir affreux d'en faire fusiller un par une autre compagnie Marat, un malheureux prêtre lié sur le bossoir ; on en faisait étouffer tous les jours en les renfermant dans l'entrepont, où l'on plaçait des boulets rouges, et là, la face contre le pont, ils luttaient contre la mort par la suffocation, car les bourreaux avaient soin de faire fermer hermétiquement tous les panneaux ; on leur volait leurs montres, leurs bijoux, leurs chemises et l'on en revêtissait des messalines, qu'ils nommaient leurs femmes ; on leur volait les vivres que la Nation leur donnait ; on ne leur donnait qu'une ration de sept pour dix et pour un jour entier. Etaient-ils malades, il était défendu de leur donner le moindre secours ; on les descendait le long du bord dans une chaloupe non pontée et on les y laissait périr ; était-il mort, on

(1) D'après les dépêches publiées ci-dessus le nombre des ecclésiastiques entassés sur les Deux-Associés et le Washington fut de 762. Il n'y avait parmi eux que 20 diacres, sous diacres ou clercs. Le plus grand nombre des prêtres avait refusé ou rétracté le serment constitutionnel.

ordonnait à quatre d'entre eux de s'embarquer dans un canot ; on allait à la première terre, et les bourreaux révolutionnaires qui composaient la garnison de ces bâtiments faisaient creuser la fosse du défunt par quatre de ses confrères destinés à être déportés. En outre, je ne cite ici qu'un très petit nombre des faits qui ont eu lieu à bord de ces bâtiments, car mon séjour sur cette rade n'a été environ que de trois décades. Abus d'autorité, mépris des lois, cruautés inouïes, libertinages scandaleux, vols manifestes faits à la République, tels sont les faits qui crient vengeance, et que tout citoyen vertueux doit s'empresse de faire connaître.

Interrogez les ci-devant prêtres qui ont survécu, interrogez les états-majors et les équipages des bâtiments stationnaires de cette rade, tels que la flûte la Nourrice et la bombarde le Sphinx, et vous connaîtrez la vérité.

Je suis avec le respect dû à un Représentant fidèle et vertueux.

PH. SÉGUIN.

P. S. La corvette, à laquelle je remets cette lettre, la mettra à la poste à la première terre.

Papiers de Grégoire, en possession de M. A Gazier, auteur des *Etude sur l'histoire religieuse de la Révolution*.

La lettre de Ph. Seguin corrobore tous les détails racontés dans les mémoires écrits par les survivants.

Un autre témoignage qui paraît ne devoir pas être négligé, c'est celui d'un protestant de Rochefort, Elie Thomas.

Grégoire avait profité de la demande de mise en liberté d'un prêtre âgé de 92 ans, portée à la tribune par le député Barrillon, pour intéresser la Convention au sort des prisonniers du Washington et des Deux-Associés. Élie Thomas lut dans le *Bulletin* de la Convention l'intervention de l'évêque constitutionnel, il remarqua que celui-ci ne connaissait pas dans toute leur atrocité les traitements infligés aux déportés ; il lui écrivit le 19 décembre 1791 :

« Il a été jeté dans ces deux cachots, à la fois fétides et flottants, 763 prêtres, sous prétexte de les déporter. On les a tenus alternativement en rade et en rivière, et 535 y sont morts de misère... Depuis la mort de Robespierre leur sort est moins dur, mais c'est surtout depuis l'arrivée du dieu tutélaire de cette commune (le représentant Blutel) qu'ils commencent à ressentir les effets de la justice et de l'humanité. Aujourd'hui,

on leur permet d'écrire à leurs familles et d'en recevoir des lettres ; il est question de les débarquer et de les transférer à Brouage. Je t'observe à cet égard que Brouage est malsain, que ces hommes sont déjà rongés du scorbut de mer, qui ne pardonne point si l'on néglige de les traiter en arrivant à terre, et comment le pourront-ils ? Ils sont sans ressources ! Oui, si le gouvernement ne vient à leur secours, pas un d'eux ne verra floréal prochain. »

(A. Gazier, *Grégoire et l'Eglise de France.*)

Rochefort, 30 frimaire an III, 10 décembre 1794.

Aux membres du Comité de surveillance de Rochefort.

En conformité d'un arrêté du Comité de sûreté générale, en date du 6 du mois dernier, concernant le nommé Kleck, ci-devant prêtre, je vous invite, citoyens, à me faire connaître sans délai, si ce citoyen est détenu dans les maisons d'arrêt de Rochefort et quels sont les motifs de son arrestation. Je compte sur votre zèle pour avoir de suite ces renseignements, qui me sont absolument nécessaires pour être à même de donner au Comité de sûreté générale les plus grands éclaircissements sur le sort du citoyen Kleck, qui paraît avoir été arrêté dans le département de la Moselle, traduit à Metz et ensuite à Rochefort.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 22 frimaire an III, 12 décembre 1794.

A l'agent maritime de Rochefort.

Je reçois à l'instant, citoyen, la liste des prêtres déportés actuellement à bord des bâtiments en rade, tu as oublié d'y faire comprendre ceux qui sont à la Cabane carrée. Je te prie de m'en faire connaître de suite le nombre afin que je prévienne l'agent national du district de Marennes de donner les ordres nécessaires à la municipalité de Brouage, où ils doivent être transférés, de leur faire tenir leur logement prêt et leur nourriture conformément à la loi.

Je n'attends pour faire la translation ordonnée que d'avoir la liste de tous les prêtres déportés.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 22 frimaire an III, 12 décembre 1794.

A la Commission de la marine.

Je vous fais passer ci-joint, citoyens, l'état effectif des prêtres condamnés à la déportation, qui se trouvent actuellement sur le Washington, les Deux-Associés et l'Indien ; on s'occupe en ce moment de la formation de la liste nominative de ces individus. Cette liste sera accompagnée de diverses indications et renseignements particuliers que l'on pourra se procurer sur le compte de chacun ; mais n'étant pas achevées, j'ai cru devoir vous adresser provisoirement le nombre de ceux encore existants et vous mettre à même de prendre les dispositions que vous jugerez convenables pour leur translation à Brouage.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 1^{re} division, police et sûreté.

Rochefort, 22 frimaire an III, 12 décembre 1794.

*Au citoyen Haran, capitaine de vaisseau,
au Port-des-Barques.*

Je reçois journellement des plaintes sur la mauvaise qualité de pain qui se fabrique au Port-des-Barques. Il est mal travaillé, le blé point nettoyé, plein de pierres, qui le rendent croquant sous les dents et malsain. Je te prie de surveiller cette manipulation et dire au citoyen Gémon que je lui recommande plus d'attention dans son service en cette partie, car je présume que les Vivres faisant passer les grains et les farines d'ici ; on devrait manger un pain égal dans ces deux endroits, et celui qu'on m'a apporté y ressemble nullement.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 2^e division.

Rochefort, 24 frimaire an III, 14 décembre 1794.

A l'Agent national de Marennes.

Un arrêté du Comité de Sûreté générale, en date du 11 de ce mois, me prescrivant de faire transférer à Brouage tous les ci-devant prêtres condamnés à la déportation, détenus à bord du vaisseau le Washington et autres, je m'empresse de te donner connaissance de ces dispositions afin que tu puisses faire préparer un local pour recevoir 306 de ces condamnés et prendre les mesures nécessaires pour leur procurer des subsistances. Comme je n'ai pu me procurer encore une liste de ces

citoyens, et qu'il s'en trouve un très grand nombre dans un tel état d'infirmité qu'il devient nécessaire de faire des préparatifs assez conséquents pour l'exécution de l'arrêté du Comité dont il est question, je ne prévois pas pouvoir les faire partir avant trois ou quatre jours, ainsi j'espère, citoyen, que pendant ce temps tu pourras faire disposer les choses d'une manière convenable.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national de Rochefort.

La lettre suivante du représentant Blutel, adressée à la Convention nationale, ne se rapporte pas directement aux prêtres déportés, cependant nous croyons devoir la publier ici, parce qu'elle montre quel était l'état d'esprit de la population rochefortaise à la fin de 1791, et dans quel milieu les déportés avaient vécu.

Rochefort, 25 frimaire an III, 15 décembre 1794.

*Le représentant à La Rochelle, Rochefort, Bordeaux et Bayonne,
à la Convention nationale.*

Citoyens collègues,

L'horizon politique se dégage enfin des vapeurs empestées qu'avait produites l'effusion du sang humain. Qu'il est doux d'être, dans cet instant, l'organe de la Convention dans ces départements ! Ce ne sont plus ces démonstrations gigantesques de quelques hommes qui, gorgés de crimes, de pillages et sang, criaient qu'ils étaient patriotes ; ce ne sont plus les partisans égarés de ces hommes trompeurs dont la bouche, aussi froide que le cœur était faux, se contractait pour faire entendre le cri de : « Vive la Convention ! » à l'instant où ils imaginaient dans leur âme les moyens de la détruire. Ce ne sont plus ces tribunes de sociétés populaires payées pour applaudir tel individu, dont souvent ils (*sic*) n'avaient pas entendu le discours. C'est le peuple, le peuple en masse qui, par un mouvement naturel et spontané, bénit la Convention nationale, applaudit à ses travaux et reverse sur ses commissaires les effets de la satisfaction qu'il éprouve. O ma patrie ! quel beau jour se lève pour toi ! C'est d'aujourd'hui seulement qu'il existe une patrie pour l'homme vertueux ! Qu'ils sont coupables, ceux qui avaient conçu le dessein criminel de faire du séjour des talents, de l'industrie et de l'urbanité un antre de brigands,

d'anthropophages et de vandales, et du plus beau pays de l'univers un désert couvert seulement de ruines et de cadavres ! La terre, plus humaine qu'eux, a ouvert son sein au sang qu'ils ont répandu et s'est empressée de couvrir leurs forfaits. Le peuple en est indigné, mais tous ses sentiments, toutes les expressions de son âme étaient dirigées vers vous par la reconnaissance ; il n'y reste aucune place pour la vengeance ; il a bien souffert, mais vous le consolez, ses maux sont oubliés. Français, je vous reconnais à ce trait de générosité.

Dans quel état était la commune de Rochefort, lorsque j'y suis arrivé ? Dans un état d'abattement, de désespoir et de terreur. Une poignée d'hommes perdus de débauches et de crimes avait proscrit le patriotisme vertueux, parce qu'il ne partageait pas leurs transports sanguinaires. On y osait dire « que l'arbre de la liberté ne pouvait prendre racine que dans six pieds de sang humain ! »

On contraignait les jeunes citoyennes à venir s'abreuver de sang sur les échafauds mêmes qui venaient d'en être couverts ; et si les mœurs pures de quelques-unes semblaient s'effrayer de ce tableau déchirant, « on les menaçait de les mettre en arrestation. » Un citoyen paisible s'éloignait-il de ce spectacle ? on l'y trainait, et il n'avait qu'à choisir « entre la prison et l'horreur de l'échafaud. » Des femmes publiques, notoirement connues par leurs débauches, étaient chargées d'épurer des mères de famille, des filles vertueuses, » et ces dernières, pour échapper aux désagréments d'une détention, étaient réduites à faire accueil à ces courtisanes et à se plier à leurs volontés arbitraires. « Le bourreau lui-même descendait de l'échafaud et venait présider la société populaire les mains encore teintes du sang qu'il venait de verser. » Quelques intrigants, arrivés tout exprès des colonies, se sont distribués les places ; et comme ils étaient patriotes exclusifs, ils ont trouvé du danger pour la chose publique, à les confier à d'autres et les ont entassées en leurs personnes, de sorte que les malheureux qu'ils voulaient opprimer ne quittaient pas leurs mains depuis le moment de la dénonciation jusqu'à la mort. En effet, ces hommes s'étaient installés membres du Comité révolutionnaire. On dit qu'il n'est pas rare que les jugements de ce tribunal aient été dictés dans des orgies où se trouvaient réunis les juges, les jurés et le bourreau lui-même. On reproche à

l'un d'eux d'avoir dit : « C'est de la manière dont nous posons les questions que dépend le sort des accusés. »

J'ai fait arrêter un de ces hommes qui, dans la société populaire a osé, même en ma présence, outrager la Convention nationale. J'en ai rendu compte au Comité de Sûreté générale.

Je viens de donner des ordres pour en faire arrêter un autre, accusé d'avoir dit, lors du décret qui fermait les Jacobins : « Ils ne sont que 745 à la Convention ; nous sommes 12.000, nous, et nous marcherons. »

Je n'ai point le pouvoir de renouveler les autorités constituées, mais je ne puis, sans compromettre la chose publique, laisser en place des hommes qu'on accuse d'avoir conspiré contre la Convention nationale, et contre lesquels les accusations sont signées et attestées par le peuple entier.

Je demande que la Convention approuve ma conduite. Je tire un voile sur des horreurs trop multipliées sans doute, mais qu'il était bon de vous faire connaître. J'appelle vos regards sur un tableau plus satisfaisant ; à peine entré dans la société populaire, je m'aperçus bientôt qu'elle était comprimée ; je ne dis que ces deux phrases : « J'apporte parmi vous la justice et le vœu de la Convention nationale ; elle veut que la vertu règne sans oppression, et que le crime oppresseur disparaisse sans retour. Organe de la Convention, je garantirai les droits de tous contre quiconque oserait les violer. »

Ma voix fut entendue, les intrigants pâlirent, et la vertu reprit son énergie. La société populaire, auparavant déserte, fut remplie d'un concours prodigieux de peuple ; l'air de confiance se répandit sur tous les visages. On parla d'épurer la société, et, pour le faire sans passion, on appela les citoyens présents à donner leur avis ; les faits s'accumulèrent avec une gravité étonnante ; 10.000 âmes étaient là ; le président les interpella, au nom de la société, de déclarer si, parmi ce concours prodigieux de citoyens, il s'en trouvait quelqu'un qui voulut prendre la défense des accusés ; le plus profond silence fut la réponse. Le président les engagea ensuite à émettre leur opinion sur les individus et à déclarer s'ils avaient leur confiance. Tout se tut encore. Dans l'épreuve contraire, tous se levèrent d'un mouvement spontané, aux cris mille fois répétés de vive la Convention nationale ! L'épuration se continue, et la même affluence de citoyens se rend à la séance ; si elle se tenait dans un lieu assez grand, je ne doute pas que tout le peuple de

Rochefort ne s'y trouvât ; car, je le répète, qui est bon comme la vertu et la Convention nationale.

Un fait que j'oubliais de vous rapporter : dans une visite faite par le comité révolutionnaire avec l'appareil militaire le plus effrayant, on s'y comporta de telle manière que la sœur de l'épouse de notre collègue Niou, enceinte, vit son terme avancé, et que la mère, l'enfant, la domestique et la nourrice sont morts en peu de jours.

Salut et fraternité.

Signé : BLUTEL.

La société et le peuple présent m'ont demandé de prêter en mes mains le serment authentique de mourir, plutôt que de souffrir jamais que la vertu soit comprimée et que le crime relève sa tête altière. Je vous fais passer ce serment, que je n'ai reçu qu'en votre nom.

(*Journal des Débats et des Décrets*, n° 823, p. 41).

On trouvera aux Arch. nat. A. F. II, 180, une analyse de cette lettre, ou plutôt d'une lettre identique adressée au Comité de sûreté générale.

Rochefort, 25 frimaire an III, 15 décembre 1794.

Au Comité de surveillance de Rochefort.

Je viens de recevoir, citoyens, votre lettre concernant la translation à Brouage des ci-devant prêtres condamnés à la déportation, je n'ai pu encore mettre à exécution l'arrêté du Comité de sûreté générale que vous m'avez adressé le 19 de ce mois, par la raison que je n'ai pu jusqu'à ce moment me procurer une liste nominative de ces condamnés, l'agent maritime m'ayant cependant prévenu par sa lettre du 22 que l'on s'occupait de la formation de cette liste, qui sera accompagnée de diverses indications et renseignements particuliers sur le compte de chacun de ces ci-devant prêtres. J'espère les faire partir pour Brouage dans deux ou trois jours. Je vous préviens au surplus, citoyens, que je ne ferai rien sans vous en donner avis.

NOLÉAU.

Arch. départ. Corresp. de l'agent national du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 25 frimaire an III, 15 décembre 1794.

Au Commandant de la gendarmerie nationale.

En vertu de l'arrêté de Sûreté générale du 11 de ce mois, concernant la translation à Brouage des condamnés à la déportation, requérons le commandant de la gendarmerie nationale, en activité de service dans cette commune, de faire les dispositions nécessaires pour qu'un nombre suffisant de gendarmes se rende le 28 du courant à huit heures du matin au Port-des-Barques, à l'effet de conduire sous bonne et sûre garde à Brouage 268 ci-devant prêtres condamnés à la déportation et détenus à bord des vaisseaux le Washington, les Deux Associés et l'Indien, mouillés au Port-des-Barques. Prévenons le dit commandant de la gendarmerie, suivant l'avis que j'ai donné à l'agent national du district de Marennes, la municipalité du Port-des-Barques doit tenir à la disposition des gendarmes, qui seront chargés de cette expédition, le nombre de voitures nécessaires pour conduire ceux des condamnés, qui par leur état d'infirmité seront hors d'état de faire la route à pied.

Requérons en outre ce même commandant de faire conduire en même temps à Brouage 31 condamnés à la même peine, qui sont détenus à bord du Bonhomme-Richard, à Rochefort, et de prendre par lui-même les informations convenables pour savoir si quatre autres détenus de ces citoyens à l'hôpital de la Fraternité sont dans un état qui permet leur translation à Brouage. Quant à ces derniers, le commandant de la gendarmerie s'entendra avec la municipalité de cette commune pour les voitures et autres objets qui lui seront nécessaires pour cette expédition.

NOLRAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 25 frimaire an III, 15 décembre 1794.

A la municipalité de Rochefort.

Je vous préviens, citoyens, que conformément à un arrêté du Comité de sûreté générale du 11 de ce mois, je viens de requérir le commandant de gendarmerie de faire conduire le 28 du courant, à Brouage, 31 condamnés à la déportation, détenus à bord du Bonhomme-Richard, et quatre autres de ces citoyens détenus à l'hôpital de la Fraternité, je vous invite en consé-

quence de vouloir bien procurer au commandant de la gendarmerie les charrettes qui lui seront nécessaires pour ceux des condamnés qui, par leur état d'infirmité, seront hors d'état de faire la route à pied, et de faciliter par tous les moyens qui sont en votre pouvoir l'expédition dont il est question.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspondance de l'agent national du district de Rochefort.

Rochefort, 25 frimaire an III, 15 décembre 1794.

A la Commission des travaux publics.

Par ma lettre d'hier je t'ai donné connaissance des dispositions contenues dans l'arrêté du Comité de sûreté générale concernant les condamnés à la déportation détenus à bord du Washington et autres vaisseaux. Comme j'ai oublié de te prévenir qu'il conviendra que tu fasses mettre en réquisition dans la commune de Port des-Barques un nombre de charrettes nécessaires pour conduire de cette commune dans celle de Brouage environ 53 de ces condamnés qui, par leurs infirmités, sont hors d'état de faire la route à pied. J'espère qu'aussitôt la réception de la présente, tu voudras bien agir en conséquence de l'avis que je viens de te donner.

NOLEAU.

P. S. — Toutes les dispositions étant prises pour faire partir ces condamnés, je te préviens de plus, citoyen, que la gendarmerie se rendra à cet effet le 28 du courant au Port-des-Barques.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 26 frimaire an III, 16 décembre 1794.

A l'agent maritime.

Le représentant du peuple Roberjot m'ayant demandé de lui faire passer les extraits d'acte de décès des citoyens Sigorgne et Roland, prêtres déportés du département de Saône-et-Loire, morts sur les navires destinés à leur déportation, je t'invite, citoyen, à vouloir bien me procurer ces pièces le plus tôt possible.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 26 frimaire an III, 16 décembre 1794.

Au commandant de la gendarmerie nationale.

L'agent national du district de Marennes m'ayant marqué, par sa lettre du 25 de ce mois, que Brouage était absolument hors d'état de recevoir les condamnés à la déportation que je t'ai requis de conduire demain dans cette commune, tu voudras bien suspendre cette expédition jusqu'à nouvel ordre.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 28 frimaire an III, 18 décembre 1794.

A l'agent national du district de Marennes.

J'ai bien reçu, citoyen, tes deux lettres du 25 et 26 frimaire, par lesquelles tu me fais part des difficultés qui s'opposent absolument à la translation à Brouage des condamnés à la déportation, détenus à bord du Washington et autres ; je te prévien que j'ai suspendu en conséquence l'exécution de l'arrêté du Comité de sûreté générale, qui prescrit cette mesure, dont je ne puis connaître ni les avantages ni les inconvénients, et que ce n'est point sur ma demande que le Comité a rendu son arrêté, mais bien, à ce qu'il paraît, sur celle du Comité de surveillance de cette commune. Quant à la responsabilité dont tu veux bien me charger, je pense qu'il ne te sera pas difficile de voir actuellement qu'elle ne peut tomber sur moi.

Tu trouveras ci-joint, citoyen, copie conforme de l'arrêté dont il est question.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 29 frimaire an III, 19 décembre 1794.

Au Comité de surveillance de Rochefort.

Je vous ai annoncé, citoyens, par ma lettre du 25 de ce mois, que j'avais pris les mesures nécessaires pour mettre à exécution l'arrêté du Comité de sûreté générale, qui ordonne la translation à Brouage des condamnés à la déportation, détenus à bord du vaisseau le Washington et autres en rade de Rochefort. Je vous donne avis aujourd'hui que j'ai cru devoir suspen-

dre cette opération d'après les lettres que l'agent national du district de Marennes m'a adressées en date des 25 et 26, par lesquelles il me prévient que Brouage est absolument hors d'état de recevoir ces prisonniers, par la raison qu'il n'y a ni prison pour les placer, ni de garnison suffisante pour les garder. Il ajoute de plus qu'il n'y a aucun moyen de pourvoir à leur subsistance et qu'il va faire part de ces difficultés au Comité de sûreté générale et au représentant du peuple en mission dans cette commune, afin de faire changer les dispositions de cet arrêté qui lui paraissent avoir quelques inconvénients.

Vous voyez, citoyens, qu'il n'est pas possible de prendre aucune détermination à ce sujet avant que la commune de Brouage soit mise dans un état convenable pour recevoir ces ci-devant prêtres, ce qui paraît ne pouvoir se faire avant deux décades, et que si c'est sur votre demande que le Comité a rendu son arrêté, vous avez eu tort de ne pas consulter le district de Marennes sur une opération aussi conséquente que celle dont il s'agit.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 29 frimaire an III, 19 décembre 1794.

A l'agent maritime de Rochefort.

Le citoyen Watrin, sous la recommandation du représentant du peuple Laignelot, membre du Comité de sûreté générale, m'ayant demandé de lui faire passer l'acte de décès du citoyen Jonathas Larcher, prêtre déporté du district de Gournay, département de la Seine-Inférieure, mort sur un des navires destinés à transporter les condamnés à la déportation, je t'invite, citoyen, à vouloir bien me faire passer cette pièce le plus tôt possible.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. de Rochefort, reg. n° 3.

Rochefort, 30 frimaire an III, 20 décembre 1794.

A la Commission de la Marine et des Colonies.

Les hôpitaux formés à bord des vaisseaux au Port-des-Barques, pour le traitement des déportés, contiennent encore :

à bord de l'Indien 45 malades, à bord des Deux-Associés 84 convalescents. L'épidémie y a tout à fait cessé ses ravages, il n'y a plus que des scorbutiques et des humophlegmatiques.

Arch. du port de Rochefort. Conseil de santé, lettre n° 60.

Rochefort, 30 frimaire an III, 20 décembre 1794.

A la Commission de la Marine.

Il mouilla, avant-hier à 3 heures du soir, le navire le Gentil venant de Bordeaux, ayant à bord 250 prêtres. Le capitaine nous dit qu'il était parti avec deux autres navires : le Dunkerque et le Republicain, à bord desquels il y avait encore 380 déportés, qui étaient venus, ainsi que quelques autres bâtiments de transport, sous l'escorte du Cerbère et de la Dédaigneuse, ces derniers ne sont pas encore mouillés en rade.

Le représentant du peuple Blutel et moi n'avons pas été peu surpris de voir arriver ces prêtres dans le moment où il est question d'envoyer à Brouage ceux qui sont à bord des bâtiments que nous avons ici.

L'officier qui est venu m'annoncer l'arrivée de ce bâtiment m'ayant dit que ce navire avait de mauvaises amarres, j'ai donné l'ordre qu'il vint se mettre sur les vases au Port-des-Barques. J'y ferai également monter les deux autres quand ils seront arrivés, en attendant que vous m'ayez fait connaître vos sentiments à l'égard de ces bâtiments.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Corresp. du Commandant des armes, n° 498.

Rochefort, 2 nivôse an III, 22 décembre 1794.

A la Commission de la Marine.

Le Gentil, le Dunkerque et le Republicain venant de Bordeaux, ayant à bord 630 déportés, sont au Port-des-Barques avec les Deux-Associés, le Washington et l'Indien, à bord desquels il y en a environ 350, en attendant qu'on ait donné des ordres sur ce qu'on doit faire

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 506.

Les dépêches ci-dessus montrent quel désarroi régnait dans l'administration. A cette date du 22 décembre 1794, l'agent national du district n'avait pu obtenir une liste générale des ecclésiastiques déportés en rade, lui signalant les morts et les survivants.

Brouage, où il est question de transférer les prêtres encore à bord des Deux-Associés, du Washington et de l'Indien, comptait, à la fin du XVIII^e siècle, 200 habitants ; la plupart, atteints des fièvres paludéennes, vivaient péniblement dans les maisons en ruines.

En 1793 et 1794, les suspects du département de la Charente-Inférieure y furent enfermés, au nombre de près de 700, dont 396 femmes nobles, bourgeoises, paysannes ou religieuses, et 300 hommes, parmi lesquels des chefs d'escadre, des amiraux, des colonels, d'anciens députés à l'assemblée nationale, des ouvriers, des paysans vendéens, etc. Ils allaient être remplacés, au mois d'avril 1795, par les prêtres venus de Bordeaux et de Blaye sur les vaisseaux le Gentil, le Dunkerque et le Républicain.

Les archives du département de la Gironde conservent les listes d'embarquement que nous publions ci-après (1).

Le capitaine du Gentil ou Jeanty était Pierre Piquesarry, de Bayonne, âgé de 45 ans ; le Dunkerque était commandé par Georges Gaillaux de Bordeaux ; le commandant du Républicain était Jean-François Leguélier.

Ces trois navires étaient d'anciens négriers, faits pour loger 50 esclaves. Le Gentil reçut 250 déportés, le Dunkerque et le Républicain 350. Ils avaient été armés à Rochefort les 23, 24 et 26 septembre 1794. Le 2 décembre, ils descendirent la Gironde, le 6 ils arrivèrent à Royan, le 17 ils prirent le large ; repoussés par la tempête, ils entrèrent en Charente, et furent désarmés le 19 avril 1795.

NOMS DES PRÊTRES EMBARQUÉS SUR LE NAVIRE LE GENTIL

Aujourd'hui, treizième jour du mois de brumaire (3 novembre 1794), III^e année républicaine, Nous, soussignés, Monville, administrateur du département, et Jaugan, commissaire

(1) Nous les publions dans l'ordre adopté par M. A. Lelièvre, en son livre « Une nouvelle page au martyrologe de 1793 ».

de la municipalité, assistés des citoyens Lapeyre et Laffon, officiers de santé, nommés à cet effet, nous sommes transportés dans les prisons de la commune de Bordeaux où sont détenus les ci-devant prêtres soit de ce département, soit des départements voisins et sujets à la déportation en exécution des lois des 26 août 1792, 21 et 23 avril 1793 et 30 vendémiaire an II, et 92 floréal dernier, à l'effet de procéder au choix de 136 d'entre eux nécessaires pour compléter le premier embarquement qui doit être fait sur le navire le Gentil.

Nous avons d'abord commencé notre opération par nous assurer si leur âge ou leur infirmité mettait quelqu'un d'eux à l'abri de la déportation, et nous nous sommes convaincus que nul ne devait être exempté. En conséquence, après une visite ultérieure de chacun, nous avons arrêté que les nommés ci-dessous seront embarqués sur le navire le Gentil.

Avons en outre pris le signalement de chacun d'eux, pour, conformément à l'arrêté du département, être envoyé à qui de droit.

<i>Département de l'Aveyron.</i>	Savignac Henri.
Bézanat François.	Vabre Joseph.
Bouges Jean.	Vergues Guillaume.
Boyer Jean.	Veyres Pierre.
Blayac Antoine.	Viallac Joseph.
Beteille François.	Viguiet Pierre.
Chabert Joseph.	Volpelire Pierre.

Dourlhaud François.	<i>Département du Cantal.</i>
Foulquier Baptiste.	Raterie Bernard.
Gasquel Charles.	<i>Département de la Côte-d'Or.</i>
Guiraud Pierre.	Morizès Joseph.
Jocaviel Joseph.	Richard Jacques.
Labrousse J. François.	Viot Etienne.
Lajourquièrre Guillaume.	<i>Département de la Dordogne.</i>
Maurel Pierre.	Dumainaud Raymond.
Maréchal Jean Baptiste.	<i>Départ. de la Haute Garonne.</i>
Moisset Jean-Etienne.	Bacqué François.
Puimonbrun J.	Bouche Jean-Baptiste.
Palis Guillaume.	
Prompt Jean-Baptiste.	
Rouch Simon.	

Delclaux Antoine.
Dupuy Jean-Joseph
Guy Pierre.
Magnanac Martial.
Rafin Pierre-Bernard.
Reissac Pierre.

Département de l'Isère.

Chevanas Alexis.
Descamps Joseph.
Germain Jean-Baptiste.
Guichard J.
Guillaud Joseph.
Labé Barthélemy.
Paluis Simon.
Sauternon Jean-Baptiste.
Voissan Charles.

Département du Loiret.

Baudoin J.
Faucher Guillaume.
Labbé Paul.
Marchand J.
Mojon Nicolas.

Départ. de la Haute-Loire.

Genat Jean-Pierre.
Lamy Jean aîné.
Laurens Jean-Pierre.
Margerit Etienne.
Pélissier Jean.
Venard Gabriel.
Vigouroux Jean.

Département du Lot.

Bergou Etienne.
Chateau P. Joseph-Marie.
Gondalma Jean-Baptiste.
Gouloumes Etienne.
Parlange Bertrand.
Pradines J.

Pradines Mathieu.

Départ. du Lot-et Garonne.

Bardel Jean-Joseph.
Bernède Jacques.
Bonafoy Jean.
Bonnafous Jacques.
Bonnell Antoine.
Bruyères Marcel.
Garros Antoine-Pierre-Jean.

Départ. du Puy-de-Dôme.

Calmard Benoit.
Campuia Pierre.
Delaire Antoine.
Dufourd François.
Gillet Jean-Baptiste.
Lebrun Jean-Pierre.
Minial Aimé.
Rigault Aimable.

Département du Tarn.

Palanquet Joseph.
Vignes Martin.

Département du Cantal.

Auzolles Jacques.
Baduel Pierre.
Barlier Guillaume.
Barlier Jean-Baptiste.
Brioude Jean.
Chanson Joachim.
Chantal Jean-Baptiste.
Dubois Guillaume.
Fialex François
Guéry Etienne.
Jalbert Dominique.
Jouve François.
Lescure Louis.
Rolland Guy.
Rolland Louis.

Ruat Jean-Joseph.

Nollete Guillaume.

Département de la Corrèze.

Départ. du Puy-de-Dôme.

Bardou Blaise.

Boivin Pierre.

Chateau François.

Champfort Antoine.

Delfaut François.

Mayenne Auguste.

Montpoutel Jean-Joseph.

Rochou Gaspard.

Départ. de la Haute-Garonne.

Départ. de Seine-et-Marne.

Barrou Jean-François.

Duval Hébert.

Baysses Joseph.

Gauneval Martin.

Dejoie Bernard.

Ricordeau Mathieu.

Département du Gers.

Département de l'Aveyron.

Ardenne Joseph.

Bernard Pierre-Jean.

Castarède Etienne.

Delbès Joseph.

Dautignan Etienne.

Douls François.

Dubosc Louis.

Dufieu Jérôme.

Faumond François.

Galy Jean-Julien.

Olivier Jérôme.

Morlon André-Etienne-Antoine.

Département de l'Hérault.

Pellissier Jean-Pierre.

Allebrant Jean-Joseph.

Rey Antoine-Rejis.

Départ. du Lot-et-Garonne.

Rieu Jean.

Denoyer Jean-Baptiste.

Riols Jean-Antoine-Marie.

Vernhes Armand-Charles.

Fait à Bordeaux, les jour, mois et an que dessus.

LAFON, médecin ; JOGAN, MONVILLE, administrateurs ;

LAPEYRE, officier de santé.

Arch. départ. de la Gironde, registre 36, fol. 95-96.

SUR LE RÉPUBLICAIN.

Aujourd'hui, premier jour de frimaire (24 novembre), III^e année républicaine, nous, sousignés, administrateurs du département, et le citoyen Dierxe, commissaire de la municipalité, assistés des citoyens Laffon et Lapeyre, officiers de santé, nommés à cet effet, nous nous sommes transportés dans les prisons de la commune de Bordeaux, où sont détenus les ci-devant prêtres, soit de ce département, soit des départements voisins et sujets à la déportation, en exécution des lois des 26 août 1792, 21 et 23 avril 1793, 29 et 30 vendémiaire an II^e, et 23 floréal dernier, à

l'effet de procéder au choix de 247 d'entre eux dont 46 seront embarqués sur le navire le Gentil et les 201 restant pour compléter le second embarquement qui doit être fait sur le navire le Républicain.

Nous avons d'abord commencé notre opération par nous assurer si leur âge ou leurs infirmités mettaient quelqu'un d'eux à l'abri de la déportation, et nous nous sommes convaincus que nul ne doit être exempt. En conséquence, après une visite ultérieure, nous avons arrêté que les nommés ci-dessous seront embarqués tant sur le navire le Républicain que sur le Gentil.

Avons en outre pris le signalement de chacun d'eux pour, conformément à l'arrêté du département, être envoyé à qui de droit.

Département du Bec-d'Ambès. Département de la Corrèze.

Chastaing François.

Roussel Antoine.

Département du Cantal.

Département de la Côte-d'Or.

Anzot Antoine.

Languet Jean-Baptiste-Joseph.

Avit Jean.

Petit Michel.

Barrié Pierre.

Sigaud Jean-Baptiste.

Boucharin Pierre.

Département de la Drôme.

Calvet Pierre.

Aguel Louis.

Daudier Antoine.

Département du Gers.

Decèze Pierre-François.

Bouet Jean-François.

Douay Antoine.

Départ. de la Haute-Loire.

Dupont Jean.

Bariole Jacques.

Ipcher Pierre-Jean.

Bariole Jean.

Jourdin Pierre-François.

Bongiraud Jean-Gabriel.

Journiac Louis.

Breuil Jean.

Jouve Louis.

Célestin Thomas.

Lavergne Jean-Baptiste.

Crouzet Jean-Joseph.

Lepinasse Paul-François.

Fournier Jean-Pierre.

Poullès Etienne.

Gaillard Joseph.

Potevigne Guillaume.

Gérante Jean-Pierre.

Rodde Géraud.

Jean Pierre.

Roux Jean.

Laffon Jean-Joseph.

Ventalon Blaise.

Veyre François-Louis.

Veyron Antoine-Gabriel,

Lafon Sébastien.
Lasssauc Pierre.
Laurent Jean-Pierre.
Maurin Jean.
Rousset Jean-Antoine.
Vidal Jean.

Départ. de la Haute Garonne.

Bertrand Antoine.
Bonhomme Pierre.
Compans François.
Clauzade Augustin.
Clauzade Claude.
Clauzade Laurent.
Dufourg Guillaume.
Ferrand Pierre.
Galtier Joseph.
Garrigues Alexandre.
Pons Jean-Joseph.
Prévot Louis.
Roy Léonard

Départ. des Hautes-Pyrénées.

Cantillac Antoine.
Canton Pierre.
Cazaubon Jacques-Roch.
Vergès Joseph.

Départ. de la Haute-Saône.

Pelleret Simon.

Départ. d'Indre-et-Loire.

Anauld Etienne.
Tachereau Jean-Bapt.-Alexis.

Département de l'Indre.

Laffon François-Joseph.

Département de l'Aveyron.

Albenque François.
Aleric Jean-Antoine-Victor.
Amaur Jean-Sicard.

Ardouzet Pierre.
Asties François.
Auggaleran Jean-André.
Azemard Jean-Antoine.
Aloze Pierre,
Bastide Michel.
Bougrand Joseph.
Bouisson Jacques.
Bousqueyrolles François.
Boussac Etienne.
Brasse Antoine.
Burgièr Guillaume.
Cabautous Pierre.
Cadars Pierre.
Capelle Jean-François.
Carrière Benoit.
Carrière Louis.
Cassaigne Jean-François.
Cossé Pierre.
Daures Joachim.
Delmas Barthélemy.
Demairouze Antoine.
Dijols Amoues.
Fabre Pierre-Jean.
Falguière Jean-Etienne.
Flotard Jean-François.
Foulquier Ignace.
Four Jean-François.
Géraldy François.
Glaudières Philippe.
Glèzes Pierre.
Labrunie Pierre.
Lamothe François.
Lavigne Jean-Antoine.
Liaubet Jean-Pierre.
Martin Raymond.
Marty Joseph.
Noël Auguste.
Palous Joseph.
Paquier Louis.
Paugiès François.

Payrac Jean-Pierre.
Raulhac Guillaume.
Robert Joseph.
Robert Pierre.
Roquelongue Franç.-Thomas.
Saulvan Charles-Antoine.
Teyssère Raymond.
Teyssèdre Antoine.
Vaillet Barthélemy.
Vergues Joseph.
Veyssié Pierre-François.
Villien Louis-Alexandre.

Département des Landes.

Asties Paul.
Gassies Jean.
Paysségur Bernard.

Département de l'Isère.

Brachet Charles-Etienne.
Boissin Jean-François.
Calace François.
Coutarel Ephraïm.
Delsue André-Pascal.
Forestier Jean.
Nivier, Antoine.
Tourne Louis-Pierre.

Départ. du Lot-et-Garonne.

Abadie Julien-Bertrand.
Boucher Pierre.
Carère Joseph.
Coulombier Joseph.
Deshommes Joseph-Henri.
Launel Antoine.
Lavayssière Antoine-Thomas.
Prepaud Antoine.

Département du Lot.

Andrieu Benoit.
Beauvies Augustin.

Bos Guillaume.
Boudy Jean.
Brassat Augustin.
Brugière Jean.
Coste Jean.
Cognac Jean.
Declusel Joseph.
Delboury Geraud.
Delmas François.
Devès Antoine.
Duclos Antoine.
Etang Jean-Pierre.
Fraisie Jean-Pierre.
Grasse Jean.
Jaubert Joseph.
Lacaze Louis.
Lagarrigue Jean-Jacques.
Lalande Raymond.
Sellier Eutrope.
Teilhac Antoine.
Trassy Bernard.
Valadier Pierre.
Villard Antoine.

Départ. du Puy-de-Dôme.

Armand Pierre.
Bonnet François.
Campfour Martial.
Chassaigne Pierre.
Chaumette Simon.
Cosson Benoit.
Couvreur Amand.
Dufaut Jean.
Escot Jean.
Garde Guillaume.
Groisul Jean-David.
Maret François.
Meynadie Antoine.
Mouleille Jean.
Pirent Jean-Baptiste.
Rodier Antoine.

Sicard François.
Tailhardac Claude-Antoine.

Département du Tarn.

Auriol Antoine.
Baurens Jean-François.
Boudel Joseph.
Caperan Guillaume.
Cassaing Bernard.
Coste François.

Fabré Jean.
Metge Louis.
Margard Bernard-Pierre.
Massot Antoine.
Moulis Pierre.

Département du Var.

Frougousse Joseph.
Parès Joseph-Emmanuel.

NAVIRE LE GENTIL

Département de la Corrèze. Vialis Jean-Baptiste.

Albier Jean.

Vialis Joseph.

Audinet Etienne.

Départ. des Hautes-Pyrénées.

Beynie Pierre.

Carrère Damien.

Bronfsoulous Gilles.

Buisson Jean.

Département du Jura.

Charrier François.

Girold Joseph-Louis.

Dechamp Denis.

Dulac Jean-Baptiste.

Département de l'Aveyron.

Guyon Pierre.

Bras Martin.

Lagier Pierre.

Castagnet Jean.

Lapier Jean-Pierre.

Cros Jean-Pierre.

Lavergne Corruil.

Dubreuil Charles-Grégoire,

Lespinasse François.

Layrol Amand-Pierre.

Liguié Pierre.

Palès Jean-Germain.

Machal Léonard aîné.

Pegorier Jean-Pierre.

Marex Michel.

Poujoulet Jean-Paul.

Massainguiral Jean aîné.

Roulier Jean.

Massainguiral Jean-Joseph.

Sabie Jean-François.

Managé Jean-Géraud.

Département des Landes.

Moussoul Jean-Baptiste.

Làlanne Arnaud aîné.

Orliauge François.

Làlanne Pierre cadet

Savry Jean.

Torlèze Jean-Charles

Taracol Denis-Pierre.

Verdier Etienne.

Fait à Bordeaux, les jour, mois et an que dessus.

LAFON, médecin ; LAPEYRE, officier municipal ; DIERX,
notable, commissaire ; PAIREBRUNE, administrateur-
commissaire ; MONVILLE, administrateur-commis-
saire ; AZEVEDO, administrateur

Arch. dép. de la Gironde, reg. 36, fol. 110.

Aujourd'hui, douzième du mois de frimaire, III^e année républicaine, nous, soussignés, administrateurs du département du Bec-d'Ambès, et le citoyen Dierx, commissaire de la municipalité, assistés des citoyens Lapeyre et Lafon, officiers de santé nommés à cet effet, nous sommes transportés dans les prisons de la commune de Bordeaux, où sont détenus les ci-devant prêtres, soit de ce département, soit des départements voisins et sujets à la déportation, en exécution des lois des 26 août 1792, 21 et 23 avril 1793, 29 et 30 novembre an II, et 23 floréal dernier, à l'effet de procéder au choix de 150 d'entre eux pour compléter le troisième embarquement qui doit être fait sur le navire le Dunkerque.

Nous avons d'abord commencé notre opération par nous assurer si leur âge ou leurs infirmités mettaient quelqu'un d'eux à l'abri de la déportation, et nous nous sommes convaincus que nul ne devait être exempt. En conséquence, après une visite ultérieure de chacun, nous avons arrêté que les nommés ci-dessous seront embarqués sur le navire le Dunkerque.

Avons, en outre, pris le signalement de chacun d'eux, pour conformément à l'arrêté du département, être envoyé à qui de droit.

Département de la Creuse. Rougier Maurice.
Simon Jacques.

Achard Gilbert-Marien.
Amadou Claude.
Baudy Léonard.
Bayle Etienne.
Bonniaud René.
Bussière Joachim.
Catty Antoine.
Cohade Joseph.
Collin Léonard.
Coustin François.
Debraye Antoine.
Degas Paul.
Laforest Antoine.
Lassaigne Pierre.
Leclerc Pierre.
Nanot Léonard-Etienne.
Pascanet François.
Rigaudié Jean-Baptiste.

Département de la Corrèze.
Deschassant Alexandre.
Dubac Jean-Baptiste.
Farges Jean.
Pradel Gabriel.

Département du Cantal.
Bois Guillaume.
Faucher Marc-Antoine.
Montel Jacques.

Département du Gers.
Atquier Jean-Paul.
Borrust Jean-Henri.
Carboire Jacques.
Caperan Antoine.
Carrère Jacques-Léon.

Conighan Philippe.
Darquier L.-B. Polycarpe.
Daugas François.
Delord Henri.
Groen Paul.
Lacoste Jean.
Larroque Jacques
Lecussan H. Joseph aîné.
Lecussan Jean-Baptiste cadet.
Panat Armand.
Pérès Jean-Baptiste.
Prunière Jean-Martin,
Samazou Jean-Baptiste.
Thène Jean.
Treuilhé Jean-Antoine.

Départ. de la Haute-Garonne.

Arroy Jean-François.
Bainagriet Henri.
Barthélemy Jean-Baptiste.
Baux Jean-Baptiste.
Berthoude André.
Boubée Martin.
Cassaigne Guillaume.
Cassé Pierre.
D'Hostes Pierre.
Dubois Jean-Mathieu.
Durant Jean.
Gairard Pierre.
Gayrard Jean-Gabriel.
Joannis Jean.
Laubriac Louis.
Lavereau Louis.
Legris Nicolas-Antoine.
Malousin Honoré.
Martin Etienne.
Martres Jean.
Mauri Jean-Baptiste.
Pique Daniel.
Pons Bernard.
Pradal Joseph.

Ribet François.
Romain Jean-Armand.
Romain Jean-Pierre.
Roux Guillaume.
Saintaurens Jean.
Thuriers Bertrand-Joseph.

Départ. de la Haute-Loire.

Bodely Amet-Augustin.
Grenier Antoine.

Départ. des Hautes-Pyrénées

Félix Jean.

Départ. de Lot-et-Garonne.

Carrère Jean.
Loze Jean-Baptiste.

Département de l'Ariège.

Pons Jean.

Département du Lot.

Delbourg François.

Département de l'Hérault.

Saye Jean.

Département de l'Ardèche.

Maisonnette Martin.

Département des Landes.

Daurensen Jean-François.
Saintyory Jacques.

Département de l'Aveyron.

Albenque Antoine.
Issaly Georges.

Départ. du Puy-de-Dôme.

Advissent François.
Albanel Pierre-Jérôme.
Andrau François-Xavier.

Ceyrac François.
Chaboissier Etienne.
Charreyras Jean.
Cohade Philippe.
Coiffier Christophe.
Croizet Georges.
Bobrelon François.
Bonnefont Pierre.
Borde Pierre.
Breul Hilaire.
Bugeon Aimable.
Dereynaud Joseph.
Dorcel Fr^{ois}-Xavier-Aragonès.
Dorcel Paul-Aragonès.
Durand Antoine.
Escul François.
Fabre Jean-Baptiste.
Fouillous Guillaume.
Gardel Jean-Baptiste.
Gardette Philibert.
Géraud Antoine.
Gladet Jacques.
Grelliche Jean-Baptiste.
Guérin Jean.
Guillemot Gabriel-François.
Hayraud Nicolas.
Hugret Mathieu.
Lajeunesse Gaspard.
Maisonneuve François.
Marchand Joseph.
Mazauney Antoine.
Mestre Benoit.

Nayraud Nicolas.
Parades Marcel.
Pelacot Christophe.
Pommeyrol Benoit.
Reynaud Antoine.
Richard Jean-Baptiste.
Servagnac Gilbert.
Spinousse Jean.
Tatry Antoine.
Tardy Julien.
Tixier Antoine Ambroise.
Tixier Jean.
Travaix Antoine.
Travaix Jean.
Vacheria Antoine.
Vazeille Michel.

Département du Rhône.

Cheuzeville François.
Guérin Claude.

Départ. de Seine-et-Marne.

Gorut Rens.
Lerat François-Arnaud.
Thieriel Philippe - Guillaume-Benigne.

Département du Tarn.

Sélessier Pierre.

Département de la Vienne.

Dubrac Pierre.

Fait à Bordeaux les jour, mois et an que dessus.

LAFON, médecin ; DIERX, notable, commissaire des prisons ;
LAPEYRE, officier de santé ; PAIREBRUNE, MONVILLE, AZEVEDO.

Arch. départ., reg. 36, fol. 118.

Rochefort, 5 nivôse an III, 25 décembre 1794.

A la Commission de la Marine.

Nous avons trouvé, jointe à notre lettre du 24 frimaire, une copie de celle du citoyen Chegaray qui, comme fondé de pouvoir du citoyen Latusse, propriétaire du navire le Bonhomme-Richard, vous propose d'en faire l'acquisition pour le compte de la République.

Nous devons vous dire, citoyens, que d'après la visite qui en a été faite par la commission, dont le procès-verbal et l'estimation vous ont été adressés par l'agent maritime, en octobre 1793, ce navire a été jugé aux trois quarts usé, et, qu'il dénote un tel état de vétusté qu'il exigerait une refonte totale pour qu'il put sans risque prendre la mer. Ce n'est pas dans un moment où vous ordonnez, ainsi que le représentant du peuple Niou, de s'occuper seulement des constructions, qu'on pourrait penser à mettre en état ce bâtiment, dans le cas même où moins détérioré, il en serait plus susceptible. Les matériaux ne sont pas assez abondants, ni les bras assez nombreux. Nous pensons donc, citoyens, que ce propriétaire doit s'estimer heureux que l'on trouve un moyen d'employer son bâtiment à servir de lieu de détention, ce qui lui produit 10 0/0 de l'estimation qui en a été faite. Tandis que, sans cette circonstance, il ne pourrait en retirer aucun service, et lui serait même dispendieux.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, 1^{re} division.

Rochefort, 11 nivôse an III, 30 décembre 1794.

A l'agent maritime.

Je viens de recevoir, citoyen, ta lettre de ce jour et la copie qui y était jointe de l'arrêté du département du Gers, en date du 21 frimaire, concernant le nommé Jean-Marie Pruniers, qui doit être transféré à Auch. Comme je ne vois pas, par cet arrêté, par qui sera supporté les frais de la translation, et que je présume que le département du Gers se sera expliqué à ce sujet, par la lettre qu'il t'a écrite en t'envoyant son arrêté, je t'invite à vouloir bien m'adresser copie dans le jour.

NOLÉAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent nat. du district de Rochefort, reg. n° 3.

VII. VERS LA LIBÉRATION. — SAINTES.

La déportation ecclésiastique à Rochefort ne peut être complètement isolée de l'histoire de la ville. La surexcitation ou l'apaisement des passions révolutionnaires ont eu leur influence sur les traitements infligés aux déportés.

A la fin de mai 1794, le tribunal établi par Lequinio et Laignelot avait été supprimé ; la chute de Robespierre avait ranimé les courages ; la Société populaire réorganisée avait pris pour devise : « Guerre aux terroristes, paix à la vertu et justice à tous ! »

Au mois d'octobre, le représentant Blutel avait remplacé Guezno et Topsent. Les prisons de la ville étaient pleines ; le Conseil général de la commune nomma une commission pour visiter les maisons d'arrêts et rechercher les motifs des emprisonnements « des citoyens attachés à la Marine. » Les commissaires trouvèrent des détenus oubliés depuis plusieurs mois, les uns arrêtés sans mandat, les autres non inscrits sur les registres d'écrou ; la plupart ignorant les motifs de leur arrestation.

Laly s'étant présenté à la séance de l'Assemblée populaire du 22 frimaire an III fut accueilli par les cris : A bas le tueur de prêtres !

Blutel revisa tous les jugements ; en janvier 1795, il renouvela toutes les autorités et supprima le Comité de surveillance révolutionnaire. Le 14 février, il renvoya dans leurs foyers 95 condamnés aux fers, détenus au bagne, comme insurgés de la Vendée.

Il lui était plus difficile d'apaiser le fanatisme irreligieux et de venir au secours des prêtres déportés. Les jacobins devenus fonctionnaires, les acquéreurs des biens ecclésiastiques, les francs-maçons imbus des idées des philosophes s'opposaient à toutes les mesures réparatrices. Les lettres de l'agent national publiées ci-dessus nous montrent qu'il ne pouvait obtenir ni les listes d'embarquement sur les navires, ni les listes de décès. Les familles réclamaient et usaient de leurs influences auprès des représentants de leurs départements.

D'autre part les déportés étaient une charge pour la Marine, qui devait les nourrir, et dont ils occupaient les navires nécessaires au transport des troupes et des munitions ; de plus une

épidémie semblable à celle qui, l'année précédente, avait fait tant de victimes était toujours à craindre.

Blutel autorisa des négociants rochefortais à recevoir chez eux, sous leur responsabilité, quelques déportés ; il signa des arrêtés de libération.

Rochefort, 12 nivôse an III, 1 janvier 1795.

Au ministre de la Marine.

Les Deux-Associés, le Washington et l'Indien sont toujours au Port-des-Barques chargés de déportés. Il y a de plus le Républicain, le Dunkerque et le Gentil, également chargés de prêtres, à bord desquels il y en a 600.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspondance ministérielle.

Rochefort, 16 nivôse an III, 5 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

La bombarde le Sphinx donne en rivière pour s'amarrer au Port-des-Barques. Les Deux-Associés, le Washington et l'Indien, ainsi que le Dunkerque, le Gentil et le Républicain, tous six ayant des prêtres à bord, sont sur les vases au Port-des-Barques, en attendant qu'on décide sur le sort de ces déportés. Je crois que ceux qui ont été embarqués ici sur les trois premiers ne tarderont pas à être envoyés à Brouage.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 533.

Rochefort, 16 nivôse an. III, 5 janvier 1795.

*Circulaire aux capitaines des vaisseaux,
au Port-des-Barques.*

Comme il est important, citoyen, que je connaisse parfaitement les mouvements qui surviennent à ton bord, tu voudras bien me faire passer, tous les jours, les noms, prénoms, lieux de la commune, du district, du département, des prêtres qui viendront à décéder, ou à débarquer pour cause de maladie, et enfin tous les changements relatifs aux prêtres déportés, je compte sur ton zèle à cet égard.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, enregistrement, 3^e année,

Rochefort, 17 nivôse an III, 6 janvier 1795.

Au concierge de la maison d'arrêt dite du Temple.

Je t'invite, citoyen, à vouloir bien recevoir dans la maison d'arrêt le citoyen Prunières, ci-devant prêtre, condamné à la déportation et de le traiter conformément à la loi.

NOLEAU.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort, reg. n°3.

Rochefort, 18 nivôse an III, 7 janvier 1795.

Ordre au commandant de gendarmerie de faire conduire Prunières, ci-devant prêtre détenu, de brigade en brigade à Auch.

NOLEAU. (1)

Arch. départ. Corresp. de l'agent national de Rochefort, reg. n°3

Rochefort, 19 nivôse an III, 8 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Nous allons faire réparer le Washington; le Représentant Blutel se propose de donner des ordres pour transférer à Brouage les déportés qui sont à bord de ce bâtiment ainsi que ceux des Deux-Associés et de l'Indien.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 534.

Rochefort, 21 nivôse an III. 10 janvier 1795.

A l'agent national du district de Saintes.

Je t'adresse ci-joint, citoyen, une copie de l'arrêté du Comité de sûreté générale, en date du 7 de ce mois, qui m'ordonne de faire transporter de suite dans ta commune 366 ci-devant

(1) Noteau, remplacé par Bessière, était maçon. Lequinio avait créé pour lui le poste de maître maçon entretenu au port de Rochefort; il devint membre du Comité de surveillance révolutionnaire, juré du tribunal révolutionnaire, agent national du district. Comme tous les terroristes il cumulait les places et les appointements.

prêtres détenus à bord de différents bâtiments mouillés au Port-des-Barques. Je t'invite en conséquence de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires pour faire loger convenablement ces citoyens et pour leur procurer des vivres. Je te prévienrai du jour qu'ils partiront de Rochefort.

Signé : BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort, reg. n° 3

Rochefort, 22 nivôse an III, 11 janvier 1796.

A Barbier, commandant de la gendarmerie à Rochefort.

En exécution de l'arrêté du Comité de sûreté générale du 7 de ce mois, je te prie et requiers de te transporter, ou quelqu'un chargé de tes ordres, à bord des vaisseaux de la République : l'Indien, le Washington et les Deux-Associés, en rade du Port-des-Barques, et du Bonhomme-Richard à la Cabane carrée, pour connaître le nombre effectif des prêtres destinés à la déportation, et dont la translation à Xantes a été ordonnée par l'arrêté ci-dessus. Cette mesure préparatrice est indispensable pour les opérations nécessaires à cette translation, et tu trouveras ci-joint la liste contenant l'appel nominal fait de ces prêtres le 21 frimaire dernier.

L'étape sera fournie au gendarme qui sera employé.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort, reg. n° 3

Rochefort, 23 nivôse an III, 12 janvier 1795.

A l'agent national du district de Marennes.

Le courrier, citoyen, m'a apporté l'arrêté du Comité de sûreté générale qui change les dispositions relatives au sort des ci-devant prêtres destinés à la déportation. J'ai pris en conséquence toutes les mesures pour effectuer leur transport à Xantes, et j'espère qu'elles auront sous peu de jours le succès le plus complet, ainsi les sollicitudes de la municipalité de Brouage demeureront sans objet.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort, reg. n° 3.

Saintes, 23 nivôse an III, 12 janvier 1795.

*L'administration centrale de Saintes au citoyen
Blutel, à Rochefort.*

Citoyen représentant, le Comité de sûreté générale de la Convention nationale nous a prévenu, par sa lettre, dont est ci-joint copie, que 366 prêtres, envoyés à Rochefort pour subir la déportation, allaient être transférés dans la maison des ci-devant Notre-Dame.

Cette maison renferme en ce moment près de cent personnes détenues, comme pères ou mères d'émigrés, ou, pour d'autres causes de suspicion.

Elle est hors d'état de recevoir en outre les 366 prêtres annoncés. Si cette circonstance eut été connue du Comité de sûreté générale, il eut sûrement adopté une autre mesure pour la translation qu'il a ordonnée.

Les autres établissements de cette commune sont occupés par les prisons et par les hôpitaux militaires attachés à l'armée de la Vendée. Dans cette conjoncture nous prenons le parti, citoyen représentant, de députer auprès de toi le citoyen Levallois, l'un de nous, et le citoyen Lériget, agent national du district, pour te faire part des difficultés qui se rencontrent, et se concerter avec toi sur le moyen de les lever.

Arch. départ. Admin. centrale, L. 5, L., n° 31, 3^e année.

Rochefort, 23 nivôse an III, 12 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Les officiers de la Marine ont fait, il y a quelque temps, une pétition au représentant du peuple tendant à expulser de leur corps les citoyens Viguier et Châteauneuf, le premier comme étant indigne d'être parmi eux, à cause des indignités qu'il a commises dans la révolution, et qui lui ont été reprochées par la Société populaire, dans sa séance du 27 du mois dernier; le second, pour avoir été atteint et convaincu d'avoir fait des vols à bord d'une prise ainsi, que vous l'avez dû voir dans le jugement qui a été porté contre lui, et dont je vous ai envoyé copie dans le temps.

Et une suspension pour le capitaine des Deux-Associés, le capitaine Laly, qui a été dénoncé pour plusieurs faits qu'on lui a reproché à la société. Ses camarades demandent qu'il se disculpe de ces faits, s'il désire rester parmi eux.

Cette pétition qui m'a été présentée et que j'ai apostillée a été par moi remise au représentant qui n'a pas encore manifesté son opinion à leur égard.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 544

Rochefort, 23 nivôse an III, 12 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Je vous donne avis que d'après un arrêté du représentant Blutel, du 20 de ce mois, l'agent maritime et moi nous avons reçu l'ordre de transférer les prêtres déportés qui étaient embarqués sur les Deux-Associés, le Washington et l'Indien, à charge à la Marine de pourvoir à leur subsistance.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes, n° 545.

Rochefort, 25 nivôse an III, 14 janvier 1795.

A l'agent maritime de Rochefort.

Je te remets, citoyen, une expédition de l'arrêté du Comité de sûreté générale du 7 de ce mois, qui ordonne la translation à Xantes de 366 ci-devant prêtres destinés à la déportation.

Et sur l'effet des mesures déjà prises, je suis assuré que ces ci-devant prêtres ne sont plus qu'au nombre de 299. Il ne reste plus qu'à effectuer leur translation, et pour y parvenir le plus promptement et le plus commodément possible, je te prie d'ordonner l'armement de deux yachts ou chattes, qui partiront demain matin pour prendre ces prêtres et leurs effets, les conduire à Charente, où ils coucheront sans descendre à terre, et où je ferai trouver des voitures pour les infirmes, et le port des bagages dans la route du Port-des-Barques à Charente, ils prendront quelques uns de ces prêtres à bord du Bonhomme-Richard. Je te prie aussi d'ordonner la distribution de leurs vivres pour trois jours.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

Rochefort, 25 nivôse an III, 14 janvier 1795.

A la municipalité de Charente.

Par ordre du Comité de sûreté générale, citoyens, je fais transférer à Xantes 299 ci-devant prêtres destinés à la déportation, ils arriveront demain soir à Charente ou dans la nuit, dans des yachts ou chattes et ne descendront point à terre. Ils prendront alors la grande route de Saintes, et pour le transport des infirmes et des bagages, vous voudrez bien requérir et faire trouver, le 27 du courant, 16 voitures à bœufs ou chevaux lors du passage pour prendre les infirmes et les bagages. Si votre commune ne peut effectuer le nombre des voitures nécessaires, l'excédent sera fourni par la commune de Ferney-l'Union, avec laquelle vous voudrez bien vous concerter, et à laquelle j'écris à cet effet.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national du district de Rochefort.

Lettre pour le même objet à la municipalité de Ferney-l'Union.

Rochefort, 25 nivôse an III, 14 janvier 1795.

A la municipalité de Charente.

J'avais pressenti comme vous, citoyens, la commodité du transport par eau des prêtres destinés à la déportation ; mais l'humanité rejette cette mesure, et elle ne peut être suppléée que par des voitures. C'est ce qui a déterminé l'administration à adopter ce parti. Je vous invite en conséquence, et vous presse au nom de la bienfaisance due par tout citoyen à son frère malheureux à mettre tout en œuvre pour que cette expédition ait le succès que le Comité de sûreté générale en attend, et dont je me fais un devoir rigoureux d'assurer l'expédition.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national du district de Rochefort.

Saintes, 25 nivôse an III, 14 janvier 1795.

*L'administration départementale au Représentant
de Saintes.*

Je ne puis, citoyen, te fournir d'autres renseignements sur l'époque de l'arrivée des 366 prêtres réfractaires, qui, en vertu

de l'arrêté du Comité de sûreté générale du 14 de ce mois, doivent rester à la maison. d'arrêt des ci-devant Notre-Dame, qu'en te faisant part de ce que nous a mandé notre commissaire par sa lettre d'hier, où il nous dit que le départ de ces détenus devait s'effectuer dans trois jours ; du reste il a été pourvu par le représentant aux mesures nécessaires pour leur nourriture, dont l'administration de la Marine est chargée. Il ne doit donc être question en ce moment que de leur réception et établissement, et la municipalité de Saintes aura à se concerter à ce sujet avec le district.

Arch. départ. Administ. cent. Etablissements publics, L. 5. L., n° 31, 3^e année.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Par un arrêté général, il avait été ordonné de transférer à Brouage ce qui reste des embarqués à bord des bâtiments les Deux-Associés et le Washington.

Par un nouvel arrêté de ce même Comité, en date du 3 de ce mois, ils doivent l'être à Xantes, chef-lieu de ce département.

Le représentant du peuple Blutel, désirant que cette translation eut lieu de suite, et d'après les représentations de l'agent national du district de Xantes, sur la difficulté de procurer des subsistances à ces déportés, les habitants de la commune étant réduits à une demi-livre de pain, m'a autorisé à faire délivrer pour un mois de vivres pour mettre le district à même de se pourvoir de ceux qui leur sont nécessaires. J'ai cru, citoyen, devoir vous rendre compte de ces dispositions ; les ordres du représentant du peuple m'ayant été donnés hier verbalement, à l'instant de son départ pour Bordeaux.

Cette nouvelle disposition me procure deux bâtiments de plus pour le transport des objets ou subsistances que nous avons à faire pour le port de Brest, et qui sont en très grande quantité.

J'attends avec impatience les mêmes ordres pour les trois bâtiments venant de Bordeaux, également remplis de prêtres. Le représentant du peuple m'ayant également dit avoir écrit à la Convention. Leur débarquement nous donnera toutes les facilités pour accomplir vos intentions ; pour suppléer un passage de 1.200 hommes de troupes et des canonniers, qui ne pourraient

être placés sur les bâtiments que vous annoncez devoir venir les prendre en rade.

Arch. du port de Rochefort. Copie de lettres, 1^{re} division.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

A la municipalité de Charente.

Le froid excessif, qui pourrait devenir funeste, citoyens, aux prêtres à transférer à Xantes, m'a déterminé à suspendre cette expédition jusqu'à ce que le temps soit un peu plus doux. En conséquence les prêtres n'arriveront à Charente que dans trois ou quatre jours. Ce délai ne change rien aux dispositions prises pour effectuer cette translation, et je compte toujours sur la fourniture de deux charrettes dans votre commune, pour, avec les dix que fournira celle de Ferney-l'Union mettre à fin cette opération. Vous serez prévenus la veille, et je vous recommande de concourir autant par humanité que par devoir à tout ce qui pourra contribuer au soulagement de ces malheureux.

BESSIÈRE.

Des lettres semblables sont adressées aux municipalités de Ferney-l'Union (ci-devant Saint-Hippolyte) et Saint-Porchaire.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

Au Commandant des armes.

Le froid rigoureux qui se fait ressentir, citoyen, m'a fait considérer que la mesure prise de transporter par goélette les prêtres déportés pourrait leur devenir funeste. On m'assure que le navire les Deux-Associés remonte aujourd'hui. Je te prie d'ordonner qu'il reçoive tous les prêtres qui sont à bord des autres vaisseaux en rade de Port-des-Barques ; ils auront du moins un abri contre l'influence de l'air, et ils pourront aisément continuer leur route pour Charente. Cette mesure plus convenable et plus humaine sera sans doute adoptée par toi.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

D'après ces observations et l'arrêté du représentant du peuple qui transfère à Xantes les déportés qui sont sur les

flûtes les Deux-Associés, le Washington et l'Indien, je me trouvais pouvoir disposer de ces trois bâtiments, dont le premier est de 600 tonneaux et plus. J'ai donné ordre qu'aussitôt que les déportés en seraient débarqués, on lui ferait remonter la rivière pour lui faire quelques réparations, afin de pouvoir le mettre à même de pouvoir remplir la mission pour laquelle on le destine. Mais les vents violents du N. E. qui règnent et le froid excessif qu'il fait ne permettent pas qu'on puisse faire descendre ces malheureux prêtres pour les envoyer à leur destination. Je vous prie de croire qu'une fois que je serai libre de pouvoir disposer de ce bâtiment, j'emploierai le peu de moyens que j'ai pour en accélérer les réparations et l'armement, si toutefois il est susceptible de pouvoir remplir cette mission. Dans le cas contraire, je prendrai le Gentil qui vient de Bordeaux, qui est doublé en cuivre, et qui pourrait le remplacer.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n° 555.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Le Sphinx est au Port-des-Barques, on n'attend que les vents favorables pour envoyer à Xantes les déportés qui sont sur les Deux-Associés, le Washington et l'Indien. On fera ensuite remonter la rivière à ces bâtiments pour les réparer.

Le Gentil, le Républicain et le Dunkerque, tous les trois chargés de prêtres, sont toujours au Port-des-Barques, en attendant de nouveaux ordres.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n° 556.

Rochefort, 26 nivôse an III, 15 janvier 1795.

A l'Agent national, à Xantes.

Le froid excessif qui se fait ressentir et quelques autres motifs dictés par l'humanité m'ont porté à suspendre pour quelques jours l'arrêté du Comité de sûreté générale concernant les ci-devant prêtres condamnés à la déportation.

Je te donne avis de ces nouvelles dispositions afin que tu ne

précipites pas les préparatifs que tu devais faire faire pour recevoir ces ci-devant prêtres, qui selon les apparences ne partiront pas avant deux ou trois jours. Tu peux compter au surplus, citoyen, que je ne manquerai pas de te donner connaissance du jour qui sera désigné pour leur départ de Charente, pour que tu prennes tes arrangements en conséquence.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

Rochefort, 30 nivôse an III, 19 janvier 1795.

A Lériget, à Xantes.

Les glaces, citoyen, empêchent en ce moment de débarquer les prêtres que je devais faire passer à Xantes. Aussitôt que la rivière sera navigable, je te préviendrai pour que tu prennes tes dispositions à l'effet de les recevoir. Les Vivres m'ont assuré qu'ils t'avaient fait passer les farines que tu as demandées pour te mettre à même d'attendre les grains sur lesquels tu comptais.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, enregistrement, 3^e année.

Rochefort, 30 nivôse an III, 19 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Le temps qu'il a fait n'a pas permis à aucun bâtiment de sortir ni du port ni de la rivière; depuis deux ou trois jours il y avait plusieurs endroits de pris, aujourd'hui elle l'est partout, et on ne peut plus communiquer par eau.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n^o 559.

Rochefort, 3 pluviôse an III, 22 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

La rivière qui est prise partout, et environ quatorze pouces de neige qui couvrent la surface de la terre, paralysent nos opérations, et nous empêchent de communiquer tant avec la rade qu'avec le Port-des-Barques.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n^o 562.

Rochefort, 3 pluviôse an III, 22 janvier 1795.

Au Comité de sûreté générale de Paris.

J'ai bien reçu, citoyens, votre lettre du 14 du mois dernier et votre arrêté qui y était joint du 7 du même mois concernant la translation à Xantes des ci-devant prêtres condamnés à la déportation, et détenus à bord des différents bâtiments en rade du Port-des-Barques.

Je m'empresse de vous donner avis aujourd'hui, citoyens, que le froid excessif qui se fait sentir et différents motifs tous dictés par l'humanité, m'ont porté à suspendre pour quelques jours l'exécution des dispositions contenues dans cet arrêté ; mais aussitôt que le froid sera moins rigoureux et que je pourrai faire exécuter cette translation sans danger pour la vie des citoyens dont il est question, je ne perdrai pas un instant pour remplir complètement vos vues bienfaisantes à ce sujet.

Je pense, citoyens, que vous ne désapprouverez pas ma conduite, puisqu'elle a pour but de mettre un terme aux persécutions qu'ont éprouvé ces ci-devant prêtres.

BESSIÈRE.

Arch. départ. Correspond. de l'agent national de Rochefort.

Rochefort, 10 pluviôse an III, 29 janvier 1795.

A la Commission de la Marine.

Par le dernier courrier, je vous ai rendu compte de l'état cruel où le port se trouvait ; tous nos travaux ont été pendant longtemps presque suspendus, à l'exception de quelques ateliers couverts. On n'a pas d'exemple qu'il (*sic*) (1) ait resté aussi longtemps sur la terre, qu'il y en ait eu une si grande quantité, qu'un froid aussi excessif se soit fait sentir aussi longtemps. Nous commençons à désespérer, quand enfin octodi dernier, les vents passerent au sud, et que le dégel commença. Nous appréhendions tous qu'il n'arriva des événements dans le port, quoique le chef des mouvements eut pris toutes les précautions possibles pour les éviter. Heureusement que le temps doux qu'il a fait depuis ce jour là a fait fondre doucement la neige, divisé en partie les glaces, et que nous voyons avec plaisir que

(1) La neige.

tout se passera sans danger. Déjà une partie des glaces de la rivière est rompue, et nous espérons que sous peu de jours elle commencera à être navigable, et à nous permettre de travailler à bord des bâtiments.

Nous avons eu des pertes considérables en embarcations, qui ont été entraînées ou crevées. Plusieurs barques, qui étaient en rivière de Seudre, ont également subi ce sort ; mais ce qu'il y a de plus cruel, c'est que nous avons perdu plusieurs hommes. On en a trouvé de gelés à bord des bâtiments et d'autres ont eu le malheur d'être entraînés dehors avec leurs embarcations, où ils se seront indubitablement noyés ou gelés de froid.

Au moment où je vous écris, les vents étant au N.-E., la neige commence à tomber.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n° 586.

Les déportés avaient été odieusement fouillés et pillés, voici une pièce officielle relatant une partie des menus objets précieux qui leur avaient été enlevés :

Rochefort, 10 pluviôse an III, 29 janvier 1795.			
EXTRAIT DE L'ARGENTERIE DÉPOSÉE AU DISTRICT DE ROCHEFORT, PROVENANT DES CONDAMNÉS A LA DÉPORTATION.			
Date des remises	De qui provient l'argenterie	Nature de l'argenterie	Poids
23 germinal. II	Léonard,		
	Mater,	1 paire de boucles de souliers, 1 boucle de jarretière et 1 bouton, le tout en argent.	0.4.0
	Romané,	1 paire de boucles de jarretière, 1 petit écritoire, 1 petit flacon garni d'argent.	
	Boisnard,	2 paires de boucles de jarretière.	0.2.0
	Laboissière,	1 paire de boucles de jarretière.	0.0.6
	La Morelie B.,	1 paire de boucles.	0.0.3
	Masleau,	1 paire de boucles, 2 agrafes.	0.0.3
	Savauge,	1 paire de boucles.	0.1.0
	Silvain,	1 paire de boucles de souliers.	0.0.6
	Teyssandier,	1 paire de boucles.	0.3.3
	Latoucherie,	id.	0.0.6
	Bardinet,	id.	0.0.2
	Lamorelie-Pierredon,	id.	0.0.5
	Bonhomme-Forestier,	id.	0.0.4
	Lamorelie Yriex,	id.	0.0.2
	Duval,	2 christs.	0.0.3
	Giriel,	1 paire de boucles, 1 paire de boutons.	0.0.2
	Cauvin,	1 tire-bouton.	0.0.5
	Rafey,	1 paire de boutons.	0.0.3
	Béguignot,	1 paire de boucles de souliers., 1 tire-bouton.	0.0.4
	Bataillier,	1 cuillère à café.	0.3.1
		1 paire de boucles de souliers, 1 paire de boucles de jarretière, 1 boucle de col.	0.0.6
4 floréal,	Diville,	1 cachet et 1 paire de boucles.	0.2.0
15 floréal,	inconnus,	2 tabatières, 1 fourchette, 1 paire de boucles.	0.1.0
	inconnus,	2 couverts, 3 paires de boucles.	1.3.1
		1 étui, 1 petite croix, 1 cachet, 1 paire de boucles, 1 petite boîte à huile.	2.0.0
			0.4.3

16 floréal,	Lécuyer,	1 paire de boucles de souliers.	0.2.6
27 floréal,	Brulard,	1 boucle de col.	0.0.3
15 prairial,	Bernard,	1 couvert, 1 tabatière, 1 cuillère à café.	1.5.0
21 prairial,	Souchard,	1 tabatière d'argent.	0.2.6
26 prairial,	inconnus,	6 tabatières, 1 lorgnette, 26 boucles de souliers, 75 boutons de manche.	1.6.3
1 messidor,	Carteau,	cles de jarretière, 79 boutons de souliers.	0.4.0
	inconnus,	1 paire de boucles de souliers.	0.2.0
	Kleck,	1 boucle, 1 boîte à huile	
	Sauvo,	1 paire de boutons.	
	Joly,	id.	
	Naud,	id.	
	De Reix,	2 paires de boucles.	
	Angard.	1 agrafe.	
	Duplessis,	1 paire de boutons.	
	De l'énieux.	1 paire de boucles.	
	Lepelletier,	1 paire de boucles, 1 paire de boutons.	
	inconnus,	2 paires de boucles.	
	Picard,	9 boutons de manche.	
	Simon,	1 paire de boutons de manches.	
	Jean,	id.	
	Sennis,	id.	
	François,	2 boucles de bandage.	
	Gervais.	1 paire de boucles.	
	Chaufteurt,	1 paire de boutons.	
	Lallemand,	1 bouton.	
	Pigeot,	1 paire de boucles.	
	Mathieu,	id.	
		1 tabatière, 1 pipe, 1 pierre à feu.	

Total de l'argenterie provenant des condamnés : 23 onces 0.1.

Arch. départ., 5^e reg. des délibérations du Conseil du district de Rochefort.

SOMMES PRISES AUX PRÊTRES DÉPORTÉS

Dates	Déportés	Or	Argent	Billon	Assignats	Total
12 avril 1794	108	6.120	761	61	34.106	41.048
12 avril	168	25.920	1.936	185	70.966	98.997
23 avril		24			1.210	1.234
1 mai		54				54
5 mai		2.952	762	30	11.377	15.121
16 mai	25	3.206	906	17	18.977	23.108
3 juin		1.320	480	4		1.804
9 juin						167
14 juin			146		76	227
19 juin	102	1.200	1.680		23.996	26.876
24 juin			129		10.327	10.456
27 juin						
9 juillet		60	54	6		120
13 juillet						
25 juillet		528				528
3 août						600
28 août		144				144
23 octobre	37	375	540		571	1.486
	<u>440</u>	<u>41.903</u>	<u>7.384</u>	<u>305</u>	<u>171.606</u>	<u>221.970</u>

Extrait des registres des délibérations du district de Rochefort.

Toutes les fouilles n'ont pas été enregistrées ; le chiffre des déportés qui les ont subies n'est inscrit que cinq fois et s'élève à 440.

Il me paraît impossible de connaître le nombre exact des ecclésiastiques conduits à Rochefort ; outre ceux qui furent mis à bord des Deux-Associés et du Washington, il y en eut qui furent placés à bord de navires, soit en rade, soit dans l'arsenal ; en fixant le chiffre total des déportés à 800, on est un peu au-dessous de la réalité.

En donnant aux assignats leur valeur légale, le total des sommes qui leur furent prises s'élève à 221.970 fr. ce qui divisé par 800 donne à chacun 276 fr. 25. Plusieurs de ces prêtres étaient apparentés à des familles de la noblesse ou de la riche bourgeoisie, ils avaient été titulaires de bénéfices importants, et c'est tout ce qu'ils emportaient pour s'établir sur la côte d'Afrique ou à la Guyanne.

Rochefort, 17 pluviôse, an III, 5 février 1795.

Le maire rappelle au Conseil que dans une des séances précédentes le citoyen Bonnan, enseigne de vaisseau, et embarqué sur la flûte les Deux-Associés, lui demanda un certificat de civisme, mais considérant alors qu'il avait été commis à bord de ce bâtiment des actes d'inhumanité envers les ~~prêtres~~ qui y étaient détenus, et qu'il était possible que le citoyen Bonnan y eut participé, il fut arrêté qu'avant de lui accorder le certificat de civisme qu'il lui demandait, le citoyen Cochon, officier de santé, qui avait particulièrement connaissance de la conduite des officiers de ce bord, serait invité par le maire à donner des renseignements.

Le citoyen Cochon a répondu qu'il n'avait jamais entendu parler que Bonnan fut un de ceux qui avaient exercé des actes inhumains.

En conséquence le certificat est accordé.

Arch. municipales de Rochefort.

Rochefort, 17 pluviôse an III, 5 février 1795.

A la Commission de la Marine.

Vous m'apprenez, par votre lettre du 11, n° 1.996, que le Comité de salut public, en réintégrant le citoyen Lelarge au grade de contre-amiral, l'a nommé pour me remplacer au commandement des armes à Rochefort.

Par cette même lettre, vous me donnez aussi avis que le Comité de salut public m'a destiné au commandement d'une division et que je dois monter Le Flibustier.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du commandant des armes, n° 605.

Le navire les Deux-Associés quitta le Port-des-Barques, le 5 février, il arriva à l'avant-garde du port, le 6 vers 10 heures du matin. Les déportés furent entassés sur trois goélettes, qui stationnèrent devant Tonnay-Charente durant la nuit du 6 au 7. Ils débarquèrent à 9 heures du matin et allèrent coucher à Saint-Porchaire. Le 8 février, ils reprirent la route de Rochefort à Saintes, où ils arrivèrent dans l'après-midi, et furent logés dans l'ancienne abbaye de Notre-Dame.

(A suivre).

P. LEMONNIER.

III

LE PEINTRE D'HASTREL

Notre confrère M. le Dr Atgier a publié dans le *Recueil de la Commission* (1913), un dessin de Sophie d'Hastrel en costume de bénédictine, d'après un crayon du peintre Adolphe d'Hastrel, son neveu, capitaine d'artillerie de marine en retraite, littérateur par surcroît, descendant des d'Hastrel dont il est parlé dans le *Manoir de Millefleurs* (*Revue*, 1914). Ce peintre était un original, soit dit sans l'offenser, ainsi que le montre l'anecdote suivante.

Le peintre Adolphe d'Hastrel, ancien militaire dont on reconnaissait aisément encore les allures, en dépit de son âge avancé et de la fantaisie de ses costumes picaresques, dans l'avant-dernière période de sa vie, avant de se retirer en Bretagne, ne put résister à la tentation d'acquérir une pittoresque bicoque avec un enclos arborifère, qui dominait de très haut le cours de l'Oise et avait une vue sans obstacle sur toute la région jusqu'à Montmorency et Cormeilles. Cela ne lui coûta pas gros, et pourtant avait un nom sonore : le Château-Verger, dont la seconde moitié du moins n'était pas menteuse.

Mais d'Hastrel, — qu'on ne connaissait dans le pays que sous le nom d'Etienne Dolphe, pseudonyme dont il signait, dans l'*Echo pontoisien*, des articles à la manière de... Cunisset-Carnot, — ne se contenta pas d'un titre déjà si hors de proportion avec sa nouvelle demeure. En furetant sur les rayons, alors bien poudreux, de la bibliothèque municipale, il y trouva les *Antiquités et singularités de la ville de Ponthoise*, brochure éditée en 1587 par un cordelier joyeux appelé Noël Taillepied. La naïveté l'en séduisit. Le bonhomme se défendait si bien « de vouloir faire d'ung bidet un éléphant ! » Et puis il vous contait gravement qu'au temps « où Moïse et Aaron menoient le peuple hebreu, régnoit en Gaule le roy Belgius, qui de son nom fonda sur le sommet le plus haut d'empres Ponthoise le chasteau Belgier ».

Du coup, Dolphe se découvrait propriétaire d'un monument historique... et de quelle antiquité ! Comment ne lui eût-il pas restitué son vrai nom ? Ce fut une marotte dont s'amusa fort le petit groupe d'intellectuels qui voisinait alors avec les artistes et les poursuivants de rimes,

Mais le peintre ne se laissait pas éloigner par l'archéologie des lois impérieuses de la nature. Dans le jardin qu'on lui avait vendu, tous les arbres poussaient à la fois. Cela le chiffonnait. Si la nature est laissée libre, les choses se passent autrement. Finalement, il aperçut chez un voisin un vieux poirier mort. Il le lui demanda, le paysan hocha la tête en disant que cela ferait un bien bon feu. « Mais si je vous donnais un de mes poiriers en plein rapport ? » lui dit Dolphe. Le villageois ébahi, quand il vit bien que c'était sérieux, accepta le troc : les arbres furent transplantés, mais le soleil pique dur sur les hauts des côtes, et le peintre dut encore sortir de sa petite cave quelques bonnes bouteilles de ginglet

On retrouverait la mention de certains de ses articles dans la *Bibliographie pontoisienne* de Léon Thomas. L'un d'eux est daté du 1^{er} février 1866.

J. D.

DOCUMENTS

I

CHANSON NOUVELLE

DE LA BATAILLE DONNÉE ENTRE JARNAC ET
CHASTEAUNEUF SUR LE CHANT
DE PIENNE

Voulaz sçavoir la deffaicte
Qui fut faicte
Entre Jarnac & Chasteauneuf
Des huguenotz et de leur secte
Très infecte
Mil cinq cents soixante neuf.

Au dimanche fut la journée
Très-heuree
Le treizième jour de Mars
Qu'audict lieu fut la meslée
Desmellée
Par Monsieur, et ses soldatz,

Pour bien ce'st' hystoire entendre
Fault apprendre
Qu'au Vendredy precedant
Le Prince n'ausa attendre
Mais voye prendre
De Coignat ce retirant.

Le Sabmedy son Armée
Préparée
Pres Chasteau-neuf presenta,
Mais bien tost fut repoulsée
Escarmouchée
Et là bien près se logea.

L'admiral feist la partie
Mal partie
Pour combattre la moitié
De nostre armée au passage
Mais l'usage
N'avoit pas bien practiqué.

Monsieur de La Bourdaisière
Sans lumière
Toute la nuit feist dresser
Quatre pontz sus la Rivière,
De manière
Qu'à un coup feist tout passer :

De costé grand providence
Et prudence
L'Admiral fut prévenu
Ayant mis son assurance
Que sans ce
Jamais n'eust esté vaincu.

Monseigneur grand chef en France
Tres immense.
Les chargeoit de toutes pars
De coutelatz et de Lance ;
Leur puissance
A vaincu comme un Dieu Mars,

De Montpencier la vaillance
Et prudence,
Qui l'aduent garde menoit
Les chargeoit à coups de Lance
A oultrance,
Tout le monde le suyuoit.

Son filz Monseigneur le Prince
L'entreprinse,
Ayda bien à mettre à chef.
Quant la course ils eurent prise
Il les brise,
Poursuivant comme un grand chef.

Monseigneur de Longueville
Tres abille,
En tous combatz excellent
Ceste canaille très-ville,
In-vtille,
Repoussoit d'un cœur vaillant.

Monsieur de Guyse sans cesse
Dans la presse
A toute bride chargeoit,
Et en suyvant la victoire
À grand gloire,
Jusques à Coignac les chassoit.

L'excellence de Martigues,
Leurs practiques
A si souuent faict changer,
Que les fleuves aquaticques
Par fatigues
Au combat les ont rangez.

O ! que l'heureuse journée
Couronnée,
A de Brissac la vertu,
Duquel la sanglante espée
Coulourée
Fut de leur sang respandu.

De Chavigny la sagesse
Tant modeste,
Tourna lors en grand fureur,
Les chargeant de grand rudesse,
O sa noblesse
Contre un très vaillant seigneur.

Strossy, et toute sa bande
Se desbande,
Pour ruddement les charger,
Et sa prouesse tres grande
Aprehende
Pour la bataille gaigner.

Braue seigneur de La Chastre,
Que ton astre
Doibs grandement reuerer,
Car sans cesser de combattre,
Le désastre
Onc sur toy n'a peu tumber.

En bon ordre fut dressée
Nostre armée
Par les grands maistres du Camp,
Et d'assiette auantagée
Bien placée
Au gré de tous régimens.

Chacun faisant son Office
Fut propice
Pour la bataille gagner,
Pour repoulcer lanequice
De l'Eglise ;
Ce poinct ont voulu gagner.

Brief toute la compaignie
Bien garnie
D'armes du Dieu tout puissant,
Par sa bonté in fini
Est finie
La cruaulté du tyrant.

De l'admiral la finesse
Fault qu'elle cesse,
Puisque son Prince est à bas,
Duquel la grande prouesse
Sans adresse
L'a fait tourner à l'enuers.

As tu prins la hardiesse,
O ! noblesse,
Contre le Roi t'esleuer,

Pensant abolir la Messe
Que sans cesse
Fault à jamais célébrer.

Chose qui fort les oppresse
Est l'Anesse
Qui leur Prince mort porta,
Pour le tirer de la presse
Et détresse
Où la mort comporta.

Hélas ! ô pauvre Princesse,
Pourquoy esse ;
Où veulx tu te retirer,
Brissac tout plain de prouesse,
A l'adresse
Pour bien te fauoriser.

Mais il fault que tu confesse
Que la Messe
Est le souverain Sacrement,
Pour erres de la promesse
A nous faicte
Par Jesus-Christ tout puissant.

Tourtay feist la chansonnette
Pure et nette
Sur le lieu incontinent
Pour exciter la musette
Non muette
Du poëtte triexcellent,

Lors il brocha c'est hystoire
En sommaire,
Pour plus le comte abreger.
Il y estoit en personne
Comme un homme
Qui en peult au vray parler.

FIN

Cette chanson est imprimée sur quatre colonnes *in plano*,

avec petites vignettes sur les deux bords et en haut de la première colonne. La lettre ornée V dénote le XVII^e siècle. Cette pièce mesure 0.365 en largeur sur 0.285 de hauteur. Elle fait partie de la collection de M. Maurice Martineau.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT
DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE

PRISONNIERS AUTRICHIENS
TRAVAILLEURS

Retenue de 15 c. sur le salaire de chaque prisonnier, par jour, pour subvenir à l'entretien des infirmes et des blessés.

Il a été mis à la disposition de M. Bouchet, maître de poste à Saintes, un prisonnier travailleur depuis le 20 septembre jusqu'au 19 octobre suivant.

Vingt-neuf journées à 15 c 4 fr. 35 c.

Laquelle somme de quatre francs trente cinq centimes, M le Receveur des contributions directes à Sainte. est chargé de faire payer à la Caisse par ledit sieur Bouchet, qu'il es autorisé à y contraindre comme pour les contributions ordinaires et par les mêmes moyens

Fait à Saintes, en l'hôtel de la Préfecture, le 10 novembre 1809.

(Signé) : J. RICHARD.

(Communiqué par M. Granier).

LIVRES ET REVUES

Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse. 1914. — *Les origines de la langue romane et ses diverses appellations*, par M. le baron Desazars de Montgaillard.

« Si nous devons aux Italiens la dénomination de « *provençale* » qu'a reçue notre langue indigène du Midi, c'est aux Catalans que nous sommes redevables de l'appellation de *Limousine* pour cette même langue. Mais nous ne trouvons cette dénomination dans les poésies d'aucun des anciens troubadours. Raimon Vidal de Besaudun ou de Besalu est le premier qui l'ait indiquée dans son traité *Las Razos de trobar*, comme étant le dialecte le plus correct. Il s'agit d'un recueil

de préceptes concernant la grammaire, la rhétorique et la poétique, où il est dit notamment : « Tout homme qui veut s'adonner à la poésie (*trobar*) ou la comprendre (*entendre*) doit d'abord savoir que nul idiome n'est si bien notre langage naturel et ne doit être le nôtre que celui qu'on parle en France, ou en Limousin, ou en Saintonge, ou en Quercy, ou en Auvergne... Tous ceux qui sont nés ou élevés sur ces terres parlent naturellement une langue correcte ». Totz ome que vol trobar o entendre deu primeramen saber que neguna parladura non es tan naturala ni dreita del nostre lengatge com aquela de França o de Lemozi o de Santorge o de Caorci o d'Alvergne.... e totz omes que en aquelas terras son nat o norit an la parladura natural e dreita. (*Crusca provenzale*, p. 5, *Stadj de Filologia romanza*, I, 357).

Il est une autre expression dont on s'est servi parfois dans le nord de la France pour caractériser la langue parlée dans le midi : c'est celle de *Poitevine*.

Quoiqu'elle soit de nature à surprendre, cette expression s'explique quand on se rappelle qu'un des plus anciens et des plus brillants troubadours fut Guillaume IX (1071-1127), duc d'Aquitaine et comte particulier de Poitiers. Les Français du nord ont bien pu considérer la langue littéraire dont il usait comme étant celle de son comté poitevin. Mais, en réalité, Guillaume de Poitiers n'a employé que la langue d'Oc ; et il en fut de même de tous les troubadours aquitains qui vinrent après lui, depuis Geoffroi Rudel jusqu'à Savaric de Mauléon. Le dialecte parlé en Poitou, et qui s'étend à l'Angoumois et à la Saintonge, appartient à la langue d'Oil. Comme le gascon, il fut dédaigné des poètes comtois et resta réduit à la littérature populaire.

Revue historique de Bordeaux, mai-juin 1915. — *La défense navale de la Gironde en mars-avril 1814*, par M. André Vovard.

Dans la nuit du 11 au 12 mars, le général L'Huillier, commandant la 11^e division militaire, quitta Bordeaux, ainsi que tous les fonctionnaires restés fidèles à l'Empire : le lendemain, le maréchal Beresford prit possession de la ville au nom du roi d'Angleterre. Maîtres de la ville, les Anglais voulurent s'emparer du fleuve, tandis que les troupes de terre marchaient contre les troupes françaises concentrées à Saint-André de

Cubzac, Libourne et La Réole. Mais nos officiers de marine n'étaient pas disposés à leur livrer les bâtiments dont ils avaient la garde : aussi organisèrent-ils la défense. Cette défense était difficile car on manquait de tout. Les fortifications de Royan n'étaient d'aucun secours. Le fort de la pointe de Grave, les batteries de Castillon et de Trompeloup étaient détruits. Nos marins ne pouvaient être soutenus que par les forts de Meschers et de Luzac. Celui de Meschers possédait 12 canons de 36 et quatre mortiers servis par quinze canonniers garde-côtes, auxquels les munitions réunies dans le fort ne permettaient de tirer que dix à douze coups par pièce. Celui de Luzac comptait quinze canonniers, six pièces de 36, deux pièces de 18 et quatre mortiers ; il pouvait tirer 15 coups par pièce.

Le capitaine de vaisseau I.-M. Régnault, avait amené de Rochefort au bec de Jau, par Maumusson (ce qui fut regardé comme un tour de force) le vaisseau *Regulus*. Il en remet le commandement au capitaine de frégate I.-Ph. Barière, le 13 mars, tandis qu'il prend le commandement de tous les bâtiments armés dans la rivière. Régnault se rend à Blaye, où il trouve les autorités de Bordeaux et quelques bateaux arrivés de Rochefort, les capitaines de frégates Barnetche et Constantin (né à Rochefort en 1765).

Régnault répartit ses forces entre le Verdon et le bec d'Am-bès. Elles sont insuffisantes, et bientôt réduites par des accidents. Le 27 une escadre anglaise pénètre dans la Gironde. La défense paraît impossible, Régnault voudrait cependant sauver la flottille. Voici son plan : la flottille s'échappera la nuit et ira se réfugier à Royan. Trois bâtiments tenteront de gagner Rochefort par le passage de Maumusson. L'ordre est donné de se mettre en route dans la nuit du 1^{er} au 2 avril. Mais le lieutenant de vaisseau Le Gall-Kerven perd la tête, il conduit trois bateaux à la côte, deux autres s'échouent à Cubzac, l'équipage du *Sauterne* déserte. Le 2 avril, la flottille commandée par Constantin met à la voile. Les vents contrarient sa marche. L'ennemi l'attaque, toute résistance est inutile, on met les bâtiments à la côte à un endroit appelé le Bernue. Les Anglais envahissent les bâtiments échoués, Barnetche court à Blaye demander des canons pour repousser l'ennemi. Le commandant répond que les chemins sont impraticables et que d'ailleurs il ne dispose que de quatre chevaux. Cependant il envoie un détachement de soldats, mais leur intervention reste inutile,

les Anglais emmènent les bâtiments. Les officiers de marine et leurs équipages, sous les ordres de Constantin, se dirigent vers Mirambeau.

Le *Regulus* et trois bricks se trouvent toujours devant Meschers. Régnauld est à bord du vaisseau. Le 2 avril, les Anglais débarquent 3 à 400 hommes sur la rive droite de la Gironde, le 6 ils sont arrivés à Mirambeau et l'on pense qu'ils se proposent d'attaquer le fort de Meschers du côté de terre. Résister plus longtemps est impossible. Les équipages sont débarqués et rassemblés dans le fort, les officiers incendient les quatre bâtiments. Les bagages sont placés sur des charrettes à bœufs réquisitionnées à cet effet. A six heures du matin, on se met en marche et l'on arrive à Rochefort le lendemain (8 avril).

Bulletin philologique et historique du Comité, 1914, p. 374.
Dominique de Gourgues (1572), par M. G. Musset.

Publication d'un acte d'un notaire de La Rochelle relatif à un prêt d'artillerie le 18 juillet 1572.

Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français, 1915, p. 538. *Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant sur les registres du consistoire de Genève à partir de 1660.*

Loys Pernet, de Charente en Saintonge, tailleur, 17 avril 1679, abjure. Pierre Bodin, de Mauzé près La Rochelle, tailleur, abjure.

P. 193. *Le prédicant Pierre Bigeon*, par Jules Pandin de Lussaudière. Il était né à Souvigné près Saint-Maixent. Il abjura en 1684 mais refusa de communier à l'église, épousa une catholique en secondes noces. Père de six enfants, veuf pour la seconde fois, privé de ressources, il dut gagner péniblement sa vie. Il la chercha dans la région de Marennes et d'Arvert. La nuit, il faisait le prêche, gravement convaincu que « sa mission lui venoit d'en haut ». Personne dans ce pays n'avait entendu prêcher depuis vingt ans avec autant de chaleur et de conviction. Tout le monde voulait entendre ce nouveau prédicateur. Ce succès fut sa perte. Une nuit la troupe vint à l'improviste cerner la maison où il prêchait, au Petit Abat, chez un nommé Jean Luneau. On le trouva dissimulé

derrière un lit, abandonné par ses auditeurs. En vain il essaya de nier, il avoua qu'il était de la religion de Jésus-Christ, catholique, apostolique et non romaine. Condamné à mort il fut pendu le 22 juin 1705 à Rochefort.

Vie de la reine Anne de Bretagne, femme des rois de France Charles VIII et Louis XII, suivi de lettres ouvertes et de documents originaux, par Le Roux de Lincy. Paris, Curmer, 1870, tome III. Le roy Charles VIII rend compte de son expédition de Guyenne, p. 175.

Notre ami et seel Odet Daidye, frère du sieur de Cominge, quant il sceut que venions ès marches de Poictou, se vint mectre en la ville et cite de Xainctes avecques les gens de la compaignie dudict seigneur de Cominge et ce soulz umbre du gouvernement qui icellui de Cominge avoit dépar nous ès marches de par deça, en laquelle ville il a presché aux habitants d'icelle pour tendre à ses fins ; et dit plusieurs parolles assez malsonnantes ; laquelle chose venue à notre cognoissance nous déliberasme d'y venir tout droit en armes avecques partie de notre artillerie. Et quant il a sceu que nous approchions il nous a pas actendu mais s'est retiré en la ville de Pons où il a trouvé le seigneur dudict lieu, dont il a espousé la fille ; et en icelle a fait et fait faire plusieurs réparacions et fortiffications tant en foussez que aillieurs, disant qu'il estoit délibéré de la tenir quiconques le vouldist avoir. Toutes voyes quelque chose qu'il en ait fait ne dit, quant il sceut que marchions toujours en avant, il s'est retiré à Blaye qui est une très belle place et forte c'est assavoir ville et chastel ensemble, onquel il avoit de trois à quatre cens hommes armés, bien artillée et advitaillée.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Nom de commune ; Clocher de Royan ; Le cèdre de Ballans ; Lettre de Courbet ; Versement de l'or dans la Charente-Inférieure.
NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M^{me} du Harlay ; M. Oui ; M. Courtois ; M^{me} de Montebello ; M. Merle ; M. Bouthillier.

VARIÉTÉS : *Abraham marquis Duquesne et la seigneurie de Bellébat*, par M. Venant. — *Le chantre Etienne Bonaventure Laurier*, par M. Ch. Dangibeaud. — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. Depoin. — *La déportation ecclésiastique à Rochefort* (suite), par M. le chanoine Lemonnier.

DOCUMENTS : *Le Domaine des de Courbon pendant la Révolution*.

QUESTION : Acte de partage de Villebois.

ERRATA.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Par décret du 14 octobre 1915, la commune de Nuaillé, canton d'Aunay, est autorisée à prendre le nom de Nuaillé-sur-Boutonne.

La tempête des 12-13 novembre a jeté par terre la moitié de la flèche du clocher de l'église Notre-Dame de Royan, déjà fort ébranlée et penchée à la suite d'un fort coup de vent du 24 septembre dernier. Ce clocher avait été construit en 1876-77 par M. Labbé, architecte à Bordeaux.

Quelles réflexions doivent faire les clochers plus hauts et plus vieux de Moëze, de Marennes, tout aussi exposés que le jeune Royannais, sans parler des romans, toujours solides après les assauts de bourrasques de plusieurs siècles ?

Nous avons raconté dans la *Revue* (tome XXV, p. 389) la légende du cèdre de Ballans : Bernard de Jussieu rapportant d'Angleterre deux petits cèdres en pots, l'un d'eux tombe, se casse, une branche se détache ; elle est ramassée et plantée

par le commandant du bateau. Cette bouture serait devenue le cèdre de Ballans. Un pépiniériste a émis un doute sur l'authenticité de cette histoire.

Un cèdre vieux du Liban qui se respecte doit venir de Bernard de Jussieu. C'est un fait. Ceux de Paris, de Kew (Angleterre), de Genève, de l'errière en Brie sont dans ce cas. La vérité est qu'ils sont tout simplement nés de graines ramassées par Jussieu en Syrie, ce qui est plus vraisemblable que notre légende, laquelle du reste n'est pas conforme à la version répandue. En 1734, Jussieu reçut des mains de Sloane, directeur des jardins de Kew, un petit cèdre de Liban planté dans un pot. En arrivant à Paris, il laissa tomber le pot qui se cassa. Jussieu plaça alors le jeune cèdre dans son chapeau, avec sa motte de terre, traversa ainsi Paris et arriva au Muséum, dans le jardin duquel il planta son arbre. C'est cet accident qui amplifié, a donné naissance à la légende, d'après laquelle Jussieu aurait rapporté de Syrie ce cèdre dans son chapeau et se serait privé d'eau en route pour l'arroser. (Voir *Revue horticole*, 1900 et 1902). Quant à celui de Ballans il ne peut provenir que d'une graine.

M. Noël Charavay a offert dans son catalogue d'autographes de novembre 1915, au prix de 50 fr., une lettre de Courbet (4 pages in-8°) écrite de Saintes (1862) qu'il termine en disant qu'il est chez M. Baudry, qu'il travaille comme un nègre : « Je fais des femmes nues et des paysages dans le plus joli pays qu'on puisse voir et dans un château magnifique que j'habite seul avec un jeune homme et sa maîtresse ».

La chambre de commerce de Rochefort a décidé, dans sa séance du 28 octobre 1915, de procéder à une émission de 500.000 fr. de coupures de 1 fr. et de 50 centimes, valables pour la Charente-Inférieure, remboursables avant le 31 décembre 1920.

Les trois bureaux de la Banque de France dans la Charente-Inférieure ont reçu jusqu'au 1^{er} novembre 1915, 11 millions 700 francs d'or.

Le bureau de Saintes figure dans cette somme (6 novembre) pour 5 millions 10.000 francs.

Dans une lettre publiée par le *Bulletin Religieux* du 1^{er} septembre 1915. Mgr Eyssautier recommandait aux catholiques de son diocèse de verser leur or à la Banque de France. Cet appel a été entendu partout, mais un certain nombre de personnes ont voulu associer leur évêque à leur acte patriotique et l'ont chargé de porter lui-même en leur nom, les sommes dont elles disposaient.

C'est ainsi que Mgr Eyssautier, a versé 33 540 francs en monnaie d'or.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 11 septembre 1915 est décédée à Bois-Fontaine, commune de Vouhé (Charente-Inférieure), M^{me} Pierrugues du Harlay, née Berthe-Marie Elisabeth Augier de Lajallet.

M. le docteur Marcel Oui, professeur de clinique obstétricale à l'université de Lille, est décédé à Bordeaux le 22 septembre 1915 et enterré à Rochefort le 25.

Voir les *Tablettes*, de Rochefort, du 28 septembre.

Le 26 septembre 1915 est décédé à Pontaillac M. Jean-Baptiste-Joseph Le Courtois, doyen honoraire de la faculté de droit de Poitiers, chevalier de la Légion d'honneur, né le 9 juillet 1856, à Than.

Le 15 octobre 1915 a été enterrée à Plassay, M^{me} Charrier née Bureau, femme de M. Gaston Charrier, maire de la commune.

Le novembre 1915, est décédée au château de La Bruyère, près Montendre, M^{me} la duchesse de Montebello, fille de l'ancien député de la Charente, le baron de Keith de La Grange O'Tard, et de M^{lle} de Marne. Elle avait épousé M. Charles Lannes de Montebello.

Elle était mère du marquis de Montebello, lieutenant terri-

torial de cavalerie, ancien conseiller général de la Charente-Inférieure.

Les obsèques ont eu lieu à Paris.

Le 11 novembre 1915 est décédé et a été inhumé à Soubran le 13, M. Louis Merle, avocat général à Nîmes. Il était fils du docteur Merle. Il laisse une fille.

Le 16 novembre 1915 a été inhumé à Saint-Martin de Ré, le corps de M. Victor Bouthillier, ancien maire et conseiller général de Saint-Martin, décédé à Bordeaux, le 13 à l'âge de 79 ans.

VARIÉTÉS

ABRAHAM MARQUIS DUQUESNE

LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES NAVALES

ET LA SEIGNEURIE DE BELLÉBAT

(Commune de Champdolent)

Au commencement du siècle dernier, on voyait encore, à un quart de lieue environ du bourg de Champdolent, l'ancien château de Bellébat qui appartint autrefois à un neveu du grand Duquesne, Abraham marquis Duquesne, lieutenant général des armées navales et chevalier de Saint-Louis. De l'ancien logis, bâti sur une légère élévation d'où l'on domine les marais de la Boutonne, il ne subsiste plus rien aujourd'hui, un incendie l'ayant complètement détruit vers 1838. Seules sont demeurées les servitudes, actuellement occupées par des paysans, et quelques vestiges sans grand intérêt : c'est là tout ce qui reste d'une châtellenie autrefois importante et dont l'histoire n'est pas sans intérêt.

Bellébat, anciennement appelé le Pas des Vaches, était autrefois un lieu qui relevait de la baronnie de Champdolent, avec droit d'hommage. Au commencement du XVII^e siècle, cette maison noble appartenait à la famille protestante des Bureau

qui, à la même époque, possédait également Lormont, près de Saintes, et fut ensuite propriétaire de Civrac, dans la commune de Geay. André Bureau, écuyer, seigneur de Bellébat, demeurant à Lormont, paroisse de Fontcouverte, avait épousé vers 1609 Rachel de Bonnefoy, qui était veuve en 1643 et dont il avait eu au moins : André, Isaac et peut-être Ruben, qui suit. Ruben de Bureau, écuyer, seigneur de la Palenne, épousa vers 1640 Marguerite de Bureau, avec laquelle il demeurait à Bellébat en 1641-1646 (1). Ruben de Bureau mourut en 1647 ; ses héritiers, ou ses créanciers, poursuivirent alors à Bordeaux la vente par décret de la terre de Bellébat qui fut adjugée l'année suivante à M. de Monmouton.

M. de Monmouton, qui devint seigneur de Bellébat en 1648, était Jacques Rolland, écuyer, seigneur de Monmouton, lieutenant particulier au siège royal de Saint Jean d'Angély, demeurant au logis de Monmouton, paroisse d'Archingeay. Il était de la famille protestante des Rolland, de Saint-Jean d'Angély, famille bourgeoise annoblie par les charges ; son grand père, Arnaud Rolland, qui fut maire de cette ville en 1557, est celui qui ordonna la destruction et le pillage de la célèbre abbaye de Saint-Jean d'Angély (2). Lui même était fils d'Antoine Rolland, lieutenant particulier à Saint-Jean d'Angély et avait épousé en 1623 Madeleine d'Abillon, fille de Jean, lieutenant général au dit siège. Jacques Rolland ayant, en 1656, fait donation de la terre de Monmouton à son fils aîné Arnaud, vint habiter au logis de Bellébat vers 1662. C'est là qu'il mourut, dans les premiers mois de l'année 1665, laissant plusieurs enfants, savoir : Arnaud Rolland, écuyer, seigneur des Rousselières puis de Monmouton, marié en 1656 à sa cousine germaine Marthe Rolland de Monrolland, fut d'abord capitaine au régiment de Saintonge puis mestre de camp d'un régiment de gens de pied au service de la république de Venise : il fut tué par les Turcs au siège de Candie, dans l'île de Crète en 1669 ; César ; Jacques, seigneur de Blanzay ; Florisel, qui suit ; Henry, seigneur de Laudonnière ; Josué Rolland, écuyer,

(1) Voir registres protestants de Saintes. *Revue*, 1880-1882, p. 316. — Ruben de Bureau et Marguerite de Bureau son épouse, eurent pour enfants : Marie et Louise, baptisées à Champdolent, et Théodore, baptisé au temple protestant de Saint-Savinien.

(2) Les armes des Rolland étaient : *d'argent à la croix de gueules*.

seigneur de Saint-Victor, demeurant paroisse de Deyrançon, près Mauzé, et qui continua la descendance de cette famille ; Madeleine et Angélique. Le 13 janvier 1666 (Senède, notaire à Saint-Jean d'Angély) tous ensemble procédèrent au partage des biens composant les successions de Jacques Rolland, et de Madeleine d'Abillon, leurs père et mère : aux termes de cet acte, la terre de Bellébat fut attribuée à Florisel Rolland, qui suit (1).

Florisel Rolland, écuyer, d'abord seigneur de la Bouffardière, puis de Bellébat, épousa à La Rochelle le 19 mai 1667 (Démon-treau, notaire) Marguerite de Culant, fille de feu Geoffroy de Culant, chevalier, seigneur de Clré et de Saint-Mesme, et de Jacqueline Mée. Ils demeuraient à Bellébat et eurent au moins pour enfants : 1° Marguerite, née le 3 juin 1668 ; 2° Madeleine, née le 17 août 1670 (baptisées le même jour 30 novembre 1670 au temple protestant de Saint-Savinien) ; 3° Marie et peut-être Charles Marquentin ou Marc Caton Rolland, écuyer, seigneur de la Blanchardière. Florisel Rolland mourut entre 1676 et 1679 et, après sa mort, sa veuve Marguerite de Culant continua d'habiter à Bellébat avec ses enfants. Le 17 août 1690, elle fit différents legs à la cure de Champdolent, représentée par messire Jean de Garat, docteur en théologie et curé dudit lieu, ce qui laisse supposer qu'elle et ses enfants avaient abjuré la religion réformée. Trois ans après, en 1693, la vente par décret de la terre de Bellébat fut poursuivie au siège de Saint-Jean d'Angély et prononcée le 4 mars 1693 en faveur de Messire Abraham Duquesne, capitaine des vaisseaux du Roy, demeurant au port de Rochefort. C'est ainsi que Duquesne devint propriétaire de Bellébat : on peut supposer que c'est la proximité de Rochefort qui l'engagea à faire l'acquisition de cette seigneurie.

Sans vouloir nous étendre d'une façon indéfinie sur les origines de la famille Duquesne (on trouvera à ce sujet tous les renseignements utiles dans l'ouvrage de A. Jal : *Abraham Duquesne et la marine de son temps*), nous redirons seulement que les Duquesne étaient originaires de Normandie. Abraham I

(1) De la terre de Bellébat dépendaient alors les fiefs et seigneuries de la Bouffardière, la Blanchardière, Blanzay et Courgeon, situés es-paroisses de Champdolent, Bords et Saint-Coutant-le-Grand.

Duquesne, capitaine en la marine épousa Marthe de Caux dont il eut trois fils : Abraham II Duquesne (le Grand Duquesne), Etienne et Jacob Duquesne. Nous renvoyons pour le Grand Duquesne, à l'ouvrage précité de A. Jal. Nous ne parlerons pas d'avantage d'Etienne Duquesne qui, marié à Suzanne le Monnier, eut un fils, Abraham Duquesne Monnier qui fut chef d'escadre, commandeur de Saint-Louis et commandant de la marine à Toulon où il mourut en 1726 ; nous parlerons au contraire plus longuement de Jacob Duquesne, qui fut le père de celui qui nous intéresse.

Jacob I Duquesne, le plus jeune frère du Grand Duquesne, servit comme lui dans la marine et parvint au grade de capitaine des vaisseaux. Le 10 septembre 1647, il épousa au temple de la Ville Neuve de La Rochelle (est-il besoin de rappeler que les Duquesne étaient protestants ?) Suzanne Guitton, fille de Jean Guitton, l'héroïque maire de La Rochelle qui, depuis la pacification, était entré dans la marine en qualité de capitaine. C'est de ce mariage que naquit Abraham Duquesne qui, de même que tous ses autres parents, servit le Roy dans sa marine où il devait se faire une place des plus honorables.

Né vers l'année 1650 (on ne connaît pas la date précise et le lieu de sa naissance) Abraham Duquesne, fils de Jacob I, fut connu dans la marine sous le nom de Duquesne-Guitton, nom de sa mère, pour le distinguer des autres Duquesne et en particulier de son cousin germain Duquesne-Monnier. (1) Orphelin de bonne heure — son père mourut en effet au mois d'août 1660, tué au service d'un coup de canon — on lui nomma pour tuteur son oncle le Grand Duquesne qui, dans la suite, témoigna toujours à son neveu beaucoup d'estime et d'affection et l'eut souvent à ses côtés dans des circonstances glorieuses. Entré jeune au service, Abraham Duquesne était, en 1670, lieutenant sur les vaisseaux du Roy allant en Perse. Au cours de cette campagne, il eut plusieurs aventures, entre autres trois ans de prison à Batavia et repassa en Europe sur

(1) La plupart des renseignements concernant la carrière maritime de Duquesne Guitton sont extraits de l'ouvrage déjà cité de A. Jal. Nous en avons également trouvé dans le dossier le concernant aux Archives Nationales cote C7 97. Voir également à ce sujet l'ouvrage de feu M. de Richemond sur *les Marins Rochelais* qui contient une notice assez détaillée et le portrait de Duquesne-Guitton.

un vaisseau anglais moyennant 200 écus. Nommé capitaine de vaisseau le 7 février 1678, il était en février 1680 quatrième capitaine à bord du Saint-Esprit que commandait son oncle avec lequel il fit campagne, cette année là, à Tripoli, à Zante, à Tunis et à Alger. Avec son oncle également il fit la campagne de 1681 à Scio comme capitaine en second sur le Ferme. Outre l'affection que le Grand Duquesne avait pour son neveu et l'estime où il le tenait comme marin (1), une autre raison qui le faisait le demander auprès de lui, était qu'il voulait le soustraire aux instances faites à cette époque auprès de Duquesne-Guiton par M. de Vauvré pour lui faire abjurer la religion réformée (2). Mais, malgré ses instances, M. de Vauvré ne put aboutir, et Duquesne-Guiton ne se convertit que plus tard, ainsi que nous le verrons par la suite.

En 1682, Duquesne-Guiton était capitaine en second sur le Saint-Esprit que commandait son oncle, avec lequel il fit également campagne à Alger. Partie de Toulon le 12 juillet 1682, l'escadre de Duquesne était de retour le 17 octobre suivant, sans avoir pu accomplir entièrement sa mission, qui était d'amener Alger aux pieds du roi de France. L'année suivante, il servit sur le même navire dans une escadre de 17 vaisseaux, armés à nouveau contre Alger. En 1684, Duquesne-Guiton servit sur l'Ardent, toujours sous les ordres de son oncle, avec lequel il fut au siège de Gênes, qui se rendit au roi; cette même année, il commanda le vaisseau l'Illirondelle, dans l'es-

(1) Lettre de M. de Vauvré à M. de Seignelay du 26 mai 1682. « L'empressement que M. Duquesne met à demander son neveu vient assurément de ce qu'il se trouve bien de lui, (celui-ci) étant fait à ses manières et devinant ce qu'il lui veut dire, mondit sieur Duquesne aimant à ne pas s'expliquer dans beaucoup de choses qui ne sont pas essentielles, et je m'assure que la religion n'a point de part à l'envie qu'il a de l'avoir avec lui. »

(2) « Le sieur Duquesne-Guiton est dans la disposition et volonté de se convertir. Il va tous les jours au sermon et m'a assuré qu'il était vraiment catholique. Cependant, je ne l'ai encore pu résoudre à l'abjuration; le beau père de la veuve qu'il veut épouser s'oppose à son mariage, étant obligé de se ménager avec son oncle, qui le demande pour servir avec lui, je crois qu'il est à propos qu'il fasse la campagne pendant que je tâcherai de tourner l'esprit du beau-père, et après laquelle il me promet qu'il changera de religion, de manière ou d'autre. » Lettre de M. de Vauvré, intendant à Toulon, du 25 mars 1687. Ce mariage n'eut d'ailleurs pas lieu et Duquesne-Guiton épousa, quelques années plus tard, Mademoiselle de Nivel.

cadre placée sous les ordres de M. de Tourville, et rentra à Toulon à la fin de 1684.

L'année 1685, qui fut celle de la Révocation de l'Édit de Nantes, marqua une date importante dans la vie des Duquesne. Comme on sait, le grand Duquesne se refusa toujours d'abjurer la religion réformée ; mais il n'en fut pas de même de ses deux neveux : Abraham Duquesne-Monnier abjura en mai 1685 ; quant à Duquesne-Guiton, pressé par M. de Vauvré, intendant à Toulon, il finit également par se laisser persuader (1). Au mois de novembre 1685, M. de Seignelay écrivit à Duquesne-Guiton pour le féliciter d'avoir embrassé la véritable religion et lui annoncer que le roi lui accordait 1.000 livres de pension. Par la suite, pour le récompenser de son abjuration, le roi, en vertu de l'Édit du mois de janvier 1688, fit don à Duquesne-Guiton des biens saisis sur Jean Guibert, son oncle, ministre de la R. P. R. à La Rochelle (août 1688), puis de sa tante, Élisabeth Guiton, femme dudit sieur Guibert (octobre 1689). Le fait était alors courant, pour récompenser les nouveaux convertis, de leur accorder les biens de ceux de leurs parents protestants qui avaient été confisqués.

En 1687, nous retrouvons Duquesne-Guiton commandant le vaisseau l'Oiseau, avec lequel il fit la campagne de Siam avec M. de Vaudricourt, qui commandait le Gaillard, reportant à Bangkok les ambassadeurs siamois venus en France en 1686 et portant MM. Simon de la-Loubère et Claude Cèberet, ambassadeurs extraordinaires auprès du roi de Siam. Partie de Brest le 1^{er} mars 1687, l'escadre de M. de Vaudricourt mouilla sur la rade de Siam le 27 septembre suivant. L'Oiseau, commandé par Duquesne-Guiton, revint en France l'année suivante et était à Brest le 17 juillet 1688 ; cinq mois auparavant, le 1^{er} février 1688, le grand Duquesne était mort à Paris, subitement. Le 20 novembre de la même année (1688), nous retrouvons Duquesne-Guiton à La Rochelle ; où il donna quittance,

(1) Lettre du ministre à M. de Vauvré, en date, à Fontainebleau, du 24 octobre 1685 : « Sa Majesté a été bien aise d'apprendre que vous soyez enfin parvenu à faire résoudre le sieur Duquesne-Guiton de se convertir : vous devez le presser de finir cette entreprise en l'obligeant de faire promptement abjuration, et vous pouvez l'assurer par avance que Sa Majesté lui accordera une entière protection, et qu'elle lui en fera ressentir l'effet par la distribution de ses grâces. »

chez Bagard, notaire en ladite ville, « au nom et comme ayant la confiscation des biens de Jean Guibert, ci-devant ministre de la R. P. R. à La Rochelle, et de dame Élisabeth Guiton, sa femme, tante dudit Duquesne. » Le 11 mai suivant (1689), il se trouva au combat de la baie de Bantry, sous les ordres de M. de Château-Renault.

En 1690-1691, Duquesne-Guiton commanda sur le Gaillard une escadre de six vaisseaux dans une campagne aux Indes orientales. On a de cette campagne plusieurs récits fort intéressants (1). Parti de Saint-Louis le 24 février 1690, l'escadre commandée par Duquesne-Guiton, alla à Balacor, près de Pondichéry, et revint à son point de départ le 20 août 1691. L'année suivante, il était sur le vaisseau la Sirène, avec lequel il prit part au combat de la Hougue le 29 mai 1692, sous les ordres de M. de Tourville ; il fut assez heureux pour sauver son vaisseau et le ramener à La Rochelle, où il arriva le 22 octobre. La Sirène fit, en 1693, partie d'un armement fait à La Rochelle, et Duquesne-Guiton la garda. Dans l'armée navale de 1694, il commanda l'Entendu, quand son cousin Duquesne-Monnier commandait le Hardi. En 1696, nous le retrouvons à Toulon, sur le Bourbon, et en 1700, à La Rochelle, sur le Courtisan, avec lequel il alla à Carthagène avec M. de Belle Ile Erard, qui montait l'Aimable (2). Il était à Rochefort en août 1703, et, dans les

(1) Voir, à ce sujet, *Relation du voyage et retour des Indes orientales pendant les années 1690 et 1691 par un garde de la marine servant sur le bord de M. Duquesne*. Paris, 1692. — Consulter également « Voyage fait aux Indes orientales par une escadre de 6 vaisseaux commandée par M. Duquesne, depuis le 24 février 1690 jusqu'au 20 août 1691. » La Haye, 1721.

Sur ce voyage, ainsi que sur celui fait en 1687-1688 au Siam, par M. Duquesne-Guiton, on peut consulter également le manuscrit n° 12543 de la bibliothèque de la marine à Rochefort, publié et annoté par M. Louis Delavaud, et publié dans le *Bulletin de la Société académique indo-chinoise de France*, 1882-1883, p. 64-75.

(2) En 1698, Duquesne-Guiton fit enregistrer ses armes à l'armorial de d'Hozier. On lit, en effet, dans cet ouvrage : La Rochelle, p. 69, « Abraham Duquesne, chevalier-seigneur de Belebat, capitaine des vaisseaux du Roy, et Marguerite Nicolas de Voutron, sa femme, portent : Écartelé au 1^{er} et 4^e d'argent, à lion de sable lampassé et armé de gueules au 2^e et 3^e party d'argent et de gueules à une bordure, aussi mi-partie de gueules et d'argent, chargée de six coquilles, trois en chef et une à chaque flanc, et une en pointe de l'un et l'autre. — Accolé d'azur, à un chevron d'or, accompagné de trois étoiles de même, deux en chef et une en pointe. » Ces dernières armes étaient celles des Nicolas de Voutron (La Rochelle, blasons coloriés, p. 61)

premiers jours d'octobre, il alla à l'île d'Aix avec le Saint-Esprit qu'avaient précédé à ce mouillage le Sage et l'Arrogant. Il y était encore le 1^{er} décembre suivant (1), mais, faute d'argent, l'armement fut rompu, ce qui laissait aux officiers leur liberté. Duquesne-Guiton vint alors à Rochefort, mais il n'y resta que peu de temps, puisque, l'année suivante, il fit campagne, commandant le Saint-Esprit, dans une escadre de 25 vaisseaux, placée sous les ordres du jeune comte de Toulouse. Partie de Brest le 14 mai 1704, cette escadre était le 22 mai à la hauteur de la Hogue, à l'entrée du Tage, et le 24 août 1704, on livra bataille, devant Velez-Malaga, à l'amiral Rooke, qui commandait une flotte anglo-batave.

Nommé chef d'escadre des armées navales le 1^{er} novembre 1705, Duquesne-Guiton fut, cette même année, mis à la tête d'une escadre de 16 vaisseaux, avec laquelle il devait aller à Cadix ; mais il y eut contre-ordre, et l'Heureux, qu'il montait, désarma au mois de décembre. Pendant les années qui suivirent, nous ne voyons pas que Duquesne ait été employé dans quelque expédition. Ayant sollicité le gouvernement des Iles-du-Vent, il fut nommé gouverneur de la Martinique le 1^{er} janvier 1714 (2). Rentré en France à la fin de 1715, il repassa l'année suivante à la Martinique ; conformément aux ordres du Roi, il remit le 6 janvier 1717 le gouvernement des Iles-du-Vent à M. de la Varenne, et s'embarqua sur la frégate la Valeur pour rentrer définitivement en France ; malade depuis sept mois, il désirait refaire un peu l'état de sa santé.

Créé marquis en 1720, Abraham Duquesne-Guiton se retira du service le 10 décembre 1720 avec le brevet de lieutenant général ad honores et une pension de 9.000 livres. Il vint alors se fixer définitivement dans sa paisible maison de campagne

(1) Il (Duquesne-Guiton) est à bord qu'il ne quitte pas, non plus que Madame son épouse qui y couche avec lui, et une belle-sœur qui leur tient compagnie (M^{lle} de Voutron)... Lettre de M. Collinet à M. de Villermont, 1^{er} décembre 1703.

(2) M. Duquesne, chef d'escadre, supplie Sa Majesté de vouloir bien luy accorder l'emploi de gouverneur général des Isles du Vent. — A Versailles, le 26 février 1714. — M. de Beauharnais marque qu'il remplira cet emploi avec dignité.... qu'il remplit très bien ses devoirs de catholique ; il n'en est pas de même de sa femme, ce qui luy cause du chagrin ; mais il compte, si Sa Majesté l'honore de cet emploi, la laisser dans sa terre en France et passer seul à la Martinique.

de Bellebat pour y jouir d'un repos bien gagné, après plus de cinquante ans passés au service du roi. Mais il ne devait jouir de sa retraite que pendant quelques années seulement ; en effet, dans les premiers mois de l'année 1724, il tomba assez gravement malade. Le 5 mai 1724 « estant détenu gisant au lit de maladie corporelle en son dit logis de Bellébat, sa demeure ordinaire », il dicta ses dernières volontés au notaire Burgaud (1). Il mourut le 12 mai suivant (1724), âgé d'environ 74 ans, et fut inhumé dans l'église paroissiale de Champdolent (2). Il laissait une assez nombreuse postérité puisqu'il avait eu, de deux mariages successifs, au moins onze enfants dont six étaient encore vivants au moment où il mourut.

Abraham Duquesne avait épousé en premières noces, vers 1688, M^{lle} Marie de Nivet dont il eut deux enfants :

1° René-Hubert Duquesne, successivement garde marine (1^{er} mai 1705), enseigne (25 novembre 1712), lieutenant de vaisseau (17 mars 1727), mort à bord du *Profond* le 25 septembre 1732, sans avoir été marié.

2° Gabrielle-Jeanne Duquesne, mariée vers 1717 à Antoine-François de Jolibois, ec. fourrier des logis du Roy, avec lequel elle demeurait en 1724 à Paris, rue des Bourdonnais, paroisse Saint-Germain l'Auxerrois.

Devenu veuf, vers 1690 ou 1691, Abraham Duquesne se remaria à La Rochelle en 1692 à Marie-Marguerite Nicolas de Vou-

(1) Ce testament est cacheté de 6 cachets de cire noire aux armes de Duquesne : *d'argent à un lion de sable lampassé et armé de gueules*, et surmonté d'une couronne de marquis. La remise de ce testament eut lieu en présence de MM. Louis de Champoury, conseiller du roy, docteur en médecine à Rochefort ; Léon Faure et Etienne Blondet, maîtres chirurgiens du bourg de Champdolent ; François-Henry Jannet, sieur de la Pinsonnière, chirurgien entretenu en la marine audit Rochefort, et M. Robert Denis de la Tribouille, curé de Réaux (précédemment curé de Geay). Minutes de René Burgaud, notaire royal à Champdolent. (Archives départementales de la Charente-Inférieure).

(2) Les registres paroissiaux de Champdolent, d'ailleurs en assez mauvais état et très incomplets, ne font pas mention de cette inhumation. D'après une minute d'Audouin, notaire à Champdolent, du 24 décembre 1762, l'inhumation fut faite par Arnaud Escolle, curé de Champdolent et plus tard curé d'Agonnay. Dans cette minute, il est dit que Duquesne mourut le 8 mai 1724, (et non le 12 mai) : mais nous croyons que c'est une erreur.

tron (1), fille de feu Gédéon Nicolas, ec. seigneur de Voutron, la Cave, Coureilles, et de Marie Thauvet, « huguenote mal convertie » disait M. Bégon dans une lettre du 11 mars 1692. Les Nicolas de Voutron étaient en effet des protestants opiniâtres, et le père de M^{lle} de Voutron avait été, pour ce fait, exilé à l'étranger. Bien qu'ayant abjuré la religion réformée, M^{me} Duquesne ne montra jamais aucun zèle à remplir ses devoirs de catholique, pas plus d'ailleurs que ses sœurs. Ce fut même à tel point que l'on dut la mettre au couvent de la Providence (août 1694) et qu'on ne la rendit en liberté que le 9 janvier 1695 « sur la promesse qu'elle fit de tenir une autre conduite sur la religion » ; cela ne l'empêcha pas d'ailleurs, par la suite, de se conduire toujours en vraie huguenote.

De ce second mariage, Abraham Duquesne eut au moins neuf autres enfants qui furent :

3^e Suzanne Duquesne, née vers 1693, mariée à Bellébat par contrat du 19 février 1710 à Jacques de Queux, chevalier seigneur de Saint-Hilaire, lieutenant général de la capitainerie garde-côtes de Soubise, demeurant en son logis de Saint-Hilaire, paroisse dudit Soubise, fils de feu Messire Jacob de Queux, aussi chevalier, seigneur de Saint-Hilaire, et de feue Joëlle de Montalembert (2). Veuve en 1718, M^{me} de Saint-Hilaire mourut le 16 octobre 1762, à l'âge de 69 ans, et fut inhumée dans l'église de Soubise.

(Voir sur les de Queux l'ouvrage de M. Mageau. Cette famille est éteinte aujourd'hui).

4^e Marie-Anne Duquesne, née vers 1694, épousa à Bellébat, par contrat du 23 septembre 1722, Messire Sévère Michiel, chevalier,

(1) Le mariage eut lieu à La Rochelle (cela est dit dans le testament de Duquesne), mais nous n'avons pu, malgré nos recherches, retrouver l'acte de bénédiction nuptiale. Le contrat de mariage fut reçu le 9 mars 1692 par Rullier, notaire (à Voutron ?)

Le frère aîné de M^{lle} de Voutron, Gédéon Nicolas, chevalier seigneur de Voutron, qui fut capitaine des vaisseaux du Roy et chevalier de Saint-Louis, épousa à Bellébat le 30 juin 1706 Louise de Queux (Quetier, notaire à Champdolent).

(2) Le contrat de mariage fut reçu par Quetier, notaire à Champdolent, en présence : du côté de M. de Saint-Hilaire, de M. Henri Legoux, chevalier, seigneur de Latour, son cousin, et du côté de M^{lle} Duquesne, de ses père et mère, ses sœurs, et de M. Pierre-Jean-Baptiste de Persy, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem. (Archives départementales).

seigneur de Lisardais, enseigne de vaisseaux du Roy, fils de Pierre, chevalier, seigneur de Conzais, et de Jeanne-Thérèse des Haies, demeurant en leur maison noble de Conzais, paroisse de Fougeray, en Bretagne (1) Comme nous le redirons plus loin, M^{me} de Lisardais mourut quelques années seulement après son mariage, vers 1725, sans doute à Conzais, âgée d'environ 30 ans.

5° Henriette Duquesne, née vers 1695, épousa à Bellébat, par contrat du 6 mai 1719, Jean Prévost, chevalier, seigneur de Traversay, du Breuil en Sauzé et autres lieux, fils de feu François Prévost, chevalier, seigneur de Beaulieu et de Traversay, et de Renée Maudron (2). Elle mourut avant 1753, sans doute au logis de Traversay, paroisse de Plibout, en Poitou [Sur la famille de Traversay, qui existe encore de nos jours, consulter le dictionnaire des familles du Poitou, de Beauchet-Filleau].

6° Marie-Marguerite Duquesne, née vers 1696, épousa à Bellébat par contrat du 9 février 1730, Charles-Louis-Jacques Durousseau, chevalier, seigneur des Roches, de Fayolle et de Champagné, lieutenant d'infanterie au régiment de Morthermer, fils de Pierre Durousseau, chevalier, seigneur de Fayolle, les Roches, et de Marie-Anne Prévost de Touchimbert, demeurant en leur logis noble de Fayolle, paroisse de Saint-Saviol, en Poitou (3). Elle mourut le 3 mai 1771 et fut inhumée dans l'église de Saint-Macou (Vienne), à l'âge de 76 ans. [Pour la

(1) Le contrat de mariage fut reçu par Burgaud, notaire royal à Champdolent, en présence de Messire François de La Rochefoucauld, chevalier, seigneur du Parc d'Archiac et de la Rigaudière (représentant M. et M^{me} de Lisardais, père et mère du futur époux), et de M. et de M^{lle} de Voutron, oncle et tante maternelle de la future épouse. La constitution de dot faite à M^{lle} Duquesne par ses père et mère était de 20.000 livres.

(2) Le contrat de mariage fut reçu par Burgaud, mais la minute n'existe plus.

(3) Le contrat de mariage de M. de Fayolle et de M^{lle} Duquesne fut reçu par Burgaud, en présence : du côté du futur, de M. de Fayolle, son père, de Messire Charles-Bernard-Donatien Tiercelin d'Appelvoisin, chevalier, marquis de la Roche-Dumaine, de M^{me} Diane Prévost, épouse du dit sieur de la Roche Dumaine, sa tante maternelle, de M^{lles} Marie-Anne-Charlotte et Marie-Anne-Thérèse d'Appelvoisin, ses cousines, et du côté de la future épouse : de sa mère (alors veuve) ; de Messire René-Hubert Duquesne, lieutenant des vaisseaux du Roy et capitaine d'une compagnie franche de la marine, son frère consanguin et parrain ; M^{lle} Henriette-Nicolas de Voutron, sa tante maternelle ; Messire Ange Duquesne de Manneville, enseigne des vaisseaux du Roy, son cousin issu de germain paternel. La constitution de dot faite au futur consistait en la terre

postérité de M. et M^{me} de Fayolle, voir l'ouvrage précité de Beauchet-Filleau. Cette famille existe encore].

7° Marguerite-Céleste Duquesne, baptisée à Champdolent, le 21 novembre 1697, morte jeune.

8° Henriette-Magdelaine Duquesne, née et baptisée à Champdolent, le 9 mai 1700 (1), également morte jeune.

9° N.... Duquesne, baptisé à Champdolent, le 28 octobre 1701, inhumé dans l'église de Champdolent le 11 mars 1703, âgé de 17 mois.

10° N.... Duquesne, né le 3 décembre 1702, mort jeune.

11° Abraham-François Duquesne, né en mai 1703 (2), inhumé dans l'église de Champdolent, le 5 novembre 1704, âgée de 18 mois (3).

Après la mort du marquis Duquesne, en 1724, sa veuve, Marie-Marguerite Nicolas de Voutron, continua d'habiter à Bellébat, dont son mari lui avait légué la jouissance. Elle mourut en 1740 et le 1^{er} décembre de cette même année, par acte de Choulous, notaire royal à Archingeay, il fut procédé au partage des biens immeubles dépendant des successions du marquis et de la marquise Duquesne entre leurs quatre enfants : M^{me} veuve de Saint-Hilaire, M. de Lisardais, comme tuteur de ses

et seigneurie de Champagné, commune de Torxé. Quant à la future, M^{me} veuve Duquesne promettait de loger et entretenir les futurs dans sa maison de Bellébat. M. et M^{me} Durousseau de Fayolle eurent en effet une fille Marie-Anne Durousseau, née et baptisée à Champdolent le 10 novembre 1733, mariée en 1775, à Charles-Nicolas Fournier-Duperré, lieutenant au régiment Royal Champagne cavalerie (non mentionnée par Beauchet-Filleau).

(1) Elle eut pour parrain Messire Isaac Jacob, chevalier, comte Duquesne (4^e fils du grand Duquesne, mort en 1741), et Marie-Henriette Nicolas de Voutron, sa tante.

(2) Baptisé à Champdolent le 4 septembre 1703, il eut pour parrain et marraine Messire François Prévost, chevalier, marquis de Saveille et M^{lle} Marie de la Rochefoucauld de la Rigaudière, en présence de Messire Isaac, chevalier, comte Duquesne (3^e fils du grand Duquesne) et Messire Gédéon Nicolas, chevalier seigneur de Voutron.

(3) Comme on le voit, Duquesne-Guiton ne laissa pas de postérité mâle et d'après Jal, il n'existerait plus de descendants du grand Duquesne non plus que de son autre frère Etienne. Cependant, il existe encore aujourd'hui une famille Duquesne, dont on a la filiation suivie depuis 1547. Cette famille se reconnaît parente de celle du grand Duquesne, mais la parenté n'en a pas été établie d'une façon précise. Nous dirons quelques mots de ces Duquesne, dont certains membres ont eu des rapports avec la Saintonge (V. la Chesnaye des Bois et l'ouvrage du V^{te} A. Révérend « Titres et annoblissements de la

enfants mineurs ; M. et M^{me} de Traversay, demeurant à Niort et M. et M^{me} Dourousseau de Fayolle. Aux termes de cet acte, la terre de Bellébat, estimée alors 36.000 livres, demeura à titre de licitation à M. de Lisardais, à charge de payer une certaine somme à ses cohéritiers (1).

Restauration » (1902), II, p. 486). Nous ne reprendrons la généalogie qu'à compter de :

VI. Etienne Duquesne, marié en 1680 eut : Pierre qui suit, et Jean-Baptiste, rapporté ci-après.

VII. Pierre Duquesne, écuyer, seigneur de Longbrun et du Péré, marié 1^o en 1718 à la Martinique à Marie d'Escouts; 2^o en 1731 à Elisabeth-Françoise de Chastillon. Du second lit, il eut :

Claire Duquesne, née à la Martinique, le 8 janvier 1740, mariée à la Martinique, paroisse de Saint-Thomas du Diamant, le 22 janvier 1753, à Jean-François Prévost, chevalier, seigneur de Traversay, enseigne des vaisseaux du Roy et lieutenant de la compagnie des Cadets des colonies établie au port de Rochefort, fils de Jean, chevalier, seigneur de Traversay, du Breuil de Sauzé, et de défunte dame Henriette Duquesne (voir ci-dessus p. 350). Elle mourut veuve à Saint-Jean d'Angély le 17 février 1898 dans la maison des Ecoles de charité, à l'âge de 68 ans.

VII. Jean-Baptiste Duquesne, fixé à la Martinique, et marié à M^{lle} Bonel de Belval, d'où :

VIII. Pierre Duquesne, père de :

IX. Pierre-Claude Duquesne, marquis Duquesne, né à la Martinique le 29 juillet 1771, capitaine de vaisseau, puis contre-amiral, fut créé marquis héréditaire par lettres patentes du 1^{er} mars 1821. Vers 1825, il acquit de M. Pandin de Narcillac le bois de la Bourelle, commune de Tonnay-Boutonne, contenant 125 hectares; il habitait alors à la Louisiane. Il mourut à la Havane le 23 mars 1834. Il avait épousé à la Havane Marie-Anne Roustan d'Estrada (marquise del Toro), dont il eut entre autres : Joseph-Marie-Lazare, vicomte Duquesne, né en 1805, contre-amiral, mort à la Havane le 3 juillet 1854. Il avait épousé le 26 juillet 1842 Laure Heurtault du Metz, décédée veuve à Issoudun où elle demeurait le 24 janvier 1890, laissant une fille unique :

Marie-Joséphine-Blanche-Solange Duquesne, née en 1842, mariée en 1871 à Fernand, vicomte de Bonneval. M^{me} de Bonneval est morte à Paris, dans l'incendie du Bazar de la Charité, rue Jean-Goujon, le 4 mai 1897. Le vicomte de Bonneval, demeurant à Issoudun, a vendu à Rochefort, en 1904, le bois de la Bourelle, commune de Tonnay-Boutonne, acquis par le marquis Duquesne, grand-père de sa femme.

(1) En 1740, la terre de Bellébat comprenait, outre le château et ses dépendances, les métairies de Laudonnière, du Pinier et de la Raberie (en Saint-Savinien), les borderies du Cluzeau et de la Bouffardière et le moulin à vent de Bellegarde.

M. de Lisardais, qui ainsi que nous l'avons déjà dit avait épousé à Bellébat en 1722 Marie Anne Duquesne, décédée dès 1726, était en 1740 lieutenant des vaisseaux du Roy, chevalier de Saint-Louis, et gouverneur de S. A. R. le duc de Penthièvre, qui avait été créé amiral de France en 1734 en survivance de son père Louis Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse et duc de Penthièvre, dont il était le fils unique. M. de Lisardais habitait alors soit à Versailles, soit à Paris, à l'hôtel de Toulouse, place des Victoires. Promu le 1^{er} janvier 1741 capitaine des vaisseaux du Roy, il fut ensuite nommé commissaire général de l'artillerie du département de Rochefort. Il mourut à Rochefort le 23 décembre 1753 et fut inhumé le lendemain dans l'église Saint-Louis, âgé de 62 ans. Il laissait deux enfants : un fils Abraham Joseph Bonaventure Michiel de Lisardais, né vers 1729, qui était en 1753 lieutenant de vaisseau et d'artillerie au port de Rochefort, et une fille mariée à M. de Voutron, et dont il sera ci-après question.

M. de Lisardais fils, qui devint après la mort de son père, seigneur de Bellébat, fut nommé en 1757 capitaine des vaisseaux du Roy et chevalier de Saint-Louis. Il épousa à Brest le 11 février 1760 Marie Joséphe Bernard, qui mourut peu après. Nommé colonel de la brigade d'artillerie de Saint-Julien au port de Brest, il mourut dans cette ville le 12 juin 1769, âgé d'environ 46 ans ; dans son acte mortuaire, il est qualifié seigneur de Bellébat, Locmaria et autres lieux. N'ayant pas eu d'enfant, les biens composant sa succession parmi lesquels la terre de Bellébat, passèrent à sa sœur, M^{me} de Voutron qui suit (1).

M^{me} de Voutron, qui était Pauline Suzanne Michiel de Lisardais, née vers 1724, avait épousé à Voutron le 4 mars 1743 son oncle à la mode de Bretagne, Abraham Philippe Nicolas de Voutron, chevalier, seigneur de Voutron en partie, capitaine au régiment de Tresnel infanterie, fils de feu Gédéon Nicolas, vivant seigneur de Voutron en partie, capitaine des vaisseaux du Roy et chevalier de Saint-Louis, et de dame Louise de Queux. M. de Voutron qui, dans la suite, avait été nommé lieutenant

(1) Les armes de Michiel de Lisardais étaient : *d'argent à trois merlettes de sable, posées 2 et 1*. Ces armes figurent sur une paire de vieilles cuillères en argent qui existe encore à Bellébat.

colonel, capitaine général des milices garde côtes de la capitainerie de Soubise et chevalier de Saint-Louis, était mort à Rochefort le 28 mars 1765, à l'âge de 66 ans. Sa veuve restait avec quatre enfants qui étaient : 1° Louise Pauline Nicolas de Voutron, mariée en 1767 à Jean Joseph Teyssier des Farges, lieutenant des vaisseaux du Roy et aide major de la marine à Rochefort, décédée dans cette ville le 30 septembre 1768 âgée de 24 ans (d'où une fille, ci-après, mariée au marquis de l'Ange Comnène); 2° Henri Gédéon Nicolas de Voutron, né vers 1748, enseigne puis lieutenant des vaisseaux du Roy; 3° Marie-Henriette Nicolas de Voutron, née à Rochefort le 16 mai 1751, mariée à Champdolent le 20 juillet 1771 à Jean Jacques François Catherine, chevalier de Viart, ancien page du Roy à la petite écurie et enseigne des vaisseaux du Roy; elle mourut à Rochefort le 26 janvier 1773, âgée de 22 ans (d'où un fils Henri, dont il sera ci-après question), et 4° Abraham Jacques-Sévère Nicolas de Voutron, né à Rochefort le 18 juillet 1753, officier de marine, tué dans l'Inde dans un combat naval.

M^{me} de Lisardais de Voutron, qualifiée dame de Voutron, Lizardais, Conzais, Bellébat et autres lieux, habitait Rochefort la rue Saint-Louis (aujourd'hui rue Grimaux.) Quand survint la Révolution, elle vint se réfugier dans sa propriété de Bellébat. C'est là qu'elle mourut le 23 janvier 1793, âgée d'environ 69 ans. Aux termes de son testament, en date à Bellébat du 12 avril 1792, elle instituait son fils Henri Gédéon son légataire universel, à charge de faire différents legs à ses deux petits enfants : M^{me} des Farges de l'Ange et Henri de Viart. M. de Voutron, qui était alors lieutenant des vaisseaux de l'Etat et demeurait à Rochefort, fut, peu de temps après la mort de sa mère, emprisonné comme suspect à Brouage où il mourut le 2 nivôse an II (2 décembre 1793,) âgé de 45 ans, dans la maison des ci-devant Récollets. La succession de M^{me} de Lisardais de Voutron revint alors à ses deux petits enfants déjà nommés savoir : Marie-Henriette Anastasie Teyssier des Farges, née à Rochefort le 24 septembre 1768, qui avait épousé à Rochefort le 24 février 1781 Denis-Joseph-Hyacinthe marquis de l'Ange Comnène, enseigne des vaisseaux du Roy, et Henri-René Catherine de Viart, né à Rochefort le 21 janvier 1773. Ce dernier, ayant émigré, fut fait prisonnier à Quiberon avec son père le 16 juin 1795 et fusillé à Auray. La nation s'empara alors de la moitié lui revenant dans la succession de sa grand

mère : mais, par la suite, une décision du directoire du département conféra la propriété de cette moitié à M^{me} de l'Ange Comnène, qui devint ainsi seule propriétaire de l'entier domaine de Bellébat.

La marquise de l'Ange Comnène, qui habitait avec son mari à Sorlut, commune de Cozes, (1) demeura propriétaire de Bellébat jusqu'en 1819. Le 18 février de cette année (Mouchet, notaire à Saintes,) elle vendit le domaine de Bellébat pour 160.000 francs à M. et M^{lle} David, frère et sœur, acquéreurs indivis chacun pour une moitié. M^{lle} David épousa par la suite M. René Pruel, dont elle eut un fils : René Philippe Pruel qui devint, à la mort de sa mère, propriétaire d'une moitié de Bellébat. Quant à l'autre moitié, elle fut vendue par M. David à un M. Jouanneau qui la revendit en 1824 à M. Jean Bohe-Moreau, docteur en médecine, demeurant à Rochefort, qui joua un certain rôle à Rochefort pendant la Révolution (Voir à ce sujet *Revue*, 1888, p. 219.) M. René-Philippe Pruel ayant épousé en 1821 M^{lle} Zoé Bohe-Moreau, fille de Jean, ci-dessus, le domaine de Bellébat appartenait donc en 1824 au père et au gendre qui en étaient propriétaires chacun pour une moitié. Cette situation subsista jusqu'au 12 avril 1832, date à laquelle MM. Bohe-Moreau et Pruel partagèrent à l'amiable les biens leur appartenant par indivis. Aux termes de cet acte, le château de Bellébat et ses dépendances furent attribuées à M. Pruel. Celui-ci, qui avait épousé en secondes noces M^{lle} Charlotte Herminie de Lastic Saint-Jal avec laquelle il habitait à Poitiers, demeura lui-même propriétaire de Bellébat jusqu'en 1838. Au commencement de cette année 1838, (1) un incendie détruisit complète-

(1) Nous ne savons pas si cette famille, qui avait pour armes : *d'azur à un croissant d'argent surmonté d'une étoile de même*, et faisait remonter son origine à la plus haute antiquité, a quelque rapport avec les Comnène, qui furent empereurs de Byzance de 1057 à 1185. Une branche de cette célèbre famille s'établit en Corse et en Savoie et a encore, paraît-il, des représentants dans le comtat Venaissin. Il serait intéressant de rechercher si comme il est probable les de l'Ange Comnène de Saintonge appartenaient à cette illustre famille : la question est toute d'actualité.

Les deux filles du marquis et de la marquise l'Ange de Comnène moururent à Royan en 1875 et 1880, dans une situation voisine de la misère (Voir *Revue* 1902, p. 215).

(2) L'incendie eut lieu entre le 8 juillet 1836 et le 13 mai 1838, mais croyons nous, plutôt dans les premiers mois de 1838, sans pouvoir préciser la date exacte.

ment l'ancien château de Bellébat, ne laissant subsister que les servitudes qui existent encore. M. Pruel mit alors en vente la moitié lui appartenant de la terre de Bellébat qui fut adjugée à différents propriétaires par procès-verbal des 13, 14 et 15 mai 1838. L'ensemble de la vente produisit une somme totale de 123.333 francs.

L'ancien domaine de Bellébat, qui comprenait autrefois près de 150 hectares, est aujourd'hui morcelé entre plus de cinquante propriétaires différents. Les gens du pays se rappellent vaguement, et encore ce souvenir va-t-il en s'effaçant chaque jour, qu'un château existait-là autrefois. Mais personne ne se souvient plus avoir entendu parler d'Abraham marquis Duquesne qui y mourut en 1724, il y a près deux cents ans.

Archingeay, le 11 août 1915.

HENRY VENANT.

II

LE CHANTRE ETIENNE-BONNAVENTURE LAURIER

Notre confrère, M. M. Martineau, vient d'ajouter à sa collection, déjà si riche de documents saintongeais, une pièce qui joint à sa valeur — relative — de curiosité locale le mérite de fournir sur un homme de condition modeste d'abord, sur un point d'histoire saintaise ensuite, des éclaircissements dignes d'être notés. Certes je n'aurais jamais pensé à consacrer à cet homme même une page de biographie — dont il serait le premier à s'étonner (à moins qu'il n'en fut très fier) — si je n'avais trouvé les éléments d'un petit tableau des mœurs de la fin du XVIII^e siècle et une physionomie, d'arrière plan, sans doute, bonne, quand même, à mettre en lumière, un type d'homme tel qu'il ne s'en rencontre plus aujourd'hui. Le document que nous allons étudier, est un album de musique comptant 64 feuillets du format dit italien, recueil de morceaux copiés à la main, miscellanées où la politique, la religion, les sentiments badins, amoureux, bachiques voisinent avec des valses pour guitare, un *hourra prussien* le tout réuni sans ordre chronologique puisque la première page porte la date de 1801, que les dernières se réfèrent à des événements de 1795 et qu'entre ces

deux dates s'intercalent des chants qui n'ont vu le jour qu'en 1815. C'est plus que le « cahier » de musique où le chanteur marque son goût en faveur de tels ou tels compositeurs, de tel ou tel genre, c'est une sorte de confession politique et religieuse, où s'étalent les évolutions — disons les volte-face — de notre homme. Ces volte-face, nous les connaissons dans les hautes sphères gouvernementales, c'est une des caractéristiques du temps. Les petites gens n'y échappèrent pas, elles eurent du moins l'excuse de la lutte pour la vie.

Etienne-Bonaventure Laurier — ainsi s'appelle notre homme — était chantre à la cathédrale de Saintes quand la Révolution éclata. Ne perdons pas de vue cette qualité, elle donne tout le piquant aux péripéties que nous racontons. Feu Paul Drilhon l'a connu dans son enfance et il nous a laissé de lui un portrait peu flatté (1). « En reportant mes souvenirs à 65 ans en arrière, dit-il, je vois encore ce tout petit homme, sa grosse taille, son visage joufflu et rubicond, ses yeux saillants et rouges ; je le vois, la tête affublée d'une calotte, son serpent sous le bras, faisant son entrée dans le chœur de Saint-Pierre, ou bien encore, de son air le plus grave laissant le lutrin pour aller donner l'antienne au célébrant ; j'entends les fioritures qu'il s'efforçait de faire sur son instrument pour rompre la monotonie du plain chant » (2). Bref Laurier parut grotesque au jeune Drilhon qui conserva toute sa vie — il avait bonne mémoire — ses impressions d'enfance. Reste à savoir si ses yeux ont vu juste et si le chantre déjà vieux ne leur laissa pas une image plus ridicule que nature (3). Limousin d'origine, Laurier chantait ou jouait alternativement du serpent, connaissait parfaitement son plain-chant et possédait une voix très élevée — haute-contre, comme on disait, fort ténor aujourd'hui — mais criarde et perçante, au point qu'un jour Monseigneur Bernet, officiant à

(1) *Recueil de la Commission*, tome XV, page 474.

(2) Le dernier instrument à vent qui ait été entendu dans une église de Saintes est un ophicléide qu'un serrurier jouait à Saint-Vivien, il y a de cela au moins trente ans. Il se contentait de jouer la note en plein chant. Les fioritures ne sont plus permises. L'harmonium l'a remplacé.

(3) En effet Laurier étant mort en 1839 à 85 ans, Paul Drilhon étant né en 1826, celui-ci n'a pu le connaître qu'agé de 82 ans environ. Un enfant de 13 ans ne peut avoir qu'une vision sans indulgence pour un homme de cet âge. La gent gamine le veut ainsi.

Saint-Pierre, ne put supporter ce timbre aigu, et, exaspéré, se tournant vers son vicaire général dit à haute voix : « Faites donc taire ce braillard ! » Le mot est resté gravé dans les souvenirs de nos pères, je l'ai entendu raconter vingt fois et je crois bien que Laurier lui doit de n'être pas mort tout entier le jour où il rendit à Dieu sa voix de stentor.

La Révolution lui enleva son emploi. Il touchait alors 50 livres par mois (1). La réorganisation de la maîtrise sous le régime constitutionnel le réintégra dans ses fonctions (2). Le schisme ne lui répugnait pas. La présence d'une haute-contre, aux appointements de 700 livres (3), ne laisse aucun doute à cet égard. Cette haute-contre ne peut être que Laurier.

La loi du 11 octobre 1792 jeta de nouveau sur le pavé les chantes de la cathédrale, sans perspective, cette fois, d'un nouveau rappel. Les temps étaient durs ; le pauvre destitué, sans ressources, implora la générosité du Directoire du district, lequel, dans sa délibération du 25 janvier 1793 accorda une pension de 133 livres 6 sols 8 deniers à « Laurier, musicien de la cathédrale, âgé de 39 ans, ayant 23 ans de service, dont sept ans d'enfant de chœur, qui ne comptent pas » (4). Au surplus, le Directoire Xantais fut élément aux musiciens : le 27 janvier suivant un collègue de Laurier, Savigny, âgé de 43 ans, obtient la même pension pour 21 ans de service, et le 28, Josse, âgé de 53 ans, 32 ans de service (— il avait été maître de la psalette —) 400 livres, tandis que Gaudrion, aussi musicien de la cathédrale, mais n'ayant que dix ans de service dans différentes églises, reçoit une simple gratification de 750 livres, égale à une année et demie de gages (5).

(1) L. Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 120.

(2) La nomination appartenait à l'évêque, mais le Directoire invita formellement celui-ci à confirmer les habitués du ci-devant chapitre dans les places qu'ils exerçaient. *Ibidem* p. 130.

(3) *Ibidem*, p. 129.

(4) *Registre du district aux archives départementales.*

(5) Deux baleiniers obtiennent l'un — Tambourin, 60 ans et 26 ans de service — 150 livres de pension, l'autre — Bogueur, 52 ans, 13 ans de service — 100 livres.

1^{er} mai. Gilles, ancien musicien au régiment de Vexin, demeurant à La Chaume, près Pont Labbé, où il réside depuis huit ans, s'est plaint d'être sur le point d'être chassé de cette paroisse comme étranger, malgré qu'il se soit

Le pauvre Laurier avec ses onze livres par mois, pour lui et sa femme, une belge, Sophie Moret de Monjoux — surtout sous le régime des assignats et l'ère des vivres chers, — n'avait pas même de quoi ne pas mourir de faim.

Comment traversa-t-il la période difficile de 1793-17-5? je ne sais. M. Drilhon s'est demandé ce qu'il devint pendant la tourmente. Il l'ignorait, et supposa qu'il donnait des leçons de musique, car ainsi que nous le constaterons, ce chantre d'église avait reçu une instruction musicale... complète ce serait exagéré, mais singulièrement plus développée que celle de nos meilleurs chantres d'aujourd'hui. Il savait autre chose que lire le plain-chant.

L'album de M. Martineau va nous en donner la preuve. Les premières pages sont consacrées à un

DE PROFUNDIS avec deux de ses versets mis en musique pour une haute contre avec accompagnement de deux violons, alto et basse, par Laurier, professeur de musique vocale et instrumentale en la ville de Saintes, année 1801 et l'an dix de la République, le 30 brumaire.

L'auteur écrit pour sa voix et nous donne ainsi les notions exactes de l'étendue de ses cordes vocales et du même coup de son talent de compositeur. Je m'empresse de dire que si la voix est élevée — jusqu'au si bémol au-dessus de la portée — le talent est pauvre et l'inspiration dut être laborieuse, car Laurier a signé *Labor et constantia vincunt omnia*. Laurier, 18 novembre 1801. Un *Regina cœli* tout aussi haut, anonyme, doit sortir du même cru. Mais tel quel, ce *De profundis* nous fait voir un homme, simple chantre, capable d'écrire une partition pour voix et instruments à cordes, très faible, j'en conviens, d'employer des clés — clés d'ut — qui sont de l'hébreu pour quantité de musiciens modernes. — Il sait même assez de latin pour modifier le précepte classique d'Horace. Laurier avait reçu de bonnes leçons, comme enfant de chœur, de Josse probablement, à la Psalette.

Pour en finir tout de suite avec les compositions possibles de

rendu utile à la chose publique. Le Directoire renvoie sa pétition au Conseil général de la commune.

Un chantre de Saint-Pierre, compte actuellement 45 ans de service à Saint-Pierre, plus 7 ans à Saint-Vivien.

Laurier, il faut peut-être lui attribuer deux recueils de valse pour guitare dont la dernière porte la mention : *Fin des 12 valse, 1814, E.-B. Laurier*. Sont-elles bien de lui ? Un de ces recueils a pour titre *Recueil de douze valse nouvelles qui sont assez difficile pour servir d'étude, 1814*. — *Horresco referens !* — Quel est le professeur qui penserait donner à un élève des valse comme étude ? Les titre seuls sont amusants : *L'Indifférente, la Précieuse, l'Infidèle, la Dévote, la Coléreuse, l'Exigeante, la Légère Chanteuse*, etc., ou bien des noms de fleur, *la Rose, le Lys*, etc.

Quant aux morceaux de chant (avec accompagnement de guitare, de harpe ou de *forté*), la plupart semblent tirés d'opéras : *Joconde, Jeannot et Colin, le Nouveau Seigneur du Village* (Ah ! vous avez des droits superbes), *Alfred*, la romance d'*Aline, reine de Golconde* (avec accompagnement de violon, alto, flûte, hautbois, cor), un air de *Figaro*, de Paisiello, un air de *Montano et Stéphanie*, un opéra qui fut interdit en l'an VI, comme entretenant des sentiments contre-révolutionnaires ; quelques romances badines ou très enflammées :

Du langage de Cythère
Doux nani n'est pas le mot,
Le oui si bien fait pour plaire
Finit le roman trop tôt.

.

C'est en prolongeant la peine
Qu'on redouble notre ardeur.
Qu'un ruban, qu'un baiser tendre
Soit moins donné que ravi ;
Il ne faut même se rendre
Qu'en disant un doux nani.

A mon amie.

.

Je suis fou de toi ; c'est en vain
Que je cacherais ma folie.
Zulmé, je bénis mon destin,
Car j'aime en toi la plus jolie.

Ou bien la romance de Mazas sur les vers de Racine :

Voici les lieux charmants
Où mon âme ravie
Passait à contempler Sylvie ... (1).

L'heure du dîner (chanson de table) :

On a chanté l'heure du soir,
L'heure d'amour et du mystère.
L'heure du berger, de l'espoir,
Se chante souvent à Cythère.
Ces heures-là font grand effet,
Mais ne fondent pas ma cuisine.

.
Qu'un triste amant fasse le saut
Du fameux rocher de Leucade.
Ce saut me semble un peu trop haut,
Je lui laisse cette bravade.
Cependant, il est un rocher
Où mon désespoir se signale.
A cinq heures, pour bien dîner,
J'accours au rocher de Cancale.

Je croirais, toutefois, que Laurier a plus connu le *Rocher de Cancale* de réputation que de fait.

Et c'est un chantre de cathédrale qui chantait ça ! De quelle voix ! entre un *Credo*, un *De profundis*, un *Tantum ergo* !

Mais toute cette série nous intéresse moins que les deux suivantes :

Nous nous sommes demandé comment Laurier avait pu passer la grande crise révolutionnaire avec onze livres par mois, et M. Drilhon nous a suggéré l'idée que les leçons de musique avaient pu contribuer à améliorer sa position.

(1) Massé a remis ces vers en musique vers 185 . Cette romance eut un gros succès et se retrouve dans les recueils de nos mères. On la rééditera certainement dans les *choix* que l'on fera parmi les productions de la musique française de la seconde moitié du XIX^e siècle. Actuellement les snobs déclarent cette musique pommade, le nébuleux Wagner et ses imitateurs, auxquels il est de bon ton de paraître comprendre quelque chose, étant les seuls musiciens du siècle. Il va falloir en changer, Dieu merci ! et revenir à la bonne et gaie musique de France. Espérons-le. J'ai entendu de jeunes musiciens soutenir que la musique de Mozart était une suite de notes alignées les unes au bout des autres sans idées.

C'est possible. Mais vint l'année 1795, et nous voyons Laurier reprendre sa place au pupitre (je n'ose dire le lutrin) des chanteurs pendant des cérémonies religieuses. Il se laissa enrôler par les organisateurs du culte théophilantropique. Il a copié en effet sur son album treize hymnes ou odes adoptés par ce culte.

Les cieux instruisent la terre
A révéler leur auteur.

De J.-B. ROUSSEAU.

De l'éternel tout célèbre la gloire.

De M^{me} DESHOULIÈRES.

Père de l'univers, suprême intelligence.

De DESORGUES.

D'autres, de Rallier, de Daubermesnil (1).

Comme il ne paraît pas probable que Laurier ait copié tous ces hymnes pour sa satisfaction personnelle, à cause de leur beauté, je suis conduit à admettre que les théophilantropes saintais lui demandèrent le concours de sa voix.

Je n'ai pas à apprendre au lecteur en quoi consistait ce culte, né à une époque de réaction, lorsque la France sentant le besoin d'avoir une religion qui ne fût pas « la superstition romaine » et exécutable partout, institua une parodie du culte catholique et du culte protestant, étalant sur les murs de très belles maximes, prêchant de très beaux sentiments, obtenant un très vif succès au point de donner ombrage au clergé orthodoxe et schismatique. Quantité de gens y adhérèrent pour voir et non par conviction, et c'est précisément parce que la foi manqua à la généralité qu'en très peu de temps la première ardeur s'éteignit et tourna en indifférence, puis en moquerie. La liturgie était en effet des plus carnavalesques. Le commun des assistants, encore tout mémoratif des cérémonies catholiques si imposantes ne manqua pas d'en rire. Le chant paraît avoir été un des moyens d'attirer la foule. On chantait beaucoup et comme on n'avait qu'un nombre très restreint de cantiques empruntés pour la plupart à des auteurs anciens, le comité directeur demanda que les poètes lui apportassent des compositions plus

(1) Voir C. Pierre, *La musique des fêtes de la Révolution française*. Mathiez, *La Théophilantropie*.

neuves. Les musiciens se chargeaient de les mettre en musique.

Laurier ne se contenta pas de chanter les productions des autres, il voulut à son tour montrer ses talents poétiques, voire faire du zèle. Il nous donne ainsi la preuve de son adhésion au culte théophilanthropique. Si nous n'avions que sa copie des hymnes et odes officiels, si forte que soit la présomption résultant du fait d'avoir transcrit et conservé ces « chants civils », nous n'oserions affirmer que l'ancien chantre de Saint-Pierre fut un des membres actifs du comité saintais. On peut bien posséder un livre de prières d'une religion sans que pour cela on soit accusé d'être un fidèle de cette religion. Mais Laurier a fait mieux, il a composé lui aussi au moins les paroles d'une *Invocation pour la Patrie, deux couplets qui se chantent pour la clôture de toutes les fêtes*, et il a signé, afin que nul n'en ignore : *Rédigé par E. B. Laurier, à Saintes, l'an 6. I. La Quotidienne* avait donc tort de prétendre que tous les hymnes du culte théophilanthropique étaient composés par le « valet de chambre de Chenier ». Elle ignorait qu'un chantre d'église catholique en était capable. Je dois convenir que sa production ne dépare pas la collection des fadaises rimées qui se chantaient alors. Une strophe suffira à édifier le lecteur :

Père des nations chéris toujours la France,
Fertilise nos champs, protège nos remparts,
Accorde-nous la paix et l'heureuse abondance,
Et l'empire éternel des arts.

J'ignore si la musique est aussi du même auteur. C'est fort probable.

Le clergé catholique ne tint du reste aucune rigueur à son ancien chantre de ses incursions dans le schisme et la parodie. Lorsque Saint-Pierre fut rendu au culte romain, Laurier reprit sa place au lutrin et cumula les fonctions de chantre et d'instrumentiste. Il soufflait dans un serpent, instrument fort dur dont il ne connaissait pas le maniement quand il en fit l'acquisition. Il ne doutait de rien.

Avec la chute de l'Empire nous voyons apparaître un Laurier nouveau modèle. Il étale le plus pur et le plus ardent loyalisme bourbonien. Aucun mot ne nous autorise à penser qu'il fut impérialiste. L'empereur, « le Corsais » comme il est appelé en plusieurs chants royalistes, est, au moins à partir de 1815,

l'objet d'une haine farouche. Laurier, en effet, a conservé plusieurs chants dont les titres seuls décèlent l'esprit : *L'entrée triomphale de Louis XVIII, l'Oriflamme* (1) *détruite par les Bourbons. L'hymne à la paix ou les bienfaits de la monarchie. La Ronde du retour des Bourbons* (par Estela).

Illustre France, ô mon pays,
Après un si dur esclavage
Du fils du plus grand des Henrys
Tu deviens encore le partage

.
Ce doux printemps nous ramène la paix
Voilà les vœux accomplis de la France !
Où trop longtemps l'ambition d'un corsais
Avait trompé leur confiance.

Plus de combats, amis, plus de terreur.
Nous allons voir refleurir la campagne,
La douce paix nous rendra le bonheur ;
Chaque conscrit va prendre une compagne.

.
Braves Français nous voilà délivrés !
Les souverains de l'Europe indignée
Ont justement pour la paix différée
Prêté la main pour nos vœux exaucer.
Louis Bourbon a détruit l'Oriflamme
Qui nous coûtait tant de sang et d'horreur,
Gémis, gémis, ambitieux infâme
Et laisse-nous la paix et le bonheur,

C'est à la Prusse, aux Russes, aux Bohémiens
Que la France aura de la reconnaissance,
A l'Autriche cette noble puissance,
Du sacrifice qu'il fit en ses mains.

Que les temps sont changés ! et nos sentiments aussi !

Et encore :

Sainte Ligue chérie
Qui nous rends à la vie,
Sans toi ce vil assassin
Eut détruit tout le genre humain.

(1) C'est-à-dire le drapeau napoléonien.

Je respecte le nombre de pieds.

Et toi, grand Alexandre,
Comment pouvoir te rendre
Le présent qu'en ce jour
Tu nous fais des Bourbons.

.
En ce beau jour prospère,
Nous n'avons plus de guerre ;
Grâce au grand Welington
Il n'est plus de Napoléon.
Mais tout ce qui nous intéresse
C'est de servir la duchesse.
Ramener le lys et la paix,
Ce sont les vœux des bons Français.

Mettons sur le compte de la chaleur des sentiments les outrages à la prosodie. La musique n'avait pas la même ardeur.

La duchesse d'Angoulême est aussi chantée dans une cantate à l'occasion de son départ de Bordeaux.

Il est donc vrai qu'en la prochaine aurore,
Fille des Rois, tu vas quitter ces lieux ?
Tu le sais bien, chacun ici t'adore,
Bordeaux en pleurs t'adresse ses adieux ;
Des cœurs nous n'avons plus la reine !

Alors, alors que de soucis !
Que bientôt le ciel nous la ramène !
Vive la fille de Louis !

La pièce n'est pas datée, elle ne dit pas davantage le nom de l'auteur des paroles et de la musique, ainsi du reste que pour d'autres pièces du même genre. Il est probable qu'elle est de 1815, lorsque la duchesse organisa à Bordeaux la défense de la cause royale avec tant d'énergie que Napoléon proclama qu'elle était le « seul homme de sa famille ».

Avais-je raison d'écrire au début de cette notice que Laurier était une physionomie saintaise d'arrière-plan, sans doute, bonne quand même à mettre en lumière ?

CH. DANGIBEAUD.

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

D. — SOURCES NARRATIVES

Récits historiques.

Ce compartiment, qui s'enrichit au fur et à mesure qu'on s'éloigne du Moyen-Age, est fort peu rempli pour la période où nous nous sommes confinés. Il se compose surtout de fragments de l'*Historia Francorum*, où Grégoire de Tours a conservé le souvenir d'un certain nombre d'évêques de Saintes, et de l'*Historia* d'Adémar de Chabannes, où apparaît Iselon de Mussidan. Une interpolation que nous aurons à discuter donne à supposer que saint Cybar ou *Eparchius*, diacre reclus à Angoulême, fut promu à la prêtrise et élu évêque de Saintes.

Un document important pour l'histoire de l'église de Saintes est celui que Dom Estiennot copia à Angoulême et qui est connu sous le nom de *Manuscrit de Saint-Cybar*. L'original en est adiré.

Sources poétiques.

Elles offrent un intérêt tout particulier pour les premiers siècles de l'histoire de l'Église saintonne. Les poèmes d'Ausone font connaître l'importance du *Mediolanum* d'Aquitaine aux temps où le paganisme était encore florissant. Sans ceux de Sidoine Apollinaire et de Venance Fortunat, nous ignorerions à peu près tout des premiers édifices chrétiens qui s'élevèrent dans cette ville, et les noms de leurs constructeurs ou restaurateurs.

La contribution versifiée d'un chanoine de Saintes au rouleau funèbre de l'abbesse Mahaud de Caen révèle les dissentiments qui agitérent le peuple et le clergé de la ville, au sujet des élections épiscopales au début du XII^e siècle.

La cantilène de saint Eutrope, insérée dans son office sous forme d'antiennes au Bréviaire du XIII^e siècle, rentre plutôt

dans la liturgie, bien que son origine ait pu être plus populaire que canonique.

Nous ne connaissons aucune hymne ancienne d'un saint local.

Sources épistolaires.

Les correspondances échangées entre plusieurs personnages de l'époque mérovingienne intéressent notre sujet. Dans les recueils épistolaires de Sidoine de Clermont, de Didier de Cahors, du pape Grégoire-le-Grand, il est question de Saintes ou de ses évêques. Des lettres nous ont été conservées qui émaneraient de deux de ceux-ci ; mais, d'après l'étude à laquelle nous avons dû nous livrer à leur sujet, cette attribution est probablement factice pour l'une d'elles, et sûrement fautive pour l'autre.

C'était un usage peu louable, mais dont on n'a que trop d'exemples, de fabriquer une fausse correspondance entre des hommes éminents pour appuyer sur le renom de leur doctrine une opinion controversée.

La lettre qui est censée adressée, d'après le titre placé en tête, à Eumerius, évêque de Nantes, mais dont la suscription porte seulement : « Troianus episcopus domino semper suo Eumerio episcopo », est une consultation répondant à une difficulté sur l'administration du baptême (22). On n'avait point alors de registres de catholicité, et la preuve de la régénération s'établissant seulement par la déclaration du catéchumène, toujours arrivé à un âge suffisant, lors de la réception du sacrement, pour en conserver le souvenir. Mais que faire si la mémoire du néophyte est infidèle ? Voici le cas d'un homme qui ne saurait dire s'il a été baptisé ; il se rappelle seulement d'avoir eu la tête entourée d'un linge, suivant le rite suivi alors après l'immersion, pour éviter l'afflux du sang au cerveau. Faut-il procéder à une nouvelle cérémonie ? Trojan, auquel le cas est soumis par une lettre que lui apportent des diacres, envoyés d'Eumérius, se prononce pour l'affirmative. On peut serrer la tête d'un linge pour calmer les névralgies ; une pa-

(22) *Monumenta Germaniæ historica. Epistolæ ævi Merovingici*, édit. Grundlach, I, 437, — avec la date 532-540. — Migne, *Patrologia latina*, LXVII, 995, date 540.

reille réminiscence n'est pas la preuve suffisante d'un baptême validement donné.

En dehors de tout autre renseignement, les éditeurs ont naturellement pensé à Trojan de Saintes et supposé que cette lettre se plaçait après 532. Il aurait fallu admettre cette année même, puisque, en 533, Eusèbe occupe le siège de Saintes. Mais rien dans le texte n'oblige à reconnaître en Trojan l'évêque canonisé, son évêché n'étant pas indiqué. Rien surtout n'autorise à suivre l'abbé Cholet dans son argumentation surprenante pour distinguer l'Eusèbe de 533 de l'Eusèbe de Saintes vivant en 549, sous le prétexte que les Bénédictins ont fixé à 539, dans la *Gallia*, la date de l'épître à Eumérius. En résumé, nous ne considérons en rien ce document comme probant et susceptible d'établir un synchronisme. Trojan a certainement commencé son épiscopat après la mort d'Euric, roi des Wisigoths, en 484.

Ce qui rend justement suspecte l'attribution à Trojan de cette épître, c'est qu'elle paraît se relier, par une combinaison savante, à un faux certain, où Trojan révient, mais, cette fois, comme diacre de son devancier Vivien. Ce renseignement est naturellement tiré de la *Vita Ribiani* ou des leçons du bréviaire. Il s'agit d'une prétendue lettre de saint Augustin, censée datée d'Hippone, un 1^{er} juin, sous Arcadius et Honorius [394-407], et adressée à saint Vivien, évêque de Saintes. Trojan, diacre de cette église, aurait, si l'on ajoutait foi à ce document, été envoyé en mission près du célèbre docteur pour le consulter sur l'époque où le *temps de l'Avent* devait commencer. Augustin s'excuse du retard de sa réponse, que va porter à Saintes son envoyé Eugippius ; il expose qu'il y a deux usages en cours. L'un prend pour point départ la conception de saint Jean-Baptiste, le 24 septembre, et non sa naissance, le 24 juin, comme l'ont imaginé des traducteurs étourdis ; l'autre, la mort de saint Martin, le 11 novembre. C'est en faveur de la première tradition que se prononce saint Augustin. La conception du Précurseur est, à ses yeux, le véritable prologue de l'Incarnation. Saint Martin est venu bien après la Rédemption accomplie : « quippe nostris temporibus prope fuit, ajoute la lettre, apud nos itaque ex ejus sollempnitate abstinentia a carnibus vel a conjugali copula filiis Ecclesiæ indicatur, ut ad Nativitatem Domini securius communicent. »

Il est inutile d'insister sur le ridicule de l'attribution à saint

Augustin de tels propos qu'on lui fait écrire au lendemain même de la mort de saint Martin. Voilà, — Dom Jean Mabillon l'a surabondamment établi, — un écrit apocryphe, postérieur de plusieurs siècles à sa date prétendue.

Il est peut-être encore bien plus récent que ne le pensait l'éminent bénédictin. Il semble bien que l'idée de mettre en relief saint Jean et d'opposer son auréole à l'influence rayonnante de saint Martin soit venue après la découverte de son chef au monastère d'Angély.

On peut penser que le rédacteur de ce faux connaissait la vie primitive de Vivien, d'après laquelle il eut des charges importantes et une vie brillante dans le siècle avant son épiscopat ; on se demande s'il n'y aurait pas eu superposition à sa figure militaire de celle du comte Vivien, vainqueur des Normands, qui périt à Larchant, sous Charles le Chauve, car la *Vita Bibiani* n'attribue pas au futur évêque de Saintes les lauriers de la victoire (23).

Il existe, parmi les épîtres de saint Grégoire I^{er}, une lettre adressée par ce souverain pontife à saint Pallais II. On a cru que l'Encyclique adressée à divers prélats par le même pape pour leur recommander Augustin, missionnaire en Angleterre, avait eu pour un de ses destinataires cet évêque de Saintes. Il semble qu'on ait fait une confusion entre son nom et celui de Pélage de Tours.

On ne trouve plus aucun document pontifical intéressant l'église de Saintes avant le règne de Grégoire VII.

Légendes épiques.

La Saintonge n'a pas produit de chanson de geste intéressant l'histoire de ses évêques. Mais trois documents d'une importance indiscutable pour ce sujet se rattachent à des com-

(23) « Domino viro sancto, palma triumphali decorato, pontificali officio coronato, Bibiano orthodoxo, Augustinus Dei servorum servus, in Domino salutem. Litteras apostolatus vestri, carissimo filio nostro Trojano, vestro diacono, deferente, ad nos pervenisse comperite... quamvis simus absentes corpore, praesentes tamen florigera caritate, exhilarati sumus valde pro sanctitatis rumore et excellenti culmine sacerdotii vestri, qui longe radiat in orbe, non solum Occidentis et Galliae, verum etiam Orientis et Africae, meritum lumine percurrente. » — Cf. Mabillon, *Liturgia Gallicana*, I. II, n° 6, p. 99-100. Appendix probaticus, p. 458-460.

positions où la fiction se mélange à la réalité : le premier est la *Chronique de Guitres*, œuvre d'un moine du XI^e siècle, semble-t-il. Nous en avons donné dans la *Revue des Études historiques*, en 1911, une édition critique pour en relever les particularités confirmées par des documents d'archives ou par des témoignages autorisés. Elle fait connaître l'origine des châteaux de Fronsac, de Ribérac et de Mussidan, et donne la version girondine de la geste des « Fils Aimon », dont Armand Daniel a popularisé la version périgourdine. Elle montre dans Grimoard d'Angoulême et Isclon de Saintes, deux frères qui furent les restaurateurs des cathédrales et des collégiales dans ces chefs-lieux de diocèse, — la postérité de Grimoard, vicomte de Paris, sous le roi Eudes, et de Thion, vicomte, puis comte de Paris, sous Charles le Simple et Raoul.

Une chronique dérivée de Frédegair et de ses continuateurs, traduite en roman par Nicolas de Senlis, sous ce titre : *Tote l'histoire de France*, contient des interpolations saintongeaises d'un caractère incertain. Gaston Paris les avait signalées ; depuis, elles ont donné lieu à plusieurs publications. Elles relatent les précautions prises pour mettre les trésors religieux à l'abri du pillage des Normands. Ces détails, d'abord rédigés en latin, nous sont parvenus à travers des versions en deux dialectes, poitevin et saintongeais, qui paraissent du XII^e siècle, au début du XIII^e siècle. Les faits qu'elles racontent sont apparemment vrais dans leur ensemble ; elles donnent la statistique des édifices du culte à Saintes et dans le diocèse à une époque reculée qu'on peut supposer être celle où se place le récit.

Une autre composition légendaire, la geste de Charlemagne en Aquitaine et en Espagne, connue sous le nom de *Pseudo-Turpin*, contient aussi des interpolations un peu plus tardives, concernant les églises de Saintes, et la biographie de leurs patrons. C'est là qu'on rencontre la première forme de la légende d'Eutrope et d'Eustelle, non encore intensifiée jusqu'à l'absurde par le faux Denys du *Liber Calixtinus*.

E. — SOURCES HAGIOGRAPHIQUES

Passionnaires.

De l'examen des textes insérés dans les anciens bréviaires, il ressort avec clarté que l'église de Saintes eut, à un moment donné, un recueil de vies de ses notabilités les plus éminentes.

Si l'on compare les extraits concernant, par exemple, le martyr Vaize et l'évêque Liguire à ceux concernant l'évêque Benoit (compagnon de Viventius), ou l'évêque Evurce d'Orléans, on remarque que ces derniers extraits sont découpés dans des textes d'une très haute antiquité qui nous sont parvenus intacts ou faiblement interpolés. La preuve en est faite. Or, pour les autres, elle semble aussi sûre. On ne peut vraiment considérer les rédactions que le bréviaire a retenues pour Vaize ou pour Liguire, autrement que comme les épaves de récits étendus, comprenant bien d'autres détails sur ces saints.

Dans les âges de prière, où l'on ne redoutait pas la longueur des offices, c'est toute la vie qu'on récitait, sous forme de leçons, en divisant en neuf tranches ce texte inséré dans le passionnaire (24), et l'on estimait ainsi gagner en mérites auprès du saint. Ainsi se termine la prose rimée d'Eutrope qui, primitivement, se chantait avant de commencer les leçons :

Recitemus vitam ejus | Mercedis non dubii...

Mais, lorsqu'il s'agit d'abrégé les offices canoniaux, on s'arrangea pour modifier ces dispositions, en prenant seulement un ou plusieurs passages de la vie du saint pour en tirer des leçons écourtées. Elles furent insérées aux bréviaires, et les passionnaires cessèrent d'être utilisés.

Ces passionnaires saints ont entièrement disparu. Il n'est pas impossible que des recherches ultérieures, faites avec d'autres méthodes et un objectif plus exclusivement historique, en fassent découvrir des traces dans quelque dépôt, anglais par exemple.

La vie ancienne de Vivien (*Vita sancti Bibiani*), éditée dans les *Scriptores rerum Merovingicarum*, peut être regardée comme le remaniement de celle que, d'après Grégoire de Tours, l'église de Saintes possédait dès le VI^e siècle. L'antériorité, à cette vie éditée, des textes que nous publierons, ne peut échapper à un observateur attentif.

(24) Ce découpage, au moyen d'appels marginaux, tracés après coup, se voit sur de nombreux manuscrits contenant des vies isolées ou des groupes de vies. Nous signalons, notamment, le passionnaire clunisien de la Bibliothèque nationale (ms. lat. 5323), où se trouve une vie d'Eutrope qui fit l'objet de cette utilisation.

Il importe de laisser à l'*Histoire des Évêques* un strict minimum de discussions, de digressions, de critiques des textes pour n'en point rendre la lecture insupportable. Aussi, dans une seconde partie de l'Introduction, reprendrons-nous, pour chaque personnalité de cette histoire, l'examen des formes les plus anciennes de sa légende, que nous donnerons lorsqu'elles seront inédites, que nous comparerons entre elles si elles sont déjà connues. Ce triage des matériaux terminé, la construction de l'édifice historique s'effectuera sans arrêts inutiles.

Bréviaires.

Nous plaçons au premier rang ces documents, encore que leur antiquité dépasse rarement le XI^e siècle. Mais en raison de la pérennité de la liturgie aux époques anciennes, où le traditionalisme régnait partout et où l'on n'admettait pas volontiers des remaniements aux légendes, ceux de ces manuscrits qui remontent au XIII^e et même à la première moitié du XIV^e siècle ont conservé, dans leurs leçons, l'état d'une documentation qui doit remonter au moment où le culte s'est réorganisé après les invasions des IX^e et X^e siècles.

Pour Saintes, nous savons, par le précieux *Catalogue* de Guillaume Tessier, que l'évêque contemporain des règnes de Hugues Capet et de Robert II, Iselon fut le restaurateur du chapitre et y fit régner la discipline. C'est à lui sans doute qu'il faut attribuer la réunion des sources à l'aide desquelles furent composées les leçons du bréviaire de son diocèse.

Il subsiste de ce document deux éditions. L'une, du XIII^e siècle, est à l'usage de l'Église santone, c'est-à-dire du diocèse où ne sont pas donnés les offices des saints honorés au chef-lieu, tels que *Fredulfus*, *Seronius*, *Palladius* ; c'est le ms. lat. 16309 de la Bibliothèque nationale, relié à une date ancienne avec des rognures très fortes qui ont changé son caractère de grand in-4^e, et depuis cruellement mutilé, mais encore plein d'intérêt (25). L'autre, de l'église Saint-Pierre de Saintes, contient tous les offices spéciaux de la cathédrale ; il est postérieur au premier bréviaire de quelque soixante ans, et se place

(25) Ce manuscrit a été décrit longuement dans un *Rapport sur un bréviaire de Saintes*, par l'abbé Th. Grasilier, édité au *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, t. I, p. 131-154.

dans la première moitié du XIV^e siècle; il fait partie de la splendide collection saintongaise d'un amateur éclairé et fort généreux, M. Maurice Martineau. Il comporte deux volumes; le second est consacré en partie au propre du temps qui ne répond pas rigoureusement au calendrier martyrologe. C'est pour la première fois que des extraits abondants en seront présentés à l'attention du public.

Les leçons omises au premier bréviaire figurent naturellement dans celui-ci : de là son intérêt de premier ordre, puisque ces leçons constituent des biographies de personnages inconnus à tous ceux qui ont écrit sur l'histoire de Saintes. Le « Palladius episcopus », commémoré le 7 octobre, n'a visiblement, d'après les vagues éloges qu'il reçoit, aucun lien avec l'évêque-restaurateur ou constructeur de temples qu'on honorait, d'ailleurs, à une toute autre date, à l'Abbaye aux Dames.

Il existe un troisième bréviaire manuscrit du XIV^e siècle conservé à la Bibliothèque nationale, sous le n^o 1307 du fonds latin. Avant que nous n'eussions eu l'heureuse fortune d'être admis dans la bibliothèque de M. Martineau, le ms. 1307 nous avait été d'un grand secours en fournissant les premières lignes de l'office de la translation de saint Trojan, dont l'abbé Grasilier constatait et déplorait la perte dans le ms. 16309, sans se douter combien elle était aisément réparable. Dans le ms. 1307, les leçons ont reçu encore des amputations beaucoup plus fortes. D'abord, on les a réduites le plus possible à trois, et chacune d'elles n'a guère plus de deux lignes. L'ère de ferveur canoniale s'était close et les difficultés des temps y pouvaient bien être pour quelque chose.

L'abbé Charles Métais a présenté des remarques sur ces bréviaires (26) et sur le ms. lat. 1308, qui constitue une variante du 1307.

Martyrologes. — Calendriers. — Obituaires.

Nos recherches ne nous ont pas fait mettre la main sur un martyrologe saintongais proprement dit, c'est-à-dire sur un sommaire du propre des saints exposant en quelques mots les particularités essentielles qui les concernent.

(26) *Revue de Saintonge*, IX, 35.

Mais nous avons, dans tous les bréviaires, des calendriers qui sont des résumés de martyrologes. Ils présentent toujours avec le contexte qui les suit des différences qui n'ont, cependant, été signalées ni par l'abbé Grasilier, ni par l'abbé Métais dans les travaux publiés au sujet de ces bréviaires. Le calendrier du manuscrit 16309 est visiblement antérieur au recueil auquel il a été joint; c'est un vestige de l'édition précédente mise au rebut. Dans ces conditions, on s'explique qu'il ne soit pas, comme on aurait dû s'y attendre, la table du propre des saints qu'il précède.

Il serait intéressant de publier le plus ancien de ces calendriers et d'annoter les changements que les chefs du diocèse de Saintes y ont apportés par la suite des temps.

Aucun obituaire de Saintonge n'existe plus. C'est une très grande lacune pour la documentation d'une histoire épiscopale.

Dans une faible mesure, elle est atténuée par la publication des nécrologes de Saint Martial de Limoges due à trois savants : Alfred Leroux, Émile Molinier et Antoine Thomas (27). On y trouve la mention funèbre des évêques Aton, Goiran, Renoul, Pierre II, Guillaume I^{er}, Aimar, Henri, Pierre IV, Guillaume II, du doyen Jean I^{er}.

Biographies modernes.

Le *Commentarius praecius*, autrement dit la dissertation dont les Bollandistes font précéder la vie d'un saint a, le plus souvent, la portée d'une biographie critique. Malheureusement, l'insuffisance de leur documentation concernant les bienheureux issus de la Saintonge ôte toute base à leurs conclusions. La préface de Krusch, sur *La Vie de saint Vivien*, éditée dans les *Scriptores rerum Merovingicarum*, a motivé les critiques de M^{sr} Duchesne. *La Vie de saint Macou-Maclou-Mâlo*, par Dom Lobineau, n'a guère plus de valeur que celle de Vincent de Beauvais, depuis qu'on a découvert deux vies du IX^e siècle : elles ont donné lieu à de belles joûtes dans les revues savantes, et, plus récemment, à l'étude magistrale de M. Ferdinand Lot.

L'évêque Aton a été étudié par M. Levillain à propos des

(27) *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXX, fascicule 2 (1883).

chartes originales de Noaillé. Iselon avait fait l'objet d'une tentative louable de biographie, par l'abbé Cholet, dans le *Bulletin religieux de La Rochelle*. Il est superflu de noter que des biographies épiscopales émaillent l'*Histoire de l'Église santone*, par Briand, et la *Biographie*, de Rainguet.

Dans le *Bulletin religieux de La Rochelle* (dès ses débuts), et dans celui d'Angoulême (en 1687), deux hommes de mérite, l'abbé Th. Grasilier et l'abbé Maratu, ont donné des études biographiques sur des chefs de l'Église santone (28). Les notices du premier pouvaient atteindre un sérieux degré d'intérêt, puisque il eut le premier en mains les leçons du bréviaire du XIII^e siècle, dont aucun écrivain n'avait encore pu profiter. Mais il ne saisit en rien l'importance de ces textes comme point de départ d'une discussion critique des amplifications modernes, et son objet fut de concilier, coûte que coûte, les diverses versions dont il fit une macédoine relevée de sel attique.

Livres d'église imprimés.

Un grand nombre de missels et de livres, imprimés pour le diocèse de Saintes, ne sont connus qu'à l'état d'*unicums*. Le plus ancien conservé à l'Université de Cambridge porte la date du 15 avril 1491. Le *British Museum* en possède un autre postérieur de peu d'années. Ces missels, avec ceux datés du 5 juin 1523 et de 1536, sont les seuls signalés dans la *Bibliothèque liturgique*, au volume publié avec ce sous-titre : *Catalogus missalium ritus latini ab anno 1475 impressorum*. Collegit W. H. Jacobus Weale. (Londini, 1886, in-8°, XII-296 p., d'après le dépouillement qu'en a donné le vénérable bénédictin, Dom Du Bourg (29).

M. Maurice Martineau en a réuni, dans sa collection si précieuse, d'autres types antérieurs à 1550, dont plusieurs n'ont pas de doublet connu, et qui se trouvent dans un état de conservation vraiment exceptionnel. Il nous a paru utile de dresser le catalogue de missels et livres d'heures durant la période

(28) Signalons notamment les études sur Dizent (*Bull. rel.*, III, 346, 406, 443) ; Entrope (IV, 571) ; Léonce (II 481) ; Pallais (IV, 136, 147) ; Trojan (II, 287) ; Vivien (III, 114, 127, 142).

(29) *Revue de Saintonge*, VIII, 188. La nomenclature des missels de Saintes est à la p. 219 du recueil de Weale.

que nous venons de limiter. Il eût été d'un moindre intérêt de faire état des réimpressions modernes.

1. — 1491, 15 avril. *Missale secundum usum ecclesiae Xantonensis. Impressum Parisius per Iohannem Hignan* (6, XXIII, 8, 42; XXIII =) 186, ff., 2 col. 41 lig., composition 224 millim. Imp. sur vélin. — Incomplet.

Cambridge. Bibliothèque de l'Université.

[Cité : Bernard, *Catalogus libr. mss. Angliae* (Oxford, 1697), II, 381. — Van Praet, 2^e cat., I, 122, 355. — Hartshorne, 49. — Bradshaw, 186. — Sandars, 20, 19].

2. — 149. (?). *Missale ad usum ecclesie Xantonensis. Quarto* (8, CXXVII, 8, LXXX, XXXVI, 4 =) 274 ff., 2 col., 37 lig., comp. 153 mill.

London, British Museum ; incomplet.

3. — 1497, 16 janvier. *Heures à l'usage de Saintes. Imprimées par Jacques Bezanceau, libraire à Poitiers, pour maistre Iehan Philippe*, 86 ff., 25 lig.

[A fait l'objet d'une description par M. de la Bourlière, *Revue poitevine et saintongeaise*, t. X, 1893].

Collection Maurice Martineau, à Saintes.

4. 1501, 15 juillet. *Missel de Thielman Kerver, à l'usage de Saintes* (8+CLIX+16+CXXIII+?) 310 ff.

Collection Maurice Martineau.

5. — [1507, début du calendrier]. *Heures de Simon Vostre, à l'usage de Saintes*. 120 ff. non chiffrés. Superbes miniatures.

Collection Maurice Martineau.

6. — [1517, début du calendrier]. *Heures à l'usage de Xaintes, sans rien requérir, imprimées pour Guillaume Godard, demeurant à Paris, au bout du Pont-au-Change, à l'enseigne de l' « Homme sauvage. »*

Collection Maurice Martineau.

7. — 1520, 20 août. *Manuale sive enchiridium continens modum administrandi sacramenta secundum usum insignis ecclesie Xan.* — Par Engelbert de Marnef, à Poitiers. — In-12.

8. — 1523, 5 juin. *Missale insignis ecclesiae Xantonensis. Impressum Lemovicis per Claudium Garnier, impensis Enguilberti de Marnef dict du Liège et Iacobi Bouchet, im-*

pressorum et bibliopolarum civitatis Pictavensis. Quarto (81, 150, LXXV, XLVIII $\Rightarrow$ 282 ff., 2 col., 35-36 vel 27 lig.

Tournai, Bibliothèque de l'Évêché; incomplet.

9. — 1536. *Missale ecclesie Xantonensis. Pictavis, de Marnef. Quarto* (8+CXVIII+LX+XXXVIII $\Rightarrow$) 224 ff.

A) Bibliotheca Colbertina, II, 310; 4453.

B) Collection Maurice Martineau.

10. — 1542. *Bréviaire du diocèse de Saintes.*

Bibliothèque Sainte-Geneviève, n° BB 1214 du catalogue.

(A suivre).

J. DEPOIN.

IV

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

VIII. — LES ARRÊTÉS DE LIBÉRATION

Désormais les arrêtés de libération se succéderont; plusieurs seront répétés à des dates différentes, selon les retards dans la remise du papier libérateur, les recherches pour retrouver l'intéressé, ou les réclamations renouvelées des parents et des amis. Ils sont souvent adressés à un navire quand le destinataire est dans un autre; ou en rade quand il est à Rochefort, à Saintes ou à Brouage, ou même quand il est mort depuis quelques mois.

Dans cette publication les documents officiels, seront placés à leur date, soit qu'ils proviennent des archives nationales : F7, 4556, soit qu'ils aient été copiés aux archives municipales de Rochefort.

11 pluviôse an III, 30 janvier 1795.

Le Comité de sûreté générale arrête que les citoyens Colas, Cailloux, Devaux, Poulet et tous autres du département de la Meuse, détenus à Rochefort, seront sur le champ mis en liberté.... en cas de translation faire passer.

18 pluviôse an III, 6 février 1795.

Néophit et Pigeot sur le Bonhomme-Richard; Mestre, Benoit au Port des-Barques. sur le Dunkerque, seront remis en liberté.

19 pluviôse an III, 7 février 1795.

A la Commission de santé en rade de l'île d'Aix.

Le Comité désire connaître la situation des prêtres condamnés à la déportation à bord des vaisseaux venus de Bordeaux et leur nombre.

Arch. du port de Rochefort. Conseil de santé, lettre n° 69.

Rochefort, 20 pluviôse an III, 8 février 1795.

Le commandant des armes au citoyen Dalbarade, commissaire de la commission de la marine et des colonies.

Tableau qui représente l'état des flûtes, susceptibles d'être employées à une expédition lointaine, avec répartition des troupes qu'on peut leur donner ainsi, qu'aux autres bâtiments qui sont désignés ci-après :

Artillerie.	Navires.	Port en tonneaux.	Quantité d'hom. qu'ils peuvent prendre.	Etat de situation des bâtiments.
20 can. de 6.	Les Deux-Associés.	600	350	A caréner et disposer pour la mission.
16 de 8.	Le Washington.	450	250	A abattre pour réparer ses bords.
19 de 6.	Le Gentil.	450	350	A débarquer les prêtres, d'ailleurs en état.
12 de 4.	Le Républicain.	509	300	Idem.
12 de 6.	Le Dunkerque.	400	200	Idem.

Arch. du port de Rochefort. Correspond. du Commandant des armes.

Rochefort, 20 pluviôse an III, 8 février 1795.

Au district de Xantes.

Une opération de service très pressé nous nécessite de faire débarquer 600 prêtres condamnés à la déportation, qui sont sur trois bâtiments dans la rade du Port-des-Barques; nul local n'existe ici pour les recevoir. Le représentant du peuple Nion m'a chargé de vous demander s'il serait possible de les recevoir dans quelques maisons nationales de votre commune,

et de vouloir bien me répondre de suite pour que les opérations qui nous sont ordonnées n'éprouvent aucun retard.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, Enregistrement.
3^e année.

Xantes, 21 pluviôse an III, 9 février 1795.

*L'administration centrale à l'administration du district
de Xantes.*

Nous sommes instruits, citoyens, que plusieurs des ci-devant prêtres qui, aux termes de l'arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale doivent être reçus dans une maison à ce destinée, sont logés chez des citoyens. Vous savez, comme nous, que le feu du fanatisme n'est pas encore éteint dans cette commune, qu'il couve encore sous la cendre, et que s'il vient encore à faire irruption, la paix et la tranquillité des citoyens en sera troublée, et qu'il nous sera difficile d'en arrêter les funestes effets. La surveillance sur ces réfractaires à la loi nous est confiée; veuillez, citoyens, nous vous y invitons, prendre des renseignements sur ce qui a été dénoncé, et faire rendre tous ces prêtres dedans la maison des ci-devant Notre-Dame, affectée pour les contenir.

Arch. départ. Administration centrale, l. 5, l. n^o 31.

Xantes, 22 pluviôse an III, 10 février 1795.

Le directoire du département à la municipalité de Xantes.

Considérant que le Comité de sûreté générale place les détenus sous la surveillance de l'administration, et que les principes éternels d'humanité et de justice qui l'ont dicté exigent qu'elle détermine, sans délai, les moyens de secours nécessaires à ceux des dits détenus qui se trouvent en état de maladie, arrête :

1^o Il sera établi, dans l'intérieur de la maison de détention, une infirmerie où seront soignés les détenus qui seront susceptibles de recevoir les traitements, d'après leur état de maladie, constaté par certificat de l'un des officiers de santé qui seront chargés de ce service.

2^o Ce certificat sera remis au commissaire chargé par la municipalité de la police de surveillance de la dite maison, lequel ordonnera l'admission du malade.

Ont signé : LEBouc, président; BOUJU, ROY, P. SAVARY, ARNAULT, ARDOUIN, et EMOND, secrétaire général.

Arch. municipales de Saintes.

Rochefort, 23 pluviôse an III, 11 février 1795.

Au district de Marennes.

Je suis chargé, citoyens, de vous demander, de la part du représentant Niou, s'il vous serait possible de recevoir à Brouage environ 600 prêtres condamnés à la déportation, et qu'une expédition pressée, et des plus essentielles, oblige à débarquer des bâtiments qui les contiennent afin de pouvoir les employer à un usage beaucoup plus utile à la chose publique. Voyez, je vous prie, à employer tous les moyens possibles pour que cette translation puisse avoir lieu de suite, et s'il est quelque facilité à vous procurer de ma part pour la réussite de cette opération, soyez persuadé que j'en solliciterai l'ordre du représentant.

J'attends votre réponse par le retour du gendarme que je vous expédie. Je crois devoir vous prévenir que Xantes ne peut en contenir plus de 300, qui y sont actuellement.

Arch. du port de Rochefort. Copie de lettres, 1793-1800, 5° et 6° divisions.

Xantes, 23 pluviôse an III, 11 février 1795.

L'administration centrale au Comité de sûreté générale.

En exécution de l'arrêté que vous nous avez notifié par votre lettre du 14 nivôse dernier, les ci-devant prêtres détenus à Rochefort, viennent d'être transférés ici, et reçus dans la maison de Notre-Dame, au nombre de.... seulement. Un grand nombre étant atteint de maladies graves, l'humanité exigeait qu'il fut pourvu aux moyens de leur procurer des soins et traitements nécessaires à leur état. Nous avons donc cru devoir établir, dans l'intérieur de la maison, une infirmerie administrée par deux officiers de santé. Nous vous faisons passer, citoyens représentants, l'arrêté que nous avons pris pour former cet établissement provisoire, en vous priant d'en sanctionner les dispositions.

Arch. départ. Administration centrale, l. 5, l. n° 31.

Xantes, 25 pluviôse an III, 13 février 1795.

Arrêté du Département.

Vu les diverses observations de la municipalité de Xantes, des citoyens Bruslé et Lavigne, officiers de santé, des pharmaciens de l'hôpital militaire, vu aussi une pétition des prêtres détenus dans la maison dite Notre-Dame, arrête par addition à sa délibération du 23 de ce mois :

1° Que les linges, matelas, draps de lits et les ustensiles nécessaires pour l'infirmerie établie dans la dite maison, seront empruntés des magasins de l'hôpital sédentaire militaire, sur le récépissé du commissaire de la municipalité visé par l'administration du district.

2° Qu'attendu la déclaration des pharmaciens de l'hôpital : que leurs magasins ne peuvent fournir à ladite infirmerie les remèdes nécessaires, les officiers de santé sont autorisés à les prendre dans celui du citoyen Prouteau, pharmacien en cette commune.

3° Qu'il sera attaché à cet établissement un infirmier, qui sera nommé à cet effet par la municipalité, et qui sera aux appointements de 75 livres par mois.

Qu'en sus du pain qui est fourni par les magasins nationaux aux prêtres détenus, il leur sera provisoirement alloué la somme de 25 sous, laquelle sera payée à l'avance, toutes les décades, sur les états nominatifs qui seront fournis par le commissaire de la municipalité, visés par le district.

Arch. municipales de Saintes.

Rochefort, 28 pluviôse an III, 13 février 1795.

Conseil municipal.

Il est donné lecture d'une pétition souscrite par les prêtres en rade de l'île d'Aix, adressée au Comité de sûreté générale, et soumise au Conseil avec prière d'y mettre son attache.

Sur laquelle le Conseil délibérant et considérant : qu'il ne connaît nullement les motifs de la déportation des pétitionnaires, ni leurs principes, mais qu'il a un exemple que l'été dernier, sur huit ou neuf cents prêtres également condamnés à la déportation et envoyés en cette même rade, il en est mort *six cent quarante*, arrête qu'il sera mis au pied de leur pétition une invitation, au nom de l'humanité, au Comité de sûreté générale de vouloir bien prononcer sur leur sort.

Arch. municipales de Rochefort.

26 pluviôse an III, 14 février 1795.

Jalbert Jean-Dominique, au Port-des-Barques, sur le Gentil, sera mis en liberté.

Xantes, 27 pluviôse an III, 15 février 1795.

*La Commission centrale de la Charente-Inférieure
à la Commission de secours publics.*

Par une lettre du 14 nivôse, citoyens, le Comité de sûreté générale nous avait prévenus de l'ordre qu'il avait donné pour faire transférer ici 366 prêtres condamnés à la déportation, et qui étaient détenus à Rochefort; il nous avait aussi chargé de pourvoir à leurs besoins de première nécessité. Cette disposition exigeait des mesures provisoires que nous avons prises et que nous avons consignées dans les deux arrêtés ci-joints.

Nous vous prions, citoyens, d'en examiner le contenu et de les revêtir de votre approbation, si vous le jugez à propos, et indiquer les changements que vous aurez cru devoir y faire.

Arch. départ. Administration centrale, l. 5, l. 31.

28 pluviôse an III, 16 février 1795.

Hardy Louis-Auguste, âgé de 70 ans, détenu à Saintes depuis quinze mois, sera remis en liberté.

Xantes, 29 pluviôse an III, 17 février 1795.

Arrêté de la municipalité.

Les citoyens Lavenue et Vadier sont nommés commissaires de la maison de Notre-Dame ;

Considérant qu'autant qu'il est possible, il est bon qu'il n'y entre aucun individu du dehors, et que Massiou, gardien de cette maison, y demeure avec sa famille, l'agent national oui, nomme à la place d'infirmière l'épouse du dit Massiou qui, par sa santé et sa force, est dans le cas de la remplir.

Arch. municip. de Saintes.

1 ventôse an III, 19 février 1795.

Lamy Gaspard (Haute-Loire), sur le Dunkerque ; Saint-Blancard François (Charente-Inférieure), âgé de 65 ans, infirme, reclus à Saintes, seront remis en liberté.

5 ventôse an III, 23 février 1795.

Gilbert des Héris Jean (jeune) et Gilbert des Héris Jean (ainé) (Charente), seront remis en liberté. (Le plus âgé était mort le 12 septembre 1794). Duval Hubert sera remis en liberté.

Rochefort, 6 ventôse an III, 24 février 1795.

Arrêté du directoire du district de Rochefort.

Vu la pétition qui lui a été adressée aujourd'hui par le citoyen Joseph-Augustin Romanet, ci-devant prêtre, tendant à obtenir le recouvrement des effets dont il a été dépouillé, tant par la municipalité de cette ville qu'à bord des vaisseaux les Deux-Associés et le Washington ;

Considérant que le réclamant est du nombre des prêtres condamnés à la déportation et qu'il n'a joint à sa pétition aucune pièce qui prouve que sa condamnation ait été annulée ;

Arrêté, sur ce, oui le substitut de l'agent national, qu'il n'y a lieu à statuer quant à présent sur la dite pétition.

Signé : RIGNAC, FAURES, COMBAUD, LELOUP.

Arch. départ., reg. n° 4 des délibérations du district de Rochefort.

7 ventôse an III, 25 février 1795.

Armand Romain-Jean (Aveyron), sur le Dunkerque ; Brunet de Lauzières Maurice (Indre-et-Loire), sur le Dunkerque ; Panat Jean-Armand (Seine-et-Oise), sur le Dunkerque, seront remis en liberté.

9 ventôse an III, 27 février 1795.

Boyard Jean-Joseph (Vienne), assermenté, libéré sur les réclamations de la commune de Saint-Germain.

10 ventôse an III, 28 février 1795.

Pradel Gabriel (Corrèze), sur le Dunkerque, sera remis en liberté.

Rochefort, 12 ventôse an III, 2 mars 1795.

A la Commission de la Marine.

Je vous préviens que la flûte le Washington, doublée en cuivre, d'une marche reconnue, pouvait porter 300 passagers, et celle des Deux-Associés doublée de bois pouvant aussi porter quatre ou cinq cents passagers, seront totalement désarmées dans deux jours...

Le navire le Gentil, qui se trouve en bon état et qui est doublé de cuivre me paraissant très propre à faire partie de cette expédition, en cas de besoin, je vais le faire préparer à tout événement ; mais ce bâtiment ayant des prêtres à bord qui gênent cette opération, je vous demanderai d'en faire le versement

sur un autre bâtiment, ou de vous prononcer d'une manière quelconque à cet égard, cette demande vous ayant été déjà faite par mon prédécesseur dans sa lettre du 26 nivôse, n° 555.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort, correspond. du Commandant des armées, n° 671.

13 ventôse an III, 3 mars 1795.

Laffont Joseph (Haute-Loire), sur le Républicain, sera remis en liberté, ainsi que Bourgault Hyacinthe (Côtes-du-Nord).

Rochefort, 13 ventôse an III, 3 mars 1795.

A la Commission de la Marine.

Je reçois journellement des pétitions de la part des déportés qui sont sur les navires le Républicain, le Dunkerque et le Gentil mouillés devant le Port-des-Barques. J'éprouve le regret de ne pouvoir venir à leur secours ; l'objet de leur demande ne pouvant me concerner, mais je vous transmets la première pétition que j'ai reçue des déportés embarqués sur le Gentil, afin que vous preniez les mesures que vous croirez convenables pour adoucir leur sort.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, enregistrement, 3^e année.

Rochefort, 13 ventôse an III, 3 mars 1795.

Aux capitaines des navires le Républicain, le Dunkerque et le Gentil.

Je te prie, citoyen, de vouloir bien prévenir les prêtres qui sont à ton bord que lorsqu'ils auront des réclamations à faire, ils s'adresseront directement à la Commission de la Marine, qui seule peut porter des décisions sur leur sort, ou présenter leurs demandes au Comité de salut public ou de sûreté générale pour y statuer.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division, enregistrement, 3^e année.

15 ventôse an III, 5 mars 1795.

Aucamus Jacques (Creuse) ; Carbonnaud Jacques (Haute-Vienne) ; Carbonnières René-Henri (Haute-Vienne) ; Chaigneau la Gravière (Charente) ; De Reix Jean-Pierre (Charente) ; Hériard

Pierre (Charente); Jolly Pierre-Bernard (Charente); La Loue Mathieu-Alexis (Haute-Vienne); Lalaurencie Armand-François-René (Charente); Lambert Pierre (Vienne); Lanauve Pierre-Jacques (Charente); Naud Pierre (Charente); Paris Eloi (Charente); Rondeau La Plaigne Etienne (Creuse); Sauro Jean (Charente); Thenon Jean (Vienne), tous détenus à Saintes ou dans les différentes maisons du département seront remis en liberté.

16 ventôse an III, 6 mars 1795.

Bonnet sera remis en liberté.

18 ventôse an III, 8 mars 1795.

Bertrand Antoine (Haute-Loire); Beaudoin Jean; Caminel Antoine-Bertrand; Dubrueil Charles-Grégoire (Aveyron), sur le Gentil, seront remis en liberté.

Rochefort, 19 ventôse an III, 9 mars 1795.

L'agent national de Rochefort au Comité de sûreté générale.

Il existe encore en rade du Port-des-Barques à bord des vaisseaux le Gentil, le Républicain et le Dunkerque environ 600 prêtres dont la position est actuellement très dure. Le peu de hauteur de l'entrepont, où ils se tiennent habituellement, les soumet à une attitude gênante, et leur grand nombre dans un lieu extrêmement resserré les expose à une incommodité permanente et leur présage une épidémie mortelle que la saison du printemps qui va s'ouvrir ne fera qu'avancer. L'humanité réclame qu'ils soient promptement retirés de ces vaisseaux.

BESSIÈRE.

Arch. départ. L. 7 L.

19 ventôse an III, 9 mars 1795.

Douhet Etienne-Antoine (Cantal), sur le Républicain; Gondalma Jean-Baptiste (Lot), et Ruat Jean-Joseph (Cantal), sur le Gentil, seront remis en liberté. Il sera sursis à l'embarquement de Bousçayrol François (Aveyron) et de Riolz Jean-Antoine-Marie (Aveyron).

20 ventôse an III, 10 mars 1795.

Brigeat Claude-Alexandre (Meuse); La Brunie Pierre-Jean (Aveyron); La Girardie, tous sur le Républicain, seront remis en liberté. (Le premier fut sur le Washington).

Bongiraud André-Jean-Gabriel (Haute-Loire), sur le Répu-

blicain ; Margerit Etienne (Haute-Loire), sur le Gentil ; (l'arrêté ne leur fut remis qu'à Brouage) ; Martin Etienne (Haute-Garonne), sur le Dunkerque, seront remis en liberté.

22 ventôse an III, 12 mars 1795.

Bergon Etienne (Lot), sur le Gentil ; Vidal Jean (Haute-Loire), sur le Républicain, seront remis en liberté. (Vidal ne reçut son arrêté qu'à Brouage).

23 ventôse an III, 13 mars 1795.

Allenet Paul Zacharie, 74 ans, curé de Gibourne ; Desmarais Joseph, 60 ans, curé de Chalais ; Moré Honoré, 60 ans, curé de Bazauges ; Painvert Pierre, 60 ans, curé de Beauvais-sur-Matha, prêtres assermentés de l'ancien diocèse de Saintes, enfermés à Brouage, en 1793, avec les suspects de la Charente-Inférieure, seront remis en liberté.

Rochefort, 24 ventôse an III, 14 mars 1795.

Au Comité de salubrité navale de Rochefort.

Les déportés ont continuellement de légères affections de scorbut, qui ne seront qu'augmenter s'ils ne sont assurés d'un avenir plus heureux.

LAFOREST, BÉRAUD.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, reg. 1, n° 93.

24 ventôse an III, 14 mars 1795.

Bos Guillaume (Cantal) et Guillemot Gabriel (Puy-de-Dôme), sur le Dunkerque ; Toulat Joseph (Aveyron), sur le Républicain ; Gally (de) Joseph-Julien (Aveyron) ; Prompt Jean-Pierre (Aveyron) ; et Savignac Henri-Guillaume-Raymond (Aveyron), ce dernier sur les réclamations de la commune de Villefranche, seront remis en liberté. Ces trois derniers se trouvent sur le Gentil.

25 ventôse an III, 15 mars 1795.

Félix Jean (Hautes-Pyrénées), sur le Dunkerque, demande à être transporté à l'hôpital de la Fraternité (hôpital de la Marine).

Rochefort, 26 ventôse an III, 16 mars 1795.

L'agent national au Comité de sûreté générale.

Les citoyens Guérin, Bonnefont, Parades, Albanet, Travers, détenus à bord du vaisseau le Républicain ; Chasteau et Au-

zolles, détenus à bord de celui le Gentil, m'ont fait remettre des pétitions tendant à obtenir leur liberté, ils les appuient sur des certificats en bonne forme de leurs municipalités respectives, et leur intention était qu'elles fussent présentées au représentant du peuple en mission à Rochefort; mais Blutel, chargé par la Convention de tout ce qui est relatif aux prises faites sur les ennemis de la République, se trouvant absent et ayant refusé d'accepter de pareilles pétitions, d'après la loi qui les soumet au Comité de sûreté générale, je me détermine à vous les adresser, en me bornant à vous faire observer que la justice et l'humanité commandent cet acte de bienfaisance, surtout si vous considérez, comme je vous en ai déjà fait part, que trois vaisseaux renferment environ 600 prêtres, résidant dans un entrepont qui n'a pas plus de quatre pieds de hauteur, et que la saison du printemps qui s'avance va faire éclore, dans ces vaisseaux, une épidémie qui deviendra funeste non seulement à ces prêtres mais encore aux équipages.

BESSIÈRE.

Arch. départ., correspondance de l'agent national de Rochefort.

26 ventôse an III, 16 mars 1795.

Mage Louis (Tarn), sur le Republicain; Voissant, Charles-Aubin (Isère), sur le Gentil; Brigeat, Scipion-Jérôme, doyen d'Avranches, au Port-des-Barques, seront remis en liberté. Brigeat était mort le 18 fructidor an II (4 septembre 1794).

27 ventôse an III, 17 mars 1795.

Reynaud, Jean-Antoine, ex-chanoine de Séez (Orne), à bord d'un vaisseau à Rochefort; Moreau, Marc-Antoine (Cher), à l'hôpital, seront remis en liberté.

Communication au capitaine du Gentil, en rade du Port-des-Barques, des trois arrêtés des 18 et 19 de ce mois mettant en liberté Avit, Douhet et Ruat.

Rochefort, 29 ventôse an III, 19 mars 1795.

Le Comité de santé à l'Agent maritime.

La Commission de santé, en rade de l'île d'Aix, a rendu compte au Conseil de salubrité qu'il s'était développé une épidémie de scorbut à bord du bâtiment de transport le Republicain. Cette maladie ne peut être traitée avec succès à la mer;

l'hôpital y est propre, et les places vacantes nous paraissent devoir être conservées pour les malades libres que les armements peuvent fournir. La précaution de laisser les salles vides en facilitera le nettoyage nécessaire.

Le Comité vous invite, citoyen, à prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces déportés soient transportés dans les terres pour rendre les plus malades à la santé, et s'opposer à la contagion. L'humanité dicte d'accélérer le plus possible cette mutation, sans laquelle on ne peut espérer de guérison. Heureux par l'égalité.

BOBBE-MOREAU, POCHÉ, COCHON, MILLET jeune.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 89.

Rochefort, 29 ventôse an III, 19 mars 1795.

Au représentant Descamps, député du Gers, rue et hôtel du Mont-Blanc, Paris.

Aussitôt la réception de ta lettre, citoyen Représentant, et de la mise en liberté qui l'accompagnait, je me suis empressé d'expédier un gendarme pour hâter le moment qui devait la procurer à ton frère (1). Il n'y a pas été apporté le moindre retard, et j'ai la satisfaction de t'apprendre qu'il est maintenant en route.

Je désirerais bien que tous ses frères d'infortune pussent bientôt jouir du même bienfait. J'ai porté leur vœu au Comité de sûreté générale, et je compte sur un prompt succès, surtout si tu peux y contribuer.

BESSIÈRE.

Arch. départ., correspondance de l'Agent national de Rochefort.

Rochefort, 29 ventôse an III, 19 mars 1795.

Lettre annonçant au représentant Bertrand, député du Cantal, rue Saint-Honoré, n° 68, Paris, la mise en liberté des déportés Avit, Douhet et Ruat.

Henrion Joseph (Meuse), sera remis en liberté. L'arrêté lui parvint à Saintes, le 13 germinal (2 avril).

(1) Dom Descamps Ambroise-Joseph, né à Chalais-Lectoure, religieux à la Grande-Chartreuse, à Bordeaux.

2 germinal an III, 22 mars 1795.

Riolz, Jean-Antoine (Aveyron), sur le Gentil, sera remis en liberté. Il était frère du juge du tribunal de cassation à Paris.

4 germinal an III, 24 mars 1795.

Teulat Joseph (Aveyron), sur le Républicain; Teuriès, Bertrand-Joseph (Haute-Garonne), sur le Dunkerque, seront remis en liberté.

Rochefort, 5 germinal an III, 25 mars 1795.

Le Conseil de santé à l'Agent maritime.

Le scorbut accroît ses ravages à bord des bâtiments destinés aux prêtres déportés; le mal peut devenir plus grand par les complications que la saison prochaine amènera. L'exemple de ce qui s'est passé l'année dernière est affreux; la crainte de voir se reproduire de pareils accidents, et plus encore l'humanité nous dictent de vous renouveler le besoin de mettre ces condamnés à terre, où ils peuvent seulement échapper à la mort.

Heureux par l'égalité.

POCHÉ, COCHON, BOBE, MATHIEU.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 94.

5 germinal an III, 25 mars 1795.

Envoi à l'hôpital de Noyer Jean-Baptiste, sur le Républicain. Ordre au commandant du Républicain d'envoyer à terre Tournus Pierre, pour le faire traiter.

Paris, Comité de sûreté générale,

5 germinal an III, 25 mars 1795.

Vu les pièces relatives aux citoyens :

Bertrand Antoine, Boivin Pierre-Yves, Briquet Hilaire-Alexandre, Dourlot Claude, Grenier Antoine, Lalande Raymond, Lamy Gaspard, Leclerc Pierre-Paul, Maréchal Jean-Baptiste. Tous détenus dans les différents vaisseaux de la République, tant au Port-des-Barques qu'à Rochefort, ou dans les différentes maisons d'arrêt du département de la Charente-Inférieure. Le Comité arrête qu'ils seront sur-le-champ mis en liberté.

LEGENDRE, PEMARTIN, AUGIER, BOUTIN, GOUPILLEAU,
MONNAYOU.

Arch. munic. de Rochefort, registre du trib. révolutionnaire.

Rochefort, 6 germinal an III, 26 mars 1795.

A la Commission de la Marine.

Par sa lettre du 23 nivôse dernier, n° 544, mon prédécesseur vous a prévenu que les officiers de la marine ne voulaient plus souffrir parmi eux les lieutenants de vaisseau Viguier, Châteauneuf et l'enseigne Laly, rejetés de la Société populaire, et déclarés avoir perdu la confiance publique comme prévenus, savoir :

Viguier, d'avoir été un des plus forts soutiens du terrorisme et d'avoir exercé des vexations les plus inouïes de tout genre.

Châteauneuf, d'avoir été convaincu de vol et condamné à une peine déshonorante.

Laly, de s'être comporté de la manière la plus inhumaine envers les malheureux prêtres condamnés à la déportation et détenus à bord des Deux-Associés que ce féroce commandait (1).

Et vous a demandé, en conséquence, de vouloir bien vous prononcer, à cet égard, ce que vous avez vraisemblablement oublié de faire.

Je vous préviens, aujourd'hui, de mon côté, citoyens, que ces officiers, qui sont sans activité et avec qui personne ne veut servir, me harcèlent pour leur procurer de l'emploi, et que je ne sais que faire à leur égard. Je vous avouerai même que les services que peuvent rendre de tels hommes, loin d'illustrer la marine de la République, ne peuvent, au contraire, qu'être propres à la couvrir de l'infamie la plus manifeste.

Je vous prie donc de vous faire mettre sous les yeux la conduite de ces individus et de vous prononcer à leur égard comme ils le méritent.

LELARGE.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 724.

(1) Laly, Jean-Baptiste-René, né à La Flotte (Ile de Ré), mourut à l'âge de 70 ans, le 18 avril 1836, à l'hôpital de Saint Martin de Ré. (Registre de l'état civil de Saint-Martin).

Le docteur Kemmerer trace ainsi son portrait : « Le souvenir de Laly est encore vivant. Le capitaine Laly sera dans l'avenir le héros légendaire de ce drame religieux. Son regard, son geste, sa parole, tout en lui décelait la brutalité. Dans certains moments de sa vie, il faisait ses confessions. Il y avait quelque chose d'inférieur dans l'expression de ses muscles du visage, dans ses froncements de sourcils, dans ce sourire grossier. Sur son grabat d'hôpital même, les souvenirs de cet homme avaient des réminiscences sauvages qu'il exprimait en termes énergiques ». (*Histoire de l'île de Ré*, t. II, p. 255).

Rochefort, 7 germinal an III, 27 mars 1795.

Aux capitaines du Républicain, du Dunkerque et du Gentil.

Je te préviens, citoyen, que le Comité de législation a mandé à l'agent national près le district, qui m'a communiqué la lettre, de surseoir au départ du nommé Elisabeth Armand Brunet, ci-devant prêtre, natif d'Albi, domicilié à Toulouse, jusqu'à ce qu'il ait prononcé définitivement.

Mande moi si ce Brunet est à ton bord ou s'il est décédé, pour que j'en fasse part au Comité, qui désire avoir des renseignements.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division ; enregistrement, 3^e année.

Rochefort, 7 germinal an III, 27 mars 1795.

Rapport du Conseil de santé.

Nous avons fait connaître à l'agent maritime la nécessité de transporter dans les terres les condamnés à la déportation, enfermés dans des bâtiments sur rade. Le scorbut y fait des ravages ; ils se réuniront à ceux d'épidémies plus fâcheuses, qu'y développera la saison prochaine, et nous craignons de voir se reproduire les mêmes maux que nous ne pûmes empêcher l'année dernière. Les sept huitièmes des condamnés périrent ; vos représentations préviendront ces accidents.

Arch. du port de Rochefort, Conseil de santé, lettre n° 95.

Paris, 8 germinal an III, 28 mars 1795.

Comité de sûreté générale.

Vu les pièces relatives aux citoyens :

Abeil Guillaume.
Allagnon Pierre.
Bardet Jean-Joseph.
Baron Jean-François.
Barthélemy.
Baysset Joseph.
Bernède Martin.
Bertrand.
Bezama François
Boivin Pierre.
Bonafous Jacques.

Bouges Jean-Baptiste.
Boyer Jean.
Brachet Joseph.
Bredif François.
Brugères.
Buisson Jean.
Buisson Pierre.
Cassaigne.
Chabert Joseph.
Château Pierre-François.
Chevanaz Alexandre-François.

Clauzade Augustin.	Lalanne Armand.
Clauzade Jean.	Lalanne Pierre.
Clauzade Laurent.	Layral Pierre-Amant.
Compans.	Legris Nicolas-Antoine.
Cros Jean-Pierre.	Ligier Germain-Eustache.
Dejoye Bernard.	Maignanac Martial.
Delsuc André-Balsac.	Marteau Louis-Joseph.
Desnoyers Jean-Baptiste.	Martin Hilaire.
Doumic Guillaume.	Martin.
Dufaud Jean-François.	Mesnager.
Dufour Guillaume-Marguerite.	Meynial Anet.
Duluc Jean-Baptiste.	Montant Joseph-Aymard.
Duprat César.	Moussourd Jean-Baptiste.
Dubocs Louis.	Nollet Guillaume.
Escot Jean.	Petit Pierre-Jean-Marie.
Falguières Pierre-Etienne.	Piquet.
Fauville Etienne.	Pons.
Fourès Antoine.	Ratery.
Garros Pierre-Joseph.	Ribet.
Gasquet Charles-Marie.	Rolland Guy.
Gayral.	Rolland Louis.
Gayraud Pierre.	Rouillé Jean.
Gérard Jean.	Savy Jean.
Germain Jean-Baptiste.	Souternon Jean-Baptiste.
Gilet Jean-Baptiste.	Thurier.
Goulomier Etienne.	Tourneporte François.
Guichard Jean	Tournus Louis-Pierre.
Guillon Joseph.	Vabre Joseph.
Guy Pierre.	Viales Jean-Baptiste.
Labbé Barthélemy.	Viguiier Pierre-Henri.
Labrousse.	Villard Autoine.

Tous détenus, au nombre de 86, tant au Port-des-Barques que dans la rade de Rochefort ou dans les différentes maisons d'arrêt du département de la Charente-Inférieure, le Comité arrête qu'ils seront sur-le-champ mis en liberté.

LEGENDRE, PEMARTIN, LOMONT, BOUDIN, ANGUIS,
MATHIEU.

Arch. munic. de Rochefort, reg. du trib. révol.

Autre arrêté, du même jour, libérant Fauconnier Jean-François et James Jean-Gabriel-Xavier-Auguste.

10 germinal an III, 30 mars 1795.

Arrêtés de Blutel ordonnant que Valenton, détenu sur le Républicain, sera remis à Coursolles Antoine, à Rochefort, et mettant en liberté provisoire Teillac Antoine, détenu sur le Républicain; Grèzes, sur le Républicain, libéré.

Rochefort, 10 germinal an III, 30 mars 1795.

Au Comité de sûreté générale.

Nous croyons devoir vous mettre sous les yeux que, depuis plusieurs mois, trois bâtiments, venant de Bordeaux, sont au bas de la rivière, ayant à bord environ 500 prêtres déportés. Ils sont arrivés ici quelques jours après qu'un arrêté du Comité de sûreté générale avait donné l'ordre de faire débarquer, et mettre dans des maisons de réclusion ceux envoyés ici pour le même motif, et qui étaient sur les navires le Washington et les Deux-Associés. Depuis le moment d'arrivée de ces trois navires, nous n'avons cessé de demander que ces prêtres fussent débarqués pour donner plus de facilités aux opérations qui nous sont ordonnées, que nous ne pouvons pas pouvoir exécuter, si nous n'avons la libre disposition de ces bâtiments.

Une autre circonstance nous oblige, aujourd'hui, à vous faire la demande du débarquement de ces prêtres; nous joignons ici deux lettres du Comité de salubrité navale, qui fait craindre que la même épidémie, qui a régné à bord des Deux-Associés, à la fin de l'année dernière, ne fasse encore plus de ravages que sur les deux bâtiments qui étaient précédemment en bas de la rivière, se manifestant déjà sur le navire le Républicain, et venant à peine de sortir de l'hiver; c'est un scorbut présentant des caractères alarmants, et, d'après les dernières nouvelles venues de la rade, quelques individus s'en trouvent attaqués à bord du Gentil. La communication perpétuelle de ces bâtiments, avec ceux de la rade, nous fait appréhender que le mal ne se communique aux équipages des bâtiments en rade.

Votre humanité nous persuade que, nous ne vous exposerons pas sans succès, qu'il est impossible de recevoir dans nos hôpitaux ces malheureux condamnés à la déportation, et qu'on sera obligé de les traiter dans le même air empoisonné, car, il ne faut pas vous le dissimuler, aucun de ceux à bord du Républicain ne sont exempts du germe de cette maladie.

D'après ce que nous venons de vous exposer, nous espérons, citoyens Représentants, que vous voudrez bien peser dans votre sagesse s'il ne serait pas de la plus grande prudence de choisir un lieu à terre pour pouvoir mettre ces déportés, où, moins entassés, ils puissent être traités et préservés d'une mort inévitable s'ils restaient plus longtemps à leur bord.

Ce moyen, s'il s'effectue promptement, nous donnera, en outre, les moyens de nettoyer de suite et purifier ces bâtiments et de les mettre en état de pouvoir être d'une plus grande utilité pour le service de la République.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettre ; 1^{re} division.

11 germinal an III, 31 mars 1795.

Arrêté de Blutel libérant Denis Pierre et Tarracol, sur le Gentil, qui se rendront à Céré pour être mis dans la maison de réclusion.

Arrêté de Blutel appelant Dehos détenu sur le Républicain.

11 germinal an III, 31 mars 1795.

Le Comité de sûreté générale.

Vu les pièces relatives aux citoyens :

Abadie Romain.	Beaudoin Jean.
Achard Gilbert-Marien.	Bayle Etienne.
Advinent François.	Baysset.
Albanel.	Benoist Antoine.
Albenque François.	Bernet.
Albrand.	Bernard Jean.
Alric Antoine-Victor.	Berthoule.
Amadon Claude.	Bertrand Antoine.
Andraud.	Bertrand Julien.
Ardennes.	Bestier René.
Arragonès d'Orcet Antoine-Xavier.	Bigot Pierre.
Arragonès Gilbert-Paul.	Bodetty Anet-Augustin.
Arroy François.	Boivin.
Astier François.	Bonnefont Pierre.
Auzolles.	Bonnet Antoine.
Barlier Guillaume.	Bonnet Jean-François.
Bastide.	Bonnyaud René.
Baubé Pierre-Jean.	Berust Michel.
	Boubé Martin.

Boucher.	Degas Paul.
Bouchet.	Denoms Joseph-Henri.
Bouges Jean.	Delaise.
Bougrand Joseph.	Delbès Joseph.
Bouyssou Jacques.	Delilaux.
Brancmoy.	Delsau.
Brédif François.	Denayrouse Antoine.
Briard Paul.	Deschamps Denis.
Brugnières Guillaume.	Douls François.
Bugnon.	Dubis.
Bussièrès Joachim.	Dubois Jean-Mathieu.
Campniac.	Dubocs.
Cantillac Antoine.	Dubocs-Peyzau Louis.
Capéran Antoine.	Dufour Guillaume-Marguerite.
Capra Antoine.	Duluc.
Carrère Jacques.	Duperrier Raymond.
Carrère Jean.	Duprat César.
Carrère Joseph.	Dupuis.
Carrère Benoit.	Dupuis-Deschappelles Jacques-
Carrère Louis.	Pierre.
Cassagne Guillaume.	Durand Antoine.
Casse Pierre.	Dussieux.
Chaboissier Etienne.	Escot François.
Chamblat-Lacouture.	Fabre Jean-Joseph.
Chantal Jean-Baptiste.	Favereau Louis.
Charreyras Jean-François.	Ferrand Pierre.
Chastaing François.	Flottard Jean-François.
Château.	Forestier.
Cheuzeville.	Fourès.
Clédat dit Loubriac Louis.	Gallet Michel.
Cohade Philippe.	Galtier Joseph.
Colin Léonard.	Gardel.
Colombier Joseph.	Gardelle Jean-Baptiste.
Compans.	Gardette Philibert.
Coustin Louis.	Garrigues Alexandre.
Coutarel.	Gayral Gabriel.
Croizet Georges.	Gayral Pierre.
Dantignan.	Gayrally François,
Dauzas François.	Gervais.
Daurensan.	Gladel.
Debrages Antoine.	Glandière Philippe.

Gouloume.
Gras Jean.
Greliche Jean-Baptiste.
Grenier Antoine.
Gualy Joseph-Julien.
Guilmard Julien-Simon.
Hervé François-Thomas.
Heyraud Pierre.
Hilaire Réal.
Huguet.
Issaly Georges.
James Saint-Gory-Jacques
Jugain Jean.
La Borderie Antoine-Alexis.
Lacoste Pierre.
Laforest (de) Antoine.
Laganne.
Lamet Antoine.
Laroque Jean.
Lasseigne Pierre.
Lassaulce Pierre.
Laurentie Martin.
Lecussan Hugues-Joseph.
Lecussan Jean-Baptiste.
Legéay Julien.
Legris Nicolas-Antoine.
Lépine Rault.
Leproust Pierre-Louis.
Leroy François.
Lescure Louis.
Lhaubit Jean-Pierre.
Lhoste Pierre.
Ligier Eustache.
Loze Jean-Baptiste.
Maisonneuve François.
Majeune Augustin.
Malvezin Honoré.
Marès.
Marchand.
Marieau Claude.
Marlier Jean.

Martin Etienne.
Martin Raymond.
Marty Joseph.
Mustière Michel.
Maurel.
Maurel Pierre.
Maury Jean-Baptiste.
Mazard Bernard-Pierre.
Menochet.
Menochet Philippe-Pierre.
Morlon André-Etienne-Antoine.
Moulys Pierre.
Mouteil Jacques.
Nivière.
Noël Augustin.
Olivier.
Oursel Charles-Jacques.
Muidebled Alexandre.
Parade.
Payrat Jean-Pierre.
Pélissier Jean.
Petit François.
Petit Pierre.
Piqué Denis.
Pradal Joseph.
Prépaud Antoine-Firmin.
Preuilly François.
Quercy.
Raffin Pierre-Bernard.
Raissac Pierre.
Raymaguet Henri.
Raymond Jean.
Reynaud Antoine.
Ribet.
Richard.
Richard Jean-Baptiste.
Rigaudière Jean-Baptiste.
Rioli Jean-Antoine.
Riolz.
Robert Pierre.
Rochon Gaspard.

Roquelongue François-Gaspard	Tauriès Bertrand.
Rougier Marin.	Tixier Antoine.
Roux Jean-Baptiste.	Tixier Jean-Baptiste.
Roy Léonard.	Torley.
Roger Louis.	Trassy Bernard.
Saint-Orens Jean.	Travers.
Salvan Charles-Antoine.	Triadou Jean.
Samazan Jean-Baptiste-Marie.	Vacherias.
Saye Jean.	Vacherias Antoine.
Servagnat Gilbert.	Vayron Antoine-Gabriel.
Soulhous Guillaume.	Vayrès Pierre.
Spinouze Jean.	Vayssière (de) Antoine-Thomas.
Tartif Julien.	Vergès Joseph.
Tastry Antoine.	Vernhes Amant-Charles.
Teillac Antoine.	Vernhes Joseph.
Teyssède Antoine.	Viala.
Teyssède Raymond.	Vignes.

Tous détenus sur les différents vaisseaux en rade de Rochefort, ou dans les différentes maisons d'arrêt du département; le Comité arrête que tous les citoyens ci-dessus énoncés seront sur-le-champ mis en liberté, et les scellés levés au vu du présent, et toutes choses, d'ailleurs, demeurant en état, et charge l'agent national de la commune de Rochefort, sous sa responsabilité personnelle, de mettre à exécution le présent arrêté.

Les représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale :

LEGENDRE, BOUDIN, LOMONT, ROYÈRE, DELECLAY,
PERRIN.

Arch. municip. de Rochefort, reg. du tribunal révolutionnaire.

11 germinal an III, 31 mars 1795.

Comité de sûreté générale.

Vu les pièces relatives aux citoyens :

Adam.	Besson-Delage François.
Anceaune Pierre-Guillaume.	Bonnet Charles.
Arneauveau Jean-Aimé.	Botin Marie-Bon-Philippe.
Beker Jean.	Boulière Sébastien.
Bernard dit Modeste Louis-Fr.-J.	Boyard Jean-Joseph.
	Braud.

Brulé Philippe.	Madet Gilbert-Isaac.
Brunet André-Gabriel.	Marchand François-Claude.
Camenlon Benoit-Joseph.	Martinot Thomas.
Oar Jean-Baptiste.	Mary René-Jacques.
Chauffeurt.	Mathieu Nicolas.
Clavier François-Xavier.	Maugras Jacques.
Clément François-Joseph.	Moreau Amable.
Clément Jean-Martin.	Noël Brice-Etienne-Théodore.
Cordelier Antoine.	Paris Eloi.
Cordier Nicolas.	Perrin Michel-Formel.
Cuissot Pierre.	Prodhomme Gervais-Jean.
Dereix Jean.	Prost Gabriel.
Deschamps de Bineret Jacq.-Fr.	Proust Pierre.
Devillage Etienne.	Riambourg Claude.
D'hérat Jean.	Robin Firmin.
Dubarry.	Robin Pierre-Joseph.
Dufresnay Charles-François.	Rollands Rabbaud (des) J.-J.-
Durand Joseph-Pierre.	Alexis.
Exbrayat Simon.	Romagère Legroing de la Ma-
Fertault François.	thias.
Follen (de) Armand.	Rousseau Michel.
Frère Jean-François.	Rozey Charles-Etienne-Théo-
Garnier Sébastien.	dore.
Gilbert Jean.	Ruelle Pierre-Gabriel.
Grimault René.	Saclier Philibert.
Guérin François.	Sauvo.
Guilloreau Servan.	Sayrol Antoine.
Haraud Marc-Antoine.	Sarrazin Vincent.
Hériard Pierre.	Simon Arnaud.
Henrion Joseph.	Tatra Etienne.
Hilgert François.	Thenon Jean.
Joli Jean.	Thibiat Nicolas.
Joli Joseph-Louis.	Tourmeau Gabriel.
Joudioux.	Valletat Pierre.
Julneaux Anaclet.	Willez Nicolas.
Laurencie Pierre.	Benoit Nicolas.
Laribète Silvestre-Félix.	Dudot Henri-Nicolas.
Lequin Antoine.	Invers Jacques.
Lesaulx Joseph.	Larbépinet Simon-Edme.

Tous détenus à Xantes et partout ailleurs ; le Comité arrête que tous les citoyens cy-dessus nommés seront sur-le-champ

mis en liberté et les scellés levés au vu du présent ordre, et toute chose, d'ailleurs, demeurant en état, et charge l'agent national de Xantes, sous sa responsabilité personnelle, de mettre à exécution le présent arrêté.

Les représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale : **LEGENDRE, ROVÈRE, DELECLAY, BOUDIN, LOMONT, PERRIN.**

Pour copie conforme : **ÉTIENNE.**

Arch. nationales, F. 7, 4556, Charente-Inférieure, Libérations.

Rochefort, 12 germinal an III, 1^{er} avril 1795.

Au commandant des armes.

Je t'adresse un arrêté du représentant du peuple **Blutel**, relatif à la translation à Saint-Jean d'Angély et à Brouage des détenus à bord des navires le **Républicain**, le **Dunkerque** et le **Gentil**, actuellement devant le **Port-des-Barques**. Les dispositions de cet arrêté nécessitent, outre le commandant des armes et moi, quelques opérations dont je t'instruirai pour te mettre à même d'exécuter promptement les ordres du représentant.

BRASIERE.

Arch. du port de Rochefort, copie de lettre, 1^{re} division.

12 germinal an III, 1^{er} avril 1795.

Arrêté de Cherrier, représentant du peuple, libérant **Roussel Antoine**, sur le **Républicain**.

Dehoms-Favols Henri-Joseph (Lot-et-Garonne), sur le **Républicain**, sera confié pour un mois à **Chastagnet**, à Rochefort, et devra ensuite rentrer à **Brouage**, d'après un arrêté de **Blutel**.

Rochefort, 14 germinal an III, 3 avril 1795.

Au Comité de sûreté générale.

Je vous adresse les réclamations des citoyens **Budas** et **Simon**, prêtres détenus à bord du **Dunkerque**, qui sollicitent leur liberté et ont des titres à l'obtenir.

Je vous rappelle que je vous ai déjà entretenu plusieurs fois de la malheureuse existence de ces infortunés qui, entassés dans des entrepôts resserrés et malsains, contractent des maladies mortelles qui, bientôt communiquées aux équipages, en feront périr.

Vous m'avez ordonné, il y a peu de jours, de les faire débarquer et de concilier, autant que possible, les sentiments de l'humanité avec les mesures de sûreté générale voulues par la loi. Cette commune et ses environs n'offrent aucun local propre à les contenir, et il serait dangereux de les placer dans les hospices, où les affections scorbutiques, dont ils sont presque tous atteints, pourraient occasionner les plus grands ravages ; cependant, je vais faire mon possible pour les soulager, mais je conclurai par vous observer que le seul moyen de les sauver est de les renvoyer dans leur domicile pour y demeurer sous la surveillance des autorités constituées.

BESSIÈRE.

Arch. départementale, correspondance de l'agent national de Rochefort.

A bord du Gentil, en rade du Port-des-Barques,
14 germinal an III, Vendredi-Saint, 3 avril 1795.

La veille, avec l'autorisation des capitaines, les prêtres déportés avaient célébré la messe ; ils établirent les règles d'une association pieuse, dont je possède deux exemplaires ; ils sont signés de vingt-cinq noms ; le premier porte la date du 3 avril, le second celle du 20 avril ; sa rédaction est plus développée ; elle a ce grand intérêt d'être signée de vingt prêtres et de cinq personnes pieuses des environs de Rochefort. Ce n'est plus seulement le testament spirituel des martyrs de la déportation, c'est le commencement de leur apostolat.

Association des prêtres déportés.

Les prêtres et autres ecclésiastiques, que la même foi et la même captivité ont rassemblés de toutes les parties de la France pour la déportation aux côtes brûlantes de l'Afrique, renfermés depuis plus de cinq mois dans les flancs ténébreux des trois vaisseaux le Gentil, le Republicain et le Dunkerque, en rade au Port-des-Barques, près de Rochefort, voulant resserrer de plus en plus les liens d'amitié et de charité qui les unissent ensemble, à les propager et les rendre durables comme un moyen propre à procurer la plus grande gloire de Dieu, leur salut, celui de leurs concitoyens ; animés du désir d'éterniser autant qu'ils le pourront la mémoire des souffrances et des tribulations qu'ils ont endurées et qu'ils endureront

encore pour rendre témoignage à leur foi, déterminent aujourd'hui, et pour la suite, de faire ce qui suit, soit qu'ils demeurent réunis, soit qu'ils se dispersent :

ARTICLE PREMIER. — Les prêtres célébreront deux messes, l'une dans l'octave de l'Épiphanie, l'autre dans l'octave de la Nativité de la Sainte-Vierge : 1° pour remercier Dieu des faveurs sans nombre qu'il a versées sur eux depuis le commencement de la persécution ; 2° pour lui demander en faveur d'eux-mêmes, de leurs confrères, des fidèles associés, de leurs bienfaiteurs et de tous les chrétiens, le secours sans cesse renaissant de sa miséricorde, de sa protection et l'état florissant de la religion catholique en France ; 3° pour obtenir à tous ceux que nous venons de nommer le don de la persévérance et une heureuse mort, afin que ceux qui ont été unis par les liens d'une foi sur la terre se trouvent tous couronnés de la même gloire dans le ciel ; 4° pour demander une prompte délivrance des peines du purgatoire pour les confrères qui sont ou seront morts à cette époque ; 5° pour la propagation de la foi et l'extirpation des erreurs et des schismes.

ART. 2. — 1° Les prêtres qui ne pourront pas célébrer ; 2° les ecclésiastiques qui leur sont inférieurs ; 3° les fidèles des deux sexes réciteront les sept psaumes de la pénitence, avec les litanies, les versets et les oraisons dans la première octave ; dans la seconde, les trois nocturnes et Laudes des morts ; 4° ceux qui ne savent point lire diront le Rosaire dans les deux octaves. Les personnes désignées dans cet article ajouteront aux prières prescrites une confession et une communion faite avec toute la ferveur dont elles sont capables, si elles peuvent approcher du tribunal de la pénitence et de la Sainte Table ; si elles ne le peuvent pas, elles y suppléeront par une courte adoration du Saint-Sacrement faite en esprit à la maison ou dans quelque lieu que ce soit.

ART. 3. — Les prêtres ci-dessus nommés, désirant étendre cette pieuse association de prières, se feront un plaisir d'y admettre les fidèles des deux sexes ; ceux qui souhaiteront d'y être agréés manifesteront leur désir à quelque prêtre associé et accompliront ce qui a été prescrit aux articles premier et second.

Fait à bord du Jeanty, le 20 avril 1795.

Signé :

JEAN DAURIAC, p. ch. de Saint-Astier, diocèse de Périgueux ;

JEAN-BAPTISTE LANDAIS, prêtre du diocèse d'Orléans ;
DUTOYA, diocèse d'Aire ; SAUSANS, prêtre, diocèse de Bazas ; DUPUY-MONTBRUN, prêtre du diocèse de Vabres ; DELAIS, curé de Maron, du diocèse de Bourges ; RICARD, diacre, de Montpellier ; DULUC, curé dans le diocèse de Bordeaux ; DELAUNAY, diocèse de Limoges ; LIGNIÉ, prêtre, diocèse de Tulle ; DELBOSC, prêtre du diocèse de Rodez ; VOLUIRE, curé du diocèse de Poitiers ; LE TANNEUR, prêtre de Tours ; BADUEL, curé dans le diocèse de Sarlat ; ATHANASE, prêtre du diocèse d'Agen ; FRANÇOIS JOUVE, prêtre du diocèse de Saint-Flour ; RICORDEAU, prêtre du diocèse de Sens ; JOSEPH PRADINES, chanceladais, du diocèse de Cahors ; ÉTIENNE-BERNARD VIAL, prêtre du diocèse de Dijon.
— JULIE MONTALEMBERT, SUZANNE MONTALEMBERT, SUZETTE MONTALEMBERT, CLAIRE MONTALEMBERT, ÉLISABETH FAYOLLE.

Communiqué par J.-M.-B. Mayjonade, ch. secr.-arch. de l'évêché de Périgueux.

Rochefort, 15 germinal an III, 4 avril 1795.

Aux capitaines du Gentil, du Dunkerque et du Républicain.

Les détenus à votre bord allant être transférés à Brouage, je désirerais connaître le nombre de ceux qui n'ont pas les objets nécessaires pour le coucher, tels que matelas, couvertures, etc. Je vous serais obligé de m'en envoyer une note, afin que je puisse prendre à ce sujet les mesures que commandent l'humanité.

P.-S. — (Pour le Républicain). Je vous prévien que 60 détenus des plus malades de votre bord sont destinés pour l'hôpital Angély-Boutonne ; faites-les moi connaître nominativement.

Arch. du port de Rochefort, 3^e division ; enregistrement, 3^e année.

Rochefort, 15 germinal an III, 4 avril 1795.

*Au citoyen Rioltz, juge du tribunal de cassation,
rue du Marais, n^o 18, Paris.*

Aussitôt l'arrêté de surséance à la déportation du citoyen Jean-Antoine Rioltz, je me suis empressé de le faire débarquer, et de lui procurer toute l'aisance qui était en mon pouvoir. Pour s'épargner une dépense et anticiper le plaisir de revoir sa

famille, il m'a témoigné le désir de la rejoindre, et je l'y ai autorisé. Il est parti avec son confrère Bouscayrol, le 5 de ce mois, deux jours avant que la mise en liberté me soit parvenue.

Je vais la lui adresser à Rodez, avec la lettre qui lui est destinée, et je te prie, citoyen, de communiquer ma lettre au représentant Louchet, dont la demeure m'est inconnue.

Je me félicite d'avoir pu lui être utile, et si sa médiation auprès du Comité de sûreté générale pouvait en obtenir la liberté d'environ 600 malheureux citoyens, enfermés à bord de trois vaisseaux, dans la situation la plus gênante, et à la veille de périr par une maladie contagieuse, que leur grand nombre et l'approche du printemps vont faire éclore, il rendrait un grand service à l'humanité et acquerrait un titre éternel à leur reconnaissance.

BESSIÈRE.

Arch. départementale, correspondance de l'agent national de Rochefort.

15 germinal an III, 4 avril 1795.

Comité de sûreté générale.

Vu les pièces relatives aux citoyens :

Adam Joseph-Nicolas.	Bruxelles Pierre.
Andro Louis.	Capel Pierre.
Aucamus Jacques.	Carbonnières René-Henri.
Balanec François.	Caroff Bernard.
Barnouille Guillaume.	Carquez Jean-Baptiste.
Barnouille Louis.	Chamblat La Couture.
Bascavès Jean-Baptiste.	Chauvin Jean-Baptiste-Marie.
Beaure Paul-Guillaume.	Chavignac Joseph-Jylvain.
Barbey Pierre-Antoine.	Cheyroux Martial-Joseph.
Bégin Claude-Nicolas.	Cirey Joseph-François.
Berthier Julien-Jacques.	Clérot Jean-Chrysostôme.
Besson Antoine.	Corlay Julien.
Bonnore Elie.	Coutelet François.
Boniface Adrien.	Dardans Jean.
Bourdet Martin.	De Fénieux Joseph.
Bourgault Hyacinthe.	Delaire Georges-Antoine.
Brugières Jean-Baptiste.	Dourlot Jean.
Brugières Jean-Louis-Martial.	Duchazeau Joseph.
Brunel Jean.	Duclaud Léonard.

Dugrézeau-Laulanie Nicolas.	Lavergne François.
Durand Pierre.	Le Floch Alain.
Dussollier Jean-Baptiste.	Le Gall Louis.
Dussoubs Barthélemy.	Le Garrec Ignace.
Fabre Jean-Baptiste.	Legros Martial.
Fabre Jean-Joseph.	Le Marchand Julien-René.
Faure François.	Le Marchand Nicolas.
Ferry Gérard-Léopold.	Le Mignon Jean.
Fottreau Jean-Pierre.	Le Noan Claude.
Garrault Jean.	Leseau Jean-Gabriel.
Gérard Fr.-L.-N.-J.-G.	Letellier François.
Girard Jean-François.	Leudet Jean-Baptiste.
Girles Jean.	Londeix Pierre-Dominique.
Gloüarguen Jean.	Lorey Jean-Marie.
Goardon Yves.	Maniglier Joseph.
Gouyer Joseph-Stanislas.	Masgontier Jacques.
Graverand Louis.	Masson Claude.
Guibert Pierre.	Melenotte Jean-Pierre.
Guichard Jean.	Mercier Nicolas.
Houlbrecque Louis-François.	Merdy Jean.
Hubi Jacques Louis.	Mével Henri.
Jacob Philippe.	Michel Jean-Baptiste.
Jégo Henri.	Monnoir Etienne.
Joncourt Jean.	Mossier Dominique.
Joubert Bernard.	Murier Nicolas.
Joudioux Jacques-Etienne.	Nicolas Jean-Baptiste.
Kirisif Clet.	Niot Nicolas-Siméon-Sylvain.
Kerloc'h Clet.	Nozzier Claude-Nicolas.
Labiche de Reigne fort Pierre-G.	Padel Julien Guillaume.
Laborderie de Labroue Ant.-Al.	Perrin Joseph.
Laborie Jean-Baptiste.	Pichon Pierre.
Labrousse Gabriel.	Pone Jean-Antoine.
Lachaud-Loquessie Robert.	Proust Jean-François.
Lafont Mathieu.	Querno Jean.
Lagrange La Chabraud J.-B.	Raimbert Pierre-Eloi.
Laloue (de Bonnée) Mat.-Alexis.	Richard Barthélemy.
Lalouelle François-Joseph.	Roche Pierre.
Lamorélie de Falmotte Yriex.	Roche Pierre.
La Peyrière Pallier (de) J.-B.	Rollan t Jean.
La Peyronnie Pierre.	Rollet Claude.
Laurens de la Gasne Joseph-Z.	Roudeau La Plaigne Etienne.

Santigny Pierre	Trimaille Claude-François.
Soudais Michel-François.	Truchet Joseph.
Sourzac François.	Tual Jean.
Tanchon Jean.	Vaillant Pierre-Fr.-Alexandre.
Thumery Jean-Louis-Nicolas.	Villemoneix-Jean-Baptiste.
Tranouëze Jean-Baptiste-Louis.	

Tous détenus à Xantes et partout ailleurs, le Comité arrête que tous les citoyens ci-dessus nommés seront, sur le champ, mis en liberté, et les scellés levés au vu du présent ordre, et toute chose d'ailleurs demeurant en état, et charge l'agent national de Xantes, sous sa responsabilité personnelle de mettre à exécution le présent décret.

Les Représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale :

LEGENDRE, ROVÈRE, DELECLAY, BOUDIN, LOMONT, PERRIN.
Arch. nationales, F7, 4556, Charente-Inférieure. Libérations.
(La fin au prochain numéro) P. LEMONNIER.

DOCUMENTS

LE DOMAINE DES DE COURBON PENDANT LA RÉVOLUTION

DÉLIBÉRATIONS DU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE SAINTES

(Troisième volume)

Soir, 12 février 1793.

* Arnould Courbon jeune, de Saintes.

Vu une autre requête présentée par le citoyen Arnould Courbon jeune, à Saintes, par laquelle il demande mainlevée de la portion de biens à lui afférente dans la succession de son père décédé en 1784, la totalité desquels biens a été séquestrée sur la tête de son frère aîné émigré, et que, par experts convenus entre lui et l'administration, il soit procédé à l'estimation et partage des domaines de Romegoux, Blénac et Bréneau, pour lui en être attribué le tiers et les jouissances depuis 1784 ;

Vu aussi : 1° Le testament mutuel de Charles de Courbon et Angélique Larochefoucaud, conjoints, par lequel ils se donnent

au dernier vivant l'usufruit de tous les biens qui se trouveront dans la succession du prédécédé, à la charge de l'entretien de leurs enfants, et substituent la terre de Blénac avec toute leur argenterie et les meubles meublants qui se trouveront dans le château, dont sera fait inventaire, sur la tête de Charles de Courbon, leur fils aîné, et ceux de sa ligne de mâle en mâle, à deffaud de ceux-ci, sur la tête de Louis, le second de leurs enfants ;

2° Deux liasses de pièces du procès relatives à la substitution mue entre les ayeules du pétitionnaire, lui-même et son frère aîné émigré ;

On observe qu'il résulte de ces pièces les renseignements qui suivent.

Le 10 juin 1696, Courbon, l'un des testateurs, mourut, laissant son épouse donataire et des enfants qui étoient Louis, François, Jean Louis, autre François dit de Lhoumée.

Le premier octobre suivant, elle fit inventaire du mobilier substitué.

Le 2 janvier 1700, Charles mourut sans postérité, et le 17 août suivant, Madame Blénac décéda.

En la même année, partage des biens de la succession, Louis recueille le premier l'effet de la substitution. Le 10 juillet 1722, Louis décéda et par testament du 5 dudit, il déclara que n'ayant pu conserver en nature le mobilier substitué, il substitue pour en tenir lieu les terres de Rommegoux et de Brénaud, et fait Gabriel de Courbon, son neveu, fils de François, appelé à la substitution, son donataire universel.

Gabriel-Magdelaine Courbon fait apposer les scellés sur les effets de Louis ; il est poursuivi par les créanciers de ce dernier (*mots rongés*) en cause les enfants de Jean Louis, représentés par Sophie de Pons, leur mère, ceux de François de Lhoumée aussi représentés par Magdelaine (*rongé de Bon ?*) ne gens leur mère ; on plaide à Rochefort.

Gabriel demande d'être renvoyé en possession des biens substitués ; le juge l'ordonne ; les dames de Pons et de Bonnégens appellent au parlement de Bordeaux comme juge incompétent (*sic*) attendu que les terres sont en Saintonge ; Gabriel appelle aussi au parlement de Paris.

Le 11 juin 1723. Gabriel passa au mariage avec Marie Garnier de Solins, et par le contrat, il déclare que ses terres de Blénac, de Rommegoux et Brénaud sont substituées.

Le 18 août 1724 transaction entre Gabriel et les dames de Pons et Bonnegens portant (*mots rongés*) substitution con (*tendue ?*) dans le testament de Louis du 5 juillet 1722, Gabriel est chargé de les faire publier et enregistrer.

En 1734, séparation de biens entre Blénac et la dame de Solins.

Le 25 janvier 1749, le testament (*rongé*) des (*rongé*) décembre 1683 et (*rongé* 5 juillet ?) 1722 sont publiés à Saint-Jean d'Angély. Pierre Arnould, fils de Gabriel, lui succède.

Le 4 juin 1756, il fait l'abandon à la dame sa (*rongé* mère ?) des terres de Blénac et Romegoux pour ses droits dotaux.

Le 20 février 1760, prise de possession de ces biens ; le 22 décembre de la même année, vente par la dame Solins, veuve Blénac, à M. de La Fargue, de la terre de Blénac moyennant 60.000 livres. Pierre Arnould fait (*rongé* des ?) offres sous le nom d'Arnould Gabriel son fils ; par arrêt du 4 septembre 1766. Laborde lui est donné pour curateur, (*rongé* La Fargue ?) condamné à la revente, sans nuire, est-il dit, à la substitution, 8 janvier 1770, à la requête de Laborde, publication (*rongé* nouvelle ?) des testaments du 31 décembre 1683 et 5 juillet 1722 et contrat de mariage du 11 juin 1723. En 1766, publication à Sa(intes ? *rongé* du) testament du 5 juillet 1722, 31 mars 1783, Pierre Arnould se marie avec la Monbaud, veuve Allard ; il règle son duaire à 3.000 livres, pour un logement 1.000 livres (*rongé*) 4.000 livres ; 6 juin 1783, condamnation contre Pierre Arnould Courbon pour 3.994 livres 2 sols 6 deniers. Gabriel décède le 17 may (*rongé*) Arnould Gabriel (*rongé* qui est ?) actuellement émigré, demande d'être renvoyé en possession des terres substituées, Rosalie Turpin, fondée des pouvoirs de Gabriel, son mary, répudie la succession de son père pour s'en tenir aux biens substitués.

Sur le résumé de toutes ces pièces :

Considérant 1° Que le dèffaut de publication et insinuation des testaments des 31 décembre 1683 et 5 juillet 1722 n'a pu être d'a(aucune façon ? *rongé*) suppléé par la déclaration faite dans le contrat de mariage du 11 juin 1723, non plus que par l'insinuation à Saintes en 1766, 70 ans après l'ouverture de la substitution, puisque l'article 33 de l'ordonnance de 1747 la rejette et prescrit la nullité des substitutions qui ne seront pas revêtues de la formalité de l'insinuation et publication quand même elles auroient été déclarées ouvertes par jugement ou

2° Attendu qu'il est aussi justifié qu'Arnould Courbon aîné et Anne-Elisabeth Courbon puisné sont émigrés et que la nation est en leurs droits et places, ordonner qu'il soit nommé deux experts, l'un par l'administration et l'autre par le pétitionnaire, lesquels feront l'estimation totale des biens laissés à l'époque du décès de Courbon père commun, pour en premier lieu fixer et prélever le droit d'aînesse de Courbon aîné émigré, conformément à l'usage, et en second lieu faire trois lots des biens restants, dont deux qu'ils attribueront par la voie du sort à la nation comme représentant les Courbon aîné et puisné, et le troisième au pétitionnaire ; de tout quoi ils dresseront procès verbal et le feront passer à l'administration pour être avisé ce qu'il appartiendra.

La séance a été levée à huit heures »...

Soir, 6 mai 1793.

Geneviève Pétronille Mesme Mombeau, veuve en premières noces de Joseph Allard, et en secondes noces de Courbon Blénac, expose qu'elle a accepté une lettre de change que tira sur elle le 6 mai 1781 La Rochecourbon du Jarry ; à défaut de paiement de cet effet par Courbon, Gabriel Armand obtint un jugement à la Bourse de Saintes contre eux les condamnant à 711 livres 14 sols ; elle les a payés avec intérêts et frais au créancier qui la subrogea en son lieu. Courbon est émigré ; elle demande collocation en son rang sur le prix de ses biens.

Vu ledit jugement du 19 février 1785, la subrogation donnée par Armand le 15 juillet 1792, la lettre de change tirée sur elle par l'émigré, qu'elle a acceptée ;

Le jugement indique que l'émigré fut condamné conjointement avec elle ; mais elle a accepté la lettre de change pour en avoir reçu la valeur, n'a demandé aucune garantie, fait aucune poursuite contre l'émigré, ce qui démontre qu'elle peut, en effet, lui en avoir dû le montant.

Avis qu'il n'y a lieu à délibérer.

Matin 22 juin 1793. Deviaud Fleury de Pont Labbé, réclame 42 livres 7 sols sur Courbon-Blénac-Romegoux, émigré, suivant jugement du juge de paix de Pont-Labbé du 24 octobre 1792.

QUESTION

N° 832. — Quelqu'un saurait-il où se trouve un acte de partage de la seigneurie de Villebois, reçu Le Comte, notaire à Saint-Jean d'Angély, le 31 octobre 1478 ?...

ERRATA

Dans notre étude, *les Justices de paix de Saintes*, il s'est glissé plusieurs erreurs que nous croyons devoir rectifier.

Il faut lire dans la *Revue* :

XXX^e volume, page 27, ligne 20 : 1790, au lieu de 1791.

— Page 266, note 4, ligne 3 : Boudin, avoué, au lieu de Bourdin, notaire.

XXXI^e volume, page 169, note 6, ligne 7 : Gensac, canton de Segonzac, Segonzac, Hiersac, Châteauneuf-sur-Charente.

— Page 298, ligne 1^{re} : devant le tribunal civil de Saintes, le 16 septembre 1814.

XXXII^e volume, page 171, ligne 21 : décédée à Saintes, rue du Bois-d'Amour, le 30 juillet 1885.

XXXIV^e volume, page 243, ligne 1^{re} : *directoire*, au lieu de *directeur*.

XXXV^e volume, page 25, ligne 15 : la *Faux* du Loup, comme il est dit dans le propre acte de décès d'Augustin Mollet, et dans plusieurs actes et jugements, au lieu de la *Font* du Loup, ainsi qu'elle est dénommée actuellement en langage populaire et sur la carte de la commune de Chaniers, dressée par Lacroix.

— Page 27, note 1^{re}, ligne 3 : qui fut notaire du 30 mai 1848 au 16 août 1875, et, de nouveau, du 31 octobre 1838 au 22 octobre 1889.

— Page 29, note 2, ligne 1^{re} : 1868, au lieu de 1858.

— Page 153, ligne 29 : *Gabeloteau*, au lieu de *Gobeloteau*.

— Page 180, ligne 29 : *Broussard*, au lieu de *Boussard*.

Il a été également dit à tort (*Revue*, XXXI^e volume, page 128, note 2), que M. Alphonsé Fontant, époux de M^{lle} Claviez, avait été président du tribunal civil de Saintes, puis de celui de Poitiers, lui attribuant ainsi les états de services de M. Alexis

Fontant, né comme lui à Niort, et marié à M^{lle} Marie-Honorine-Agathe-Amélie Guillet. M. Alphonse Fontant, qui est père de M. Paul Fontant, avoué près la cour d'appel de Poitiers, et qui est décédé à Saint-Benoit (Vienne), le 3 février 1897, a été successivement juge-suppléant à Niort (4 octobre 1852), substitut du procureur impérial à Saint-Jean d'Angély (5 avril 1856), ensuite à Rochefort-sur-Mer (7 décembre 1859), juge au même siège (14 novembre 1863), chargé de l'instruction près ledit tribunal (23 décembre 1868), fonction qu'il remplit jusqu'à son admission à la retraite, par décret du 20 octobre 1883.

Additions.

XXXV^e volume, page 164. Jean Drillhon, indépendamment de l'office de Jean Peychaud, s'était rendu acquéreur de ceux de Barthélemy Barthélemy et de Jean Rousset. Pendant la Révolution, il fut, aux termes d'un arrêté du Conseil général de la Charente-Inférieure du 25 janvier 1793, destitué de sa charge d'avoué, pour cause d'incivisme, — mais en vertu d'un autre arrêté de ce même Conseil, en date du 10 mars suivant, il fut rétabli dans sa fonction.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

BIBLIOGRAPHIE

CHESNIER DU CHESNE (A.) — *Les Laplanche, seigneurs d'Artillac et de La Chapelle*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1915, in-8°, 34 pages, 2 planches hors texte.

Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

DEPOIN (J.). — *Catalogue de Guillaume Tessier*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1915, in-8°, 14 pages.

Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

GUÉRIN (Edmond-Jean). — *Les Justices de paix de Saintes*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1915, in-8°, 234 pages.

Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

LABADIE (Ernest). — *Quelques notes d'état civil pour servir*

à l'histoire des faïenceries de la Saintonge et de l'Aunis. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1915, 18 pages.

Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

MUSSET (G.). — *Dominique de Gourgues*. Paris, imprimerie Nationale, in-8°, 1915.

Extrait du *Bulletin philologique du Comité*.

NUSSLÉ (Paul). — *Essai sur l'histoire du protestantisme dans le Blayais et le Jonzacais, depuis la Réforme à l'Edit de tolérance*. Cahors et Alençon, imprimeries typographiques Couéslant, 1915, in-8, 105 pages, prix : 2 fr. 50. Chez l'auteur, à Saint-Avit du Moiron.

SORTAS (Dr). — *Les débuts de François d'Espinay Saint-Luc dans le gouvernement de Brouage*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1914, 56 pages, armoiries.

— *Etat militaire de l'Angoumois, Saintonge et Brouage, 1590-1623, d'après les registres des trésoriers généraux de la guerre*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1914, in-8°, 58 pages.

TABLE DES MATIÈRES

Actes de la Société : Budget, 134.
 Arbres : Cèdre de Ballans, 337.
 Autographes, 338 (Courbet).
 Bibliographie, 411.
 Biographie (Voir Généalogie) : Duquesne, 340; — Laplanche, 9 et s.; — Laurier, 356.
 Chambre de Commerce : Emission de billets, 338.
 Changement de nom de commune, 337.
 Châteaux : Saint-Brice, 35.
 Clocher de Royan, 337.
 Congrès, 1.
 Culte théophilanthropique à Saintes, 362.
 Défense navale de la Gironde en 1812, 333.
 Dessins, 133.
 Distinction, 257.
 Evêché de Saintes: Bénéfices, 206 et s.
 Etymologie : Mediolanum, 256.
 DOCUMENTS : *Catalogue de Guillaume Tessier*, 203 et s.; — *Les Cent jours en Charente-Inférieure*, 120; — *Chanson nouvelle de la bataille de Jarnac*, 329; — *Le domaine des de Courbon pendant la Révolution*, 405; — *Fragment d'un récit de voyage en Saintonge*, 30; — *Lettres*, 186, 248; — *Lettre de Voix*, 184; — *Minutes de notaires, notes de lecture*, 47; — *Prestation de serment de Mgr de Beaumont*, 124; — *Prisonniers de guerre*, 332; — *Procès-verbal dressé par les juges de paix de Saintes, pour relater que le duc d'Angoulême, de passage à Saintes, leur accorda la*

décoration du Lys, 183; — *Procès-verbal constatant l'absence d'assesseurs*, 182; — *Procès-verbal de la découverte de reliques dans l'église du Petit-Niort*, 127.

Errata, 418.

ETAT-CIVIL.

Décès : Augier de Lajallet (M^{me}), 339; — Baustert (M^{me}), 258; — Berrisset, 72; — Bonsonge (M^{me} de), 135; — Bourru (Dr), 3, 69; — Bouthillier, 340; — Charrier (M^{me}) 339; — Coeffard (de), 72; — Cognac (de), 258; — Dufaure, 202; — Espalié La Peyrade, 134; — Gibouin, 3; — Grailly (M^{me} de), 135; — Grandsaigne (de), 3; — Jarnac (de), 71; — Jaumier, 134; — Jourdan, vicaire général, 2; — Lavault (Furcy de), 71; — Lecourtois, 339; — Libou-roux (Dr), 135; — M. Merle (décédé le 9 et non le 11), 340; — Montebello (M^{me} de), 339; — Normand d'Authon, 2; — Oui (Dr), 339; — Planty, 257; — Reboul (de), 135; — Richard, 2; — Robim, 3; — Tauzin, 258; — Tercinier (Henri), 2; — Vallein (M^{me}), 72.

Mariages : Pottier-Thionville, 202.

Evêques de Saintes, 213.

GÉNÉALOGIE : Briault, 150; — Charlonie (de La), 28; — Chesnier-Duchesne, 147; — Duquesne, 340; — Hardy, 28; — Laplanche, 9 et s., 93; — Mareschal, 26; — Mollet, 24; — Pichon-Beaupré, 146.

Guerre (Enquête sur la), 201.

Journaux, 257.

Langue romane (origine de la), 332.

Lanternois (Les), 132.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, 335 ; — *Bulletin philologique du comité*, 335 ; — *Charles VIII en Saintonge*, 336 ; — *Cosmographie de Jean-Alphonse de Saintonge*, 130 ; — *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse*, 332 ; — *Le prédicant Pierre Bigeon*, 335 ; — *Revue des Etudes Iabelaisiennes*, 130 ; — *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, 197 ; — *Revue historique de Bordeaux*, 333 ; — *Revue des Etudes anciennes : Omphalos chez les Celtes*, 255 ; — *Vie de la reine Anne de Bretagne*, 336 ; — *Forel. Voyage au pays des sculpteurs romans*, 192

Nominations, 1, 69.

Or versé, 257, 338.

Plaques indicatrices des noms de soldats, 133.

QUESTIONS : Partage de Villebois, 410 ; — Dom Patouillot, 191, 253 ; — Le Pontifical de Saintes, 68 ; — Substitution des prénoms de saints aux prénoms germaniques, 192, 253 ; — Saint Fort, 253.

RÉPONSES : Busoni, 254 ; — Saint Fort, 255.

Registres protestants, 200, 335.

Souterrains refuges, 197.

VARIÉTÉS : *Abraham marquis Duquesne*, 340 ; — *Le chantré Etienne Bonaventure Laurier*, 356. — *Déportation ecclésiastique à Rochefort* 37, 109, 230, 279, 377 ; — *Haussmanisation de Saintes*, 3 ; — *Faïenceries de Saintes*, 217 ; *de Courbiac*, 227 ; *de Marans*, 229 ; *de La Rochelle*, 228 ; — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, 259, 366 ; — *Justices de Paix de Saintes*, 146 ; — *Laplanche*, 13 ; — *Le peintre d'Hasirel*, 328 ; — *Remarques sur l'église Saint-Pierre de Saintes*, 72, 135.

AUTEURS

Chesnier du Chesne, 23, 109 ; — Dangibeaud (Charles), 5, 67, 93, 146, 197 ; — Guérin (Edmond-Jean), 30, 182 ; — Lemonnier (abbé), 47, 71, 119.

GRAVURES

Plan du clocher de Saint-Pierre, 138. —

Plan du clocher de Notre-Dame de Villefranche de Rouergue, 139. —

Clocher de Saint-Pierre de Saintes, 140. —

Clocher de Notre-Dame de Villefranche de Rouergue, 140. —

Château de Conac, 16. —

TABLE ONOMASTIQUE

Cette table ne contient pas les noms des prêtres portés sur les listes contenues dans les pages 300, 301 et suivantes, 321, 391-398, 403. L'ordre alphabétique adopté facilite les recherches.

A

Abillon (d'), 51.
 Adémar (d'), chevalier, 17.
 Agonay (Charente-Inférieure), 209.
 Aix, île (Charente-Inférieure), 38, 43, 68, 236, 286, 347, 381, 387.
 Allas-Bocage (Charente-Inférieure), 212.
 Allenet, 166.
 Amiens (Pas-de-Calais), 93.
 Andoire, curé, 39.
 Angibeaud, 53.
 Amuré (Deux-Sèvres), 210.
 Angeduc (Charente), 212.
 Angoulême (Charente), 77, 89, 366, 375.
 Angoulême (duc d'), 183.
 Angoulins (Charente-Inférieure), 211.
 Asnières (Charente-Inférieure), 209.
 Arces (Charente-Inférieure), 10.
 Archiac (Charente-Inférieure), 206.
 Archingay (Charente-Inférieure), 209, 341.
 Ardillières (Charente-Inférieure), 210.
 Arnould, 57, 155, 162, 198.
 Arnould (Pierre), 407.
 Ars (de Arcubus) (Charente-Inférieure), 206.
 Arvert (Charente-Inférieure), 207, 335.
 Atgier (Dr), 198.

Aton, évêque, 88, 89.
 Aubert, sieur de la Pierrière, 53.
 Aubeterre (Charente), 33.
 Audiat, 7, 89, 266, 268.
 Augeac (Charente), 208.
 Augier de Lajallet, 339.
 Aumagne (Charente-Inférieure), 209.
 Aumuret, 210.
 Aunay (Charente-Inférieure), 210.
 Autun (Saône-et-Loire), 78.

B

Babinot, 159.
 Bagnizeau (Charente-Inférieure), 209.
 Bailly de Falaise (Le), 154.
 Balanzac (Gombaud de), 85.
 Ballans (Charente-Inférieure), 337.
 Ballus, écuyer, 49.
 Barbeyrac de Saint-Maurice (de), 48.
 Barbezieux (Charente), 33.
 Barde (La) (Charente-Inférieure), 212.
 Bardenac (Charente), 211.
 Baron, 174.
 Barré, 24.
 Barsac (Gironde), 145.
 Bartaré, 180.
 Barzan (Charente-Inférieure), 207.
 Bascle, 169.
 Bassompierre (de), 274.
 Bathilde, 191.
 Baudet, 54.

Baudry, 26, 167.
Bauré, abbé 1.
Baustert, 258.
Bazac (Charente), 212.
Beaucorps (de), 199.
Beaumont (de), évêque, 34, 124 et s.
Beaune (de), 127.
Beaupied, 147.
Béchet, 7.
Bédenac (Charente-Inférieure), 213.
Bellébat, seigneurie, 340 et s.
Belleville (de), seigneur de Chante-
loup, 13, 14.
Belluire (Charente-Inférieure), 59.
Belmont (Aveyron), 137.
Benon, 264.
Béranger (de), 191.
Béraud, 43, 44, 114, 156, 232, 238.
Berjon de la Vergnéc, 53.
Bernard, 26, 69, 153.
Bernard des Jeuzines, 148.
Berneuil (Charente), 211.
Berneuil (Charente-Inférieure), 206.
Berrisset, 72.
Berton, 58, 167.
Bertry, 25.
Bertus, contrôleur, 53.
Besnard, 177.
Besoux, 180.
Bessac (Charente), 211.
Bessière, 313 et s., 385.
Besson, médecin, 284, 285.
Bigeon (Pierre), prédicant, 335.
Billaud, 53.
Billiard, 123.
Billochon, 171.
Bisseuil, 93.
Bizet (Tristan de), 203.
Blanc (de), 50.
Blanchard, sieur de la Faye, 52.
Blandin, 182.
Blanzac (Charente-Inférieure), 36, 37.
Blaye (Gironde), 336.
Blénac, domaine, 405.
Blossac (de), 248.
Blutel, 291, 293, 311.
Bobe-Moreau, 233, 355.
Bodin, tailleur, 335.
Bords (Charente-Inférieure), 209.
Boisgiraud (de), 49.
Boissé (de), sieur de La Faye, 47.
Bonnau, 246, 327.
Bonneuil (Charente), 208.
Bonnomeau, 178.
Bonsonge (de), 135.
Bordeaux (Gironde), 93, 94, 136, 226,
333, 365, 378.

Boresse (Charente Inférieure), 212.
Boscamenant (Charente-Inférieure),
212.
Boucherie, 171.
Bouchet, maître de poste, 332.
Bourbaud, 181.
Bourcy, 175.
Bourgneuf (Charente-Inférieure), 210.
Bourru, docteur, 3; — vicaire géné-
néral, 69, 71.
Boussard, 180.
Bouteville (Charente), 208.
Bouthillier, 340.
Bouyer, 181.
Boyer, 166, 177.
Bran (Charente-Inférieure), 213.
Brejon-Lamartinière, 24, 67, 176,
183, 184.
Brémond (de) d'Ars, 72, 123.
Bréneau, domaine (Charente-Infé-
rieure), 405.
Bresdon (Charente-Inférieure), 208.
Briand, 86, 252, 260.
Briault, 150, 188.
Brie-sous-Archiac (Charente-Infé-
rieure), 207.
Brie de Chalais (Charente), 211.
Brie-sous-Matha (Charente-Infé-
rieure), 209.
Brie (de), 40.
Briquet, 118.
Bris (Charente), 211.
Brizambourg (Charente-Inférieure),
25, 208.
Brossac (Charente), 211.
Brouage (Charente-Inférieure), 283,
288, 293 et s., 337, 399, 412.
Brudieu, 151, 156.
Brunaud, 157.
Brunet, 17.
Bruslé, officier municipal, 25.
Bureau, 53, 340.
Buret, sergent royal, 6.
Busoni, 254.

C

Callières (de), 121.
Carot, 170.
Catarnet, fayencier, 228.
Cavasse, 71.
Cazenave, 246.
Celles (Charente-Inférieure), 206.
Chabod, 161.
Chadenac (Charente-Inférieure), 48.
Chaillou, 58.

Chalais (Charente), 241.
Champdolent (Charente-Inférieure), 340 et s.
Champlain, 201.
Chaniers (Charente-Inférieure), 25, 30.
Chapelle des Pots (Charente-Inférieure), 24, 58.
Charrier, 25, 153, 167, 339.
Charron, 50.
Chartusac (Charente-Inférieure), 212.
Chassaigne, 161.
Chasseloup-Laubat (de), 47.
Chassereau, 155.
Châteauneuf, 315 ; — avocat, 20.
Châteauneuf (Charente), 329.
Châtelaillon (Charente-Inférieure), 68, 211.
Chatignac (Charente), 212.
Chaunac (Charente-Inférieure), 212.
Chauvin, 24.
Chérac (Charente-Inférieure), 56.
Chermignac (Charente-Inférieure), 24, 72.
Chesnier du Chesne, 17, 18 et s., 95, 104, 109, 147, 411.
Chéviard, 44, 112, 113 et s., 232 et s., 280 et s., 298.
Chicollet de Corbigny, 14.
Chillac (Charente), 211.
Cholet, abbé, 266, 271, 375.
Ciré (Charente-Inférieure), 210.
Cierzac (Charente-Inférieure), 207.
Civrac (commune de Geay), 341.
Civray (Vienne), 154.
Clérac (Charente-Inférieure), 213.
Clerc, 2 9.
Clerissy, fayencier, 222.
Clotte (La) (Charente-Inférieure), 213.
Cochon, 233.
Coëffard (de), 72.
Coëffé, 176.
Coffre, 164, 166.
Cognac (Charente), 30 et s., 56, 66, 71, 251. — Saint-Jacques, 208.
Coirert (Charente-Inférieure), 210.
Collondre, fayencier, 225.
Colombiers (Charente-Inférieure), 206.
Compagnon, 55.
Conac, château, 109.
Consac (Charente-Inférieure), 207.
Corne-Royal (Charente-Inférieure), 120.
Coulonges (Charente-Inférieure), 206.
Courbet, 338.
Courbiac, près Saintes, 226.

Courbillac (Charente), 208.
Courbon, domaine (Charente-Inférieure), 405 et s.
Courbon (de), 405 et s.
Courcelle-Seneuil, 199.
Courcoury (Charente-Inférieure), 207.
Courpignac (Charente-Inférieure), 212.
Coursezac (Charente-Inférieure), 209.
Courtois (Le), 339.
Coutanceau, 163.
Coux (Charente-Inférieure), 212.
Crespin, 40, 61.
Crispin, 235.
Criteuil (Charente), 208.
Crouzat, fayencier, 221 et s.
Cugnac (baron de), 258.
Curac, *Ecurat* (Charente), 212.

D

Damours, prêtre, 61.
Dangibeaud (Charles), 5, 67, 93, 148, 184, 220 et s., 266, 365 ; — (Louis-Xavier), 101.
Daujar, 50.
Darroman, 188.
David, 66, 116.
Deaubonneau, 157.
Debonne, 39.
Dejean, 106.
Delaage de Meux, 35.
Démocharès, docteur, 204, 205, 267.
Depoin (J.), 279, 377, 411.
Desazards de Montgaillard, 332.
Desgranges, 112, 113.
Desvignes, 60.
Deriac (Charente), 212.
Devilerts de Coursai, 97.
Dières-Monplaisir, 28, 29, 30, 100.
Dohet, 53.
Doreto, 211.
Doussin, 61.
Dreux (de), capitaine, 59.
Drilhon, 156, 164, 358, 359.
Dubois (Anne), 26.
Dubouchet, 50.
Dubourg, 50.
Duchatel, 180, 190, 249.
Duchesse, évêque, 267 et s.
Dudemaine, 121.
Dufaure, 151, 202.
Dugravier, prêtre, 237.
Dumirail, 50.

Dumontet, 167, 171.
 Dunoyer, 50.
 Duplais des Touches, 48.
 Duquesne, amiral, 340 et s.
 Duquesnel, 166.
 Durand, 246.
 Duret, 190, 249, 250.
 Durousseau, 350.
 Dury, fayencier, 221 et s.
 Dusourd, docteur, 248.

E

Echebrunes (Charente-Inférieure), 206.
Ecojeux (Charente-Inférieure), 209.
Eglises d'Argenteuil (Les) (Charente-Inférieure), 209.
Eglises (Les) (Charente-Inférieure), 209.
 Epaux, 41, 246.
 Eschasseriaux, 190, 248.
 Esnaud, 47, 49.
 Esparbès de Lussan (d'), 48.
 Espinay de Saint-Luc (d'), 412.
 Espitalié la Peyrade, 29.
Essards (Les) (Charente-Inférieure), 26.
 Estancheau (d'), 48.
 Eyssautier, évêque, 339.

F

Fabre, 49, 155.
 Fabvre, 55.
 Fabvreau ou Favereau, 55, 56.
 Fallegon, écuyer, 49.
 Farnoux, conseiller, 49, 50, 51.
 Faubert, 53.
 Faure, 54, 55.
 Fayet de la Tour, 71.
 Favolle (de), prêtre, 56, 350.
 Fazillaud, 56.
 Fé, écuyer, 56.
Fenieux (Charente-Inférieure), 209.
 Ferragu, 56.
 Ferran (de), 57.
 Ferrand, 57, 175.
 Ferrière (de), 58.
 Feuilletau, 54.
 Feytaud (de), 103, 104.
 Fiefgallet, 58.
 Filleuil, 58.
 Flandrin, 58.
 Fleurant, 58.
 Fleuret, chirurgien, 59.

Fleurimond, 59, 104 et s.
 Fleurisson, 59.
 Fleury, 59 ; (Paul de), 266.
Flotte (La) (île de Ré), 211.
Fontcouverte (Charente-Inférieure), 49, 53, 209, 341.
 Fonteneau, 59, 60.
Fontenay-le-Comte (Vendée), 153.
 Fontoche, architecte, 6.
 Foreau, chirurgien, 61.
 Forel, 192.
 Foucher, 61.
 Fongerou, 61.
Fouilloux (Le) (Charente-Inférieure), 213.
 Foulques, 66.
 Fouqueray, 133.
 Fourestier, 25, 59, 66, 67.
 Fournier, 145.
 Fouyue, 62, 63, 64, 65, 66.
 Fragneau, 163, 180.
 Franck, 249.
Fredière (La) (Charente-Inférieure), 209.
 Frédon-Laquintinie, 169.
Frénade (La), abbaye, 191.
 Frioul, évêque, 267.
 Froger, sieur de la Rigaudière, 47.
 Furcy de Lavault, 71.
 Fuzellier (Le), 59.

G

Gabeloteau, 153.
 Gacheux (Le), capitaine, 239.
 Gaillard, notaire, 27.
 Garat (de), curé, 100, 101, 342.
 Garriguet, 199.
 Gaucherel, 154.
 Gaudin, 58.
 Gaudriau, 112.
 Genet, 153.
Gensac la Pallud (Charente), 208.
 Geoffroy, 26, 52.
Germignac (Charente-Inférieure), 207.
 Gervereau, 16.
 Gibouin (Adolphe), 3.
 Gilbert, capitaine, 244.
 Gillet (Pierre), 55.
 Giraud (Marie), 38, 40 et s.
 Giraudias, 163.
 Glenisson (de) du Colombier, 13.
 Gobeau, 154.
 Godet, 151, 167.
 Goguët, 54.

Goiran, abbé de Maillezais, 269.
Gouillard, 184.
Gourguès (de), 335, 412.
Gourjaud, seigneur de la Milrière, 34.
Gourville (Charente-Inférieure), 209.
Goussé, 175.
Gout, 188.
Goy, sieur du Treuil, 52.
Grailly (M^{me} de), 135.
Graire, 180.
Grandsaigne d'Hauterive, 3.
Graslier, 198, 266, 277, 372; — 375.
Grégou, perruquier, 55.
Grelaud, 50.
Guérin, juge, 30, 124, 411.
Guibert, 41, 235, 345.
Guillemet, 159.
Guillet, 156.
Guillot, 181.
Guillotin, 28.
Guimaron, 158.
Guinot de Monconseil, 57.
Guitinières (Charente-Inférieure), 206.
Guiton de Maulévrier, 34.
Guillon, maire, 343.
Guyonnet (de), 50.
Guyonnet, 161.

H

Haran, 114.
Hardy, 28.
Hastrel (d'), peintre, 328, 329.
Haymont (Charente), 211.
Havet, 147.
Héard, 16, 17, 20, 93, — 97, 102, 103.
Hennessy, 248, 251.
Herpin, 60.
Hervé, 40.
Heurtel (Yves), 1.
Hillairet, 179.
Hippeau, 264.
Horric, seigneur de Rochetolais, 49.
Hustin, fayencier, 222.
Huteau, notaire royal, 25

I-J-K

Isle, seigneur de Beauchesne, 12.
Jallais, sieur de la Gesterie, 51.
Jarnac (Charente), 35, 208, 329.
Jarnac de Garde Epée, 71.

Jaugan, 299.
Jaumier, 134.
Javrezac (Charente-Inférieure), 207.
Jazennes (Charente-Inférieure), 206.
Jeudy, prêtre, 128.
Jognet, 178.
Johnston, 226.
Jolly, 51.
Jones, fayencier, 226.
Jonzac (Charente-Inférieure), 32, 249.
Jouanneau, 176.
Joubert, 48.
Jourdan, vicaire général, 2.
Julien-Laferrière, 157, 165.
Jussas (Charente-Inférieure), 213.
Kéraoul (de), 257.

L

Labadie, 230, 411.
Labat (de), écuyer, 11, 12.
Laborie dit Duvivier, 281.
La Chapelle (de), 12 et s.
La Charlonnie, 25, 28.
La Clisse (Charente-Inférieure), 147.
Lacosteau (de), 60.
Lacroix (de), 47.
Lacroix, général, 188, 190.
Lacurie, 252, 276.
La Fargue (de), 407.
Laffon, officier de santé, 300.
Laforest, 43, 242.
Laquarique de la Tournerie, 54.
Lahens, 226.
Laignelot, 297, 311.
Lajard (Charente-Inférieure), 206.
La Jaunie, chanoine, 270, 276.
Lalanne (de), 50.
Laly, capitaine, 47, 246.
La Martinière (de), 266.
Lambert, 54, 153.
La Mothe d'Ayrac, 34.
Landreau, notaire royal, 29.
La Peyrade (M^{me} Espalié), 134.
Lapeyre, officier de santé, 300.
Laplanche, seigneur d'Artillac et de La Chapelle (famille), 9 et s., 93, 109, 149, 411.
La Roche (de), 50.
La Roche-Chalais, 33.
La Rochelle (Charente-Inférieure), 69, 132, 146, 194, 210, 228, 264, 276, 343, 345; — Saint-Nicolas, 211.

Lastic (de) Saint-Jal, 355.
Tremblade (La) (Charente-Inférieure) 207.
 Laurier (Etienne-Bonaventure), 356 et s.
 La Vallade (de), 27.
 Laverny, 25, 28, 29, 30, 134; — prêtre, 127.
 Laverrière, 181.
 Leberton, 48.
 Lebœuf, abbé, 68.
 Le Breton de Faye, 58, 59.
 Lecoq, 65.
 Le Givre, 99.
 Légglise (de), 65.
 Lelardeux, prêtre, 43.
 Lelarge, 327, 384.
 Lemercier, 148, 190, 250.
 Lemière, 171.
 Lemonnier, abbé, 47, 119, 327, 403.
 Lemousin, seigneur des Croix, 48.
 Lenglet-Dufresnoy, 120.
 Léonard, 38, 40 et s.
Léoville (Charente-Inférieure), 213.
 Lequinio, 311.
 Lériget, 315.
 Le Roux de Lincy, 336.
 Lestrangle (de), 133.
 Levallois, 315.
 Levillain, 266.
 Libouroux, 135.
Lignières (Charente), 208.
Ligueil (Charente-Inférieure), 210.
Lileau, près La Rochelle (Charente-Inférieure), 211.
 Limal, 241.
 Lisardais (de), 350 et s.
 Lobis (de), 11.
 Lombal, 40.
 Longueteau, 169.
 Loppe, docteur, 69.
Lormont, près Saintes, 341.
Lot-et-Garonne, 247.
Loumes (Charente-Inférieure), 207.
Lousignac (Charente-Inférieure), 209.
 Loyauté, 71.
 Loyer, 178.
Lussac (Charente-Inférieure), 206.
Lussans (Charente-Inférieure), 210.
Luzac (Charente-Inférieure), 334.

M

Madame, île (Charente-Inférieure), 109 et s., 230.
Magnaud (Charente), 211.

Maguier, 172.
 Maichin, 7, 263.
Malarille (Charente), 208.
 Mallet, 41.
Marians (Charente-Inférieure), 211, 228.
 Marchais, 49, 52, 54.
 Marchegay, 188.
Marennes (Charente-Inférieure), 38, 114, 288, 296, 335, 380.
 Mareschal, 25, 26, 108.
Marsais (Charente-Inférieure), 210.
 Martell, 250.
 Martellière, 170.
 Martineau, 265, 332, 356, 373.
Massac (Charente-Inférieure), 208.
 Masse, 263.
 Massiot de la Motte, 16.
 Massip (de), 50.
 Massouignes (de), 253.
Mattha (Charente-Inférieure), 98, 208.
 Maubert, 216.
 Maureau, juge, 147.
Mauzé (Deux-Sèvres), 210.
Mazerolles (Charente-Inférieure), 206.
Médillac (Charente), 211.
Mediolanum, 256.
 Merle, 145; — avocat général (décédé le 9 et non le 11), 127, 340.
Merpins (Charente), 32.
 Mersier, avocat, 127.
Meschers (Charente-Inférieure), 249, 334.
 Mestread (Abel), 265.
 Métais, abbé, 373.
 Micaudière (de la), 59.
Migré (Charente-Inférieure), 210.
 Mion, chevalier, 59.
 Miossens (de), 36.
 Mirac (de), 50.
Mirimbéau (Charente-Inférieure), 14, 32, 267.
Moissac Tarn-et-Garonne, 92.
 Mollet, 24 et s.
 Mondor, 163.
 Monge (M^{me}), 190.
 Monmouton (de), 351.
 Monnouger (de), 20.
 Montagne (de), 50.
Montandre (Charente-Inférieure), 33, 212.
Montboyer (Charente), 211.
Montchaude (Charente), 207.
 Montebello (de), 339.
 Montgaugé, 248.
Montignac (Charente-Inférieure), 206.

Montlieu (Charente-Inférieure), 38, 121.

Montpellier (Charente-Infér.), 207.

Montroy (Charente-Inférieure), 210.

Monville, 299.

Morice, 171, 178.

Morin, 167, 172.

Morinerie (de la), 199.

Morisson, greffier, 49.

Mortiers (Charente-Inférieure), 207.

Mosnac (Charente-Inférieure), 207.

Mossion, chanoine, 56.

Mossion de Lagontrie, 28.

Mouchy (de), 205, 274.

Moulinier, seigneur du Puydieu, 101.

Moulon (Charente-Inférieure), 213.

Moynes, 50, 57.

Muran, 66.

Mussaud de Beaulorier de Touvenac, 11, 12.

Musset, 130, 131, 165, 265, 266, 335, 412.

N

Nachans (Charente-Inférieure), 210.

Nadeau, 242, 280.

Nantilly (Charente-Inférieure), 209.

Néraud de Langlade, 10 et s.

Neuillac (Charente-Inférieure), 207.

Neulles (Charente-Inférieure), 207.

Neuvic, près Matha (Charente-Inférieure), 208.

Neveur, 173.

Nicolas, prêtre, 246.

Nieul (Charente-Inférieure), 153, 211.

Noleau, 43, 118, 281, 288 et s.

Nonaville (Charente), 208.

Nonnac (Charente), 212.

Normand d'Authon, 2.

Nouailler (Charente-Inférieure), 209.

Nourry, 153.

Noyers (des), 52.

Nuaille-sur-Boutonne (Charente-Inférieure), 209, 337.

O

Ocherio (?) 210.

Oléron, île (Charente-Inférieure), 68, 208.

Oré, 154.

Ossello, 218.

Oui, docteur, 339.

Ozias, 52, 60.

P

Paillot, 48.

Palissy, 7.

Pandin de Lussaudière, 335.

Panton, 246.

Paret, 53.

Patouillot (dom), 191, 253.

Pelletreau, 67.

Pernet (Loys), tailleur, 335.

Pérou (*Le*) en *Chérac*, 149.

Perrier des Brousses, 71.

Perruchon, 24.

Pestel, 235.

Petit, officier municipal, 25.

Pichon (de), 50.

Pichon-Beaupré, 146.

Piguenit, 60.

Pinasseau, 160.

Piron, 159, 179.

Planty, 257.

Plassac (Charente-Inférieure), 207.

Plessis (du), 10 et s.

Poché-Lafon, 233.

Poirier, 168, 179.

Poitevin, 55, 180.

Poitiers (Vienne), 77, 262, 333.

Pommiers (Charente-Inférieure), 213.

Pons (Charente-Inférieure), 32, 57, 59, 264.

Pont l'Abbé (Charente-Inférieure), 409.

Pontac (Arnauld de), 50.

Ponty, 71.

Port des Barques, village, 279, 377.

Potier, 114.

Pouillac (Charente-Inférieure), 213.

Poussignac, *Polignac* (Charente), 212.

Preguillac (Charente-Inférieure), 171.

Prévost, 40.

Prévost de Traversay, 100, 350.

Prieur, 24, 151.

Prignac (Charente-Inférieure), 209.

Puy du Lac (Charente-Inférieure), 210.

Q - R

Queux (de), 53, 349.

Quinaud, 99, 170, 174.

Rabar (de), 50.

Rabotteau, 54.

Raffenel, 174.

Ramet (*Le*), commune des *Gonds*, 99.

Ranson, 147, 163, 169.

Rateau, 226.
Ravignac (Charente), 211.
 Rayne, 59.
Ré, ile, 390.
 Reboul (de), 135.
 Regelsperger, 199.
 Renou, 156.
Rétaud (Charente-Inférieure), 162.
 Revillé, 178.
 Richard de la Fernanderie, 48.
 Richard, 2, 29, 30.
Richemont (Charente), 208.
 Ricotier (de), 103.
 Ricque, 41.
Rioumartin (Charente), 211.
Rioux (Charente-Inférieure), 207.
 Riquet, 182.
 Robert, 54, 274.
 Robin, procureur de la République, 3.
 Robin, 151.
 Roche, 71, 249.
 Rochebaron (Baron de la), 48.
Rochefort (Charente-Inférieure), 3, 37 et s., 69, 99, 109 et s., 147, 230 et s., 257, 279 et s., 336, 338, 377 et s.
Rochefoucault (de La), 405.
 Rolland, 341.
Romegoux (Charente - Inférieure), 405.
Rouffiac (Charente-Inférieure), 207.
Rouffignac (Charente - Inférieure), 212.
 Rougé, fayencier, 221 et s.
 Rousseau, 176.
 Roussel, 189.
 Roussenq, fayencier, 229.
 Routier, 160.
 Roux, 39.
 Roy, 179.
Royn (Charente-Inférieure), 334, 337.

S

Sabaille, capitaine, 246.
 Saincton de Pommiers, 50.
Saint-Aigulin (Charente-Inférieure), 212.
 Saint-Amans, fayencier, 226.
Saint-André de Cubzac (Gironde), 333, 334.
Saint-Aulaire, Sainte-Eulalie, 212.
Saint-Avit (Charente), 212.
Saint-Bris (Charente-Inférieure), 35.
Saint-Coprais (Charente), 209.

Saint-Ciers (Charente - Inférieure), 207.
Saint-Grépin (Charente-Inférieure), 210.
Saint-Christophe d'Aunis (Charente-Inférieure), 210.
Saint-Clément (Charente-Inférieure), 210.
Saint-Coutant (Charente-Inférieure), 210.
Saint-Cyprien (Charente), 212.
Saint-Dizant du Bois (Charente-Inférieure), 102, 207.
Saint-Dizant du Gua (Charente-Inférieure), 21, 57.
Saint-Félix (Charente), 212.
Saint-Fort-sur-le-Né (Charente), 208, 253.
 Saint Fort, saint Fortunat, 255.
Saint-Georges des Coteaux (Charente-Inférieure), 25.
Saint-Grégoire d'Ardennes (Charente-Inférieure), 29.
Saint-Hilaire de Villefranche (Charente-Inférieure), 209.
Saint-Ippolyte (Charente-Inférieure), 319.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 210, 264, 352, 399, 407.
Saint-Laurent de la Barrière (Charente-Inférieure), 210.
Saint-Léger (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Loup (Charente - Inférieure), 210.
Saint-Macoult des Arcs (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Martial de Coculet (Charente-Inférieure), 129, 206.
Saint-Martin (Charente-Inférieure), 209.
Saint-Martin du Petit Niort, 127.
Saint-Martin de Ré (Charente-Inférieure), 211.
Saint-Maurice de Laurantanne (Charente-Inférieure), 212.
Saint-Maurice de Tavernoles (Charente-Inférieure), 207.
Saint-Médard (Charente), 210, 212.
Saint-Mégrin (Charente-Inférieure), 32.
Saint-Ouen (Charente - Inférieure), 208.
Saint-Palais du Né, Sanctus Pallas (Charente), 208.
Saint-Palais de Phiollain (Charente-Inférieure), 207.

Saint-Pierre de Juillac (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Pierre de Juillé (Charente-Inférieure), 209.
Saint-Pierre du Palais (Charente-Inférieure), 213.
Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 207, 319.
Saint-Preuil (Charente), 208.
Saint-Romain de Benet (Charente-Inférieure), 49, 153.
Saint-Sauveur du Château (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 341, 352.
Saint-Seurin de Palennes (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Seurin, près Barbezieux (Charente), 212.
Saint-Simon (de), 58.
Saint-Simond des Broses (Charente-Inférieure), 207.
Saint-Thomas de Cosnac (Charente-Inférieure), 10 et s., 104.
Saint-Trojan (Charente-Inférieure), 35.
Saint-Valier (Charente), 212.
Sainte-Colombe (Charente-Inférieure), 213.
Sainte-Marie de Dey (Deux-Sèvres), 210.
Sainte-Maxime (Charente-Inférieure), 209.
Sainte-Soline (Charente), 212.
Saintes (Charente-Inférieure), 3 et s., 30 et s., 147, 217-230, 259 et s., 316 et s., 332, 336, 338, 366 et s.
Saintes (évêques de), 213-216 ; — (églises de), 72-93, 80, 135, 206 ; — Saint-Saloine, 80.
Saucon, 153.
Saujon (Charente-Inférieure), 151.
Saunier, 175.
Sauvignac (Charente), 212.
Sauvinet, 18.
Savary, 55, 168, 188, 249, 251.
Sazerac, fayencier, 220 et s.
Sellot, notaire, 151.
Semillac (Charente-Inférieure), 207.
Senné, 26.
Seque (de), 50.
Serignac (Charente), 212.
Servant, 12, 162.
Sicard, 179.
Siec (Charente-Inférieure), 209.
Sigogne (Charente), 208.
Sonneville (Charente), 208.

Sorin, 280.
Sorlut, commune de Cozes, 355.
Sottas, docteur, 412.
Soubran (Charente-Inférieure), 212.
Soulignonnes (Charente-Inférieure), 26, 207.
Soumèras (Charente-Inférieure), 212.
Soupet, chirurgien, 235.
Sourisseau, 41.
Sousmoulins (Charente-Inférieure), 213.
Souvigné (Deux-Sèvres), 335.
Strauss, 156.
Surgères (Charente-Inférieure), 72, 210.
Surraud, 173.

T

Taillant (Charente-Inférieure), 209.
Taillebourg (Charente-Inférieure), 209, 260.
Taillefer, 249.
Taillerand (de), 33.
Tallerand de Grignauld, 62.
Tanlay (de), 190, 191, 248, 250.
Tapissier, 59.
Taste (de), 10, 99.
Tauzin, 258.
Teneau, cordonnier, 55.
Tercinier, 2, 3, 184.
Ternant (Charente-Inférieure), 209.
Tessier (Guillaume), 44, 203, 275.
Tesson (Charente-Inférieure), 206.
Texier, 176, 237.
Thaims (Charente-Inférieure), 55, 207.
Thairé (Charente-Inférieure), 210.
Thenac (Charente-Inférieure), 49.
Thionville, 170, 202.
Thomas (Elie), 287.
Tigonio (Sanctus Johannes de), 211.
Topsent, 311.
Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), 327.
Tortat, 167.
Troyes (Aube), 76, 79.

V

Vacquier, 174.
Vallein, 72.
Valentin, 246.
Vallet (Charente-Inférieure), 213.
Vandré (Charente-Inférieure), 210.
Vanzac (Charente-Inférieure), 213.

Varin, 40.
Vaux (de), 61.
Vaux, près Jarnac (Charente), 208.
Venant (Henry), 356.
Vendée, 248.
Vénérant (Charente-Inférieure), 209.
Vergeroux (Le) (Charente-Inférieure), 211.
Verné (Charente-Inférieure), 210.
Vervant (Charente-Inférieure), 209.
Veyrel, 7.
Viauld, 26.
Vibrac (Charente-Inférieure), 207, 213.
Vidal de Besaudun, 332.
Vieulle, 7, 67.
Vigen, 197.
Vignoles (Charente), 212.
Vigny (Alfred de), 255.
Viguié, 315.
Villebois (Charente), 410.
Villecollet, 41.
Villedieu, 171.

Villefranche de Rouergue (Aveyron), 137.
Villeneuve, 211.
Villeneuve (Charente-Inférieure), 210.
Villepouge (Charente), 209.
Villesougnade (Charente), 212.
Voissay (Charente-Inférieure), 209.
Voix, 152, 184.
Vouhé (Charente-Inférieure), 339.
Voutron (de), 349.
Vouzou, 55.

W-Y

Walch, 181.
Wast (Jean), curé, 40.
Watrin, 297.

Yviers (Charente), 211.
Yonnet, 27.
Ythier, sieur de Nivelle, 59.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1390



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1390

